



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 12 - SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Agriculture biologique
Digitalisation du Luxembourg
Plan national pour un développement durable

p. 385/392
p. 402
p. 418

Sommaire des séances publiques n°s 30 à 32
Sommaire des questions parlementaires

p. 427
p. Q257

30^e séance
31^e séance
32^e séance

Mardi 2 juillet 2019
Mercredi 3 juillet 2019
Mardi 9 juillet 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



La Première Ministre serbe en visite officielle

Le processus d'adhésion de la Serbie à l'Union européenne était au cœur de l'échange de vues, le 9 septembre 2019, entre la Première Ministre serbe, Mme Ana Brnabić, et une délégation luxembourgeoise composée du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et des députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Réformes économiques et fiscales

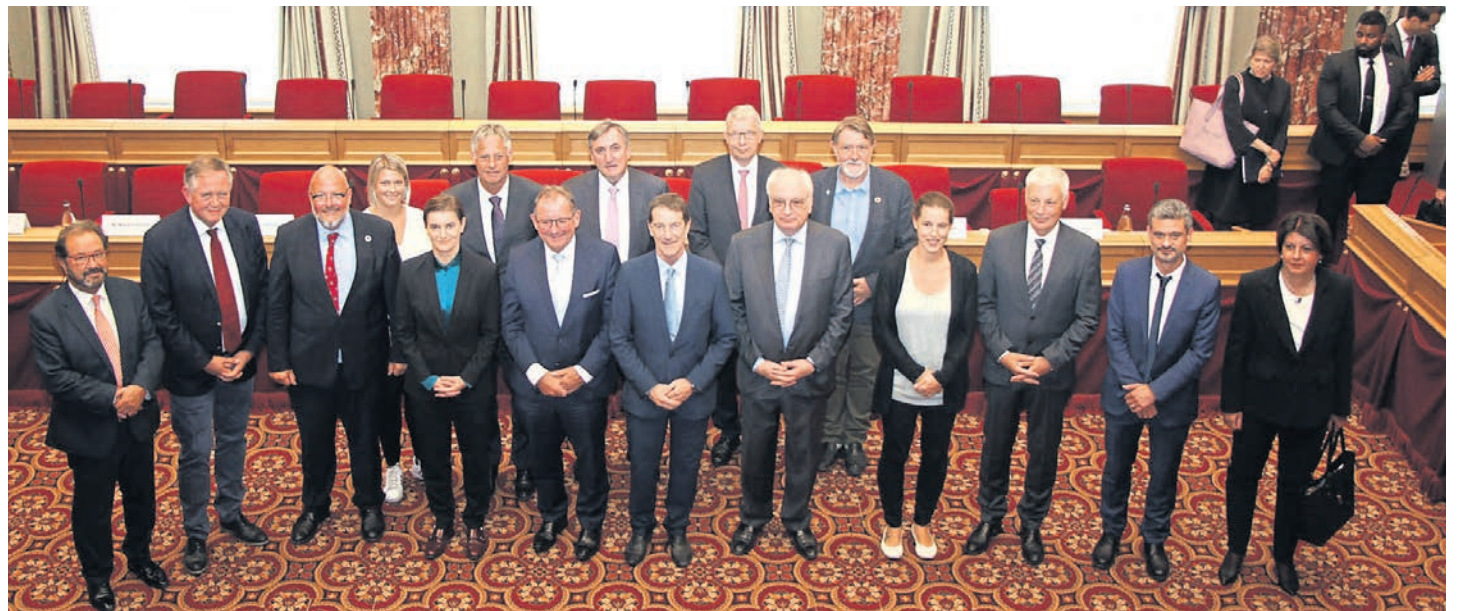
Mme Ana Brnabić a informé les députés luxembourgeois que ces dernières années la Serbie a entamé de grandes réformes économiques et fiscales.

« En vue d'une éventuelle adhésion à l'Union européenne, des efforts importants restent à faire en ce qui concerne l'État de droit ainsi que l'indépendance et l'efficacité du système judiciaire », a-t-elle encore confirmé aux députés.

Un autre élément important pour avancer dans les négociations est la stabilisation de la région des Balkans occidentaux. De manière générale, les députés ont félicité la Serbie pour les réformes engagées les quatre dernières années et ont encouragé le pays à persévérer dans cette voie.

Relations serbo-kosovares

Au cours de l'échange de vues, les députés se sont notamment renseignés sur les relations entre la Serbie et le Kosovo. Mme Brnabić a af-



Mme Ana Brnabić (4^e de gauche) reçue à la Chambre des Députés.

firmé que les relations restent tendues et espère que les élections kosovares prévues en octobre permettront de reprendre le dialogue entre Belgrade et Priština.

Ce dialogue est bloqué depuis que le Kosovo a décidé fin 2018 d'imposer des droits de dou-

ane de 100 % sur les produits en provenance de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine. Les députés luxembourgeois ont également demandé à la Première Ministre serbe si son pays envisageait d'adhérer à l'OTAN. Mme Brnabić a confirmé la neutralité militaire du pays et a expliqué qu'une éventuelle accession à l'Alliance

atlantique n'était soutenue ni par la politique, ni par la population. Au cours de sa visite officielle au Luxembourg, la Première Ministre a également assisté à la cérémonie commémorative du 75^e anniversaire de la libération de la ville de Luxembourg qui s'est tenue au Cercle Cité.

Intensifier la coopération Koweït-Luxembourg

Une délégation du groupe d'amitié parlementaire Koweït-Luxembourg fut récemment reçue au Parlement luxembourgeois.

Au cours d'un échange de vues avec le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, la délégation koweïtienne a signalé son intention d'intensifier les relations entre les deux pays.

Un constat partagé par M. Fernand Etgen qui a affirmé qu'il existe un potentiel énorme pour renforcer la coopération bilatérale.

Le Président de la Chambre a également remarqué que le Koweït et le Luxembourg ont beaucoup de similitudes comme par exemple une population qui comprend un nombre élevé de travailleurs immigrés et une situation de petit pays entouré par des voisins puissants.

Un autre sujet abordé lors de la rencontre fut la situation politique au Moyen-Orient.

Selon les parlementaires du Koweït, la neutralité du pays et leur politique modérée constituent le grand atout du pays dans cette région relativement instable.

De manière générale, le Koweït essaierait de jouer un rôle de conciliateur et de médiateur entre les pays voisins. Ils déplorent le fait que la situation actuelle au Moyen-Orient

n'attire pas les investissements étrangers, ce qui affecte le développement du Koweït.

Selon eux, l'Union européenne est un partenaire de confiance qui pourrait ramener la stabilité et la paix dans cette région.

Le changement climatique et la disparition inévitable des ressources fossiles furent également abordés lors de l'échange de vues.

Les députés luxembourgeois se sont renseignés sur les initiatives législatives de ce pays du Golfe persique pour combattre le réchauffement climatique.

Les parlementaires koweïtiens les ont informés qu'ils prennent cette problématique très au sérieux, mais qu'ils nécessitent le soutien des organismes internationaux dans le domaine de la recherche.

Lors d'une entrevue avec les membres de la Commission des Finances et du Budget pour discuter des défis du secteur financier et de la criminalité financière, les députés koweïtiens ont affirmé avoir adopté une série de lois strictes pour renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent.

La vision du pays pour les prochaines années est de renforcer son secteur financier et celui des technologies de l'information et de la communication.

Le groupe d'amitié parlementaire Koweït-Luxembourg en visite



Les relations sino-luxembourgeoises sont au beau fixe

« Construisons l'avenir de nos peuples ensemble ! »

Voilà le message d'amitié du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, à l'adresse du Vice-Président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) de la République populaire de Chine, M. Chuantang Yang, accueilli le 9 septembre 2019 à la Chambre des Députés.

Les deux hommes politiques ont souligné la coopération pragmatique et l'amitié qui lie leurs pays respectifs. « La Chine et le Luxem-

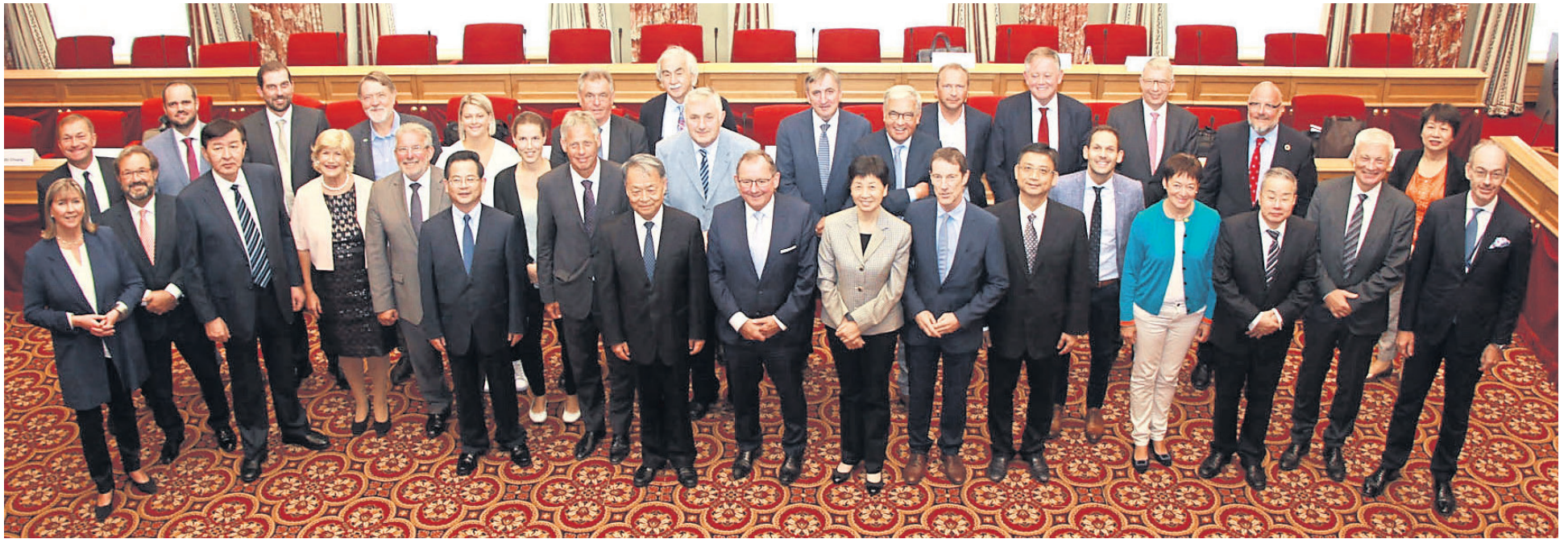
bourg sont des partenaires de choix et leur relation étroite est basée sur la confiance et mue par un intérêt commun pour l'innovation », a ajouté le Président de la Chambre des Députés.

Ce constat fut partagé par M. Chuantang Yang qui a confirmé qu'au sein de l'Union européenne le Luxembourg est un des partenaires privilégiés de la Chine. Dans cette optique M. Chuantang Yang a exprimé le souhait que le Luxembourg puisse jouer un rôle actif dans la promotion des relations entre l'Union européenne et la Chine. L'engagement chinois envers le multilatéralisme de même que son

ouverture politique et économique étaient également des sujets abordés par les membres de la délégation parlementaire luxembourgeoise, composée des trois Vice-Présidents ainsi que des membres de plusieurs commissions parlementaires (Bureau, Affaires étrangères et européennes, Mobilité).

Au cours des discussions concernant les relations entre les États-Unis et la Chine, M. Chuantang Yang a confirmé « qu'il n'y a pas de gagnant dans une guerre commerciale », mais a néanmoins souligné que la Chine « ne peut pas rester passive en cas de menace ».

Les députés luxembourgeois se sont encore renseignés sur la politique environnementale de la Chine. M. Chuantang Yang a assuré que la protection de l'environnement de même que la lutte contre la pollution font partie des grandes priorités du Gouvernement chinois. Il a également affirmé que la Chine s'emploiera à respecter l'accord de Paris sur le climat qu'elle a ratifié en septembre 2016. Un autre sujet abordé par les deux délégations fut la « route de la soie aérienne » reliant la Chine au Grand-Duché, M. Yang étant également le Secrétaire du groupe dirigeant du Parti communiste chinois du Ministère du Transport.



Les délégations chinoise et luxembourgeoise

Relations Sarre-Luxembourg : coopérer à différents niveaux



M. Stephan Toscani (4^e de droite) entouré des membres du Bureau de la Chambre des Députés, de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional.

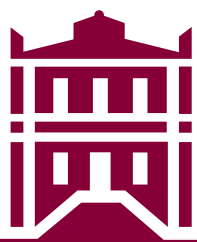
Le Président du Landtag de Sarre, M. Stephan Toscani, était à la Chambre des Députés pour une entrevue, le 19 septembre 2019, avec les membres du Bureau de la Chambre des Députés, de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI).

Face à ses interlocuteurs, M. Toscani, qui assure actuellement la présidence du CPI, a relevé qu'il souhaiterait continuer dans la voie suivie par la présidence luxembourgeoise. En outre, le nouveau Président du Conseil parlementaire interrégional a annoncé vouloir lier plus étroitement les différentes institutions de la Grande Région et intensifier les contacts avec les pouvoirs exécutifs. Cela pourrait améliorer l'échange réciproque d'idées et les relations pourraient s'avérer plus fructueuses.

Une stratégie « Luxembourg » pour la Sarre ?

Les députés ont également abordé le sujet d'une stratégie « Luxembourg » pour la Sarre. Il s'agit d'une stratégie que la Sarre entend développer afin de coopérer encore plus étroitement avec le Luxembourg à différents niveaux, comme dans les domaines de la mobilité ou de l'éducation par exemple. Cette idée n'en est toutefois qu'à ses débuts.

Finalement, les députés se sont également intéressés à une coopération renforcée dans le domaine de l'éducation. Pour les députés luxembourgeois, le Lycée Schengen est un bon exemple de coopération transfrontalière. Le Président du Landtag de Sarre, M. Stephan Toscani, a lui aussi parlé d'un projet réussi. Dans ce contexte, il a fait des réflexions sur la création d'une filière professionnelle afin de mieux préparer les jeunes au marché du travail.



Assistance aux travailleurs handicapés

7269 - Projet de loi complétant le Code du travail en portant création d'une activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de créer une nouvelle « activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi », dénommée ci-après « activité d'assistance » au profit des personnes ayant le statut de salarié handicapé ou étant en reclassement externe.

L'introduction de ce nouveau dispositif dans le Code du travail traduit la détermination du Gouvernement de vouloir honorer ses obligations et engagements qu'il a pris en signant la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH), et particulièrement son article 27 relatif au travail et à l'emploi. Cet article dispose, entre autres, que les États parties s'engagent à prendre les mesures appropriées pour promouvoir les possibilités d'emploi et d'avancement des personnes handicapées sur le marché du travail, ainsi que l'aide à la recherche et à l'obtention d'un emploi, au maintien dans l'emploi et au retour à l'emploi.

Selon les auteurs, la future loi contribuera notamment à :

- aboutir à une plus grande égalité de traitement des salariés handicapés et en reclassement externe vis-à-vis des autres salariés ;

- faciliter l'intégration des salariés handicapés et des salariés en reclassement externe sur le marché du travail ordinaire ;

- inciter les patrons à engager plus de salariés handicapés et en reclassement externe ;

- favoriser le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap et des salariés en reclassement externe en créant un dispositif sur mesure, permettant aux employeurs, salariés handicapés, salariés en reclassement externe et, le cas échéant, au personnel de l'entreprise, de s'échanger avec des spécialistes et de s'accorder sur les moyens, formations et mesures adéquates à mettre en place afin d'aboutir à des solutions et à une situation de travail qui satisfassent l'ensemble des acteurs ;

- réglementer l'activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi afin de s'assurer que les salariés handicapés et en reclassement externe puissent bénéficier d'un encadrement et d'une assistance professionnelle adaptés à leurs besoins.

Afin de pouvoir bénéficier de l'assistance, le salarié handicapé ou le salarié en reclassement externe doit, soit être engagé par un employeur du secteur privé dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi, soit être engagé sous contrat de travail par un employeur. La demande d'assistance est adressée au directeur de l'ADEM. Son accord donne droit à la prise en charge par le Fonds pour l'emploi de la prestation de l'assistant ou du service d'assistance pour le nombre d'heures et la durée prévues dans le projet individualisé.

En raison de la grande responsabilité incombant aux futurs assistants et vu que le financement de l'assistance est assuré par le Fonds pour l'emploi, le nouveau dispositif met en place un agrément à la fois pour « l'assistant à l'inclusion dans l'emploi agréé » et pour le « service d'assistance à l'inclusion dans l'emploi agréé ».

Aux termes du projet de loi, la délivrance de l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance est subordonnée à quelques conditions cumulatives, dont notamment

- une qualification professionnelle adéquate,

- la formation continue,

- la compréhension et la faculté de s'exprimer dans au moins une des trois langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, et

- le respect des conditions d'honorabilité.

Il est à noter encore que dans le secteur public, l'assistance est assurée par le service psychosocial relevant de la compétence du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

tion-cadre prône l'élimination du commerce illicite des produits du tabac, y compris la contrebande, la fabrication illicite et la contrefaçon. En effet, le commerce illicite des produits du tabac compromet l'efficacité des politiques de lutte antitabac, telle que l'augmentation du prix des produits du tabac qui est susceptible de réduire la consommation de ces produits, en particulier chez les jeunes qui montrent la plus grande sensibilité aux variations de prix.

La libéralisation des échanges commerciaux et la dimension internationale du commerce illicite, notamment par Internet, et de la contrebande des produits du tabac rendent indispensables l'élaboration et la mise en œuvre d'instruments juridiques internationaux efficaces. Ainsi, le Protocole vise à assurer un contrôle accru de la chaîne logistique de l'offre des produits du tabac, notamment par la mise en place de systèmes de suivi et de traçabilité des produits, par le renforcement des sanctions pé-

nales ainsi que par une meilleure coopération internationale des services de répression des fraudes et des services judiciaires.

Les objectifs du Protocole sont largement identiques à ceux de la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes, et abrogeant la directive 2001/37/CE. En effet, la directive 2014/40/UE vise notamment à transposer en droit européen les obligations en matière d'identification et de traçabilité imposées par le Protocole. La traçabilité des produits du tabac devra permettre d'éviter le développement d'un commerce parallèle et d'identifier et de connaître l'origine et la destination des produits du tabac en rendant chaque contenant de tabac unique, identifiable et traçable.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.05.2018
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

07.05.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

02.07.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03.07.2019

Loi du 12 juillet 2019

Mémorial A : 2019, n° 496, page 1

Prospectus pour valeurs mobilières

7328 - Projet de loi :

1° relative aux prospectus pour valeurs mobilières ;

2° portant mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE (ci-après « le règlement (UE) 2017/1129 »).

Le règlement (UE) 2017/1129 définit les dispositions à respecter lors de l'établissement, l'approbation et la diffusion du prospectus qui doit être publié en cas d'offre au public de valeurs mobilières respectivement en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé sur le territoire d'un État membre. Eu égard à l'évolution des marchés financiers au fil des dernières années, le règlement (UE) 2017/1129 modifie la directive 2003/71/CE afin de simplifier et d'améliorer l'application du cadre réglementaire, renforçant ainsi la compétitivité internationale de l'Union européenne. L'harmonisation accrue de la législation européenne relative à l'élaboration du prospectus constitue par ailleurs une étape importante vers l'achèvement de l'union des marchés de capitaux. Le nouveau cadre réglementaire réduit finalement la charge administrative des entreprises, facilitant de la manière l'accès notamment pour les petites et moyennes entreprises à différentes formes de financement dans l'Union européenne.

Le présent projet de loi abroge et remplace la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières, transposant la directive 2003/71/CE.

Le projet de loi est divisé en cinq parties qui correspondent à celles de la loi modifiée du 10 juillet 2005. La partie I comprend les dispositions générales concernant l'objet de la loi, les définitions terminologiques et le régime applicable aux émissions libellées dans une devise autre que l'euro. La partie II désigne la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) comme autorité compétente au Luxembourg, dotée des pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires pour accomplir ses missions. La partie III introduit également des ré-

gimes de sanctions et de responsabilité, tel que prévu par le règlement (UE) 2017/1129. Il a été fait usage de la possibilité d'exempter les offres au public de valeurs mobilières, dont le montant total est inférieur à 8 millions d'euros, de l'obligation de publier un prospectus. Cependant, pour les offres dont la valeur est égale ou supérieure à 5 millions d'euros, une mise à disposition au public d'une note d'information est requise afin de garantir une certaine protection des investisseurs.

La partie III fixe les dispositions concernant l'établissement, l'approbation et la diffusion des prospectus relatifs aux offres au public et admissions à la négociation sur un marché réglementé de valeurs mobilières non visées par le règlement (UE) 2017/1129. Dans un souci de simplification, de protection des investisseurs et de sécurité juridique, la partie III prévoit certaines adaptations par rapport aux dispositions correspondantes de la loi modifiée du 10 juillet 2005, comme par exemple un champ d'application plus réduit ainsi que l'introduction de nouvelles règles pour garantir l'accès facile au prospectus.

La partie IV établit les dispositions en matière de prospectus applicables aux admissions de valeurs mobilières à la négociation sur un marché luxembourgeois ne figurant pas sur la liste des marchés réglementés publiée par l'Autorité européenne des marchés financiers. Les dispositions finales sont fixées dans la partie V.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 23.03.2018

Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Max Hahn) :

23.04.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

29.04.2019 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

03.07.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

23.04.2019 Présentation du projet de loi

29.04.2019 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

Vote en séance publique : 10.07.2019

Loi du 1^{er} août 2019

Mémorial A : 2019, n° 545, page 1

Traçabilité des produits du tabac

7312 - Projet de loi portant approbation du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, fait à Séoul, le 12 novembre 2012

Le projet de loi sous rubrique vise à porter approbation du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, fait à Séoul, le 12 novembre 2012. Il s'agit du premier protocole à la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la lutte antitabac (CCLAT), entrée en vigueur le 27 février 2005 et approuvée par le Luxem-

bourg par le vote de la loi du 8 juin 2005¹. Le Protocole a été adopté lors de la cinquième conférence des Parties à la CCLAT qui s'est tenue le 12 novembre 2012 à Séoul. La Conven-

¹ Loi du 8 juin 2005 portant approbation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, faite à Genève, le 21 mai 2003

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.



Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.06.2018
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

29.04.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

24.06.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.07.2019
Loi du 16 juillet 2019
Mémorial A : 2019, n° 513, page 1

Équipement de la Cité des sciences

7360 - Projet de loi modifiant la loi du 4 août 2014 relative à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autre de certains bâtiments de la Cité des sciences à Belval

Le projet de loi sous avis se propose de modifier la loi du 4 août 2014 relative à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autre de certains bâtiments de la Cité des sciences à Belval afin d'étendre le périmètre de l'autorisation de dépense accordée par la loi précitée à des dépenses nouvelles, non

prévues dans l'autorisation initiale. Il s'agit plus précisément d'intégrer l'équipement du « Bâtiment Laboratoires » dans l'enveloppe financière prévue et d'actualiser par ailleurs les noms et la liste des établissements occupant les différentes parties des immeubles en question.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.09.2018
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :

23.05.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

06.06.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

20.06.2019 Adoption d'un rapport complémentaire

Vote en séance publique : 02.07.2019
Loi du 22 août 2019
Mémorial A : 2019, n° 593, page 1

Ratification de conventions fiscales

7390 - Projet de loi portant approbation

1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;

2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;

3° de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;

4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la ratification des Conventions fiscales avec la France et le Kosovo, de l'Avenant avec la Belgique et du Protocole avec l'Ouzbékistan.

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans les efforts continus du Gouvernement luxembourgeois au fil des dernières années de compléter, moderniser et améliorer son réseau de conventions fiscales.

À la lumière de l'évolution des exigences et standards internationaux récents en la matière, entre autres ceux découlant du plan d'action BEPS (« Base erosion and profit shifting ») de l'OCDE, une adaptation fondamentale de certaines conventions fiscales s'est avérée incontournable. Ainsi la Convention avec la France, dont la première version date du 1^{er} avril 1958, et qui fut modifiée subséquemment à plusieurs reprises, a été soumise à une modernisation générale et prend en compte les standards minima en matière de fiscalité internationale qui résultent des travaux BEPS de l'OCDE.

Comme le précisent les auteurs du projet de loi dans l'exposé des motifs, les négociations avec un partenaire économique important du

Grand-Duché comme la France s'avèrent souvent complexes afin de tenir compte des positions spécifiques en matière de politique conventionnelle des deux États. Le texte final constitue donc un compromis entre les positions du Luxembourg et de la France.

La conclusion d'une convention fiscale avec le Kosovo marque la suite logique pour les relations bilatérales. Suite au conflit de 1999, le Luxembourg a mis en place, dans un premier temps, des programmes d'assistance humanitaire et de reconstruction, pour, par la suite, lancer des programmes de coopération au développement. Ainsi, la conclusion d'une convention contre la double imposition entre le Luxembourg et le Kosovo permet d'approfondir davantage la coopération entre les deux pays.

En ce qui concerne l'Avenant avec la Belgique, le paragraphe 8 du Protocole final de la Convention est remplacé pour inclure dans la Convention l'accord amiable du 16 mars 2015, conclu sur base du paragraphe 3 de l'article 25 de la Convention fiscale belgo-luxembourgeoise et concernant le traitement fiscal des professions dépendantes.

Finalement, le Protocole avec l'Ouzbékistan adapte la Convention fiscale ouzbéko-luxembourgeoise aux exigences de l'OCDE en ma-

tière d'échange de renseignements et aux standards minima prévus par les travaux BEPS concernant les conventions fiscales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.12.2018
Rapporteuse : Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

03.06.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

18.06.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.07.2019
Loi du 12 juillet 2019
Mémorial A : 2019, n° 495, page 1

Augmentation du salaire social minimum

7416 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à transposer une partie de la décision retenue dans l'accord de coalition 2018-2023 relative à l'augmentation rétroactive au 1^{er} janvier 2019 du salaire social minimum (SSM) de 100 euros.

Afin de réaliser cette augmentation de 100 euros du salaire social minimum il y a eu trois étapes dont celle prévue dans le présent projet de loi est la troisième :

1. Une première augmentation de 1,1% a été votée et est entrée en vigueur en janvier 2019 : il s'agit de la loi du 21 décembre 2018 modifiant l'article 222-9 du Code du travail ;

2. en plus, un crédit d'impôt salaire social minimum (CISSM) a été voté avec la loi sur le bud-

get, il s'agit de la loi du 26 avril 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019, qui prévoit un nouveau crédit d'impôt spécifique ;

3. le présent projet de loi prévoit une deuxième hausse de 0,9% qui vise à adapter rétroactivement et de façon structurelle le niveau du SSM à compter du 1^{er} janvier 2019.

Le présent projet de loi prévoit donc une augmentation du taux du salaire social minimum de 0,9% pour le fixer à 256,60 euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948.

La loi produira ses effets au 1^{er} janvier 2019.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.03.2019
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

02.05.2019 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen des avis des chambres professionnelles
Adoption d'une série d'amendements

06.06.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25.06.2019
Loi du 12 juillet 2019
Mémorial A : 2019, n° 498, page 1

Accession de la Macédoine du Nord à l'OTAN

7430 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord, signé à Bruxelles, le 6 février 2019

Le présent projet de loi a pour but d'approuver le Protocole sur l'accession de la République de Macédoine du Nord au Traité de l'Atlantique Nord. Ce Protocole a été signé le 6 février 2019 à Bruxelles par les Représentants permanents des Alliés, dotés des pleins pouvoirs par leur gouvernement.

Les relations entre la République de Macédoine du Nord et de l'OTAN remontent aux années

1990. Depuis 1999, elle avait participé au « Membership Action Plan » de l'OTAN et a réalisé une série de réformes dans les domaines militaire, politique, économique et juridique.

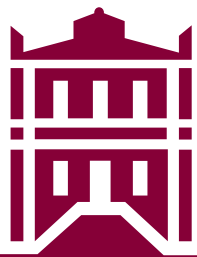
Le pays a d'ailleurs été un partenaire important de l'OTAN au Kosovo et en Afghanistan où une cinquantaine de militaires de la République de Macédoine du Nord sont toujours déployés dans le cadre de la mission « Resolute Support ».

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 01.04.2019
Rapporteur : M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Marc Angel) :

06.05.2019 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.07.2019
Loi du 12 juillet 2019
Mémorial A : 2019, n° 493, page 1



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

3. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président - Mme Josée Lorsché - M. Laurent Mosar

4. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

- M. Fernand Kartheiser

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 51 du 1^{er} juillet 2019 de Mme Carole Hartmann relative à l'agriculture solidaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- Mme Carole Hartmann - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Question n° 52 du 2 juillet 2019 de Mme Martine Hansen relative à la canicule et l'approvisionnement en eau potable pour particuliers et l'économie, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- Mme Martine Hansen - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Question n° 53 du 2 juillet 2019 de M. Marc Hansen relative à la création d'une agence nationale des médicaments, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. Marc Hansen - M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé

Question n° 54 du 2 juillet 2019 de M. Jeff Engelen relative à l'accessibilité des gares pour les personnes à mobilité réduite, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- M. Jeff Engelen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 55 du 1^{er} juillet 2019 de M. André Bauler relative à l'application de la nouvelle législation sur la protection des données dans les hôpitaux, les pharmacies et dans les salles d'attente des médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. André Bauler - M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé

Question n° 56 du 2 juillet 2019 de M. Marco Schank relative aux amalgames dentaires, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. Marco Schank - M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé

Question n° 57 du 2 juillet 2019 de M. Gusty Graas relative à la loque américaine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- M. Gusty Graas - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Question n° 58 du 2 juillet 2019 de M. Marc Goergen relative au transport d'animaux entre le Luxembourg et des pays tiers, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- M. Marc Goergen - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Question n° 59 du 2 juillet 2019 de M. Félix Eischen relative à l'utilisation des couloirs pour bus pour le transport de personnes des centres psychogériatriques, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- M. Félix Eischen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 60 du 2 juillet 2019 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative au sac réutilisable pour les fruits et légumes dénommé « Superbag », adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

6. Ordre du jour (suite)

- M. Laurent Mosar (intervention de M. Michel Wolter) - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Laurent Mosar

7. Motion de M. Marco Schank relative à la gratuité du service de transport Adapto à partir de mars 2020 pour des personnes ayant un handicap

- Exposé : M. Marco Schank

- Discussion générale : M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen - Mme Josée Lorsché

- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- M. Fernand Kartheiser - M. le Ministre François Bausch - M. Marco Schank (intervention de M. le Ministre François Bausch) - M. David Wagner - M. le Ministre François Bausch

- Vote sur la motion (rejetée)

8. Ordre du jour (suite)

- Mme Josée Lorsché - M. Laurent Mosar (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

9. 7360 - Projet de loi modifiant la loi du 4 août 2014 relative à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autre de certains bâtiments de la Cité des sciences à Belval

- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back

- Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 7390 - Projet de loi portant approbation

1^o du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;

2^o de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;

3^o de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;

4^o de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 7328 - Projet de loi :

1^o relative aux prospectus pour valeurs mobilières ;

2^o portant mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. 7430 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord, signé à Bruxelles, le 6 février 2019

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Marc Angel

- Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Eugène Berger - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

13. Débat d'orientation sur l'agriculture biologique

- Exposé : M. François Benoy

- Débat : Mme Martine Hansen (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Alex Bodry) (dépôt de la motion 1)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maa-chen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre.**- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

A véiertens, den 28. Juni 2019 huet de Bureau eng Sous-commission « informatique » an d'Liewe geruff, déi folgendermoossen zesummegeállt ass: ech selwer, déi Häre Mars Di Bartolomeo, Gast Gibéryen, Henri Kox a Marc Spautz souwéi den Här Claude Frieseisen, d'Madamm Isabelle Barra an déi Häre Benoît Reiter a Carlo Linden.

Communications du Président - séance publique du 2 juillet 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7447 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2018

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.06.2019

7452 - Projet de loi portant modification :

1^o du Code pénal ;

2^o du Code de procédure pénale ;

3^o de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

4^o de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

- la loi générale des impôts (« Abgabenordnung »);
- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;

- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;

5^e de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions de modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

en vue de la transposition:

- de la décision 2007/845/JAI du Conseil du 6 décembre 2007 relative à la coopération entre les bureaux de recouvrement des avoirs des États membres en matière de dépistage et d'identification des produits du crime ou des autres biens en rapport avec le crime

- de certaines dispositions de la directive 2014/42 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne

afin de porter création et organisation du bureau de gestion et de recouvrement des avoirs

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.06.2019

7453 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt: M. Sven Clement, Député, M. Marc Goergen, Député, le 27.06.2019

7454 - Projet de loi portant approbation du Mé-morandum d'entente (MOU) entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Quartier général du Commandant suprême allié Transformation ainsi que le Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe concernant les prestations de soutien fourni par le pays hôte pour l'exécution des opérations, des exercices et des activités militaires de même nature de l'OTAN, fait à Luxembourg, le 18 décembre 2017 et à Mons, le 8 février 2018

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 27.06.2019

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

1315 - Demande de pétition publique: Imprimer les tickets de caisse des commerces seulement à la demande du client / Keessenziedel a Geschäftef nëmmen nach op Ufro vum Client ausdrécken

Dépôt: Steven Curfs, le 25.06.2019

1316 - Demande de pétition publique: Fir d'Op-schaffe vun der Geschicht vun de Lëtzebuenger Heemer an Internater an de Joren 1950 bis 1975

Dépôt: Christian Faber, le 26.06.2019

1317 - Demande de pétition publique: Pour la fermeture de la centrale de Cattenom

Dépôt: Catia Margarida De Almeida Fernandes, le 26.06.2019

1318 - Demande de pétition publique: Pour la mise en place d'une loi contre le harcèlement moral (mobbing) au Luxembourg / Fir d'Mise en place vun engem Gesetz géint moralesch Belästegung op der Aarbechtsplaz (mobbing) zu Lëtzebuerg

Dépôt: Steven Curfs, le 26.06.2019

1319 - Demande de pétition publique: Recht auf Leitungswasser / The right for tap water / Droit à l'eau du robinet

Dépôt: David Kieffer au nom de Refill Lëtzebuerg, le 27.06.2019

1320 - Demande de pétition publique: Schoul-fräi am ganze Land ab 30 Grad

Dépôt: Sharon Weis, le 26.06.2019

1321 - Demande de pétition publique: Déi zou-huelend Loyerspräisser zu Lëtzebuerg

Dépôt: Jean-Pierre Hein, le 27.06.2019

1322 - Demande de pétition publique: Pour l'octroi immédiat de la classe 2 aux familles monoparentales

Dépôt: Jean Heuschling au nom de Collectif Monoparental, le 28.06.2019

1323 - Demande de pétition publique: Installatioun vu Solarzellen op den Hale vun der Industrie

Dépôt: Charles Ludig, le 29.06.2019

1324 - Demande de pétition publique: Méi mobill oder fix Radaren oder Policekontrollen am Norde vum Land

Dépôt: François Zeien, le 29.06.2019

1325 - Demande de pétition publique: Freiheit für Frau Carola Rackete

Dépôt: Sandro Bucciarelli, le 30.06.2019

4) En date du 28 juin 2019, le Bureau a mis en place une sous-commission dénommée Sous-commission « informatique » composée de M. Fernand Etgen, M. Mars Di Bartolomeo, M. Gast Gibéryen, M. Henri Kox et M. Marc Spautz ainsi que de M. Claude Frieseisen, Mme Isabelle Barra, M. Benoît Reiter et M. Carlo Linden.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentenkonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- Här President, ech wollt lech bieden, eng Richtegstellung maachen ze däerfen, wann dat méiglech ass, vun der leschter Sëtzung.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- Ech stelle mech op d'Riednerpult, fir datt ech och gehéiert ginn.

Här President, des Interventioun ass néideg, fir eng Ausso vum CSV-Deputéierte Laurent Mosar richtegstellen. Et geet em d'Chambersëtzung vum leschten Dënschden, dem 25. Juni 2019, a méi speziell em de Punkt 5 vun d'ärselwechter Sëtzung. An deem Punkt huet den Deputéierte Mosar effentlech proklaméiert, déi gréng Fraktionsmatarbechterin Marion Muller - en huet se mam Numm genannt - hätt enger Associatioun am Numm vun der parlamentarescher Justizkommissioun ugeruff, fir déi Leit ze empfänken. Domat beschëllegt den Deputéierten eng Mataarbechterin vun der grénger Fraktioun der Ligen an dem fraudulëise Verhalen.

Här President, des Ausso ass net akzeptabel an dësem héijen Haus net wierdeg.

Éischtens huet den Austausch tëschent eiser Mataarbechterin an der Associatioun net aus Telefongesprécher bestanen, mä aus E-Maile, déi ech lech heimat wéilt iwwerreechen, da kënnt Der se selwer liesen.

(Mme Josée Lorsché dépose un document.)

Zweetens huet d'Madamm Marion Muller sech an deem Austausch ganz kloer als Mataarbechterin vun der grénger Fraktioun ze erkenne ginn, esou wéi dat sech gehéiert an esou wéi Dir dat och am Courier noliese kënnt.

Ofgesi vun der falscher Duerstellung vum Här Mosar ass et fir déi gréng Fraktioun och prinzipiell inakzeptabel, datt en Deputéierten d'Chambertribün benotzt, fir Personal vun enger Fraktioun unzegräifen a wéi an dësem Fall ze diffaméieren.

Am Numm vun der grénger Fraktioun wéilt ech och op d'Leitprinzipie vun eise Code de conduite, eise Code de déontologie hiweisen, a méi genee op déi vun der Integritéit, der Diligence an der Eierlechkeet.

Als gréng Fraktioun mussen mir feststellen, datt den CSV-Deputéierte kalbliddeg géint dese Prinzip verstouss huet.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- A wann en och nëmmen e weineg Anstand gehat hätt, dann hätt e seng Wierder réckgängeg gemaach a sech fir säi Feelverhalen entschëllegt.

Merci, Dir Dammen an Dir Hären, datt Dir dës Richtegstellung zur Kenntnis huet.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Madamm Lorsché. Ech huele Kenntnis vun där datter Deklaratioun an hoffen, datt dee Fait domadder endgültig berengegt ass an datt mer net méi brauchen dorobber zréckzekommen.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Nee, nee, nee! Här President, ech wäert mer reservéieren, herno drop ze äntweren. Well ech leider net vun Ufank un hei war, wäert ech mech hei vun de Kollegen informéiere loossen, well ech net vun Ufank un héieren hunn, wat d'Madamm Lorsché gesot huet. Dat, wat se zum Schluss gesot huet, huet mech scho revoltéiert. Do wäert ech also nach drop zréckkommen. Mä erlaabt mer vläicht, datt ech mech entre-temps dokumentéieren, an da wäert ech nach eng Kéier méi spéit d'Wuert froen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Här Mosar, ech hat gemengt, mir wieren am Fong mat der

Deklaratioun, déi d'Madamm Lorsché gemaach huet, um Schluss vun deem Incident an dee wier domadder berengegt.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Dat do ass e Fait personnel.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- An ech soen lech dat och, wat ech déi leschte Kéier gesot hat: Ech hätt léiwer gehat, wann Der um Ufank vun der Sitzung hei gewiescht wäert.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(Brouhaha)

4. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Dann huet fir de Mëtteg den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot gehat fir den Depot vun enger Motioun, wann ech gutt informéiert sinn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Jo, villmools Merci, Här President. Dat heiten ass elo eng Motioun, déi ech wéilt deponéieren, déi mer awer haut weder diskutéiere mussen nach ofstëmme mussen. Et geet em en Domän aus der Education nationale an et geet speziell drëm, datt mer kee Reglement am Abléck hunn, wat d'Surveillance an de Vestiären an och an de Schwämme regelt. A mir denke wéi den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand och, datt et awer wichteg ass am Interessi vun der physischer an der moralescher Integritéit vun de Kanner an de jonke Leit, datt et do kloer reglementaresch Bestëmmunge gëtt. An an deem Sënn wéilt ech déi Motioun hei am Numm vun der ADR deponéieren.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

ass doriwver besuergt,

- datt et aktuell keng kloer Reglementéierung iwwert den Accès an d'Vestiärë vun de Schoule respektiv vun de Schwämme während dem Schoul-schwamme gëtt;

ass sech bewosst,

- datt aus dëser Situatioun kéinte Gefore fir déi betraffe Kanner a jonk Leit entstoën, esouwuel wat hir Sécherheet an hir physisch Integritéit ugeet ewéi och am Hibleck op eng eventuell Verletzung vun hirer Privat- oder Intimsphär;

- datt et a ville Schoulen net méiglech ass, d'Turnen an d'Schwammen esou ze organiséieren, datt ëmmer männlech a weiblecht Léierpersonal präsent ass, dat sech d'Surveillance an deene respektive Vestiärë kéint opdeelen;

erënnert

- un den « Référentiel concernant la protection des mineurs contre les violences » vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, deen och Froen iwwert d'« sécurité des lieux » enthält, « afin de prévenir le risque de maltraitance d'un mineur, d'un tiers ou d'un membre du personnel »;

fuerdert d'Regierung op:

- eng Reglementatioun auszeschaffen, déi d'Modalitéitë vun der Surveillance an de Vestiären, speziell beim Turnen a beim Schoulschwammen, am Interessi vum Schutz, der Sécherheet an der Intimsphär vun de Kanner an deene jonke Leit kloer festleet;

- derfir ze suergen, datt ëmmer genuch männlecht a weiblecht qualifizéiert Personal präsent ass, fir d'Surveillance an deene respektive Vestiärë kënnen ze garantéieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Kartheiser.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren. Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 51 vun der Madamm Carole Hartmann un de Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung iwwert d'solidaresch Landwirtschaft.

Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 51 du 1^{er} juillet 2019 de Mme Carole Hartmann relative à l'agriculture solidaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

► **Mme Carole Hartmann (DP)**.- Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, Här Landwirtschaftsminister, am Koalitionsaccord ass festgehalen ginn, dass d'Diversifikatioun vun der

Landwirtschaft an enner anerem nei Forme wéi déi solidaresch Landwirtschaft géifen ennerstëtzt ginn.

Fir déi, déi d'solidaresch Landwirtschaft, ofgekierzt Solawi, net kennen: Et ass e Vertrag tëschent engem Bauer a méi Konsumenten, am Kader vun deem d'Konsumenten de Bauer fir seng Aarbecht als Fleesch-, Geméis-, Uebst- oder Kraiderproduzent fir ee Joer bezuelen an als Contrepartie während deem ganze Joer op dem Bauerenhaff frësch saisonal a regional Produite kënnen selwer ernte goen.

A menger Qualitéit als Presidentin vun der Kommissioun Umwelt an Agrikultur vum Inter-regionale Parlamentarierrot hunn ech dese jonke Sujet um Niveau vun der Groussregioun ugeschwat a si mat de Kollegen aus der Kommissioun e Solawi-Bauer aus dem Mëllerdall besuche gaangen. Mir sinn do gewuer ginn, dass d'Solawi e ganz innovatiivt Konzept ass. Si stellt nees en direkte Kontakt tëschent de Produzenten an de Konsumenten hier, bréngt d'Leit nees zréck an d'Natur, schafft en neit Bewosstsäi fir eis Landwirtschaft an och fir hir Qualitéit. Bref, et léiert een d'Liewensméttel nees schätzen.

Souwuel an der Groussregioun wéi och heem ass d'Solawi awer nach an de Kannerschong an et feelt gréisstendeels nach un engem Kader, deen dëser Matière ugepasst ass. Ech hunn an deem Kontext duerfir e puer Froen un eise Landwirtschaftsminister:

Wou si mer aktuell drun a puncto Ennerstëtzung vun der solidarescher Landwirtschaft? Kënnen d'Solawi-Baueren, an dat si meeschtens ganz kleng Betriber, mat äänleche Start-hëllef reche wéi déi grouss landwirtschaftlech Betriber? Ech denken dobäi haaptsächlech u jonk Baueren oder u Quereinsteiger, déi hir Infrastrukturen als Éischt emol mussen en place setzen.

An dann nach eng méi spezifesch Fro zu der Ausbildung vun de Solawi-Bauere respektiv zu Azubien, notament jonke Gärtner, déi op esou Häff schaffe kommen: Si spezifesch Ausbildungen virgesinn respektiv ginn och Regele virgesinn, déi et méi Jonken erméiglechen, sech bei engem Solawi-Bauer ze forméieren?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Den Här Landwirtschaftsminister huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**.- Merci, Här President. Merci och der Madamm Hartmann fir dës Ufro. Ech mengen, d'Solidaresch Wirtschaft ass eppes, wat mech als fréiere Ministre délégué vun der Economie solidaire natierlech interesséiert. Ech fannen dat och a sämtleche Beräicher en exzellente Modell, fir effektiv d'Solidaritéit an der Gemeinschaft opzebauen an do och nei Pilotprojeten ze starte respektiv duerchezéie respektiv och hei an der Landwirtschaft grad eng nei Nisch, eng nei Form vu Landwirtschaft ze promovéieren.

Zu deem, wat Der ugeschwat hutt, awéiwéit de Landwirtschaftsministère dat hei ennerstëtzt, muss ech soen, datt mer schonn um gudden Wee sinn, dat ze maachen. Engersäits hu mer an der LEADER-Regioun Atert-Wark de Projet SoLAWa, déi solidaresch Landwirtschaft Atert-Wark, ennerstëtzt. Dat ass e Projet, dee leeft an der Period 2017/2018 mat engem Budget vu bal 18.000 Euro. Do ass deen éischte Modell souzeseo vun enger solidarescher Landwirtschaft mat Fleeschproduzenten hei zu Lëtzebuerg ennerstëtzt ginn.

Donieft ennerstëtze mir och virun allem de Landwirtschaftsberoder vun der Landjugend an de Jongbaueren an dem Oekozer, deen déi Plattform solawi.lu opgebaut huet a bedreift. A momentan ginn et - an ech mengen, Dir sidd ee vun deene Betriber kucke gaangen - acht Betriber, déi un dëser Plattform matmaachen.

Mir sinn also amgaangen. Wéi Der gesitt, ass de Ministère amgaangen, des Pist matzegoen an och op déi eenzel Doleancen ze reagieren. An Dir hutt richtegerweis ugeschwat, datt et natierlech eng Rei Froe ginn, wat fir Bähëllef datt effektiv esou Betriber kënnen kréien, déi de Moment mat Sécherheet och net ënnert dat aktuell Agrargesetz falen.

Et si virun allem déi Froen, déi ech och de 17. Juli wéll beäntweren, wann ech eng Reunion mat der Plattform hunn, fir eben déi dote Saache genau unzeschwätzen. An déi Konklusiounen, déi do erauskommen, déi huele mer mat an d'Diskussioun ronderëm deen neie Plan stratégique 2021-2027 am Kader vun der neier Gemeinsamer Agrarpolitik.

An do geet et virun allem drëm, e puer Punkten ze definéieren: Wat ass d'Definitioun vun engem Bauerebetrib? Wat sinn d'Bewirtschaftungsformen, déi nei Bewirtschaftungsformen? Wéi kënnen mer dat an deem neien Agrargesetz



berücksichtigen? Op där anerer Säit muss een och kucken, wéi mer hei da kënnen Starthelfen, déi mer ginn, mat neie Finanzinstrumenter, mat Infrastrukturen, déi mer kënnen ennerstetzen, verbannen.

Mir müssen do awer selbstverständlech Ännerunge maachen, well de Moment hu mer Seulen dran, déi op dës kleng Betriber net gräifen. Dofir muss een effektiv am neie Plan stratégique kënnen reagieren, fir effektiv och dës kleng Strukturen - an ech sinn och der Meinung, datt dat wichteg an noutwendeg ass - kënnen virun ze ennerstetzen.

Bon, zum Schluss Är Fro iwwert d'Formation respektiv d'Apprentien, do hunn ech nëmmen eng Deelkompetenz. Dat sinn aner Ministèren, déi zum Deel Kompetenzen hei hunn. Hei ass et awer wichteg ze wëssen, datt ee grad och am Lycée technique agricole de Moment kann eng Erwuessenenusbildung maachen zum sougenannten „entrepreneur maraîcher“. Hei sinn och eng Rei vun Absolventen, déi elo fäerdeg gi sinn.

Zum anere gëtt et eng dräijäreg Ausbildung zum Geméisgärtner, déi souwuel an der Schoul wéi och am praktesche Betrib stattfënnt. A fir de Betrib ginn et do eng Rei Kritären. An Dir hutt se gefrot. Déi Kritären, effektiv, déi fannt Der erëm am Règlement grand-ducal vum 3. August 2010 iwwert d'Réforme de la formation professionnelle, do wou dat alles genau spezifesch präziséiert ass.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider. Mir kommen dann un d'Fro Nummer 52 vun der Madamm Martine Hansen un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Hëtzt an d'Waasserversorgung vun de Leit an der Économie. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 52 du 2 juillet 2019 de Mme Martine Hansen relative à la canicule et l'approvisionnement en eau potable pour particuliers et l'économie, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. An de leschten Deeg hunn eng Partie Gemengen en Appell um Radio gemaach, fir Waasser ze spueren. A virgëschter war och den Direkter vum Waasserwirtschaftsamt, den Här Jean-Paul Lickes, op RTL, dee gesot, datt de Grondwaasserspiegel zimlech dëf wier.

Duerfir meng éischt Fro un d'Madamm Ministesch: Wat heescht dat do elo genee? Mussen d'Leit sech elo op Waassermangel als Normalitéit all Joer astellen? Wéi kann een hei d'Zusammenarbecht tëschent Stat a Gemengen nach verbesseren an och d'Informatioun vun de Bierger?

Zweetens dann d'Économie: Grad och wéinst eise Wuesstum relativéiert d'Waasserwirtschaftsamt dat villt Waasser, dat eis Économie brauch, fir ze dréien. Den Här Lickes sot: „Mir sinn all Joer frou, wa mer et bis bei de Congé collectif gepackt hunn.“ Déi zentral Fro ass also: Geet d'Equation Croissance op där enger Säit a Waasserverbrauch op där anerer Säit nach op a wéi laang nach?

An drëttens a virun allem: Wat fir eng Aktiounen huet d'Regierung wëlles ze huelen, fir eis Waasserstrategie, déi och den Här Lickes rappeléiert huet, och wierklech um Terrain ëmzesetzen, enner anerem wat d'Waasserspuren an d'Investéieren an nei Ressourcen ueget.

Wann ee bedenkt, wéi laang d'Planung an d'Ëmsetze beim SEBES - ronn zéng Joer - gedauert huet, da misste mer jo och geschwënn aufänken, fir Enkpäss an der Zukunft ze vermeiden. Geschitt dat? A wa jo, wéini? Och a grad wat d'Ërschleissung vum Drénkwaasser aus der Musel an dem déiwe Grondwaasser ueget, wéini si mer hei operationell?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Hansen. D'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg huet d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt emol der Madamm Hansen fir déi pertinent Fro e grouse Merci. Et ass de facto esou, dass eise Grondwaasserspiegel niddreg ass. An ech hat och scho rezent eng Fro beäntwert, wou mer gesot hunn, dass en ongeféier 25 % ënnert dem Niveau ass, iwwer laang Zäit gekuckt. Et ass awer esou, dass de Stauséi relativ normal ass an d'Leit sech à ce stade keng Suerge solle maachen.

Mir hunn awer trotzdem, ebe well mer woussen, dass et dréchen ass, a well mer och d'Er-fahrung aus deene leschte Jore schonn hunn,

och dëst Joer am Mee schonn ugefaangen ze sensibiliséieren an d'Waasserverwaltung huet zesumme mam Ministère e PDF erausginn, dass et gutt wär, wa mer géife Waasser spueren an op onnéidege Waasserverbrauch, zum Beispill beim Fülle vu Piscinen oder ze staarkem Netzen oder Autowäschen, géife verzichten. Dës Sensibiliséierung éischer eben och, well jiddere kann dozou bäidroen. A bis ewell, wa mer sensibiliséiert hunn ... An do hate mer d'ailleurs och Gemengen, déi dat elo rezent gemaach hunn, Mäertert a Maacher hunn och sensibiliséiert, well et wichteg ass, dass jiddere säin Deel dozou bäidréit.

Et ass och esou, wann d'Gemeng als Waasserversuenger - wa mer dann eng Etapp weider wären - an eng Phase orange kéim oder esou, misst se Restriktiounen aussprechen.

Et ass de facto esou, dass mer ebe wéinst dem Klimawandel an de leschte Joren ëmmer emol erëm - awer och sporadesch virun - gesinn, dass mer duercha mussen méi maachen. Dofir hu mer 2018 eng Etüd gemaach iwwert de Spuerpotenzial, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. A meng Waasserverwaltung ass à ce stade amgaangen, e Mesurëprogramm ze erschaffen, wou et da vu Reewaassernutzung iwwer Grouwaasser bis getrennt Systemer opbaue geet.

Grad wann een nei Haiser baut, kann ee wierklech ganz vill méi effizient ginn, ouni dass d'Leit eppes géife mierken, also scho vill Waasser spueren. Do ass nach vill Loft no uewen an do wäerte mir och deementspreechend Ennerstetzung wëlle maachen. Do si mer konkret amgaangen, drun ze schaffen.

Zweetens - an dofir sinn ech besonnesch frou, dass dat haut ass -, mir müssen eis besteeënd Ressourcë schützen. Am Moment ass fir 70.000 Awunnergläichwäerter Waasser ausser Betrib, well net all Quellschutzgebiddere do sinn. An ech si frou, dass ech den Owend mam Kolleg Romain Schneider nach eng Informatiounsversammlung hunn um Stauséi iwwert dat neit Règlement, fir eise gréissten Drénkwaasserservoir, de Stauséi, ze schützen, dee jo awer 50 % vum Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg liwwert. An dat ass vläicht eng flott Informatioun och fir d'Leit, déi dann zahlreich den Owend kënnen kommen.

Also de Waasserschutz, all Ressourcen, déi mer hunn, mobiliséieren, lokal mat de Gemenge kucken - d'Gemenge kënnen och zum Beispill Fuitten analyséieren, och do gesi mer nach Bestand, fir nozebesseren -, dat wäert an eisem Package vun der Spuerstrategie mat dra sinn.

E leschte Punkt, d'Viabiliséierung vun der Musel. Do si mer amgaangen Etüden ze maachen, hunn éischt Kontakter mat lokale Vertrieeder opgeholl, fir ze plangen. Do e Schrëtt weiderzekommen, ass e wichtige Schrëtt a sech op laang Dauer, a mir müssen dëst op laang Dauer kucken. Dir hutt et gesot, do mussen natierlech all d'Prozeduren nach gemaach ginn. Dofir kann ech lech keen Timing ginn. Mä mir sinn awer aktiv drun um Schaffen, fir d'Musel och ze viabiliséieren fir eng laangfristeg Ofsécherung vum Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci der Ëmweltministesch. Da komme mer un d'Fro Nummer 53 vun Här Marc Hansen un de Gesondheitsminister iwwert d'Schafe vun enger Agence nationale des médicaments. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

- Question n° 53 du 2 juillet 2019 de M. Marc Hansen relative à la création d'une agence nationale des médicaments, adressée à M. le Ministre de la Santé

► **M. Marc Hansen (déi gréng).**- Här President, Här Minister, Kolleginnen a Kollegen, ech wollt dem Här Gesondheitsminister eng Fro stellen iwwert d'Implantatioun vun der nationaler „Agence des médicaments et des produits de santé“, esou wéi et am Regierungsprogramm och genannt gëtt.

An der Santékommissiounssetzung vum 7. Mee dëst Joer hat den Här Minister erkläert, dass Lëtzebuerg esou eng Agence muss an d'Liewe ruffen, an dat aus e puer Grënn.

Éischtens mussen mer esou eng Agence hunn, fir konform ze si mat den europäeschen Ufuerderungen, fir déi verschidde Prozedure beim Enregistrement vu Medikamenter ze respek-téieren.

Zweetens mussen mer eng Agence des médicaments hunn, wa mer wëllen de rekreative Cannabis legaliséieren.

An drëttens ass esou eng Agence eng noutwendeg Struktur, déi mer brauchen, fir Entre-prises aus dem pharmazeutesche Beräich op Lëtzebuerg ze zéien, esou wéi déi ekonomesch Diversifikatiounsstrategie vum Land et virgesäit.

Duerfir meng Froen un den Här Minister:

Wou si mer dru mat der Mise en place vun der nationaler Medikamentenagence? Ech gi jo dovun aus, dass se scho muss eng Zäit operationell sinn, ier mer de Cannabis legaliséieren.

Wat fir pharmazeutesch Entreprisë solle verstärkt op Lëtzebuerg ugezu ginn? Denkt Der do u Recherche et développement, Productionssitten? Setze mer op klassesch pharmazeutesch Entreprisen oder Betriber, déi zum Beispill no Alternative sichen, fir aktuell Problemer, wéi zum Beispill dee vun den Antibiotiquesresistenzen, duerch nei, innovativ Approchen ze léisen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Hansen. Den Här Gesondheitsminister Étienne Schneider huet d'Wuert.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.**- Jo, Merci, Här President. Fir d'Alleréischtt wëll ech den honorabelen Deputéierten eng Kéier drop opmierksam maachen, dass an der viregter Regierung de Wirtschaftsminister an déi deemoleg Santéministesch sech iwwert de Prinzip eens gi sinn, esou eng Medikamentenagence ze schafen. A wa se sech deemools net eens gi wäeren, mengen ech, wäere se sech spëtstens haut eens ginn, fir dat ze maachen.

Et geet drëm, fir e klore reglementaire Kader fir de Secteur vun de Pharmaproduiten ze schafen hei zu Lëtzebuerg. An Dir hutt mech och gefrot: „Wéi eng Secteuren, wat siche mer vun Entreprisen?“ Effektiv am Beräich vun der Recherche, am Beräich och vun den Apparaturen, am Beräich och vun der eSanté a vun der Biotechnologie, dat sinn alles Sujeten, déi mer hei wëllen developpéieren. Et ass elo manner fir den Developpement vu Medikamenter selwer, well ech mengen, do si mer net opgestallt, fir déi Kontrolle kënnen ze maachen.

Mä et ass evident, dass, wann een déi Branche wëllt hei developpéieren, een eng Medikamentenagence muss hunn, fir eben déi verschidde Produiten, déi developpéiert ginn, kënnen ze autoriséieren a fir herno natierlech och de Contrôle vun den Aktivitéite vun deene verschidde Akteure kënnen ze maachen.

Et ass och esou, dass ech viru Kuerzem zesumme mam Premierminister eis Strategie iwwert d'Data-Driven Innovation Strategy, also am digitale Beräich, virgestallt hunn an och eis Strategie iwwert d'Intelligence artificielle. An an deem Kontext sinn eben och eSanté, Biomedezinn, Technologie de la santé natierlech e wichtige Volet. An do gräifen déi zwee herno dann och aneneen. Dat heescht, d'Agence vun de Medikamenter wäert och ganz enk an där doter Strategie da matschaffen.

Et ass esou, dass d'Fro, ob de Cannabis herno och iwwert déi doten Agence leeft, nach net definitiv gekläert ass. Dat si mer amgaange mat eise Leit ze kucken. Et ass jo esou, dass ech ugekënnegt hunn, dass mer am Hiersch als Santéministère zesumme mam Justizminister eng Strategie wäerten an de Regierungsröt erabrëngen, wat de Cannabis ueget a wéi mer wëllen do virgoen. A wann déi Strategie uegeholl ass, sinn ech gäre bereet, och eng Kéier heihinnerzekommen an an d'Kommissioun ze kommen, fir mat lech doriwuer ze diskutieren. Mä doropshin, op Basis vun där Strategie, wäerte mer dann d'Gesetzter och ausschaffen.

Mä ech kommen zrëck op Är Fro: Wéini soll déi Agence des médicaments stoen? Also mir ginn dovun aus, dass mer fir Enn des Joers dat (veuillez lire : den Avant-projet de loi) misste stoen hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Gesondheitsminister Étienne Schneider. Da komme mer elo un d'Fro Nummer 54 vun Här Jeff Engelen un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwert den Zougang zu de Garé fir Mënsche mat ageschränkter Mobilitéit. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 54 du 2 juillet 2019 de M. Jeff Engelen relative à l'accessibilité des gares pour les personnes à mobilité réduite, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Jeff Engelen (ADR).**- Merci, Här President. Op d'parlamentaresch Fro Nummer 0655 vum 25. Abrëll 2019 huet den Här Minister mer geäntwert: „Eng uerdnungsgemäass Upassung fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit ass [op de Garé] virgesi vum Gestionnaire vun der Eisebunnsinfrastruktur, mä d'Aarbechte si kuerzfristeg net geplangt wéinst deene villen aneren (...) Projeten.“ D'gesamt Personalressource wär agebonnen anerweitert bis 2024.

Meng Fro wier dann déi heiten: Firwat hunn aner Projekte Prioritéit? Zum Beispill wéi zu Clierf op der Gare d'Unterführung, déi kaum genotzt gëtt. A mir wësse jo awer alleguerten,

datt net nëmmen zu Clierf op der Gare eenzel Quaien net accessibel si fir Leit mat ageschränkter Mobilitéit. Et sinn och duerch d'Land op anere Plazen, op anere Garé Leit ageschränkt mat der Mobilitéit, well se keng direkt Verbindung hunn.

An deem Sënn do wollt ech och nach eng zweet Fro stellen: Ass d'Regierung bereet, d'Prioritéiten aneschtters ze setzen?

Merci fir Är Äntwert.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Engelen. Den Här Mobilitéitsminister François Bausch huet d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Merci dem Här Engelen fir seng Froen. Dat erlaabt mer dann, e puer Präzisiounen ze ginn, well esou, wéi d'Fro an d'Äntwert virun allem interpretéiert gëtt, ass se net ze verstoen. Et ass natierlech esou, datt d'CFL e Programm hunn, dee pro Joer nei opgestallt gëtt, fir d'Personnes à mobilité réduite. Ech hunn hei ee matbruecht, ech ginn lech deen och of, Här President, fir d'Chamber.

Dir gesitt, datt dat e voluminéist Dokument ass, wou am Detail beschriwwen gëtt, wéi mer virginn, fir d'Garé PMR-gerecht ze maachen. An der Äntwert hunn ech just op d'Fro hin, ob dat do kéint virgezu ginn zu Clierf, dat heescht, ob net en extraen zousätzleche Moment kéint geschafe gi par rapport zu der Gare zu Clierf, gesot: „Nee, dat geet net“, well natierlech deen heite Programm besteet, et duerch d'ganz Land geet an et doriwuer eras enorm vill Chantiere gëtt an dat duerfir relativ schwie-reg ass.

Här President, ech ginn lech en hei um Büro of, da kënt Der den Deputéierte Kopien dovunner maachen.

(M. François Bausch dépose un document.)

Dat do ass elo deen, wéi gesot, vun 2017, mä dee gëtt all Joer gemaach. Just fir ze weisen, wéi mer do virginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci!

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Dat Zweet ass, et muss een et awer net hei duerstellen, wéi wa bei den CFL bal alles nach net PMR-gerecht wär. Ech wëll lech soen, 80 % vun de Garé sinn haut scho PMR-gerecht, dat heescht, de Gros. Et ass emol kee Véierels méi, wou mer nach net ofgeschloss hunn.

An dee Programm, deen ech elo hei vum Joer 2017 deposéiert hunn, dee beleet och, datt mer eng ganz konsequent Aart a Weis hunn, fir virzegoen. Ech wëll lech och soen, datt mer scho 14 Garen hunn, déi de sougenannte Label „EureWelcome“ kritt hunn. Dat heescht, dat geet iwwer PMR-gerecht eras. Do sinn nach ... An d'Zil ass, fir se alleguer esou ze kréien. Mä de Gros vun deenen hunn awer schonn en normale PMR-Accès haut, wéi gesot 80 %. Also et ass net esou, wéi wann dat fir d'CFL oder fir d'Regierung keng Bedeitung hätt, loin de là! An där spezifescher Äntwert mat Clierf war dat geduecht, datt een net nach en zousätzlechen, spezifeschen Effort kéint maachen, fir dat do elo virzezéien, wat souwisou zu Clierf virgesinn ass.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Mobilitéitsminister. A mir kommen elo un d'Fro Nummer 55 vun Här André Bauler un de Gesondheitsminister iwwert d'Uwendung vum neien Dateschutzgesetz an de Spideeler, Apdikten a Waardesäll vun Dokteren. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 55 du 1^{er} juillet 2019 de M. André Bauler relative à l'application de la nouvelle législation sur la protection des données dans les hôpitaux, les pharmacies et dans les salles d'attente des médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Zanter dem Akraafttriede vun dem neien Dateschutzgesetz heescht et, strikt Regeln ze respekéieren, fir dass de Schutz vun der Privatsphär vum Bierger garantéiert ass. Do muss ee sech froen: Gëllt dat och an alle Fäll fir de Gesondheitssektor? D'Dokteren ennerleie jo hei enger spezifescher Deontologie an dem Berufsgeheimnis. Also ech wëll si op kee Fall a Fro stellen oder si engem Verdacht aussetzen.

Mir gouf awer gesot, dass an de Salles d'attente vun eenzelnen Dokteschpraxissen de Büro vun der Sekretärin an dem Sekretär esou ageriicht ass, dass déi Patienten, déi am Wartesall sëtzen, etlech matkréien, wat mat enger Patientin oder engem Patient geschwat gëtt,

och um Téléfon. Och wann et ganz vill Doktere ginn, déi dat aus Diskretionsgrënn raimlech perfekt ze trenne wëssen, esou schéngt dat nach laang net iwwerall de Fall ze sinn.

Deslescht ass mer esou zum Beispill bericht ginn, dass et Wartesäll gëtt, wou d'Sekretärin matzen ënnert de Patiente sëtzt. Et ginn Nimm a Medikamenter zitëiert a wie gutt ass, fir sech eppes zesammenzereimen, dee kritt nawell munches mat. Dat gëllt och a Klinicke fir Leit, déi an engem Duebelzëmmer leien, Saache gefrot ginn, déi den Noper am Bett niewendrun net soll, jo, net därer matkréien. Idem an den Dagesklinicken, wou dacks nëmmen eng Ridde tëscht Patienten ass an et séier zu ondiskrete Situatioun komme kann. Och an den Apdikten, grad do gëllt et opzepasst.

Duerfir meng Froen un den Här Gesondheitsminister:

Gëtt et eng Circulaire, mat där d'Dokteren, d'Apdikten an d'Klinicken ugewise gi sinn, fir Virkéierungen ze huelen, dass et net zu esou ondiskrete Momenter kënn? Dëst besonnesch am Kontext vum neien Datschutzgesetz.

Wann deem net esou ass, wat gedenkt den Här Minister ze ënnerehuelen, fir dass déi Verantwortlech aus dem Secteur e Maximum u Schutz vun der perséinlecher Sphär garantéieren kënnen? Ginn an deem Kontext och Kontrolle gemaach?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. Den Här Gesondheitsminister Étienne Schneider huet d'Wuert.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Zu der Fro vum honorabelen Deputéierte Bauler vläicht e puer Remarken. Éischtens, den RGPD, mengen ech, ass net en tant que tel applikabel an deem heite Fall, wou et sech eigentlech ëm de mëndlechen Austausch tëscht dem Patient an dem Dokter, dem Spidol, der Pharmacie oder eben och an der Salle d'attente handelt.

Et ass esou, dass d'Medezinnberuffer engem Secret professionnel ënnerehuelen, dee se obligéiert, fir ebe just déi medezinesch, awer och déi perséinlech Donnéeën vun hire Patienten diskret ze behandelen. Et gëtt doriwwe eraus och nach e Gesetz, den Artikel 3 vum Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Patientenrechte, wou d'Privatsphär an d'Confidentialitéit vum Patient assuréiert sinn. Et gëtt den Artikel 5 am Code de déontologie vun den Dokteren an den Zänndokteren, deen och eben drop hiweist, dass et net dierf zu Indiskretiounen kommen, wat d'Données médicales vun engem Patient ugeet, respektiv och, wat seng perséinlech Donnéeën ugeet.

Et gëtt den Artikel 21 am Code de déontologie vun de Professions de santé, dee genee dat selwecht seet. An et gëtt finalement och den Artikel 44 vum Code de déontologie vun den Apdikter, wou drasteet, dass den Apdikter soll seng Apdikter esou amenagéieren, dass et him och méiglech ass, e Gespréich mam Patient ze hu respektiv dem Patient Explikatiounen kënnen ze ginn op eng diskret Aart a Weis, ouni dass 26 Oueren hannendru mat nolauschten a sech dann, wéi Der richteg sot, selwer zesammenzwwelen, wat dee Patient dann eventuell kann hunn.

Ech weess, dass et net ëmmer evident ass, wann een an e Wartesäll geet, bei engem Dokter sëtzt, mä et ass eigentlech nach manner evident, wann ee bei e spezialiséierten Dokter geet. Ech sinn haut de Moien nach mat menger Mamm an d'Oncologie gefuer, do weess ee forment, firwat déi Leit do sinn, déi do sinn. Dat ass natierlech, an dat hunn ech och u menger Mamm selwer gemierkt, déi éischte Kéier, wann Der dohigitt, e bëssen e Schock, well een och fäert, dass elo d'ganz Duerf weess, dass ee Kriibs huet.

Ech muss lech allerdéngs soen, no der drëtter Chimio ass dat hir och zimlech egal, well et eigentlech net méi ze verstopen ass. Mä et ass e Problem. Wann een dat dote wëllt esou diskret maachen, wéi et eigentlech sollt sinn, da misst een eigentlech jiddereen eenzel iergendwou verstopen. Ech menge finalement, dass et mat deenen Deontologiescoden, déi mer hunn, mat deene Reglementatiounen, déi mer hunn, a mat deene Gesetze, déi mer hunn, eigentlech misst méiglech sinn, fir dem Patient seng Privatsphär a seng medezinesch Dossieren esou gutt wéi méiglech ze protegéieren.

Somme toute ass et pour le reste kee Crime an och keng Onéier, wann ee krank gëtt. Ech mengen, dat geschitt eis alleguerten eng Kéier am Liewen. Mä et ass natierlech esou, dass déi

eng Praxisse besser organiséiert sinn, fir dat kënnen ze assuréieren, wéi anerer. Mä obligéiert si se alleguerten iwwer hir Code-deontologies, iwwert d'Gesetz zu de Patientenrechte, fir e Maximum vu Confidentialitéit kënnen ze garantéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Gesondheitsminister. An da komme mer un d'Fro Nummer 56 vum Här Marco Schank un deeselwechte Gesondheitsminister iwwert den Amalgam an den Zännfällungen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 56 du 2 juillet 2019 de M. Marco Schank relative aux amalgames dentaires, adressée à M. le Ministre de la Santé**

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Enn Mäerz hu mer op dëser Plaz ee Gesetz gestëmmt, wou mer am Kader vun engem EU-Reglement - dat war den 2017/852 - méi Transparenz a virun allem och méi Sécherheet a manner Pollution an Kontext vun dem Émgang mam Quecksëlwer erreche sollen. Dat Gesetz gesäit ënner anerem vir, dass d'Direktioun vun der Santé en nationale Plang opstellt, wou d'Mesurë fixéiert ginn, fir progressiv d'Amalgames dentaires ze eliminéieren.

A scho wéi d'Gesetz an der zoustänneger Chamberskommissioun diskutéiert gouf, hunn ech d'Fro gestallt, wéi dat elo virugeet säitens der Santé. Notamment wollt ech du scho gewuer ginn, ob spezifesche Recommendationen un d'Zänndoktere ginn am Kader vun deem Plang respektiv ob dat mam Secteur zesumme gekuckt gëtt, wat alles muss gemaach ginn, fir de Mercure lasszeginn.

Am Artikel 10 vum EU-Reglement sinn d'Amalgames dentaires schonn deelweis verbueden, zum Beispill fir Kanner ënner 15 Joer, fir schwanger Fraen, respektiv se sinn nach erlaabt, wann den Dokter mengt, et wier noutwendeg.

An ech hu mer soe gelooss, dass d'Zänndokteren, déi haut forméiert ginn, iwwerhaupt keen Amalgam méi benotzen oder brauchen ze benotzen, während dat bei Dokteren, déi vläicht scho méi laang am Beruf sinn, dann nach éischter de Fall ass.

Meng Fro: Ass dat esou? Wat mécht d'Santé an deem Zesammenhang?

A virun allem wollt ech vum Santéminister wëssen, wou deen nationale Plang drun ass. Ass deen amgaangen opgestallt ze ginn, vläicht schonn deelweis émgesat ze ginn?

A wéi geet et viru mat deenen entsprecheenden Echeancen am Kader vun deem nationale Plang, fir de Mercure eng Kéier ganz ze eliminéieren bei den Amalgames dentaires?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Schank. An da wär et nach eng Kéier um Gesondheitsminister Étienne Schneider.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Zur Fro vum honorabelen Deputéierten: Et ass effektiv esou, dass mat der Konventioun, déi zu Minamata a Japan ënnerschriwwen ginn ass, decidéiert gouf, dass all déi Länner, déi ënnerschriwwen hunn, géifen an Zukunft komplett op de Gebrauch vu Quecksëlwer verzichten, dat net nëmmen an den Zänn, mä generell géifen drop verzichten, well Quecksëlwer awer nefast Effeten op eis Gesondheet an och op eis Émwelt huet.

Et ass och an där Konventioun eigentlech festgehale ginn, dass wéi Der richteg sot, fir den 1. Juli dëst Joer soll esou e Plang virleien, wéi mer dat géife maachen. D'Direction de la santé zu Lëtzebuerg ass domadder konfrontéiert, fir dat auszeschaffen, fir esou e Plang auszeschaffen, an dat awer zesumme mam Secteur auszeschaffen. An duerno, wann deen da steet, gëtt dee validéiert vum Minister.

Et ginn eigentlech zwou Methoden, wéi een dat dote mécht. Et gëtt eng Interdiction pure et simple et directe vum Amalgam.

(**Signal sonore d'un portable**)

De Premierminister rufft mer un. Ech mengen, ech loosse en nach e bësse waarden. Vläch, ...

(**Brouhaha et hilarité**)

Ech géif ... Ech huelen un, dass ech eng Proposition kréien, fir Kommissiounspräsident ze ginn.

► **Une voix.** - Aah!

(**Hilarité**)

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.** - Mä et bleiwen awer Gesondheitsminister, Här Schank. A wann et nëmmen ass, fir lech Är Fro ze beäntweren zum Amalgam.

Also, déi eng Versioun ass déi: d'Interdiction pure, simple et immédiate vum Amalgam. Oder déi aner - an et ass déi, zu där d'Experten an déi Concernéiert hei zu Lëtzebuerg éischter tendéieren -, dat ass déi, fir eng progressiv Interdiction anzeféieren. Firwat? Mä well et eng Rei Zänndokteren awer nach ëmmer gëtt, déi soen, a verschiddene Fäll kéime se net ouni de Quecksëlwer aus. Et ass awer esou, dass ganz, ganz, ganz weineg, also héchstens nach 5 % vun de Patiente mat Quecksëlwer behandelt ginn. An déi Tendenz geet permanent weider erof.

Wéi gesot, et gesäit esou aus, wéi wa mer op deem dote Wee e Kompromiss géife fannen. Mir haten eng éischt Reunion mat dem Secteur de 14. Mee dëst Joer an eng zweet Reunion de 4. Juni. De 14. Mee ware mer nach ganz divergent an de Meenungen. De 4. Juni ware mer eis scho bedeiend méi no. Et wäert awer nach déi eng oder déi aner Reunion brauchen, bis mer dann eng final Konklusioun wäerte fannen. Mä vu dass elo deem nächst och déi grouss Sommervakanze wäerte sinn an et da schwéier ass, all déi Leit ronderëm den Dësch ze kréien, huelen ech un, dass mer eréischt fir den Hierscht eis Position wäerte feststoen hunn, déi dann och vum Minister kann ënnerschriwwen an a Kraaft gesat ginn.

D'ailleurs sinn zimlech all d'Länner an der Europäescher Unioun hannendran. Also deen Datum vum 1. Juli huet, souwäit ech informéiert sinn, just ee Land bis elo kënn respektéieren.

Et ass awer och esou - an ech soen dat och, well d'Ministerin vun der Émwelt hei ass -, dass mer vum 1. Januar dëst Joer u schonn d'Obligatioun hunn an den Dokteschcabinet, dass e Separateur fir Quecksëlwer agefouert gëtt. Dat heescht, dass, wa Leit behandelt ginn an de Mond spullen, déi Quecksëlwer am Mond haten, dee Quecksëlwer net einfach an d'Ofwaasser geet, mä dass en traitéiert gëtt, dass e kann doduerjer, duerch dee Separateur, duerno an d'SuperDrecksKëscht kommen. Ech wëll dat just hei och nach eng Kéier rappeléieren.

Mä wéi gesot, pour le reste huelen ech un, dass mer bei der Rentrée dat alles stoen hunn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Gesondheitsminister. An da komme mer un d'Fro Nummer 57 vum honorabelen Här Gusty Graas un de Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung iwwert déi amerikanesch Faulbrut. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 57 du 2 juillet 2019 de M. Gusty Graas relative à la loque américaine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Ech ginn dovun aus, dass mer de Mëtten nach eng Kéier wäerten iwwer ganz wäertvoll Insekten schwätzen, an zwar d'Beien. Dowéinst hunn ech och elo schonn eng Fro ze stellen. Mir hate jo rezent Fäll vun der Amerikanescher Faulbrut. Déi goufen op der Hierheck an zu Nacher festgestallt. An elo an deene leschten Deeg gouf och nach e Fall zu Dikrech detektéiert. Dowéinst wollt ech an deem Kontext dem Minister e puer Froe stellen.

Et ass jo eng bakteriell Blutkrankheet, déi och Beiepescht genannt gëtt. Et ass mer gesot ginn, dass se fir de Mënsch keng Gefor géif duerstellen. Als Konsequenz si jo elo eng Rei Spärzonen agericht ginn. Ech hunn awer do de leschte Samschdeg en Artikel am „Lëtzebuerger Wort“ gelies, an ech mengen, dat ass och e bëssen d'Ursaach, firwat dat ech déi Fro hei wollt stellen, well ënnert den Imker selwer schéngt awer do e bëssen net déiselwecht Meenung virzeherrschen. An deem Sënn, wéi gesot, Här Minister, wollt ech lech folgend Froe stellen:

Éischtens emol, wéi geféierlech ass déi Amerikanescher Faulbrut fir d'Beievëlker hei zu Lëtzebuerg? Kann déi sech och elo nach weider verbreeden? Et si jo elo eng Rei Fäll éischter am Norde vum Land detektéiert ginn. Kann dat sech och nach iwwert d'ganz Land ausbreeden? Kann een do prophylaktesch virgoen?

An dann, wéi gesot, well eben och ënnert den Imker selwer wéi et schéngt zwou verschidde Meenungen herrschen: Do gëtt gesot, wéi wann d'Veterinärverwaltung vläch net an deem Mooss informéiert hätt respektiv wéi wann dee Programm géint d'Varroa-Milb éischter kontraproduktiv wier. Ass dat de Fall? Kënn Der eis do vläch nach eng Informatioun ginn?

Da vläch och nach eng aner wichteg Fro: Wat ass d'Ursaach vun där Kontaminatioun?

An vläch nach eng lescht Fro, dat ass déi: Inwiefern sinn elo aner Vëlker nach betraff? Inwiefern besteet d'Gefor, dass dat sech, wéi gesot, vläch nach géif iwwert d'ganz Land ausbreeden?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. Den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Merci, Här President. Merci och dem Deputéierte Gusty Graas fir déi Fro. Ech mengen, en huet et scho gesot: D'Loque américaine, d'Amerikanesch Faulbrut ass effektiv eng exklusiv - an dat muss ee soen - bakteriell Beiekrankheet, déi, wéi den Numm et seet, also d'Brut vun dem Beiestack zerzéiert. Fir de Mënsch ass et also kee Risiko. An et ass och kee Risiko, wann een Hunneg consommeiert. Ech mengen, dat ass emol wichteg ze soen, dass een och direkt dobaussen d'Bierger ka berouegen.

Wéi sinn effektiv déi Fäll opgetaucht? Ech mengen, mir maache vun der Veterinärinspektioun generell ëmmer e Monitoring vun deenen eenzelne Beiebestänn. Mir waren duerfir och Prouwe maachen a bei dräi Stänn bei zwou Imkerprouwe gouf positiv getest. An dee Moment goufen natierlech sämtlech Vëlker, an dat waren der an deenen dräi Stänn 15, direkt ewechgeholl an och direkt vernicht, an zwar an de SIDOR-Anlagen, fir effektiv och hei keng Viruverbredung ze maachen.

Mir hunn duerno direkt och - an Dir hutt gefrot, wéi d'Kommunikatioun war -, soubal et constatéiert war, eis mat der Federatioun, mat der FUAL informéiert, zesumme gesat an och den Austausch gemaach, soudatt si och vun Ufank un informéiert war, wou wat constatéiert gouf an och, wat mer géife maachen.

Mir hunn dunn direkt nach de Weekend selwer och sougenannt Lwwerwachungszone ausgeruff, déi effektiv determinéiert waren opgrond vun de Beiestänn, déi fonnt gi ware mat positive Prouwen. An ech mengen, des Stänn, déi wéi gesot och gekuckt ginn engersäits vun den Experts apicoles vun der FUAL, hunn eis dunn dozou verweisen, fir effektiv och hei da Prouwen ze huelen. Des Prouwe goufen och analyséiert an et konnten effektiv bei deenen dote Plazen elo keng nei Resultater fonnt ginn. Et ass awer och esou, dass déi Prouwe relativ laang daueren an dass mer och do nach net all d'Resultater de Moment hunn.

Ech mengen, de Moment ass et esou, Dir hutt gefrot: Wéi geféierlech ass déi Krankheet? Et ass sécher fir d'Beien eng ganz geféierlech Krankheet, déi do ass. Et ass de Moment och nach direkt keen Impfstoff do, fir se effektiv ze bekämpfen. Ob elo d'Varroa-Impfung eppes hëllef, dat weess ech net. Dat konnt een och net genau eng Kéier notracéieren, well, mengen ech, och dat eng Saach ass, déi nach ëmmer an der Fuerschung ass. An hei si mer effektiv an engem Beräich, wou och muss an der Recherche gekuckt ginn, wéi een an Zukunft kann effektiv eppes fannen.

Bon, et ass esou, wa mer keng positiv Prouwe fannen, wou mer och duerch d'Land nach eng Rei Prouwe geholl hunn, wa keng positiv wäerte fonnt ginn, da kënn mer iergendwann net nëmmen d'Spärzonen ophiewen, mä och generell eng Kéier soen, dass effektiv d'Krankheet net méi do ass. Mä de Moment, wéi gesot, lafen nach eng Rei Prouwen. De Moment ass et awer och kloer, dass dëst eng Krankheet ass, déi geféierlech ass fir d'Beien, jo, mä op jidde Fall keng Gefor duerstellt fir de Mënsch.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Landwirtschaftsminister Romain Schneider. Da kéime mer un d'Fro Nummer 58 vum Här Marc Goergen un deeselwechte Landwirtschaftsminister iwwert den Déierentransport tëscht Lëtzebuerg an Drëttlänner. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 58 du 2 juillet 2019 de M. Marc Goergen relative au transport d'animaux entre le Luxembourg et des pays tiers, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, Här Minister, nom Déiereschutzgesetz vun 2018 sinn d'Déieren als Liewewiesen unerkannt. Leider ass d'Weltsicht an der Industrie awer nach ëmmer eng aner. Fir de Kommerz ass d'Déier, ob Kou, Schof oder Hong, ëmmer nach eng Handelswuor a behält domat seng Charakteriséierung als Géigestand.

Aktuell existéieren tëscht Lëtzebuerg an Drëttstaten, déi net Member vun der EU sinn a fir déi soumat d'EU-Reglement 1/2005 zum Schutz vun den Déiere keng direkt Uwendung fënn, kommerziell Bezéiungen, an deenen den Handel vu liewegen Déiere virkënn. Hei ginn Déieren Dausende vu Kilometeren tëscht Lëtzebuerg an engem Drëttland, dëst ënner Konditiounen, déi ganz oft géint déi bestoend Gesetze am Déiereschutz verstoussen, transportéiert. Ech fannen et eng pervers Aart a

Weis, lieweg Déieren ze exportéieren, iwwer Dausende vu Kilometeren ze fueren, fir se dann ëmzebréngen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft folgend Froen iwwert den Déierentransport stellen:

Mat wéi engen Net-EU-Länner ënnerhält Lëtzebuerg aktuell Handelsrelatiounen beim Import an Export vu liewegen Déieren? Wéi vill Déierentransporter, déi vu Lëtzebuerg aus starten, hunn als Destinatioun en Drëttland, dat net Member vun der EU ass?

Wäert d'Lëtzebuenger Regierung Autorisatiounen fir Déierentransporter ausstellen, déi als Ausgangspunkt oder Destinatioun en Net-EU-Land hunn? Falls jo, wéi eng Grënn schwätzen derfir?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. An da wär et nach eng Käier um Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Merci, Här President. Ech mengen, fir och hei op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen ze äntwerten, sollt een oder wollt ech, ier ech déi Antwerte ginn - an dat ass eigentlech d'Antwort op eng Rei Froen, déi gestallt goufen, well dat stellt dat Ganzt och e bësse méi an der Kontext, deen Der bruecht hutt -, eng Käier d'Zuele soen, wéi 2018 den Import vun Déiere war, den Export, an och 2019 den Import an den Export.

Wat den Import betrëfft, hate mer 2018 dräi Päerd aus Island. Dat war alles. Beim Export waren 2018 null Déieren. 2019 hate mer beim Import ee Päerd aus Island. A mir haten am Export 200 Randbéischten, déi an de Libanon gaange sinn.

Virun allem ass et hei kloer, dës Zuele ginn eng Rei Äntwerten op Froen, déi Der gestallt hutt, a weisen och, wéi mer am Prinzip bei Drëttländer virginn. A virun allem weist déi geréng Zuel jo och, datt dat doten alles all Käier iwwer Konditiounen leeft, déi ganz genau festgeluecht sinn a wou eis Veterinäre ganz genau kucken, datt déi esou kënnen ëmgasat ginn.

D'Lëtzebuenger Regierung wäert och an deem Sënn weider Déierentransporter an Drëttländer zouloossen, sous condition, wéi ech gesot hunn, datt d'Regele vun der europäescher Legislatioun respektéiert ginn. D'Iwwerpräiwung geschitt duerch d'Inspektoren vun der Veterinärinspektioun, déi bei all Export gemaach gëtt.

Aus deem Grond huet - an ech mengen, Dir hutt gesinn, datt mer och e Communiqué do gemaach hunn - de Landwirtschaftsministère sech och enger Rei Länner ugeschloss an den Export, an dat scho präventiv, an d'Türkei, wat déi nächst dräi Méint ubelaangt, gestoppt, well hei keng Garantië sinn, datt de Bion-ëtre respektéiert gëtt. Ech mengen, dat ass en éischte Schrëtt, dee mer gemaach hunn. Aner Länner hunn et och gemaach. An ech mengen, mir wäerten et och verfullen an deenen nächste Méint, fir ze kucken, ob een esou eng Saach verlängert.

Mir wäerten op jidde Fall als Land och drop waarden, wat virun allem déi nei Europäesch Kommissioun dozou wäert soen. Well mir sinn derfir, datt den Déierentransport och nach verstärkt muss ginn (veuillez lire: datt d'Regele beim Déierentransport och nach verstärkt musse ginn) an deenen nächste Joren. Eis Lëtzebuenger Regierung steet fir Déierenschutz, steet och fir korrekten, richtige Déierentransport. An an deem Sënn wäerte mer eis op deem Niveau och all Käiers upassen, wann och op europäeschem Niveau déi Regelen nach eng Käier verstärkt ginn.

Op jidde Fall ass dat doten d'Positioun vun eis, déi mer, mengen ech, hei ganz propper geréiert hunn, wann ee gesäit och de Minimum un Déieren (veuillez lire: wann een och déi minimal Zuel un Déiere gesäit), déi mer importéiere respektiv exportéieren.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Landwirtschaftsminister. An da kéime mer un d'Fro Nummer 59 vun Här Félix Eischen un de Minister fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechten iwwert d'Notze vun de Busspuren fir den Transport vu Leit aus psychogeriatreschen Zentren. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 59 du 2 juillet 2019 de M. Félix Eischen relative à l'utilisation des couloirs pour bus pour le transport de personnes des centres psychogériatriques, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Lëtze-

buerg schweesst ënnert den héijen Temperaturen. Fir vill vun eis ass et flott, endlech Summer ze hunn, an dat ass jo och ganz gutt esou.

Fir vill vun eise Matbiere sinn dann déi héich Temperaturen awer net esou einfach ze erdroen a ganz speziell déi eeler a krank Leit hunn domadder e Problem, apart déi, déi sech mussen deplacéiere fir medezinesch Traitementen.

Elo gëtt et eng Abberzuel Bierger, déi am héijen Alter sinn, Krankheeten hunn an déi sech ebe fir déi medezinesch Behandlung mussen deplacéieren. Déi Leit sinn dacks op de Rollstull ugewisen oder soss net gutt mobil a ginn op Ordonnance médicale mat enger sougenannter Taxiambulanz oder engem speziellen Transport vun hirer Maison de soins bei hiren Dokter oder eben och an d'Klinik gefouert.

Dësen Transport däerf allerdéings net wéi déi üblich Taxien iwwert d'Busspuren fueren, wou et bekanntlech jo vill méi séier virugeet. Ech wëll wierklech ënnersträichen, dass et deene Leit schwéierfält, sech ze deplacéieren, si ganz dacks an engem héijen Alter sinn an och nach oft demenzkrank sinn an dass fir si esou een Transport definitiv eng Stresssiatioun ass. Fir déi Leit ass et quasi eng Zoumuddung, och bei héijen Temperaturen, esou wéi dat d'lescht Woch eben de Fall war, am Stau ze stoen.

Wëssend, dass et méiglech ass, dass en normalen Taxi mat gesonder Leit iwwert d'Busspuren ka fueren, fir - zum Beispill elo am Summer méi dacks - op de Findel ze fueren an do dann de Fliger ze huelle fir an d'Vekantz - an do huet jo kee Mënsch eppes dergéint -, wollt ech awer de Minister froen, wou et dann net méiglech ass, dass op där anerer Säit déi Transporter, déi sech op de Wee maachen, fir Leit an eng Chimio oder soss an eng medezinesch Behandlung ze féieren, dës Spur och kënnen benotzen.

Ass de Minister eventuell gewëllt, opgrond vun dësen Remarken, déi rezent och méi verstärkt aus dem Secteur koumen, eng Upassung vum Artikel 107 vum Code de la route ze maachen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Eischen. Den Här Mobilitéitsminister François Bausch huet d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci och dem Här Eischen fir déi Fro. Am Moment hunn aacht verschidden Zorte Gefierer oder Transporter d'Méiglechkeet, iwwert déi Busspuren ze fueren. Dat sinn d'Bussen, Voitures de location, déi méi wéi fënnf Plazen hunn, Taxien, Ambulanz, Véhicules de médecin en service, Autocars servant au ramassage scolaire, Autocars servant à l'enseignement de l'art de conduire, also Fahrschoule mat Bussen an esou weider, an da Fourgons blindés et véhicules de service qui les escortent.

Also dat sinn der schon eng Hällewull. A meng Meenung ass et, datt mer natierlech mussen oppassen, datt d'Busspuren net ëmmer méi opgemaach ginn an dat dann herno natierlech en Afloss huet op d'Qualitéit vun dem öffentliche Transport, fir dee se eigentlech jo geschafe gi sinn.

Dat ännert awer näischt drun, datt et verschiddelech fir Saachen, déi méi rar passéieren oder déi ee sech duerchweege och kann - wéi soll ech soen? - virstellen, och zemoos well se e bësse jo am Widersproch sinn zu anere Saachen, wéi zum Beispill wa mer normal Taxien driwwerfuere loosse, eigentlech och logesch ass, datt ee géif soen, d'Taxiambulanz léisst een och driwwerfueren. Duerfir hunn ech och en Aarbechtsgrupp agesat, fir dat Ganzt nach eng Käier ze iwwerpräiwene. Dee misst och gläich zu senger Konklusioun kommen. Ech kann lech awer elo scho soen, datt mer fir déi doten Zort vun Taxiambulanz d'Busspuren wäerten opmaachen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bausch. An da kéime mer un de lescht Fro, d'Fro Nummer 60 vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch un d'Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert den „Superbag“. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 60 du 2 juillet 2019 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative au sac réutilisable pour les fruits et légumes dénommé « Superbag », adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virun enger Woch huet Valorlux nei Tuten agefouert, aus Nylon. Virgestallt heesche se „Superbag“ a mat deenen Tute kann een an dem Supermarché souwuel Uebst wéi och Geméis akafen an dann och an de Keesen ofweie loosse. Déi Tuten, déi kann een e puermol benotzen.

D'Iddi dohannert, déi ass wierklech begréissenswäert, well een op deem Wee kann op déi Einwegplastikstute verzichten an och wahrscheinlech op déi fäerdeg Portionsverpackungen aus Plastik. De Plastikoffall soll also domadder reduzéiert ginn.

Dëse Superbag gouf entwéckelt vu Valorlux an Zesammenarbeit mat der clc, der Distributioun an och der Ëmweltverwaltung. Dee Säckelchen ass aus Nylon, also aus Plastik, a kann, wann dat sollt noutwendeg sinn, och an der Maschinn gewäsch ginn. Allerdéings léise sech an deem Fall esou butzeg Mikrofaseren, déi hirersäits als Mikroplastikpartikelen souwuel an de Gewässer lande wéi awer och op de Felder iwwert de Klärschlamm, well eis Kläranlagen déi Mikroplastikpartikelen net erausgefilit kréien. De Choix vum Material, Madamm Minister, ass also net ganz glécklech.

Dohier meng Froen un lech: Wësst Dir Beschied, dass dës Superbag, deen Ar Verwaltung jo mat ënnerstëtzt, aus Nylon, also Polyamid, also Plastik ass? A wa jo, wou hutt Dir lech fir e Produit aus Plastik entscheet?

Zweetens, wouso goufen net reutilisabel Tuten aus enger Naturfaser erausgesicht, zum Beispill Kotteng oder Léngent?

Drëtts, wann ee weess, dass quasi sämtlech Supermarché bei där Saach hei matmaachen, da géif mech interesséieren, wéi vill där Tuten dann iwwerhaapt elo bestallt ginn.

A véiert a lescht Fro: Ass et net awer paradox, Tuten aus Plastik unzebidden, wa grad am Moment eng grouss Sensibilisatioun géint Plastikbehälter en général op ganz ville Plaze stattfënn?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hetto-Gaasch. An dann huet d'Madam Ëmweltministère Carole Dieschbourg d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Och der Madamm Hetto-Gaasch e grouse Merci fir déi Fro, well et ass eng Fro, déi ech och schon e puermol hu misse beantwerten, well Dir hutt et richtig bemierkt, op där enger Säit hu mer hei d'Approche vum Commerce, vum Einzelhandel, déi a sech Geméis an Uebst ubidden, déi mat eis op de Wee gaange sinn, no laanger Negociatioun, vun der Vermeidung vun Eeweplastik, Vermeidung vu Blister hin zu enger Ännerung vun de Gewunnechten.

Dat ass eppes, datt ass an enger Aarbechtsgrupp iwwert déi lescht méi wéi ee Joer festgehale ginn, an dat an enger Aarbechtsgrupp, déi heescht „Präventioun“, wou déi Akteuren zesummesëtzen, fir eben den aktuellen Offallplang ëmzesetzen, wou decidéiert gouf, wéi eng Kritären anzeféiere wäeren.

D'Kritären, déi deemools festgehale goufen an deem Aarbechtsgrupp, si leider net alleguerten am Endprodukt drabliwwen. Ënner anerem hate mir gefuerdert: eng Fabrication locale, oder zumindest an der EU, natierlech Materialien an eben och e Labeling. A ce stade huet de Superbag ... An do sinn och gutt Saachen derbäi, well et ass wierklech reutilisabel. Mir ersetze ganz vill där Eeweplastikstuten. Mir ginn och net op biodegradabele Plastik, deen eben och Mikroplastik verursaacht. Also mir gi wierklech an d'Ännerung vun der Gewunnecht. Mir hunn och en CO₂-Neutralitéitslabel. An d'Firma gëtt och laut Angabe vu Valorlux kontrolléiert.

Si hunn eng Ausschreiwung gemaach an hunn eis am Nachhinein déi Explikatiounen geliwwert op eng Entrevue hin, wou ech genee déiselwech Froe wéi Dir elo gestallt hunn.

Et ass wéi esou oft am Liewen: Mir hu versicht, an zwar insbesonnesch de Commerce, mat Virreider ze sinn. Ech wëll och soen, mir hunn am Commerce eng Verpackung, d'Okotut, déi huet e grouse Succès hei zu Lëtzebuerg. Och do si mer konstant um Verbesseren. Ech mengen, deen éischte Schrëtt ass elo gemaach.

Mir hunn hinnen awer direkt, an dat kann ech ganz gär der Chamber och matdeelen, e Brëf geschéckt, wou all déi Elementer do drastinn, déi eis Suerge maachen: ebe grad déi vun dem Choix vun de Materialien, wou mer einfach och fuerderen, dass an engem zweete Schrëtt, an der Relance vun deene Projeten, wann elo där Superbagen nei bestallt ginn, genau déi Kritären vun Nohaltegkeet, déi mir ursprénglech gefuerdert haten an déi d'Verwaltung och kloer zum Ausdrock bruecht huet, déi och ech zum Ausdrock bruecht hunn, dee Moment respektéiert ginn.

Et schéngt mer awer och esou ze sinn, wéi wann ech aus den Erklärungen zu dëser eigentlech awer gudder Initiativ géif erauslesen, dass de Moment de Marché nach net grad souwäit wär, fir dat an deene Quantitéit kënnen unzeleiwere. An ech hoffen, dass mer an der Suite

vun deem Projet kënnen zesumme mat Valorlux an zesumme mam Secteur eng Variant op den Dësch leeën, déi dann och fräi vu Plastik ass.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Ëmweltministère. Mir wieren domadder um Enn vun der Froestonn ukomm.

6. Ordre du jour (suite)

Den Här Mosar hätt gären d'Wuert. A wéi engem Kontext? A wéi enger Prozedur?

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Parole après député.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Dat ass awer an eisem Reglement leider net virgesinn.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Fait personnel. Dann ass et Fait personnel, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Wann et e Fait personnel ass, da géif ech lech d'Wuert ginn, fir kuerz e puer Rectifications de fait ze maachen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Ech entschëllege mech och, datt ech de Mëtten e puer Minutten ze spéit komm sinn, soudatt ech net ganz an de Genoss vun der Interventioun vun der Madamm Lorsché komm sinn. Ech hunn awer virdrun, well ech déi Saachen ëmmer ganz seriö huelen, éischstens, nach eng Käier gelauschtert an der Fraktioun, wat ech gesot hunn, an ech hu mer och hei vun de Kollegen erkläre gelooss, wat d'Madam Lorsché gesot huet.

An ech muss lech soen, ech kommen aus dem Staunen net raus, elo de Mëtten hei accuséiert ze ginn, ech géif léien, wat, Dir Dammen an Dir Hären, déi graavsten Accusatioun ass, déi een engem Kolleg och hei kann am Plenum maachen.

Ech wëll awer nach eng Käier widderhuelen, ech hunn dat elo nach eng Käier nogelauschttert, wat ech d'lescht Käier hei am Plenum gesot hunn. Ech hunn a sech zwou Saache gesot gehat:

Déi éischt, datt Bréiwer vun zwou Associatiounen à l'attention vun der Commission de la Justice vun der Chamber adresséiert gi sinn, natierlech un den Här Margue, deen huet se receptionnéiert. A mir hunn eis beschwéiert an ech hunn do och elo net héieren, datt d'Madam Lorsché dat iergendwéi kontestéiert hätt. Mir hunn eigentlech reprochéiert, datt déi Convocatioun net offiziell an der Commission de la Justice diskutéiert ginn ass.

Wéi gesot, ech hunn de Mëtten näischt héieren, wou d'Madam Lorsché dorop agaangen ass. Par contre - an duerfir soen ech dem Här Margue Merci -, nodeem mer déi kleng Altercatioun de leschten Dënschen hei haten, sinn déi Leit elo nach eng Käier kontaktéiert ginn an et ass gesot ginn, hir Demande géif an der Commission juridique zur Diskussioun kommen; genau dat, wat mir verlaangt hunn. Duerfir e Merci un de President.

Deen zweete Punkt ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Mosar, Dir musst op de Fait personnel kommen.

(Brouhaha)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Majo, ech kommen ... Här President, ech muss awer kënnen hei ... Ech muss awer hei kënnen de Kontext ...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Sidd Dir President vun den Deputéierten?!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Déi zweet Accusatioun, Här President, ass déi gewiescht, datt ech anscheinend hei gesot hätt, d'Madam Marion Muller hätt iergendwéi ...

(Interruption)

Neen, d'Madam Muller ... Ech wëll nach eng Käier ganz kloer ... Ech hätt gesot, d'Madam Muller hätt sech net ze erkenne ginn als gréng Fraktiounsmataarbechterin. Esou hunn ech lech op jidde Fall verstanen.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Neen, esou eppes - Madamm Lorsché, ech hu selwer ... - hunn ech net gesot! Par contre, wat ech gesot hunn - an hei hunn ech d'Confirmatioun vun där Associatioun -, ech hu gesot, datt déi Leit, déi eng Convocatioun, also eng Demande, fir an der Kommissioun gehéiert ze ginn ..., déi hu geäntwert kritt vun der

Le saviez-vous?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

Madamm Muller Marion ... Ech liesen Iech et vir, well et wichteg ass.

Hei schreiw den Déi Leit also: „Moien! Hei ass déi Madamm, déi eis kontaktéiert huet als Äntwert op eis Demande fir an d'Justizkommission: Madamm Muller Marion.“ Ech weisen dat! An ech fannen et e staarkt Stéck, Här President, datt ech hei als Ligener duergestallt ginn, wou déi Leit dat expressement hei an hirem Mail confirméieren. Ech kann dat net akzeptéieren an ech erwaarde mer och eng formell Excuse vun der Madamm Lorsché. Ech brauch mech hei net als Ligener duerstellen ze loosenen!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Très bien !

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech wëll Iech och nach dee leschte Mail hei virlesien, fir nach eng Kéier ze soen, datt déi Leit wollten an d'Commission juridique kommen a soss néieren. Déi schreiw: „Mëtteg! No Récksprooch mat eisem Sekretariat ass opgefällt, datt mer bei Iech, Commission juridique, keng Entrevue gefrot hunn. Mir sinn elo e bëssen erstaunt, well mer eigentlech bei d'Commission de la Justice wollten an net bei einzel Fraktiounen. U sech hu mir eise Courier un d'Chambre adresséiert gehat.“ Ech mengen, dat ass méi wéi kloer. A wéi gesot, ech erwaarde mir eng Excuse vun der Madamm Lorsché!

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Mosar. D'Madamm Lorsché ass ernimmt ginn an duerfir kritt se och d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech hoffen, dass mer d'Karussell gläich stoppen!

(**Hilarité**)

Ech hunn näischt zu deem éischte Punkt gesot. Duerfir sinn ech erstaunt, dass Dir elo op eppes ze schwätze kommt, wat eigentlech an de Kommissioun muss diskutéiert ginn. Dat huet den Här President eis d'lescht Woch hei erkläert, dass all déi Beräicher, déi d'Organisation vun de Kommissiounen uginn, an de Kommissioun selwer diskutéiert ginn. Domat ware mer all d'lescht Woch d'accord. An duerfir hunn ech och dee Punkt guer net méi ernimmt.

Wat ech ernimmt hunn, sinn zwee Punkten. Ech kommen zréck op Är Wierder vun der leschter Woch. Éischtens hutt Der gesot, dass d'Madamm Marion Muller enger Persoun vun der Associatioun ugeruff hätt - ech ginn Iech herno Äre Wuertlaut - an dass si sech do „am Numm vun der Chamberskommissioun“ ze erkenne ginn hätt.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat hunn ech net gesot!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - An ech sichen Iech Äre Wuertlaut no, well ech hunn en. Ech hunn e just net direkt parat.

An zweetens ass et eben dat, wat ech Iech hei nach eng Kéier wollt fest ënnerbreeden. An ech wäert och dee Verbatim sichen an da kënt Der Iech e selwer virlesien. An domat hoffen ech, dass mer elo fäerdeg sinn!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Madamm. Här President, ech muss zwar ... Ech mengen, hei ass et kloer: ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ganz kuerz, Här Mosar!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - D'Madamm Muller Marion - an ech weisen et nach eng Kéier - huet déi Leit kontaktéiert! A wat fir engem Numm ass eigentlech iwwerhaupt net wichteg. Déi Leit sinn dovunner ausgangen, an dat hu se nach eng Kéier extra hei geschriwwen: Si wollte vun der Commission juridique empfaange ginn. Punkt!

► **Une voix.** - Dat geet net méi!

(**Brouhaha**)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - An ech mengen, duerfir géif ech wierklech vun enger Kolleegin erwaarden, datt se sech entschëllegt, well dat do mécht een net, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Mosar, ech mengen, do hu mer elo genuch driwwer diskutéiert. An ech hoffen, datt mer net méi brauchen op den dote Punkt zréckzekommen.

(**Brouhaha**)

7. Motion de M. Marco Schank relative à la gratuité du service de transport Adapto à partir de mars 2020 pour des personnes ayant un handicap

Mir këimen dann elo zur Motioun vun Här Marco Schank iwwert d'gratis Benotze vum Adapto-Service vum Mäerz 2020 u fir d'Leit mat enger Behënnerung.

(**Brouhaha général**)

Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Fernand Kartheiser an den Här David Wagner. Fir d'Éischt géif ech dann awer nach dem Auteur vun der Motioun, dem Här Marco Schank, d'Wuert ginn.

(**Exposé**)

(**Motion déposée en séance publique n° 27 du 19 juin 2019 - à consulter en page 346 du compte rendu n° 11/2018-2019**)

► **M. Marco Schank (CSV), auteur.** - Merci, Här President. A menger Motioun beruffen ech mech op d'UN-Konvention fir d'Rechter vu Persounen mat engem Handicap, déi jo 2011 vun der Regierung deemools ratifizéiert gouf.

An ech denken, datt mer eis eens sinn, datt iergendwann den öffentliche Transport fir jiddereen am Land accessible muss ginn. Dat ass virun nach diskutéiert ginn, datt et och e Programm gétt fir Leit mat Handicap. Dat kann natierlech nach laang daueren. Duerfir gétt et den Adapto. Den Adapto ass e spezielle Service fir Leit mat Handicap, déi weder mam öffentliche Transport nach mat hirem eegenen Auto kënnen fuereen. An duerfir, Här President, mat deser Motioun froe mir, datt ab deem Moment, wou den öffentliche Transport ab Mäerz 2020 gratis gétt, och den Adapto soll gratis ginn, an eben net nëmme fir de Wee op d'Aarbecht.

Wann e Mënsch ouni Handicap ab Mäerz 2020 mam Bus oder mam Zuch an de Kino oder Restaurant wëllt fuereen, dann ass dat gratis. Wann ee Mënsch mat Handicap an e Restaurant respektiv an de Kino wëllt fuereen an en huet nëmme en Adapto, well e keen anere Choix huet, da kascht dat; also ab Mäerz 2020, bien entendu.

Mir sinn där Meenung, datt dat eng Diskriminierung ass, grad wéi Info-Handicap et och seet. An duerfir froe mer an där Motioun, fir den Adapto gratis ze maachen ab Mäerz 2020. Et geet deemno net ëm méi an net ëm manner wéi d'Gläichberechtigung an d'Gläichbehandlung vun de Residenten an Lëtzebuerg. An ech wollt nach drop hiweisen, wéi gesot: An der Praxis bedeit et, datt de Mënsch mat Handicap bezillt, deen ouni eben net.

An an der Motioun wise mer och drop hin, datt Info-Handicap eng Zentraliséierung a puncto Adapto proposéiert, fir eventuell op déi Manéier e Wee ze fannen, fir de Service méi bëlle ze maachen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Schank. Et hat sech schonn ageschriwwen: den Här Fernand Kartheiser.

(**Discussion générale**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech kann nëmme soen, datt mir vun der Sait vun der ADR déi Motioun hei vun Här Schank begrëissen. Ech mengen, den Här Schank huet eng Rei vun Argumenter presentéiert, déi mir zu 100 % kënnen deelen. Mir sinn an enger Gesellschaft, wou mer zu Recht ëmmer erëm insistéieren op d'Inklusioun vun deene Leit, déi et méi schwéier hu wéi mir heibannen oder op jidde Fall wéi déi meescht heibannen.

An et ass och esou, datt mir op kee Fall kënnen akzeptéieren, moralesch net kënnen akzeptéieren, datt mer an eng Zweeklassesgesellschaft kommen: déi eng, déi mat enger Behënnerung muss kämpfen an dann och mat anere materiellen Nodeeler an der Gesellschaft muss kämpfen, an déi aner, déi all déi Problemer eben net hunn. Ech mengen, et ass eng Saach vun engem moraleschen Engagement, vun enger selbstverständlecher Verflüchtung géint iwwer deene Leit, datt mer där Motioun zou-

stëmme, déi den Här Schank eloquent hei presentéiert huet.

Vun eiser Sait ass also eng kloer Ënnerstützung fir dese Geste.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. Dann hat den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Mir wäerten d'Motioun vun Här Schank vun der CSV an deem Sënn och ënnerstützen. Ech hat nach gëschter e Gespréich am Stater Gemengerot mat mengem Bänkkolleg, dem Joël Delvaux, doriwwer, deen och den Département des travailleurs handicapés vum OGB-L dirigéiert an dee mir och sot, datt wier eng Selbstverständlechkeet, misst et u sech sinn. D'autant plus datt mer jo d'Gratuitéit kréien d'nächst Joer vun öffentliche Transport, ass et ëmsou méi net verständlech, datt d'Transportmëttele fir net valid Leit ab engem gewëssene Moment, also no der 15. Course am Joer, wat net vill ass, muss bezuelt ginn. D'autant plus datt déi Leit jo ganz oft keng Alternativ hunn. Si kënnen net heiansdo den öffentliche Transport huereen, natierlech och net Auto fuereen an net ze schwätze vu Vélo fuereen.

Et gétt natierlech oft gesot: Mä den Adapto, dat ass jo och eng Aart Taxi. Also Taxi, et muss een e ruffen, datt e kënt an esou weider. Eng weider Iwwerleeung kéint sinn, datt ee sech och kéint iwwerleeen, datt esou en Transportmëttel och gewësse fest Strecken zu festen Zäite kéint fuereen. Dat deppasséiert elo vläicht déi heite Motioun, mä datt wier och eng weider Iwwerleeung.

Mä dat gesot, wäerte mer déi Motioun ënnerstützen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Dann hat den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Als Piraten wäerte mir et och mat ënnerstützen. De gratis öffentliche Transport läit eis laang um Häerz a mir hunn ëmmer verstanen, dass jiddereen dee soll benotze kënnen. Et ass net esou, dass den Adapto e Luxus wär, mä et ass eppes, wat d'Leit mat enger Beanträchtegung brauchen. Et ass déi eenzeg Aart a Weis, wéi se sech kënnen displacéieren, wéi se vun doheem kënnen fort, fir un der Welt deelzehuelen, wat ganz wichteg ass.

An deementspriedend wäerte mir déi Motioun matstëmme.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Josée Lorsché, wannechgelift.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech mengen, den Här Minister hätt och nach eppes dozou ze soen, well en huet schonn déi leschte Kéier op déi Motioun do geäntwert. En huet seng Positioun erkläert an deem Sënn, datt e gesot huet, datt dee ganze System amgaangen ass iwwerschaft ze ginn, natierlech am Sënn vun der Inklusioun a géint eng Zweeklassesgesellschaft, dat ass guer net d'Fro. Mä et geet drëms, fir e System op d'Been ze bréngen, deen effikass ass, dee gutt funktionéiert. A well dee Prozess amgaangen ass, hate mir proposéiert, d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, fir zesumme mam Minister do driwwer ze schwätzen, fir dee Prozess ze begeleeden. Dunn ass hei decidéiert ginn: Neen, mir stëmme of. An dat ass elo d'Resultat.

Mir sinn nach ëmmer der Meenung: Wa se net an d'Kommissioun geet, da kënnen mer se net unhuereen à ce stade, well de System amgaangen ass reforméiert ze ginn.

(**Interruption**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Lorsché. An da géif ech der Regierung d'Wuert ginn, dem Mobilitätsminister, dem Här François Bausch.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci, Här President, an allen Deputéierte fir hir Wuertmeldungen. Ech wëll vläicht e bëssen am Detail erklären, fir datt d'Leit och dobausse verstinn, iwwer wat mer iwwerhaupt hei schwätzen an datt hei Saachen e bësse bewosst, mengen ech, duerjernegehait ginn a Fuerderungen an de Vierdergrond gestallt ginn, déi natierlech sympathesch klängen an a priori, wann ee se reng esou op déi Motioun opgebaut erkläert, iergendwéi jiddwerengem plausibel sinn, virun allem natierlech all deene plausibel klängen, déi wahrscheinlech dee Service hei net brauchen an déi wahrscheinlech ënner dem Stréch emol guer net wëssen, wat et ass.

Den Adapto ass en zweete Service, dee mer am Land hunn. Mir hunn nach en anere Service,

dat ass een, deen d'Leit, Kanner an esou weider vun Institutionen doruechter féiert. Deen ass souwisou 100%eg gratis. Also ass schonn emol en Deel vun de Leit, déi Handicappen hunn, guer net hei dran. Déi ginn iwwer en anere Service geréiert.

An den Adapto ass deen zweete Service, dee mer hunn. An dat ass am Fong en Door-to-Door-Service. Dat ass effektiv en Taxiservice. Et kann een uruffe wéi bei engem Taxi, et gétt een doheem ewechgeholl an et gétt een op genau déi Plaz virun d'Dier gefouert, wou een hi wëllt. Et ass also keen öffentliche Transport, wou een op en Arrêt muss goen, op e Busarrêt oder wat och ëmmer, wou een e Fahrplan huet. E Fahrplan gétt et net.

An ech muss och soen, wann ech dem Här Wagner seng Propos elo wëll opgräifen, dee seet: „Ma da kommt, mir maachen dat mat Strecken!“ Mä dann interesséiert et déi Leit net, well déi Leit wellen doheem ofgeholl ginn. An dat ass ... Déi wellen och net ... Déi hu meeschtens ganz ënnerschiddlech flexibel - wat ech och verstinn - Zäiten, wou se wëlle matfuereen a wou se wellen iergendwou hibruecht ginn. Also et ass en Door-to-Door-Service, en Taxiservice, dee wierklech net ze vergläichen ass mam öffentliche Transport.

Ech wëll Iech och de Präis soen, well dat ass jo och ëmmer wichteg, datt mer emol wëssen, vu wat mer schwätzen. Hei gétt dat jo duergestallt, wéi wa quasi keen en Accès kéint dozou hunn an e wier verwiert an déi eng hätten en, déi aner hätten en net. Et kascht de Moment, egal wou een am Land e bestell an egal wuer ee sech féiere léisst, ob et elo vun Elwen an d'Stad ass oder wou och ëmmer, fir eng einfach Faart 5 Euro an en Aller-retour 8 Euro.

(**Interruptions**)

Dat heescht, et kann ee jo net behaupten, datt dat doten e Präis wär, wann ech bedenken, wat fir ee Service awer hei gebuede gétt supplementär zu allen aneren, déi mer hunn, deen esou onméiglech wär.

Da wëll ech soen, datt mer an enger Gesamtreflexioun sinn, wéi d'Madamm Lorsché et scho gesot huet, well mir hunn eng Rei Problemer, effektiv. Et gétt Leit, déi zum Beispill duerch iergendeen Émstand kuerzfristeg en Handicap hunn, well se en Accident haten, krank sinn oder wat och ëmmer. Da kréie se iwwert d'Sécurité sociale e gewëssene Contingent vu Faarten zougestanen, fir zum Beispill an de Rehazenter bruecht ze ginn, mä oft geet deen net duer. An da mussen d'Leit natierlech fir déi supplementär Faarte bezuelen.

Dat ass zum Beispill ee Grond, firwat mer en Aarbechtsgrupp gegrënnt hunn téschent dem Minister vun der Sécurité sociale, mir, der Familljeminister a mir hunn och nach d'Innenministesch derbäi, wou mer eng ganz Rei Saachen wellen iwwerleeen, fir dee Service hei e bësselchen anescht ze organiséieren vläicht, wéi en haut organiséiert ass. Also do gétt et eng Rei Problemer, deene mer eis bewosst sinn an un deenen och geschafft gétt.

Da wëll ech och betounen, datt déijéineg - well mir haten dee Service schonn ëmgebaut fir zum Beispill Leit, déi eng Mobilité réduite hunn an net de Moment den Accès hunn zum öffentliche Transport -, déi dat heite mussen huereen, déi nach eng Aarbechtsplaz hunn, déi op d'Aarbecht mussen fuereen, déi mussen haut en Abonnement kafen, en normaal Abonnement, wéi wann een de Bus hëlt. Dat war jo schonn eng Faveur, déi mer agefouert haten deemools. Do si mer och bereet, dat hu mer och gesot am Kader vun öffentliche Transport, déi Leit natierlech d'nämelech ze betruichte wéi den normale gratis öffentliche Transport. Dat heescht, déi ginn an Zukunft och gratis gefouert, wat eng zousätzlech - wéi soll ech soen? - Verbesserung ass.

D'Zil awer muss et sinn - an ech muss awer soen, duerfir wonnert et mech e bëssen, wat hei alles gesot gétt -, d'Zil vun der Inklusioun besteet doranner, datt d'Leit méiglechst um normale Liewe kënnen deelhuereen. An duerfir hu mer jo och d'Zil, fir sämtlech Bussen a sämtlech Zich a Garë PMR-gerecht ze maachen, fir datt eigentlech jiddereen kann, och mat engem Handicap, den normalen öffentliche Transport huereen.

(**Interruption**)

Jo, mir sinn nach net do. Mä mir si beim Zuch, hunn ech gesot, bei de Garë bei 80 %, a wann déi Automotricen, déi ZZen nach ersat sinn, si mer beim Material bei bal 100 %. Dat ass kuerzfristeg, mä 80 % geet. An et gétt jo awer haut dann nach fir verschidde Services dat do. An déi, déi op d'Aarbecht mussen fuereen, déi fale jo souwisou net heidreiner. Déi kënnen an Zukunft souwisou gratis fuereen, wéi ech et gesot hunn, och mam Adapto.

Mä d'Zilsetzung ass awer, fir relativ séier en 100%eg barrièrefräien öffentliche Transport ze kréien.

Ech wëll lech och soen, wéi ech ugefaangen hunn - ech si jo elo schonn eng Rei Joren an deem Ministère -, wéi ech ugefaangen hunn an deem Ministère, dunn hate mer zum Beispill am Bussystem, dee jo net onwichtig ass an deem Ganzen hei - ech schwätze selbstverständlech vum RGTR-Bussystem -, där sougenannter „Low-Entry-Bussen“ - 2013, wéi ech ugefaangen hunn -, also där, déi ee brauch, fir datt och d'Leit mat engem Handicap erakommen, mat Plateforme basse, an den 12-Meter-Bussen een an de 15-Meter-Busse keen.

Also wéi ech ugefaangen hunn: keen an een! Haut si mer bei den 12-Meter-Busse bei 144 a bei de 15-Meter-Busse bei 93. Dat heescht, an deene leschte fënnef Joer ass nawell munches hei geschitt an den Investissementer. Ech wëll dat awer emol eng kéier hei ënnersträchen, well et jo ëmmer e bëssen esou duergestallt gëtt, wéi wann dës Regierung an deem dote Beräich quasi déi Leit als Stéifkoffer géif ugesinn.

Bon, wann dat de Fall ass, da froen ech mech, wéi et virun 2013 war, wéi et eent an null war bei de Bussen zum Beispill. Duerfir, mir schaffe mat Vollgas dorunner, fir op den Niveau ze kommen, fir d'Garen an d'Arrête PMR-gerecht ze maachen.

An duerfir géif ech och bieden, elo net hei Hals über Kopf Motioune unzehuelen, well wahrscheinlech kommen nach ganz aner Problemer, déi mer musse léisen an deem heite Kontext, wa mer déi Reform do kucken, an net einfach iergendeppes ze decidieren, well mer mengen, dat wär elo vläicht populär, wa mer dat esou géifen decidieren.

Ech géif derfir plädieren an ech hätt et och duerfir léiwergéit gehat, wann déi Motioune hei an d'Kommissioun verweise gi wär an hätt kennen afléissen an d'Diskussioun, déi d'Regierung ... Wou ech souwisou bei der Question avec débat vum Här Schank, déi e jo fir d'Éischt gestallt huet ...

En huet mer jo fir d'Éischt Froe gestallt hei a wéi ech em dunn Äntwerte ginn hunn, wéi ech em gesot hunn, et wier en Aarbechtsgrupp gegrënnt ginn, si géifen dru schaffen, du krut ech eng Sekonn duerno eng Motioune virgeluecht fir dat do. Dat heescht, meng Antwerten op d'Froen hunn lech wahrscheinlech net vill interesséiert, well d'Motioune war jo wahrscheinlech schon am Virfeld virbereet, ier d'Froe gestallt gi sinn.

Duerfir, Här President, ech fannen et e bësse schued, datt mer esou e wichtige Sujet, wou mer jo all Sensibilitéit derfir hunn, net méi seriö huelen an duerfir einfach net déi Saachen do am Package diskutieren. An duerfir hätt ech am Fong léiwergéit gehat, do hätt ech guer kee Problem gemaach, wann d'CSV dat heiten an d'Kommissioun ginn hätt. Dann hätt dat kënnen an déi Diskussioun matafléissen. Duerfir mengen ech, datt et elo - mä d'Chamber mécht, wéi se wëllt - berechtigt ass, datt op alle Fall à ce stade dat heiten haut ofgeleent gëtt.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoools, Här Minister. Dann hat fir d'Éischt den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo, villmoools Merci, Här President. Ech mengen, dat hei ass eng Matière, wou een net soll polemisch driwwer schwätzen. Ech wëll och net, wéi den Här Minister mengt, elo mat Emotionne spillen. Dat ass net den Objet.

An ech wëll och unerkennen, ech soen dat och kloer, datt d'Regierung duerchaus Efforte gemaach huet. Ech mengen, wann een effektiv esou vill Bussen afeiert, déi de Leit sollen d'Liewe méi licht maachen, ass dat och eng Saach, déi ee soll unerkennen.

Mä ech mengen, den Här Bausch versteet och ganz sécher, datt net jidderee kann en Effort maachen, fir bis bei e Bus ze goen, an datt et einfach fir verschidde Leit ganz schwéier ass, dat ze maachen. Dofir wollt ech just eng Zousatzfro stellen, fir datt mer den Enjeu hei verstinn. U sech ass jo de Message vum Här Bausch: Bis mer elo déi gesamt Evaluatioun gemaach hunn, kënnen mer dat doten net gratis maachen, wéi et hei vum Här Schank a vun anere gefuerdert gëtt.

Mä wat ass eigentlech de Volume financier, iwwer dee mer hei schwätzen? Dir hutt gesot: 5 Euro pro Course. Wat ass de Gesamterwerb duerch déi Kontributiounen? Dat heescht, iwwer wéi eng Zomm schwätze mer eigentlech hei? Wat wär dee Sacrifice, deen da misst consideréiert ginn, fir et gratis ze maachen? An ass deen Enjeu wierklech déi Diskussioun wäert, notamment an deem Kontext, datt de gesamt effentlechen Transport gratis gëtt?

Merci.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoools, Här Kartheiser. Den Här Bausch wëllt direkt äntweren.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- De Problem ass jo deen, also ech kann lech ... Natierlech, wat erakënn, dat variéiert jo pro Joer. Mä ech kann lech awer soen, wat et kascht. Et kascht 12 Milliounen d'Joer, eleng den Adapto. Elo sot Der mer, dee Käschtepunkt oder d'Recette ass vläicht net grouss. De Problem ass jo och net deen.

De Problem ass jo awer deen, datt mer musse wëssen, wa mer wëllen op de Wee goen a mat Inklusioun schaffen, datt d'Leit déi normal Weeër, den normalen effentlechen Transport musse kënnen huelen. Duerfir investéiere mer jo onheemlech vill Suen. Dann dierfe mer awer net op där anerer Säit ... An dat huet elo näischt mat deene Leit, déi e Problem hunn, also déi wierklech en Handicap hunn, ze dinn, datt ech do engem e Reproche wëllt maachen.

Mä et ass awer mënschlech gesinn normal, wann ech en Door-to-Door-Service ubidden, deen d'office gratis ass an lech iwwerall hi siche kënn, datt dann, soen ech lech, déi Demande hei massiv an d'Luucht geet. Well et ass logesch, all Mënsch géif, mir alleguer heibanne géifen och esou fonctionnéieren. Wann ech en Door-to-Door-Service hunn, en Taxiservice hunn, da wäert ech natierlech evidenterweis éischer dorobber zrëckgräifen, och wann ech herno e PMR-gerechten effentlechen Transport hunn, well dat méi bequem ass, dat ass jo normal. Dat géife mer alleguer maachen!

Duerfir hätt ech awer gär, datt mer eis gutt iwwerleeden, wat mer hei decidieren, ier mer dat maachen. Well wéi gesot, wa mer dat heiten an eng Richtung weiderentwëckelen, da gëtt dat e ganz anere Käschtepunkt, deen Der lech kënnt virstellen, deen herno dobäi erauskënn.

Duerfir wär ech frou, wann een dat heiten a Rou kéint diskutieren, am Interêt vun deene Leit selbstverständlech, an net Hals über Kopf eppes hei decidieren, wou mer net genau iwwerblécken de Moment, wat d'Konsequenzen herno dovun kënnen sinn, wëssend, datt mer souwisou onheemlech Investitiounen maachen an effentlechen Transport, fir dee barrièrefräi ze maachen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- An dann hat nach den Auteur vun der Motioune, den Här Schank, d'Wuert gefrot.

► **M. Marco Schank** (*CSV*), *auteur*.- Jo, Här President. Fir d'Éischt wollt ech emol soen, datt ech mer net gare virwerfe loosse, ech géif net sensibel mat deem Problem emgoen.

(Interruption par Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Also ech fannen, dat ass net verständlech, Här Minister.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Ech hunn dat net gesot!

► **M. Marco Schank** (*CSV*), *auteur*.- Jo, dach!

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Ech hunn dat net gesot.

► **M. Marco Schank** (*CSV*), *auteur*.- Well ech hu probéiert, dat hei oui Polemik ze maachen.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- ... de Verbatim herno eraus, da weist Der mer, wou ech lech dat ...

► **M. Marco Schank** (*CSV*), *auteur*.- Majo, Dir sot zu Recht - an dat ass jo och gutt -: „Et ass ee Prozess amgaangen.“ Dee wäert awer nach ganz laang daueren. Ech selwer huelen den effentlechen Transport all Dag an ech weess, wat et heescht, wann e Mënsch mat engem Handicap mam Zuch wëllt fueren: Dat geet net iwwerall! E kënn net iwwerall eran. A mir hunn nach ganz weineg Niddregflurbussen insgesamt, och wann et der méi gi sinn - ech fannen dat gutt! -, nach ass dat net evident.

An duerfir wollt ech och soen, datt een natierlech soe kann: „Den Adapto ass « porte-à-porte ».“ Mä déi Leit kënnen jo net anescht! Wéi soll een dat dann anescht maachen?

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Si kënnen e jo huelen.

► **M. Marco Schank** (*CSV*), *auteur*.- Mä wéi kann een dann ... Soulaang wéi en net accessibel ass, den effentlechen Transport, fir jidderen, och Leit mat Handicap, notzt dat jo näischt. An duerfir wëll ech, well et jo engersäits ee Prozess gëtt, datt mer iwwer déi Motioune ofstëmmen. Well ech fannen, d'Kiischt um Kuch, Här President, wier gewiescht - et ass gesot ginn: „Den effentlechen Transport, dat ass d'Kiischt um Kuch“ - vun deem, wat déi vill

Investissementer bedeiten - déi mer jo och begrëssen -, mä d'Kiischt um Kuch wier gewiescht, wann een dru geduecht hätt an et hätt ee gesot: „Hei, mir maachen elo den effentlechen Transport gratis ab Mäerz 2020“, d'Kiischt um Kuch wier gewiescht: „Mir maachen et och fir déi Leit mat Handicap“!

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Dat hei ass keen effentlechen Transport!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Schank. Dann hat nach den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Jo, Merci, Här President. Also éischtens, dat hei ass eng Fuerderung, déi betrafte Leit jo och direkt ënnerstëtzen. Dat ass déi eng Saach.

Déi zweet Saach: Ech mengen net, datt ee ka soen, 5 bis 8 Euro d'Course no deene 15, déi gratis sinn, dat wier näischt. Mir hate schon esou Diskussiounen iwwer den effentlechen Transport. Fir gewësse Leit sinn dat immens vill Suen.

Et ass keng Fro vu Bequeemlechkeet, wann ee keen anere Choix huet! Ech weess net, bei Leit, déi wierklech net méi valid sinn, ob een an deem Kontext vu Bequeemlechkeet ka schwätzen, wann ee sech iwwerhaupt wëllt deplacéiere bis op d'Gare oder fir bis e Bus ze huelen.

Ech hunn och den Androck, dat heescht, iergendwéi muss een dee Service e bësse manner attraktiv maache fir déi, déi sech et net esou richtig kënnen leeschten.

An dann, dat erënnert mech un eng Diskussioun, déi mer virun zwee Joer hei haten, wéi mir eng Motioune deposéiert haten iwwer d'Gratuitéit vum effentlechen Transport a wéi deeselwechten Transportminister eis doctement op dëser Plaz erkläert huet: datt mir erëm näischt verstinn, datt et muss e Gesamtkonzept ginn, datt ee sech muss déi ganz Saach iwwerleeden, datt d'Gratuitéit vum effentlechen Transport strictement kee Sënn mécht!

Zwee Joer drop kënn deeselwechten Transportminister, féiert en an a vergësst niewebäi ze soen, vu wou déi Iddi urspringlech koom. Dovu net ofgesinn ... Also ech hoffe just, wann d'Gratuitéit vum Adapto kënn an zwee Joer, dann hoffen ech awer, datt déi gréng sech erënneren, wouhier déi Iddi koom.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Wagner. Den Här Mobilitéitsminister.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Jo, Här President, kuckt emol, et gëtt gesot, et géif keng Politik gemaach ginn domadder. An dat do ware mindestens dräi Ennerstellungen a véier Sätz, déi den Här Wagner elo just gemaach huet.

Déi éischt Ennerstellung war, datt e seet, datt ech géif deene Leit ennerstellen, si géifen einfach elo egal wat maachen, si géifen da bewosst op dat anert verzichten. Ech hu gesot, mir all - jiddwereen, dat ass mënschlech, dat ass normal! - sichen ëmmer déi Léisung eraus, déi natierlech am interessantste fir eis ass. An dat ass och kee Virwurf, wann ech dat soen, dat ass normal, de Mënsch fonctionnéiert esou. Jiddwereen. Duerfir, dat ass net, datt ech domadder eppes gesot hu par rapport zu deene Leit.

Dat Zweet ass: Virun zwee Joer ware mer an där leschter Legislaturperiode an de gratis effentlechen Transport ass och keng Erfindung vun deene Lénken, mä dat stoung schon an alle Wahlprogrammer. Ech hunn et virun zwee Joer gesot, d'Investissementer si fir mech dat Wichtigst, wéi ech et och haut nach soen a wéi ech och haut soen, dat anert ass fir mech just eppes, dat een „on the top“ kann drop-leeden. Mä deen Investissement ass dat Wichtigst.

An dat Drëtt ass, nach eng kéier: Hei geet et net drëms, fir Jo oder Neen ze soen zu enger Fro, zu enger Saach. An domadder hunn ech jo och schon net explizit gesot „Jo“ oder „Neen“, mir sollen dat maachen oder net maachen. Ech wär just frou gewiescht, wa mer dat verstänneg a roueg hätte kënnen diskutieren am Interêt vun deene Leit an engem Gesamtkonzept, amplaz datt mer elo iergendwéi eppes hei erauszéien an dat hei decidieren. Dat war deen eenzege Wonsch, deen ech hat. An ech hu versicht, dat ze erkläre mat, mengen ech, sachlechen Argumenter an ouni Polemik an och ouni engem aneren eppes ze ennerstellen, obschonn ech hei elo awer eng ganz Rei Saachen ennerstallt kritt hunn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoools. Ech denken, mir kënnen elo zur Ofstëmmung vun der Motioune kommen. De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann de Vote par procuration. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

Dës Motioune ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme verworf.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Mir kënnen dann zum éischte Projet de loi vun eisem Ordre du jour vun haut ...

D'Madam Lorsché, wannechgelift.

8. Ordre du jour (suite)

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Et deet mer leed, datt ech hei de Betrib ophalen, mä virdu sinn ech gebiede ginn, déi Wierder dann ze zitieren. Ech hu se och elo zougestallt kritt. Ech fänken net erëm d'ganz Diskussioun un. Ech hunn zwee Punkte richtiggestallt.

(Brouhaha et interruptions)

Deen éischte war ... Deen éischten ... Ech hunn dat nach ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Mir sinn an där nämlecher Prozedur dra vum Fait personnel ...

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Ech si virdu gefrot ginn ...

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... an d'Madam Lorsché d'äerf dee Saz just virlesen, wéi se et gesot huet virdu, gradesou gutt wéi den Här Mosar huet dierfen erausgoen an zrëckkommen an dat anert kommentieren. An dann ass dee Punkt definitiv vun alle Säiten, wëll ech ganz staark hoffen, ofgeschloss.

(Brouhaha général et hilarité)

Madamm Lorsché, Dir hutt elo emol d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Ech huelen déi Wierder no, déi ech elo zougestallt kritt hunn, déi den Här Mosar d'lescht Woch gesot huet, a méi soen ech dann net méi. Den Här Mosar huet gesot: „An dat ... Ech kann lech och elo hei ... Mir kënnen dat gar eng kéier am Detail maachen, wou déi Leit ugeruff kritt hu vun enger vun Äre Mataarbechterinnen, enger Madamm Marion Muller, déi gesot huet, si géif uruffen am Numm vun der Commission juridique, fir déi Leit ze empfänken.“

Et sinn déi zwee Punkte, déi ech virdu richtiggestallt hunn: Éischtens war et keen Telefongespräich an zweetens huet si sech als Mataarbechterin vun der grénger Fraktioun ze erkenne ginn, an net am Numm vun der Commission juridique. Dat war meng Richtegstellung a fäerdig!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Mosar, déi allerleschte kéier.

► **M. Laurent Mosar** (*CSV*).- Jo, also ganz schnell. Jo. Also ech mengen, en fait confirméiert d'Madam Lorsché dat, wat ech déi ganzen Zäit hei soen a wat ech hei gewisen hunn: datt d'Madam Muller sech bei deene Leit gemellt huet an datt déi Leit der Meinung waren, si wäere bei der Commission juridique gelant a finalement si se vun enger Mataar-

bechterin vun der grénger Fraktioun kontak-
tiert ginn.

(Brouhaha)

Dat hunn ech gesot, dozou stinn ech!
D'Madamm Lorsché huet dat nach eng Kéier
widerholl an duerfir mengen ech, ...

(Brouhaha)

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp**
(CSV).- Téléfon oder Mail.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- ... datt
d'Madamm Lorsché sech soll bei mir entschël-
legen, ...

(Exclamations et hilarité)

... well ech hunn hei ...

Jo, Här President, ech wäert lech dann e Bréif
schreiwen, wou mer dat nach eng Kéier fuerde-
ren!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci. Ech
mengen, dat dote war d'Confirmation, datt
mer eis hei haut ...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Voilà!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... op jidde
Fall net eens ginn.

(Brouhaha)

9. 7360 - Projet de loi modifiant la loi du 4 août 2014 relative à l'équi- pement meublant, scientifique, in- formatique et autre de certains bâti- ments de la Cité des sciences à Belval

An domadder kënnen mer dann zu deem
nächste Punkt vum Ordre du jour kommen,
dem Projet de loi 7360, d'Ariichtung vu ver-
schiedene Gebaier vun der Cité des sciences.
D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deem
Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back.

Här Back, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Carlo Back** (déi gréng), rapporteur.- Elo
komme mer zu der Saach hei. Här President,
Kolleginnen a Kollegen, ...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Elo kënn
Der emol erëm Rou erabréngen.

► **M. Carlo Back** (déi gréng), rapporteur.-
Richteg, Här Mosar. Ech versichen, dat elo hei
ze maachen.

Elo komme mer hei op d'Faiten ze schwätzen
zu dem Projet de loi 7360 modifiant la loi du 4
août 2014 relative à l'équipement meublant,
scientifique, informatique et autre de certains
bâtiments de la Cité des sciences à Belval. Et
geet hei ëm zwee Objeten: ...

(Brouhaha)

► **M. André Bauler** (DP).- Da lauschtert
dem Här Back no!

► **M. Carlo Back** (déi gréng), rapporteur.-
d'Gebäude Laboratoires an d'Finanzierungs-
gesetz vum 4. August 2014 ze integréieren.
Am Gesetz vum 4. August 2014 ass et gaangen
ëm d'Equipement wéi Miwwelen, wëssen-
schafleche Geräter, Informatikmaterial an an-
erer, fir d'Gebaier vun der Cité des sciences ze
equipéieren;

- d'Upassung un déi haiteg Situatioun vun den
Nimm vun den Instituter a vun der Lëscht vun
den Instituter, déi déi verschidde Gebaier okku-
péieren.

De Budget „Équipement“, deem 2014 am
Finanzierungsgesetz virgesi war, dat mer mam
virleiene Projet jo ofänneren, louch bei
140 Milliounen. De Budget war fir d'Equi-
pement vun enger ganzer Retsch vu Gebaier an
Instituter virgesinn: fir d'Maison du savoir,
d'Maison des sciences humaines, d'Maison du
nombre, d'Maison des arts et des étudiants, de
Centre de calcul an och d'Maison de l'innova-
tion, den Hall des ingénieurs an d'Maison du
livre vun der Uni Lëtzebuerg.

Dozou koumen dann och eng Rei Instituter
wéi den LCSB - Luxembourg Centre for
Systems Biomedicine -, déi fréier CRPe Gabriel
Lippmann an Henri Tudor, déi jo elo zesumme
gruppéiert sinn, de féieren CEPS/Instead, de
Fonds national de la recherche, Fondation
Restena, de GIE Luxinnovation an de Centre de
formation continue Dr Robert Widong.

De Gesamtbudget vun 140 Milliounen ass bis
elo awer nëmme zu knapps zwee Drëttel be-
notzt ginn an et bleiwe momentan nach
51,7 Milliounen Euro iwwreg. Et gëtt eng ganz

Rei Ursachen, wisou déi Depensen ëm 37 %
ënnert dem initiale Budget leien. Engersäits ass
hei nom Prinzip « le nécessaire est suffisant »
akaf ginn, an och Achat-groupéieren hunn dozou
bägedroen, datt d'Präisser méi déif ware wéi
d'ursprünglech Schätzungen. Anerersäits ass
awer och zum Beispill eng ursprénglech virge-
sinnen Unitéit „Animalerie“ finalement net re-
aliséiert ginn, wat ronn 5 Milliounen agespuert
huet.

De Bâtiment Laboratoires, ëm deem säin Equi-
pement et beim virleiene Projet de loi geet,
gouf op Basis vum Gesetz vum 15. Mee 2012
« relative à la construction du Bâtiment Labo-
ratoires, de la Halle d'essais Ingénieurs et de
la deuxième unité de production à froid à
Belval » gebaut. Et war deemools awer nach
kee Budget virgesi fir d'Equipement vum
Bâtiment Laboratoires.

Fir wéi eng Zwecker ginn d'Equipement
benotzt, fir déi mir haut de Budget solle fräiginn?
Et geet hei ëm experimentell Recherche an et
geet hei drëms, d'Laboratoiren ze equipéieren
an de Beräicher Biologie, Physik, Umwelt-
wëssenschaften an och Materialwëssenschaf-
ten. D'Käschte pro Meterkaree fir déi verschid-
den Typen vu Laboratoire si vun der Univer-
sitéit vu Lëtzebuerg mat der Ënnerstëtzung
vum LIST - Luxembourg Institute of Science
and Technology - op Basis vu Standardpräisser
vum HIS - Hochschul-Informationssystem -
opgestallt ginn.

Dese provisoreschen Devis inklusiv 10 % Re-
serve fir Imprevue passen dobäi genee op déi
51,7 Milliounen, déi beim Gesetz vum 4. Au-
gust 2014 nach iwwreg bloufen. Dofir propo-
séiert de virleiene Projet de loi, wéi gesot, de
Bâtiment Laboratoires op d'Lëscht vun de Ge-
baier bäizesetzen, fir eischtens d'Rumm vum
Finanzierungsgesetz vum 2014 komplett aus-
zuschöpfen an zweetens och d'Equipement
vun de Gebaier vun der Cité des sciences
méiglechst all am selwechte Gesetz ze regroupéieren.

Wat den zweeten Objet vum Gesetz betrëfft,
esou ersetze mer mat deem Projet engersäits e
puer Nimm, déi net korrekt si respektiv déi et
haut net méi gëtt, wéi zum Beispill déi zwee
fréier CRPen, déi jo elo zum LIST fusionéiert
sinn.

Anerersäits aktualiséiere mer och d'Lëscht
vun den Okkupanten vun de Gebaier, wou zum
Beispill de GIE Centre de gestion pour la for-
mation continue et professionnelle universitaire
bäikomm ass oder och nach d'ASBL LIS -
Luxembourg Income Study.

Zum Avis vum Statsrot: Obschonn de Statsrot
seriö Zweifel an iwwert d'legislativ Demarche
vun der Regierung hat, huet de Conseil d'État
awer keng Opposition formelle gemaach.

Eis Kommissioun huet de Rapport an der
Sëtzung vum 6. Juni 2019 ugeholl a propo-
séiert deemno der ganzer Chamber, dese Ge-
setzesprojet och unzehuelen. An deem Sënn
ginn ech heimadde dann och den Accord vun
der grénger Fraktioun.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-
mools, Här Back. Als éischte Riedner ass den
honorabelen Här Serge Wilmes agedroen.

Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Villmools Merci,
Här President. Ech wollt just dem Rapporteur
am Numm vun der CSV-Fraktioun Merci soe fir
säi Rapport an ech ginn den Accord vun der
CSV-Fraktioun.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-
mools, Här Wilmes. An da wär et um hono-
rabelen Här Max Hahn.

Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn** (DP).- Bon, ech géif mech
dann de Wiederer vum Kolleg Serge Wilmes
uschléissen an dem Rapporteur op där enger
Säit Merci soe fir seng zwee Rapporten, dee
schréfflechen an dee mündlechen, an och den
Accord vun der demokratescher Fraktioun
ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci,
Här Hahn. An datselwecht vum Här Dan
Biancalana?

► **M. Dan Biancalana** (LSAP).- Merci, Här
President. Ma ech géif mech dann och de Vir-
riedner uschléissen an och dem honorabelen
Här Carlo Back Merci soe fir säi komplette Rap-
port an och den Accord gi vun der LSAP-Frak-
tioun.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An da wär
et um Här Jeff Engelen, wannechgelift.

► **M. Jeff Engelen** (ADR).- Jo, Merci, Här Pre-
sident, fir d'Wuert. Mir géifen eis de Wiederer,
déi virdu gesot goufen, uschléissen. Mir wëllen
dem Här Carlo Back fir säi schréfflechen a
mündleche Rapport en häerzleche Merci soen.
Et ass eng gutt Saach, fir an d'Zukunft vun eiser
Jugend ze investéieren, an duerfir stëmme mir
dese Projéit.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-
mools, Här Engelen. An den Här Marc Goergen
ass schonn um Wee fir bei de Mikro. Här
Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.**- Dat gëtt méi laang.

(Hilarité)

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Här
President, mir Piraten sinn ëmmer frou, wann
et dorëm geet, Suen an d'Bildung souwéi
d'Fuerschung ze investéieren. Mir gleewen,
dass weider strukturell Verstärkung vum Bâti-
ment Laboratoires um Site Belval natierlech
eng grouss Beräicherung fir déi usäseg Fuers-
cher sinn. D'est huet dann erëm eng positiv
Konsequenz fir Lëtzebuerg als Fuerscherplaz,
well mir mat dem moderne Laboratoirematerial
kompetent Fuerscher aus aller Welt heih kënnen
lackelen.

Et muss een och eng Kéier luewen, dass fir dese
Projet déi Enveloppe vun 140 Milliounen zim-
lech gutt agehale ginn ass a mir dofir déi
51 Milliounen investéiere kënnen, ouni se op
dese Budget ze reportéieren. Natierlech hätt
een des Enveloppe och huele kënnen an
d'Suen an e Fong leeën. Mä mir sinn awer
averstanen, dass des Suen an der Fuerschung
e méi héijen „return on investment“ besëtze wéi
op engem Spuerkont.

Wouriwwer mir allerdéngs net frou sinn, ass de
Fait, dass eis keng konkret Zuele virleien, wat
de Spaass dann elo genau kaschte wäert. De
Statsrot hat d'est och an engem Avis kommentéiert
a mir schléissen eis deem Avis un. Et
kann net sinn, dass mir Projeten a Milliounen-
héicht mussen stëmmen, wa mir keng Devisé
virleien hunn, déi zumindest grob d'Käschten
opschléissen. Ze soen, de Projet wäert net méi
wéi 51 Milliounen kaschten an domadder am
Budget bleiwen, ass keng seriö Planung a leide-
ren décke Minuspunkt fir d'Regierung a Saach-
en Transparenz.

Well mir awer d'Wichtigkeet vum Projet er-
kennen an eis Fuerscherplaz zu Lëtzebuerg
net dofir strofe wëllen, wäerte mir Piraten dese
Gesetzestext am Interêt vun de Fuerscher vum
Belval matdroen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-
mools, Här Goergen. D'Regierung huet
d'Wuert, de Minister fir öffentlech Bauten, den
Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobe-
lité et des Travaux publics.**- Här President, ech
soe Merci fir déi breet Zoustëmmung an
hoffen, datt dann och deementspreechend ge-
stëmmt gëtt.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Diskus-
sioun ass elo ofgeschloss. Da kënnen mer zur
Ofstëmmung kommen iwwert de Projet de loi
7360. Den Text steet am Document parlemen-
taire 7360³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7360 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséin-
lech Stëmmen. Dann de Vote par procuration.
De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dese Projet ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de
loi 7360 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt
épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen,
Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf,
Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch,
MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme
Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane
Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp),
MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz,
Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum,
Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank
Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand
Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole
Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry,
Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di
Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude
Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna
Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen,

Henri Kox (par M. François Benoy), Mme Josée
Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto
Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand
Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et
Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote
constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7390 - Projet de loi portant ap- probation

1^o du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;

2^o de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;

3^o de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;

4^o de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Mir kommen elo dann zum Projet de loi 7390
iwwer eng Rei vun Ofkommene am Beräich
vun der Duebelbesteuerung. D'Riedezäit ass
nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech
schon ageschriwwen: den Här Mosar, den Här
Fayot, d'Madamm Lorsché, den Här Reding,
den Här Wagner an den Här Goergen. An
d'Wuert huet elo d'Rapporteur vum Projet de
loi, déi honorabel Madamm Joëlle Elvinger.

Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger** (DP), rapporteur.-
Här President, léif Kolleginnen a Kollegen,
d'Zil vun deem Projet de loi 7390 ass et, véier
steuerlech Dokumenter ze ratifizéieren. Et han-
delt sech bei desen Dokumenter ëm d'Steier-
konventionne mat Frankräich a mam Kosovo,
ëm en Avenant zur Steierkonvention mat der
Belsch an e Protokoll, deem d'Steierkonven-
tioun mat Usbekistan modifizéiert.

ler ech e bësse méi am Detail op des Doku-
menter aginn, wëll ech kuerz op d'Bedeutung
vun dese Steierkonventionen agoen. D'Elimi-
natioun vun der Duebelbesteuerung an zwee
Länner ass d'Grundlag fir déi wirtschaftlech Re-
latiounen tëschent desen zwee Länner. Op des
Manéier gëtt den Austausch vu Wuere an
Déngschtleeschungen encouragéiert grad wéi
d'Bewegung vu Leit an d'Fléss vu Kapital a
Wëssen.

Dese Gesetzesprojet schreift sech an déi per-
manent Efforte vun der Regierung an de
leschte Joren an, fir de Reseau vu Steierkonven-
tiounen ëmmer weider auszebauen, ze moder-
niséieren an ze verbesseren. Besonnesch uge-
sichts der rezenter Entwécklung vun den inter-
nationale Standarden, wat d'Steierkonven-
tiounen betrëfft, virop d'Exigenze vum BEPS-
Aktionsplang, ass eng Upassung vu verschid-
dene Konventionen onëmgängelech ginn.



Esou ass sech zum Beispill bei der Konventioun mat Frankräich un deene leschte Standarde vun der OECD, déi am Kader vum BEPS ausgeschafft goufen, orientéiert ginn. Dës Konventioun huet effektiv vu Grond op misse moderniséiert ginn. Déi éischt Versioun ass vum 1. Abrëll 1958 gewiescht. Zënterhier war se am Ganze véiermol ugepasst ginn.

Esou Neiverhandlung vum enger Steuerkonventioun sinn natierlech ëmmer ganz komplex an et ass eng grouss Erausforderung, fir de verschidde Positiounen vun den eenzelne Länner Rechnung ze droen. Esou eng Konventioun stellt also ouni Zweifel ëmmer e Kompromëss duer, bei deem et normal ass, dass all Land muss e bësse Waasser a säi Wäi schédden.

D'Konventioun téschent Frankräich a Lëtzebuerg alignéiert sech och komplett op den OECD-Modell. Frankräich huet och Ouvertüren en faveur vu Lëtzebuerg gemaach, besonnesch wat d'OPCen an d'Besteuerung vun de Salären a Pensiounen betrëfft.

D'Konklusivum vun enger Steuerkonventioun mam Kosovo stellt eng logesch Konsequenz vum Lëtzeburger Engagement an deem Land duer. Et muss ee wëssen, Lëtzebuerg ass zënter 1999 do aktiv, an enger éischer Phas duerch humanitär Hëllef an duerno duerch Entwécklungshëllef. D'Kooperatioun grad wéi d'Ennerstëtzung fir e wirtschaftlechen Opbau am Kosovo ginn duerch dës Konventioun also nach eemol verdéift.

Ech wëll nach drop hiweisen, dass dës Konventioun och den Exigence vun der OECD an allen Hisiichten entsprécht, och wann de Kosovo net Member vun der OECD ass.

Mam Avenant zur lëtzebuergesch-belscher Steuerkonventioun soll haaptsächlech de frëndschaflechen Accord vum 16. März 2015 an d'Konventioun integréiert ginn. Bei deem Accord goug et em de steuerlechen Traitement vun de Salariéen.

Zum Schluss da gëtt mat dem Protokoll, deen duerch dese Gesetzesprojet ratifizéiert gëtt, d'Steuerkonventioun mat Usbekistan och un d'Exigence vun der OECD, wat den Informationsaustausch ugeet, an d'Standarden, wéi se am Kader vu BEPS ausgeschafft goufen, ugepast.

Här President, nach e Wuert zum Historique vun deem Dossier. De Projet de loi gouf de 4. Dezember 2018 vum Ausseminister deposéiert. De Statsrot huet säin Avis de 26. März verëffentlicht, an deem weider keng Remarque formuléiert waren. Nieft dem Statsrot hunn och nach d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics en Avis zu deem Projet erausginn.

D'Finanzkommissioun huet mech den 3. Juni als Rapportrice designéiert a mäi schréffleche Rapport gouf an der Sëtzung vun der Finanzkommissioun den 18. Juni ugeholl.

Här President, ech géif da jiddwerengem Merci soe fir d'Nolauschteren an ech ginn dann och heimat den Accord vun der DP-Fraktioun zu deem Gesetzestext.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Elvinger. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen.

Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Merci fir d'Alleréischter der Rapportrice, déi eis dat op eng kloer an einfach Aart a Weis explizéiert huet. Ech géif och direkt heimadder den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Ech wollt awer just eng Bemierkung widderhuelen, Här President, déi ech och schonn an der zoustänneger Kommissioun gemaach hunn, wat de Volet Duebelbesteuerungsofkommens mat Frankräich betrëfft. Ech mengen, d'Kolleege wëssen, well mer dat schonn déi eng oder aner Kéier diskutéiert hunn, dass et do e Changement gëtt fir déi franséisch Mënschen, déi hei schaffen, déi awer weider a Frankräich wunnen, déi elo ënner en anere Steuersystem falen, well de System do geännert huet. An dat risquéiert, fir eng Rei vu Frontalieren zu där Situatioun ze féieren, dass déi elo méi héich besteiert ginn oder eng Differenz muss bezuelen, wann et eng Differenz téschent dem Besteuerungstaux hei zu Lëtzebuerg an dem Besteuerungstaux a Frankräich gëtt. Bis elo war dat net de Fall.

Am Moment ass et esou, dass deen Taux a Frankräich méi héich ass an der Moyenne wéi eisen Taux. Et ass eis allerdéngs erkläert ginn, Här Minister, vun Äre Beroder, dass dat anscheinend géif änneren, well déi franséisch Regierung och e ganz ambitiöse Programm vu Steuerbaissen envisagéiert, och fir Privatpersounen, an datt do eventuell vum 1. Januar vum

nächste Joer un déi Leit dann net missten déi Differenz bezuelen, wéi dat bis elo de Fall ass.

Op jidde Fall ass et esou, dass et au stade actuel a mat der aktueller Legislatioun, och mat deem Text, dee mir de Mëtteg ofstëmme, do en Differenzial gëtt an also do eng Rei Leit awer risquéieren, méi héich besteiert ze ginn.

Ech wollt lech, Här Minister, nach eng Kéier fir deen dote Sujet sensibiliséieren. Ech weess och, dass Der dat sidd. An ech wär vläicht och fro, wann Der eis herno an Ärer Interventioun doriwier kéint e Wuert soen, well dat awer bei ganz ville Frontalieren am Moment fir ganz vill héich Welle suert an déi sech och ganz seriö Gedanken maachen, ob hir global Besteuerung an den nächste Méint vill méi héich gëtt.

Dat gesot, nach eng Kéier Merci. A mir ginn, wéi gesot, eis Zoustëmmung zu deem dote Projet.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot.

Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Virop dem Joëlle Elvinger e Merci fir säin ausféierleche Rapport. Dat erméiglecht mir et, a manner wéi fénnef Minutten op just dräi Punkten anzegoen, déi ech gären hei géif als LSAP-Spriecher zu deem Projet uschwätzen.

En éischte Punkt, en éischte Constat ass natierlech, dass dese Projet de loi souwuel eng qualitativ wéi och eng quantitativ Erweiterung vun eisem Réseau vun Duebelbesteuerungsofkommense mécht. An dat ass natierlech ze begréisen.

Als éischte Punkt fanne mer et richtig, dass bei dem Avenant zu der Konventioun mat der Belsch an och bei der neier Konventioun mat Frankräich am Fong en Elargissement vun der Zuel vun Deeg gemaach gëtt, déi d'Leit u sech kënnen - déi belsch respektiv franséisch Frontalieren - vun hirem Pays de résidence aus schaffen, ouni dass d'Besteuerung vun hirem Revenu ännert oder en anere fiskaleschen Traitement kritt.

Am Fall vun der Belsch sinn et 24 Deeg an am Fall vun Frankräich 29 Deeg. Dat ass engersäits eng Mesure, déi gutt ass am Sënn vum Teletravail. Et dechargéiert den Trafic op eise Stroossen an et erhéicht och d'Liewensqualität vun deene concernéierte Leit.

Et hätt een natierlech kënnen méi wäit goen. Déi europäesch Legislatioun am Kader vun der Sozialversécherung erlaabt et, dass en Travailleur frontalier an deem Land sozialverséichert ass, wou en eng „partie substantielle de son activité“ exercéiert, wat definéiert gëtt mat 25 % (veuillez lire : mat méi wéi 25 %) vu senger quantifizierter Aarbecht an engem Land. Also ass et méiglech, reng mathematesch, dass e Frontalier bis zu 25 % vu senger Aarbecht a sengem Pays de résidence leescht, ausserhalb vu Lëtzebuerg, ouni dass en och nach dann ausserhalb vu Lëtzebuerg sech muss versécheren.

Also kéint een theoretesch dee Seuil bis op 56 Deeg erophiewen, wat natierlech nach eng Kéier an engem Esprit vu Reduktioun vum Trafic an och Amélioratioun vun der Liewensqualität vun deene Leit, vun deene Frontalieren, déi bei eis schaffe kommen, kéint attraktiv sinn.

En zweete Punkt, dee fir eis immens wichteg ass, an d'Joëlle Elvinger huet schonn drop higewisen, dat ass, dass mer eis mat deem Projet de loi un de Kader vum BEPS adaptéieren. Mir moderniséieren eis Duebelbesteuerungsofkommens a mir adaptéiere se un d'Standarde vun der OECD am Kader vum BEPS, wat fir eis natierlech e ganz wichtige Punkt ass am Sënn vu méi Steiergerechtgeet, e Signal awer och no bausse, dat wichteg ass.

Am Kader vun der neier Konventioun mat Frankräich si mer souguer méi ambitiéis wéi dat, wouzou mer eis am Kader vun der multilateraler Konventioun vun der OECD verflücht hunn. Virun allem wat d'Definitioun vum „établissement stable“ ugeet, si mer méi wäit gaange wéi dat, wat mer am Fong hätte missen, wat och hei, mengen ech, justifiéiert ass, well wéi bei all bilateralem Accord muss ee verschidde Kompromësser agoen.

De Laurent Mosar huet schonn drop higewisen: Et ass och eis net egal, dass déi franséisch Frontalieren ënner verschiddegen Émstänn méi besteiert ginn op där Aarbecht, déi se hei zu Lëtzebuerg leeschten, dass si fir déi nämlech Aarbecht insgesamt méi besteiert gi wéi e Resident vum Lëtzebuerg, well Frankräich am Kader vun deem Traité d'Méthode de l'imputation uwennt. Dat kann eis net egal sinn! Dat kann och eiser sozialer Kohäsioun hei am Land laangfristeg nëmme schueden. A mir associéieren eis hei un déi Bedenken, déi zum Beispill den Avis vun der Chambre des Salariés geäussert huet zu deem Punkt.

Schlussendlech ass eng spannend Diskussioun déi, déi mer och an der Kommissioun hate mat de Beamte vum Finanzministère, déi u sech deen zukünftege Kader betrëfft fir d'Besteuerung vun Aktivitéite vun international tätigen Entrepreneuren, haaptsächlech am digitale Beräich.

Et ass gewosst, dass déi aktuell Duebelbesteuerungsofkommens u sech adaptéiert sinn un déi reell Economie, mä net wierklech d'Chaîne de valeur refletéieren, déi et an der digitaler Economie gëtt. An dofir gëtt et fir de Moment eng Diskussioun am Kader vun der OECD, mä och am Kader vum G20, iwwert d'Besteuerung vun den Aktivitéite vun den Applen, Amazonen, Facebooks vun deser Welt, mä och anere Multinationellen, déi digital ënnerwee sinn.

Wéi ginn déi Entrepreneuren a Zukunft besteiert, fir dass se hire gerechten Undeel u Steiere bezuelen an net vun den Ennerscheeder an den nationale Systemer profitéieren, fir quasi null Steieren ze bezuelen, wéi dat fir de Moment de Fall ass?

Dat sinn déi Reflexiounen, déi aktuell um Niveau vum G20 a vun der OECD, wéi gesot, gefouert ginn. An et weist alles drop hin, dass mer a Richtung vun enger effektiver Besteuerung op der Plaz vun der reeller Aktivitéit ginn, souwuel fir Internetentrepreneuren, mä och an der reeller Economie, an dass dat engem klengen Land wéi Lëtzebuerg net an d'Kaarte spillt, ass natierlech gewosst. Trotzdem ass dat an eisen Aen hei e bëssen eng Form vun, jo, „histoire en marche“ kann ee bal soen. A mir sollten eis eiser Meenung no desen Diskussiounen net verschléissen an och net versichen, se ze bremsen.

Wat awer wichteg ass, an dozou géif ech och, Här Minister, lech invitéieren, d'Chamberskommissioun weider ze associéieren an deenen Diskussiounen, déi nach amgaange sinn, wéi gesot, am G20 a bei der OECD, dass mer do weider informéiert bleiwen, dass mer eis kënnen do mataschalten an desen Diskussiounen an dass mer wëssen, wou do d'Rees higeet.

Dat gesot, si mer natierlech mat deem Projet de loi d'accord. Ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Wéi Dir all wësst, huet d'Regierung sech virgeholl, de Réseau vun de Steuerkonventiounen mat anere Länner auszubauen an déi besteendend Konventiounen ze verbessern. An et ass jo och dat, wat mat deem Projet de loi gemaach gëtt.

(Interruption par M. Roy Reding)

D'Resultat vun där Approche sinn haut direkt véier Konventiounen respektiv Ännerunge vu Konventiounen, déi ënner anerem d'Duebelbesteuerung an d'Steierflucht solle bekämpfen, dést am Kader vum BEPS vun der OCDE, déi mir als Gréng natierlech voll a ganz ënnerstëtzen a wou mir och begréissen, dass den Här Minister Gramagna dee Volet schonn an d'Hand geholl huet.

Dat do ass deen éischte wichtige Volet vun deem Projet de loi, dee mir natierlech och ënnerstëtzen. Deen zweete bezitt sech dann awer op den Teletravail vun de Frontalieren, dee mat deem Projet de loi geféiert gëtt. Dat ass eng gutt Saach. Nieft der besserer Conciliatioun vu Famill a Beruff, der méi héijer Liewensqualität, huet den Teletravail och natierlech de Virdeel, dass en zu der Reduktioun vum Trafic bäidréit. Et ass genee dee Sujet, dee mer hei an der Debatt iwwert de MoDu 2.0 deemools mam Här Minister Bausch opgeworf hunn, a mir si frou, dass et net vergiess ginn ass en cours de route.

Et war e Sujet, deen a puncto Besteuerung awer och eng Rei Defie mat sech bréngt. Virun allem stellt sech d'Fro eben, den Här Fayot huet et scho gesot, wou d'Salariéen, déi grenzüberschreidendem Teletravail noginn, besteiert solle ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Konventiounen mat Frankräich a mat der Belsch maachen hei e wichtige Schrëtt no vir. D'Rapportrice Joëlle Elvinger huet et erkläert. Si gesinn en „seuil de tolérance“ vir. Dat heescht, et gëtt e Seuil agefouert, bei deem d'Remuneratioun vun de Frontalieren zu Lëtzebuerg imposabel bleift, och wa se net physesch an deem Land schaffen. Desen Zäitraum gëtt fir déi franséisch Frontalieren op 29 Deeg - dat sinn der scho vill - a fir déi belsch op 24 Deeg am Joer festgeluecht.

An ech wëll elo net widderhuelen, wat de Franz Fayot alles dozou gesot huet. Hien huet awer och betount, an dat wëll ech widderhuelen, dass et e Succès ass par rapport zu Däitschland, wou den Zäitraum vum Accord just bei 19

Deeg läit. An da muss een natierlech och wëssen, dass et bis haut iwwerhaapt kee Seuil an där Matière gouf. De Fortschrëtt, deen dese Projet de loi mat sech bréngt, läit fir eis also op der Hand!

An och déi Fro huet den Här Fayot opgeworf: Et bleift nach ze klären, wéi d'Berechnung vun den Deeg a Stonnen ausgesäit, wann e Salarié keng ganz Deeg, mä nëmme stonneweis oder hallef Deeg op den Teletravail zrëckgräift.

Laut der Chambre des Salariés hätten d'Accorde sech méi staark un deem mat Däitschland inspiréieren sollen, well dese Volet schonn an deem Accord am Detail geregelt ass. An dofir wëll ech lech froen, wat de Grond war, fir sech net un deem Accord ze inspiréieren.

An e weidere Punkt, eng weider Fro betrëfft dann natierlech och déi international Aktivitéite vu grouse Firmen, déi och schonn ugeschwat gi sinn. Mir wieren lech jiddéfalls dankbar, Här Minister, eis dozou e puer Erklärungen ze ginn.

An da ginn ech och schonn den Accord vun der grénger Fraktioun, an nach eng Kéier Merci der Madamm Elvinger fir hire gudden, explizite Rapport.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Mir kënnen deem Projet als ADR net esou vill Positives ofgewanne wéi d'Virriedner.

Et geet domat un, dass mer hei véier Konventiounen an een Déppen, an ee Projet geheien, déi esou gesinn näischt mateneen ze dinn hunn. Zu der Konventioun mam Kosovo a mam Usbekistan kënnen mer onlimitéiert Jo soen. Zur Konventioun mat der Belsch hu mer eng Remark an d'Konventioun mat Frankräich leene mer of.

Wéi wëllt Der also hunn, dass een hei ka Stellung huele mat engem Jo oder engem Neen zu engem eenzege Projet, wou véier international Konventiounen zesummegeschloe ginn, déi net zesummegehieren?!

Dat ass einfach keng gutt Legistik, et ass keng gutt Politik, dat esou ze maachen. An et féiert och dozou, dass zum Beispill d'CSV elo wäert Jo stëmme zu engem Projet, wou déi véier an engem Bond sinn, obwuel se duerchaus berechtigt Remarken zur Konventioun mat Frankräich gemaach huet a sech bei där vläicht enthalen oder dergéint gestëmmt hätt.

Ass et wierklech e Risenavantage, dass mer soen, am Teletravail, wéi de Franz Fayot gesot huet, do d'äerft dann elo an der Belsch 24 an a Frankräich 29 Deeg am eegene Land geschaff ginn, ier een de Benefiss verléiert - bei Frankräich wëll ech „Benefiss“ a Gänsefëisercher setzen, dozou komme mer nach -, als Lëtzeburger Contribuabel ze gellen?

Ech mengen, dat ass einfach net realistesch. Leit, déi wierklech kënnen Teletravail ... Et gëtt déi, déi et kënnen, an et gëtt déi, déi et net kënnen. An déi, déi et kënnen, kënnen et ganz bestëmmt méi wéi een eenzege Mount am Joer. An duerfir ass einfach déi Limitt net gutt! A wa mer wëssen, dass mer hätte kënnen bis op 56 Deeg goen, wéi de Franz Fayot eis et hei erkläert huet, da wär dat d'Zil gewiescht vun enger Regierung, déi wëllt an déi Richtung argumentéieren an negociéieren, fir Teletravail wierklech ze féerden.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Roy Reding (ADR).** - Vill méi schlëmm ass awer dat, wat mat de franséische Frontalieren geschitt. Mir ginn hei do driwwer wéi mat engem Schwamm. Jo, Frankräich hat dat Recht, duerfir ze optéieren, wa mer renegotiéieren, wa mer en neien Accord signéieren, dee mer awer hätte kënnen refuséieren.

Wourëmmer geet et hei? An Zukunft bezitt e franséische Frontalier a Frankräich d'Steieren, déi en zu Lëtzebuerg net bezilt. E kritt seng Lëtzeburger Steieren ugerechent, mä e bezilt déi Steieren, déi e misst a Frankräich bezuelen, wann en a Frankräich géif schaffen. An all eis Sozialpolitik, a besonnesch déi, déi och op Steierpolitik berout, op Negativsteiere berout, gëtt hei futtigemaach fir déi franséisch Salariéen, ganz seriö déi, déi manner verdéngen. Mir schwätzen net vun deenen, déi ganz vill verdéngen. Bei deenen ass souwisou de Steiertaux zimlech d'selwecht, déi verléieren näischt.

Mä déi, déi weineng verdéngen, verléieren hei enorm! An déi stelle sech d'Fro: „Soll ech nach dräi Stonnen all Dag an de Stau stoe goen, fir op Lëtzebuerg schaffen ze goen, wann ech schlussendlech dann a Frankräich déi Steiere

muss bezuelen, wéi wann ech géif a Frankräich schaffen?"

Ma déi Leit sinn dach keng Idioten! Déi gi jo da léiwere och fir eppes manner Loun op Metz oder op Nanzeg oder Gott weess wou schaffen, wa se souwisou déi dote Steiere musse bezuelen, an huelen net dee beschwéierleche Wee op sech. De Fakt ass einfach, datt dat heiten den Interêt ewechhëlt fir manner gutt bezuelt Frontalieren, fir iwwerhaupt op Lëtzebuerg ze kommen!

An da gëtt de Bemoll gemaach: Jo, Frankräich hätt do e Programm! Den Här Macron géif an Zukunft wëllen eventuell d'Steieren erfrosetze fir déi Leit, déi manner verdéngen. Ma dorobber kënne mer eis dach net beruffen, wa mir hei Saachen ofstëmmen! Dat doten ass eng politesch Deklaratioun. Den Här Macron huet der scho vill gemaach, déi net agehale goufen. Dat do ass eng dovunner.

An da seet de Franz Fayot, de Kolleeg Franz Fayot, e géif de Bedenke vun der Chambre des Salariés net onrecht ginn, an déi wiere berechtigt a Gott weess wat. Wa se berechtigt sinn, da stëmmt géint dësen Text an net fir dësen Text!

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Jo, Merci, Här President. Ech weess och net, awéifern een dem Här Macron ka vertrauen. Géif ech a Frankräich liewen, géif ech mer déi Fro awer wierklech stellen an ech géif warscheinlech vill méi oft an enger gieler West dorëmmer lafen, wéi dat hei de Fall zu Lëtzebuerg ass.

Ech mengen, et ass scho méi wéi eng Kéier gesot ginn, an et ass och schon den Avis vun der Chambre des Salariés zitëiert ginn. Also, ech ka mer gutt virstellen, datt de Macron virhuet, d'Steieren erfrosetzen. Ob et fir déi keng Aarbechter ass, dorunner zweifelen ech! Ech mengen, en huet aner Pläng am Kapp an ass fir aner Pläng gewielt ginn.

Op jidde Fall, mir hunn och ganz staark Bedenken, well mer och der Meenung sinn, esou wéi d'Chambre des Salariés dat seet, datt grad déi méi kleng Salariéen a Frankräich schlussendlech d'Perdanté wäerte sinn no dëser Konventioun. Anerersäits wäert d'Kapital awer relativ gutt ewechkommen, well d'Taxatioun, d'Quellesteuer op den Dividende geet erof, d'Taxatioun och wat d'Zënsen ugeet, d'Quellesteuer gëtt och ofgeschafft op der franséischer Säit. Op der Lëtzebuerger Säit gouf et déi net. Dat heescht, engersäits kann d'Kapital erëm eppes derbäigewannen, awer déi schaffend Leit, dat muss een nach eng Kéier kucken.

Wat den Teletravail ugeet: Den Teletravail, vu datt jo keng Sozialpolitik richteg méi bedriwwen gëtt an datt keng Emverdeelung gemaach gëtt Richtung Aarbecht, da komme mer ëmmer mat neie Geschichten! Den Teletravail kann a gewëssene Fäll natierlech néideg sinn. Mä den Teletravail ass bestëmmt keng Léisung fir vill Salariéen.

Et ass och net d'Léisung fir eis Traficsproblemer! Ech hunn e bëssen esou den Androck ..., well souwisou, Dir musst mir erklären, awéifern e Garçon an engem Restaurant - dat si jo och oft Frontalieren -, wéi soll deen dann den Teletravail maachen?! Dat gëtt e bësse komplizéiert, fir dat ze organiséieren.

Ech hunn den Androck, datt déi Leit, déi Frontalieren, an deem Fall dann d'Fransousen, déi fir de Mindestloun schaffen, wat jo einfach e vill ze vill déiwen an irrealistesche Mindestloun ass ... Dofir musse meeschtens d'Frontalieren dat maachen, fir wierklech e ganz kleng Salaire, oder iwwerhaupt Leit, déi fir eng méi bëlle Aarbechtskraaft dostinn, wat Frontaliere sinn. Da soe mer u sech: „Déi wëlle mer nach ëmmer heihinner schaffen hunn, well se méi bëlle sinn, mä mir wëlle se awer em Gottes Wëlle manner gesinn hei zu Lëtzebuerg! A si sollen och net eis Stroossen ze vill benotzen.“ Et ass awer e bëssen dat Signal, dat hei emetteiert gëtt!

Dofir wäerte mer och ... Dovun ofgesinn, datt véier Konventiounen an engem Projet de loi sinn - dat ass och richteg -, dat ass e bëssen eng komesch Saach. Ech hätt och nach eng kleng Remark, well dat verstinn ech einfach net: Et gëtt gesot, datt déi Konventiounen - dat ass an der Fiche financière - net sysceptibel wieren „de grever le budget de l'Etat“. Do weess ech net, mä bon, vläicht stëmmt dat. Mä ech fannen dat e bësse komesch, mir sinn awer hei an der Steierpolitik.

Op jidde Fall wäerte mer dëse Projet de loi net matdroen, well en en faveur ass grosso modo, och wann et ganz komplizéiert ass, vum Kapital an en défaveur vun den Aarbechter.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen** (*Piraten*).- Merci, Här President. Mir fannen et och komesch, dass déi véier mateneen hei presentéiert ginn. An deementspreechend hate mer dann och e bësse Bauchwéi, fir se ausereneezehalen.

Et ass näamlech esou: Déi dräi éischt géife mer gäre matstëmmen, mä den Accord mat Frankräich kënne mer net matstëmmen, well et ze grouss Auswirkungen op d'Leit huet, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen. An deementspreechend wäerte mir eis enthalen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramagna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'Éischt e Merci un d'Joëlle Elvinger fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. An da fir d'Éischt e puer generell Remarken och op Basis vu Kommentaren, déi hei gemaach gi sinn.

Mat dëse véier Accorde moderniséiere mer natierlech eisen Ensembl vu Conventions de non-double imposition. Déi heeschen esou, mä ech kann lech soen: An de leschte Joren ass aus deene Conventions de non-double imposition och en Instrument ginn, fir ze evitéieren, dass zweemol net besteiert gëtt - Convention de non-imposition -, an dat ass natierlech alles an der Suite vum BEPS a vun der OECD.

Dës Konventiounen, déi véier, amelioréieren dann eise ganzen Ensembl vu Konventiounen. Wann Dir déi Zoustëmmung gitt, da wäerte mer ronn 85 esou Konventiounen hu fir Lëtzebuerg. Mir sinn domat eent vun deene Länner op der Welt, déi am meeschten esou Konventiounen hunn.

Ech si gefrot gi vu verschiddenen Deputéierten, fir e bësse méi ausféierlech ze ginn. Ech wäert dat elo net hei vun der Tribün aus maachen, well dofir geet d'Zäit net duer, wat déi rezentsen Evolutiounen sinn a Saache BEPS, dat, wat zu Fukuoka a Japan virun e puer Woche vun dem G20 ofgeseent ginn ass a wat en fait en Accord vun der OECD am Cadre inclusif duerstellt. Wann d'Chamberskommissioun dat wëllt, an ech maachen dat ganz gär, géif ech no der Rentrée eng Kéier an d'Cofibu kommen, fir ze erklären, wou mer do dru sinn.

Ech kann och Verschiddener berouegen: Lëtzebuerg wäert an där ganzer Saach do proaktiv matschaffen. Déi Konsequenze vun deem Accord, deen nach net ganz ausgedäitscht ass an dee fäerdeg verhandelt muss ginn, sinn natierlech zum engen an der digitaler Ekonomie, mä e wäert och Repercussiounen hunn en général op déi traditionell Ekonomie.

Dat bréngt mech dann derzou, fir ganz kuerz op déi véier Konventiounen ze schwätzen ze kommen:

Fir d'Éischt emol déi mam Usbekistan, wou d'Regierung 2011 schon eng Ufro un Usbekistan gestallt hat, fir déi Konventioun ze moderniséieren, haaptsächlech fir d'Kooperatioun a Saache Renseignements sur demande ze verbesseren an OECD-konform ze maachen, mä wou mer awer laang keng Antwort kruten. Mir sinn du méi rezent un Usbekistan erugetrueden an hunn du fäerdegbruecht, déi Konventioun ze verbesseren, ze amendéieren, se elo konform ze maachen, soudass mer elo kënnen do vun der schwaarzer Lëscht ewechgeholl ginn. Dat ass e Bestriewe vun dëser Regierung Bettel II, mä och Bettel I gewiescht, dass mer vun all deene schwaarze Lëschte fortommen. Dat wäerte mer dann och mat dëser Konventioun mam Usbekistan fäerdegbréngen.

Mam Kosovo, dat ass en Novum, do hate mer keng Konventioun. An ech mengen, wat ech hei wëllt ënnersträchen, dat ass de Wëllen an déi Strategie, déi mer an der Regierung hunn, fir mat deene Länner, wou mer Aide d'urgence oder souguer Programmes de coopération hunn, fir mat deene Länner Accords de non-double imposition ofzeschléissen. Dat ass eis elo gelonge mam Kosovo. An doriwwer kann ech mech nëmme freeën.

Drëtte Punkt, d'Belsch, do kréie mer en Amendement zur existéierender Konventioun. An deen Amendement, deen introduzéiert eppes, wat mer par échange de lettres (veuillez lire: par accord amiable) 2015 tëscht dem belsche Finanzminister an dem Lëtzebuerger Finanzminister ënnerschriwwen haten, an zwar, dass mer dann déi 24 Deeg vu Seuil de tolérance aféieren. Dat gëtt elo

da formell an d'bilateral Konventioun geschriwwen. 24 Deeg war deemools besser wéi den Accord, dee mer mat Däitschland hu vun 19 Deeg, an ass e bësse manner gutt wéi dat, wat mer am rezentste mat Frankräich ofgeschloss hunn. An dat bréngt mech dann drop, vu Frankräich ze schwätzen, wou mer dann en Delai vun 29 Deeg konnten aushandelen.

Ech wëll iwwert déi franséisch Konventioun e bësse méi laang schwätzen, well se a mengen Aen eng ganz wichteg ass, a fir d'Éischt emol, fir ze soen, dass et eng Konventioun ass, déi fir Lëtzebuerg extrem favorabel ass. Si ass esou favorabel fir Lëtzebuerg, dass se jo och a Frankräich fir vill Kritik gesuergt huet, dass Lëtzebuerg fir vill Kritik gesuergt huet an der Acceptation parlementaire, an der Prozedur.

Mir kënnen eis hei freeën driwwer, dass mer - an ech kommen herno nach op den Teletravail ze schwätzen - nieft deenen 29 Deeg hei eng ganz Rëtsch Prinzipie konnte festsetzen, déi extrem wichteg si fir Lëtzebuerg. Éischters emol confirméiert dës Konventioun, dass d'Besteuerung op de Salären an op de Pensiounen, déi hei zu Lëtzebuerg generéiert ginn, dass déi Besteuerung zu Lëtzebuerg läit. An déi, déi d'Aktualitéit suivéieren, wäerten ze schätze wëssen, wéi wichteg et ass, dass mer dat an enger bilateraler Konventioun hei confirméieren.

Da ginn hei d'Fonds-d'investissement an d'Konventioun mat erageholl, wat an der fréierer Konventioun net de Fall war. Extrem wichteg fir eis Finanzplaz!

Et gëtt nach eng ganz Rëtsch aner Mesuren, déi positiv sinn. An dat ass, mengen ech, an dëser Debatt net genuch erausgeschielt ginn, well sech nëmmer op een Element fokusséiert ginn ass, op dat ech nach ze schwätze kommen, an zwar déi 29 Deeg. Hei ass e ganze Package gewiescht an dee Package ass extrem equilibriert a moderniséiert natierlech eis Konventioun mat Frankräich a mécht se konform zu den OECD-Regelen.

Ech kommen dann elo zur Regel vun den 29 Deeg. Par rapport zu eisen zwee aneren Nopeschlänner gesäit ee jo direkt, dass dat e Virdeel ass. Wat een ënner deenen 29 Deeg muss verstoen, sinn en fait au sens stricte Deeg, wou een net zu Lëtzebuerg um Territoire ass. Mä ob dat wierklech d'Notioun vun Teletravail iwwerdeckt, ass guer net kloer. Well Teletravail heescht en fait, ech schaffen op Distanz, mä et ass, wéi wann ech do gewiescht wier.

De Grond, firwat mer déi Regeln hei gemaach hunn - 29, 24, 19 -, ass net weinst dem Teletravail. Dat ass gemaach ginn, well Abuse bestanen hu vun Entreprises, déi artificiell Leit zu Lëtzebuerg ugemellt hunn, well d'Sécurité sociale méi gënschteg ass, well d'Paie besser sinn, well d'Steiere méi niddreg sinn, bref, well et sech zu Lëtzebuerg besser lieft. An déi Leit, déi waren ni zu Lëtzebuerg! Si sinn an d'Ausland schaffe gaangen! Dofir ass déi Regel gemaach ginn!

An dofir soll een déi Seuls de tolérance, déi hir Berechtigung hunn, well Abusen do waren, net verwiessele mat deem, wat ee vläicht muer am Teletravail ka maachen.

Ech sinn de Moment amgaangen, mat der Belsch ze kucken, ob mer, wat d'Saachen Teletravail ubelaangt, eng Regelung kéinte kréien, déi eis méi Flexibilitéit gëtt. Mä wéi gesot, déi 29 Deeg do sinn net onbedéngt déi Deeg, déi ee misst an de Calcul erahuelen, wéi een den Teletravail handhabet, den Teletravail, dee mir natierlech zu Lëtzebuerg all ënnerstetzen, d'Regierung natierlech och, well mer domat Leit vun der Strooss kréien, méi Effikasitéit kréien.

Nach ee Wuert zu deem, wat hei vill diskutéiert a kritiséiert ginn ass. Mir hunn déi 29 Deeg verhandelt zum engen, mir hunn eng Rëtsch aner Avantage krut an der Konventioun, mir hu méi Sécherheet kritt och fir d'Frontalieren, an d'franséisch Regierung huet eis gesot, si géif dann elo d'Méthode d'imputation huelen amplaz d'Méthode d'exemption. Et ass eben e franséische Choix!

Lëtzebuerg huet mat deem nationale Choix vu Frankräich éischters näischt ze dinn a kann dat net influencéieren. Wann also d'franséisch Regierung amplaz d'Exemption unzewennnen, déi geheescht hätt Folgendes: „Dir bezuelt Steieren zu Lëtzebuerg, also braucht Der am Frankräich keng ze bezuelen“, wa se mat der Méthode de l'imputation a Frankräich seet: „Dir hutt zu Lëtzebuerg 100 bezuelt, a Frankräich hätt Der misen 120 bezuelen, da musst Der op där Differenz déi 20 dann a Frankräich bezuelen“, jo, wann d'franséisch Regierung wëllt de Sort vun hiren eegene Leit méi schweier maachen an d'Steierlaascht do an d'Luucht setzen, jo, dann ass dat e franséische Choix!

Esou eng Konventioun ze verhandelen, ass eppes mat ganz ville verschiddenen Aspekter, an do muss ee Kompromës kënnen maachen. An esou ass dat entstanen.

Da wëll ech nach derbäsoen: Et gëtt pauschal gesot, dass a Frankräich da méi Steiere géifen oder sollte bezuelt ginn. Dat ass net richtig! Dat hântk vun der Familjesituatioun vun der Persoun of, dat hântk vum Niveau vum Salaire of. Bref, dat kann een och pauschal net esou behaupten. A wann dann eng Reform vun de Steieren a Frankräich kënnt, a wann déi och gläich kënnt, dann ass den Effet erëm eng Kéier en aneren.

Zum Schluss wëllt ech awer och nach soen, dass mir och disposéiert an disponibel sinn, fir net nëmme mat de franséischen Autoritéiten, eben och mat de belschen Autoritéiten d'Mise en œuvre pratique vun all dësen Dispositiounen ze diskutéieren. Verschidde Saache bedierfen nach Präzisatiounen. Mir maachen dat an engem Dialog mat eise Partner.

Mä d'Konklusioun, déi ech wëllt zéien hei an dëser Debatt, wat Frankräich ubelaangt: Mir moderniséieren hei eng Konventioun, déi 60 Joer al war. Déi ass elo konform zu den OECD-Regelen. Déi gëtt méi Clartéit, méi Modernitéit a si bréngt et fäerdeg, dass mer en fait mat engem Land, mat deem mer vill Diskussiounen hunn iwwer Steieren, et fäerdegbruecht hunn, hei en Accord ze maachen, dee gutt fir eist Land ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7390. Den Text steet am Document parlementaire 7390⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7390 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimadder ofgeschloss.

De Projet de loi 7390 ass mat 52 Jo-Stëmme bei 6 Nee-Stëmme an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

11. 7328 - Projet de loi :

1° relative aux prospectus pour valeurs mobilières ;

2° portant mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7328, engem EU-Reglement iwwert d'Prospekter bei der Offer vu Wäertpabeieren. An ech géif direkt dem Rapporteur vun dësem Projet de loi, dem honorabelen Här André Bauler, d'Wuert ginn.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget



► **M. André Bauler (DP), rapporteur.-** Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet gëtt e weidert europäesch Reglement an nationaalt Recht iwwerdroen: d'Reglement 2017/1129.

► **Une voix.-** Aah!

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.-** Et geet an dësem Fall ëm d'Obligatioun, e Wäertpabeierprospekt ze verëffentlechen, wann ee sougenannt „valeurs mobilières“ op engem Finanzmarkt verkeeft. Méi genee leet d'Reglement fest, wéi eng Ufuerderungen a puncto Etablissement, Approbatioun an Diffusioun vun esou engem Prospekt musse respektéiert ginn.

Èm wat handelt et sech an engem Dësem Dokument? Wéi den Numm et seet, gëtt e Wäertpabeierprospekt Informatiounen iwwert de Produit, deen ugebuode gëtt, wéi zum Beispill, ëm wat et sech genee beim Produit handelt, de Präis, Informatiounen iwwert d'Firma, déi de Produit offrëiert, mä och eventuell Risiken, déi een natierlech net aus den Aen däerf verléieren, déi domadder verbonne kënnen sinn.

Op déi Manéier soll all potenzielle Keefer an der Lag sinn, eng bewusst Entscheidung, also eng Decisioun en connaissance de cause, ze treffen, wann e sech fir de Produit festgluecht huet.

Dëse Prospekt gëtt et an der Europäescher Unioun scho méi laang. Ech erënnere drun: Mir hu scho virun eppes Klenges méi wéi dräi Joer, den 21. Abrëll 2016, hei am Parlament doriwwer geschwat. Deemools goung et ëm d'Modifikatioun an d'Präzisioun vun der sougenannter „Prospectus-Direktiv“ vun 2004.

D'Reglement, ëm dat et haut geet, passt virun allem de gesetzleche Kader un déi rezent Entwécklung vun de Finanzmäert un, andeems d'Regelwierk vereinfacht a verbessert gëtt. Op dës Manéier soll d'Kompetitivitéit vun der Europäescher Unioun op internationalem Plang verbessert ginn. Déi innereuropäesch Dispositiounen ginn effektiv duerch dëst Reglement weider harmoniséiert, wouduerch och déi Europäesch Unioun vun de Kapitalmäert verδέift gëtt.

E weidere Virdeel vun den neien Ufuerderungen ass deen, dass den administrativen Opwand reduzéiert gëtt an esou besonnesch déi méi kleng Entreprises et méi einfach gemaach kréien, fir sech op de Finanzmäert ze finanzéieren.

E puer konkret Ännerungen, déi mat dësem Projet ëmgesat ginn, sinn zum Beispill d'Eropsetze vum Seuil, ënnert deem ee kee Prospekt muss verëffentlechen. Während ee bis elo bei all Offer ab engem Wäert vu fënnf Milliounen pro Joer e Prospekt huet misse verëffentlechen, gëtt dës Seuil elo op aacht Milliounen Euro eropgesat. Fir all Offer tëschent fënnf an aacht Milliounen Euro muss awer eng Fiche d'information publizéiert ginn.

Des Weidere gëtt och de Seuil eropgesat fir eenzel Mobilisatiounen vu Kapital, bei deem kee Prospectus muss verëffentlecht ginn. Dee Seuil louch bis elo just bei 100.000 Euro a gëtt elo op eng Millioun gehéicht.

Vu dass am neie Reglement nieft neien Exigenzen, Verpflichtungen a Präzisiounen awer och terminologesch Upassung virgeholl goufen, ass entscheet ginn, d'ofgeännert Gesetz vum 10. Juli 2005 zum Prospectus pour valeurs mobilières net ze änneren, mä ganz nei ze schreiwen. Den Opbau a fënnf Deeler orientéiert sech allerdéngs um ale Gesetz, un der aler Legislatioun. Ech verweisen do fir den Detail op de schrëftleche Rapport.

Här President, de Statsrot, fir dat nach ze präzisieren, huet säin éischten Avis den 22. Januar 2019 publizéiert. An dësem Avis hat déi héich Kierperschaft eng Rei Oppositionen formelles formuléiert. Esou huet se zum Beispill op verschiddene Plaze méi Präzisiounen gefrot, fir Rechtsunsicherheiten ze evitéieren.

D'Finanzkommissioun, fir hir Säit, huet den 29. Abrëll eng Rei Amendementer ugeholl, déi de Remarque vum Statsrot Rechnung gedroen hunn. Op déi Manéier konnt de Statsrot dunn a sengem zweeten Avis vum 11. Juni gréng Luucht fir dësse Projet ginn.

Dat gesot, bleift mer nach just iwwreg, fir lech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn dann och heimat den Accord vun der DP-Fraktioun fir dësse Projet.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.-** Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.-** Merci villmoos, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).-** Jo, Merci och hei dem Rapporteur, deen dat op eng exzellent Aart a Weis gemaach huet. Wann een em esou nolauschtert, huet een d'Gefill, en hätt säi

ganz Liewen nëmme mat Wäertpabeiere gehandelt.

(**Hilarité**)

En huet dat op jidde Fall op eng ganz einfach a flott Aart a Weis erkläert. Mir bleift soss näischt ze maachen, wéi den Accord zu dësem Projet ze bréngen.

► **M. Fernand Etgen, Président.-** Merci, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).-** Jo, Merci, Här President. Och vu mir e Merci un den André Bauler, fir säin ausféierleche Rapport. Mir haten zu dësem Projet Diskussiounen an der Kommissioun. Et ass haaptsächlech ëm d'Fro gaangen, awéifern dee Projet hei géif Repercussione kréien op eis dach wichteg Aktivitéit am Beräich vun de Cotatiounen. Et ass gewosst, dass d'Lëtzebuurger Bourse eng vun deenen haapt europäesche Plazen ass, wou international Wäertpabeiere cotéiert ginn. An et ass eis verséichert ginn, dass deen heite Projet keen Impakt géif kréien op de Volume vun de Prospekter, déi hei bei eis cotéiert ginn, souwuel um Euro MTF, mä och um Marché réglementé.

Dat heiten ass e Projet, dee sech inseréiert an d'Union des marchés des capitaux. Et ass am Fong eng Kodifikatioun vun europäesche Prospectus-Recht an dofir eng Saach, déi ee ka begréissen.

Als een, dee selwer a senger Vergaangenheet emol esou Prospekter geschriwwen huet, kann ech lech versécheren, dass dat esou zimlech dat Onspannendst ass, wat et gëtt.

(**Hilarité**)

Méi fundamental stellt sech och d'Fro, ob iwwerhaapt een déi Prospekter do liest, déi jo am Fong do sinn, fir d'Investisseuren ze schützen. An dat ass - bon, elo e bëssen um Toun vun der Boutade gesot, mä awer trotzdem - e Problem, well et effektiv eppes ass, wat do ass, fir d'Leit ze schützen, mä awer a Realitéit ze vill komplex ass, fir wierklech vun den Investisseuren, an en particulier vun deene klengen Investisseuren, gelies a verstanen ze ginn.

Et gëtt mëttlerweil simplifiéiert Prospekter a verschiddene Beräicher bei verschiddene Wäertpabeieren. Mä hei si mer am Fong ëmmer nach an enger Matière, wou u sech den Droit commun des prospectus virherrsch, an, voilà, wou ee sech ka froen, wéi effikass déi Prospekter hei wierklech an der Realitéit sinn.

Nichtsdestotrotz approuvéiere mer dee Projet de loi hei als LSAP-Fraktioun. Voilà, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.-** Merci villmoos, Här Fayot. Da wier et un der honorabelen Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).-** Villmoos Merci, Här President. Ech maachen et méi kuerz. Wéi ëmmer huet den André Bauler e kompletten a gutt verständleche Rapport hei presentéiert, fir deen ech him villmoos Merci wéilt soen.

Mir hu keng Remarque bäizefügen an duerfir ginn ech direkt den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.-** Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).-** Merci, Här President. Kéint ech ëmmer der Madamm Lorsché esou zoustëmmen! Effektiv: Merci dem André Bauler fir dee ganz komplette Rapport. A mir wäerten als ADR deen dote Projet och mat ënnerstëtzen.

► **M. Fernand Etgen, Président.-** Merci, Här Reding. An dann den honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).-** Merci, Här President. Also, mir wäerten deen heite Projet de loi net matstëmmen. Et geet jo u sech ëm den Accès un déi klengen Entreprises, och fir sech ze finanzéieren un de Marché-financieren amplaz bei de Banken, well och argumentéiert gëtt, datt et och net ëmmer evident ass, fir sech vis-à-vis vun de private Banken ze finanzéieren. Dat ass eng Tendenz, déi an den USA och scho vill méi üblech ass wéi hei an Europa.

Et ass keng total Dereglementéierung, mä et ass erëm weiderhin e Schratt méi a Richtung vun enger awer geféierlecher Entwécklung, fir ze soen, och wann nach Garde-fouen do sinn, datt weiderhin och nach méi kleng Entreprisé sech kënnen bei de Finanzmäert finanzéieren, woubäi ech kaum gleewen, datt dat wierklech och eng Demande ass.

Ech hunn heiansdo den Androck, datt awer vergiess ginn ass, datt mer virun eelef Joer eng Finanzkris haten, déi e weltwäiten Impakt hat. Vlächent kéint eng nächst. An ech hunn den Androck, datt dat wierklech vergiess ginn ass.

Am Europaparlament huet och eis Fraktioun, d'GUE, dergéint gestëmmt. A si huet och zu Recht gesot, wann e Problem ass, e Liquiditéitsproblem ass, e Finanzéierungsproblem ass, da soll een öffentlech Banken ënnerstëtzen oder aner Modeller vu Banken ënnerstëtzen, mä et soll een net a Richtung Finanzmäert goen.

déi gréng am Europaparlament hu sech enthalten, well se et vlächent besser verstanen hu wéi am Lëtzebuurger Parlament, op jidde Fall well se och gesot hunn, datt et géint de Konsumenteschutz geet.

An deem Sënn wäerte mir géint dësse Projet de loi stëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.-** Merci villmoos, Här Wagner. Zu gudder Lescht hu mer den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).-** Här President, duerch d'Ëmsetze vun dësem EU-Reglement droe mir mam haitege Gesetzesprojet zu enger Harmoniséierung vun den europäesche Kapitalmäert bäi.

Mir freeën eis, dass d'Dispositiounen vun dem Gesetz klengen a mëttelstänneschen Entrepreneuren entgéintkomme sollen, andeems d'administrativ Belaaschtung fir si erfesat gëtt an hinnen den Zougang zum Marché esou vereinfacht soll ginn. D'besonnescht Consideréiere vu PMEen ass eng Approche, déi och an den anere Beräicher vun Finanzmaart a vun der Ekonomie ganz allgemeng méi Uwendung fanne sollt. D'Ënnerstëtzung vun de klengen a mëttelstänneschen Entrepreneuren ass essenziell fir d'Stabilitéit vun eiser Wirtschaft an däerf niewent de grouse Projekte mat Global Players wéi Google, Amazon a Co net ze kuerz kommen.

Leider, och wann d'Motivatioun hannert dësem Projet also duerch luewenswäert ass, muss een awer soen, dass dësse spezifische Projet viraussichtlech deene meeschte mëttelstännesche Betriber trotzdem net weiderhëlfe wäert, a wierklech klenge Betriber a Start-uppen, déi beispillsweis op Crowdfunding baséieren, och net, well si ganz einfach, och nodeems mer dësse Projet gestëmmt wäerten hunn, net mat Wäertpabeieren handele wäerten.

Fir dass awer wierklech all déi Patronen, déi d'Méiglechkeeten hätten, vun dësem Gesetz ze profitéieren, iwwert d'Dispositiounen an d'Konsequenze vun dësem europäesche Reglement informéiert sinn, hoffe mir dofir, dass d'Regierung iwwert dësse Gesetzestext eraus Mesuren treffe wäert, fir Patrone vu klengen Entrepreneuren iwwer hir Méiglechkeeten am Beräich vun Wäertpabeierhandel opzeklären.

Mir wäerten dësse Projet fir d'Ëmsetze vun europäesche Reglement iwwert d'Wäertpabeierprospekter haut matstëmmen, well en duerch aus e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, och wa mir am Beräich vun der Ënnerstëtzung vun de PMEen an Zukunft nach vill méi wäerte maache mussen.

Merçi.

► **M. Fernand Etgen, Président.-** Merci villmoos, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.-** Merci, Här President. Fir d'Éischt Merci un den André Bauler fir seng ausféierlech mëndlech an och schrëftlech Berichter.

Mir sinn hei konfrontéiert mat engem Gesetz, wat eng Direktiv vun Europa ëmsetzt (veuillez lire : wat e Reglement vun Europa operationaliséiert) am Kader vun der Union des marchés des capitaux. Ech sinn d'accord mat deenen, déi soen, dass et ëmmer relativ indigeste ass, dat doten ze liesen, mä dat, wat hei gemaach gëtt a geséichert gëtt, dat ass natierlech, fir den Accès un d'Kapitalmäert esou transparent wéi méiglech ze maachen, esou effikass wéi méiglech, awer och an engem d'Personen ze schützen, den Investisseur ze schützen.

Wat gëtt op de Kapitalmäert haaptsächlech gemaach? Eh bien, entweder ginn Aktien do kaaft oder Obligatiounen kaaft a verkaaft. Dat si Valeur-mobiliären, „Wäertpabeieren“ op Lëtzebuergesch.

A firwat ass dat heite gemaach ginn op europäeschem Niveau? An ech war vun Ufank un derbäi, wéi dat ausgehandelt ginn ass. Well eng ganz einfach Feststellung ka gemaach ginn: Dat ass, dass an Amerika méi wéi zwee Drëttel vun Finanzement vun den Entrepreneuren iwwert d'Bourse, iwwert d'Marché gemaach ginn, an an Europa manner wéi en Drëttel.

Mir hunn also genau deen ëmgekeierte Phänomeen an Amerika an an Europa. An Amerika ass d'Tendenz, dass d'Entreprisé vill méi op de Maart ginn an do méi licht Geld kënnen kréien

a fannen. An an Europa ass dat net de Fall. A mir hoffen, a ganz Europa hofft mat dësem Reglement, dass den Accès méi einfach gëtt, an zwar haaptsächlech fir d'petites et moyennes Entreprises. Fir déi ginn Erlichterungen, Simplificatiounen gemaach. Den Deputéierten André Bauler huet vun de Seule geschwat, déi eropgesat gi sinn. En huet och beschriwwen, wéi den Accès fir Verschiddener méi licht gemaach gëtt.

An engems muss derfir gesuergt sinn, dass den Investisseur weider protegéiert bleift.

Ech freeë mech, dass déi meescht Parteië ronderëm dës Chamber hei deen Text wäerten ënnerstëtzen, well en huet positiv Konsequenzen, net nëmme fir d'Union des marchés des capitaux, mä och positiv Konsequenze fir Lëtzebuerg.

An ech géif gären zwee Wuert iwwert d'Lëtzebuurger Bourse soen. Mir hu mat der Lëtzebuurger Bourse, wéi dat och richtegerweis vum Här Fayot ënnerstrach ginn ass, e ganz wichtigen Akteur vun der Finanzplaz, net nëmme zu Lëtzebuerg, mä ee vun deene wichtigsten Akteuren op der Welt an deem Domän.

Eis Bourse ass haaptsächlech staark an den Obligatiounen, ganz wéineg (veuillez lire : manner) an den Aktien. Mä an den Obligatiounen ass se ee vun den Haaptakteuren op der Welt. Mir hunn zu Lëtzebuerg méi wéi 35.000 Valeuren, déi do cotéiert sinn. Am Joer 2018 eleng sinn 1.400 Dossieren op der Lëtzebuurger Bourse (veuillez lire : vun der CSSF) traitéiert ginn. Dofir, déi Simplificatioun wäert mat sech bréngen, dass méi kleng Akteure wäerten op d'Bourse goen. An dat wäert der Bourse zu Lëtzebuerg hëllef.

Ech wéilt awer nach en anert Wuert iwwert d'Lëtzebuurger Bourse hei verléieren. Wat och ganz wichteg ass, dat ass, dass d'Bourse virun zwee Joer de Luxembourg Green Exchange lancéiert huet. Dat ass bis haut déi eenzeg Bourse op der Welt, déi exklusiv gréng Obligatiounen cotéiert. An déi Iddi war u sech e bësse revolutionär, wéi se virun zwee Joer erauskomm ass. An d'Resultat ass, dass haut zu Lëtzebuerg op deem Luxembourg Green Exchange méi wéi d'Halschent vun alle gréngen Obligatiounen weltwäit cotéiert ginn. Dat ass e remarkabelt Resultat.

An d'lescht Woch hate mer d'Geleeeenheet, fir och déi gutt Noricht zur Kenntnis ze huelen, dass d'Weltbank vun elo un alleguerten hir Obligatiounen wäert zu Lëtzebuerg op dem Luxembourg Green Exchange cotéieren.

Dir gesitt: Mir sinn also als Lëtzebuerg hei e wichtigen Akteur à travers la bourse, ob dat elo ass op den normalen Obligatiounen, ob dat elo ass op de gréngen Obligatiounen, wat also natierlech fir d'Finance durable wichteg ass. An dofir fannen ech, dass et elo e ganz gudd Moment war, fir dëst Reglement ze operationaliséieren am Lëtzebuurger Droit, an dat an den Delaen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.-** Merci, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7328. Den Text steet am Document parlementaire 7328⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7328 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen bei 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7328 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;
MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

12. 7430 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord, signé à Bruxelles, le 6 février 2019

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 7430 iwwert de Baitrëtt vun Nordmazedonien zur NATO. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vun demem Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mat demem Projet de loi 7340 approuvéiert ons Chamber haut de Protokoll zur Accessioun vun der Republik Nordmazedonien zum Traité de l'Atlantique Nord. An domat gëtt Nordmazedonien dat 30. Memberland vun der NATO.

Dir wësst jo, dass et bei der NATO déi sougenannten „Open Door Policy“ gëtt. An des Policy ass am Artikel 10 vum Traité vum Atlantique Nord vum 4. Abrëll 1949 niddergeschriwwen. Den Traité gëtt och „Traité de Washington“ genannt. An ech zitieren den Artikel, dee seet: « Les parties peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au Traité tout autre État européen susceptible de favoriser le développement des principes du présent Traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord. »

Nordmazedonien, deemools nach enger enger aneren Numm, ass säit Métt den 90er Jore mat der NATO involvéiert an huet am Kader vum MAP, vum „Membership Action Plan“, eng Rei Reformen op militäreschem, politeschem, wirtschaftlech a juristeschem Plang duerchgefouert. Och huet d'Land téschent 2002 an 2014 bei der ISAF ënnert dem Lead vun der NATO Truppen am Afghanistan deployéiert an ass och haut nach mat 47 Mann oder Leit vu senger Arméi präsent an der Resolute Support.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Den Haaptobstakel zur nordmazedonescher Mitgliedschaft bei der NATO war de Sträit ëm den Numm vum Land mat Griichenland. D'NATO huet 2008 decidéiert: « (...) qu'une invitation serait faite à l'ex-République yougoslave de Macédoine dès qu'une solution mutuellement acceptable aura été trouvée à la question du nom », an des Position gouf dunn op verschidde NATO-Sommeten ëmmer erëm widderholt.

An deem Kontext koum et dunn endlech am Juni 2018 zum sougenannten „Prespa-Accord“ téschent Athen a Skopje ënnert der Leedung vun de Vereenten Natiounen.

Erlaabt mer, just kuerz op desem Accord anzegoen, well et an engem Zäitalter vun enger Rei vun Konflikter, déi oftmools onléisbar schéngen, weist, dass Diplomatie a politesche Courage Länner kënnen zesummebréngen.

1991 ass Nordmazedonien nom Zerfall vu Jugoslawien onofhängeg ginn. An am Verglach zu villen anere jugoslaweschen Deelrepublike war dat eng friddlech Onofhängegkeet. Dat Land huet dunn den Numm kritt „Sozialistesche Republik Mazedonien“.

D'Griichen haten awer mat deem Numm Bedenken, souwuel historiesch wéi och kultureller Natur. An anscheinend och aus Sécherheetsaspekter hate se Problemer mat deem Numm. Eng ganz Rei vu Lösungsversich a Mediations-efforten hunn all feelgeschloen.

Och wann 1995 déi zwee Länner hir bilateral Relatioun formaliséiert hunn an eng Solution

intermédiaire ausgehandelt hunn, ënnert där se sech derzou verflucht hunn, eng permanent Lösung ze fannen, hu sech Lösungsvorschläge ëmmer erëm zerschloen. Nach 2016 goufen et Provokatiounen op béide Säiten. Nationalistesche Kräfte hu Frustratiounen ausgenutzt an op de Problem vum Numm iwwerdroen.

2017 ass et dunn no de Wahlen an der fréierer Republik Mazedonien zu enger neier Koalitioun komm. Ënnert der Leedung vun de Sozialdemokraten an dem Premier Zoran Zaev ass déi konservativ-nationalistesche Regierung ofgeléist ginn an et ass dunn zu enger positiver Lösung am Sträit ëm den Numm komm. D'Haaptzil vun där Lösung war natierlech déi euro-atlantesch Integratioun.

Och de griichesche Premierminister Tsipras huet sech enger Lösung vun demem Sträit verschriwwen, wuelwëssend, dass dese Wee politesch Käschte mat sech géif bréngen.

No der Ënnerschrëftszeremonie den 12. Juni 2018 ass de Premier Tsipras dunn och als éischte griichesche Premier säit der nordmazedonescher Onofhängegkeet op nordmazedonesche Buedem gaangen.

An de 25. Juni 2018 huet dunn de griicheschen Ausseministère der EU an der NATO Bescheid gesot, dass se sech net méi géint d'Accessioun vun Nordmazedonien an d'NATO an och an d'EU géife stellen.

De 6. Februar 2019 hunn déi 29 NATO-Memberen den Accessiounsprotokoll fir Nordmazedonien ënnerschrifft.

An effektiv huet dese Schrëtt, fir de Problem vum Numm ze léisen, vill politesche Courage kascht an e Wëllen, seng eegen Intereten deeweis fir d'Allgemengwuel anzesetzen (veuillez lire : ze afferen). Politesche Courage, well mir wëssen, dass a Griichenland Sondagen duerchgefouert gi si vu Medien. An do waren iwwer 60 % vun de Leit géint deen Numm. Et huet also Courage vum griichesche Premier Tsipras gefuerdert.

An Nordmazedonien huet d'Populatioun an engem Referendum mat grousser Majoritéit de Changeement vum Numm ënnerschrifft. Woubäi een awer muss soen, dass just 37 % vun de Leit hir Stëmm ofginn hunn.

Sécher haten déi zwee Politiker hir eegen Intereten, mä allen zwee hu se missen duerch d'politesche Feier goen, fir den Accord ofzeschleissen an dann ze ratifizieren.

An ech mengen och, zu Recht goufe si zwee 2019 och fir de Fridensnobelpreis virgeschloen. An enger Region, wou ethnesch an identitär Reiwereien nach ëmmer e Potenzial fir Konflikter a Gewalt biergen, ass desem Accord en Testament dofir, dass Brécke bauen eng besser Lösung ass.

Et bleift ze hoffen, dass desem Accord och eventuelle politesche Changeementer an deenen zwee Länner standhält.

Et ass elo un den 29 NATO-Memberlänner, fir de Protocole d'accession ze ratifizieren, ier en a Kraaft triede kann. A mengem schrëftleche Rapport konnt Der liesen, dass bis ufanks Mee an enger zwielf NATO-Memberlänner d'Parlamenten schonn den Accord ginn haten. Mëttlerweil, op den Dag vun haut, sinn dat der schonn 20, wann ech richtig informéiert sinn. An ech géif lech dofir bieden, haut hei dese Projet och ze stëmmen. An ech ginn am Numm vun der LSAP den Accord heizu.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Rapporteur. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, et ass net vill ze soen nom Marc. En huet e ganz gudd schrëftlechen a mëndlechen Rapport gemaach. En huet souguer am Fong des Accessioun och an e politesche Kontext gesot. Déi lescht, déi mer haten, deen 29. Member, dat war jo ... Dat hei ass Nordmazedonien, an dat anert war de Montenegro. Dat huet geklappt. Dat hei wäert och klappen. A mir wäerten och hei eisen Accord ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci. Dann huet den Här Eugène Berger d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Och fir d'Alleréischte e grousser Merci un de Rapporteur, de Marc Angel, dee jo och Member vum NATO-Parlament ass, wéi och scho mäi Virriedner an ech selwer och. Dat heescht, dass mir eis duerfir och erlaben, dann zu demem Projet kuerz ze schwätze respektiv eis och méi oder wéiniger drop beschränken, den Accord ze ginn.

Ech wëll awer trotzdem soen, dass et ganz interessant war, dass de Rapporteur do awer op den Historique gaangen ass. Et ass jo heiansdo scho ganz verwonnerlech, dass et eigentlech ... Hei ass et jo praktesch am Endeffekt nëmmen ëm Numm gaangen, wou sech drëm gestridde ginn ass; wann een dat esou aus der Distanz kuckt. Et sief! Ech mengen, mir sinn alleguere frou, dass et awer zu deem Accord komm ass, wou d'Diplomatie voll gespilt huet. Dat ass eigentlech dee richtege Wee.

Mir freeën eis drop, fir deemnächst dann zu 30 an der NATO ze si respektiv do och nei Memberen an d'NATO-Parlament ze kréien. An ech mengen och, dass hei Nordmazedonien elo an d'NATO kënn, dass ass sécherlech och e Plus - dat wëll ech awer ervirhiewen - fir eng gutt Zesummenaarbecht an deem euro-atlantesche Bündnis.

Dat gesot, géif ech op alle Fall, Dir hutt et verstanen, och den Accord vu menger Fraktioun zu demem Projet abréngen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Villmools Merci och dem Rapporteur hei fir de Rapport a fir den Historique op alle Fall. E ganz besonnesche Merci fir ee vun de leschte Sätz: „Brécke bauen“ ass nach ëmmer dat Besch, wat ee ka maachen! An dat huet des Geschichte, wat jo awer och en Erfolleg ass, um internationale Plang gewisen.

An domat ass deem net méi derbäizefügen, dofir vun eis och den Accord fir dese Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci. An dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Ech wëll och vläicht ufänken, fir dem Marc Angel villmools Merci ze soe fir e ganz gudden Exposé, souwuel mëndlech wéi schrëftlech. Dat gëtt ëmmer gesot. Et ass och vollkommene begrënt.

Déi Extensivoun vun der NATO hei wërft Froen op.

Déi éischt ass natierlech, wann ee kuckt, wat an Nordmazedonien geschitt, da mierkt een: Dat ass e Land, wat Problemer huet. Et ass e Land, dat der Korruptioun ausgesetzt ass. Et ass e Land, dat Problemer mat Polizeigewalt huet, an nach eng ganz Rei aner Problemer, déi an de Mënscherechtsrapporte reiseignéiert sinn.

A fir eis stellt sech dann natierlech d'Fro: Si mir als NATO eng Communauté de valeurs, eng Wäertgemeinschaft? Awéiwäit si mer dat iwwerhaupt nach? Oder si mer just nëmmen eng militäresch Allianz?

Mir hunn aner Länner an der NATO, déi gravéierend Mënscherechtsproblemer hunn, zum Beispill d'Tierkei. An ech mengen, et ass ganz wichteg, dass mer, wa mer iwwer eng Communauté de valeurs am Weste schwätzen, och géintiwuer deene Staten an och an den NATO-Gremien insistieren, dass déi Defaillancen am Mënscherechtsberäich muss redresséiert ginn, déi do festgestallt ginn.

Och am Verhältnis mat Russland ass en NATO-Elargissement ni eppes Einfaches. D'Russen hu Bedenken. Aus hirer Perspektiv ass dat och nozevollzéien. Mä mir sti kloer zu deem Prinzip, dass all Land fräi kann decidéieren, wéi eng Allianz et wëllt fir sech selwer wielen.

Trotzdem muss mer och, wa mer d'NATO erweideren, eis ëmmer erëm d'Fro stellen: Wéi regelt mer dann d'Verhältnis zu Russland? Mir hunn alleguer virun e puer Deeg eng Deklaratioun geschéckt kritt, iwwert den Här Chamberpräsident, vum ieweschte federative Rot vun der Russescher Republik, an där nach eng Keier gefuerdert gëtt, dass mer mussen ewechkomme vun deem Klima vu Konfrontatioun an hin erëm zu engem Dialog téschent de politeschen a militäreschen Instanzen, téschent der Russescher Federatioun an den NATO-Gremien.

Ech mengen, dass ass dee richtege Wee. Mir haten als ADR scho jorelaang gesot, dass déi Sanktiounen zu näischt féieren, déi mer elo hunn. An et huet sech och bewisen am Conseil de l'Europe elo virun e puer Deeg, dass déi russesch Delegatioun hir Pouvoir confirméiert krut, obscho sech um Terrain, notamment zum Beispill an der Krim, jo näischt geännert huet.

Et ass einfach eng real politesche Entwécklung. A mir verléieren Zäit an eise Relatiounen mat Russland, wa mer net déi Entwécklungen anticipieren an einfach dee Schrëtt maachen, fir ze probieren, Negociatioun do anzeféieren, wou bis elo nëmmen eng Sanktiounslogik fruchtlos applizéiert gëtt.

Mir mussen dee Schrëtt maachen. An ech mengen, et ass elo, och wa mer d'NATO elar-

gieren, wat mir och als ADR matdroen. Wéi gesot, mir akzeptieren, dass all Land seng eegen Allianz ka sichen. Mä mir verlaangen awer och, dass mer net an enger Logik vum Kale Krich an Europa hänke bleiwen, déi sech souwiesou schwéier justifizieren léisst, wann iwwerhaupt, an zréckkommen op e Mateneen, wa méiglech och mat der Russescher Federatioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An den nächste Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Et ass jo bekannt: Fir fir Entspannung a Friden ze suergen am Verhältnis mat Russland, muss een déi militäresch vun den USA dominiéiert Allianz NATO stäerken a féerden.

Ech hu wierklech den Androck, dass mer amgaange sinn, e bësse geckeg ze ginn, well ech verstinn ëmmer manner, inwiefern een an der aktueller Situatioun, wou jiddere weess, dass d'NATO u sech soss näischt ass wéi e Militärbündnis, dat géint Russland ausgerichtet ass, ... Domadder wëll ech natierlech net, pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, d'Regierung vum Här Putin oder deem seng Politik verteidegen. Mä op jidde Fall wësse mer, dass eng Verstärkung vun der NATO op jidde Fall net fir Entspannung suert, iwwerhaupt d'Existenz selwer vun der NATO op jidde Fall net fir Entspannung suert.

Dat haten déi gréng deemools och souguer nach verstane während dem Kale Krich. Anscheinend hu se dat och elo vergiess.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech wëllt awer och nach soen - ben, et ass gesot ginn -, dass e Referendum an Nordmazedonien war. Dee Referendum, do hunn iwwer 90 % vun de Leit fir de Baitrëtt an d'NATO natierlech gestëmmt. Et hunn awer nëmme 37 % vun de Leit participéiert, soudatt de Referendum keng Gültigkeet hat. Grosso modo: Et hunn nëmmen déi Leit matgestëmmt, déi fir de Baitrëtt an d'NATO sinn.

Et kann een dervun ausgoen, dass an Nordmazedonien eng Majoritéit vun de Leit géint dee Baitrëtt an d'NATO sinn. An ech mengen, déi Leit wësse wahrscheinlech och wouweinst. Obwuel immens vill Drock gemaach ginn ass an déi ganz Notabilitéit vun der EU, vun der NATO an natierlech vun der amerikanescher Ambassade zu Skopje do präsent war, fir wierklech vill Drock auszeüben op d'Bevölkerung, a Mazedonien quasi mat Drokulisie geschafft huet: „Wann Der dat net maacht, wa mer net bätrieden, dann ass erëm Chaos.“

Ech menge souguer, dass et an déi aner Richtung wäert goen, dee Baitrëtt vun Nordmazedonien. Ech mengen, dass dat déi nationalistesche Kräfte an Nordmazedonien - ech sinn net deen Eenzege, deen dat mengt - wäert stäerken, well, et muss een et einfach soen, ganz vill Leit an Nordmazedonien net zefridde si mat der Situatioun, dass hir Regierung eng Decisioun trefft, déi u sech net dem Wëlle vun der Bevökerung entsprécht. An dat opgrond vu fierchterlech Drock, dee vu Washington koum oder vu Bréssel oder vun deene verschidde Capitallen hei an Europa.

Dofir wäerte mir natierlech och, vläicht e bëssen esou wéi dat mazedonescht Vollek et vläicht och gemaach hat, géint dese Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Merci dem Rapporteur Marc Angel fir de gudden Rapport. Mir freeën eis, dass Nordmazedonien a Griichenland erëm zesumme fonnt hunn an de Wee fräigemaach ginn ass, fir dat neit Memberland an der NATO opzehuelen.

Mir ginn awer och ze bedenken, dass d'NATO net alles därer stillschweigend hinuelen, a ginn och do ze bedenken, dass d'Positionen vun der Türkei, notamment fir op eemol do russesch Rakéiten ze positionieren, net einfach esou vun eise Länner dierfen nogekuckt ginn, mä dass een do och eng kloer Position soll huelen.

Mir wäerten haut d'Unerkennung fir de Baitrëtsprotokoll vun Nordmazedonien matstëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, en remplacement de M. Jean Asselborn,**



Ministre des Affaires étrangères et européennes.- Jo, Merci, Hâr President. Bon, ech géif vun dëser Plaz aus den Hâr Ausseminister Jean Asselborn entschëllegen, dee leider am Ausland ass. En huet mech gebieden, dëse Projet ze begleeden an och kuerz ze belichten.

Engersäits e grouse Merci och un de Rapporteur, de Marc Angel, fir säi schrëftlechen, mä virun allem och de mëndleche Rapport de Mët-teg.

Ech mengen, en huet zu Recht, éischtens, op den Accord vu Prespa higewisen a virun allem och op d'Auswirkungen dovunner, well dat genau och eben den 12. Februar 2019 zur Republik Nordmazedonien gefouert huet, op där enger Säit, a virun allem och den Declic war, fir dësen Accord auszuhandelen, Gespréicher ze féieren mat der NATO. An effektiv, am Oktober 2018 sinn dës Gespréicher zu Enn komm.

An ech mengen, dëse Protokoll gëtt elo vun deenen eenzelne Parlamentarier ratifizéiert, vun deene 29 Parlamentarier de Moment, wou der an der Tëschenzäit schon 19 dëse Protokoll ratifizéiert hunn. Mir sinn also haut de Mëtteg dat 20. Land, fir ze ratifizéieren.

Op där anerer Säit, mengen ech, ass et awer och wichteg, dee Wee ze wëssen, deen Nordmazedonien gaangen ass an där leschter Zäit, an datt et virun allem och am Virfeld dee sougenannten „Membership Action Plan“ vun der NATO matgemaach huet, an awer och d'Roll ze kennen, déi grad och Mazedonien gespilt huet am Kader vum Kosovo-Krich, respektiv datt et elo an Afghanistan nach viru präsent ass.

Ech mengen, d'NATO, déi awer zënter iwwer 20 Joer an der Region vum Balkan präsent ass, huet hei virun allem och probéiert an och fäerdegbruecht, datt eng gewisse Stabilitéit hei erakomm ass. An ech mengen, eng NATO, déi 1949 gegrënt ginn ass a wou an der Tëschenzäit 17 nei Memberstate bäikomm sinn, ass ëmmer oppen, fir nei Memberstate bäizehuelen.

An deem Kontext vläicht och eng kuerz Reaktioun engersäits op dat, wat dem Hâr Kartheiser seng Ureegung ugeet, eng richtig, déi ech deelen, dat ass de Volet vun de Mënscherechter. Ech fannen och, datt d'NATO ganz enk muss en Iwwerbléck behalen iwwer d'Akzeptanz a virun d'Anhale vun de Mënscherechter, och vun de Membere vun der NATO.

An doriwier eraus ass et virun allem awer och richtig, mengen ech, wéi den Hâr Wagner zu Recht gesot huet, datt mer virun den Dialog par rapport zu Russland mussen oppen halen. Et ass jo och genau dat, wat Lëtzebuerg mécht an och d'NATO mécht: eben ze kucken, iwwer bilateral Gespréicher och virun am Dialog ze bleiwen.

An deem Sënn soen ech sämtleche Fraktiounen Merci, datt se dësen Accord ënnerstëtze respektiv hir Meinung heizou geäussert hunn. Merci bien.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Hâr Minister. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7430. Den Text steet am Document parlementaire 7430?

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7430 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procura-tion. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7430 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

13. Débat d'orientation sur l'agriculture biologique

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour ass d'Orientéierungsdebatt iwwer d'Biolandwirtschaft. D'Riedezeit ass nom Modell 1 festgeleecht. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Hâr Gusty Graas, d'Madamm Tess Burton, den Hâr Jeff Engelen, den Hâr David Wagner, den Hâr Marc Goergen an d'Madamm Octavie Modert.

Als Éischt héiere mer zu dëser Orientéierungsdebatt den honorabelen Hâr François Benoy. Hâr Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

► **M. François Benoy (déi gréng).**- Hâr President, Dir Dammen an Hären, wa mir haut iwwer d'Zukunft vun der Lëtzebuurger Landwirtschaft schwätzen, dann erkenne mir d'Aarbecht vun der Landwirtschaft un. Wat gëtt et méi Nobeles, wéi gesond Liewensmëttel ze produzéieren a mat der Natur ze schaffen? D'Landwirtschaft erfëllt e kruziale Rôle an onser Gesellschaft. An dowéinst wollt ech op dëser Plaz fir d'Éischt emol alle Bauere Merci soe fir hir wäertvoll Aarbecht. A wa mir haut hei an der Chamber iwwer d'Zukunft vun der Landwirtschaft schwätzen, da well se ons um Häerz läit.

Gesond Liewensmëttel, déi am Aklang mat der Natur, dem Waasser an dem Buedem produzéiert ginn a wou d'Déieren aartgerecht gehale ginn, fair Präisser fir dem Bauer seng Produiten a gutt Zukunftsperspektive mat regionalen Ofsazmäert: Dat Bild vun der Landwirtschaft entsprécht awer leider net ganz deem, wat mir am Moment zu Lëtzebuerg an och anere Länner virfannen. Et ass awer onst Zil, fir dohin ze kommen!

Dofir brauche mir keen neit Konzept ze erfannen, dat ass näamlech d'Biolandwirtschaft, mä mir muss kucken, de Kader ze schafen, dass esou vill wéi méiglech Bauere mat op dee Wee ginn. De Wee vun enger nohalteger Landwirtschaft. De Wee vun enger méi déierefrëndlecher Landwirtschaft. De Wee vun enger diversifizierter Landwirtschaft. De Wee vun enger Landwirtschaft, déi méi no bei der Demande vum Konsument ass. De Wee, fir de Baueren erëm méi Zefriddenheet a besser Zukunftschancen ze ginn.

An et ass genau dëse Wee, deen d'Regierung goe wëllt, näamlech fir a Richtung 100 % Bio hinzeschaffen a schon am Joer 2025 20 % vun onse landwirtschaftleche Flächen ëmgestallt ze hunn. Dat ass ganz ambitiéis, mä ech sinn iwwerzeugt, dass, wa mir d'Weißen an dës Richtung stellen, wa mir ons déi néideg Moyene ginn, zesumme mat allen Akteuren, dass mir dat dann hirkéien am Sënn vum Secteur, de Konsumenten an der Ëmwelt.

A genau dofir hunn ech d'Orientéierungsdebatt iwwer d'biologesch Landwirtschaft ugefrat: Fir dass mir hei an der Chamber ons kënnen iwwer méiglech Mesuren austauschen, fir ons héich Ziler ze errechen, an dass déi Iwwerleeung an deen neie Bioaktiounsplang respektiv d'Mesuren, déi drunhänken, kënnen afléissen.

Mir Gréng begréissen et ausdrécklech, dass de Landwirtschaftsminister net gewaart huet, mä direkt no der Regierungsbildung ugefaangen huet, un dësem Projet ze schaffen. De Romain Schneider huet ons voll Ënnerstëtzung.

Hâr President, Dir Dammen, Dir Hären, zanter den 1960er Joren huet d'Landwirtschaft e radikale Wandel matgemaach, hin zu méi grouse Betriber mat méi grouse Flächen, méi Maschinnen a méi Béischten. Wann an den 1960er Joren nach iwwer 10.000 Leit op 9.000 Betriber geschafft hunn, sou waren et 2015 nach 3.500 Leit op 1.800 Betriber. Vun den 130.000 Hektar landwirtschaftlecher Fläch ginn der am Moment 6.000 biologesch bewirtschaft, wat ronn 4 % ausmécht. Domat leie mer ënner dem europäeschen Duerchschnëtt, deen 2016 bei 6,7 % louch. D'Landwirtschaft mécht just 0,3 % vun onsem PIB aus an domat huet se e klengen ekonomeschen Impakt. Derbäi kënnt, dass d'Landwirtschaft fir den duerchschnëttleche Betriber e Verloschtgeschäft ass a just vu Subventiounen leeft.

Ongefëier d'Halschent vun der landwirtschaftlecher Fläch si Wisen a Weeden an déi aner Halschent ass Akerland, wouvun d'Halschent fir Kären ass an och e groussen Deel fir d'Fudder vun de Béischten. Et kann een also soen, dass d'Lëtzebuurger Landwirtschaft sech virun allem

op d'Mëllech- a Fleeschproduktioun spezialiséiert huet, wouvun en Deel och exportéiert gëtt. Uebst a Geméis gi wéineg zu Lëtzebuerg produzéiert. 2015 waren et, inklusiv de Gromperen, grad emol 3 % vun der gesamter landwirtschaftlecher Produktioun.

D'Landwirtschaft huet awer och en Impakt op d'Natur an d'Ëmwelt. Duerch d'Remembréierungen an déi grouss Maschinne sinn an de leschte Jorzéngte vill Liewensraim am Offenland zerstéiert ginn, wouduerch d'Biodiversitéit zrëckgoung.

2017 goufen am Agrikultursektor 0,8 Milliounen Tonnen CO₂ ausgestouss. Dat si knapp 10 % vun de gesamten Emissiounen hei am Land. An och onse Buedem an onst Waasser leiden ënner de Monokulturen, der Düngung an dem Asaz vun de Sprëtzemittel. Ronn 70 % vun onsem Waasser si mat Pestizide belaauscht.

(Interruption)

Ech wëll op dëser Plaz nach eemol an aller Däitlechkeet soen, dass de Strukturwandel an der Landwirtschaft mat all senger Konsequenzen eng Suite vun de politeschen Entscheidungen aus de leschte Jorzéngten ass. D'Landwirtschaft ass e Secteur, wéi ech et virdu gesot hunn, deen duerch Subventiounen funktionéiert, an also goufen d'Bauern duerch politesch Entscheidungen, europäescher an nationaler, an déi falsch Richtung orientéiert.

Dat heescht fir mech awer och, dass et un der Politik ass, fir d'Weißen elo anescht ze stellen, endlech aus de Feeler ze léieren an net ëmmer erëm d'Problemer nom selwechte Muster unzepaken. Déi politesch Stréimungen, déi d'Landwirtschaft dohinner bruecht hunn, wou se haut steet, wëlle par force un deene Systemer festhalen.

Loosst ons de Baueren eng nei Perspektiv ginn, eng nei Zukunft ginn, fir dass si kënnen gutt mat der Natur zesummeschaffen an net géint d'Natur! Fir dass si déi Produiten och kënnen produzéieren, déi de lokalen a regionale Konsument och hei wëllt konsuméieren, an dass si esou net weider um Weltmarché mussen mat Konzernkonkurrenz, mat deene se guer net konkurréieren kënnen! A fir dass d'Betriber net ëmmer mussen méi grouss ginn, mä och kleng Betriber gutt iwwerliewen!

An deem Sënn heescht Zukunft, wéi och d'Rifkin-Strategie an de Koalitionsaccord et festgehalten hunn, méi biologesch a lokal gebonne Landwirtschaft.

De grouse Kader vun der Landwirtschaftspolitik gëtt wuel op europäeschem Niveau gemaach, mä déi national Ëmsetzung gëtt vill Méiglechkeeten, fir ons a Richtung méi Nohaltegkeet ëmzestellen a weider Mesuren ze huelen.

Hâr President, Dir Dammen an Hären, an der biologescher Landwirtschaft ass de Gebrauch vu Pestiziden an Dünger vill méi streng reglementéiert an dofir ass de Bio och besser fir d'Biodiversitéit, d'Grond- an d'Quellwaasser an de Buedem. Duerch eng manner intensiv Buedembearbeitung an Düngung ass se och méi klimafreundlech. Eng Etüd vun de Forschungszentren IBLA a FiBL beleet och fir Lëtzebuerg, dass Bio besser fir d'Biodiversitéit ass. Am Gréngland féinnt een zum Beispill 30 % méi Kraider op Biofläche wéi op konventionelle Wisen a Weeden.

D'biologesch Landwirtschaft stéisst souwuel pro Hektar wéi och pro Tonn Ertrag manner Zärgasen aus. Dat huet eng rezent Laangzeit-ëtüd vun der Uni Gießen an dem Fuerschungsinstitut FiBL erausfonnt, déi verschidden Akerkulturen verglach huet. Biologesch Flächen hu pro Hektar 40 % manner Laachgasemissionen opgewise wéi konventioneller.

Och a puncto Déiereschutz schneit de Bio besser of. Hei gëtt et méi streng Virgabe bei de Ställ, der Haltung, dem Fudder a manner Antibioticken. Wou an der konventioneller Landwirtschaft d'Kéi d'ganz Joer iwwer kënnen am Stall gehale ginn, muss d'Häerdendéier am Bio Auslaf kréien. Och Schwäin hunn am Bio méi Plaz, kréie méi frësch Loft an Auslaf an d'äerfe maximal zur Halschent op Spalte stoen. A Biohénger hunn den Normen no och méi Plaz an Auslaf.

Well an der biologescher Landwirtschaft keng chemesch-synthetesch Pestiziden an Antibioticken agesat ginn, ass de Bauer de Gefter och manner ausgesat an et si manner Réckstänn an de Liewensmëttel, wat besser fir d'Gesondheet ass. Duerch den zousätzleche Kontrollsystem ass de Konsument och nach besser geschützt.

Am Bio ass Gentechnik och bei de Fuddermëtzel verbueden an et gëtt méi eng grouss Planzendiversitéit. Allgemeng ginn d'Déieren an de Planzenubau als ganzheetlech Konzept gesinn, wat buedemgebonne soll funktionéieren, also mat manner Zoukaf vu Kraaffudder zum Beispill, wat jo och en negativen Afloss op d'Bilanzen huet.

D'Biobetriber sinn och méi diversifizéiert wéi déi konventionell a bidde verschidde Produiten un. Och beim Akerbau hu si méi Kulturen a Fruchtfolgen, wat erëm besser fir d'Buedemfruchtbarkeit an d'Planzengesondheet ass a Biobetriber manner ufällig mécht fir Schwankungen um Maart.

Op Biobetriber schaffen am Schnëtt duebel esou vill Leit a si ginn am Duerchschnëtt och besser bezuelt. Duerch de Verzicht op Pestiziden, méi mechanesch Onkrautbekämpfung a Fruchtfolge souwéi an der Produktioun méi breet opgestallte Betriber ass d'biologesch Landwirtschaft och méi arbeitsintensiv. Duerch d'Potenzial an der Produktioun, der Verarbeitung an der Vermarktung am Beräich Bio kënnen also weider Aarbechtsplaze geschafe ginn.

Eng Woch virun der Debatt iwwer der Chamber hiren Avis zum drëtten Nohaltegkeetsplang vun der Regierung, deen déi global Nohaltegkeetsziler vun de Vereenten Natiounen op Lëtzebuerg deklinéiert, wëll ech hei och de Lien dozou maachen. D'biologesch Landwirtschaft ka maassgeblich zur Ëmsetzung vun den Sustainable Development Goals bäidroen. Mat der biologescher Landwirtschaft kënnen bei ronn der Halschent vun de 17 Nohaltegkeetsziler Verbesserunge gemaach ginn.

Hâr President, Dir Dammen an Hären, fir d'Konsumenten sinn d'Reckstänn vu verschidene Pestiziden am lessen eng vun den Hauptsuergeren. Zweek Drëttel vun de Leit fannen, dass ze vill Pestiziden an der Landwirtschaft benotzt ginn. 94 % fannen d'Roll vun der Agrikultur beim Erhalt vun der Ëmwelt an der Landschaft wichteg. Dat huet eng Ëmfro, déi 2018 am Opdrag vun Landwirtschaftsministère gemaach gouf, erginn. Am Biolandbau d'äerfen, wéi gesot, keng chemesch-synthetesch Pestizide benotzt ginn. E kënnt also dëser Demande vun de Konsumenten no.

D'Konsumenten zu Lëtzebuerg hätte gäre méi biologesch Produiten um Marché. Mat engem Pro-Kapp-Konsum vun 188 Euro d'Joer fir Bioproduite si mir op der véierter Plaz an Europa. Europawäit hu sech d'Ausgabe fir de Bio iwwerens vun 2010 bis 2016 vervierfacht.

An d'äerfelwechter Ëmfro vun Landwirtschaftsministère huet d'lescht Joer 52 % vun de Befroete gesot, dass Bio e Kritär beim Akaf fir si ass. D'Leit wëllen also Bio a sinn och bereet, méi dofir auszeginn, gradesou wéi se vum Stat erwaarden, dass de Bio méi ënnerstëtzt gëtt, ënner anerem duerch méi biologesch Produiten an de Kantinen, wéi och verschidden TNS-ILReS-Etüde confirméiert hunn.

Leider gëtt de Bedarf hei am Land awer wäit net aus der eenheemescher Produktioun gedeckt. Et ass also nach enorm Potenzial do, wat mir duerch eng weider Diversifizéierung vun der Produktioun, méi Verarbeitungsbetriber, besser Liewensmëttelketten a Vermarktung kënnen ausnotzen.

D'Demande no Bioproduiten hei am Land ass do a souguer héich. Amplaz dass mir nokuken, wéi déi Produiten importéiert ginn, solle mir ons Landwirtschaft esou opstellen an hir deen néidege Support ginn, dass mir e Maximum u Bioproduiten hei produzéieren an ofsetze kënnen.

Hâr President, Dir Dammen an Hären, als Liewensmëttelproduzenten hunn d'Bauern e ganz wichtige Beruff mat enger grousser Verantwortung. Dat gëtt iwwerens och unerkannt. An Däitschland zum Beispill ass, enger Ëmfro aus dem Joer 2017 no, nom Dokter de Bauer deen zweetwichtigste Beruff an den Ae vun der Populatioun. Duerno kommen de Polizist an den Enseignant.

D'Bauern zu Lëtzebuerg hunn iwwerens och Freed un hirer Aarbecht, wéi eng Etüd beleet, och wa se sech nach méi Wäertschätzung vun der Gesellschaft géife wënschen. Aus d'äerfelwechter Etüd geet iwwerens och ervir, dass d'Biobauerer méi zefridde si wéi hir konventionell Kolleegen.

Och wa fir d'Halschent vun de Baueren am Moment keng Ëmstellung op Bio a Fro kënnt, wéi eng Ëmfro erginn huet, esou kann een awer festhalen, dass déi aner Halschent fir de Bio opgeschlossen ass. Bei de Wënzer sinn et der iwwerens nach méi. Bei de Bauere gëtt et also genuch Leit, déi oppe sinn, fir mat op de Wee ze goen. Mä elo heescht et, d'Ramebedéngung schafen, fir dass d'Ëmstellen op Bio gutt funktionéiert a sech lount, well nëmme da ginn d'Bauern och mat op de Wee vum Bio.

Ëmmer erëm héiert ee Stëmme, déi amplaz vum Bio méi op déi sougenannt „integriert



Landwirtschaft“ géife setzen. Den integrierte Landbau ass eng konventionell Landwirtschaft, déi probéiert, manner Pestiziden oder Herbiziden anzesetzen. Wat manner Pestiziden agesat ginn, wat besser. An dofir ass et natierlech wichteg, dass och all konventionelle Bauer manner oder keng Pestiziden notzt an och esou mann wéi méiglech düngt. Dat ass jo och souwisou a sengem eegenen Interêt an et gëtt och eng sëllege Primmen, déi e méi nohaltegt Schaffen ënnerstëtzen.

Den integrierte Landbau ass awer kee geschützt, kontrolléiert an eenheetlech Konzept, mä gëtt vu Verschiddenen anescht ausgeluecht a kann also och zu „greenwashing“ féieren. Fir déi biologesch Landwirtschaft gëtt et par contre minimal europäesch Kritäre fir d'Produktioun an d'Veaarbechtung an déi unerkannt Kontrollen iwwerpräiwen op d'mannst eemol d'Joer, dass am Bio net just Bio dropsteet, mä och Bio dran ass.

De biologesche Landbau ass net just eng gutt Praxis vun der konventioneller Landwirtschaft, mä eng modern, ëmweltfrëndlech a virun allem ganzheetlech Approche vun der Landwirtschaft, déi, wéi gesot, kloer Virdeeler huet. Et ass den Zukunftsmodell, dee mir ons als Lëtzebuerg ginn hunn, mam éischten Etappenziel vun 2025, dat heescht a sechs Joer, wou mir wëllen 20 % vun onser landwirtschaftlecher Fläch esou bewirtschaften.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech soe ganz däitlech: „Let's make it happen!“ No-deems mir zu Lëtzebuerg e stolze Virreider sinn an der Kreeslafwirtschaft, bei dem Multilingualismus an der Integratioun, bei der Kannerbetreuung a bei der Green Finance, solle mir ons elo och d'Moyene ginn, fir onser Landwirtschaft an all de Secteuren, déi drunhänken, e Leitmotiv ze ginn an an der éischer Liga matzespillen, mat Eisträich, wat 24 % Bio huet, Estland 21 % Bio, Schweden 19 %, Italien, Lettland an d'Schwäiz leie bei ronn 15 %.

A fir all déi, déi ëmmer nach mengen, de Bio wär eng reng gréng Iddi, an deenen d'Argumenter net duerginn, deene wëll ech soen, dass dee Politiker, deen an Eisträich aus deene selwechte rationale Grënn, déi ech grad genannt hunn, d'Weichen a Richtung Bio gestallt huet, de Franz Fischler war. E konservative Landwirtschaftspolitiker, spéideren europäesche Kommissär fir Landwirtschaft, huet dat net aus ideologesche Grënn gemaach, mä well et op der Hand louch.

Firwat huet de Franz Fischler op Bio gesat, gouf hien an engem Interview gefrot. Ech zitieren: „Erstens fand ich, man muss den Biologischen Landbau entideologisieren. Da geht es ja nicht um ein Glaubensbekenntnis, sondern eine Möglichkeit, wie man Landwirtschaft betreiben kann - eine besonders unterstützenswerte Landwirtschaft. Und zweitens sah ich das Riesenziel. Daher habe ich auch die finanziellen Bedingungen dafür deutlich verbessert.“

Här President, Dir Dammen an Hären, mir hunn zu Lëtzebuerg, wéi gesot, eng gutt Ausgangslag, fir de Bio auszubauen: eng Gesellschaft, déi vun ons méi Schutz vun der Ëmwelt verlaangt, mat Konsumenten, déi méi Bio wëllen, Baueren, déi bereet sinn, op Innovatioun ze setzen, an en ambitiéis politescht Zil. Firwat solle mir hei zu Lëtzebuerg net och dat hirkéien, wat anerer kënnen? Mir musse just zesammen an entschlossen dru schaffen a fortomme vum Géisskanepinzipp hin zu enger méi gezielter Förderung: méi Primme fir de Bio, méi Bioberoder, méi Vermaartungsförderungen, méi Bio an der Ausbildung, méi Bio an de Kantinnen an esou weider.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. François Benoy (déi gréng).** - An dofir brauche mer en neie Bioaktionsplang fir Lëtzebuerg, dee substanzuell méi wäit geet wéi säi Virgänger, mat deem mir net esou weiderkomm sinn, wéi mir ons dat virgeholl haten. Mir brauchen en Aktionsplang, deen op der Héicht ass vun den ambitiéis Ziler, déi mer ons gesat hunn.

Mir brauchen e Bilan vun alen Aktionsplang a mir sollten eis d'Fro stellen, firwat deen net richteg gegruff huet, an dorauer d'Léieren zéien, fir dass et bei deem Ulaf besser geet. Am Aktionsplang sollen déi verschidden Ziler mat hiren Aktiounen a Moyene präziséiert an un e kloren Zäitplang gekoppelt ginn.

Et muss parallel dru geschafft ginn, fir éischens d'Biolandwirtschaft um Terrain ze entwéckelen; zweetens muss och de Secteur vun der Agroalimentatioun an der Distributioun mat an d'Boot geholl ginn, an net ze vergiesse, drëtens, och de Konsument.

En eegestännegt Departement fir de Biolandbau mat Personal a Budget, dat breet opgestallt ass an als Team transversal mat alle wichtige Verwaltungen an Akteuren um Terrain zesummeschafft, gëtt gebraucht. An esou en Team gehéieren och net nëmmen Agronomen, mä eben och Leit vum Commerce, der Distributioun an der Kommunikatioun; fir déi beschtméiglech Berodung fir d'Ëmstellung an doriwwer eraus vu Fachleit, déi d'Aarbeitsmethoden am Biolandbau aus dem Effeff kennen, dat Ganzt begleet vun innovativer Fuerschungsprojeten a Monitoring.

Vill Potenzial läit awer och an der Diversifizéierung vun der Landwirtschaft. Mir hunn onst Standbeen am Moment virun allem op Flesch a Mëlch opgebaut, wou mir zum Deel Fudder importéieren, fir dann erëm Mëlch a Flesch ze exportéieren. Eis Nährstoffbilanz ass doduerch net gutt, ons Biedem an onst Grundwaasser si belaaucht. Amplaz op Turbo-Kéi a Quantitéit musse mer méi op Qualitéit an Diversifizéierung setzen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. François Benoy (déi gréng).** - De Konsument, virun allem de Bio-Konsument, freet och manner Flesch a Mëlch, dofir awer méi Geméis an Uebst, wou et och nach Potenzial gëtt. Natierlech geet dat net iwwerall am Land, mä d'Potenzial soll do, wou et ass, och genotzt ginn.

Gläichzäitg muss de Bio besser um Marché positionéiert ginn, andeems d'Veermaartung gefërdert gëtt, fir dass méi Ofsazmäert fonnt ginn. De Bio muss méi d'Regel ginn a manner d'Ausnam. An do mussen och de Commerce, de Stat an d'Gemengen hir Verantwortung iwwerhuelen, zum Beispill an de Kantinnen.

Bei de Begeegunge vun de Versuchsfelder an der Akerbauschoul krute mir virun zwou Wochen exemplaresch gewisen, wéi ee lokaal a biologesch Feldgeméis mécht. Et brauch ee Wëssen, et muss ee standuertgerecht schaffen an et brauch een e lokalen Ofsazmaart.

Op de Versuchsfelder goufen ons dräi verschidenen Techniken presentéiert, fir Ennen ze produzéieren. An ech wëll lech dat Beispill kuerz presentéieren: Setzennen, geséiten Ennen an Ennen, déi als Jonkplanze geplanz ginn. D'Setzennen hunn e Virsprong a sinn doduercher ab Mee als Bond- oder Fréijouerszwivwele fäerdeg. Ab Enn Juli respektiv August kënnen d'Setzennen als Dréchenëne recoltéiert ginn, a kuerz duerno och déi geséiten a geplanzten Ennen. Si loosse sech lagere, soudass de ganze Wanter duerch Ennen am Verkauf kënnen sinn. An ab Mee sinn dann erëm déi éischt frësch Fréijouerszwivwele prett, soudass een duerch déi verschide Kulturtechniken bei den Ennen eng ganzjäreg Versuergung hikritt.

Och bei der Äerdbierkultur gouf ons gewisen, wéi een déi kuerz Saison duerch Zorten, déi eng zweete Kéier an d'Bléi kommen, verlängere kann; fir just ee weidert Beispill ze nennen.

D'Schoul liwwert d'Wuer dann och u Kantine vu Lycéien an der Nordstad an an d'Hotelschoul zu Dikrech. D'Schüler haten e gutt Wëssen iwwer d'Kultur an d'Onkraut an d'Techniken vu mechanescher Onkrautbekämpfung, d'Mulchen an d'Fruchtfolgen, déi am Bio natierlech immens wichteg sinn.

An och, wann een natierlech kee Bioaktionsplang aus engem anere Land oder enger Region einfach op Lëtzebuerg kann iwwerdroen, esou kënnen mir awer aus deenen Erfahrung léieren.

Am Bioaktionsplang an Dänemark hu virun allem déi ëffentlech Kantinnen eng wichteg Roll gespilt, fir deen néidegen Ofsazmaart ze schafen. D'Zil ware 60 % Bio an de Kantine bis 2020. Weider Aktiounen ware Berodung, d'Weiderbréngung vum Bio an den Aarbeitsmethoden a Recherche. 19 Milliounen Euro d'Joer goufen an de Bioaktionsplang do gestach. Op d'Gréisst an d'Unzuel vun de Betriber zu Lëtzebuerg gerechent, misste mer an eiselem Aktionsplang iwwer eng Millioun Euro d'Joer investéieren. Als Verglach: Deen ale Lëtzeburger Bioaktionsplang hat e Budget vun 72.000 Euro d'Joer fir 2016. Dänemark huet sech säi Bioaktionsplang also iwwer zéngmol méi kaschte gelooss!

Den Erfolleg huet sech an Dänemark weise gelooss. Zanter der Adoptioun vum Bioaktionsplang am Joer 2011 ass d'Biofläch ëm 57 % an d'Luucht gaangen an de Verkauf vu Produiten huet sech verduebelt, d'Notze vu Bioproduiten a Kantinnen ass ëm 170 % an d'Luucht gaangen an 30 Gemengen hu sech zum Zil gesat, ganz op Bio ëmzeglamm.

An der Region Mühlviertel an Eisträich si mëttlerweile 30 % vun der landwirtschaftlecher Fläch bio. Déi ganz Region nennt sech „Bioregion“. An all d'Akteure schaffen zesammen am Netzwek un hirer Visioun vun der Nohalteg-

keet. Iwwer d'Halschent vun de Baueren, Veraarbechtungsbetriber, Gastronomie an Hotellerie schaffe mat drun, wat zu enger richteger Wäertschöpfungsketten am Bioberäich féiert an d'regional Entwécklung nohaltegt stäerkt.

Onsen Noper, d'Wallonie, huet zanter 2012 en Aktionsplang Bio. Zanterdem ass d'Ziel vun de Biohaff kontinuéierlech gewuess a si si mëttlerweile op 11 % biologescher Fläch. Och si setzen op verschide Moosnamen: Bähillefen, Fërdung bei der Veraarbechtung an der Vermaartung, Investitiounen a Fuerschung an d'Léier.

E wichtegen Hiewel fir de Bio, fir am Bio eppes ze errechen, sinn awer och d'Primmen. Et muss sech lounen, fir Bio ze maachen. An d'Plus-value fir Déierewuel, Klimaschutz, Waasserschutz, Biodiversitéit a Buedemschutz muss sech an der Héicht vun der Primm erëm spiegelen. De Gros vun de Subventiounen gëtt am Moment ondifferenziéiert op d'Fläch verginn, also nom Géisskanepinzipp, wat enger gezielter Fërdung net nokënn. D'Steiergelder ginn also net genotzt, fir eng selektiv Politik ze maachen, vun där mir hei jo dacks schwätzen, wann och an anere Beräicher. Et muss gekuckt ginn, dass d'Bioprime méi attraktiv ass, deemno erhéicht an ausgebaut gëtt.

An deem Kontext musse mer awer och all déi verschide landwirtschaftlech Primmen, also d'Flächen- an d'Ëmweltprimmen, zesumme kucken an analyséieren, dass et sech och wierklech lount, op de Bio ëmzeglamm. Da kéint een och d'Ëmstellungsprime op Bio verlängere. Am Moment sinn dat zu Lëtzebuerg dräi Joer. A Frankräich sinn dat zum Beispill fënnf Joer, wat dem Bauer méi Zäit gëtt, fir sech un déi nei Aart a Weis ze schaffen ze gewinnen.

Geneesou sollt een och d'Investitiounsbähillefen un de Bio upassen: méi Hëllef fir d'Neibauten oder d'Moderniséierung vu Ställ a fir Maschinnen fir déi mechanesch Onkrautbekämpfung. Och d'Aarbeitskraaft, op déi een am Bio méi ugewisen ass, kann ee besser ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. Grad ewéi och - lauschte elo nach eng Kéier gutt no! - an anere Secteuren hu mir et an der Landwirtschaft mat enger ganzer Rei Erausforderungen ze dinn, déi ech lech beschriwwen hunn. Einfach weidermaachen ewéi bis elo ass keng Optioun fir d'Zukunft. D'Biolandwirtschaft ass genee dat Leitbild, wat mir brauchen, fir d'Erausforderungen unzegoen an ons opzestelle fir d'Zukunft. Et ass och machbar, wéi aner Länner a Regiounen ons et virmaachen.

D'Ziler goufen am Koalitionsaccord gesat. Elo heescht et, de politesche Kader ze schafen a mam Secteur an all deenen, déi drunhänken, de Projet unzegoen. D'Transitioun op eng zukunftsfaeg Landwirtschaft ass méiglech. Mir brauche just de Wëllen, fir et ze maachen an an d'Realitéit ëmzesetzen.

20 % Bio bis 2025 an 100 % am Joer 2050 ass a jiddwerengem sengem Sënn: am Interess vum Bauer, am Interess vum Konsument, am Interess vum Handel, am Interess vun den Déieren, am Interess vun der Ëmwelt an der Natur an am Interess vun onsem Land. Dofir kommt, mir maachen dat elo!

An ech soen lech Merci, an deem Sënn, fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här François Benoy. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agetroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. An och Merci deene Gréngen an dem Här Benoy fir d'Ufro vun deem Débat d'orientation. Ech wäert den Deel Landwirtschaft maachen a meng Kollegein, d'Octavie Modert, wäert herno nach op de Wäibau agoen.

D'Landwirtschaft ass héich aktuell des Woch. Dese Weekend ass d'Foire agricole zu Ettelbréck. An ech ka just jiddwerengem recommandéieren, fir dohinne kucken ze goen, fir eben ze gesinn, wéi eng modern Landwirtschaft funktionéiert. Hei gi wierklech all Joers grouss Efforte gemaach, fir d'Landwirtschaft an de Konsument méi no beieneenzebréngen. An ech wëll och do jiddwerengem Merci soen, dee sech do engagéiert, well esou Informationscampagnë sinn definitiv immens wichteg.

Ech wollt u sech mat e bësse Geschicht ufänken. 1987 huet deen éischte biologesch-dynamesche Bauerenhaff hei zu Lëtzebuerg ugefaangen, no där Produktiounsweis ze schaffen. An et ass u sech och nach ëmmer der Dynamik vun där Famill ze verdanken, dass déi biologesch Landwirtschaft sech mat hirem och nogelagerte Beräich hei zu Lëtzebuerg entwéckelt huet. Ech mengen, mir hunn dës Joer nach 30 Joer BIOG-Genossenschaft gefeiert.

An dozou just eng kleng Geschicht: 1989, also zwee Joer duerno, hunn ech meng Diplomarbeit gemaach mam Thema „Méiglech Aflëss vu Mëlchquoten a Mëlchrentesystem“ - elo sinn der wahrscheinlech net méi allze vill hei, déi wëssen, wat et ass - „op d'Struktur vun der Lëtzeburger Landwirtschaft“. An do hat ech och Kontakt mat deem Betriber opgeholl, fir eben ze kucken, firwat d'Biomëlchproduktioun trotz deem nach net gesättigte Maart - du war en nach net gesättiget - net géif als Alternativ an Usproch geholl ginn. Also wéi Der gesitt, ech beschäftege mech schon 30 Joer mat där Fro an eng ideal oder eng komplett Léisung hunn ech do nach net fonnt.

Aktuell ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg net ganz roseg. Ech mengen, den Här Benoy huet et gesot: Mir hu 4,19 % - dat waren déi lescht Zuelen, déi ech gesinn hunn - vun eiser Fläch, déi biologesch bewirtschaft ginn. A Frankräich sinn et ronn 8 %, an Däitschland 10 %, a wéi gesot, an der Wallonie 12 %. Um richtege Wee schéng mer deemno net ze sinn. An des an déi lescht Regierung schwätze ganz vill dovunner, mä an deene leschte sechs Joer ass hei u sech näischt geschitt. Rout, Blo a Gréng kann een an deem Beräich u sech just eng schlecht Nott ginn.

Am Koalitionsaccord ass elo en Tëschenziel gesat, eben déi 20 % bis 2025, an 100 % bis 2050. Als CSV soe mer, wa mer d'Entwécklung an de leschte Jore kucken, dass souwuel d'Tëschenziel wéi eben och dat Zil vun 100 % 2050 onrealistescht sinn, well trotz deem x-te Bioaktionsplang, wéi gesot, d'Entwécklung vun der Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg ganz lues ass: vu 4.000 op 6.000 Hektar an zéng Joer, dat heescht vun 3,2 % op 4,8 % vun der gesamter landwirtschaftlecher Fläch.

Eis Regierung kënn net virun, an och déi lescht ass hei net virukomm. Dat ass definitiv ee Fakt!

Ech war beim Rifkin-Debat schon op déi 100 % agaangen. Ech hat lech och du vun enger Etüd aus der Schwäiz erzielt. D'Schwäiz, déi dovunner ausgaangen ass, dass, wann ee Land prädestinéiert wär, fir 100 % unzestriewen, da wär et d'Schwäiz, eben éischens weinst deem héije Lounniveau an zweetens, well se net un déi gemeinsam Agrarpolitik gebonnen ass. Mä och d'Schwäiz huet erausfonnt, dass et weder sënnavoll nach realistesch wär, déi 100 % unzestriewen.

Mir peilen duerfir als CSV an deem Beräich realistesch Ziler un, e bësse méi terre à terre. Mir fannen, dass zum Beispill e Wuesstum vu mindestens 1 % pro Joer vun der Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg e realistesch Zil ass fir déi nächst zéng Joer. A mir sollen och all Efforte maachen, fir eben dës Zil ze errechen. A wann et da méi Wuesstum ass, ëmsou besser.

Mir fannen et als CSV awer sënnavoll respektiv mir géifen et och sënnavoll fannen, wann een aner Wuesstumsindicatore fir d'Biolandwirtschaft géif huele wéi nëmmen d'Fläch, well gëschter hu mer nach op RTL héieren, dass virun allem Uebst- a Geméisbau gebraucht gëtt fir de Maart hei. Dat si keng flächenintensiv Kulturen, dat sinn éischer aarbechtsintensiv Kulturen. Dat heescht, et kéint een zum Beispill drun denken, fir d'Marge brute als Indicateur ze huelen. De Prozentsaz vun der gesamter landwirtschaftlecher Marge brute, deen aus der biologescher Landwirtschaft kéim, géif dann och reell weisen, wéi eng Plus-value geschafte géif ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, als CSV hu mer eng Partie Grondprinzipien: Solidaritéit a Subsidiaritéit, Nohaltegkeet a Gemeinwohl. An an deem Sënn setze mer eis als CSV fir eng nohaltegt Landwirtschaft an, mat engem sozialen, ökonomeschen an ökologesche Gläichgewicht. A genau dës läit mer besonnesch um Hærz. An dat huet ebe mat menger Vergaangenheet ze dinn aus der Schoul, an eben och vläicht einfach, well ech e Baueremeedche sinn.

Mir wëllen eng ëmweltschonend a ressourceneffizient Landwirtschaft. An hei soen ech och nach eng Kéier: net nëmmen eng Landwirtschaft, mä u sech eng ëmweltschonend a ressourceneffizient Wirtschaft am Allgemengen! An hei gëtt et jo eng Partie ganz aktuell Beispiller, wou mer hei kéinte ganz laang diskutéieren, wat awer an deem Beräich vun deser Regierung leider net gewënscht ass, wat awer schued ass.

Ressourceneffizienz ass näamlech immens wichteg, virun allem bei deem Wuesstum, dee mir hei am Land hunn. Mir wëlle gesond Lievensmittel hei zu Lëtzebuerg produzéieren. An d'CSV steet fir eng Verbesserung vun den ökologesche Leeschtungen vun der gesamter Landwirtschaft, an et ass wichteg, an der noer Zukunft déi gesamt Landwirtschaft zu Lëtzebuerg am A ze behalen, d'Leeschtungen ze verbesseren, d'Landwirtschaft gutt opzestellen, och wirtschaftlech an ökologescht. A mir sollen eis net nëmmen op déi 20 % Bio konzentriere bis 2025.

An, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt een d'Gefill net lass - an och wann ech elo grad d'Ried héieren hunn -, datt eis Regierung, an an dësem Fall och déi gréng, ebe just an déi Richtung kucken. An dat bréngt eisem Secteur näischt an och net der Gesellschaft an och net der Ëmwelt. Et geet nëmme mateneen! Duerfir proposéiere mir, fir de Fokus an och d'Diskussion laangfristeg op d'ökologesch Leeschtunge vun alle Betriber ze orientéieren an eben, wéi gesot, net nëmme vu bio oder konventionell ze schwätzen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Allgemeng wëll ech duerfir op folgend dräi Punkten agoen: éischtens, méi biologesch Landwirtschaft; zweetens, d'Landwirtschaft am Allgemeng soll nach méi ëmweltschonend a ressourceneffizient nohalte ginn, an drëttens, mir brauchen e Mateneen a kee Géinteneen.

An ech fänke bei dësem drëtten Punkt un, well deen ass a mengen Ae kruzial, och fir méi Betriber ze fannen, déi wëllen ëmstellen. Duerfir fannen ech u sech ëmmer nëmme, datt dat just op déi eng Richtung ze pochen kontraproduktiv ass.

Ech ginn lech e Beispill, nach eng Kéier aus der Schoul: Wéi ech 1989 ugefaangen hunn, dunn hate mer e Fach „Actualité agricole“. An dunn hu mer do fir d'Éischt d'biologesch Landwirtschaft op de Programm geholl. Et war hei zu Lëtzebuerg nach an de Kannerschong. An déi meesch Schüler, kann ech lech soen, ware skeptesch. Ech denken, dat kënnt Der lech virstellen. Mä eben duerch interessant Visite vu Betriber, duerch Diskussione mat Betriberleeder aus biologesch wirtschaftende Betriber ass eis d'Sensibiliséierung gelongen. An et hunn och eng Partie Betriber ëmgestalt. Sécherlech nach net genuch!

Ech hunn do och Cours gehale mat engem Ingenieur, dee selwer e Biobetrieb hat an och huet. An deen huet dat Matenee ganz gutt fäerdgebruecht. Hien huet de Schüler net gesot: „Dat, wat dir maacht, ass falsch an dat, wat ech maachen, ass richtig.“ Neen! Et gëtt kee Schwaarz a Wäiss. An nëmme esou geet et. Well wann Der bis e Gruef tëscht deenen zwee geschafent hutt, da gëtt d'Hürd, fir vun där enger op déi aner Säit ze kommen, ëmmer méi grouss. An ech fäerten, datt dese Gruef leider an der leschter Legislaturperiod méi déif ginn ass. Mir solle probéieren, en einfachen, fléissenden Iwwergang méiglech ze maachen.

Da kommen ech erëm zrëck bei mäin éischte Punkt: Mir wëllen a mir brauche méi Biolandwirtschaft. D'Biolandwirtschaft bitt, wa se gutt bedriwwen gëtt, vill Virdeeler fir Ëmwelt, Mënsch an Déier. An aus deem Grund wëlle mer och d'Biolandwirtschaft weiderentwéckelen.

Wat ech awer definitiv kritiséiere bei dëser an där leschter Regierung, dat ass net nëmme dat onrealistescht Zil vun 100 %, mä virun allem, datt och esou vill Joren nom Rifkin nach ëmmer kee Wee virgezechent ass, fir dohinnerzou kommen. An dem Ziler setzen ass des Regierung zimlech Weltmeeschter, mä mat den Ziler eleng erreicht een näischt!

Et ass awer och ze einfach, fir ze fuerderen, datt 100 % Bio virun allem iwwer méi héich Primmen, esou wéi een dat aus dem Koalitionsaccord kéint erauslesen, soll geschéien. Esou funktionéiert et net!

Als een Instrument ass elo de Bioaktionsplang festgehal ginn. Mir hu virun d'vunner héieren. Dëst Instrument gëtt et, wéi gesot, schonns méi laang. Et ass awer nach net vill geschitt.

An dësem Koalitionsaccord steet elo, datt e Groupe de pilotage zesumme mat alle Concernéierte géif en neien Aktionsplang ausschaffen, mam Zil vun 100 % 2050, an datt éischt Upassunge schonns 2019 kéimen. Dozou hunn ech dann allerdéngs eng Partie Froen.

Éischtens: Wien ass an deem Groupe de pilotage dran? Ech hu mat Leit aus der Biolandwirtschaft geschwat, ...

(La lumière s'éteint dans la salle.)

Also ech kann och schwätzen, wann et däischter ass.

... déi waren zumindest net dran.

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et sinn dem Här Turmes seng Wandmillen, déi net méi ginn.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Oder gëtt et dese Groupe de pilotage nach net?

Zweetens: Firwat ass net mat de Concernéierten um Aktionsplang konkret geschaff ginn? Firwat ass an deene leschte Méint nach näischt hei geschitt?

(La lumière se rallume.)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Elo ass eppes geschitt!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech ginn emol dovunner aus, datt opgrond vun dem Debat - oder och Drock vun deene Gréngen, ech weess et net - dann elo kuerzfristeg deen „World Café“ zum nationale Bioaktionsplang aberuff ginn ass fir den 11. Juli. Well och dovunner woussten déi lescht Woch déi Biobaurenen, déi ech gefrot hunn, déi awer elo net grad an der leschter Rei sëtzen, nach näischt.

Do wär et interessant ze wëssen: Wien ass hei invitéiert? An ech géif mer wierklech wënschen, datt den Här Minister eis an d'Chambreskommissioun d'Resultater vum Workshop virstelle kéim.

Eng aner Fro: Wéi eng Upassunge si fir 2019, dat ass dëst Joer, ...

► **Une voix.** - Ouh?

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ... schonns virgesinn? Dat steet am Koalitionsaccord. An de Minister wëllt laut Press den Aktionsplang nach virum Summer virleeën. Mat de Leit gëtt u sech jo elo geschwat den 11. Juli. Wéi kënne mer eis dat konkret virstellen?

Dir Dammen an Dir Hären, fir méi Bio ze kréien, dat kann eiser Meenung no op jidde Fall net iwwert de Wee vum Drock goen. Fir eis kann et op jidde Fall och net d'Léisung sinn, datt de Stat oder den Environnement zum Beispill géif virschreien, datt fir déi Flächen, déi si hu respektiv kafen, do de Bauer gezwonge gëtt, op Bio ëmzestellen. De Betriber ëmstelle mécht een net opgrond vun Drock, mä opgrond vun Iwwerzeugung. A fir kënne ze iwwerzeugen, do brauch ee fir d'Éischt emol Fakten.

Eng Grundvoraussetzung fir d'Ëmstellung vum Betrieb ass, datt een de Maart kennt. Mir brauchen hei eng konkret Maartanalys. Déi hu mer net! Am Rapport vun der IFOAM, International Federation of Organic Agriculture Movements, am Rapport „Ökologischer Landbau in Europa, Perspektiven und Entwicklungen“ ass fir Lëtzebuerg ze liesen: „Zum Import und Export stehen öffentlich keine Daten zur Verfügung. Es kann angenommen werden, dass Luxemburg zirka 80 % der national konsumierten Bioprodukte importiert.“

Hei gëtt et also guer näischt. An dat kann net sinn, well wann ee gäre wëllt d'Leit iwwerzeugen, op d'Biolandwirtschaft ëmzestellen, muss ee kënne soen, wat nach um Marché gebraucht gëtt. Wéi gesäit d'Offer hei zu Lëtzebuerg aus? Wat sinn déi geschätzten 80 % vu Produkter konkret, déi mer hei importéieren? Sinn dat Produkter, déi och hei kéinte produzéiert ginn? A wéi enge Präiskategorien? An esou weider.

An an deem Sënn deposéieren ech eng éischt Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, esou eng Maartanalys an Optrag ze ginn an eis d'Resultater bis d'nächst Fréijoer oder Enn Fréijoer zur Verfügung ze stellen. Wannechgelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant une évolution positive tant du nombre d'exploitations agricoles biologiques au Luxembourg que des surfaces en agriculture biologique depuis 2009 ;

- constatant néanmoins que l'agriculture biologique luxembourgeoise ne représente que 4,19 % de la totalité de la surface agricole utile ;

- constatant une demande croissante de la part des consommateurs en produits alimentaires biologiques ;

- constatant que l'offre de produits biologiques luxembourgeois ne parvient pas à satisfaire cette demande de plus en plus élevée ;

- constatant que le Luxembourg doit importer la majorité de ses produits biologiques ;

invite le Gouvernement

- à commander une étude de marché des produits en provenance de l'agriculture biologique et portant sur le potentiel de développement de l'agriculture biologique au Luxembourg, étude qui doit entre autres :

- analyser l'offre existante en produits biologiques au Luxembourg, leurs origines, l'évolution des prix, les différents points de vente (grande surface, épicerie fine, magasin bio, vente directe, discounter), etc. ;

- analyser la demande en produits biologiques au Luxembourg (les différents produits: fruits et légumes, produits laitiers, viandes, céréales), le prix pour lequel le client est prêt à payer pour un produit biologique, points de vente, etc. ;

- analyser au niveau de l'offre, quels produits actuellement importés peuvent être produits ou non au Luxembourg ;

¹ <https://agriculture.public.lu/dam-assets/publications/asta/bio/Entwicklung-AB-2009-2018.pdf>

Le saviez-VOUS ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

- élaborer des pistes de croissance et de développement de la production et des marchés pour les produits biologiques luxembourgeois ;

- à présenter les résultats de cette étude de marché au cours du premier trimestre 2020.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Wa mer dëst bis wëssen, da muss mer alleguer d'Hiewelen a Kraaft setzen, fir och geziilt des Produkter hei zu Lëtzebuerg ze pushen.

Nieft dëser Maartanalys, een éischte Punkt, deen ech ugeschwat hunn, deen u sech den Ausgangspunkt muss sinn, gëtt et natierlech eng Partie vun anere verschiddenen Instrumenter. Ech zielen der hei néng op:

Dat éischt hat ech schonn.

Zweetens: d'Ëmstellung begleeden. Et ass scho gesot ginn, 15 % vun de Baueren hei zu Lëtzebuerg hunn an enger Ëmfro uginn, datt si eng Ëmstellung am Kapp hunn. Dorop solle mer opbauen. Firwat zécke si? Mir mussen des Betriber bei der Hand huelen.

Drëttens dann: d'Deelëmstellung méi geziilt férdere an net nëmme als Zwëschenetapp dulden. Wann de Bauer zum Beispill Mëllechvél huet, dann ass et fir dee Betrieb, dee jo net vun haut op muer kann ophale mat der Mëllech, schwéier, op Bio ëmzestellen, wann hien dee ganze Betrieb muss ëmstellen. D'Biomëllech ass am Moment hei zu Lëtzebuerg net rentabel. Ech hat déi lescht Woch nach mat engem Bauer driwwer geschwat. Hie sot mer, datt e wierklech gären no de biologesche Richtlinie produzéiert, datt hien awer am Moment kee Sou verdéngt. D'Mëllech muss exportéiert ginn. An och am noen Ausland ass de Präis stark gefall, well ze vill Biomëllech um Maart ass.

Firwat also net soen: „Probéiert eng aner Produktioun! Een zweet Standbeen. Stellt mat dësem Deel ëm!“? Dann ass de Risiko net esou grouss, den Ureiz ass méi grouss. A virun allem, mir hunn eppes erreicht a Richtung méi Bioproduktioun hei zu Lëtzebuerg, wat jo u sech d'Zil ass.

Also geziilt Ënnerstützung vun der Deelëmstellung an déi net nëmme hallefhäerzeg dulden.

Véiertens: e Guichet unique, e First Stop Shop fir d'Biolandwirtschaft, wou ee sech ka mat konkrete Froen hiwenden. Esou ee Guichet unique wär och noutwendeg fir all Zort vun Innovatiounen, bio oder och net bio, an der Landwirtschaft.

Fënneftens: d'Héicht vun der Ëmstellungsprimm am Sënn vun der Risikominimisierung iwwerdenken.

Sechstens: d'Ausbildung. D'Basisausbildung ass allgemeng. Zum Beispill Planzkrankheeten erkennen ass fir jiddwereen d'selwecht. An enger zweeter Etapp geet et awer dann ëm d'Behandlung. An déi kann dann entweder bio oder konventionell sinn. An eng vun deene groussen Erausforderunge vun der Akerbauschoul wäert och sinn, eng Formation sur mesure unzebidden, d'Moduller unzepasse jee no Interessi, jee no Bedarf vum Schüler. An dann denken ech, datt e Coaching iwwert d'Schoulzäit eraus noutwendeg ass, ee fléissenden Iwwergang vun der Formation hi bei d'Berodung. Eng enk Zesummenaarbecht tëscht Schoul, Landwirtschaftskammer, Berodungsorganer ass onbedéngt wichteg a muss ënnerstëtzt ginn.

Siwentens: opbauend op d'Resultater vun der Maartanalys geziilt informéieren, weiderbilden an dann och d'Bedéngunge schafen, datt des

Produkter kënne produzéiert ginn. Zum Beispill gesäit et am Moment esou aus, wéi wann de Randfleischsektor ganz interessant am Beräich vum Bio wär. Wann dat duerch eng Maartanalys géif bestätegt ginn, krit ee bestëmmt eng Partie Baueren derzou, fir ëmzestellen.

Op där anerer Säit gëtt ëmmer erëm gesot, mir bräichte virun allem Geméis an Uebst. De Geméis- an Uebstbau, ob biologesch oder net biologesch, steet allerdéngs virun enger Rei vu Problemer, ënner anerem dem Zougang zum Waasser; virun allem an dësen Zäiten erëm eng Kéier héich aktuell. Leider ass och heiriwwer schonns ganz vill geschwat ginn, Léisunge sinn awer nach keng an Aussicht.

Aachtens: Déi gesetzlech Ramebedéngunge mussen ugepasst ginn. An do, éischtens, fir datt och Leit, déi eréischt an d'Landwirtschaft erakommen, déi also nach näischt hunn, och kënne Bähëllef kréien. Mir haten dat am Agrargesetz gefrot. Dat war leider vun der Majoritéit refuséiert ginn. An zweetens och fir d'Klengbetriber - an ech denken hei u d'Solidarwirtschaft -, datt och déi kënne vu Bähëllef profitéieren. An dëst gëllt natierlech fir Bio an och fir net Bio.

An néngte Punkt: Eng Partie Baueren, virun allem ebe bei der Mëllechproduktioun, awer och der Randfleischproduktioun, sote mer, si géifen net agesinn, datt si manner Béischten dierften op der Fläch halen, fir hei zu Lëtzebuerg an de Genoss vun der Biobähëllef ze kommen, wéi hir Kollegen aus den Nopeschlänner. A virun allem net, well des Produkter ganz dacks um selwechte Marché landen! Dëst bréngt onnéideg wirtschaftlech Nodeeler mat sech a stellt esou eng zousätzlech Brems, fir méi Bioproduktioun zu Lëtzebuerg ze kréien, duer. Hei muss méi a Richtung EU-Bio-Richtlinie geschafft ginn, an d'Primmen och doropshin ausbezuelen. Mir hunn ebe vill Véibetrier, déi potenziell kéinten ëmklammen an déi dat wahrscheinlech dann och éischter géife maachen. Dat wär pragmatesch.

Dir Dammen an Dir Hären, néng konkret Mesurë fir a Richtung méi Biolandwirtschaft.

Elo kommen ech dann awer ewech vun der Diskussioun vum Bio hin zu der gesamter Landwirtschaft, mengem zweete Punkt. Mir fuerderen u sech e Stufesystem, onofhängeg vu bio oder konventionell, e ganzheetleche System mat der Bewäertung vun der Nohaltegkeet, mam Zil eben, fir des Nohaltegkeet kënnen ze moossen a konkret Verbesserung kënnen unzestriewen. Wéi gesot, et gëtt hei kee Schwaarz a Wäiss, et geet nëmme mateneen.

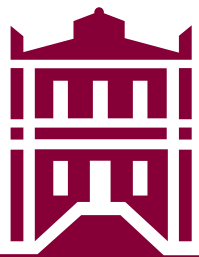
An duerfir brauche mer en Nohaltegkeetsmonitoring, wou reell gekuckt gëtt, wou d'Leeschungen, déi ökologesch, vun de Betriber leien, an déi Leeschtunge solle belount ginn, ob bio oder konventionell. Dëse Monitoring soll vum Stat grousszügig ënnerstëtzt ginn. Haut gëtt et déi Erfahrung schonn zu Lëtzebuerg. D'Berodungsorganisatioun CONVIS mécht scho laang Nohaltegkeetsmonitoring op Basis vun Nährstoff-, Klima-, Humusbilanzen an der Effizienz. Zanter e puer Joer zeechent d'Organisatioun jo och am ...

► **Une voix.** - Alles eraus!

► **Une autre voix.** - Alles eraus!

► **Plusieurs voix.** - Alles eraus!

(En raison d'une alarme incendie, la séance publique est levée à 18.08 heures.)



Sommaire

- Ouverture de la séance publique**
 - M. Fernand Etgen, Président
 - Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de la vente de terrains à bâtir par les communes**
 - Exposé : M. Henri Kox
 - Débat : M. Marc Lies (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Marc Goergen - M. Henri Kox (interventions de Mme Josée Lorsché et M. Mars Di Bartolomeo)
 - Prises de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Gilles Roth) - M. Gilles Roth - Mme Sam Tanson, Ministre du Logement (interventions de M. Marc Lies et M. Gast Gibéryen) - M. Marc Lies - M. Marc Baum - Mme la Ministre Sam Tanson - Mme la Ministre Taina Bofferding - M. Jeff Engelen - Mme la Ministre Sam Tanson
 - Débat d'orientation sur l'agriculture biologique (suite)**
 - Débat (suite) : Mme Martine Hansen (suite) (intervention de M. Roy Reding) (dépôt de la motion 2) - M. Gusty Graas (interventions de Mme Martine Hansen) - Mme Tess Burton (dépôt de la motion 3) - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - Mme Octavie Modert (dépôt de la motion 4) - M. Marc Goergen (dépôt de la motion 5)
 - Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
 - Motion 1 : M. le Ministre Romain Schneider - Mme Martine Hansen
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
 - Motion 2 : M. le Ministre Romain Schneider - Mme Martine Hansen
 - Vote sur la motion 2 (rejetée)
 - Motion 3 : M. le Ministre Romain Schneider (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - Mme Martine Hansen (intervention de M. Alex Bodry) - M. David Wagner - M. Marc Goergen
 - Vote sur la motion 3 (adoptée)
 - Motion 4 : M. le Ministre Romain Schneider
 - Vote sur la motion 4 (adoptée)
 - Motion 5 : M. Marc Goergen - M. le Ministre Romain Schneider - Mme Martine Hansen
 - Vote sur la motion 5 (rejetée)
 - 7312 - Projet de loi portant approbation du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, fait à Séoul, le 12 novembre 2012**
 - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
 - Discussion générale : M. Georges Mischo - M. Gusty Graas (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen
 - Prise de position du Gouvernement : M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Débat de consultation sur la digitalisation du Luxembourg**
 - Exposé : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation
 - Débat : Mme Viviane Reding - M. Eugène Berger (interruption par M. André Bauler) (dépôt de la motion 1) - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Roy Reding - M. David Wagner (intervention de M. André Bauler) - Mme Diane Adehm - M. Marc Goergen (dépôt des motions 2 et 3)
 - Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - Motions 2 et 3 : M. le Ministre Marc Hansen - M. Marc Goergen - M. Fernand Kartheiser - M. Gilles Roth - Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Marc Goergen - M. Georges Engel - M. Eugène Berger - M. le Ministre Marc Hansen - M. Marc Goergen - Mme Diane Adehm - M. Marc Baum
 - Vote sur la motion 3 (rejetée)
 - Vote sur la motion 2 (rejetée)
- Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.** - Neen, Här President.

2. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de la vente de terrains à bâtir par les communes

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Chamber féiert haut eng Aktualitétsstonn iwwer de Verkauf vu Bauterrainen duerch d'Gemengen, déi d'Fraktioun vun déi gréng ugefrot huët. D'Riedezäit ass am Artikel 87 (2) festgehalten. Et hu

sech schonn ageschriwwen: déi Häre Marc Lies, Max Hahn, Dan Biancalana a Roy Reding. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henri Kox als Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, jo, effektiv hunn ech haut eng Heure d'actualité ugefrot, méi speziell iwwer de Logement. U sech kënnt de Logement jo net aus der Aktualitéit eraus. An haut wëll ech mech awer speziell mat engem Problem beschäftegen, nämlech de Bauterrainen, déi an der kommunaler Propriétéit sinn.

Dir wësst, niewent dem Stat sinn et jo och d'Gemengen, déi nach ganz vill Terraine besetzen. Mir wëssen alleguerten, dass déi Quantitéit awer net enorm ass, em 10 %. Ech wëll mech net genau op de Prozentsaz hei festleeën, mä et sinn der net immens vill.

An hei an den Debatten, déi mer ëmmer iwwer de Logement hunn, soe mer jo, dass deen Undeel u sech net duergeet an dass grad op deenen Terrainen dee sougenannten „erschwéngleche Wunnraum“ muss entstoën.

Leider liesen ech a regelméissegen Ofstänn, an dat war an deene leschte Wochen an den Zei-

tungen, an och a spezielle Publikatiounen vu Gemengen, dass nach ëmmer kommunal Bauterrainen, eleng oder mat Haus, um private Marché veräussert ginn. Sief et, dass déi Terrainen direkt um Marché ugebuede ginn oder mat Konditiounen verbonne sinn, awer déi Konditiounen u sech, esou wéi dat fréier bei eise staatleche Wunnungsbaugesellschaft war, mat ganz klengen Delaien.

Vun dëser Verkafspraxis wësse mer jo, dass dat bei de staatleche Wunnungsbaugesellschaft vum dëser Koalitioun säit fënnef Joer esou ënnerbonne ginn ass an dee klassesche Verkauf u sech net méi gemaach gëtt. Haut gëtt probéiert, wa verkaaft gëtt, fir et dann éischter an der Emphyteose ze behalen. A wann da verkaaft gëtt, da soll wannechgelift de Stat herno d'Preemptioun kréien, fir déi Terraine respektiv déi Wunnhaiser zrëckzekréien, awer net mat deenen exorbitante Plus-waalen, déi leider nach gefrot ginn.

Leider muss ech awer feststellen, dass nach vill Gemenge sech net un dëser Logementspolitik bedeelegen. An ech mengen, fir mech, awer net nëmmen eleng fir mech, mä och fir vill vun heibanne kënnen mer nëmmen erschwéngleche Wunnraum schafen, wa mer déi Bauterrainen och kënnen da behale respektiv se an öffentlecher Hand esou notzen, dass eben den Terrain ... De Präis vun der ganzer Konstruktioun ass herno dat, wat den Terrain ausmécht, deen am meeschten ausmécht. Dofir soll dee mat där Politik neutraliséiert ginn.

Et geet net, dass d'Gemengen dann awer, wa se dat verkafen, deels och eng Spekulation mat undreiwën. An dofir ass och, mengen ech, déi Heure d'actualité net esou ongëschteg, souguer ganz gënschteg, well dat ass souwuel an den Diskussiounen, déi d'Logementsministerin mat de Gemengen iwwer de Pacte Logement féiert. Dat ass deen een Deel. An deen aneren Deel, deen och elo ugefaange gëtt, dat ass deen Deel vun der Innenministerin iwwer d'Gemengegesetzgebung. Och do lafen d'Diskussiounen mat de Gemengen.

An dofir ass et aus menger Siicht ganz wichtig, wa mer Logementspolitik maachen, insbesondere wat den erschwéngleche Wunnraum ugeet, dass mer d'Gemenge mat an d'Boot huelen - an d'Boot huelen, wat hir Bauterrainen ugeet, an an d'Boot huelen, wat hir Wunnengen ugeet -, fir dat eben direkt kënnen ëmzesetzen.

Dofir, Här President, am Koalitionsvertrag si jo och eng Rei Pisten opgezielt, wéi mer an déi Richtung kënnen goen. An och am Kader vun der Reform vum Pacte Logement, mengen ech, muss dat definéiert ginn, an och musse jee nodeem d'gesetzlech Kaderen ugepasst ginn, fir kënnen och do déi Logementspolitik duerchezéien.

Datselwecht gëllt fir mech awer och fir d'Gemengegesetzgebung. Dat geet Hand an Hand, déi zwee. An dofir sinn ech och frou, dass déi zwou Ministreschen haut de Mëtten och hei derbäi sinn.

Et däreif een awer net vergiessen, dass d'Gemengen awer schonn haut eng ganz Rei vun Hëllefstellungen kréien, wa se am Wunnungsbaubau tätég sinn, sief et duerch direkt Bähilfen, sief et, dass se och haut schonn deenen zwou staatleche Wunnungsbaugesellschaft kënnen an Optrag ginn, fir dee Rôle vun dem Wunnungsbaubau an der Gemeng ze realiséieren. Dofir ass et fir mech awer onverständlech, wann déi Terrainen dann nach ëmmer nom Prix du marché vu Gemengen ugebuede ginn. An dofir ass dat fir mech net am Intérêt général.

Ech ka jo Gemengen nennen. Ech wëll net onbedéngt Gemengen hei nennen. Ech mengen, déijéineg wëssen, dass dat u sech net d'Philosophie ass, fir erschwéngleche Wunnraum kënnen ze maachen. Well den Intérêt général ass fir mech dat, wat awer och hei priméiert. An et ass och net am Respekt vis-à-vis vun den nofolgende Generatiounen, dass mer déi Terraine veräusseren.

Ech wëll nëmmen eng Rei Pisten opwerfen. Ech ka se net all ... Et sinn der e puer, déi ech wollt ernimmen. Ech kann och net komplett sinn. Et ass just, fir eng Iddi ze ginn.

Éischtens, mir wëssen, bei der Verfassungsreform schwätze mer vun engem Objektiv vum Wunnungsbaubau an der Verfassung. Ech denken, dass mer am Kader vun der Iwwerschaffung vun der Gemengegesetzgebung och en Objektiv fir d'Gemenge mat diskutéieren. Ech mengen, mir hu jo schonn en Deel Obligatiounen. An ech mengen, et ass wichtig, dass dat thematiséiert gëtt an och esou ëmgasat soll ginn.

Da mengen ech, dass d'Gemengen déiselwecht Philosophie sollen iwwerhuelen, wéi de Stat dat och mécht mat sengen Terrainen, mat senger Wunnengen, dass et an der Emphyteose soll bleiwe respektiv, wann et verkaaft gëtt, ënner gewëssene Konditiounen, an déi Konditiounen esou definéiert ginn, dass d'Gemeng oder déi staatleche Wunnungsbaugesellschaft dat herno ënner engem Präis, deen da rasonabel am Virfeld ausdiskutiert gëtt, och erëm kënnen zrëckkafen.

Dann natierlech: A wann dann eng Gemeng muss verkafen, ech mengen, da sinn déi staatleche Wunnungsbaugesellschaft do. An déi sollen als Éischt ugeschwat ginn, fir dann zesammen e Präis auszuhandelen, fir et ze maachen.

An dann en zweeten oder dee Punkt, deen natierlech ëmmer vun de Gemengen opgeworf gëtt, dee jo och an der Diskussioun ass, dat ass d'Hëllefstellung. Déi finanziell Hëllefstellung kann duerchaus iwwerduecht ginn.

Ech mengen, den ale Pacte Logement oder dee Pacte Logement, deen elo ënnerwee ass, wa éischter e Pacte d'infrastructures wéi e Logementsgesetz. Gutt! D'Gesetz war esou geschriwwen. D'Gemenge mussen natierlech déi Begleitinfrastruktur mat bauen, wéi Maisons relais, mä da muss een iwwer dee Fall diskutieren, wann et do net duergeet. Ech mengen awer, dass d'Hëllefstellungen, souwuel fir d'Gemengen, wat de finanzielle Volet ugeet, awer och déi logistesche Hëllefstellungen dann iwwerkuckt ginn.

Dofir, ech zitieren nach just zwee Sätz aus dem Koalitionsvertrag. Do steet dat dran: « (...) les communes devront être impliquées davantage dans la lutte contre la pénurie de logements. Les communes devront disposer des moyens et du soutien nécessaires pour figurer comme véritable acteur sur le marché de l'habitat. »

An et ass dat, wou ech u sech wollt bei deenen zwee Ministreschen a Ministreschen nofroen.

Éischtens, vläicht déi éischt Fro un de Logementsministère: Wat ass am Kader vun der Reform vum Pacte Logement alles an der Diskussioun? Wéi eng Instrumenter kënnen mer - vläicht neier - mat erabrëngen? Wéi kréie mer d'Gemenge mat an d'Boot, fir dat ze realiséieren?

An deen zweeten, méi e grouse Punkt ass dann un d'Interieursministesch, speziell wat d'Gemengegesetzgebung ubelaangt: Geet dat duer, wat dosteet? Wat gëtt an deenen Diskussiounen mat de Gemenge geännert? Wou musse mer upassen un deenen zwee spezielle Gesetze? Mä et gëtt och nach aner Politicken, déi vläicht nach net hei ernimmt gi sinn, déi awer vläicht wichtig sinn, déi nach musse geännert ginn.

Wichtig ass, mengen ech, wa mer de Logement wëllen an de Grëff kréien, insbesondere dee vum erschwéngleche Wunnraum, da geet et nëmmen Hand an Hand. De Stat huet an deene leschte fënnef Joer virgeluecht, wat seng Politik ubelaangt, wat d'Terrainen an d'Wunnengen ubelaangt.

Et ass elo en zweete Punkt. Mir hunn der där 103. Wann d'Gemengen alleguerten un deemselwechte Strang zéien an déiselwecht Politik do weiderféieren, dann, mengen ech, kréie mer zumindest deen Deel, an hei kënnen mer jo net de ganzen Deel vum Wunnungsbaubau iwwerkucken, awer deen Deel, wou am meeschte Besoin ass, dass mer do kënnen deen erschwéngleche Wunnraum liwweren, dee mer all do-bausse brauchen.

An dofir soen ech Merci fir d'Nolauschteren a si gespaant op Är Bäitrag an d'Antwort vun de Ministreschen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kox. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op Demande vun der grénger Fraktioun ass dese Sujet haut de Mëtten op den Ordre du jour vun der Chamber gesat ginn. Ech perséinlech beschäftege mech elo zanter iwwer zéng Joer intensiv mat dem Wunnungsbaubau, och mat dem subventionéierte soziale Wunnungsbaubau, op Gemengenniveau. An ech perséinlech an awer och d'CSV-Fraktioun sinn der Meinung, dass dës Diskussioun, déi hei gefouert gëtt, net onbedéngt zilféierend ass.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Marc Lies (CSV).** - Vusäite vun der Majoritéit gëtt zanter Jore gefuerdert, datt d'Gemenge méi mat an d'Boot misste geholl ginn, fir am Beräich vum Wunnensbau aktiv ze ginn. Datt awer elo nees eng Kéier, äänlech wéi viru fénnef Joer ënnert der Regie vun der Madamm Nagel als deemoleg Wunnensbauministesch, eng Chasse aux sorcières géint d'Gemenge bedriwwen gëtt, fanne mir net richteg an deemno och falsch.

D'Gemengen am Land wëssen am beschten, wat bei hinnen um Territoire geschitt, éischens, wat de Besëtztum ugeet an, zweetens, wat d'Weiderentwécklung an déi urbanistesche Contrainten ubelaangt. Datt elo hei hannerfrot gëtt, firwat datt deen een oder aneren Terrain vusäite vun der Gemeng an een Tosch oder an de Verkaf geet, ass net zillféierend a stellt déi jeeeweileg Gemeng deelweis ënner Generalverdacht.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Marc Lies (CSV).** - Jo, et sollen an et musse méi sozial gerecht Wunnengen hei am Land gebaut ginn. Sollt een dann net awer emol fir d'Éischt dohinnergoen an déi néideg Base légale schafen, fir datt d'Gemengen een Outil kréien, fir verstärkt an de Wunnensbau kënnen ze investéieren? Mir wëssen dach alleguer heibannen, datt et net esou einfach ass, fir un adequat Terrainen ze kommen, fir Wunnensbauprojeten iwwert d'ëffentlech Hand durchzeféieren.

Wann eng Gemeng dann dohinnergeet an aus urbanistesche Grënn respektiv aus Grënn, déi d'Weiderentwécklung an och eng Mixitéit vu Funktiounen ubelaangt, Terrainen an de Verkaf oder an den Tosch gëtt, dann ass dat dach awer nëmme legitim. Iwwer een Tosch kann een eventuell aner Projeten op anere Plazen ugoen, oder awer iwwert de Verkaf dës Suen huelen, fir an d'Infrastruktur oder idealerweis an de soziale Wunnensbau kënnen ze investéieren.

Ass et normal, datt awer am Kader vum Erstelle vun engem PAP bei der Cessiou vu 25 %, déi awer eventuell vun den Infrastrukturen hier net néideg sinn, eng Soule, déi ausbezuelen ass, am selwichte PAP muss investéiert ginn? Firwat kënnen dës Suen net fir de soziale Wunnensbau an engem anere Projet genotzt ginn?

Ass et normal, wann eng Gemeng adjacent zum Perimeter een net Lotissement ënner soziale Kritäre wëllt entwéckelen, datt dese Projet ënner strenge Kritäre vum Naturschutz durchfält?

Ass et normal, datt, wat d'Innenverdichtung an déi berüümt-berüchtigt Baulücken ugeet, keen Accord ënner deenen dräi Regierungsparteien ze fannen ass, wat eng national Léisung am Beräich vun der Besteuerung ugeet?

Ass d'Regierung amgaangen, un enger Textpropos ze schaffen, wat d'Definitiou vum Logement à coût modéré ugeet? Dëst géif hëllefen, fir kloer Regeln anzeféieren, zu wat fir enge Konditiounen dës Wunnenge verkaaft musse ginn ënnert dese Kritären.

Wéi soll déi nei Moosnam ausgesinn, wou d'Allgemengheet verstärkt an erschwénglech Terrainen kënn? Gëtt de Perimeter opgemaach? Wat fir e Ministère këmmert sech ëm d'Acquisition vun dësen Terrainen?

Et spillt och ëmmer nees de Begrëff vun der „autonomie communale“, och wann dës Autonomie iwwert déi lescht Jore scho ferm ageschränkt ginn ass. Den Émweltministère diktiert ëmmer méi, wat därer gemaach gi respektiv wat net därer gemaach ginn.

Wat verschidde Baugeneemegungen an der Stad Lëtzebuerg ugeet, wou verschidde Gebaier laut PAG vun der Gemeng net ënner kommunalen Denkmalschutz bei der Refonte vum PAG gestallt gi sinn, hieft d'Madamm Minister awer elo op a geet och hanner hiren eegene Vott als éischte Schäfte vun der Stad Lëtzebuerg!

► **Une voix.** - Oh neen!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ouh, wéi datt dann?

(**Hilarité**)

► **M. Marc Lies (CSV).** - Dese Baustopp ass contraire zum Baurecht an dierft de Lëtzeburger Steierzueler an Zukunft nach eng Staang Geld kaschten.

► **Une voix.** - Ooh!

► **M. Marc Lies (CSV).** - Dem Interpellant vun dëser Heur d'actualité seng Partei - déi gréng - mutéiert ëmmer méi zu enger Verbuets- a Verhënnungspartei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Marc Lies (CSV).** - Esou komme mir an dësem Land definitiv net virun!

(**Brouhaha**)

An dëser Diskussioun gëtt d'Päerd definitiv vun hannen opgesuedelt, ouni awer eng gesetzlech Basis geschaaft ze hu fir dat, wat mir alleguer gären hätten: erschwéngleche Wunnensraum ze schafen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Lies. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Et gëtt e breede Konsens heibannen, dass déi ëffentlech Hand méi aktiv muss ginn, fir d'Wunnenssnout an de Grëff ze kréien. Fir Wunnengen ze bauen, brauch een Terrainen am Bauperimeter. An dofir ass jo d'Virkaufsrecht fir de Stat an d'Gemenge massiv ausgebaut ginn.

Wéi ass et also ze erklären, dass verschidde Gemengen hir Bauterrainen um private Marché verkaften, jo deels souguer un den Héchstbiddende versteen? Et soll een net de Feeler maachen an all Verkaf vu Bauterraine verdäuelen, well et kann duerchaus flott Projete ginn, déi Gemenge mat privaten Akteuren zesumme realiséieren, fir duerno bezuelbare Wunnraum fir hir Awunner oder Lokalitéite fir de Commerce ze schafen.

Virun allem d'Versteë vu Bauterrainen un den Héchstbiddende gefält eis als DP absolut net. Mat esou Methode suergen déi Gemengen näämlech mat derfir, dass d'Präisser un Wunnensmaart massiv an d'Luucht ginn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, mir brauchen en Zesummespill vun all den Akteuren, fir de Problem vum Logement ze léisen. Dozou gehéieren eben och d'Gemengen.

Leider ass dat net ëmmer einfach, besonnesch fir kleng a mëttelgrouss Gemengen. Si hunn dacks net den néidege Budget, fir esou Projeten unzegoen. Natierlech ass awer och, an dat ass oft deen nach méi essenzielle Facteur, hiert Personal limitéiert, a si si scho frou, wa si hir legal Obligatiounen, wéi de Strossebau, d'Waasserversuergung oder d'Kannerbetreung, erfüllt kréien.

Déi Gemenge kommen dofir net op d'Iddi, fir vun hirem Virkaufsrecht Gebrauch ze maachen, also Terrainen ze kafen, fir dorop selwer ze bauen. Hei besteet nach Nohuelbedarf. Nëmme knapp iwwert d'Halschent vun de Gemengen am Land hu subventionéiert Bauprojeten um Lafen, obwuel si bis zu 75 % vum Gesamtinvest vum Stat rembourséiert kréien.

Mir als DP hu gefuerdert, fir déi staatlech Subventionen op bis zu 100 % eropzesetzen, an zwar fir déi Gemengen, déi dräi Joer hannereenen an ëffentleche Bauprojet realiséieren. A mir si frou, dass dës Fuerderung och am Koalitionsaccord steet, well fir d'DP ass eent ganz kloer: D'Gemenge mussen déi néideg finanziell Ennerstëtzung kréien, fir kënnen selwer op hirem Terrain ze bauen a fir esou wichtege Wunnraum ze schafen.

Fir de Gemengen nach méi ënnert d'Äerm ze gräifen, soll all Gemeng am Kader vum Pacte Logement 2.0 e Logementsberoder zur Verfügung gestallt kréien. Och dat ass eng Fuerderung aus dem DP-Wahlprogramm.

D'Gemenge sollen duerch Best Practicë vuneene léieren a sech mat hiren Nopere vergläiche kënnen. Wat am Klimapakt fonctionnéiert, ass och beim Logement e Versuch wäert.

Nieft der Eegeninitiative sollen d'Gemengen an Zukunft och nach besser mat den ëffentleche Bauträger zesummeschaffen. De Fonds du logement, d'SNHBM hu regelméisseg Problemer, fir déi kommunal Mandatsträger dervun ze iwwerzeegen, fir Sozialwunnengen op hirem Territoire ze bauen.

Et ass der DP extra wichtig, dass zemoos bei grouss Projeten op eng gewësse sozial Mixitéit opgepasst gëtt, dat heescht souwuel Locatioun wéi Vente mat Bail emphytéotique a souwuel Haiser wéi och Appartementer. Mir sinn der Meinung, dass dat déi eenzeg sennvoll Manéier ass.

Här President, ech wëll hei nach eng drëtt DP-Iddi aus dem Koalitionsaccord ervirsträchen. D'Bierger sollen näämlech d'Méiglechkeet kréien, fir sech finanziell un ëffentleche Bauprojeten ze bedeelegen, fir esou e modesten, awer séchere Rendement ze kréien. Dese Modell, deen zum Beispill vill Succès bei de Wandmillen huet, kënn all Säit zegutt: Déi ëffentlech Hand kritt zousätzlech Gelder, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen, an d'Bierger kënnen hir Sue sécher uleeën, ouni sech mussen um spekulativen Immobiliemarché ze bedeelegen.

Här President, all dat si positiv Ureizer, fir dass d'Gemenge selwer bezuelbare Wunnraum fir

hir Awunner schafen. Mat der Ëmsetzung vun all dese Mesuren dierft et eigentlech kee Grund méi ginn, dass eng Gemeng Bauterraine verkaaft, amplaz se selwer ze bebauen.

D'DP ass op alle Fall kloer dergéint, dass d'Gemenge Bauterrainen un den Héchstbiddende verkaften. Dat entsprécht a kenger Hisiicht dem Intérêt général.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Aktualitéitsstonn reit sech an eng Diskussioun an, an Debaten, déi iwwert de Logement an deene leschte Jore gefouert goufen.

De Manktem un erschwénglechem Wunnraum a soziale Mietwunnengen huet virun allem och e soziale Präis. An d'Ongläichheeten an der Gesellschaft ginn zum Deel nach duerch d'Logementsituation verschlëmmert, well duerch déi steteg klammend Präisser virun allem Leit mat niddregem Akommes mam Risiko liewen, an d'Aarmut ze falen. Mä och d'Mëttelklass muss ëmmer méi e groussen Deel vun hirem Akommes an de Logement stiechen.

Trotz deene villfältigen Interventiounen a Moosname vun de leschte Regierung huet dës Kris - an, jo, fir d'LSAP ass et eng Kris - näischt un hirem Drénglechkeet verluer. Fir d'LSAP muss op vier grouss Achse geschafft ginn: d'Spekulation bekämpfen, neit Bauland erwerben, bezuelbare Wunnraum schafen an d'Wunnensoffen massiv steigere.

Dës Heur d'actualité steet am Zeeche vun de Gemengen a wéi si am Wunnensbau als Akteur d'Situatioun verbessere kënnen oder kënnen oder awer am schlechteste Fall verschlëmmere kënnen, wa si als Propriétaire hiren eegene Bauterrain verkaften. An op dës Problematik gouf scho virun engem Joer opmierksam gemaach.

Fir d'LSAP ass dat e wichtege Volet, well och wann de Wunnensbau eng Responsabilité partagée fir d'Gemengen ass, esou si si dach en onverzichtbare Partner, fir dës Kris ze bewältegen an d'Recht vum Bierger op erschwéngleche Wunnraum ze realiséieren.

Mir denken, dass d'Gemengen effektiv e wichtege Akteur kënnen sinn, fir dës Wunnraum ze schafen, dat natierlech zesummen, am Verbund, mam Stat, de staatleche Wunnensbaugesellschaften an och de private Promoteuren.

Mir fannen et effektiv net ideal, dass säit 2014 20 Gemengen Terraine verkaaft hunn, och wann dës deelweis am Allgemenginteressi genotzt gi wieren. Aus eiser Siicht muss d'Réserve foncière vun den ëffentlechen Akteuren, also och de Gemengen, konsolidéiert an ausgebaut ginn. A well et fir si souwiesou scho schwéier ass, Bauterrainen ze fannen an ze kafen, dëst och weinst den héije Präisser, ass et natierlech kontraproduktiv, wann Terrainen dann och nach säitens der Gemeng verkaaft ginn. D'autant plus, a mir wëssen et allegueren heibannen, dass a puncto Baulücken nëmme 8 % an ëffentlecher Hand sinn.

Wa generell Terrain soll mobiliséiert ginn, fir drop ze bauen, soll dat net och nach heeschen, dass Terrain, deen de Gemenge gehéiert, deementspreechend soll mobiliséiert ginn, fir verkaaft ze ginn. Aus eiser Siicht sollen d'Gemengen derzou ermutegt ginn, méi als Bauhär tätég ze ginn, virun allem wat Sozialwunnengen ugeet a fir eng méi grouss Réserve foncière ze schafen an ze entwéckelen. Dofir mussen natierlech d'Gemengen awer och ennerstëzt ginn. Dat ass schonn de Fall, mä sécherlech ass nach Sputt no uewen.

Engersäits beduerft et en Appui um Niveau vun der Expertis, ganz kloer, well virun allem kleng Gemengen net déi mënschlech a materiell Ressourcen hunn, fir grouss an de Wunnensbau anzesteigen. Hei ennerstëzte mer als LSAP voll a ganz déi Iddi vun der Cellule de facilitation de projets publics, déi vum Logementsministère virgesinn ass an de Gemengen als Beroder zur Säit stoe wäert. An och de sougenannten „Wunnensbauberoder“, dee sech abrénge kann, esou wéi et och am neie Pacte Logement soll ugeduecht sinn, ass e wichtegt Element.

Anerersäits mussen et awer och weider finanziell Hëllefe ginn. Et gëtt d'ailleurs schonn déi Subsiden, plafonéiert op 75 %. An natierlech och am neie Gemengefinanzgesetz ginn déi Gemenge belount, déi Sozialwunnenge bauen.

Et kéint een an deem Kontext zum Beispill e gestaffelte Subventionssystem ausschaffen, un deem sech déi staatlech Subventionen géifen orientéieren a wou de Stat a verschidde Fall

bis zu 100 % vun de Chargen iwwerhuele kann, esou wéi et och effektiv am Koalitionsaccord virgesinn ass.

Dat Ganzt soll also encadréiert sinn a ginn an enger enker Partnerschaft tëschent Stat a Gemeng. An do kënn natierlech den neie Pacte Logement 2.0 an d'Spill, dee jo am Moment an de Gemengen a mat de Gemengen a regionalen Atelierien och diskutéiert gëtt.

Här President, virun allem muss ee méi ambitionéiert sinn, wat de Wunnensbau u sech ugeet. Mir begrëssen, dass de Fokus vum neie Pacte Logement virun allem op d'Schafe vu soziale Wunnengen a Mietwunnengen duerch d'Gemengen en régie propre soll leien.

Wann de Fokus drop läit, d'Offer ze steigere, brauche mer och e Finanzmodell, deen un éischer Plaz de Wunnensbau virundreift, ouni awer - natierlech ass et och en Effet, d'Populatioun, déi wiisst jo - den Ausbau vun ëffentlechen Infrastrukturen ausser Aen ze loosse.

Mir wëssen, dass den Droit d'emphytéose relativ vill Succès huet. D'Virkaufsrecht gouf éischer weineg genotzt. Gläichzäitig geet et der LSAP virun allem drëms, dass d'ëffentlech Hand keng exorbitant Präisser fir Terraine bezeuele muss an och dozou bäidreit, dass d'Präisspiral weider ugekuerbelt gëtt. A méi wäit geduecht ass natierlech och d'Reform vun der Grundsteuer e ganz, ganz wichtege Aspekt.

Ech kommen zum Schluss. Wann d'Gemengen hire Bauterrain da wierklech wëlle verkaften, kann een driwwer nodenken, fir dës enger Konditiounen ze maachen: Virkaufsrecht fir de Stat oder staatlech Wunnensbaugesellschaften oder classesch via Bail emphytéotique.

Et ass den Intérêt général, deen ëmmer am Vierdergrond stoe muss, dëst d'autant plus, well jo och am Projet vun der neier Verfassung soll ageschriwwen ginn, dass een an Dignitéit an enger appropriéierter Wunneng liewe soll. Eng Gemeng dierft sécherlech hire Bauterrain net fir reng kommerziell Zwecker verkaften. Et gëllt also aus eiser Siicht, dass hei d'Gemengen e ganz, ganz kloer positive Rôle kënnen anhuelen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Biancalana. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll fir d'Alleréisch emol soulevéieren: Mir hunn eppes, dat heescht Gemeengenautonomie. An ech fannen, et steet eis hei als Chamber an och der Regierung net zou, fir de Gemengen elo ze soen, wat se sollen a wat se net solle maachen. D'Gemengen agéiere par Definitiou am Intérêt public. A wa se en Terrain verkaften, ass et och fir Suen eranzekréien, a virun allem ass et dann och, fir Wunnraum ze schafen, wat genau dat ass, wat mer allegueren wëllen.

Wann ech op deen zweete Punkt komme vun der Interpellatioun oder vun där Fro hei, da geet et ëm Création de réserves foncières. Dat eleng ass fir eis en Non-sens. Wann net genuch Banannen do sinn, da kafe mer all Banannebeem a kucken, datt se keng Ernte méi hunn, oder mir huelen d'Ernte a mir losse se verfaulen. Domadder schaffe mer guer näischt! Et gëtt einfach fäerdege Wunnraum oder geplangtene Wunnraum dem Marché entzunn. A selbstverständlech huet dat eng Inzidenz op d'Präisser. Et gëtt einfach manner gebaut, wéi hätt kënnen gebaut ginn.

Ech ginn einfach zwee Beispiller.

Eise President vun der ADR Jean Schoos, deen ass am Gemengerot vu Berdorf. Do hu se virun zwee Joer e puer Haiser kaaft, wou se elo amgaange sinn ze plangen, ëmzebauen an op de Marché ze bréngen. Hir Durée de procédure ass duebel esou laang, wéi wann et ee Privatpromoteur wier, einfach well Gemengen aner Contrainten hunn. An hir Baukäschte si schlussendlech duebel esou héich.

Ech hunn ee Beispill aus der Gemeng Wëntger, wou mäi Kolleeg Jeff Engelen am Gemengerot ass. Do goufe viru sechs Joer eng hallef Dose Bauplaze kaaft. Wat ass geschitt an där hallef Dose Joren? Näischt! Si koumen net op de Marché! Et gouf net gebaut! Et konnt keng Famill do wunnen! Elo hu se dann decidéiert, d'Halschent dervun op Bail emphytéotique ze verkaften. Déi aner Halschent bleif an der Reserv. Dat heescht, et gëtt einfach Wunnraum zrëckgehalen, net méi an net manner.

An dann, deen onsägleche Bail emphytéotique respektiv d'Preemptioun vun de Gemen-

gen! Doriwwer hate mer hei scho méi wéi eng Kéier rieds. Am Stater Baulückeprogramm konnte Leit, déi een net kann als Sozialfall bezeichnen, Haiser kafen, bewunne während fënnel, zéng Joer. Duerno hu si se fir deesewechte Präis un d'Gemeng zréckginn. Resultat: Si hu vläicht bëlle gewunnt, mä dat war net sozial, dat war net nohalteg. An et ass schlussendlech ganz einfach déi falsch Politik.

Mir sollten erlaben, datt den normale Bierger sech ka Verméigenswäerter schafen. An dat geet net mat engem Bail emphytéotique an dat geet ganz bestëmmt net mat engem Droit de réemption.

Schlussendlech, wat mer ënnerstëtzen als ADR ass d'Kreatioun vu soziale Mietwunnengen. Dat solle mer maachen an dee ganze Rescht si loos-sen!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Reding. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech wéilt als Alleréischte de Kollegee vun deene Grénge Merci soe fir des Aktualitéitsstonn, well hei geet et ëm e wichtige Piliere vun der Wunnengspolitik zu Lëtzebuerg, nämlech ëm d'Roll, d'Verantwortung an zum Deel och d'Netverantwortung vun de Gemengen an deem Kontext.

Mir hunn zwar just fënnel Minutten, dofir wëll ech mech op zwee, dräi Elementer hei beschränken.

Dat Éischt ass natierlech de Präis vum Terrain, de Präis vum Foncier. A senge leschten Analysen huet de LISER iwwert d'Präisser vu Bauterraine Folgendes erausfonnt: Nämlech d'Präisser klammen ëm zirka 6 % d'Joer. D'Präissteigerung vum Terrain ass domadder verantwortlech fir déi staark Hausse vum Logementspräis zu Lëtzebuerg, well d'Baukäschte selwer klammen eigentlech just op deesewechten Niveau wéi d'Inflatioun.

De Präis vum Terrain ass also dee fundamentale Problem. Mat Präisser pro Ar, déi an den Zentrumsgéigenden an an de grouse Südgemengen ëm déi 100.000 Euro dréinen an an der Stad souguer deelweis dat Duebelt, versteet een och direkt, firwat d'Präisser vu Logementen, neie Logementen Sphären errechen, déi fir déi allermeeschte Leit och mat anstännege Léin net méi ze bezele sinn.

Dës Problematik wier manner dramatesch, wa Stat a Gemengen dës Entwécklung eppes entgéintzesetzen hätten. Duerfir bräichte se an alleréischter Linn Terrainen, déi der Deierecht op eng gewëssen Aart a Weis entzu wieren a wou dann och kéinte gënschteg Wunnenge gebaut ginn.

Déi rezente Etüd vum LISER iwwert d'Besetzverhältnissen vum Bauterrain zu Lëtzebuerg huet awer gewisen, datt d'Gemenge mat 174 Hektar nëmmen iwwer 6 % vum gesamte Potentiell foncier verfügen. Dat ass guer net vill, an den Undeel beweegt sech am Moment och just marginal no uewen.

Déi meescht Gemengen, an dat muss een trauregerweis soen, kommen hirer Verantwortung also net no, fir hir Reserven u Bauterrain opzestocken. Am Géigendeell! Wéi mer säit der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun deene Grénge vum leschte Joer wëssen, hunn d'Gemengen téschent 2014 an 2018 ronn véier Hektar Bauterrain u Privater verkaaft.

Mir sinn also konfrontéiert mat op där enger Säit enormen Terrainspräisser um Privatmarché an op där anerer Säit mat engem Terrainsbesetz vun de Gemengen, deen zumindest iwwerschaubar ass. An dobäi kennt, dréttens, datt Gemenge sech bei engem Wunnengsbau selwer dann och nach aus der Verantwortung zéien, well déi 174 Hektar, déi kéinte jo bebaut ginn, mä dat geschitt awer net.

D'Caritas huet virun e puer Joer virgerechent, datt et zu Lëtzebuerg u ronn 30.000 Sozialwunnenge feelt. Wann ee sech dann um Niveau vun de Gemengen ëmkuckt, da stellt ee fest, datt och an enger Äntwert op eng Question parlementaire vum Här Lies d'Madamm Innenminister geäntwert huet, datt et am Moment just e bësse méi wéi 1.000 kommunal Sozialwunnenge gëtt, déi de Kritären entsprechen, fir déi Subventionéierung ze kréien. A wann een dann nach déi zwou gréisst Gemenge géif erausrechnen, da bleift bal näischt méi iwwreg.

An et si ganz dichteg a grouss Gemengen, déi einfach null kommunal Sozialwunnengen hunn. Dorënner fällt Suessem, dorënner fällt Diddeleng, dorënner fällt Réimech, dorënner, mat dräi Sozialwunnengen och relativ iwwerschaubar, ass Déifferdeng.

An dat ass den Niveau vu Responsabilitéit, wou ech mengen, wou et wichteg wier, ...

(**Interruption**)

... wou et wichteg wier, datt d'Gemengen hir Verantwortung och géifen iwwerhuelen.

Mat deem Rhythmus, wéi am Moment ëffentlech kommunal Sozialwunnengen, kommunal Sozialwunnengen, déi duerch d'Gemenge bedriwwen ginn, bäikommen, bräichte mer an deem aktuelle Rhythmus 420 Joer, fir déi feelend Wunnengen ze bauen.

An dese Cocktail aus Präisser, feelendem Immobilienkapital an de Gemengen a politescher Onverantwortung ass an eisen Aen awer geféierlech. Et féiert nämlech dozou, datt de Logement an allgemeng d'Entwécklung vun den Dierfer an de Stied hei am Land riskéieren, ëmmer weider privatiséiert ze ginn.

Mir observéieren och eng Privatiséierung vun der Stadtplanung, wéi mer och um Ban de Gasperich gesinn hunn, wat, mengen ech, dat schlechteste Beispill ass, wéi ee Stadtplanung net ka maachen, andeem een einfach engem Privatpromoteur all d'Responsabilitéit iwwergëtt.

Wéi mer aus der Situatioun erauskomme kënnen, dat ass déi zentral Fro. Verschidden Usätz ginn diskutéiert, stinn och deelweis am Koalitionsaccord. Mä et muss een awer feststellen, datt no entre-temps sechs Joer vun dëser Regierungskoalitioun op deem Niveau awer relativ weínege geschitt ass.

Jo, et gëtt e Baulandvertrag! Dat war emol en Usatz! Mä dat Gesetz ass am Moment nach ëmmer un Instanzewe. Virun zwee Joer ass et deponéiert ginn. D'Grondiddi vun deem Baulandvertrag ënnerstëtze mer, och wa se an eisen Aen net wäit genuch geet, well se déi strukturell Fro vun der Muechtpositioun vum Propriétaire par rapport zum allgemengen Interesse net a Fro stellt.

Mir hunn och schon e puermol d'Iddi vun enger Mehrwärtabgabe an d'Spill bruecht, déi quasi e Corollaire zu deem Baulandvertrag kéint a misst sinn an e méi effikass Mittel kéint sinn, fir de Gemengen och d'Moyenen ze ginn, fir do aktiv ze ginn.

Här President, zum Schluss, ech mengen, datt mer e Paradigmewissel brauchen an der Verantwortlechkeet vun de Gemengen. Mam Verkauf vu Bauterrainen u Privatpromoteuren oder -persounen dechargéieren sech d'Gemengen an eisen Ae vun hirer Verantwortung beim Logement. Mir mengen, datt d'Gemenge misste vill méi offensiv Terraine kafen, datt se selwer misste Verantwortung iwwerhuelen a Bauhär spillen a sech net dechargéieren, andeem se dat just u Privatpromoteuren ginn, an dréttens da selwer och d'Verantwortung huelen an der Gestiou vum locativen ëffentleche Wunnengen, wourunner och, awer net nëmmen, Sozialwunnengen ze verstoe sinn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, mir Piraten fuerderen all d'staatlech Akteuren an d'Gemengen op, hir Responsabilitéit vis-à-vis vun der Bevëlkerung ze iwwerhuelen an hir disponibel Terraine fir de bezuelbare Wunnraum ze notzen.

Dës Regierung huet an de leschte sechs Joer d'Präisser net gebremst kritt, e Rekordhéchststand vun engem Joer zu deem aneren, bäi Wäitem méi wéi d'Gehälter wuessen. Déi Kris huet déi aktuell Regierung mat ze veräntwerthen. Prioritär muss vun de Gemengen an dem Stat gebaut ginn, da mussen déi Wunnflächen zu engem landeswäit eenheetleche Präis verloung ginn, fir esou all Bierger, och mat niddregem Akommes, eng Wunneng ze verschafen an eidel stoend Wunnengen ze notzen. An am Verglach zu haut solle virun allem d'Wunnenge verloung an net verkaaft ginn. Well eng Wunneng, déi verkaaft gëtt, duerno de facto dem Profitt an dem Immobiliemarché ausgeliiwert ass.

Lëtzebuerg brauch manner Wunnengen um fräie Marché, wou et nëmmen ëm de Profitt geet vun den Immobilienagencen, de Banke bis hin zu den Notairen. Déi Käschten, déi do gefrot ginn, sinn dach net méi normal an net méi ze veräntwerthen!

Wéisou net d'Fraise begrenze vun den Agence-immobiliären op maximal 1 %? Wéisou net d'Fraise vun den Notairen erfrosetzen? Wéisou

net d'TVA erfrosetzen? Wéisou net d'Steier méi héich setzen um Profitt, wann een Immobilie verkeeft?

Do gehéiert Courage derzou. D'Fro stellt sech, ob dës Regierung deen huet.

Konkret brauche mir zu Lëtzebuerg nach en drëtten Promoteur public, dee sech virun allem op d'Kooperatioun mat de Gemenge fokusséiere soll.

Mir Piraten sinn eis eens, dass eng gescheit Synergie téscht Gemengen a Stat an eng Locatioun a Statshand Präisser fir 10 Euro de Meterkaree méiglech kënne maachen.

(**Interruption**)

Op jidde Fall mussen d'Terrainen an ëffentlecher Hand bleiwen, fir d'Präisspekulatioun net méi dem fräie Marché ze iwwerloossen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. An da kritt d'Wuert nach eng Kéier den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Här President, ech wollt just eng Rektifikatioun maachen, well dat awer wichteg ass. An ech hunn déi Statistik och selwer zesummegehallt, nämlech, wa mer vu sozialem Wunnengsbau schwätzen, da schwätze mer souwuel vun de Gemengen, déi selwer eppes gemaach hunn, awer och iwwert d'Zesummenaarbecht mam Fonds du logement an der SNHBM, an déi gehéieren zesummen. An do gëtt et eng Rangléscht, an ech mengen, dass dat awer wichteg ass vun der Transparenz hier.

Déi éischt Gemeng ass Rémeleng, wou se 15,87 Logementer pro 1.000 Awunner hunn. Dat sinn der net immens vill, dat si 4 % vun hirer Populatioun, déi kënnen a Wunnenge sinn.

Well Der Réimech zitíert hutt: Mir sinn op der Plaz 22.

(**Interruption**)

Et kann nach e bësse méi gemaach ginn. Déi zweet ass Esch-sur-Alzette, déi hu 14,13, an da geet et esou weider. Ech wëll och hei zitíieren, dass Maacher an där Zäit ganz vill gemaach huet. Maacher ass bei 11,99 an da kennt Déifferdeng mat och 11,76. Dat heescht, et ass net d'Gemeng eleng, d'Gemeng soll zesummegehe mat dem Fonds du logement an der SNHBM, an da kommen do aner Zuelen eraus. An et ass d'Zesummenaarbecht, déi wichteg ass, an dofir mengen ech, ass déi ... Ech ginn lech déi Statistik weider, da braucht Der se net selwer zesummenstellen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Kënn Der se eng Kéier weisen?

► **Une autre voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Wéi steet Diddeleng do?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kox. An dann huet d'Regierung d'Wuert. D'Madamm Taina Bofferding, d'Innenministesch, steet schonn an de Startlächer. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Merci, Här President. Als Éischt emol Merci un den Deputéierten Henri Kox, fir dës dach interessante Sujet op d'Dagesuerdnung ze bréngen, well de Logement effektiv eng vun deene grouse soziale Froen hei am Land ass. Et ass eng Fro vun der Verdeelungsgerechtkeet.

Mir sinn eis alleguerte bewosst, dass der vill mussen zesummeschaffen, fir d'Chance ze hunn, fir d'Präisser an de Grëff ze kréien. An ech hoffen, dass mer eis och alleguerte bewosst sinn, dass mer awer de Courage mussen hunn, fir nei Mesuren ze huelen, nei Instrumenter, déi méi wäit gi wéi bis elo.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Et ass absolut noutwendeg, dass mer alles mussen drusetzen, fir d'Gemengen ze encouragéieren, hire Bäitrag ze leeschten, well et genauou noutwendeg ass eben, dass mer de Wunnengspark vun der ëffentlecher Hand weider kënnen ausbauen.

An deem Sënn ass et generell net glécklech, wa Gemengen eege Bauterraine verkaafen. An et ass nach manner glécklech, wa se dat zum Marchépräis maachen.

Juristesch gesinn ass zum Verkauf vun Terrainen duerch Gemenge Folgendes ze soen: Alles, wat eng Gemeng mécht, muss am Intérêt communal sinn, also och d'Vente vun den Terrainen. Kommerziell Aktivitéite fale generell net an d'Aufgabefeld vun de Gemengen, well d'est géint de Principe de la liberté du commerce et de l'industrie an och géint d'Konkurrenzrecht

géif verstoussen, ausser wann déi kommerziell Aktivitéite vum Marché net erfëllt ginn oder eben net erfëllt kënne ginn.

D'Schafen an de Verkauf vu Wunnraum ass prinzipiell eng kommerziell Aktivitéit. Well awer d'Offer vun de Wunnengen um private Marché net duergeet par rapport zu der Demande, ass et legitim an et ass och am Sënn vun dem allgemengen Interessi, an et ass souguer ganz dréngend an noutwendeg, dass d'Gemengen hei eng Hand mat upaken an eben, wéi gesot, och hire Bäitrag dozou leeschten, dass mer d'Offer hei am Land eropgesat kréien.

Wann elo Gemengen Terrainen oder Wunnenge verkaafen, solle si awer kee Benefiss dobäi maachen, well et, wéi gesot, net an hiert Aufgabefeld fällt.

Ech kann an ech wäert och keng Akten, also keng Acte-de-venté méi approuvéieren, wa ganz kloer doraus ervirgeet, dass eng Gemeng heimadder, wéi gesot, ganz kloer e Benefiss wëllt maachen.

Et ass richtig: D'Vente vun Terrainen ass vertriebar. Et ass virunner gesot ginn, et soll een et net verdäiwelen. Mä et kann awer net sinn, dass Gemengen opgrond vun hirer Vente herno Benefisser maachen, déi, wéi gesot, hinne eigentlech net sollten zoustoen.

Och aus politescher, sozialer Siicht an och am Sënn vun der Gerechtegkeet kann ech d'Gemengen u sech nëmmen encouragéieren, Bauterrainen eben net ze verkaafen, mä au contraire eben d'Bauland selwer ze mobiliséieren, fir do-robber aboardabel a sozial Wunnengen un d'Leit ze verlounen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Däerf ech eng Fro stellen?

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Virdrun ass d'Reform vun ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Bofferding, erlaabt Der, datt den Här Gibéryen lech eng Fro stellt?

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Ech wollt zwar eigentlech nach hei op déi éischt Frostellung ... Mä okay, vläicht passt dat zesummen. Sot mir!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma ech wollt froen, Madamm Ministesch ...

(**Hilarité et interruptions diverses**)

Kee Problem.

Här President, ech wollt d'Madamm Minister froen, si huet elo grad gesot, si géif keng Akte méi approuvéieren, wa kloer géif doraus ervirgoen, datt et wier, fir Benefiss ze maachen an der Gemeng.

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Genau!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech wollt just d'Madamm Minister froen, opgrond vu wat fir enger gesetzlecher Basis si esou Akten da wëllt refuséieren.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo!

► **Une voix.** - Den Här Roth wollt datselwecht froen.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Roth dann.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech ka meng Fro eigentlech hannendrustellen, well ech mengen, dass dat, wat d'Madamm Ministesch hei gesot huet, géint d'Jurisprudenz vun de Verwaltungsgerichter ass.

An da stellen ech hir déi konkret Fro: Wann eng Gemeng en Terrain huet, deen an hirem Besetz ass, a si verkeeft en, wéi se dat sollt maachen, ouni dass dat sollt e Benefiss ginn? Dat géif jo heeschen, dass se géif verkaafen zu engem Nullpräis.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - A wéi wëllt se dat maachen?

(**Interruption par Mme Taina Bofferding**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Ministesch.

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Déi lwwerleung resultéiert eben aus de Prinzipie vun de Kompetenze vun de Gemengen, awer och eben der Trennung vun privaten an ëffentleche Secteur, wéi ech och virdrunner scho gesot hunn, vun der Liberté du commerce et de l'industrie an eben och vum Konkurrenzrecht. An ech mengen awer, dass grad lech als Gemengepolitiker jo awer bewosst misst sinn an och bekannt sinn, dass et - nach eng Kéier - net den Aufgabeberäich vun enger Gemeng ass, do e Benefiss ze maachen.

Nach eng Kéier: Et steet näischt am Wee, wann eng Gemeng wëllt en Terrain verkaafen. Dat ass an der Rei. Mä da soll et käschtedeckend sinn!



Et kann awer net sinn - et kann net sinn! -, dass d'Gemengen dohinnerginn an e Benefiss maa-chen!

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Madamm Ministesch huet d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.**- An ech mengen, dass ech dat awer elo an deem Sënn ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech hu gefrot, wat d'gesetzlech Basis ass, fir dat ze refuséieren.

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.**- Dat hunn ech jo elo grad gesot!

(Interruptions diverses)

Ech hu grad gesot, dass dat aus deene Prinzipie resultéiert.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Madamm Ministesch ass nach ëmmer am- gaangen, op d'Froen ze äntwerten. A si huet de Moment d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.**- Ech wollt nach eng weider Iddi mat an d'Diskussioun bréngen. Vlächcht gi mer eis jo dann do besser eens.

Virdrun ass geschwat gi vun der Reform vun der Loi communale. Déi wäerte mer elo ...

(Interruptions)

Do wäerte mer elo lassleëen. Do fänke mer jo och nächste Méindeg u scho mat deem grouse Kick-off-Event, dee sech annoncéiert huet.

Méi konkret wollt ech awer nach de Punkt vun deenen 10 % vum subventionéierte Wunnengsbau ervirhiewen.

Niewent de Subventionen, déi de Stat elo schonn an d'Gemenge gëtt bei Acquisitiounen oder bei der Realisatioun vun Terrainen - d'Logementsministesch wäert vlächcht herno nach drop agoen -, muss een haut feststellen, dass zousätzlech nei a méi couragéiert effizient Instrumenter musse kommen.

Sou kéint ech mer ganz gutt virstellen, dass am Kader vun der Entwécklung vun neie Wunn- quartieren eng obligatoresch Abgab vun engem gewëssene Prozentsaz u Wunnengen un déi öffentlech Hand zouféieren ass. Wunnengen, déi dann de Stat, d'Gemengen, d'SNHBM oder och de Fonds du logement duerno fir en abordabelen, soziale Loyer eben deene Leit zur Verfügung stellen, déi momen- tan Problemer um normale Marché hunn oder nëmme ganz schwéier kënne mathalen.

Wéi gesot, ech schwätzen hei ganz konkret vun deenen 10 % Wunnengen, déi ebe solle reser- véiert gi fir de subventionéierte Wunnengsbau.

Mir wëssen, dass déi Iddi an der Praxis schlecht fonctionnéiert, well ebe grad des Wunnengen net dauerhaft als abordabel oder sozial Wunnengen um Marché bleiwen, mä vill ze vill séier eben erëm als normal, spréich ze deier Wunnenge weiderverkaaft, weiderverlount kënne ginn. An dofir wëlle mer gären eng méi effizient Regel kréien. An dofir si mer och am- gaangen, am Interieur zesumme mam Loge- mentsministère ze kucken, fir eben hei ganz konkret e Konzept auszeschaffen, ebe mat deene Modalitéiten, wéi dann esou en Ofriede vun de Wunnengen un déi öffentlech Hand kéint fonctionnéieren.

Wa mer déi éischt Pisten um Dësch leien hunn, kéint ech mer och ganz gutt virstellen, dass mer da mat den zoustännege Chamberskom- missiounen, sief dat Logement oder och Inte- rieur, géifen zesumme kommen, fir eben hei eist Konzept kënne ze presentéieren.

De Stat, d'Gemengen awer och den Immobilie- secteur hunn eng gewësse Responsabilitéit am Wunnengsbau. An dofir ass et wichteg, dass mer déi alleguerten, wéi gesot, zesumme sollen ugoen, dass jiddweree säi Bäitrag leescht, ze- sammen eben d'Gemengen, a wéi mir et och maachen, zesummen an der Regierung të- schent deenen zwee Ministèren

An dofir géif ech proposéieren, dass op déi aner Froen elo d'Logementsministesch dann nach kann agoen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill- mools der Innenministesch. Fir d'Éischt freet awer den Här Gilles Roth nach d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, ech froe Parole après ministre. Ech hu mat Atten- tioun, ech mengen, wéi ganz vill Leit heiban- nen, déi och kommunal Responsabilitéiten droen oder gedroen hunn, der Ausféierung vun der Innenministesch nogelauschtert.

Ech mengen, mir wunnen an engem Rechts- stat. An de Rechtsstat, dee beinhalt och inter-

national Rechtskonventionen. An eng vun deene Rechtskonventionen, Madamm Minis- ter, dat ass d'Charte de l'autonomie commu- nale. An d'Charte de l'autonomie communale, déi gesäit vir, dass eng Gemeng - ech hunn den Text elo net viru mer, ech muss esou rea- géieren -, dass déi eng Autonomie huet, och fir hir Gestiou vun hirem Patrimoine communal ze geréieren. An do fällt natierlech och de Patri- moine immobilier esou oder esou drënner.

An ech gesinn eigentlech net d'Base légale, a compte tenu vun der Rechtssprechung vun eise Verwaltungsgerichter, déi net soen, dass ee muss argumentéieren, dass eppes konform ass zu dem Intérêt général, mä Dir als Autorité de tutelle, Madamm Minister, als Innenminis- tesch musst justifiéieren, firwat dass esou en Acte contraire à l'intérêt général - lu: l'intérêt général communal - ass.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).**- An do stellen ech lech awer d'Fro, mat wat fir enger Begrënnung Dir enger Gemeng géift refuséieren, well dat ass an der Vergaangenheet net de Fall gewiescht, dass zum Beispill eng Gemeng en Deel vun hirem Patrimoine géif verkafen, fir deen ze reinvestéieren dans le but d'utilité publique, notamment fir Schoulen ze bauen, ...

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).**- ... notamment fir Altersheimer ze bauen, notamment fir Infra- strukturen ze réaliséieren, déi am Interêt vun de Leit a vun der Gemeng sinn.

An ech muss lech soen: Ech mengen, do misst Der awer vlächcht Är Positioun, déi Der haut hei op der Tribün zum Beschte ginn hutt, nach eng Kéier iwwerdenken.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill- mools, Här Roth. Da wier et elo un der Ma- damm Logementsministesch, der Madamm Sam Tanson.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Jo, e schéine gudd Mëtteg. Merci fir d'Éischt emol, Här Kox, fir déi ganz pertinent Diskus- sioun. Mir schwätze ganz vill iwwert de Loge- ment, mä den Émgang vun der öffentlecher Hand mat der Problematik ass eng, déi ganz wichteg ass. An dofir fannen ech et och ele- mentar, dass Der déi Fro de Mëtteg heihinner- bruecht hutt.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- E bësse méi roueg, wannechgelift!

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Ech menge schonn, dass et wichteg ass, dass jiddwereen hei un engem Strang zitt, dass mer probéieren, alleguerten datselwecht ze erree- chen, näamlech erschwéngleche Wunnraum ze schafen.

Duerfir ginn ech och elo net, well ech der Mee- nung sinn, dass mer hei solle konstruktiv disku- téieren, op verschidde polemisch Remarke vun Här Lies an a senger Ried vu virdrun, déi strictement näischt mat deem Dossier hei ze dinn haten, déi also och net zilféierend waren.

(Interruptions diverses)

Ech menge schonn, dass et normal ass, wa mer hei, wa mer hei ...

Här President, hunn ech d'Wuert? Oder huet en aneren d'Wuert?

► **Une voix.**- Jo!

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Et huet just een heibannen d'Wuert, ...

► **M. Marc Lies (CSV).**- Et gi genuch Bei- spiller.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... dat ass de Moment d'Madamm Logementsministesch, d'Madamm Sam Tanson, a soss keen.

(Interruptions diverses)

Och den Här Gibéryen huet net d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, et ass Är Pflicht als President, op d'Rechter vun der Chamber anzegoen.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Also ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- De Mo- ment huet d'Madamm Logementsministesch d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Merci, Här President.

(Interruptions)

Ech fannen et immens schued, wa mer bei engem Dossier, wou mer alleguerte wëssen, dass mer gefuerdert sinn, hei op Sujeten ze schwätze kommen, déi näischt do dermat ze

dinn hunn, just fir hei ze probéieren, Leit der auszedeele, a wann hei vun „Verbuetspartei“ geschwat gëtt, op engem Sujet, wou mer der Meenung sinn, alleguerten, mengen ech, hei- bannen, dass mer gefrot sinn.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Dat ass dat, wat ech domat wollt soen. An d'Wuert „zilféierend“ hunn net ech virdu be- nutzt, mä dat ass benotzt ginn an der Inter- ventioun vun engem aneren, deen hei ge- schwat huet.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Ech wëll wierklech ouni Polemik hei kënne mat lech doriwuer diskutéieren, wéi mer weider- kommen.

Firwat ass déi Fro esou wichteg, wéi mer mat eisen Terrainen ëmginn? Majo, et huet e puer, awer e puer Ursachen. Dat eent ass, wa mir als öffentlech Hand den Terrain an eiser Hand halen an e just iwwer Emphyteos weiderginn, dann hu mer en Impakt drop, wéi eng Präisser praktikéiert ginn.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Mir hunn en Impakt drop, wéi eng Leit herno profitéiere kënne vun deene Wunnengen, déi do entstinn. Mir hunn en Impakt drop, dass keng Spekulation bedriwwen gëtt mat deenen Appartementer oder Haiser, déi op deenen Ter- raine gebaut ginn. Duerfir ass dat immens wichteg.

An ech verstinn och net déi Kriticken, déi ge- maach gi géint d'Emphyteos, well eng Famill mat engem normale Revenu et immens schwéier huet, sech, Stand haut, en Haus ze kafen en pleine propriété mam Terrain inclus. Dat heescht, wann een de Präis vum Terrain eraushëlt an deen an der Emphyteos weider- gëtt an e Virkafrecht dann natierlech virgesäit, wat mat där Emphyteos Hand an Hand geet, dann erlaabt dat deene Familljen en connais- sance de cause, en Haus ze hu fir 99 Joer. Ech fannen dat eng immens wichteg a gutt Saach. An ech fannen et schued, wann dat kritiséiert gëtt.

(Interruption par M. Roy Reding)

Dann, natierlech si mer gefrot. A mir hunn dat jo och scho méi wéi eng Kéier gesot. Ech war nach de Méindeg an der Comexbu, wou mer geschwat hunn iwwert de Rapport vun der Cour des comptes iwwert de Logement social. Jo, mir sinn amgaangen, d'Définitioun vum Logement zu Lëtzebuerg ze iwwerschaffen, vum Logement social, vum Logement abor- dable. Et gëtt mat verschiddeenen Terme per- manent hantéiert. Mir brauchen do eng kloer Définitioun. Mir brauchen och vill méi eng breit Ausleeung vun deem bezuelbare locative Wunnraum. Dat si mer amgaangen ze ma- chen, andeem mer d'Gesetz vun 1979 kom- plett op de Leescht huelen.

Do huele mer nach eppes aneres op de Leescht, an zwar déi Aiden, déi ee ka kréien, souwuel als individuell Persoun wéi och als Ge- meng oder als ASBL, voire als privat Entitéit.

Haut kann eng Gemeng 75 % kréien, wa se So- zialwunnenge réaliséiert. Mir mierken awer contrairement zu deem, wat och vlächcht haut e bëssen ugeklongen ass, dass ëmmer méi Ge- menge sech däers bewosst ginn, dass se schonn, Stand haut, eng reell finanziell Enner- stëtzung kréien. Mir kréien ëmmer méi Dos- sieren eran, ëmmer méi Projeten eran. Et sinn och ëmmer méi Gemengen, déi sech där Res- ponsabilitéit bewosst sinn. Ech fannen dat ex- trem positiv.

Mir kucken awer och an deem ganze Paquet, ob mer déi Aiden upassen, ob mer se souguer nach kënnen eropsetzen, mä dat ass eng Dis- kussioun, déi en cours ass, déi net ofgeschloss ass an déi ech natierlech zesumme mat lech an der Logementskommissioun wäert féieren.

Et gëtt awer haut och aner Moyenen, wéi mer lech als Gemeng kënnen ennerstëtzen, als Ge- mengeresponsabel. Mir kënnen den Terrain kafen. Mir hunn iwwert de Budget vun deem Joer d'Méiglechkeet kritt, selwer aktiv ze ginn als Acquéreur. Mir hunn do eng ganz gutt Ze- summenaarbecht mam Comité d'acquisition, deen iwwer laang Joren Expérience opgebaut huet. Natierlech kënne mir net zu enger präis- dreiwender Situatioun bäidroen. Duerfir musse mer d'Terrainen ëmmer kucken, mussen d'Präisser kucken. Dat sinn och Erausforderun- gen, déi d'Gemengeresponsablen hunn. Ech si mer däers absolut bewosst.

Mä wann eng Gemeng en Terrain net selwer ka kafen, da ka se natierlech un eis eruntriiden. Mir kënnen entweder kucke mat der SNHBM, mam Fonds du logement, fir dat ze maachen, voire se selwer analyséieren. Mir hunn an deene leschte puer Woche sechs esou Terrainen ugebuede kritt. Mir hunn der zwee dovunner

elo zréckbehalen, wou Negociatiounen wäerten ufänken. Dat heescht, et ass e Mouvement, eng Dynamik, déi ennerwee ass an déi mer ab- solutt nach wëlle weider ausbauen.

D'Zéngprozentregel huet d'Madamm Boffer- ding schonn ugeschwat. Och do hu mer elo scho konkret Akte mat verschiddeene Ge- mengungen, wou mer grouss Projeten hunn, wou ee vun deenen öffentleche Bauträger mat do- bäi ass, wou mer kucken, dass déi 10 % direkt scho vun der öffentlecher Hand kënne reali- séiert ginn.

Ech mengen, ech hätt plus ou moins den Tour gemaach vun deene Froen. Mä ech gesinn, den Här Lies huet nach eng Fro. Ech gi ganz gären dann dorobber an.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Lies huet d'Wuert.

► **M. Marc Lies (CSV).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ben, ech mengen, mir alleguerte vun alle Fraktiounen sinn eis eens, dass hei am Land an deenen nächste Jore méi abordabele Wunnengsbau muss op de Maart kommen, ob dat iwwert de subventionéierte Wunnengsbau ass fir d'Vente respektiv da sozial Mietwunnen- gen. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Mä, Madamm Minister, ech mengen, Dir hutt virdu vu Polemik geschwat respektiv ech hunn awer och Beispiller derfir. An deenen nächste Joren, wa mer soen, dass mer méi mussen däers abordabele Wunnraum op de Marché bréngen, da muss mer och de Foncier hunn. Wann een de Foncier awer net huet - virdu sinn Zuele genannt gi vum Här Baum vu 6 %, déi a Besëtz vun de Gemenge sinn -, fir dann do wierklech och abordabele Wunnengsbau kënnen ze schafen, muss een un Terrainen kommen.

D'Fro, déi ech lech wëll stellen: Sécherlech wäert Der an deenen nächste Jore respektiv d'Regierung an aner Ministèren domat kon- frontéiert ginn, och vun de Promoteurs publics, wa mir méi Wunnenge wëlle bauen, da brau- che mer abordabelen Terrain.

Duerfir, ass et normal, dass, wann effektiv Ge- mengungen do sinn, déi dat wëlle maachen, déi och eng Extensiou vum Perimeter wëlle ma- chen, dass dat da vusäit vum Ëmweltministère refuséiert gëtt?

Ech mengen, dass ass elo net Är Kompetenz, mä wa mer an Zukunft net och dohinnerginn an de Perimeter opmaachen, da wäerte mer e Riseproblem kréien. An duerfir meng Fro: Ass dat normal, dass effektiv keng Extensiou vum Perimeter gemaach gëtt?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Lies. An dann hat och nach den Här Baum d'Wuert gefrot.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Ech äntwerte vlächcht dem Här Lies. Ech äntwer- ten dem Här Lies, wann dat geet, wann ech d'äerf. Wann ech d'äerf!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Fir d'Éischt dann d'Madamm Ministesch, jo.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.**- Gutt. Här Lies, ech fannen et schued, elo hei ze probéieren, dat eent géint dat anert auszespil- len. Well ech mengen ëmmer erëm ze héieren, dass Ärer Partei den Ëmweltschutz och wichteg ass, a mir kënnen net Abstraktioun maache vum Naturschutz, just well mer Logement brauchen.

All Extensiou vum Perimeter gëtt analyséiert. Et gëtt gekuckt, awéifern et pertinent ass en fonction vun deem, wat zum Beispill am Kär vun der Uertschaft oder vun der Gemeng dis- ponibel ass u Bauterrainen.

Dir wësst genauou gutt wéi ech, dass mer, Stand haut, 2.800 Hektar hunn am Perimeter, déi disponibel sinn. Een Drëttel dovunner ass souguer direkt bebaubar! Dat heescht, de Pro- blem, dee mer Stand haut hunn, ass net dee vun disponibelem Terrain. A wa mer elo géifen à la va-vite iwwerall de Perimeter erweideren a géifen Abstraktioun maache vun all anere Contrainten, déi mer hunn - well et ass net nëmme den Naturschutz, et ass och eng Fro vu Landesplanung, et ass eng Fro vu Mobilitéit, et ass eng Fro vun Duerfkär, vu Schoulen, wou déi sinn -, wa mer géife vun all deem Abstrak- tioun maachen an einfach de Bauperimeter erweideren, dann hätte mer eng Verlagerung vun där Situatioun, wéi mer se haut kennen. Dat heescht, mir hätten eng Verlagerung do- vunner, dass Der vill Terrain konzentriert hätt an Hänn, déi en net wëllen hierginn.

Mir mussen et fäerdegbréngen, deen Terrain ze mobiliséieren, deen do ass. Dat ass eng abso- lutt Prioritéit.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Ministesch. Dann huet nach den Här Baum d'Wuert gefrot.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Och Merci der Madamm Minister fir déi Explikatiounen. Beim Wunnengsbau ass jo dee ganz spezielle Phenomeen, datt et keng Wunneng gëtt, déi net an enger Gemeng ass. Dat heescht, all Gemeng ass mat deem Phenomeen konfrontéiert.

An ech hat a menger Interventioun eppes ugedéit, näämlech d'Fro vum Baulandvertrag, wéi d'Regierung do dozou steet. Do ass e Projet virun zwee Joer deposéiert ginn, deen dümpelt elo, mengen ech, nach ëmmer ganz gemittlecht viru sech hin.

Steet d'Regierung nach ëmmer dozou? Wëllt se en ofänneren? Zitt se e gär zrëck? Wat ass do d'Zukunft dovunner?

Dat ass déi eng Fro, déi sech effektiv dann éischter un d'Madamm Innenminister adresséiert.

An dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass eng Remark, well den Här Kox virun esou undeite gelooss huet, wéi wann déi Zuelen, déi ech genannt hat, net richtig wieren.

Dat ass awer esou, well et ass d'Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum Här Lies - loosst mech wannechgelift ausschwätzen! -, wou et ëm eng Dimensioun geet, näämlech wéi vill Sozialwunnengen et a Gemenge gëtt, vun deenen d'Gemenge selwer Propriétaire sinn.

(Brouhaha)

Duerfir, Här Kox, virun dräi Joer, virun zwee an engem hallwe Joer hu mer eng Gemengefinanzreform gemaach, well dat genau een Element war, fir ze soen: Mir mussen d'Gemengen dozou motivéieren, se undreiwen, datt se selwer bauen an net nëmme baue loosse an net nëmme a Kooperatioun mat anere Partner wéi der SNHBM, wéi dem Fonds du logement. Déifferend huet ganz vill Wunnenge vum Fonds du logement. Ech hu just iwwert deen dote Punkt geschwat.

An dat ass d'Äntwert op eng Question parlementaire vum Kolleg Lies, wou ech dovunner ausginn, datt d'Madamm Innenminister awer der Wourecht entspreche geäntwert huet.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Baum, Dir wollt der Ministesch eng Fro stellen a keng Diskussioun mam Här Kox féieren. An duerfir kritt elo d'Madamm Logementsministesch d'Wuert zrëck.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.** - Gutt. Dat erënnert mech elo drun. Ier ech menger Kollegin aus der Regierung, der Madamm Bofferding, d'Wuert ginn, well si zoustänneg ass fir de Baulandvertrag - och wa mer do zesummeschaffen, mä ech mengen, ech ginn hir dann awer léiwer d'Wuert -, wollt ech awer nach eppes soen.

Ech hunn nach eppes ganz Wichtiges vergiess. Eng Fro, déi vill opkomm ass, datt ass déi vum Pacte Logement. Mir sinn, d'Taina Bofferding an ech, den Ament amgaangen, duerch d'Land ze zéien an Atelierien, wou vill vun lech och scho waren. Muer de Mëtteg ass dee leschten zu Schëffleng, fir déi, déi nach net d'Geleeënheet haten. Ech kann lech dat just conseilléieren, fir weinstens e bësse lauschteren ze kommen, wann Der net wëllt matdiskutéieren.

Et ass esou, dass mer do elo an der Consultatiounsphas si mat de Gemengen, fir ze kucken, wou och Demandé sinn - well ouni d'Gemenge kréie mer dat Ganz net an de Grëff, do hutt Der allegueréit vollkommene recht -, wat mir nach weider als Ennerstëtzunge kënnen ubidde fir een neie Pacte Logement, dee komplett anescht ausgeriicht wäert si wéi deen alen, deen net méi drop ausgeriicht wäert sinn, just d'Populatioun an d'Luucht ze setzen, mä effektiv abordable Wunnraum ze schafen. Voilà!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Logementsministesch. An dann hat d'Madamm Logementsministesch mech gefrot, fir der Madamm Innenministesch nach eng Kéier d'Wuert zrëckzeginn.

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Ech kann dat séier vun hei aus maachen. Här Baum, ech kann lech berouegen, den Dossier ass net iergendwou amgaangen, an engem Tirang ze verstëben. Au contraire, mir hunn en erausgeholl a mir si grad amgaangen, drun ze schaffen.

Mir sinn nach eng Kéier amgaangen, awer alles duerchzekucken, well et och juristescht net

evident ass. Ech sinn awer der Meenung, dass et e ganz wichtegt Instrument ass an dass mer och elo eng Kéier mussen domadder erauskommen. Wéi gesot, mir sinn amgaangen, nach eng Kéier um Text ze schaffen.

An dann, wa mer esou wäit sinn, sinn ech awer gär bereet, domadder och an d'Chamberskommissioun ze kommen, fir nach eng Kéier driiwier ze kucken. Wichtig ass, dass mer eis och do eben en Instrument ginn, fir virunze kommen. Ech mengen och, dass dat e bësse méi couragéiert kéint sinn an dat passt schonn tiptopp.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci der Innenministesch. An dann huet nach den honorabelen Här Jeff Engelen d'Wuert gefrot.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Jo, ech hätt nach e Message un d'Madamm Logementsminister.

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.** - Ech schreiwen op.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Mir hunn an der Gemeng Wëntger, vu wou ech jo sinn, Famill, déi wëllt fënnel Bauterraine verkaufen. Déi leien am Perimeter. Si brauche se nëmme ze verkaufen. An et gëtt jo Drock opgebaut vun Ärer Säit, fir esou vill wéi méiglech ze bauen. Awer zanter zwee an engem hallwe Joer blockéiert d'öffentlech Hand déi dote Mesure. An zwar, de Kadaster ass zwee an en halleft Joer amgaange mat Ausmoossen an en ass bis haut nach net fäerdeg.

(Hilarité)

Och dat soll emol gesot ginn! Dofir kënt Dir jo zwar net, Madamm Minister. Ech hat och schon eng parlamentaresch Fro gestallt, awer dat ass jo Wischiwaschi, wat een do geäntwert kritt. An do ass einfach de Problem. Zween an en halleft Joer! Ech kann lech konkret den Dossier an alles weisen. An dat ka jo net sinn! Souguer d'Gemeng huet do d'Strooss gemaach. D'Waasser, d'Elektrescht, de Kanal, alles läit do. Et brauch just gebaut ze ginn! Mir waarden nach op de Kadaster. Zween an en halleft Joer!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Dir schwätzt elo vun enger Thematik, déi näischt mat der Froestonn vun de Mëtten ze dinn huet.

(Interruption et hilarité)

► **Mme Sam Tanson, Ministre du Logement.** - Ech hunn dat wuel héieren. Mir kucken eis dat dann un, wann Der mer herno sot, ëm wat et genau geet.

(Hilarité)

Huet nach een eng Fro? Neen.

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Logementsministesch. Dese Punkt ass dann domadder ofgeschloss.

3. Débat d'orientation sur l'agriculture biologique (suite)

Mir fieren elo viru mat der Orientéierungsdebatt iwwert d'Biolandwirtschaft, déi mer gëschter ugefaangen hunn. An als Éischt ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen, fir hir Vuen iwwert d'Biolandwirtschaft zum Enn ze féieren. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat (suite)

► **Mme Martine Hansen (CSV) (suite).** - Merci, Här President. Elo wollt ech scho vu vir ufänken.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Neen, léiwer net.

► **Une voix.** - Ohoho!

(Hilarité)

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Also, ech war gëschter ausgebremst ginn.

Wéi gesot, ech hat och net wëlle, vu vir unzefänken. Ech hat awer gemengt, Dir géift lech freeën, wann ech géif vu vir ufänken!

Ech brauch awer vläicht zwou Minutte méi laang. Déi kënt Der mer vläicht guttschreiwen, well ech dat Ganzt awer, mengen ech, nach eng Kéier muss an de Kontext setzen. Ech wär och frou gewiescht, dat wëll ech awer nach eng Kéier hei soen, mir si gëschter ausgebremst ginn, wa mer haut erëm hätte kënnen direkt domadder ufänken.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mä déi Decisioun war ...

► **M. Roy Reding (ADR).** - Et wier och méi logesch gewiescht.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo, ech mengen och, datt dat méi logesch gewiescht wier. Mä do hate mer net matzeschwätze kritt.

Just fir nach eng Kéier kuerz de Kontext ze rapelieren. Ech hu gesot, et geet och an der Landwirtschaft nëmme mateneen. An duerfir proposéiere mir, fir de Fokus op d'Ëmweltleeschungen an alle Betriber ze leeën an net nëmme vu bio oder net bio ze schwätzen, well et gëtt kee Schwaarz a Wäiss. Well wann een et schwaarz a wäiss esou duerstellt, da kreesiert een e Géinteneen an dat ass definitiv schlecht.

Ech hat gëschter néng Mesurë proposéiert, fir u sech a Richtung méi biologesch Landwirtschaft ze kommen, ënner anerem och eng Motioun deposéiert, fir eng Maartanalys ze froen, fir datt mer emol endlech wëssten: Wéi eng Produkter ginn hei zu Lëtzebuerg um Marché gebraucht? A wéi eng vun deene Produkter kann een och tatsächlech hei zu Lëtzebuerg produzéieren?

Da kommen ech elo op d'Diskussioun ewech vum rengen Bio hin zu der gesamter Landwirtschaft, mäin zweete Punkt. Ech hat deen zwar scho gëschter ugefaangen, mä matzen an der Ried ufänken, ass awer e bësse schwierig.

An hei fuerdere mer e Stufesystem onofhängeg vu bio oder konventionell, e ganzheetleche System ebe mat der Bewäertung vun der Nohaltegkeet, mam Zil eben, fir des Nohaltegkeet kënnen ze moossen an da konkret Verbesserung vum der Nohaltegkeet unzestriewen.

Wéi gesot, et gëtt kee Schwaarz a Wäiss, et geet nëmme mateneen. An duerfir brauche mer een Nohaltegkeetsmonitoring, wou reell gekuckt gëtt, wou d'Leeschungen, déi ökologesch, vun de Betriber leien. An déi Leeschungen solle belount ginn, ob bio oder konventionell. An dese Monitoring soll dann och grousszügig vum Stat ënnerstëtzt ginn.

Haut gëtt et déi Erfahrung schonn zu Lëtzebuerg. D'Berodungsorganisatioun CONVIS mécht scho méi laang e Monitoring op Basis vun Nährstoff-, Klima- an Humusbilanzen an och op Basis vun Effizienz. An zanter e puer Joer zeechent d'Organisatioun och mam EEE-Präis déi gutt Betriber aus. EEE fir: ekologesch, effizient an ekonomesch.

An och d'IBLA huet esou ee Moossinstrument. Dat ass de SMART.

An op deem Monitoring opbauend, proposéiere mer dann ee gestaffelte Primmesystem, deen d'Leeschungen honoréiert. Wat méi Leeschungen, wat méi Primmen. Et geet, wéi gesot, net ëm bio oder net bio, et geet ëm d'Leeschungen. An déi solle mer am Sënn vun der Nohaltegkeet féieren. An d'Kritären, fir des Leeschungen ze moossen, déi solle mer zesumme festhalen mat der Wëssenschaft a mat der Landwirtschaft.

D'Agrarëmweltmoossname sinn hei e gutt Instrument, wat muss ausgebaut ginn. An dat muss dann an der Berodung och geziilt gefördert ginn. Et muss Reklamme derfir gemaach ginn.

A fir déi méiglech Bähëllef besser kënnen ze koordinéieren, fir de System méi iwwersiichtlech ze gestalten, wär et wichteg, datt eng Ulaftell fir d'Landwirtschaft do wär, een Usprechpartner, eng koordinéiert Berodung. An deem Sënn wär et och gutt, wann d'Agrarëmweltprogrammer an d'Naturschutzprogrammer op enger Plaz kéinte geréiert ginn.

Mir brauchen also en Émdenken och an der Politik. D'Zil muss einfach sinn, méi ëmweltschonend, méi nohalteg ze produzéieren an all Efforten an déi Richtung ze ënnerstëtzen. Gekoppelt un dee Monitoring brauche mer dann natierlech eng betriebspezifesch Berodung. An da muss zesumme mam Terrain gekuckt ginn, fir eben des Ziler ze errechen.

An hei hunn ech och néng Beispiller:

Éischtens, bei der Produktioun. Mir hätte gäre manner Planzeschutzmittel. Da soen ech: Eng éischt Méiglechkeet ass och emol hei d'Digitalisierung. Precision Farming ënnerstëtzen. Des digitaliséiert Donnéeën hëllefen dann net nëmme bei der Produktioun, mä och bei der Vermarktung, bei der Transparenz.

Hei hu mer zu Lëtzebuerg ee richtegt Megapotentzial, mä leider geschitt net ganz vill op der Säit vun der Politik. D'Industrie kritt u sech all Ennerstëtzung, dat ass och richtig esou, mä an der Landwirtschaft hu mer null Koordinatioun. An dat ass batter néideg, well eis Landmaschinnenhändler packen dat net eleng. Duerfir ass de Maart ze kleng.

Bal kee vun eisen Händler bitt IT-Léisungen un, wou all Betriebsprozesser zesummen an Dashboard an Iwwerbléck ze kréien. Dem Bauer kéint vill gehollef ginn, fir seng Prozesser heimmadder ze optiméieren. A vläicht kéint en dann och méi rationell eng Decisioun huelen a Richtung Biolandwirtschaft.

Zweetens, d'Maschine fir d'mechanesch Onkrautbekämpfung muss méi rentabel ginn. Ech ginn lech e Beispill an der Praxis. Mir sot e

Bauer, hien hätt iwwerluecht, e Roboter ze kafen, fir an de Reien d'Kraut ze bekämpfen, andeems datt et lafend gekappt gëtt. Am Moment notzt hie chemesch Planzeschutzmittel. Dat kascht hie 70 Euro den Hektar. Wann en de Roboter keeft, da géif dat a sengem Betrib 500 Euro den Hektar kaschten. An deem Fall ass d'Decisioun séier geholl, well fir säi Produkt kritt en näämlech net deemspriechend méi.

D'Politik muss also derfir suergen, datt déi mechanesch Onkrautbekämpfung méi rentabel gëtt. Des Maschinnen d'office bezuschussen, onofhängeg vum Pfaffong, ass eng Méiglechkeet, respektiv de Bähëllefssaz bei deesen ëmweltschonende Maschinnen an d'Luucht setzen.

D'Réttens, d'Berodung, d'Begleedung ausbauen, net nëmme fir d'Biobauern, mä allgemeng fir den Ëmweltschutz, d'Nohaltegkeet. Nëmme dann erreecht ee méi Betriber. An d'est soll dann och gratis oder zumindest staark subventionéiert gi vum Stat.

Véiertens, d'Fuerschung an och déi ugewannte Fuerschung nach ausbauen, zum Beispill am Beräich vun Eewäissfudermittel fir eist Geflügel, eis Schwäin, fir ebe manner Soja ze gebrauchen, nach zousätzlech pushen, awer och am Biolandbau fir eng Alternativ zum Koffer. Ech mengen, dat ass noutwendeg, well de Koffer awer schiedlech Wierkungen op d'Ëmwelt an och op d'Fauna huet.

Fënneftens, Innovatiounen an och Produktinnovatiounen féieren, an dat och nach méi staark am Agrargesetz.

A wann ech da bei de Konsument higinn, dann, mengen ech, an dat ass mäi sechste Punkt, muss mer bei de Kanner ufänken. Vill wëssen net méi, wéi d'Liewensmittel produzéiert ginn. Hei brauche mer Weidbildung vum Léierpersonal. D'Liewensmittelproduktioun an d'Ernährung sollen an der Grondschoul behandelt ginn. Eng Zesummenaarbecht vun der Grondschoul mat emgem oder méi landwirtschaftleche Betriber muss ugestriift ginn.

An an deem Sënn deposéieren ech eng zweet Motioun, wou mer froen, datt d'landwirtschaftlech Produktioun integrierte Bestanddeel vum Programm an der Grondschoul gëtt. Wannechgelift, Här President!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant de manière générale que l'interaction entre producteurs et consommateurs de produits alimentaires devient de plus en plus rare ;

- constatant que les enfants ne connaissent souvent plus la provenance des aliments ;

- estimant qu'il faut améliorer l'image de l'agriculture dans les écoles ;

- estimant qu'il est indispensable de sensibiliser les enfants, et ce dès le plus jeune âge, aux questions liées à la production alimentaire ;

- estimant que les enfants devraient, dans le cadre d'activités scolaires et extrascolaires, découvrir à travers des visites de fermes les métiers agricoles ainsi que les enjeux et les contraintes du monde rural et agricole ;

- estimant que l'éducation offre un point de convergence précieux pour sensibiliser les jeunes au secteur agricole ;

invite le Gouvernement

- à élaborer en collaboration avec les responsables du monde agricole une approche éducative relative à la production et la distribution alimentaires ;

- à élaborer un programme et une documentation pédagogiques ayant pour objectif de faire découvrir aux élèves la production agricole de denrées alimentaires ;

- à adapter les programmes scolaires afin que l'information sur l'agriculture devienne partie intégrante du système scolaire public ;

- à favoriser dans ce contexte les visites de terrain dans des fermes pédagogiques et autres exploitations agricoles permettant aux élèves de concrétiser les apprentissages faits en classe ;

- à offrir une formation continue portant sur l'agriculture à destination des enseignants.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Siwontens, dann d'Veaarbechtungs- an d'Veermaartungs- betriber nach méi geziilt ënnerstëtzen, awer och net nëmme an Bioberäich, esou wéi et am Koalitionsaccord steet. Well do steet: « Des structures de transformation et de commercialisation, des mesures de sensibilisation (...) pour la filière biologique seront développées (...) ». »



Dat geet net duer! Mir hätte se gäre fir se all. Ob dat ee Gefligelschluethaus oder e Bioranerschluethaus oder Uebst- a Geméisveraarbechtung an esou weider ass, ouni Transformatioun kënnst ee schwierig op de Marché, och wann d'Direktvermaartung eng Chance fir eenzel Betriber ass. An ech ënnerstëtzen déi natierlech och. Ech war och do Grënnungsmember vun eisem Direktvermaartungsveräin.

Hei musse mer d'Ënnerstëtzungsméiglechkeeten, déi Europa zouléisst, voll ausnotzen. Dat ass leider an deem Agrargesetz net gemaach ginn. Mir hoffen dann op dat nächst.

Aachtens, de Konsum an der Restauratioun an esou weider fërderen. Hei brauche mer eng geziilt Informatioun an och Weiterbildung an Ausbildung an de Beruffer vum Ernährungsberäich. Datselwecht gëllt allgemeng ebe fir eis regional Produkter.

An den néngte Punkt: de Konsum an der kollektiver Kichen ënnerstëtzen, an do net nëmme regional bio, mä och einfach regional nohalteg.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der gesitt hu mer eng Partie Virschléi ze maachen, fir a Richtung vu méi nohalteger Landwirtschaft a vu méi biologescher Landwirtschaft ze goen. D'CSV steet fir eng Verbesserung vun den ökologesche Leeschtungen vun der gesamter Landwirtschaft. An et ass duerfir wichteg - ech soen et nach eng Kéier -, déi gesamt Landwirtschaft zu Lëtzebuerg am A ze behalen, d'Leeschtingen an d'Effizienz ze verbessern. Duerfir proposéiere mer eben, fir de Fokus an och d'Diskussioun laangfristeg op d'ökologesche Leeschtungen vun alle Betriber ze orientéieren, an eben net nëmme vu Bio an Netbio ze schwätzen.

Wéi gesot, et gëtt kee Schwaarz a Wäiss, et geet nëmme mateneen. An ech sinn och iwwerzeugt, dass nach jiddweree vun deem anere ka léieren.

Dir Dammen an Dir Hären, genau duerfir hätte mer u sech gären nach méi eng breet Diskussioun. An duerfir froen ech am Numm vun der CSV eng Interpellatioun zum Thema Landwirtschaft a Klimaschutz fir den Hierscht un.

(Dépôt d'une demande d'interpellation)

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hansen. Den nächsten geschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, an enger Zäit, wou d'Mënschheet sech u sech ëmmer méi bewosst gëtt, dass déi natierlech Ressourcen net onbegrenzt sinn, entsteet glécklecherweis och e globaalt Ëmdenken, kann ee scho bal soen. Allerdéngs huet een d'Gefill, dass dat awer net déi Vitesse huet, déi et misst hunn.

Wann ech vun engem globalen Ëmdenke schwätzen, dann denken ech natierlech un den Émgang virun allem mat der Natur. An da si mer och ganz séier bei der Hiertstellung a beim Konsum vu Liewensmëttel, wat haut eng ganz grouss Bedeitung anhëlt. Déi positiv Entwécklung ass ouni Zweifel ze begrëissen. An dat bréngt och mat sech, dass d'Politik där Entwécklung awer och nach vill méi muss Rechnung droen.

Ech mengen, als Landwirtschaft gëtt u sech de Wirtschaftsberäich vun der Urproduktioun definiert. Och Lëtzebuerg ass haut nach ëmmer op eng Manéier ganz staark gepräagt vun der Landwirtschaft, an dat net nëmme geografesch gekuckt, also net nëmme am Norde vun Land. Natierlech ass den ekonomeschen Aspekt net méi esou grouss, wéi dat emol fréier war.

Ech wëll drop hiweisen: 1952 huet d'Landwirtschaft nach 9,3 % vum PIB ausgemaach. Haut si mer bei plus ou moins 0,3 %. Mir haten 1990 3.803 Betriber, 2017 waren et der 1.932. An trotzdem kann een awer roueg hei soen, dass de sozialen an den ekonomeschen Impakt vun der Landwirtschaft nach ëmmer bedeutend hei zu Lëtzebuerg ass.

Si steet natierlech, an dat ass och keng nei Erkenntnis, an éischer Linn nach ëmmer do als Produzent vun Nahrungsmëttel, a bedéngt och duerch deen héije Produktionsdruck entstinn natierlech och eng ganz Rei Problemer, haapt-sächlech um Niveau vun der Ëmwelt.

Der Landwirtschaft hir Position an eiser Gesellschaft huet natierlech fundamental geännert. Nach bis an d'60er Joren, kann ee soen, war se vun enger spezieller Aura émginn. Deemools huet een nach Päerd virum dem Won gesinn, d'Traktere ware méi rar. Déi Zäit war een en Härebauer, wann ee 25 Kéi hat. Haut fänkt do-

madder kee Bauer méi un. Mä déi Zäite sinn natierlech eriwwer.

Haut ass de Bauer éischer en Industriellen, e Manager a muss sech mat grousser Maschinnen equipéieren. Et huet awer och kee Wäert, dass een ze vill mat Nostalgie no hannen zrëckkuckt. Ech mengen, dass muss ee relativéieren. D'Welt dréit weider a selbstverständlech huet d'Landwirtschaft haut och eng aner Roll ze spillen.

De Bauer ass eben, wéi gesot, en héich gebilten Agraringenieur. E wëllt awer mat Sécherheet net all Dag virgeschriwwen kréien, wat en ze maachen huet. De Bauer huet eng spezifesch Relatioun zur Natur. De Bauer huet eng gutt Ausbildung. An duerfir si mir als Demokratesch Partei och der Meenung, dass ee muss virsiichteg si mat den Oplagen, déi ee mécht, dass een och muss virsiichteg sinn, wéi een am Émgang mam Bauer vir sech geet an dass een him net d'Gefill gëtt, wéi wann e praktesch misst entmündegt ginn an dass een nëmme nach Befehlsempfänger wier. Dat ass net gutt fir d'Entwécklung vun der Landwirtschaft.

Dobaussen zirkuléiert och oft e falscht Bild vun der Landwirtschaft. An ech wëll hei zum Beispill den Aloyse Marx zitieren, de President vum Fräie Lëtzebuerg Bauerverband. Deen hat de leschte Samschden en interessante Lieserbréif am „Luxemburger Wort“. An do huet e geschriwwen: „Nur noch eine Minderheit der Bevölkerung hat Kenntnis darüber, wie Landwirtschaft funktioniert.“ Ech mengen, de Mann huet mat Sécherheet net onrecht.

Et ass esou, dass haut leider, muss ee soen, oft Emotiounen eis guidéieren an der Vue vun enger Aktivitéit. An dat ass net ëmmer ganz gesund. Ech fannen, dass rational Argumenter erëm misste méi zrëckfannen an d'Politik an dass mer och e bësse mussen ophalen, ze vill mat Sloganen dorëmmer ze goen an dass mer mussen vill méi op déi Leit duergoen an och kucken, wat se wierklech leeschten, dass mer eis och en aner Bild dee Moment schafen.

Mir sollen och ophalen, d'Bauern an zwou Kategorien ze gesinn. Et gëtt net de béise Bauer an et gëtt net de gudde Bauer, mä et gëtt einfach de Bauer.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gusty Graas (DP).** - Selbstverständlech, dass ass nâischt Neies, déi konventionell Landwirtschaft steet natierlech och regelméisseg an der Kritik. Hir gëtt, oft u Onrecht, e gespalten Verhältnis zur Natur virgeworf. Eppes ass sécher, dass kann natierlech och den Agrarmilie he zu Lëtzebuerg net ignoréieren: Wa mer e Bléck an d'Natur werfen, da mussen mer feststellen, dass sech do natierlech ganz viles zum Nodeel entwéckelt huet.

Ech mengen, d'Biodiversitéit ass dramatesch zrëckgaangen. Wann een haut iwwert de Flouer trëppelt an et setzt ee sech dann 20, 30 Joer zrëck op déiselwecht Plaz, da muss ee feststellen, dass sech do ganz viles negativ entwéckelt huet. Do, wou fréier eng héich Biodiversitéit war, do ass haut eng Monotonie agegtrueden. Blumen a Planze si méi rar ginn. An dat gëllt och fir eng Rei Déierenaarten.

An de leschten 30 Joer sinn zum Beispill 82 % vun de Fiichtgebiddere, 58 % vun de Bongerten, 55 % vun den Eenzelbeem, 35 % vun den Drécheweisen an Heedfläche verschwonnen. Déi Chiffere soe mat Sécherheet genuch aus.

Mä falsch wier et awer dann, déi Entwécklung elo exklusiv nëmme op déi intensiv Landwirtschaft zrëckzeféieren. Dat ass eng Approche, déi een op kee Fall kann deelen. Et sinn eng ganz Rei aner Argumenter - woubäi ech natierlech net wëll hei soen, dass d'Landwirtschaft do ganz onschëlleg ass -, déi een hei muss mat uféieren: eng, na ja, net onbedéngt gléckleche Landesplanung, eng allgemeng Zersiedelung vun der Landschaft an d'Bevölkerungsexplosion. Dat sinn u sech d'Haaptursachen. Dann natierlech awer och den Drang - an do muss ee praktesch soen, vun jiddwerengem eben -, fir ëmmer nach zousätzlech materiell Gidder ze besetzen. Dat alles huet natierlech och en Druck op d'Natur ausgeübt. An duerfir ass et heiansdo ze bedauern, dass en oppenen Antagonismus gären duergestallt gëtt téschent der Landwirtschaft an der Natur.

Duerfir ass et also wichteg, dass mer mussen e Mentalitéitswandel hei errechen. Vill Akteure sinn natierlech do gefuerdert, sief dat um Niveau vun de Ministèren, sief dat um Niveau vun de Produzenten, awer virun allem natierlech och um Niveau vun dem Konsument. Duerfir, eng vun deene groussen Erausforderunge fir d'Zukunft ass eben, fir erëm méi eng Harmonie téschent der Landwirtschaft an och der Natur duerstellen.

Da si mer natierlech séier am Kär vun der Diskussioun vun haut, wou mer ebe méi spezifesch iwwert d'Biolandwirtschaft solle schwätzen. Ech mengen, hei sinn d'Virdeeler scho

ganz kloer duergeluecht ginn. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass zum Beispill eng Biolandwirtschaft virun allem awer och vill zum Klimaschutz bäidréit. An d'CSV-Fraktioun huet jo och elo eng deementspriedend Interpellatioun hei ugefrot. Ech mengen, et ass och interessant, dass ee sech och eng Kéier méi spezifesch mat där Problematik auserneeetzt.

Et dierf ee jo net vergiessen, d'biologesche Biedem sinn u sech CO₂-senkend, dass heescht, déi am Humus Kuelestoff klimaneutral bannen. Dann dréit och eng Biolandwirtschaft zu enger Reduktioun vun Treibhausgasen bäi. An et dierf een net vergiessen, dass eben d'Biolandwirtschaft eng ganz aner Kultur huet an deem Sënn, dass eben och d'Bieden aneschtens bearbecht ginn an dass zum Beispill awer och Planze sech vill méi laang um Buedem kënnen entwéckelen, wat eben och derzou bäidréit, dass d'Erosioun kann deementspriedend besser ofgewiirt ginn.

Ech mengen, et ass och erfreesch feststellen, dass och ëmmer méi Betriber fräiwëlleg ... An ech wëll och nach eng Kéier deen Term „fräiwëlleg“ hei ënnerstëtzen, dee fir eis awer och eng wesentlech Bedeitung huet, dee contrairement zu deem steet, dass ëmmer vun uewen erof eppes diktéiert gëtt. Wéi gesot, et si vill Betriber, déi sech elo an en Agrar-, Ëmwelt- a Klimaprogramm ageschriwwen hunn.

2017 sinn do net manner wéi 5,3 Milliounen un d'Betriber gefloss. De Moment si 6.300 Hektar op fräiwëlleger Basis vun de Baueren zur Verfügung gestallt, fir eben d'Biodiversitéit ze erhéien.

Da si mer och ganz séier bei der Ausweisung vun de Schutzgebiddere. 79.472 Hektar falen de Moment jo ënner iergendenger Form ënner Protektiounsbestëmmungen. Ech ginn do net ze vill an den Detail eran. Bis 2020 solle jo nach 71 Naturschutzzonen ausgewise ginn.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro, déi sech natierlech muss hei gestallt ginn: Ass eng biologesche Landwirtschaft noutwendeg an ass se rentabel?

Op déi éischt Fro gëtt et eng ganz kloer Äntwert: Jo, si ass noutwendeg!

Bei där zweeter Fro, do zéckt ee schon e bëssen. Ass se rentabel? Dat hänkt natierlech vun de Konditiounen of. Et ass ganz kloer de Maart, deen dat regelt. Hei spillt natierlech och de Konsument eng ganz wichteg Roll. Wann de Konsument net op ass, fir déi Produiten ze konsuméieren, an duerfir brauch ee kee groussen Ekonomist ze sinn, da weess een, dass de Marché net ka wuessen.

Et ass awer ëmmer erëm mat Befrieme feststellen, dass an eiser Gesellschaft nach ëmmer de Präis u sech praktesch ausschlaggebend ass, wéi ee Produkt dass ech konsuméieren. An hei kann een ëmmer erëm op d'Beispill vun de Pouleten zrëckgräifen. Do si ganz vill Leit, Konsumenten, déi éischer e Poulet huelen, deen e puer Euro méi bëlle ass, obwuel et en opgeblosene Poulet ass wéi e Luftballon, mat Hormone vollgepompelt, déi dann awer weinst zwee, dräi Euro éischer d'Tendenz hunn, deen ze konsuméieren, am plaz awer Pouleten, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert goufen an och nach op biologesch Aart a Weis. Dann ass et evident, dass de Marché sech natierlech net kann onbedéngt entwéckelen.

Bon, wat bedeit dann u sech Bio iwwerhaupt? Bio ass haut, kann ee scho soen, eng gewësse Liewensastellung. Ech mengen, wann een ënner biologescher Landwirtschaft wëllt produzéieren, dann huet een och eng gewëssen Astellung zur Natur, déi nëmme ze respektéieren ass.

Mir hu jo de Moment hei zu Lëtzebuerg leider, muss ee soen, nëmme ronn 5 % Biobauern. Et sinn insgesamt 132 Bioproduzenten, dovunner, wéi gesot, 75 Bauerebetriber. Dass heescht also, dass mer nach ganz vill Sputt no uewen hunn. A wa mer eis an de Verglach setze mat dem Ausland, da mussen mer feststellen, dass Lëtzebuerg do wäit hannendran ass. Mir hu Länner wéi Eisträich: 21,3 % Biolandwirtschaft, Schweden: 18,3 % an Estland: 18 %. Do si mir also nach wäit ewech.

Do ass natierlech d'Fro ze stellen: Firwat hu mer nach net deen Niveau erreecht, dee mer eis am Fong geholl gestallt hunn? Mä bon, engersäits muss natierlech och d'Politik do hir Roll spillen. Et ass scho vill hei vu Subventiounen geschwat ginn. Jo, natierlech muss d'Biolandwirtschaft nach méi staark ënnerstëtzt ginn. Mir hunn och e Plan d'action national en faveur de la promotion de l'agriculture biologique opgestallt. Deen englobéiert jo och konkret Aktiounen.

Contrairement zu deem, wat gëschter hei behaapt ginn ass vun enger Riednerin, an deene leschte sechs Joer wier iwwerhaupt nâischt geschitt am Interêt vun der Biolandwirtschaft ... D'Madamm Hansen, se ass net ... Ah dach, se

ass de Moment heibannen. Ech si kee Frënd dovunner, wann een esou Pauschalaussoe mécht. Et soll een awer e bëssen ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech hunn zwar keng Pauschalaussoe gemaach!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ah, ben! Dass heescht, Dir sidd der Meenung, déi lescht sechs Joer ass guer nâischt geschitt um Niveau ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Majo, wann Der d'Fläch kuckt, wann Der d'Statistik kuckt, ass nâischt geschitt. An Dir huet dat als Moosstaf.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Madamm Hansen, Dir waart eng ganz, muss ech soen, kompetent Mataarbechterin bei der Ausaarbechtung vum Agrargesetz. Ech kennen och zoufällg de Rapporteur vum Agrargesetz. An hannendru sëtzt een Här, deen dat Gesetz och ganz gutt kennt. An ech kann awer nëmme soen, dass awer an deem Agrargesetz mat Sécherheet Efforte gemaach goufen, fir d'Biolandwirtschaft ze ënnerstëtzen. Duerfir wannechgelift, esou Pauschalaussoen, déi sinn net ëmmer ganz glécklech.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Et ass just kee Resultat do, wollt ech soen.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Et ass also kloer, dass eben och op privater Basis natierlech mussen nach Efforte gemaach ginn. Mä och do erkennt ee jo awer positiv Aktiounen. Ech wëll op eng Supermarkétketten hiweisen, fir de Cactus net mam Numm ze nennen, deen natierlech och ganz vill Initiativen do mécht mat der BIOG, mat Pains & Tradition, deen elo schonn déi fenneft Produktionskette fir d'Fëderung vun der regionaler Landwirtschaft an d'Liewe geruff huet. Doriwuer eraus gëtt et nach Bio Green Beef, wou sech 20 Biobetriber dru bedeelegen.

Et spiert een also, dass awer eng gewëssen Entwécklung hei zu Lëtzebuerg och do ass. An duerfir menge mer och, dass deem och muss vill méi Rechnung gedroe ginn, well de Bio huet jo u sech en exzellente Image. Dass ganz kloer. Et falen engem natierlech vill Argumenter an, fir d'Biolandwirtschaft ganz kloer hei ze ënnerstëtzen.

A Bio ass nun eben déi nohaltegst Form. Dass gëllt net nëmme fir d'Landwirtschaft, dass gëllt och nach fir vill aner Produkter. An dowéinst si mer der Meenung, dass eben hei nach méi direkt Ënnerstëtzung mussen an Zukunft gemaach ginn, déi sech allerdéngs och solle koppelen u d'Resultat an och u d'Leeschting. Et geet also net nëmme duer, dass een einfach pauschal Distributiounen vu Gelder mécht, mä et muss awer och e Rendement erauskommen.

Natierlech, wa mer iwwert d'Biolandwirtschaft vu muer schwätzen, da komme mer och net derlaanscht, iwwert d'GAP hei e Wuert ze verléieren, also déi gemeinsams Agrarpolitik um europäeschen Niveau. Och do, wou mer, an den Här Minister weess dat vill besser wéi ech, nach net zum Ofschluss komm sinn. Ech mengen, déi rumänesch Presidence huet dat net fäerdegbruecht. Elo ass et un de Finnen, dass ze realiséieren.

Ma och do mussen mer dat Instrument awer notzen, fir, wéi gesot, och d'Biolandwirtschaft esou vill wéi méiglech ze ënnerstëtzen. Doriwuer eraus ass dat awer och zum Deel eng Aufgabe vun den nationale Staten. An ech wëll och hei de Phil Hogan, den Nach-Agrarkommissär zitieren, dee sech derfir asetzt, dass d'Bauere misste méi fir de Klimaschutz maachen. Jo, dass ass eng ganz wichteg, eng ganz richtig Ausso, mä och do, wéi gesot, muss dann d'Politik awer deementspriedend mat-spillen.

Et ass awer net nëmme um reng europäeschen Niveau, mä och um regionalen europäeschen Niveau bestinn nach ganz vill Ausbauméiglechkeeten. Ech denken zum Beispill un de Benelux, deen net méi spéit wéi den 18. Oktober zu Beetebuerg eng ganz grouss Reunoun huet iwwer Biolandwirtschaft, a wou och d'Iddi am Fong geholl formuléiert ginn ass, fir e sougenannte Benelux-Biolabel ze schafen. Ech mengen, och dat sinn Initiativen, déi ouni Zweifel mussen hei mat ënnerstëtzt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet sech natierlech ambitiéis Ziler gesat. Jo, bis d'Joer 2025 sollen 20 % vun der landwirtschaftlecher Fläch biologesch genotzt ginn. Dass ass natierlech e ganz ambitiéis Zil. Effektiv, ob mer dat errechen, ech si kee Prophet, hunn zwar meng liicht Bedenken, dass

sinn nëmmen nach knapps sechs Joer, ob mer bis dohinner vu 4 % op 20 % kommen. Et kann een nëmmen hoffen. An et soll een och do positiv an d'Zukunft kucken, mä mat Schlagwierder eleng geet et natierlech net do. Mir mussen och deemtsprechend dann awer versichen, dat ëmzesetzen.

Mä et si jo schon eng Rei Initiative geholl ginn. An ech wollt och vläicht profitéieren ... Mä ech ginn och dervun aus, dass den Här Minister eis herno nach e puer zousätzlech Erklärungen gëtt. Éischt Adaptatioun solle jo scho virgeholl ginn. Da gëtt et e Groupe de pilotage. Ech mengen, dat war och gëschter schonn hei ugeschwat ginn. Dann och: Wéi ass et mam neien Aktionsplang? Ech ginn dervun aus, dass den Här Minister eis herno wäert dozou awer nach e puer Erklärungen ginn.

Et kann een natierlech och nëmmen zefridde sinn, wann d'Nofro u Bioprodukten an d'Luucht geet. Dat gëllt och fir eist Land. Mä dat kann awer och eng gewësse Gefor beinhalten.

Wann de Marché eng Kéier sollt, wat mer op eng Manéier hoffen, explodéieren, dann hätt dat natierlech och eng Konsequenz op d'Produktionsmethod. An ech verweisen op eng Polemik, déi de Moment a Frankräich ass. Do geet et ëm Tomaten, déi elo op eng riseg Manéier hiergestallt ginn ënnert dem Label Bio. Do muss een allerdéngs och oppassen, an erëm eng Kéier ass de Konsument och gefuerdert, dass mer net ufänken awer elo op eemol Bioprodukten 365 Deeg ze konsuméieren, déi awer net saisonal hiergestallt goufen. Da fänke mer un, de Begrëff e bëssen ze verwässeren. An dat wier der ganzer Entwécklung net onbedéngt positiv gedéngt.

Datselwecht gëllt natierlech och fir den Import vu Produiten, déi aus Drëttlänner an d'Europäescher Unioen kommen. Ech mengen, och do muss mer leider feststellen, dass de Begrëff „Bio“ heiansdo vu verschiddene Leit iwwerstrapaziéiert gëtt. Ech ginn d'Beispill vum Quinoa, wou elo kierzlech och an der Press ze liese war respektiv ze gesi war, ënner wat fir enge Konditiounen dass deen hiergestallt gëtt. Ech erspue ren lech hei d'Detailer.

Ënner anerem allerdéngs ass do och nach mat Pestizide gehandhabt ginn, an e gëtt awer dann hei zu Lëtzebuerg an de Regaler als Bioprodukt verkaaft. Dat dierf natierlech net sinn! Och do mussen d'Europäer vill méi streng ginn. An och do muss drop higewise ginn, dass net onbedéngt Bio ass, wat als Bio duergestallt gëtt.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et also op alle Fall ganz kloer: D'Qualitéit muss virun der Quantitéit stoen! An dowéinst sollen och nëmme Produite konsuméiert ginn, wa se saisonal deemtsprechend kënnen esou gesi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vläicht zum Schluss dann e puer Haaptpunkte vun der DP hirer Vue, wéi d'Biolandwirtschaft sech soll hei positiv zu Lëtzebuerg entwéckelen, nach ze presentéieren. Ech hunn dat op siwe Punkte resuméiert.

Éischtens, mir wëllen natierlech den Undeel vun der biologescher Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg däitlech an d'Luucht schrauwen. Ech wëll awer nach eng Kéier hei betounen, dass fir eis hei de liberale Gedanke ganz kloer am Vierdergrond steet. Et soll een, wéi gesot, d'Baue ren net forcéieren, mä et soll ee se incitéieren.

► **M. André Bauler (DP)**. - Ganz gutt!

► **M. Gusty Graas (DP)**. - Et soll een also e Kader schafen, wou de Bauer sech dran erëmfënnt a wou e Loscht huet, sech deemtsprechend och esou ze entwéckelen, well ze vill Verbueten, an dat weess jiddwereen och fir sech selwer, déi schränken d'Motivatioun vun engem Mënsch an. Dowéinst, kommt, mer mussen do vill méi feinfühleg an Zukunft virgoen!

Et ass also nëmmen um fräiwëllege Wee, wou de Bauer mat Sécherheet gewëllt wier, sech an Zukunft och vläicht vun der konventioneller Landwirtschaft ze verabschieden an da méi a Richtung biologesch Landwirtschaft hinzugeen.

Zweete Punkt, dee fir eis wichteg ass, dass ass natierlech d'Fuerschung. Dat ass evident. Ech mengen, et muss gekuckt ginn: Wéi kënnen mer Alternativen zu de Planzeschutzmittelen entwéckelen? Well nëmmen esou kann och garantiéiert ginn, dass eben och d'Recolten net vun enger Krankheet oder vun Insekten befall ginn, well dat ass e bëssen och den Haaptproblem vun dem biologeschen Ubau. Duerfir soll och d'Berodung an d'Fuerschung beim IBLA, dem Institut fir biologesche Landbau an Agrarkultur, gestärkt ginn.

Dann en drëtte Punkt, dass ass d'Deelëmstellung op Bio, déi jo elo ewell méiglech ass. Déi ass méiglech bei de Wënzer. Ech wëll lech och hei nach eng Kéier ënnersträchen: Wann een hei vu Biolandwirtschaft schwätzt, gehéieren dozo selbstverständlech awer och d'Wënzer. Déi Ëmstellung muss also an eisen Aen nach vereinfacht ginn, well et kann een net verlaangen, dass e Betrib vun haut op muer einfach 100 % ëmstellt. Esou einfach geet et natierlech och net. Duerfir muss also vläicht méi Flexibilitéit kommen, dass och e Bauer d'Méiglechkeet huet, a gewëssene Stufe sech ëmzesetzen, natierlech no ganz kloren, fixe Kriterien.

Dann ee véierte Punkt, dass ass, wéi gesot, den Aktionsplang, iwwert dee mer schonn hei diskutéiert hunn. Dee muss an eisen Aen nach ausgebaut ginn.

Fënnefte Punkt, dass ass dann, dass mer der Meenung sinn, dass zu diesem Zäitpunkt och um Niveau vum Landwirtschaftsministère vläicht eng spezifesch Ulaftstell soll geschaf gi fir d'Biobauern, well se ebe besonnesch, an ech denke virun allem un déi, déi wëllen deelëmstellen oder déi sech ganz ëmstellen, eng Berodung brauchen, soudatt se en direkten Uspriechpartner brauchen, dee sech spezifesch an exklusiv nëmme mat där Problematik auseenetzt. Dowéinst, wéi gesot, eis Fuerderung, esou eng Ulaftstell ze schafen, déi natierlech, an dat wier u sech déi beschten Entwécklung, déi laangfristeg dann awer erëm an déi normal Struktur vun Ministère affléist, soudatt se sech gegebenfalls géif selwer opléisen, wa mer dann eng Kéier sollten dat errechen, wouwen den Här Rifkin dreemt, dass mer am Joer 2050 nach just 100 % landwirtschaftlech genotzte Flächen, déi biologesch kultivéiert ginn, hunn.

Dann de sechste Punkt. Dass ass natierlech een, deen och net ganz nei ass, mä wou een awer ëmmer erëm muss feststellen, och als Lokalpolitiker, dass regional a lokal Produite verstärkt och um effentlechen Niveau mussen konsuméiert ginn. Ech denken un d'Crêchen, ech denken un d'Foyer-de-jouren, ech denken un d'Statskantin an esou weider an esou fort. Ech mengen, do besteet mat Sécherheet och nach vill Sputt no uewen.

Dann ee siwente Punkt, dee fir eis ganz wesentlich ass: Naturschutz a Biolandwirtschaft, déi sinn nun eemol ontrennbar, déi gehéieren zesammen. Mir mussen ophalen, e gewëssenen Antagonismus doranner ze gesinn. Dass ass falsch. Wa mer déi Hürd net iwwersprangen, da riskéiere mer jiddefalls, déi Ziler, déi mer eis gesat hunn, net ze errechen.

An ech wëll nëmmen e puer Zuelen hei och ënnerbreeden, déi och beweisen, wéi wichteg dass et ass, dass mer verstärkt op Biolandwirtschaft ëmklammen. Zum Beispill, an der Moyenne si bei der Biolandwirtschaft 12,4 Hektar Gréngland vill méi arteräich wéi bei der konventioneller Landwirtschaft, wou an der Moyenne dat nëmme 6,5 Hektar sinn. Dann, an ech beruffe mech hei awer op Etüden, déi gemaach gi sinn: Op deem Gréngland fanne mer an der Moyenne 18,4 verschidde Grieser géintwärtig nëmme 14,2 fir déi konventionell. Wa mer dann d'Kraider analyséieren, do ass d'Verhältnis 11,8 fir Bio zu 8,4 fir déi konventionell. An dann den Undeel vun deenen Aarten, Déierenarten, déi op der roudler Lëscht stinn, deen ass op deene biologesch bewirtschaftete Fläche 4,6, géint 2,7 bei deene konventionellen.

Ech mengen, déi puer Chifferen ënnermauern och ganz kloer, dass et awer och e wesentleche Punkt ass, op Biolandwirtschaft ze setzen, well eben doduerch och d'Biodiversitéit erhéicht gëtt. Dat geet also iwwert déi reng Produktioun vun Nahrungsmittelen eraus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn, andeems ech mech e bëssen hei preparéiert hunn, gëschter och op eng interessant Etüd gefall. Do liest ee ganz interessant Saachen. Zum Beispill gëtt do gesot, dass ee Kilo Äppel, deen aus konventionellem Ubau kënnt, Gesondheetsschied produzéiert, déi 21 Cent kaschten. Dat heescht also am Kloertext: Wa mer en Äppel iessen, ech hoffen, dass mer déi elo no an eiser Bar leien hunn, en Äppel iessen, deen aus konventionellem Ubau ass, deen ass esou mat Pestiziden a mat Fungiziden, mat Herbizide belaauscht, dass en automatesch géif och e gesondheetleche Schued mat sech bréngen.

Bon, dass sinn Etüden, déi dach awer gemaach gi vun Instituter, deenen ee mat Sécherheet ka gleewen.

Wéi gesot, ofschléissend: D'Landwirtschaft huet natierlech nëmmen eng Zukunft, an ech soen elo bewusst „d'Landwirtschaft“, wa se méi naturverträaglech ass a wa se och méi am Interêt vun der Gesondheet vun de Mënsche schafft a wann natierlech insgesamt d'Natur méi respektéiert gëtt. Ech sinn do ganz positiv

gesënn. Ech mengen och, wa mer eng Politik entwéckelen, déi mat de Baueren zesumme gesi gëtt an och ëmgesat gëtt, da kënnen mer déi Ziler errechen. Mir sollen also do Feinfühlegkeet weisen. Ech mengen, dass soll och d'Schlusswuert sinn am Numm vun der Demokratescher Partei. Dass ass jiddefalls dee Wee, dee mir wëlle goen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix**. - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président**. - Merci villmools, Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Tess Burton (LSAP)**. - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zanter der Etüd iwwert déi drëtt industriell Revolutioun hu mer vill iwwer eng radikal Verännerung vun eise Wirtschaftmodell geschwat, woubäi oft nach net genau ze gesi war, wat dat konkret géif bedeuten.

D'Feststellung ass jo déi, dass déi industriell Revolutiounen, déi mer bis elo kann hunn, eis e grouse Sprong no vir erlaabt hunn, wat de materielle Wuertstand an de Confort betreffen.

Allerdéngs ass domat eng Ausbeutung vun den natierleche Ressourcë verbonnen an eng staark Ofhängegkeet vu fossillen Energieträger. Mir iwwernotzen déi natierlech Ressourcen, soudass se fir d'zukünfteg Generatiounen net méi zur Verfügung stinn, wa mer esou weidermaachen.

Dat massiwt Verbrenne vu fossiller Energie iwwer Jorzéngten heizt do de Klimawandel kräfteg un. Wéi dramatesch d'Konsequenzen dovunner sinn, gëtt ëmmer méi däitlech, soudass een haut keen Expert méi muss sinn, fir ze verstoen, dass mer eis Aart a Weis ze produzéieren an ze konsuméieren dréngend verännere mussen. Dass gëllt fir all Secteur an och fir all eenzelne Konsument.

D'Landwirtschaft, an domat mengen ech haut alleguer d'akteuren aus der Landwirtschaft, och d'Wënzer, spillt dobäi eng besonnesch Roll. Dass läit awer net dorun, dass d'Landwirtschaft am Verglach mat anere Wirtschaftssectoren en iwwerméisseg groussen Ëmweltverschmutzer ass. Si huet just op ville verschiddene Niveaue e groussen Afloss. Dass fänkt domat un, dass ronn d'Halschent vun eiser Landesfläch landwirtschaftlech genotzt gëtt. Si huet domat e wesentlechen Afloss op natierlech Ressourcë wéi Waasser, Buedem a Loft. Jee nodeem wéi op deenen Terraine geschafft gëtt, kann deen Afloss positiv oder negativ sinn. Sou kann den Asaz vu Planzeschutzmittel en negativen Afloss op d'Qualitéit vum Grondwaasser a vum Buedem hunn an d'Biodiversitéit verschlechteren.

Produktionsmethoden, déi ouni ëmweltschiedlech Mittelen auskommen, sinn deemno méi eng nohalteg Alternativ. Derbäi kënnt, dass d'Landwirtschaft zum Deel d'Méiglechkeeten huet, d'Biedem ze verbessern, an e positive Bäitrag zum Klimawandel ka leeschten, well Planze bekanntlech CO₂ späicheren.

D'Bauere selwer sinn als Éischt betraff vun deenen Auswierkungen. Wann d'Ressourcen, vun deene si offhänken, iwwernotzt ginn, muss se mat grouse Verloschter rechnen. Suerge si mat derfir, dass genuch proppert Waasser zur Verfügung steet an d'Qualitéit vun hire Biedem erhalte bleift, stinn hir Chancë besser, fir kontinuierlech e gudder Produktiounsniveau ze behalen.

Et muss een allerdéngs ervirsträchen, dass si bäi Wäitem net eleng en Afloss dorop hunn an awer d'Konsequenze mussen droen, wann zum Beispill aner Secteuren d'Waasser verschmotzen oder Terraine versiegen.

Et ass richtig, dass d'Bauern an hirem eegenen Interessi an an deem vun der Gesellschaft mussen méi nohalteg schaffen. Et ass awer genauou richtig, dass all aneren Akteur an eiser Gesellschaft säi Liewensstil muss verännere, fir net d'Existenzgrundlag vun de Baueren ze zerstéieren. Mir brauchen eis Baueren. Si produzéieren lesswueren, déi mir all brauchen, fir ze iwwerliewen.

Weider Aufgabe kommen am Kader vun der drëtter industrieller Revolutioun op d'Bauern zou, well wa mer nach just erneierbar Rohstoffe wëllen notzen, da sinn déi meescht dovun nowuessend, dass heescht op planzlecher Basis. Mir haten do scho vill Diskussiounen iwwer Biodiesel an den Ubau vu Planze fir d'Energiegewinnung. Dës Diskussiounen wäerte mer och verstärkt kréien, wa mer de Plastikoffall drastesch wëlle reduzéieren an duerch biodegradabel Material ersetze wëllen.

D'Gesellschaft stellt deemno ëmmer méi Fuerderungen un d'Landwirtschaft, ass awer net ëmmer bereet, ze hëllefen, wann zum Beispill niddreg Marchéspräisser oder extrem Wiederkonditiounen d'Betriber an Existenzschwierigkeete bréngen.

Zwou Saache sinn also kloer: Vill Bauere sinn haut an enger prekärer Situatioun, soudass hire Spillraum, fir nei Défien unzegoen, net ganz grouss ass, an ouni grondleedend Verännerungen hu si mëttelfristeg awer och schlecht Iwwerlieweschancen. De Stat huet deemno eng extrem wichteg Roll, wann et dorëm geet, d'Iwwerliewe vun de Baueren ofzesécheren, an zwar net nëmme kuerzfristeg, mä dauerhaft.

Här President, d'Regierung huet e ganz ambitiöst Zil gesat a wëllt bis 2050 déi ganz Landwirtschaft op Bio ëmstellen. Zwëschenzill sinn 20 % bis 2025. Wann ee weess, dass de Biobau haut just eng Nisch duerstellt, ass dat héich ge-graff.

Wat fir eng Virdeeler huet d'Biolandwirtschaft op de konventionelle Secteur?

Den Ëmweltimpakt ass sécher ee vun deenen offensichtlechen Ënnerscheeder: manner Belaaftung vum Grondwaasser, méi gesond Biedem, keng Gefor fir bestäubend Insekten. De Bauer spuert awer och Sue fir künstlechen Dünger a chemesch Planzeschutzmittelen. Och wann dat net automatesch bedeit, dass d'Produktionskäschten insgesamt manner héich wieren, esou reduzéiert sech doduerch awer d'Ofhängegkeet vum Akaf vu Produkter, op deenen hire Präis d'Bauere keen Afloss hunn.

Well d'Déierenhaltung manner intensiv a manner staark op Héichleeschtung ausgerichtet ass, si Biobauern och manner ofhängeg vum Import vu Fuddermittel. Dës Argumenter gëllen ëmsou méi fir Betriber, déi nom Prinzip vun der Kreeslafwirtschaft fonctionnéieren.

D'Ëmstellung op Bio gräift ausserdeem enger Entwécklung vir, déi sech schrittweis um EU-Niveau an der PAC am Kader vun der Verdeelung vu Subside mécht. Wat d'Fuerderungen aus der Gesellschaft no méi Ëmwelt-, Klima- an Déiereschutz méi staark ginn, wat d'Tendenz, fir d'Subside insgesamt un entsprecheend Kriterien ze bannen, wäert zouhuelen.

Aner Virdeeler bitt de Biolandbau net automatesch. Si kënnen awer erreecht ginn, wann zousätzlech Mesurë berücksichtegt ginn. Dozou gehéiert eng verstärkt Diversifizéierung, déi de Risiko senkt, bei extreme Wiederkonditiounen alles ze verléieren.

Eng besser Upassung un d'Demande vum regionale Marché senkt d'Ofhängegkeet vun internationalen Marchéspräisser. Et gëtt och zu Lëtzebuerg eng Rei Beispiller, wéi deenen direkte Kontakt tëschent Produzent a Konsument fonctionnéiere kann. Am Direktverfak kënnen dobäi déi grousszügig Margen ëmgaange ginn, déi den Tëschenhandel sech hëlt.

Konventionell Baueren hei am Land weisen zu Recht dorop hin, dass si elo scho ganz vill Efforte maachen, fir méi nohalteg ze schaffen, a si sinn och bereet, weider mat op dee Wee ze goen. Trotzdem gëtt et bei villen eng staark Retizienz, fir op Bio ëmzesetzen.

Firwat also deen effentlechen Drock, fir mëttelfristeg e ganze Secteur op Bio ëmzesetzen?

Här President, e groussen Ënnerscheid tëschent enger nohalteger konventioneller Landwirtschaft an der Biolandwirtschaft ass déi effentlech Unerkennung an d'Visibilitéit vun den Efforten, déi gemaach goufen. D'Regelen, wat fir eng Konditiounen mussen erfüllt sinn, fir dass e Produkt de Biolabel dierf droen, si kloer an iwwerall an der EU déiselwech. Dass erhéicht den Erëmerkennungswäert an d'Akzeptanz vu méi héije Präisser.

Bei der konventioneller Landwirtschaft gëtt et grouss Qualitëitsënnerscheeder. Déi qualitativ héichwäerteg Produkter vun eise Bauere stinn a Konkurrenz mat Produkter aus der ganzer Welt, déi zum Deel ganz anere Produktionskriterien an zum Deel manner Kontrollen ënnerleien. Konventionell Betriber, déi fräiwëlleg zousätzlech Efforte maachen, fir méi nohalteg ze schaffen, ouni dat zertifizéieren ze loossen, hu kee finanziellen Ausgleich derfir. Lëtzebuurger Qualitëitslabelen kënnen hëllefen, dës extra Leeschtungen sichtbar ze maachen, mä déi gi beschtefalls vu Clienten hei am Land erëmerkant.

Mir hunn och am Moment e Gesetzesprojet an der Prozedur, wou eben iwwer een nationale Label versicht gëtt, zousätzlech Efforten a Qualitëitsënnerscheeder sichtbar ze maachen. Mä do gesäit ee gutt, wéi schwierig dat ass. D'Zil muss et sinn, dass all d'Leeschungen, déi d'Bauern am Interessi vun der Allgemengheet bréngen, visibel sinn a fair bezuelt ginn. D'Biozertifizéierung ass haut dat bescht Mittel, wat an deem Sënn besteet.

Am Resultat brauche mer awer net nëmmen e Label, mä eng Landwirtschaft, déi méiglechst wäitgeend no de Prinzipie vun der Kreeslafwirtschaft fonctionnéiert. Fir dass dat geléngt, mussen souwuel déi konventionell wéi och d'Biolandwirtschaft sech weiderentwéckelen. Bio bréngt eis eisen Ziler e gutt Stéck méi no, ass awer kee Zaubermittel, dass op ee Schlag all d'Problemer léist.



Et gëtt eng ganz Rei vu Problemer, déi weder déi konventionell nach d'Biolandwirtschaft liicht kënnen léisen. Dozou gehéieren en héije Konkurrenzdruck a Marchéspräisser, déi oft ënner de Produktiounskäschte leien. Och wann an de vergaangene Jorzéngten eis Betriber sech entspriedend vun den Ziler vun der PAC moderniséiert hunn a stolz op hir héich Produktivitéit sinn, esou hu se dach e schwéiere Stand am Verglach zu hire Konkurrenten, déi a ganz anere Moosse produzéieren, méi génschteg klimatesch Bedéngungen hunn a méi e lichte Accès zu bëllegen Terrainen hunn. Et besteet deemno ëmmer e Risiko vun Ofsazschwierigkeiten a Präisverfall. Dat gëllt souwuel fir konventionell wéi fir de Bio.

Wat mer méi Bio produzéieren, wat natierlech och hei de Konkurrenzdruck méi grouss gëtt. Wann d'Landwirtschaft e belibige Wirtschaftszweig wier, dee wéineg Impakt op d'Gesellschaft als Ganz hätt, hätte mer wuel scho laang opginn, well en ekonomesch net viabel wier ouni Subsidien.

D'Landwirtschaft ass awer kee Sektour wéi all aneren. D'Fro vun der Souverainetéit alimentaire ass eng wichteg, och wa se an dësen Zäiten, wou mer souwisou de gréissten Deel vu Liewensmëttel importéieren, manner an d'A stécht. Eng eege Produktioun kann d'Ofhängegkeet vun Importer awer reduzéieren. Dat gëllt souwuel fir Nahrungsmëttel wéi fir erneierbar Energie an an Zukunft wahrscheinlech och ëmmer méi als Rohstofflieferant fir Produkter, déi haut op Pétrolsbasis hiergestallt ginn.

Doriwwer eraus sinn et d'Bauern a Wénzer, déi mat hirer Aarbecht eis Kulturlandschaften prägen. Si sinn e festen Deel vun eiser Kultur a schafe Wäerter, déi iwwer déi reng ekonomesch Zuelen erausginn. Alles dat rechtfertigt eng staark Ënnerstützung vum Stat.

D'Subsidien erfëllen en duebelen Zweck: Si erhalen d'Konkurrenzfähigkeit vun eise Produkter um internationale Marché a si erméiglechen niddreg Präisser fir d'Konsumenten. Si missten och en drëtten Zweck erfëllen: Si missten de Baueren e fairt Akommes garantéieren.

Well d'Konsumente sech un extrem niddreg Präisser gewinnt hunn an et fir si ganz einfach ass, op auslännesch Produkter zréckzegräifen, wou ënner ganz anere Bedéngunge produzéiert ka ginn, ass et immens wichteg, Subsidien am éischte Pilier ze erhalen, déi de Baueren e Grondakommes garantéieren.

Besonnesch wichteg ass do de Kompensationsubsidie vun de Zones défavorisées, dee berücksichtegt, dass d'Akommes vun de Baueren zu Lëtzebuerg däitlech ënnert deem läit, wat an anere Secteuren normalerweis verdéngt gëtt. Dobäi brauchen d'Bauern haut eng zolidd Ausbildung a vill Fachwëssen.

De Stat kann net einfach Ufuerderungen an d'Luucht setzen, ouni déi wirtschaftlech Situation vun de Betriber ze berücksichtegen.

Wat kann de Stat maachen, fir dass d'Ëmstellung op Biolandwirtschaft geléngt?

Här President, als Éischt brauche mer eng grëndlech Analys vun der aktueller Situation, fir besser ze verstoen, wou d'Stärkten an d'Schwächen vun eise Betriber leien, fir ze verstoen, wéi d'Chancen am beschte genotzt kënnen ginn, awer och fir Hindernisser ze identifizéieren. Et muss eng Evaluatioun vun de Betriber gemaach ginn, fir ze wëssen, wéi schwieereg d'Transformatioun fir déi eng an déi aner ass. Zesumme mat deene Betreffene muss eng Strategie ausgeschafft ginn, déi hirer konkreter Situatioun Rechnung dréit.

Et ass nun emol eng Realitéit, dass fir all Betriber e Plang gemaach muss ginn, deen eng realistesch Perspektiv bitt. Déi beschten Iddien notzen näischt, wann de Betriber um Enn an d'Failite geet. Retizenzen entstinn, wa Bauerebetriber, déi haut schonn um Existenzminimum sinn, d'Gefill hunn, ëmmer méi staark belaauscht ze ginn, ouni am gläiche Mooss nei Revenue kënnen ze gewannen. D'Biozil däerf net nëmmen a Prozenter gemooss ginn, mä och un der Qualitéit an un der Zuel vu Betriber, déi no enger Ëmstellung do sinn an ekonomesch viabel sinn.

Déi politesch Ambitiounen däerfen d'Bauerebetriber net zousätzlech unheizen. Wa mer muer all konventionell Betriber zoumaache géifen, hätte mer iwwermuer 100 % Biobetriber. Eng Zuel um Pabeier eleng seet esou gesinn net vill doriwwer aus, ob eng éffentlech Politik hir Ziler erreicht. Dofir ass et och gutt, esou en Debat wéi haut ze hunn, wou een d'Geleeënheet huet, am Echange mam Landwirtschaftsminister méi an de Fong ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus all deem, wat ech bis elo gesot hunn, geet er vir, dass de Stat massiv investéiere muss an Ënnerstützung leeschte muss, wann déi Ziler, déi mer eis fir d'Landwirtschaft, awer och an de

Beräicher Ëmweltschutz an Déiereschutz gesat hunn, sollen erreicht ginn.

Och wa mer net fräi Hand hunn, wann et ëm d'Veerdeele vu Subsidie geet, muss Lëtzebuerg sech um EU-Niveau staarkmaachen, dass déi schwieereg Ëmstellungsphas uerdentlech begleet ka ginn. Déiselwecht Fuerderung muss mer stelle fir Leeschtunge fir d'Gesellschaft, déi iwwer d'Produktioun vu Liewensmëttel oder anere Materialien erausginn.

Mir müssen eis och asetze fir eng gewësse Flexibilitéit, fir dass d'Subsidien esou gestalt kënnen ginn, dass se kohärent sinn zu där ausgeschaffter Strategie.

Méi Méiglechkeeten huet de Stat bei der Ënnerstützung vun der Fuerschung, Ausbildung, Weiterbildung a Berodung. Dat sinn extrem wichteg Elementer vun enger Transitioun, déi vun eenzelne Baueren net kënnen erbruecht ginn a wou och d'Bauereverbänn un hir Grenze stoussen.

Wann all dës Konditiounen erfëllt sinn, bleift d'Tatsaach, dass d'Bauerebetriber Produktiounsbetriber sinn, déi sech net nëmmen no de Wënsch vun enger Regierung, mä virun allem och no enger Demande vum Konsument richter müssen.

D'Demande no Bioprodukter steigt, mä si wäert net einfach esou bis 2050 op 100 % steigen.

Et bleiwen eng Rei oppe Froen: Wat sinn tatsächlech d'Kritäre vun de Konsumenten hei am Land, wa se akafen? Wéi vill vun hinne verstinn, dass d'Produkter aus eiser konventioneller Landwirtschaft eng ganz gutt Qualitéit hunn an den Oppräis fir Bioprodukter virun allem besser Produktiounsmethoden erlaabt, déi d'Ëmwelt schounen a besser Haltungsbedéngunge fir d'Déieren erméiglechen? Si si bereet, dësen Oppräis ze bezuelen? Hu si déi finanziell Moyenen, fir dësen Oppräis kënnen ze bezuelen?

Et wier gutt, wann de Ministère nieft deenen übleche Marketingtuden a -campagnen eng Analys géif maachen, awéifern dee Mentalitéitswandel, vun deem ganz vill geschwat gëtt, sech tatsächlech am Kafverhale vun de Leit erëmispigelt. Mäi Gefill seet mer näamlech, dass et e groussen Ënnerschied gëtt tëscht de Fuerderungen no méi Ëmwelt- an Déiereschutz an dem reelle Verhale vu Konsumenten. Ass et just eng Minoritéit, déi sech iwwerproportional Gehéier an de Medie verschaaft? Lait et um Präis, dee vill Leit sech net wëllen oder kënnen leeschten? Feelt et un Informatioun oder u Vertrauen?

Erëischt wann een Äntwerten op dës Froen huet, kann ee geziilt Mesuren huelen, fir d'Verhale vun de Konsumenten ze beaflossen. Nëmme mat enger staarker Demande an eiser Gesellschaft no gesonden, nohaltege Liewensmëttel, déi am Respekt vum Wuel vun den Déieren produzéiert ginn, an nëmme mat Verständnis fir d'Bedeutung vun där lokaler Landwirtschaft wäerte mer eis Ziler kënnen errechen.

Ofschléissend, Här President, wéilt ech nach gären eng Motioun deposéieren. Voilà!

Motion 3

La Chambre des Députés, considérant

- l'accord de coalition 2018-2023 qui retient que: « Dans l'esprit des conclusions de la stratégie de la troisième révolution industrielle, la politique agricole intégrera la qualité des produits et l'économie circulaire comme objectifs fondamentaux. Elle accordera une attention particulière à la préservation des richesses naturelles et, au niveau de la production agricole, à la réduction de la dépendance vis-à-vis de l'importation d'aliments pour animaux et de denrées alimentaires. » ;

- que le Gouvernement s'est fixé l'objectif « d'atteindre au moins 20 % des surfaces agricoles exploitées en agriculture biologique à l'horizon 2025 » et que « le nouveau plan d'action biologique fixera un objectif à long terme - 100 % à l'horizon 2050 » ;

- que le pourcentage de la surface agricole utile exploitée en agriculture biologique ne s'est accru que très lentement au cours des dix années passées pour atteindre 4,4 % en 2018 ;

- que les défis auxquels les agriculteurs doivent faire face sont multiples et qu'une transition des exploitations conventionnelles vers une agriculture biologique leur demande des efforts très substantiels,

invite le Gouvernement

- à analyser de manière détaillée le potentiel de développement de la filière bio au Luxembourg,

- à analyser les entraves éventuelles à la transition de l'agriculture conventionnelle vers l'agriculture biologique,

- à développer le nouveau plan d'action en faveur de l'agriculture biologique ensemble avec tous les acteurs concernés et de prévoir les moyens financiers à la hauteur des ambitions et un monitoring annuel transparent à l'accompagnement de la mise en œuvre de celui-ci,

- à analyser et adapter les primes versées dans le secteur de l'agriculture biologique afin d'assurer que l'agriculture biologique soit l'option la plus avantageuse en matière d'aides publiques,

- à investir de manière conséquente dans la recherche dans le domaine de l'agriculture biologique,

- à évaluer le système de conseils agricoles, afin de renforcer ceux-ci en garantissant leur cohérence,

- à intégrer des cours dédiés à l'agriculture biologique aussi bien dans la formation de base que dans la formation continue des agriculteurs et d'en augmenter l'offre,

- à analyser le comportement actuel des consommateurs, du commerce et de la restauration afin d'identifier les leviers qui permettront d'accroître la demande pour les produits issus de l'agriculture biologique,

- et à introduire un minimum obligatoire de produits bio dans le secteur de la restauration collective sous contrôle des pouvoirs publics.

(s.) Tess Burton, Gilles Baum, François Benoy, Gusty Graas, Claude Haagen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, op eng Rei Punkten anzegoen, op déi och scho meng Virriedner agaan sinn, wéi mer de Wee, wéi mer d'Ëmstellung op de Bio erreche kënnen. An dës Motioun ass och ënnerschriwwen vun de Majoritéitsdeputéierten.

An domadder wär ech och um Enn ukomm a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Burton. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. An ech wëll dann och eise grénge Kollege Merci soe fir d'Ureegung zu deser Debatt, och wa mer mat hirem Leitbild net averstane sinn, fir am Joer 2050 100 % Biolandwirtschaft ze errechen. Esou wéi et sécher ass, dass dat Joer net errechen, esou sécher ass et och, dass dat net errecht gëtt.

An der Regierungserklärung ass ze liesen, dass ze wëllen, dass bis 2025 20 % vun der landwirtschaftlecher Notzflech soll genotzt ginn, fir Bio ze maachen. De Moment leie mer bei 4 %. Dat sinn héich Ziler, an ech mengen, mir müssen do nach vill dru schaffen, fir dat ze errechen.

D'Fro muss emol als Éischt gestallt ginn, ob mer en Ofsazmaart hu fir all déi Produkter. Mir produzéieren elo scho méi Produkter, wéi mer konsuméieren. Dat wëllt soen: Mir hunn eng Partie Bioprodukter, déi kommen herno op dem konventionelle Maart erëm zum Virschäin. Ech mengen, dat kann net sinn, well an där enger Hüsicht ginn déi jo deier subventionéiert, fir se duerno op dem traditionelle Maart erëm ze verkafen.

Do derbäi muss ee sech och d'Fro stellen, wéi grouss datt de Qualitéitsënnerschied tëscht Bio an der konventioneller Landwirtschaft nach ass. Well och bei der Biolandwirtschaft ass viles ze hannerfroen, ...

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - ... speziell wat hir laangfristeg Nohaltegkeet ubelaangt. Do wieren dräi, véier Punkten, déi ech awer wéilt hei nennen. Et soll net alles Gold sinn, wat glänzt. Bio ass zwar eng gutt Saach, mä et huet och negativ Punkten. Mir müssen eis e Maart opbauen, an dee Maart geet op fräier Basis. Dat, wat gefrot gëtt, soll och ugebaut ginn. An no dësem fräie Maartssystem soll dat dann och funktionnéieren.

De Landverbrauch, doriwwer ass net geschwat ginn. Souwäit ech dat elo an Erënnerung hunn, ass dee bei der Biolandwirtschaft wesentlech méi héich.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ganz richtig!

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Ech hunn nogeuckt, dass dat 84 % plus/minus erop. An da muss ee sech d'Fro stellen, ob mir nach genuch hei am Land produzéieren, fir eis eege Leit, mat deenen Hektaren, déi mer hunn, ze ernären.

Am Statec ass agedroen, dass mer eng Akerbaufläch hunn am Joer 2017 vun 131.000 Hektar. Déi geet jo elo all Joer erof. An heirober offriiere mer fir ronn 600.000 Leit am Land

lesswueren. A wann een dat dann emol reng theoretisch ëmrechen, dann ernäre mer de Moment mat engem Hektar 4,5 Matbierger. Wann awer déi Biolandwirtschaft soll kommen, an dat géif dann 100 % ginn, dann hu mer nëmme méi nach pro Hektar an der renger Theorie 2,5 Bierger, déi mer pro Hektar ernären. Och déi Froe müssen eng Äntwert fannen!

An da muss ee wëssen, dass mer am Joer 2017 am Beräich vun de Liewensmëttel an den Déieren am Statec en Aussenhandelsdefizit hu vu ronn 700.000 Euro.

An da verlaangt d'Biolandwirtschaft och vill méi Asaz vun Aarbechtskräften. Wou gi mer déi sichen? An déi sinn nach saisonal. Dat wëllt soen: Déi kréie mer emol net dat ganzt Joer an Aarbecht, wann een dat esou wëllt soen. Wou gi mer déi sichen?

Ech weess elo schonn, dass eenzel Bauerebetriber iwwer zwou Grenzen ewech ewell Leit siche ginn, fir hir Saachen an der Gärtnerrei ze recoltéieren. Wou gi mer déi da sichen, wa mer dat Ganz wëllen ëmbauen? Ech mengen, do muss mer eis nach vill Froe stellen a vill Léisunge fannen.

An dann och nach e Punkt: All eis lessprodukter ginn da wesentlech méi deier. A wie ka sech dat dann nach leeschten, wann elo schonn 18 % vun eise Bierger un der Aarmutsgrenz liewen?

Ech mengen, dass sinn alles Froen, op déi mer müssen Äntwerte fannen, ier mer an déi Richtung ginn.

An dann: D'Ëmstellung op komplett Bio verlaangt och eng radikal Ëmstellung vun all eisen lessgewunnechten. Och däre solle mer eis bewosst ginn. A mat Bio eleng rette mer eist Land net.

Mir brauchen eng Landwirtschaft a béidsäitegem Konsens: de Bio an déi konventionell. Mir solle keng Illusiounen opbauen. Mir solle Realitéiten opzeechnen a virginn, well bekanntlech wuessen d'Beem net bis an den Himmel.

Déi konventionell Landwirtschaft gëtt dacks esou duergestallt, wéi se a Wirklechkeet bei Wäitem net ass. Speziell iwwer d'sozial Netzwierker a Medie kann een den Androck kréien, dass de Bauer schold wier um Aartestierwen, um Feinstaub, um Klimawandel an esou weider. Si riskéieren de Buhmann ze gi vun der Natioun. Si ginn ëmmer méi als déi Béis duergestallt, wat awer bei Wäitem net esou ass.

D'Realitéit ass ganz anescht. An déi eenzel Bauerenorganisatiounen wéi och hir Jugendorganisations sinn erfreeslecherweis un där Schrauf um Dréien a si wëllen dat dem Konsument méi no bréngen an och neit Vertrauen opbauen.

Och vum traditionelle Bauer gi vun der Politik ëmmer méi héich Qualitéits- an Ëmweltoplage verlaangt, ouni dass dat en Afloss hätt op de Präis. Ech mengen, och do misst et goen. Et geet souguer de Contraire: De Präis geet permanent erof.

An da muss een awer och feststellen, dass de Bauer ganz vill mécht fir d'Natur, well ouni seng Aktivitéiten am Respekt vun der Natur haut d'Natur net wär, wéi se ass, zum Beispill Landschaftsflieg, Biodiversitéitsprogrammer, Tëschefriichten, Akerland mat senge Bléisträifen, Bongerten, Hecken an esou weider. An et muss een och wëssen: Vill vun eise wëllen Déieren a Vulle fannen duerch dem Bauer seng Aktivitéiten een Ënnerdaach a Fudder.

An eppes ganz aneres net ze vergiessen: Hien ass den Ernärer vun der Natioun. Ech befaasse mech och heiansdo mat Lokalhistorik. An iwwer 100 Joer haten d'Leit méi wéi eng Kéier Hongersnout. An all déi Saachen do, dat konnte mer elo ganz flott opschaffen.

An a leschter Zäit hunn och d'Bauere selwer vill Efforte gemaach a si ginn eriwuer an d'Gäertnererebranche, wat ganz positiv ass a wat mer riets a lénsks schonn erliewen.

Trotz alledem kritt de Bauer ëmmer méi héich Oplagen a kritt d'Liewen an d'lwwerliewen ëmmer méi schwéier gemaach. Kuerz gesot, si kréien d'Flemm agedriwwen. Dat héiert ee ganz vill vu Baueren, an dat, wat mech am meeschte verdréist, och vu jonke Baueren. Déi hunn iergendwéi lues a lues d'Flemm.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien !

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Den onkontroléierte Wuesstum huet och en Afloss op de Landverbrauch. Ech hat et scho virdrun ugeet. An hei ass de Bauer ganz kloer de Verléierer. Hie verléiert an der Moyenne pro Dag zwee Hektar Land. An et gëtt net geschwat, wou en dat erëm kompenséiert kritt. Mat alledem, trotz



alldem ass de Bauer nach do derbäi ofhängeg vum Wieder.

Erlaabt mer nach, op e leschte Punkt opmierksam ze maachen. Dat ass den Import aus aller Welt vun Lessprodukter, déi zwar op de Präis drécken, och vun eisen einheimische Produkter, awer op där hir Qualitéit mer an der Hierstellung keen Afloss hunn. Och dat soll emol gesot ginn. Subsidiepolitik därif net benotzt ginn oder méssbraucht ginn, fir de Bauer an eng gewësse Richtung ze drécken.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien !

► **M. Jeff Engelen (ADR).**- Si mussen hir fräi Gestaltungsméiglechkeet behalen.

Dat gesot: De Bio soll opgebaut ginn a soll an e Kader kommen, och e gënschtege Kader. Mir mussen wëssen, datt alles seng Grenzen huet. An an deem Sënn géif ech lech da Merci soe fir d'Opmierksamkeet an ech soen lech da Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Engelen. Den nächsten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol eng kleng Remark zur Form. Mir bedanken eis och beim Här François Benoy a bei déi gréng, fir déi Debatt do ugefrot ze hunn. Et wier natierlech awer och besser gewiescht, wann een och innerhalb vun der Kommissioun hätt kënnen eng Debatt en amont féieren, wat jo och den Artikel 94 vum Règlement virgesäit, datt d'Chamber ...: « (...) elle peut charger une commission d'élaborer un rapport détaillé sur le sujet en question. »

Ech schléissen natierlech net do aus, datt mer herno nach weider dorobber aginn. An et ass och e bësse schued, datt esou wichteg Debatte kuerz virun der Sommervakanz gefouert ginn. Soit!

Här President, et sinn zimlech genee dräi Joer hier, datt mer fir d'leschte Kéier hei an der Chamber eng gréisser Debatt iwwer d'Landwirtschaftspolitik gefouert hunn. Saitdeem ass awer politesch esou gutt wéi näischt geschitt, soudatt dës Debatt hei an deem politesche Kader stattfënn, deen den aktuelle Plan de développement rural an éischer Linn virgëtt.

Mir hunn deemools géint d'Reform vum Agrargesetz gestëmmt, well mer der Meenung waren, datt déi Reform et net erlaabt huet, fir eng richtig sozial an ekologesch Landwirtschaft ze sécheren.

2013 an 2018 stoung en gros datselwecht am Koalitionsaccord. Alles anescht wier och iwwerraschend; et ass jo och déiselwecht Koalitioun. Deen eenzegen Ennerscheid ëmmerhin ass deen, datt elo d'Zilsetzung immens ambiétiéis ass mat 20 % bis 2025 an 100 % Bio bis 2050. Ech weess och net, ob ech dat erliewen. Wann ech kucken, wéi ech liewen, da weess ech dat nach net esou richtig. Mä on verral!

(Hilarité)

Ech muss méi Bio iessen, da geet et.

An iwwerhaupt 2050 ... virausgesinn, de Klimawissel huet net derfir gesuergt, datt bis dohi souwisou d'Landwirtschaft bal onméiglech ginn ass. An dann hu mer definitiv nach aner Problemer.

Et wier iwwerhaupt interessant, och just niewebäi, vum Här Landwirtschaftsminister ze wëssen, wéi säi Ministère dat och gesäit mat den Hëtztrekorder, déi mer hunn an déi mer weiderhi wäerten hunn, wat fir een Impakt dat op eis Landwirtschaft huet a wat fir een Impakt dat nach weiderhi wäert hunn an deenen nächste Joren. Ech mengen, et huet schonn ugefaangen.

Zréck zur Biolandwirtschaft. Et ass natierlech eng Zilsetzung, déi mer och hei ënnerstetzen. An ech wëll hei och op e puer Punkten agoen, déi eis an dësem Kader besonnesch wichteg si respektiv déi eis als grouss Erausforderungen erschéngen. Dobäi beschränken ech mech net just op Bio.

Den éischte Punkt ass déi landwirtschaftlech Notzfläch, virun allem den Accès zu dëser Fläch. Laut der Direction générale agriculture vun der EU-Kommissioun ass den Haaptproblem - se hunn e Sondage gemaach - bei jonke Baueren zu Lëtzebuerg den Accès an de Präis vun der landwirtschaftlecher Fläch.

A wann ee bei de Statec kucke geet, da gesäit een, datt den Hektar Terrain an der Landwirtschaft tëschtent 2003 an 2017 sech méi wéi

verdoubelt huet: vu 15.000 Euro op 34.000 Euro. D'Präisser, déi e Betrib fir seng Produkter ka kréien, déi sinn awer net an deem Verhältnis geklommen, deelweis guer net. D'Fro vun der Rentabilitéit vun engem Betrib opgrond vun de Präisser stellt sech also, ob Bio oder Netbio. Den Ertrag vun engem Biohaff op enger Fläch ass awer am Prinzip méi déif. Dofir stellt sech d'Präisfro vum Buedem do am Prinzip nach méi an ass e kloert Hindernis fir d'Entstoe vun esou Betriber.

D'Fläch gëtt awer subventionéiert, sief et iwwer Direktzuelung vun der EU oder iwwer Primmen am Kader vum PDR, wéi d'Landschaftsschutzprimm, déi u bal all Betrib ausbezuelt gëtt, ouni wierklech Oplagen. E Kritikpunkt, deen ëmmer erëm widderholl gëtt. Dat heescht näischt aneres, wéi datt d'Präisser fir déi Flächen indirekt iwwer esou Primme finanziéiert ginn, äänlech e bëssen, wéi d'Subvention de loyer héich, oft vill ze héich Loyere subventionéiert.

Datselwecht treëft och op d'Starthëllef fir Jonkbauern zou, déi wuel ëmmer méi an de Kaf oder an d'Pachte vu Fläche fléissen. Mir mengen, datt een aus där Spirale raus muss, fir esou och effentlech Gelder méi sennvoll anzesetzen. Eng Méiglechkeet ass et, Agrarflächen, äänlech wéi dat bei de Kompensatiounsnoosnamen am Beräich vum Naturschutz scho geschitt respektiv wéi et bei de Bauterrainen ugeduecht ass, an effentleche Poolen ze bündelen a se jonken oder manner jonke Biobauern oder Initiativen an der solidarescher Landwirtschaft ze verpachten.

Mäin zweete Punkt knäppt dorunner un. D'Deierecht vum Terrain verstärkt natierlech d'Konzentratioun vun de Betriber. Derbäi kommen nach aner Entwécklungen, sief et déi effentlech Subventionspolitik oder d'Deregulierung vun de Mäert fir d'Agrarprodukter, wéi dat de Fall ass bei de Mëllechquoten. Resultat: Kleng Betriber verschwannen oder gi geschléckt.

Et geschitt also genau de Géigendeel vun deem, wat d'Regierung an hirem Koalitionsaccord virgesinn huet, wéi zum Beispill den direkte Kontakt tëscht Produzent a Konsument, lokal Mäert a kuerz Weeër, d'Ennerstëtzung vu saisonale Produkter a solidaresch Wirtschaftsformen.

De Problem ass och deen, datt d'Landwirtschaft op en Export ausgeriicht ass, op ëmmer méi héich Performance. D'Grondausrüstung vun eiser Landwirtschaft ass also keng lokal oder regional. D'Mëllechkei mussen och ëmmer méi produktiv sinn an dat geet duerch den Import vu proteinhaltegem Fudderemittel oder och duerch Experimentier - dat hutt Der vläicht gesinn, et ass zwar näischt Neies -, mä déi doranner bestinn, a Frankräich huet dat zu enger Diskussioun gefouert, e Lach an d'Kou ze maachen, fir direkt kënnen an hire Mo ze kucken an hir Produktivitéit domadder ze erhéien. Et ass e krasst Beispill. Et ginn nach aner Formen, déi schlëmm sinn. Mä ech mengen, dat do ass ganz plakativ. Et si Biller, déi aus Frankräich stamen. Ech stelle mer d'Fro, ob et iwwerhaupt esou eppes zu Lëtzebuerg gëtt oder ob esou eppes praktizéiert gëtt. Vläch kann den Här Schneider eis do och e bësse widerhellefen.

Dat ass natierlech eng Entwécklung, déi fir kee gutt ass, weder bei eis an der Géigend nach am Süde vun der Welt, wa mir mat eisem Mëllechiwurfloss lokal Landwirtschaften an Afrika zerstéieren, wéi dat och a Fräihandelsaccorde weiderhin erëm bestätegt gëtt. Fräihandelsaccorden, déi mer d'nächst Woch - ech hoffen! - net wäerten unhuelen, well mer jo solidaresch si mat den Afrikaner. Ech verléieren d'Hoffnung jo net. Mä dat ass virgesinn. Et därif een net vergiessen, datt mer domadder Ekonomien zerstéieren. Soit!

Här President, den Undeel vum Bio ass dofir och wéineg iwwerraschend, esou déif wéi en haut ass. A mir importéieren dee gréissten deels; dat gouf schonn e puermol gesot. En Emsteiere géif verschidde Verännerunge viraussetzen. D'Biolandwirtschaft ass am Prinzip méi opwendeg. Se setzt méi Wëssen an Opmierksamkeet viraus.

Domat ass gesot, datt méi qualifizéiert an och bestëmmt manner qualifizéiert Leit an der Biolandwirtschaft schaffe mussen a schaffe kënnen, souwuel an der Produktioun wéi och an der Transformatioun, der Kommerzialisierung an esou weider. Dofir muss et och déi richtig effentlech Ennerstëtzung ginn, well d'Käschten, fir dës Aart a Weis ze wirtschaften, nëmme vun enger Minoritéit vu Konsumente kënnen bezuelt ginn. Dat dierft awer net sinn. Bio dierft kee Luxus bleiwen, deen et haut leider ganz oft ass.

Et déngt natierlech näischt, op d'Bauern ze klappen. Si sinn an e System agespaart ginn, dee si derzou gedriwwen huet, ëmmer méi Maschinnen a Chimie ze benotzen, fir ëmmer méi intensiv ze produzéieren, an dat zum

groussen Deel fir den Export. Um Enn huet keen dorun eppes ze gewannen. De Konsument muss onnatierlech Produkter iessen; dat wëllt keen. De Buedem an d'Natur leiden dorunner. D'Bauern, zemools d'Klengbaueren, kënnen net méi nokommen.

Dofir muss dee ganze Subventionssystem vun der effentlecher Hand, zumindest dee reng national dann emol, ëmgebaut ginn. Dofir muss och méi recherchéiert an experimentéiert ginn. Och wann et emol Versuchsfelder gi fir verschidde Kulturen, wier der Biolandwirtschaft mat méi Recherche a Versich sécherlech weidergeholfen. An esou kéint een och méi Sécherheet a Plangbarkeet fir Bauere schafen.

An drëtens wëll ech dann och op e weideren Aspekt agoen, op dee mer och herno nach wäerten ze schwätze kommen. Dat ass deen Hype ëm d'Digitalisierung. D'Regierung mengt jo, datt mer mat der Digitalisierung géife wéi vu magescher Hand esou e bëssen ekologesch a sozial Problemer einfach emol esou verschwanne loosse. Deem ass awer net esou.

Éischtens bedeit Digitalisierung den Invest an technesch Dispositiv, déi enorm kapitalintensiv sinn. Dat füügt sech domadder perfekt an déi haiteg Subventionspolitik an, vun där mir jo missten ewechkommen. Grouss Betriber, déi haut schonn éischer fir den Export produzéieren, profitéieren. D'Fixkäschte klammen. Den Drock no Konzentratioun klëmmt.

Zweetens geet dann och rieds vu Käschtenaspuerungen, well manner mënschlech Aarbecht erfuert ass. Och de Rifkin, dee Prophet do, dee beschreift d'Digitalisierung ausdrécklech als Labour-Saving, also als Aarbechtspuerend. E falsche Prophet, vläch. Anstatt also, datt d'Landwirtschaft eng sozial méi wichtige Funktioun hätt, géif déi ofgebaut ginn.

Drëtens gëtt esou d'Bild vum Bauer als Datenentrepreneur virum Computer gezechent, dee flexibel an à distance säi Betrib geréiert. Wann een dat weiderdenkt, stéisst een direkt op d'Fro, wouop dann déi lokal a regional Landwirtschaft soll opbauen. Wou ass den direkte Kontakt tëscht dem Produzent an dem Konsument?

Wou bleift de Kontakt mat der Natur, dee fir de Mënsch esou wichtig ass? A mir gesinn dat jo och hei an eise Gesellschaften. Jiddwereen ass am Tertiaire beschäftegt an d'Leit mussen ëmmer méi bei de Psycholog goen, well se sech u sech vun der Natur entfremmen.

Wourobber solle Solidaritéit a Kooperatioun berouen, wann net op der Präsenz, dem Savoir-faire vun de Produzente selwer, déi eng Vertrauensrelatioun mat de Konsumenten hunn?

Véiertens, déi technesch Innovatiounen, déi sécherlech a bestëmmte Fäll och e positiven Impakt kënnen hunn, verschleieren aner Problemer vun eiser Aart a Weis ze produzéieren an ze liewen. Dozou e puer Stéchwieder: de Problem vun der Uneegnung vu Lännereien, d'Verknaschtung vu Flëss, Loft a Buedem beim Extrahéieren vun de Rohstoffe, déi fir all Technologien néideg sinn. Dat alles mécht d'lokal landwirtschaftlech Produktioun onméiglech.

Här President, et ass net d'Digitalisierung per se, déi d'Landwirtschaft an nach manner d'Biolandwirtschaft rette wäert. D'Digitalisierung eleng wäert souwisou a kengem Beräich eppes retten. Mir brauche méi kleng a mëttelgrouss Betriber, déi kooperativ opgebaut sinn an déi och déi effentlech Hëllef kréien, awer richteger a keng kosmetesch Miniprojeten. Mir mussen och ewech vun der Exportwirtschaft.

A wien dat Lokaal a Regionaal wëllt ennerstetzen, dee muss och vun der fräier Zirkulatioun vun de Wueren, dee Prinzip do, a Fro stellen, well dat ass och eng ekologesch Fro.

Domadder wär ech um Enn vu menger Interventioun ukomm.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. Den nächsten ageschriwene Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Merci, Här President. Meng Kollegin vun der CSV, d'Martine Hansen, huet schonn d'Fuerderungen an d'Virschléi vun der CSV, wat d'Landwirtschaft ubelaangt, hei virbruecht. Ech gi méi spezifesch op d'Fro vum Wäibau an, net ouni gesot ze hunn, datt d'Landwirtschaft natierlech dat mécht, wat dat Wichtigst ass, datt d'Mënschheit brauch, näämlech si produzéiert d'Liewensmittel. An doduerjer ass se onverzichtbar. Ech mengen, mir mussen och ausdrécklech unerkennen, datt mir zu Lëtzebuerg Landwirtschaft brauchen.

Am Secteur primaire soll all Produktioun verantwortlech, respektvoll a schounend mat de

Ressourcen ëmgoen, besonnesch, natierlech, den natierleche Ressourcen. An dat soll, natierlech, an all anerem Secteur och esou sinn.

Wa mer och am Wäibau wëllen d'Zil vu Ressourcëschoonung errechen, do gesinn ech dräi Schinnen:

1. biologeschen a méi biologesche Wäibau,
2. d'Nohaltegkeet am ganze Wäibau stäerken an
3. de Konsument sensibiliséieren an errechen.

Wa mer beim biologesche Wäibau feststellen, datt zu Lëtzebuerg aktuell 53 Hektar Biowéngerten aus 15 Betriber bestinn - dat si souwuel Haapt- wéi Nieweberuffswänner, deelëmgestallt oder ganz Biobetriber -, da soe mer, datt dat 4 % vun eiser Wäibaupläch ausmécht. Dat läit net ganz aus de Féiss vun den Zuelen an der Landwirtschaft. Dat sinn natierlech net déi 20 %, déi an der Regierungserklärung als mëttelfristeg Zil stinn.

Bio bitt sécher nei Chancen u fir nach nei Betriber, well et och global eng grouss Akzeptanz hautdesdaags beim Konsument huet.

Enger net representativer Émfro no sinn et 18 % vun de Wänner zu Lëtzebuerg, déi sech virstelle kéinten, ëmzestellen. Mä da muss ee sech froen: Wat hënnert dann deen interesséierte Wänner drun, dat ze maachen? Dat sinn d'Froen, déi mir eis stelle mussen.

Wann een d'Fachliteratur studéiert an de Secteur consultéiert, esou ginn et eng véier Hemmnisse, véier grouss Hürden, fir op Bioproduktioun ëmzestellen:

- Dat sinn, éischtens, d'Kränken am Wéngert, d'Schädlings- an Onkrautbekämpfung.

- Dat ass dann de méi héijen Aarbechtspowand a méi Aarbechtsbelaaschtung.

- Dat ass natierlech den Ofsaz respektiv d'Angscht virum Präisverfall am Biosegment.

- An dat sinn administrativ Hürde mat bürokrateschem Méiopowand an zousätzleche Kontrollen; Stéchwuert ënner anerem „Zertifizierung“.

Hei géllt et also unzesetzen.

Ech ginn nëmmen op e puer Pisten an. Aus Zäitgrënn kann ech net alles soen, mä ech wëll awer konkret ginn an net eng Diskussioun uewerwuer féieren.

Deen éischte grouse Problem, dat sinn d'Kränken am Wéngert an dat ass effektiv déi ganz grouss Schwieeregkeet fir de Biowäibau, an de Wäibau am Allgemengen, ouni déi mir hei ganz villes guer net bräichten ze diskutéieren. Pilzkränken am Wéngert wéi Peronospora oder Oidium sinn, wéi mer wëssen, am 19. Johonnert an Europa gescheelt ginn, d'Globalisierung ass kee Phenomeen vun haut. An d'Riewe vun hei sinn net resistent do dergéint, soudatt se behandelt musse ginn.

Klammer op: Et kann een net einfach vu Pestiziden am Wéngert schwätzen. Et gi just nach Fungizide gebraucht. Insektizide gi scho laang net méi benotzt am ganze Lëtzebuerg Wäibau. Et gëtt op eng biologesch Method zrëckgegraff: de sougenannte „RAK“. Ech ka mech nach erënneren, wéi an den 80er Jore mäi Brudder mat bei deenen Éischte war, fir déi Method ze testen.

Et ginn also keng Insektiziden am Lëtzebuerg Wäibau méi agesat. Och op Herbizide verzichte vill, souguer déi meeschte Wänner a setze mechanesch, dat heescht maschinell Methoden an, fir d'Kraut ze bekämpfen.

Awer d'Pilzkränke bleiwen. An do sinn d'Wänner machtlos virun dësen importéierte Krankheiten an Iwwerséi. Si sinn awer drop ugewisen, gesond Drauwen ze hunn, well se mussen dovunner liewen.

Aner Méiglechkeete wéi zum Beispill pilzresistenten Sorten, PiWie genannt, do ass haut d'Ernuechterung do a gewosst, datt se net ouni Behandlung auskommen. Virun dräi Joer waren hei nach aner offiziell Meenungen. An et steet och falsch am Koalitionsprogramm. Wuel muss ee manner, awer trotzdem behandelen, a souwisou ass dat och haaptsächlech eng Alternativ am méi enneschte Präissegment. Soudatt also och am Biowäibau gesprézt muss ginn. An do stinn d'Biowänner mam Problem vun de verfügbare Mëtelen do. Dat mécht hinnen et ganz schwéier.

Phosphoresch Saier ass leider net méi am Biowäibau zougelos. Nun hänt dat net vu Lëtzebuerg of, awer, Här Minister, mir sollten et net do derbäi beloussen an d'Regierung soll keng Geleeënheet verpassen, fir sech anzesetzen, datt Kaliumphosphonat nees benotzt ka gi fir de Biowäibau.

Koffer, en anert Mëttel, ass e Schwéiermetall an duerfir net einfach onbedenklech. D'Kofferbelaaschtung ass op Plazen nogewisen. An Däitschland huet ofgeschwemmte Buedem



müssen entsuergt ginn. Frankräich ass um iwwerleeën, fir et als Gëft anzestufen. Hei zu Lëtzebuerg bleift den Asaz vu Koffer autorisiert. Dat hu rezent d'Ëmweltministesch an de Landwirtschaftsminister op eng parlamentaresch Ufro geäntwert.

Bei staarkem Pilzdrock geet et och net duer, mat méi Waasser ze behandelen, esou wéi den Här Kox dat hei 2016 gesot huet. Dat ass einfach falsch! Ausserdeem muss am Bio méi dacks behandelt ginn. An dat ass an de géie Wéngerten dann en duebele Problem fir d'Biowënzer.

Rationalisierungsméiglechkeeten, déi bestinn, ginn net méi uegoll. Och am Biowäibau ka mam Helikopter gesprézt ginn. E brauch manner Zäit, ass manner deier an de Mënsch ass de Produkter manner ausgesat beim Ausbréngen. Dat soll sachlech diskutéiert ginn, net einfach déi Méiglechkeet verdäiwelen. 2013 huet den Här Kox nach heibanne vun „villversprechende Versich“ (veuillez lire : vun „villversprechende Versich“ mam Helikopter) geschwat. 2016 huet e sech hei anescht ersäit ausgeséit gehat.

Kloer ass awer eent: Mir mussen onbedéngt zesummenhängend Gebidder, zesammenhängend Wéngertflächen behalen, soss gétt de Problem nach vill, vill méi grouss op der Musel, wat d'Pilzkränken an aner Kränken ubelaangt!

En zweete Problem fir de Bio ass: Dat do alles bréngt natierlech e méi groussen Aarbechtsdrock mat sech. An dat gétt duerch den Aarbechtskräftemangel net méi einfach. Fachleit si rar, gradesou wéi am Ausland. A bei der saisonaler Aushëllef besteet de Moment e Lëtzebuerg Problem. Duerfir meng Fro un den Här Minister: Wéi ass et mam Aarbechtszäitgesetz fir d'saisonal Aarbechter? Ech weess, et ass net direkt Äre Beräich, mä ech hat d'Fro schonn an der Leschter Kommissionssitzung gestallt. Duerfir hutt Der haut bestëmmt eng Äntwert heirobber, fir eis kënnen ze ginn.

Als Drëtt: D'Krautbekämpfung téschent de Stäck, also am „Unterstockbereich“, kann haut mechesch gemaach ginn, och am konventionelle Wäibau, et gétt haut maschinell Léisungen. Ech deelen dem Martine Hansen seng Umierkungen heizou, verweise just drop, datt ech beim Agrargesetz scho bedauert hat, datt dës innovativ Maschinnen deemools net consideréiert gi ware bei der éischter Lëscht. Duerfir, a wann ech d'Martine Hansen nach eng Kéier erëmhuelen, fuerdert d'CSV, datt dës Maschinnen och aus dem Plaffong erausgeholl ginn.

Wat en anere Problem, dee vum méi groussen administrativen Opwand an de Méikontrollen ueget, esou kéint een de Biowënzer alt doduerjer entgéintkommen, andeems d'Regierung hir Käschte vun der järelecher Biokontroll zwecks Zertifizéierung zum Deel iwwerhuele géif.

Kruzial iwwerall, net nëmme am Bio, ass Begleedung a Berodung, net nëmme während der Ëmstellungsphas, mä andauernd. Ech mengen, hei hëlleft d'Reglementéierung, esou wéi se vun de Modullen aus virgesinn ass am Agrargesetz, net onbedéngt ganz gutt virun. Ech hat dat och schonn deemools ervirgehewen.

Niewent Begleedung a Berodung, selbsterständlech Fuerschung; ech sinn net deen Éischten, deen dat heibanne seet. Fuerschung, déi dann nees iwwert d'Beroder un de Wënzer weiderverméittelt ka ginn.

Wat d'Akomes an den Ofsaz ueget. Eent ass kloer: Bio ass in. Scho virun zéng Joer hu Maartforscher vu villen „LOHAS-Konsumenten“ geschwat, déi e Gesondheits- an Nohaltegkeetslifestyle hunn: Si hu Spaass am Konsum, si wëllen dobäi awer e gutt Gewëssen hunn. Dat ass dat, wat deemools och schonn ëmmer ervirgehewe ginn ass.

Duerfir misst da wéinstens fir den Ofsaz vum Biowäin gesuergt sinn. Zanter awer d'Bëllegubidder Bioprodukter zu Discounterpräisser ubidden, ass déi Äntwert leider net méi esou einfach. D'Biowënzer brauchen Akommesécherung. An hei kann een iwwergräifend Léisungen ugoe mam gesamte Wäibausektor.

Eent schéngt sécher: D'Ëmstellung op Bio muss de Wënzer vu sech aus selwer maachen. Et ass eng Saach vun Iwwerzeugung, och eng Saach vu Kënnen a vu Wëssen. De Biosektor seet selwer eenhelleg, datt d'Ëmstellung net kann erzwoonge ginn, mä aus eegener Iwwerzeugung muss geschéien.

Ëmsou méi, Dir Dammen an Dir Hären, mussen mir also eng insgesamt nohalteg Produktioun férdere als zweet Been, fir méi Ressourcëschonung.

Nohaltegkeet soll iwwerall geféiert ginn. Méi naturno Methode sollen och am konventionelle Wäibau ëmmer méi zouhuelen, fir dem Zil vu méi ressourcëschonender Produktioun weider méi no ze kommen. Duerfir mussen et positiv Ureizer ginn, och ouni integral Bio ze produzéieren - ech mengen, ech sinn och net

deen Éischten, deen dat heibanne seet; dat huet esou zimlech jiddwer Riedner gesot. Dat vereinfacht sécher och engem Deel vun de Wënzer d'Entscheidung, fir eng Kéier op Bio ëmzestellen.

Jiddwereen, deen eppes fir d'Ëmwelt an den Naturschutz mécht, mécht dat Richteg. Wichtig ass, datt all Wënzer encouragéiert bleift och gétt, fir seng Aarbecht ëmmer nach méi nohalteg ze gestalten. Ech mengen, iwwert de Greening ass och schonn en Deel Saachen dofir geschitt.

Nëmme esou kréie mer eng Verbesserung vun den ökologesche Leeschtungen an gesamte Wäibau, well verschidde Bausteng vum Biowäibau sinn haut och schonn a ganz ville konventionelle Wënzerbetriber fest mat agebaut. An duerfir mengen ech - ech widerhuelen dat, wat d'Martine Hansen do gesot huet -, datt e Stufesystem aféiere gutt wär, fir all nohalteg an Ëmweltstrengegen a -leeschtungen ze honoreieren. Dat ass eng Fuerderung vun der CSV gewiescht, wéi d'Martine scho gesot hat.

Vill Biowënzer (veuillez lire : Wënzer) maachen haut souwiesou, wéi scho gesot, e ganze Koup Leeschtungen an deem Beräich, andeem se Begréngung an all Rei maachen, WOLFF-Kraidermëschung aséien. Dat bréngt méi Buedemfruchtbarkeet, méi Biodiversitéit. Iwwerregens wär et flott, wa Pons et chaussées dat och laanscht d'Stroosse séie géifen, esou wéi d'Ackerrandsträifen haut schonn zu méi Biodiversitéit bäidroen. Do wär et ganz gutt, wann dat och kéint ausgeweit ginn.

Ech hu scho vun der mechescher Unterstock-Onkrautbekämpfung geschwat, vun de RAKen och. Dir gesitt also, et gétt schonn e ganzen Deel Saachen, déi och am integrierte konventionelle Wäibau gemaach ginn, déi awer gradesou gutt och en Deel vun de Bioproduktionsmethode sinn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Madamm Modert, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Oh, pardon! Ech hu gemengt, ech hätt nach fénnef Minuten hei.

► **Une voix.**- Neen.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Et deet mer leed.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Neen, Dir hat gëschter 18 Minuten an Dir sidd elo op 19 Minuten.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Firwat steet dann hei, et wären nach ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dat heescht, Dir sidd am Ganzen op 38 Minuten oder 39 Minuten. Dat heescht, Dir schwätzt schonn 8 Minutte méi, wéi Der zegutt hutt, déi ech lech ginn hunn, fir ze enchainéieren duerch deen Incident vu gëschter. Awer déi 8 Minuten, fir ze enchainéieren, missten awer bal duergoen.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Et deet mer ganz leed, Här President. Dann hunn ech dat falsch verstanen. Hei steet, datt d'Reschtzäit nach zéng Minutte wär. Dunn hunn ech dat natierlech falsch verstanen. Hätt ech dat éischter gewosst, hätt ech mech hei ganz aneschters ugeluecht.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Da probéiert elo, esou séier wéi méiglech zum Schluss ze kommen.

(**Brouhaha**)

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Jo, mä da mussen mer awer déi Maschinn hei um Riednerpult ëmstellen, well esou ass dat awer schwierig ze händelen.

Egal wéi, ech mengen, mir brauchen, fir de Biowënzer hiert Akommes ze sécheren, e besseren Ofsaz a Verkauf. An dat ass eppes, wat eigentlech fir de gesamte Wäibau zielt. Dat bedéngt enger gemeinsamer Férdung.

Ech hat am November 2016 hei e ganze Koup Virschléi gemaach. Ech widerhuelen déi net. Ech wëll awer op eng Motioun hiweisen, déi deemools eestëmmege vun der Chamber uegoll gi war, fir en Haus vum Lëtzebuerg Wäin an der Stad ze maachen. Den deemolege Minister hat doropshin d'Diskussioun an Ugrëff geholl. Si ass awer, an dat aus aneren Ursachen, net op en Enn komm.

Duerfir iwwerreechen ech him elo a senger Fonctioun als President eng nei Motioun, fir den haitege Landwirtschaftsminister ze froen, an dëser Saach nees aktiv ze ginn a Kontakt opzuehuele mat neie Virschléi. Wannechgelift, Här President.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- *rappelant la motion du 22 novembre 2016, adoptée à l'unanimité par la Chambre des Députés,*

tés, au sujet de l'élaboration d'une nouvelle stratégie commune de marketing ;

- consciente du fait que le Gouvernement de l'époque avait mené des pourparlers pour exécuter la motion sur un point de vente et de dégustation des vins et crémants du Luxembourg sur le territoire de la Ville haute de Luxembourg ;

- considérant qu'il continue d'être primordial de vaquer à la promotion des vins luxembourgeois ; invite le Gouvernement

- à renouer les contacts et les efforts en vue de trouver une solution à la mise en place sur le territoire de la capitale d'un lieu de dégustation et de vente pour les vins et crémants luxembourgeois, issus tant de la viticulture biologique que raisonnée, le cas échéant complété par d'autres produits du terroir ;

- à initier une campagne de promotion et de sensibilisation à l'existence de vins luxembourgeois issus de la production biologique combinée à la promotion de tous les produits vinicoles de l'« AOP - Moselle luxembourgeoise ».

(s.) *Octavie Modert, Emile Eicher, Léon Gloden, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch.*

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Ech mengen, kuerz Weeër an der Produktioun, Proximitéit, direkte Kontakt mam Konsument si wichteg Argumenter, fir de Konsument ze iwwerzeegen. A mir mussen et feststellen, datt Regionalitéit och Nohaltegkeet bedeit. An duerfir mengen ech, datt een an aller Sachlechkeet hei muss iwwergräifend diskutéieren an d'Fro ugoen. Schwaarz-Wäiss-Denke verhénnert nëmme just Léisungen. A mir brauche vun der Politik a vun der Regierung ee calméierenden Discours, kee polariséierenden. Well wéi wëllt soss d'Regierung hir gesaten Ziler errechen?

An duerfir zum Schluss d'Fro un de Landwirtschaftsminister, wéi hie wëllt a Richtung 20 % respektiv spéiderhin a Richtung 100 % Bio kommen. Wat kéint an de Bioaktiounsprogramm iwwert de Wäibau stoen? A wéini kéint dee Programm?

Dir Dammen an Dir Hären, wat méi Leit am Ëmweltboot sëtzen, wat et besser fir d'Ëmwelt an hire Schutz ass. All Bäitrag zielt, an d'CSV plädéiert derfir, keen auszegrenzen, ëmsou méi, datt Regionalitéit och Nohaltegkeet bedeit. A mir wëlle jo weidergoen a Richtung méi Nohaltegkeet a méi Bioverantwortung fir Natur, Déier an awer och fir de Mënsch iwwerhuelen. An do droe mir alleguer Verantwortung. Mir alleguer kënnen zu méi Nohaltegkeet bäidroen an net nëmme just méi Nohaltegkeet fuerderen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Modert. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Här President, et ass kloer erkennbar, dass déi aktuell Landwirtschaft, esou wéi mir se haut bedriewen, op laang Sicht keng nohalteg Perspektive bitt. Stand haut ass de Fonctionnement vun eiser Landwirtschaft ausgeriicht op de schnelle Profit um Réck vun Wuul vum Déier. De Feeler dorun dréit déi gemeinsam europäesch Agrarpolitik, déi jorzéngtelaang eng Landwirtschaft subventionéiert huet, déi op eng Stabiliséierung vun de Bourssen an op bëlleg Präisser fir de Verbraucher geziilt huet.

Mir kënnen frou sinn, eis Baueren ze hunn. Ech sinn um Bauerenduerf opgewuess a wunnen nach haut ganz no beim Bauer. Bauer sinn ass e knachenhaarden Job! A mir hunn zu Lëtzebuerg déi grouss Chance, dass déi meesch Bauerebetriber nach Famillje sinn, deene souwuel d'Wuel vum Déier wéi och vun der Natur um Häerz läit, an dat zënter Generatiounen. Mir hunn net déi Massendéierenhaltung iwwer e puer Stäck an engem Gebai ewech, wou mam Leed vun den Déiere produzéiert gétt zu gënschtege Präisser an dat fir eng schlecht Qualitéit vun de Liewensmëttel.

Eis Baueren hu wéineg finanziell Spillräim, awer dofir en Job, dee se Dag an Nuecht, weekends, eben zu all Moment fuerdert. Trotzdeem: veräermt Biedem a versauert Waasser duerch den Iwwerasaz vu Pestiziden, grausam Konditiounen an der Viehzucht a bei den Déierentransporter an ëmmer méi Krankheeten, déi optauchen, well mir déi Herbiziden, déi mer an de Buedem geheien, ëmmer erëm selwer mat eisem lessen ophuelen.

Mir brauchen e moralesche Wiessel an der Politik fir eis Landwirtschaft. Mir brauchen eng Politik, déi, wirtschaftlech gesinn, zwou Positiounen zesummebréngt. Mir mussen derfir suergen, dass d'Bauere vun hiren Erträg liewe kënnen, an dat ganz gäre mat Hëllef vum Stat, well keen Déier soll wéinst dem Profit leiden.

Gläichzäiteg muss jiddwereen en Zougang zu gesonden an onbelaaschte Liewensmëttel kënnen hunn, well nëmme da kréie mir de Konsument iwwerzeegt, net e Masseprodukt am Discounter ze kafen. An deem Sënn maache mir Piraten eis staark fir d'Promotioun vun der Biolandwirtschaft, fir gesond Biedem a Bëscher, fir d'Ënnerstëtzung vum Biobauerewiesen an och fir de regionalen Handel.

Biolandwirtschaft ass op laang Sicht déi eenzeg Landwirtschaft, déi den CO₂ drosselle kann, wa se lokal bleift. Eisträich huet iwwer 22 % Biolandwirtschaft. Dës Regierung huet d'Biolandwirtschaft leider laang verschlof. Sechs Joer am Amt: Grad emol 4 % sinn awer Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg. Dat ass eng kloer Datz!

Eis Landwirtschaft misst e Virbild fir ganz Europa sinn, de richtige Wee virliwien a weisen an esou en Drock op europäeschem Niveau maachen, fir déi gemeinsam europäesch Agrarpolitik ze änneren. Den EU-Fong fir Agrarpolitik muss ëmstrukturéiert ginn, fir vum enger quantitativer Landwirtschaft op qualitativ Faktoren ze steieren. Dofir ass awer den néidegen EU-politesche Wëlle gefrot.

Wa mir vu Landwirtschaft schwätzen, mussen mir awer grouse Ganzen och eis Ernährung a Betruucht zéien. Dofir mussen mir ufänken, méi Liewensmëtteltransparenz an eis Regaler ze bréngen. All Produit soll kënnen mat engem QR-Code iwwert den Internet opgeschlëselt ginn. Esou soll all Konsument erausfannen, wou d'Inhalter vum Produkt hierkommen a wéi eng Pestiziden, Medikamenter, genmanipuléiert Produkter oder aner Chemikalien am Produktionsprozess zum Asaz kommen sinn. Eng Datebank géif dann d'ëmfaassend Lëscht vun all den zougeloosene Produiten enthalen, Zoutaten, déi sech net wéi e geheime Code liese sollen, mä opgelëscht sinn, ausgeschriwwen sinn, soudass jiddweree se erkennt.

Eng aner Measure, déi d'Regierung haut schonn treffe kann, ass e méi bëllege Steiersaz op Produkter, déi biologesch ugebaut gi sinn. Produkter aus lokalem biologeschem Ubau oder Produkter, déi a Konditiounen mat héije soziale Standards hiergestallt ginn, sollen TVA-fräi un den Endkonsument verkaaft kënnen ginn. Dëst hätt zur Folleg, dass d'nohalteg Produkter präislech méi kompetitiv ginn a méi Konsumente sech déi leeschte kéinten. Ze oft entscheet de Präis eng Kafentscheidung. Domat géif een de responsabele Konsument iwwer präislech Mesur férdere, ouni dem Bauer an dem Konsument wéizeden. Gläichzäiteg léisst een dem Konsument domadder e bessere Choix beim Akaf.

Biolandwirtschaft muss awer och kënnen zu enger lokaler Landwirtschaft féieren. Et ass absurd, Bioäppel aus Neuseeland oder Chile kommen ze loossen, wa mir dës Äppel och hei an Europa kënnen produzéieren. Et muss een net zu all Joreszäit all Uebst oder aner Produkter verfügbar hunn. D'Natur huet nun emol Saisonen an och hei kann een déi anhalen.

Net all Biolabel am Buttek ass deeselwechte Biostandard. Mir mussen dofir vun eiser lokaler a regionaler Produktioun Gebrauch maachen an därfeen hei net nëmme an de Lëtzebuergesche Grenzen denken, mä mir mussen eis Landwirtschaft an der Groussregion ausbauen. Do mussen mer mam Nationalismus ophalen an akzeptéieren, dass Lëtzebuerg scho wéinst senger Gréisst wuel ni zu 100 % autark ka sinn, virun allem net an enger Biolandwirtschaft. De Projet, eng Biolandwirtschaft ze férdere, mussen mir virun allem an der Groussregion an um europäesche Kontinent mat virundriewen.

Wa mir vu Biolandwirtschaft schwätzen, därfe mir net d'Veizucht aus den Ae loossen. Hei sinn Herkules-Efforten ze maachen, fir enges Daags vun enger nohalteger, etchescher biologescher Déierenzucht ze schwätzen. Dat fänkt bei der Zucht un an hält bei der Schluechtung op. Dofir fuerdere mir eng Réckbesënnung op de Bauerenhaff mat enger iwwerschaubarer Zuel vu Béischten am plaz risegen Déierfabriken. An deem Sënn wëlle mer och den Asaz vun Antibiotika an der Déierenhaltung op e Minimum reduzéieren.

An engem weidere Schrëtt solle mer en aartgerecht a stressfräit Doutmaache vum Déier férdere. Konkret heescht dat, dass d'Déieren net méi a Schluechtthaiser a Massen, mä duerch eng alternativ stressfräi Method doutgemaach ginn.

Ech wëllt dofir, Här President, eng Motioun areeche, fir den Déiereschutz zu Lëtzebuerg ze stärke. Iwwert dës Motioun wäert ech herno separat nach eng Kéier schwätzen.

Motion 5

D' *Deputé*erchamber,

- *vu d'Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwert den Déiereschutz a seng zougehéiereg exekutierend Reglementer;*

- *vu d'europäescht Reglement 1/2005 iwwert de Schutz vun Déiere während dem Transport;*

- *besuergt doriwuer, dass déi existéierend national an europäesch Gesetzgebungen, déi d'Dignitéit an d'Wuel vum Déier schützen sollen, zu Lëtzebuerg a ville Fäll net respektéiert ginn;*

- *wéssend, dass Lëtzebuerg d'Gesetzter a vollem Mooss applizéiere muss, fir den Déiereschutz net nëmmen um Pabeier, mä an der Praxis ze garantéieren;*

- *zur Kenntnis huelend, dass Lëtzebuerg weider Efforten am Beräich vum Déiereschutz maache muss;*

invitéiert d'Regierung,

1. *der Chamber ab Januar 2019 ee järeleche Rapport zum Déiereschutz ze presentéieren, aus deem ervirgeet, wéi vill an a wéi engem Empfang Kontrollen am Déiereschutz duerchgefouert gi sinn. (Dëse Rapport soll d'Déierenhaltung am Privatberäich an d'Déierenhaltung am kommerzielle Beräich regruppéieren. Am kommerzielle Beräich soll de Rapport d'Déierenzucht, den Déierentransport souwéi d'Schluechtungen zu Lëtzebuerg ëmfaassen. De Rapport soll och d'Unzuel un Infraktioune festhalen, déi am Beräich vum Déiereschutz begaange gi sinn an eng Suite judiciaire kruten),*

2. *d'Strukturen an d'Mëttele vun der Veterinärinspektioun souwéi der Police weider auszebauen, fir d'Kontrollen am Beräich vum Déierentransport weider ze erhéijen,*

3. *weider Restriktiounen anzeféieren, déi de Verkauf vu liewegen Déieren duerch temporär Succursalle vu Sociétés an ASBLen am ëffentleche Raum, wéi zum Beispill op Braderien, op ee strikte Minimum reduzéieren.*

(s.) Marc Goergen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Fir e weidert Émdeken ze bewierken, muss mer och méi éierlech domat ëmgoen, wéi eis Liewensmëttel zustane kommen. Mëllec kéint nun emol net aus dem Frigo am Geschäft, mä do ass e Virliwen domat verbonnen, oft e qualvollt. Et muss een offen an éierlech domat ëmgoen, och wann et keng schéin Zeene sinn aus dem Billerbuch, wou Kéi op enger grénger Wiss mat onendlecher Plaz géife stoen. Et kann net sinn, dass e Liter Mëllec am Supermarché méi bëlle ass wéi e Liter vun engem Softdrink.

D'Piraten ënnerstëtze kloer d'Zil vun 100 % Biolandwirtschaft am Joer 2050, mat e bësse Courage vläicht och scho méi fréi wéi 2050.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. An elo huet d'Regierung d'Wuert, de Landwirtschafts- a Wäibauminister Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Merci. Merci, Här Präsident. Dir Dammen an Dir Härren, ech géif fir d'Éischt emol Merci soe fir dee flotten Débat d'orientation, dee mer haten. En Débat d'orientation ass do, fir eng Rei vu Pisten, eng Rei vun Iddien opzezeechen, wéi mer effektiv och kënnen an enger Politik a virun allem och hei an der Politik vun der Biolandwirtschaft virukommen.

Haut de Mëtteg an och gëschter goufen eng Rei Saache gesot, déi méi wäit gi wéi d'Biolandwirtschaft. An ech mengen, et ass och richtig an et ass och gutt esou, ech kommen herno drop, wann ech op d'Zil 2050 kucken, dann, wa mer jo wëllen eng 100 % Bio- respektiv eng ganz nohalteg Landwirtschaft hunn.

Dëse Prozess, dee mer déi lescht zwee Deeg hei gemaach hunn, ass virun allem awer och ee Prozess, dee sech ureit un dee Planning, deen ech mer ginn hat, fir effektiv jiddwereen ze konsultéieren am Opstelle vum neie Bioaktiounsplang, wat jo dat neit Tool soll ginn, fir effektiv dat Zil vun 20 % Bio bis 2025 ze erreechen. Dat Zil ass op engem Plang opgebaut gewiesch. Engersäits hat ech an deene leschte Méint eng ganz Rei individuell Entrevü mat alle Partner aus deenen eenzelne Secteuren, aus dem konventionelle Secteur, aus dem Bio-secteur, aus dem Handel, aus der Veraarbechtung, aus der Vermaartung. Jiddwereen am Prinzip ass laanschtkomm an huet seng Doleancen a seng Iddien och afléisse gelooss.

Mir selwer hunn eis als Ministère mat eise Verwaltungen a virun allem hei der ASTA an der SER zesumme gesat, fir engersäits eng Schwächtenanalys ze maachen aus deem, wat an deene leschte Jore gutt gelaf an och vläicht net esou gutt gelaf ass, an och eng Analys ze maachen, firwat datt et eben net esou gutt gelaf ass an och eben des Ziler, déi mer eis schonn an deem ale Plang ginn haten, net konnten erreecht ginn a firwat datt mer net méi wäit de Moment sinn.

Deen nächste Schrëtt ass deen, wéi gesot, hei am Parlament. An ech mengen, wéi gëschter hei ugedeit gouf, ass och keen Drock ausgeübt ginn, datt ech elo den 11. Juli all déi Akteuren zesummeruffen. Dat wollt ech onidene maachen. Den 11. Juli ass zustane komm, well mer eigentlech deenen Debat sollten am Juni maachen, mä, ech mengen, deen duerch eng Rei vun Incidenten net konnt gemaach ginn a mer dunn eben elo gefall sinn op gëschter an haut, fir den Debat ze féieren.

An ech wollt deenen ofwaarden, virun eben och dem Debat mat allen Akteuren, wou iwwergens jiddwereen invitéiert ass aus sämtleche Secteuren, fir dorunner deelzuehuelen, also am Resumé souzeseen de Secteur an déi ganz viran nogelagert Secteuren och mat derbäi, souwuel déi konventionell wéi d'Biolandwirtschaft, wéi den Handel, wéi d'Veaarbechter.

Doriwwer eraus hunn ech déi Jonk och mat invitéiert, déi am Kader vum Climate Exchange eis eng ganz Rei vu flotten Iddien iwwerbruecht hunn, och an hiren Doleancen, déi se gemaach hunn, nodeem dat Treffe war mat de Ministère Claude Meisch a Carole Dieschbourg an de Lycéeën. Och dat wëlle mer mat afléisse loosse, well och vun hinnen aus eng Rei vu flotte Messagë kommen, wéi mer an Zukunft solle mat eise Liewensmëttel ëmgoen, wéi mer d'Liewensmëttel solle produzéieren, wéi mer eis Landwirtschaft och gesinn a virun allem awer d'Liewensmëttelversuergung solle gesinn.

Dësen Debat wäert also stattfannen, eng Aart „World Café“, wéi dat hautdesdaags genannt gëtt, andeem mer an Ateliere schaffen op Basis vu Preparatiounen, déi mir gemaach hunn, fir kënnen iwwert déi eenzel Thematiken ze schwätzen. An dee Moment kommen eng ganz Rei vun neien Iddien, vun Impulser mat eran, déi mer do wäerten erauszéien. Mir wäerten dovunner eng Synthesee maachen. An ech hat gesot, datt ech virun Enn des Summers géif och dem Regierungrot esou ee Plan biologique duerleeën. Enn Summer ass den 23. September, also wäerte mer och, mengen ech, dat kënnen packen, soudatt mer am Juli all déi Viraarbechte maachen, den August wäerten notzen, fir a Rou dann och nach eng Kéier den Akteuren eng Synthesee dovunner kënnen ze presentéieren, och selbstverständlech der Chamberskommissioun nach eng Kéier ze hannerleeën an dann och am Regierungrot dëse Plang kënnen esou ofzeseenen, datt en effektiv och dann direkt gedroen ass vu jiddwereengem an datt en dann och kann a Kraaft trieden.

Et muss een awer och vläicht, wann een an d'Zukunft kuckt, eng Kéier e kleng Bilan maachen. Dat gouf och hei gefrot, datt gouf zum Deel gemaach. An ech hu mer d'Chifferen nach eng Kéier gi gelooss vun der Period 2009 bis 2018, wou ech selwer respektiv Dir, Här Präsident, zoustänneg war fir d'Ëmsetzung vun engersäits dem Bioaktiounsplang, mä virun allem den Aarbechten och vun der Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg.

An ech mengen, do gesäit een, datt, och wa mer déi Ziler net erreecht hunn, awer eng Evolution dran ass! Et kann een awer net soen, datt näischt geschitt ass an der Biolandwirtschaft. Dat gouf eigentlech jo och vu kengem Riedner hei gesot, datt näischt geschitt ass. Mir koume scho virun. Awer just eng Kéier, fir e puer Zuelen ze soen, datt ee sech och dorunner vläicht ka moossen an datt een dat net nëmmen op der Surface agricole, mä och vläicht eng Kéier op de Betriber misst kucken, respektiv aus wat fir enge Beräicher dann déi Betriber och hierkommen.

Wa mer kucken, wéi vill Bioproduzente mer 2009 haten, do hate mer der 88. Haut, Enn 2018, hu mer der 134. Also ass et eng merklech Hausse, déi mer awer hei kënnen constatéieren. Genausou bei de Wënzer: 2009 ware mer bei 5 Wënzer, haut si mer, wéi d'Madamm Modert gesot huet, bei 15 Biowënzer op der Musel. Mir hunn derniewent, wat d'Veaarbechter, d'Händler, d'Vearfsstelle betrëfft, ee massive Sprong no vir gemaach vu 44 op 146 Stéck.

Also Dir gesitt, datt awer eng Evolution an deene leschten zéng Joer do war, déi no vir gängen ass, déi dat zwar net esou an de Prozenter herno erëmpigelt, mä déi virun allem awer op deenen eenzelne Poste weist, datt et an déi richtig Richtung geet, datt et an eng Richtung geet, fir effektiv och hei een Akzent ze setzen am Kader vun der Biolandwirtschaft.

D'Prozenter vun de Betriber sinn och an d'Luucht gaange vun 2,85 % op 5,48 %, an dann eben ass de Prozentsaz vun der Surface, déi mer jo och natierlech hei drageschriwwen hunn, och vun 2,60 % op 4,40 % awer an d'Luucht gaangen.

Mä et ass awer evident, datt mer heibäi net kënnen stoe bleiwen an datt mer an Zukunft méi Efforte muss maachen.

Firwat gouf et net méi Efforten a konnt net méi realiséiert ginn?

Dat hat zum Deel och domadder ze dinn, datt mer mat relativ bescheidene Mëttelen hu misse schaffen, och finanzielle Mëttelen. An ech mengen, et ass evident, wa mer deen neie Plang wëlle méi positiv, och vill méi offensiv gestalten, da brauche mer och méi Mëttelen. An ech kommen herno op déi eenzel Punkten zréck, wou mer mussen aktiv ginn, fir dat och ze maachen.

Eppes ass awer och kloer, an et gouf och vun alle Riedner hei gesot: Mir hunn d'Chance, hei zu Lëtzebuerg eng exzellente Landwirtschaft ze hunn, een exzellente Wäibau, een exzellente Gaardebau, wou nëmme Produkter vun héijer Qualitéit hiergestallt ginn. Dorop solle mer houfreg sinn. Ech mengen, domat leie mer och europawäit wäit un der Spëtzt a mir weisen, datt mer e Land sinn, dat effektiv gutt a gesond Produkter ka produzéieren.

Dëse Message solle mer och no bausse ginn. Well et ass richtegerweis gesot ginn: Ganz dacks ass et esou, datt souwuel de Bauer wéi generell och heiansdo de Biobauer, jiddwereen op eemol Kriticke kritt mat negative Schlagzeilen. Mir mussen positiv weisen, wat de Beruff vum Bauer ass, wat produzéiert gëtt, wéi en et produzéiert. Alles dat si Messagen, déi mer zesumme mussen maachen.

An dofir, dat Mateneen, dat ech méi dacks hei gesinn hunn, ass genau de Wee, dee mer och mussen goen, genauou gutt wéi mer de Wee och mussen goen, mateneen des Ziler ze erreechen, fir 100 % Nohaltegkeet ze kréien 2050, wat mer zesumme maachen, souwuel mat der konventioneller wéi mat der Biolandwirtschaft an allegueren d'Akteuren och zesummen, mateneen, also net géinteneen, well soss geet dat net op.

An da wäerte mer iergendwann eng Kéier op de Punkt kommen, datt effektiv 2050 vläicht eng Rei vun eis leider net méi hei sinn. Mä 2050, soen ech lech awer ganz genau, ob mer do vu Bio schwätzen oder vun Nohaltegkeet, et wäerten eng ganz Rei Kritäre sinn, déi Standard sinn, déi de Konsument ganz einfach freet. An da muss et de Produzent sinn, dee sech dorunner upeekt. Et ass ganz kloer, an ech géif mengen, et dauert net bis 2050. Ech géif soen, a fënnef Joer ass et evident, datt de Konsument de Choix mécht, wat, wéi ee Produkt hiergestallt ass, wéi d'Weeër dovunner sinn, an eng ganz Rei vun Indicateuren, déi mer haut an d'Nohaltegkeet huelen, och wäert berücksichtigen. Dat sinn déi vun der Wirtschaftlechkeet selbstverständlech, vun der Ökologie, awer och vum soziale Volet dovunner. Also mir sollen eis näischt virmaachen: Mir sollen elo probéieren, d'Landwirtschaft gemeinsam an eng Zukunft ze orientéieren.

A wann déi 20 % vill wierken, dat ass richtig, dat ass sportlech, och wann ee kuckt, dat heescht jo dann, wann ech déi nächst sechs Joer kucken, 2,6 % pro Joer, déi mer misst méi maachen, fir dat Zil ze erreechen. Ech hat d'CSV héieren: 1 % pro Joer. Do leie mer da bei 10,5 %. Och dat ass schonn e merkleche Schrëtt no vir. Mä fir mech gëllt dat Zil vun 20 %, wat fir mech e Booster soll sinn, e Booster, fir déi 100 % Nohaltegkeet 2050 ze erreechen do, wou mer da flott Praktiken hunn, wou eng ganz Rei Efforte gemaach ginn a Standard sinn, wat och de Respekt vun der Nohaltegkeet ass, de Respekt vun de Ressourcennaturellen, de Respekt vun enger gewëssener Produktioun.

Dat kann een och an Zukunft asetzen an déi konventionell Landwirtschaft, soudatt mer 2050 eng Landwirtschaft erëmfannen, déi eng nohalteg Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg ass an déi integral ageet vu bio a konventionell, eng Landwirtschaft fir Lëtzebuerg. Also kommt, mir notzen dëse groussen Defi vun 20 % als grouse Booster, fir dat Zil do gemeinsam ze erreechen! Eleng dat ass den Defi wäert, fir et ze maachen.

Derniewent, mengen ech, ass et awer och esou, datt mer jo net gewaart hu bis haut, fir eis Iwwerleeungen ze maachen: Wéi soll dann elo deen neie Bioaktiounsplang ausgesinn? Wéi soll en ausgesinn, fir virun allem och op de Wee ze goen, fir deenen Defi ze erreechen? An ech mengen, mir wäerten hei an zéng Bléck probéieren, zesumme mat den Akteuren ze diskutéieren, wéi een an Zukunft effektiv engersäits méi nohalteg gëtt, virun allem awer och orientéiert hin zur Biolandwirtschaft.

Éischte Punkt ass, an do deelen ech dat vu ville Fraktiounen heibannen, datt mer eng Étude de marché maachen. Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn. Et geet net duer, datt mer produzéieren. Ganz kloer muss hannendrun och een Ofsaz garantéiert sinn.

Ofsaz garantéiert, bon, ech mengen, et gouf hei vu ville gesot, datt bei verschiddene Produkter dat net de Fall wär. Dat ass falsch! Et ass ee Produkt, wou et méi schwierig ass, dat ass op der Mëllec. Dat ass effektiv ee vun de Problemer, déi een de Moment hei huet. Mä op all deenen anere Produkter, mengen ech, ass ganz kloer, datt een Ofsaz do ass. An et sinn och an Zukunft eng ganz Rei vun Nischen, déi mer mussen exploréieren, fir virunzokommen, sief dat an der Geméis-, sief dat an der Uebst-, sief dat an der Pouletsproduktioun, sief dat am Beräich och vum Wäibau virun allem, wou mer mussen kucken, nach méi positiv Akzenter no vir ze setzen a virun allem och virunzokomme ganz einfach an deenen eenzelne Marchéen. Also Produktioun jo, kucken awer hannendrun, ob den Ofsaz do ass.

An hannendrun eng weider Etüd oder Ëmfro, déi mer wëlle maachen, ass eng, wou mer e bësse méi an den Detail och eraginn. Mir hunn eng Kéier gekuckt: Wéi ass d'Verhale vum Konsument? Do kum eraus, datt de Konsument bereet ass, eng Rei Suen hierzegi fir Bioprodukter. Mä et soll ee méi no kucken: Wat fir eng Bioprodukter sinn et dann? Wat ass da genau säin Usproch? Wou wëllt e se kafen? Alles dat solle mer elo nach eng Kéier ganz genau net an enger Etüd, mä an enger ganz kloer Ëmfro maachen, fir déi doten Indikatiounen, déi dote Punkte mat anzubauen, fir doropshin och eise Plang nach méi kloer ze verfeinere, nach méi kloer ëmzesetzen.

Wat déi ganz Ëmstellung betrëfft, dat ass ee vun deene wichtige Punkten, et ass déi ganz Fro. Et ass ganz kloer, datt ech eng ganz Rei och vu Jongbauere respektiv vu Quereinsteiger do hat, déi gesot hunn: „Ech wëll de Wee goen a Biobauer ginn.“ Mä si hunn eng Rei vu Froe gestallt, eng Rei vu Froen, déi se sech zu Recht gestallt hunn. A mir haten oder mir hunn de Moment op alles keng positiv Äntwert!

Mir mussen kucken, datt mer effektiv déi Fro beäntwert kréien an datt mer virun allem d'Transition och ee erliichteren, datt et effektiv och kee Risiko duerstelt fir e Jongbauer respektiv e Quereinsteiger oder een, dee sech ganz einfach ëmswitche geet vum Konventionellen op Biobauer, fir datt och all déi Punkte geregelt sinn. Mir mussen also kucken och an deene Beräicher am Kader vun de Primmen, am Kader och vu virun allem de Flächen, vun de Flexibilitäten, dat mat eranzeschaffen, datt mer hei de Kader, de legale Kader och stellen, fir dat ze maachen.

Do spillt, an do hutt Der recht, natierlech déi gemeinsam Agrarpolitik no 2020 och eng wichteg Roll. Dir wësst, an der Landwirtschaft, wat eng gemeinsam europäesch Politik ass, kënnen mer net alles eleng maachen. Mir sinn natierlech un eng Rei Virgabe respektiv och Geneemegunge vu Bréssel gebonnen. Mä mir mussen do ganz einfach och déi Argumenter liwweren, fir och dat kënnen fäerdegebréngen an dann och déi néideg Impulser op deem dote Wee kënnen ze ginn. Genausou gutt wat d'Infrastruktur betrëfft, och, wat d'Investitiounsbäihëllefe betrëfft, muss mer och ganz kloer kucken, hei aner Ännerungen ze maachen, genauou gutt wéi bei de Maschinnen, den Techniken, déi mer mussen mat afléisse loosse.

Hei mussen mer op de Wee goen, datt mer effektiv am Kader vun der PAC, am Kader vun der nationaler Strategie déi richtig Akzenter setzen, an dat fir d'Biolandwirtschaft, och fir d'konventionell Landwirtschaft selbstverständlech, mä och fir Biolandwirtschaft ze maachen.

D'Recherche gouf ugeschwat. Selbstverständlech ass d'Recherche och an Zukunft ee vun de wichtigste Punkten, déi mer hunn an alle Beräicher, mä virun allem och an der Landwirtschaft. An ech hat d'Chance an deene leschte Wochen, et ass jo elo d'Zäit, wou een d'Recolten esou lues gesäit, och op deenen eenzelne Versuchsfelder präsent ze sinn, fir ze kucken, wat hautdesdaags fonctionnéiert, nei Planzen ze gesinn, déi entstinn, neit Saatgut, dat probéiert gëtt. Bei all deem gesäit een, datt verschidden Zorte ginn an och verschidden Zorten iwwerhaapt net ginn. An do muss een dann och erëm mat afléisse loosse, wat déi meteorologesch Date sinn, déi een huet, déi ee ka benotzen, a wéi een de Bauer an deem Sënn och ka beroden.

D'Beroden ass iwwergens och ee vun deene wichtigste Punkten a fir mech dee wichtigste Punkt iwwerhaapt an der Biolandwirtschaft. Niewent all deene Saache vum Asteigen an d'Biolandwirtschaft, niewent dem Marché, deen ee kuckt, ass d'Berodung eigentlech den A an O vun där ganzer Sait.



A mir sinn amgaangen, am Ministère och hei a Kooperatioun mat der Landwirtschaftskummer, déi jo do fiederféierend ass, eng Analys ze maachen, wéi de Moment dës Berodung generell funktionéiert. An déi mussen mer och ganz kloer fir de Biolandbau verbesseren. Mir mussen se méi no, mir mussen eigentlech eng Ganzberodung maachen, fir effektiv och déi Garantien ze ginn, datt een hei wierklech eng Zukunft huet, engersäits wirtschaftlech, awer och ekologesch a sozial, wéi ech ëmmer soen, an och esou nohalteg Betriber no vir ausrichten.

D'Ausbildung gouf ugeschwat. D'Ausbildung ass och e wichtege Facteur, deen elo schonn an eenzelne Moduller ausgepaakt gëtt. Och déi muss nach méi breet opgestallt ginn. Och hei muss virun allem d'Formation continue nei Moduller setzen, fir dat kënnen ze maachen. Dat mussen mer ofschwätzen, mussen mer selbstverständlech och ofchecke mat dem Educatiounsministère, fir ze kucken, wat fir eng Méiglechkeeten an Zukunft do nach doriwwe eraus kënnen bestoen.

Dann de Volet, deen ugeschwat gouf, ee vun deene wichtegsten, ass deen: Wéi kréie mer eigentlech déi Visibilitéit vun de landwirtschaftleche Produkter allgemeng, mä virun allem och vun de Bioprodukter besser no bausse bruecht?

Ech mengen, mir hunn an deene leschte Méint, an de leschte Woche virun allem verstärkt probéiert, Produkter ze weisen, ze weisen awer och, wie se produzéiert, e Gesiicht dropzesetzen, all déi Formen ze erklären. Dat ass eng Sisypus-Aarbecht, déi mer mussen maachen an deenen nächste Joren, fir och effektiv d'Akzeptanz respektiv d'Identifikatioun vun dem Konsument zu Lëtzebuerg mam Produkt méi no ze bréngen. Ech mengen, dat ass e Wee, deen ee ka goen. Dee geet net vun haut op muer, mä muss eben och massiv am Bioaktiounsplang ugepaakt ginn, dee mer amgaange sinn ze erstellen.

Dann zwou Saachen, déi ech och wëll maachen, ganz kloer, fir och enger Rei vun Ufroen, déi ech héieren hunn, eigentlech gerecht ze ginn. Ech mengen och, datt dat wichtege ass, datt een dat kritt, dat ass eng Ulaftstell, ech soe ganz einfach: e Gesiicht, e Biomënsch, fir e Gesiicht ze setzen op d'Biolandwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. An dofir wäert ech zwou Ännerunge maachen am Ministère. Engersäits wäert ech am Ministère e Posten ausschreiwen, fir dës Beroder ze sinn.

Dat ass eng Iddi vu mir, déi gouf zwar elo opgegraff vun aneren, dat ass och net schlëmm. D'Haaptsaach ass, déi circuléiert. Mä et ass e wichtege Punkt, datt mer och direkt eng Persoun am Ministère hunn, déi dofir zustänneg ass, déi och d'Koordinatioun mécht, déi de Suivi mécht, déi wierklech hannendru bleift, datt weider nach méi geschitt, wéi et an der Vergaangenheet war.

An dann ass den zweete Punkt deen, datt mer an der ASTA, wou mer de Moment e Service hunn, deen de Phyto-Service ass an deen de Bio matmécht, datt mer och do e Service Bio maachen, dee reng ee Service ass, eng Ulaftstell, fir och do kënnen direkt Informatiounen ze kréien an déi Méiglechkeeten opzebauen, déi ee brauch bei der Ëmsetzung vu verschidene Programmen.

Voilà, hei ass e klengen Iwwerbléck iwwert déi zéng Bléck, déi mer hunn, mat enger ganzer Rei vun eenzelne Rubricen. Ech freeë mech, effektiv zesumme mat allen Akteuren eng flott Diskussioun do ze kréien, wou eng Rei vun Impulser nach kënnen mat erakommen. Hei aus dëser Debatt konnt ee schonn eng ganz Rei vu flotten Iddien mat opgräifen, déi een zum Deel am Plang erëmfënt, déi och vläicht nach eng Kéier prezisiéiert goufen. Nodeem dës Iddien da kommen, wäerte mer wéi gesot déi Synthesen maachen an der Chamberskommissioun, dat och nach eng Kéier presentéieren an dann duerno duerch de Regierungsrat dës Plang dann och verabschieden.

Et wäert wéi gesot probéiert ginn, datt mer dat kënnen virum Summer, Enn vum Summer maachen. An ech mengen, da wiere mer gutt am Timing, fir déi nächst Joren unzepakten, fir och massiv eppes kënnen no vir ze maachen, fir effektiv dat Zil, wat mer eis gesat hunn, och do ze loossen an ze kucken, datt mer et esou no wéi méiglech kënnen erreechen, op dat Zil hin, datt mer effektiv duerch déi 20 % och déi 100 % Nohaltegkeet 2050 kënnen erreechen.

Vläicht och fir op zwou Froen ze äntwerten, déi opstoungen: Dat Éischt ass, ech mengen, ech hat mer opgeschriwwen, dat ass déi Fro vun deene Lénke ronderëm d'Wiederverhältnissen et cetera. Ech mengen, hei ass ugekënnegt, datt eng Interpellatioun géif gemaach ginn iwwert d'Landwirtschaft verbonne mam Klima, Changement climatique. Do kéinte mer dat vläicht mat afléisse loossen, dann och vläicht mat eisen Experienze, déi mer iwwer eise Service Meteo vun der ASTA hunn. Do mussen mer jo e gudder Monitoring hunn, fir dat kënnen ze

beobachten. Dat ass eng ganz gutt Pist. Dat ass sécher eppes, wouriwwer ee sech och Gedanke mécht, well wann ee gesäit, wéi et op de Stécker ausgesäit - wéi gesot, ech hat d'Chance, dat an deene leschte Woche méi dacks ze gesinn -, da gesäit een och, datt do grouss Defien op eis duerkommen.

D'Madamm Modert hat d'Saach ugeschwat vun dem Gesetz iwwert den Travailleur agricole, souzesoen d'Verbesserung dovun. Ech hunn do mam Aarbechtsminister Kersch geschwat. Mir hunn zwee Dossierer, déi mer unzepakten hunn zesummen, engersäits de Reklamesement an anerersäits och dat dote Gesetz. Mir wäerten dat maachen, fir et nach eng Kéier op de Leescht ze huelen an dann zréckzeginn, fir et effektiv dann och kënnen ëmzënneren. Ech weess, datt d'Landwirtschaft, d'Wënzer an d'Gärtner dorop waarden, fir dat doten ëmgesat ze kréien. Et steet jo och am Regierungsprogramm esou, soudatt mer op deen dote Wee dann och wäerte goen. Voilà!

An zum Schluss mengen ech, ass fir mech nach eng Kéier de Message wichtege: Kommt, mir ginn déi Saach hei, deen Defi mateneen un! Kommt, mir probéieren, dat Zil hei ze erreechen! Et ass ee vun deene wichtege Challenge, déi mer hunn, dat doten ënner een Hutt ze kréien.

An zum Schluss, mengen ech, géif ech och nach eng Kéier e bësse Reklamm maache wéi am Ufank schonn hei: Mir hunn eng super Geleeënheet dee ganze Weekend, déi ganz Palett vun deenen exzellente Produkter, Produzenten, alles dat, wat ronderëm ass, eng Kéier ze gesinn op der Foire agricole zu Ettelbréck. An do gesi mer, datt den ekonomesche Wäert vun der Landwirtschaft vill méi ass wéi deen 1 %, deen ëmmer gesot gëtt. Et ass vill méi ronderëm. Mir gesinn all déi Produzenten, déi ronderëm sinn. Mir gesinn d'Finanzinstituter. Mir gesinn déi eenzel Händler, déi dorunner hänken. Mir gesinn d'Veermaarter. Mir gesinn eigentlech all d'Aarbechtsplazen och hannendrun, déi een net nëmme bei der Landwirtschaft, mä ronderëm d'Landwirtschaft fënnt. An dat ass déi richteg Landwirtschaft an do gi mer eis Rendez-vous, mengen ech, de Weekend zu Ettelbréck. Et ass derwäert, dat kucken ze goen.

Merci bien.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Landwirtschafts- a Wäibauminister Romain Schneider. Déi allgemeng Diskussioun ass do mat ofgeschloss.

Motions

Da kënnen mer elo zur Diskussioun respektiv dem Vott vun de Motiounen kommen. Loosse mer der Rei no fueren! Fir d'Éischt d'Motioun 1, déi vun der Madamm Hansen deposéiert ginn ass iwwert d'Étude de marché vun de Produiten.

Motion 1

Ass eng Wuertmeldung do zu där Motioun?

(Négation)

Da kënnen mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

De Minister huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Ee Moment, Här President, ech drénken eng Schlupp, ech war e bëssen dréche ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Selbstverständlech!

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Dir hat kee Waasser méi douwen, dofir!

(Interruptions)

Dat heescht, wann ech lech gutt verstanen hunn, geet et ëm d'Motioun 1.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Yes.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - D'Motioun 1, déi ech gesinn hunn an déi vun der Madamm Hansen deposéiert gouf: Ech mengen, dat ass eng Motioun, déi ganz sympathesch ass, déi eigentlech eng ganz Rei vu Punkten, eigentlech all Punkten erëmhëlt, déi mer och virgesinn hunn. Et ass just esou, datt ech d'Motioun 3 gesinn hunn, déi nach méi komplett ass. An ech mengen, dofir wier dës Motioun schonn eng, déi an déi richteg Richtung geet, mä d'Motioun 3 ass méi komplett.

Dofir géif ech d'Chamber bidden, dës Motioun net unzehuelen.

► **Une voix.** - Dat ass net fäin.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools. Madamm Hansen!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Also d'Motioun 1 bezitt sech just ganz op d'Maartanalys.

An der Motioun 3 stinn nach ganz vill aner Saachen dran, mat deene mir zum Deel Schwierigkeeten hunn. Also géif ech scho mengen, datt een hei ka separat ofstëmmen. Et ass eng Maartanalys, déi mer froen, fir datt mer endlech wëssen, wat um Maart gebraucht gëtt a wat eis Leit kéinte produzéieren. An duerfir verstinn ech d'Argumentatioun net esou ganz richtig, firwat een déi net soll stëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, da kënnen mer iwwert d'Motioun 1 ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

De Vote électronique ass gefrot. De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass bei 27 Jo-Stëmmen an 30 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché).

Motion 2

Da komme mer gläich zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi iwwer eng aner Approche éducative.

Wëllt de Minister dozou ee Wuert soen?

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Jo, bon, ech hunn déi Approche gesinn. Ech mengen, dat ass eng Approche, déi méi breet opgestallt ass, déi virun allem och iwwert déi ganz Campagnë geet, déi iwwert d'Unerkennung vun de Liewensmittel geet. Dat ass eppes, dat ounideem bei der Regierung virgesinn ass.

Hanneneraus geet et iwwert d'Formatioun, d'Ausbildung, d'Weiderbildung, awer och hei Coursen, déi ugebuede ginn. Dat ass eppes, dat iwwergräifend och an den Educatiounsministère virun allem geet. Dofir mengen ech, datt dat heiten eng ass, déi op dëser Plaz elo net am Kader vun der Agriculture biologique kann ugeholl ginn, mä déi kann ee vläicht eng Kéier mam Educatiounsministère diskutéieren. Mä ounideem sinn eng Rei vu Pisten hei am Regierungsprogramm esou ugeduecht, soudatt hei keng nei Plus-value ass.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Hansen, wannechgelift!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Also ech mengen schonn, datt et eng Plus-value ass, well am Moment sinn d'Landwirtschaft an d'Produktioun vu Liewensmittel net Partie intégrant vum Schoulprogramm. An et kann een och esou eng Motioun hei an der Chamber ofstëmmen, ouni datt de Minister vun der Educatioun do ass, well et sinn d'Deputéierten, déi ofstëmmen. An ech mengen, d'Deputéierte gesi jo méi wäit wéi elo just d'Landwirtschaftler hei. Also denken ech schonn, datt mer déi sollen ofstëmmen. A wéi gesot, et huet trotzdem eng ganz wichtege Plus-value, well am Moment gëtt net heiriwwer geschwat an der Schoul.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Une autre voix.** - Richteg!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, da kënnen mer och iwwert d'Motioun Nummer 2 ofstëmmen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 2 ass bei 29 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini (par Mme Djuna Bernard).

Da komme mer zur Motioun Nummer 3. Dat ass déi Motioun, déi vun der Madamm Burton deposéiert ginn ass am Numm vun der Majoritéit.

De Landwirtschaftsminister Romain Schneider huet d'Wuert.

Motion 3

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Bon, hei ass eng Motioun, déi ech am Detail gelies hat. Ech mengen, et ass eng, déi ganz staark sech virun allem och uleent un de Regierungsprogramm ...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - ... mat enger Rei vun neie flotten Accèsen, déi derbäi sinn, virun allem iwwert d'Étude de marché respektiv aner Saache vun der Transitioun, déi hei ganz kloer präziséiert gëtt. Dat wier eng, mengen ech, déi ech der Chamber géif proposéieren ze stëmmen, well dat effektiv och déi richteg Richtung ass.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Hansen!

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).** - Wat eng Iwwerraschung!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Also éischtens muss ech soen, datt mer am Considerant vun deenen Ziler vun 100 % jo mengen, déi wieren net grad ganz realistesch. Dat heescht, domat hu mer schonn deen éischte Problem. Dat wier awer net de Problem. Wann dat deen eenzege wier, géife mer et stëmmen, well eng Analys ze maachen, hu mer jo och gefrot, en Aktiounsplang ass och an der Rei.

Mir hunn awer zwee Problemer an dësem « invite le Gouvernement », an dat ass deen éischte Punkt, dat ass ...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Gitt lech e Stouss!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Wat gelift?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Gitt lech e Stouss!

(Interruption)

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Nee, neel! Also mir kënnen eis Saachen argumentéieren, wou Dir elo virdu Schwierigkeeten hat ze argumentéieren.

► **Une voix.** - Ooh!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Also hei solle just Primme gehéicht gi fir d'biologesche Landwirtschaft. Mir hunn an eisem Exposé u sech gesot, datt mer gären ee Stufesystem hätten, datt d'Primme sollen op d'Ëmweltleeschunge bezuelen ginn, onofhängeg ob biologesch oder net biologesch. Dat heescht, mat deem Punkt si mer esou net averstanen. Wann Der dat géift erweideren op allgemeng d'Ëmweltprimmen, kéinte mer averstane sinn.

An dann hu mer nach en zweete Problem, een drëten, just een Hiweis « à intégrer des cours dédiés à l'agriculture biologique », do hat ech lech scho gesot, datt mer 1989 schonn ee Cours haten, an et sinn och elo Coursen do,



Moduller biologesch Landwirtschaft, déi sinn also schonn do. Do kéint ee soen « à renforcer ».

An dee leschte Punkt « à introduire un minimum obligatoire de produits bio dans le secteur de la restauration collective », och dat geet eis net duer. Do hu mer u sech zwou Remarken. Mir hätte gäre regional bio an awer och regional nohalteg. An duerfir wäerte mer eis, wann Der do keng Annerunge maacht, enthalen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann den Här David Wagner, wannechgelift.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo, Merci, Här President. Jo, déi Motioun vun der Majoritéit ass och sympathesch an och ganz léif. Am Fong geholl, wann ech dat richtig liesen, gi jo Saachen an der Motioun gefuerdert, déi d'Regierung souwisou géif maachen. An deem Sënn ass se u sech superfetatoire. An d'Majoritéit misst an där Logik, déi si jo ëmmer benotzt, wann d'Oppositioun esou eppes deposiert, se ofleenen, well et gëtt souwisou vun der Regierung gemaach.

Mir ënnerstëtzen awer ëmmer superfetatoire Motiouen, ...

(Hilarité)

... wa se awer trotzdem an déi richteg Richtung géife goen.

Déi heiten ass ganz léif. Den Ufank, iwwert den éischte Considerant kéint een e bëssen diskutieren, well et erëm iwwert déi drëtt industriell Revolution geet. Mä mir wäerte se trotzdem matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An dann hat nach den Här Goergen d'Wuert gefrot.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Meng Iwwerleeung war och e bëssen an déiselwecht Richtung. An dofir wollt ech den Här Minister oder d'Madamm Burton froen, fir de Leit eng Kéier dobaussen ze erklären, wat vun deene Punkten elo nach net am Koalitionsaccord stoung, fir dass d'Leit dobaussen awer eng Kéier déi Visibilitéit kréien. Well mir wësse jo, wann et schonn am Koalitionsaccord stoung, da stëmmt een et hei net. Deementspreechend géif ech da jo och mengen, wéi den Här Berger et ëmmer esou schéi seet, dann ass et iwwerflësseg an ...

(Brouhaha)

Ech hätt et zwar gär matgestëmmt, mä gitt mer e puer Argumenter, wat nach net am Koalitionsaccord steet!

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An ech mengen, et ass elo alles gesot a mir kënnen zum Vott kommen.

(Hilarité)

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Dat wäert d'Leit dobausse freeën!

Vote sur la motion 3

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 3 ass bei 35 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a 24 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A voté non : M. Michel Wolter.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert) et Claude Wiseler ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir kënnen dann elo zur Motioun Nummer 4 kommen, déi iwwert de Wäibau, déi vun der Madamm Modert deposiert ginn ass.

De Wäibauminister Romain Schneider huet d'Wuert.

Motion 4

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Merci, Här President. Här President, ech weess, dës Motioun, déi war ewell eng Kéier an der Chamber hei. Ech mengen, deemools war se gestëmmt ginn, souwäit ech dat gutt an Erinnerung hunn. Ech géif proposéieren, et kann een dës Motioun stëmmen, allerdéngs gesinn ech se méi breet opgestallt. Mir hunn am Regierungsprogramm eppes, wou mer amgaange sinn och ëmzesetzen, dee sougenannte Prinzip vum Matchmaker, wou eigentlech soll dee ganze Voleit dra vum Konsument, Produzent méi nobrénge, mat och der Filière Handel derbäi. An an deem dote Kontext kann ech mer virstellen, datt een och déi Iddi hei vun der Maison du vin an der Stad kéint mat abannen.

(Interruption par Mme Octavie Modert)

Wann et esou verstanen ass, da kéint ech soen, datt mer déi kéinte matdroen.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

(Interruptions)

Vote sur la motion 4

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Kënnen mer dann déi Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass d'Motioun 4 eestëmmeg ugeholl.

An da komme mer zur Motioun Nummer 5, déi vun de Piraten, vum Här Goergen deposiert ginn ass. Den Här Goergen freet nach d'Wuert.

Motion 5

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Zu menger Motioun erzielen ech lech e klengt Ereliefnis, dat dës Motioun genau beschreift.

Ech erënnere mech, virun net allze laanger Zäit gouf et e grousst Plakat mat zwee Jippelcher, ënner deene geschriwwen stoung „Déiereschutz ouni Grenzen“. Leschte Weekend war ech op der Déifferdenger Braderie, do hunn ech déi zwee Jippelcher gesinn. Verkaaft fir zéng Euro d'Stéck!

► **Une voix.**- ... ouni Grenzen?

(Hilarité)

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Neen, se waren nach ëmmer kleng.

Bei iwwer 35°, et war iwwer 35° hei ënner fräiem Himmel, lieweg Déiere goufen do verkaaft. Mä déi Jippelcher a vill aner Déieren hu leschte Weekend gelidden, an dat hunn ech a jiddwereen, deen do war, materlieft zu Déifferdeng.

Passanten hu Waasser kaaft an den Déieren dëst an hir kleng Käfeger an eidel Gedrénschuele geschott.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- De Verkeefer gouf och vu Leit drop ugeschwat. Mä hie war wéineg asiichteg.

Et ass net den éischte Fall, dass Déieren op éffentleche Plazen ausgestallt ginn. An engem Land, wou déi gréng zënter siwe Joer an der Regierung sinn, an engem Gemeng, wou déi gréng de Buergermeeschter stellen, ...

► **Une voix.**- Aah!

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- ... do denken ech mir: Seriö war et wuel net gemengt vun de Gréng mam Déiereschutz!

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Well d'Realitéit um Terrain gesäit anescht aus wéi d'Plakat mat den zwee Jippelcher.

Fir d'Piraten solle guer keng lieweg Déieren op Braderie verkaaft ginn. Dat wär anstänneg gemengten Déiereschutz!

► **Une voix.**- Voilà!

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Mat dëser Motioun froe mir d'Chamber ofzestëmmen, fir d'Regierung opzefuerderen, den Déiereschutz eescht ze huelen. Et geet drëm, en effikasse Suivi vum Déiereschutz zu Lëtzebuerg ze maachen, Mëttele fir d'Kontroll am Déiereschutz ze erhéien an de Verkauf vu liewegen Déieren op Braderien ze verbidden.

Loosst eis endlech d'Déiere schützen! Hiert Liewen ass méi wäert wéi nëmme e Wahlmotiv op Plakater.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Goergen. Ass nach eng Wuertmeldung do zu där Motioun?

De Landwirtschaftsminister huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Bon, ech mengen, Här President, den Déiereschutz ass eppes, dat eis alleguerten noläit. An dofir huet och d'Chamber an der leschter Sessioun, ech mengen, eent vun deene beschten Déiereschutzgesetzter gestëmmt, déi et gëtt. Dorun hale mer eis och an dorun hält sech och selbstverständlech mäi Ministère respektiv d'Veterinärsinspektioun bei de Kontrollen. A wa mer do déi Donnéeë musse kucken, déi fënnt een dann natierlech och, wéi hei gefrot, am Rapport erëm, esou wäit mer se duerchzéien an esou wäit se och gemaach ginn. An all déi Infraktiounen gi selbstverständlech och weider, esou wéi dat virgesinn ass an deenen eenzelnen Instanzen.

Dofir mengen ech, datt mer déi heite Motioun net mussen unhuelen, well mer en Déiereschutzgesetz hunn, dat effektiv flächendeckend alles ofdeckt.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Den Här Goergen nach eemol.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Dat heescht, Dir fannt, dass den Déiereschutz ofdeckt, dass een op de Braderien net soll verkaafen? Oder gesitt Der dat net als Déiereschutz, dass do verkaaft gëtt?

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Ech mengen, et geet jo net drëm, wou se verkaaft ginn, et geet drëm, wéi d'Déieren effektiv exposiert sinn, ob se genuch ze drénken hunn, ob se geschützt si viru Sonn et cetera. Also d'Konditiounen dovun mussen erfëllt sinn. Dann ass am Prinzip d'Plaz egal, wou se gehale ginn, dann ass et konform zu dem Déiereschutzgesetz.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Et gëtt keng weider Wuertmeldung. Dach, d'Madamm Hansen!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ech wollt just soen, datt ech deen drëtten Punkt beim Considerant e bësse speziell fannen, well do soe mer, datt mer eis net un d'Gesetz halen. Dat fannen ech e bësse speziell. Datt mer Rapporte maachen, datt mer der Veterinärsinspektioun méi Moyene ginn, ech denken, datt dat och sënnvoll wär. An dofir wäerte mer eis hei enthalen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, elo kënnen mer zum Vott komme vun der Motioun Nummer 5.

Vote sur la motion 5

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 5 ass bei 8 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles

Margue et Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter.

D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

4.7312 - Projet de loi portant approbation du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, fait à Séoul, le 12 novembre 2012

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7312, ee Protokoll iwwert den illegalen Handel mat Tubakwueren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif dann d'Wuert direkt ginn un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorablen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, mam Projet de loi 7312 iwwerhuele mer de Protokoll fir d'Bekämpfung vum Schmuggel, der Fälschung, vun illegalem Handel a Produktioun vum Tubaksprodukt, déi méi wéi 10 % vum Welthandel duerstellen.

Dee Protokoll gouf no fënnfjäreger Verhandlung viru siwe Joer zu Seoul vun 170 Länner ënnerschriwwen. Et ass eng Ergänzung vun der OMS-Konventioun géint den Tubak, déi mir 2005 zu Lëtzebuerg ëmgesat hunn.

De Protokoll, dee mer haut ëmsetzen, enthält konkret an obligatoresch, zum Deel technesch Mesuren, fir géint den illegalen Handel mat Tubaksprodukter virzegoen, deen ënner de Begrëff „organisierter Kriminalitéit“ fält.

De Projet, deen eng logesch Suite vun eisen Tubaksgesetzter vun 2006, 2013, 2017 ass, gouf den 30. Mee 2018 deponéiert an d'Avise vum Conseil d'État, dem Collège médical an der Chambre de Commerce ware positiv respektiv hu keng Bemierkungen zum Projet gemaach.

Allgemeng hielecht den illegalen Handel mam Tubak d'Moosnamen aus, déi vun de Länner geholl goufen, fir den Tubakskonsum ze reduzéieren. Dat géllt virun allem a Länner, déi eng Héichpräispolitik praktizéieren, do, wou den Tubak deier ass. Fälschung sinn an der Regel nach méi schiedlech, wéi den Tubak souwisou ass, well se net kontrolléiert sinn a Schuedstoff erhalen, déi bei den Originalprodukter, wann trotzdem gesondheeschiedlech, mä am mindere Moos dra sinn.

Och wa bei eis am Land mat niddregen Tubakspräisser, soulaang wéi dat de Fall ass, den illegalen Handel éischer marginal ass, mir also kaum en Zilland fir de Schmuggel sinn, esou ass Lëtzebuerg dach als Transitland an als Quell, wou ee bëlleg Produkter kafe kann, fir se an Direktioun vun anere Länner ze schmuggelen, op der Kaart vun de Schmuggler.

Ganz rezent huet jo d'Douane am Transit eng ganz grouss Quantitéit vun Zigarette saiséiert, déi a Bakiewe verstoppt waren a fir de brittesche Maart geduecht waren. Et gëtt zwar ëmmer erëm ënnerstrach, dass de legale grenziwwerschreidenden Handel net betraff wier, dass dat also net ënner d'Gesetz fält, mä et soll een net ofstreiden, dass den Iwwergang vun deem engen zum anere fléissend ka sinn. Et kënn op d'Quantitéiten un, déi een iwwert d'Grenz schafft, an och de Firwat dass een dat mécht. Wann et fir den eegene Gebrauch ass, da gesäit dat e bëssen anescht aus, wéi wann een dat mat der grousser Schëpp oder mam grousser Camion mécht an op eng Rei vu Statiounen geet, fir esou vill wéi méiglech eriwuerzeschaffen. Och wann do Kontrolle

Le saviez-VOUS ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.



sinn, kann net alles kontrolléiert ginn, wat iwwert d'Grenz geet.

De Protokoll schaaft elo d'Grundlag fir déi internationalen Aktioun géint den illegalen Tabakshandel. Konkret geet et drëm, dass d'Staten e System fir de Suivi fir d'Traçabilitéit vun den Tabaksprodukter erméiglechen. Dee System steet ënnert der Kontroll vun de Staaten an net vun der Tabaksindustrie. Iwwert d'Co-déierung kann de Wee vum Tabak vun der Produktioun bis bei den Endverkeefen verfollegt ginn. Eng Vignett soll d'Authentizitéit vun de Produkter zertifizéieren.

De Protokoll gesäit eng Lizenz fir de Produzent vir, soll d'Kontrollen an d'Strofe verschärfen. Déi Ziler vun deem Protokoll iwwerschneide sech gréisstendeels mat deene vun der Direktiv 2014/40 vun der Union européenne, wou et och drëms geet, d'Bestëmmungen an de verschiddene Memberstaaten iwwert d'Fabrikatioun, d'Presentatioun an de Verkauf vun Tabaksprodukter méi no beieneen ze bréngen.

Dës Direktiv gesäit vir, dass d'Memberstate bis den 20. Mee 2019 e System op d'Bee stellen, fir d'Identifikatioun an d'Traçabilitéit vun den Tabaksprodukten ze erlaben. De Protokoll grad ewéi d'Direktiv hält domat all Tabaksproduzenten an d'Veantwortung. De Lëtzebuurger Produzent huet zirka 12 Milliounen Euro, fir der Ëmsetzung vun deenen neien Ufuerderunge vun der Direktiv an de Konditioune vum Protokoll gerecht ze ginn, investéiert. Derbäi kommen nach déi järelech Verflechtungen, fir de System um Lafenden ze halen. Souwäit ech mech konnt informéieren, ass de Lëtzebuurger Produzent och absolutt prett, fir termingerecht dat Ganzt ëmzesetzen.

Zum Schluss wëll ech nach eng Käier ënnersträchen, dass den Tabak dee gréisste vermeidbare Gesondheitsrisiko duerstellt an dass den Asaz géint den Tabak an och d'Bekämpfung vum illegalen Handel am Interessi vun der effentlecher Gesondheet sinn.

De Protokoll stellt e wichtegen a richtege Schratt duer, och wann déi ganz grouss Produzente sech e puer Schlupflächer ophale konnten a selwer net selten en okkulten Deel vum illegalen Handel duerstellen.

Dat gesot, gouf de Rapport, deen ech elo virgedroen hunn, eestëmmeg vun der Gesondheitskommissioun ugeholl. An ofschléissend bleift mir nach just den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet ze ginn, wou ech lech och invitéieren, mat engem positive Vott drop ze reagieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Georges Mischo agedroen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Georges Mischo (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke soen ech dem Rapporteur Mars Di Bartolomeo Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport.

Iwwerall op dëser Welt ginn, vollkommen zu Recht, vill Campagné geféiert géint den Tabak a fir Leit dovun ze iwwerzeegen, net ze fëmmen. Den illicitte Commerce mat Tabaksproduite contrecarréiert awer all dës Efforten. An dofir ass et wichteg, dass op internationalem Niveau alles ënnerholl gëtt, fir dergéint virzegoen. Och wa mir leider dovun mussen ausgehen, dass mer dës Kriminalitéit - well och dat, muss ee soen, ass e richtig kriminell Geschäft, wou extrem vill Sue gedréit ginn - ni wäerte ganz eliminéiert kriegen.

Duerch dësen illicitte Commerce gi jo och an éischter Linn Präishaussen, déi och mam Zil gemaach ginn, fir déi Jonk iwwerhaapt dovun ofzehalen, Zigaretten ze kafen, direkt emol contrecarréiert.

Dofir ass et wichteg, dass mir dës Protokoll aus dem Joer 2012 unhuelen an domat op internationalem Plang all Schrëtt ënnerstëtzen, fir déi ganz Chaîne vum illicitte Commerce mat Tabaksprodukten ze duerschbriechen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Mischo. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas ageschriwwen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Problem vu Fälschungen an den illegale Wueren ass natierlech eppes, wat eis ëmmer méi beschäftegt, net nëmmen um Niveau elo vun deem Produit, iwwert dat mer haut diskutieren, och um Niveau vun den Aueren, vun de Kleeder, vun de

Poschen an esou weider. Doduerch entsteet natierlech och der Ekonomie vill Schued, awer och eenzelne Persounen emol.

Déi Situatioun ass natierlech nach vill méi grav, wann et sech ëm e Produit handelt wéi deene heiten, wou och direkt d'Gesondheet am Spill ass. Ech mengen, och Droge sinn do e bescht Beispill. Mä d'Zigaretten, déi illegal gehandelt ginn, stellen natierlech och e wesentleche Facteur fir d'Gesondheet duer, dass déi mat Sécherheet doduerch net verbessert gëtt.

Ech wëll drun erënneren, dass zum Beispill am Joer 2016 4,6 Milliarden Zigaretten illegal um Niveau vun der EU verkaaft goufen. Et wees een natierlech, dass dat hei e ganz interessanten a lukrativen Marché fir eenzel Leit ass. Duerfir muss en och bekämpft ginn. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg an der nach glécklecher Situatioun vläicht, dass mer net esou direkt vun där Problematik betraff sinn, ausser wéi gesot als Transitland.

De Rapporteur, den honorablen Mars Di Bartolomeo, deem ech felicitéieren fir säi gudden schrëftlechen a virun allem säin exzellente mündleche Rapport, huet hei duerschblécke geloos, dass mer virun allem doduerch verschoungt ginn, well d'Präisser relativ niddreg hei zu Lëtzebuerg sinn.

Ech wëll awer ganz kloer hei soen: Dat dierf awer natierlech keng Ursach sinn, fir gegebenenfalls vläicht eng Käier mam Präis an d'Luucht ze goen.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.** - Ganz richtig! Dat hutt Der ganz richtig verstanen!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Da sinn ech frou, dass ech lech richtig verstanen hunn.

Dat Gesetz hei, dass verfollegt jo u sech zwee Ziler: engersäits wéi gesot d'Bekämpfung vum Zigaretteschmuggel, mä op där anerer Säit jo awer och d'Bekämpfung vu Wueren, déi zur Verschlechterung vun der Gesondheet bäidroen. Ech mengen, och deen Aspekt soll hei nach eng Käier ënnerstrach ginn. Et dierf ee jo net vergiessen, dass iwwert de Wee vum Internet haut natierlech den Akaf immens vereinfacht ginn ass vu ganz ville Wueren. Duerfir ass et och wichteg, dass um internationalen Niveau eng Rei juristesche Mesurë geholl ginn, dass dat awer ageschränkt ka ginn an och iwwerkuckbar ass.

Et geet natierlech net nëmmen duer, dass mer e legislative Kader schafen. Mir mussen och natierlech Kontrollen hunn. Ech denken do erëm spezifesch un de Findel. Mä eng Rei Resultater hu jo gewisen, dass mer awer do gutt opgestallt sinn.

Ech wëll dann awer vläicht zum Schluss nach eng Käier och drop hiweisen, wat dee gesondheetlechen Aspekt ugeet. A mir hu jo do awer eng Rei legislativ Moosnamen am Laf vun deene leschte Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg geholl. Besonnesch wëll ech nach eng Käier op d'Modifikatioun vum Fëmmgesetz vum leschte Joer hiweisen.

A vläicht erlaabt mer dat och dann, dem Här Minister kuerz awer eng Fro an deem Sënn ze stellen. Mir hunn näamlech d'lescht Joer jo d'Decisioun geholl, dass d'Fëmmen op Sportteraine verbueden ass, wann do Sport vu Kanner ënner 16 Joer bedriwwen gëtt. Mir hunn och eng Decisioun geholl, dass net méi dierf an engem Auto gefëmmt ginn, wann e Kand drasetzt, wat nach keng zwoelf Joer huet. An dann hu mer virun allem awer och d'Decisioun geholl, dass op effentleche Spillplazen net méi dierf gefëmmt ginn.

Ech weess, bei deenen Diskussiounen koum ëmmer erëm op: Ma wéi kënne mer dat kontrolléieren? Ass entre-temps scho vläicht erkennbar, ob dat Gesetz do oder déi Modifikatioun vun deem Gesetz, ob dat och scho gräifbar dobaussen ass? Et wier jo interessant, dass ze wëssen, well da kéint ee sech jo emol Iwwerleunge stellen, awéifern op anere Plazen et gegebenenfalls ubruecht wär, d'Fëmmen och net onbedéngt ze verbidden, mä zumindest anzuschranken. Well ech géif soen, dass ech näischt Neies soen, wann ech elo behaupten, dass Fëmmen net onbedéngt zur Verbesserung vun engem senger Gesondheet bäidréit.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vu mir aus Merci un den Här Di Bartolomeo fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport.

Den illegale grenziwwerschreidenden Handel mat Tabaksprodukten hat 2016 an der EU e geschatene Volume vun 48,3 Milliarden Zigaretten, wat ongeféier dem ganze legalen Zigarettemarché a Frankräich entsprécht. Déi orga-

niséiert Kriminalitéit verdéngt enorm um illegalen Tabaksmaart. D'Produktioun vun engem Pak Zigarette kascht eng 25 Cent, de Verkaufspräis op der Strooss läit bei 3 Euro oder méi.

D'Gewënnmargé si vill méi héich wéi zum Beispill am Mënschenhandel oder an der Prostitutioun, awer mat vill manner Risiko verbonnen. Den illegalen Tabaksmaart auszedrechnen, ass also e Wee, fir deene Verbrücherbanden eng vun hire Finanzquellen ofzeschneiden. Anerersäits stellt den illegalen Tabaksmaart awer och e gravéierende Problem fir d'Santé publique duer. Illegal Tabaksprodukte ginn zu manner héije Präisser ugebuede wéi déi legal, wat d'Fëmmen erëm méi attraktiv mécht, virun allem fir déi Jonk. An doduerch ginn d'Ustrengeunge zur Reduzéierung vum Tabakskonsum ënnergewen.

En anere Problem mat gefälschter Wuer ass deen, dass d'Schuedstoff d'Norme kënnen ëm ee Villfaches iwwerschreiden oder carrement nach aner verbuede Substanze mat verschafft ginn, déi domat eng zousätzlech Gesondheitsgefahr fir de Verbraucher sinn.

Well d'Hierstellung an d'Distributioun vun dese geschmuggelten Tabakswuere sech haaptsächlech an engem Kader vu weltwäiter Kriminalitéit bewegen, kann een de Problem net mat nationale Moosname bekämpfen, mä et brauch een duerfir eng international Zesummenaarbecht.

De Protokoll zur Ënnerbannung vum illegalen Handel mat Tabakswueren, dee mir mat dësem Projet de loi approuvéieren, huet d'Zil, dës Zesummenaarbecht ze verbesseren.

De Protokoll ziilt op eng effizient Iwwerwachung vun der gesamter Liwwerketten hin, wou e weltwäite Sécherheits-, Identifikatiounsan Traçabilitéitssystem soll opgebaut ginn, deen onofhängeg vun der Tabaksindustrie muss funktionnéieren, esou wéi dat och an der Direktiv 2014/40/UE fir d'Europäesch Union virgesinn ass an déi zu Lëtzebuerg den 13. Juni 2017 an nationaalt Recht ëmgesat ginn ass. Dës Sécherheits- an Traçabilitéitssystem ass zu Lëtzebuerg zanter dem 20. Mee 2019 operationell.

Ausserdeem huet de Protokoll d'Zil, d'technesch an d'juristesche Zesummenaarbecht op internationalem Plang ze verbesseren. Domat ass e gemeinsamen Usaz géint de grenziwwerschreidenden illegalen Handel mat Tabakswuere garantéiert, esou wéi dat am Artikel 15 vun der Ramenübereinkunft vum 21. Mee 2003 vun der WHO zur Andämmung vun Tabak gefuerdert gëtt.

Dës Projet de loi ass also e wichteg zousätzlech Element, fir d'Unzuel vu Leit, déi wéinst der Consumatioun vun Tabaksprodukten krank ginn oder stierwen, ze reduzéieren.

Wéi ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg? Sou wéi dat am Communiqué de presse vum 31. Mee 2019 vun der Regierung zu der Journée mondiale sans tabac steet, ass den Tabak och 2019 nach ëmmer weltwäit déi éischte Doudesursach, déi kéint evitéiert ginn.

Zu Lëtzebuerg stierwen nach ëmmer dausend Persounen pro Joer duerch Krankheeten, déi mam Tabak zesummenhängen. Eng Persoun vu fënnf zu Lëtzebuerg fëmmt, a virun allem d'Alterskategorie vu 16 bis 35 Joer ass betraff. Beonrougend ass och, dass de Prozentsaz vun de jonke Fraen, déi ufänke mat fëmmen, klëmmt.

Am Protokoll zur Ënnerbannung vum illegalen Handel mat Tabakswuere steet, dass ee Moyer, fir géint den Tabagisme unzékämpfen, eng Erhéijung vum Präis vun den Tabaksprodukten ass. Dës ass noweislech déi effikaste Method, fir d'Consumatioun vun Tabaksprodukten ze reduzéieren, besonnesch bei deene Jonken.

Bei enger Erhéijung vum Präis klëmmt awer de Risiko, dass geschmuggelt a gefälscht Tabaksprodukte bei eis op de Maart kommen. Bis elo huet de vergläichbar niddrege Präis vun Tabaksprodukten par rapport zum Ausland déi illegal Tabaksprodukte gréisstendeels ewechgehale.

Duerch den Traçabilitéits- a Sécherheitssystem vun den Tabakswuere kann een duerch besser Kontrollen evitéieren, dass no enger Präiserhéijung illegal Produkter de Marché iwwerschwellen. Sollt sech erausstellen, dass d'Objektiver vum Plan national de lutte antitabac net konnten erreecht ginn, muss mer eis awer och Gedanke maachen, ob am Sënn vun der Santé publique zu Lëtzebuerg et net sënnavoll wär, och d'Akzisen um Tabak ze erhéijen, fir virun allem déi Jonk ze discouragéieren, fir unzefänke mat fëmmen, wëssend, dass, wat ee méi fréi ufänkt mat fëmmen, wat ee méi laang dobäi bleift.

Dës gesot, géif ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn. Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hansen. An da wier et um honorablen Här Jeff Engelen. Här Engelen, wannechgelift!

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Ech géif, fir unzefänken, dem Reporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport.

(Interruption)

Net Reporter, Rapporteur, jo, pardon.

Et geet hei ëm den illegalen Tabakshandel um internationalen Niveau, fir deen anzuschranken. Flott wier et jo, wa mer et ganz ausgemerzt kriten, mä ech mengen, dass ass eng Illusioun, mä et geet drëm, fir et anzuschranken.

An ech géif domadder am Numm vun eiser Fraktioun den Accord ginn zu dësem Projet. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen. An dann huet d'Regierung d'Wuert, de Gesondheitsminister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Merci och dem honorablen Rapporteur fir säi Rapport. Ech wëll just kuerz nach eng Käier erwänen, dass mer jo, wat d'Fëmmen ugeet, hei zu Lëtzebuerg scho laang ënnerwee sinn, fir et anzuschranken, fir eis Biergerinnen a Bierger och vun der Zigarette ewechzekerien. Do hu mer 2006 verbueden, dass op effentleche Plaze gefëmmt gëtt, dass an Enceinte-scolairen an op villen anere Plaze gefëmmt gëtt. 2013 hu mer verbueden, an de Restaurants ze fëmmen, an de Caféen ze fëmmen, an den Discos ze fëmmen. 2017 hu mer do verbueden, dass op de Spillplaze soll gefëmmt ginn oder op den Enceinte-sportiven.

A fir dem Här Graas ze äntwerten: Ech si leider a leschter Zäit relativ seele selwer op enger Enceinte sportive, an op enger Spillplaz nach manner oft unzetreffen, fir erauszefannen, ob dat do agehale gëtt oder net. Mä et ass natierlech eng Obligatioun vun der Police, fir dat doten ze kontrolléieren.

Mir hunn och deemools decidéiert, dass eben net méi dierf an Autoen, wéi Der richtig gesot hutt, wou Kanner ënner zwoelf Joer dra sinn, gefëmmt ginn. A mir hunn de legalen Alter, fir iwwerhaapt dierfen Zigaretten ze kafen, vu 16 op 18 Joer ugehuewen.

Dat weist, dass mer wierklech progressiv probéieren, d'Fëmmen anzudämmen. An dofir war et fir eis natierlech och logesch, dass mer där heite Konventioun zoustëmmen an dass mer natierlech och deen illicitten Handel vun Zigaretten, vun Tabak, dass mer deen wellen ënnerbannen. Och wann et richtig ass, wéi de Rapporteur gesot huet, dass mir als Lëtzebuurger Land relativ wéineg - Gott sei Dank relativ wéineg - dovun concernéiert sinn, esou ass et awer e wichteg Zeechen, dass mer dat dote maachen.

An ech wëll zum Schluss just nach drop hiweisen, dass deen Tracking and tracing, wou een op all Pak dee ganze Werdegang vun der Zigarette kann novollzéien a wou se hierkéint, dass dat bei eis en place ass. Dat funktionnéiert zënter dem 20. Mee dës Joer.

Dofir wëll ech och dem Finanzminister an der Douane Merci soe fir déi gutt Kollaboratioun, déi mer haten, fir dee Projet do ze realiséieren.

Merci villmools!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Gesondheitsminister Etienne Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7312. Den Text steet am Document parlementaire 7312⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7312 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7312 ass mat 58 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7312 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM.

Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler (par Mme Diane Aehm) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Débat de consultation sur la digitalisation du Luxembourg

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Consultationsdebatt iwwert d'Digitalisation vu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeleguecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Viviane Reding, den Här Eugène Berger, d'Madamm Lydia Mutsch, den Här Marc Hansen, den Här Roy Reding, den Här David Wagner, d'Madamm Diane Aehm an den Här Marc Goergen.

Den Här Marc Hansen, delegéierte Minister fir Digitaliséierung, huet d'Wuert. Här Hansen, wannechgelift.

Exposé

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation.** - Här President, léif Memberen hei aus der Chamber, ech si frou, dass mer haut kënnen déi Debatt féieren, déi d'Regierung ugefrot huet, fir iwwert d'Digitaliséierung ze schwätzen. Ech mengen, d'Digitaliséierung ass e groussen Aktualitéits- an Zukunftssujet, deen e Land, eng Chamber an eng Regierung muss op hirer Agenda stoen hunn, fir sech den Erausforderungen, déi derzou gehéieren, och ze stellen.

Déi grouss Fro vläicht am Ufank, well et e ganz vast Thema ass: Iwwer wat schwätze mer iwwerhaupt, wa mer iwwert d'Digitaliséierung diskutéieren?

Wat d'Digitaliséierung ass, doriwwer ginn et näamlech ganz verschidde Meenungen, jee nodeem, mat wien een dobausse schwätzt. Zanterdeem ech mam Premier un der Spëtzt vun dësem Ministère stinn, deen et jo och eréischt zanter dem 5. Dezember hei am Land gëtt, hunn ech mat ville Leit hei am Land geschwat, wat fir si d'Digitaliséierung ass. Ech hunn an deenen éischte Méint vill Spezialiste consultéiert, an d'Vuen iwwert dat, wou mer an der Digitaliséierung dru sinn, wat mer onbedéngt maache sollen a wat wichteg ass, déi ginn an deem dote Beräich wäit auserneen.

Vläicht op dëser Plaz, fir déi grouss a vast énnerschiedlech Meenungen nach eng Kéier ze illustréieren, e puer Aussoen a Recommendationen, déi ech da vun de Leit mat op de Wee kritt hunn, wat dann en Digitalisationsministère ze maachen hätt oder wat si sech dorënner virstellen.

Do goufen et der, déi hunn zu mer gesot, dass et elo gutt wier, dass et en Digitalisationsministère géif ginn, „well da léieren d'Kanner endlech mat dem Word ëmzegoen an da kënnen se emol eng PowerPoint (veuillez lire : eng PowerPoint-Presentation) maachen“. Anerer, déi hu mer gesot, dass et héich Zäit géif ginn, fir d'Steierklärung endlech voll digital kënnen ze maachen. Mat aneren, déi natierlech e bësse méi verséiert da sinn an deem dote Sujet, schwätze mer iwwer Dateschutz, iwwer Aarbechtsplazen, déi dowéinst a Gefor gerode kéinten. Mir schwätze mat Leit iwwert d'Intelligence artificielle, FinTech, Blockchain, Coursen, fir mat sengem Smartphone ëmzegoen, iwwer nei Appen, iwwer gutt Iddien, fir d'Prozesser an de Betriber méi digital ze maachen. Mir schwätzen am Moment mat Leit iwwer Formation an nach aner Sujeten, op déi ech elo net allegueren direkt am Ufank aginn.

An am Fong geholl ass deen doten Echantillon e gudden Deel vun der Digitalisation, mä se geet awer nach wäit doriwwer eraus. A well et dann och e Sujet ass, dee jiddweree beschäftigt, war et dann och eng vun deenen éischte Prioritéiten, déi de Ministère politesch geholl huet, fir mat der Chamber iwwert dëse Sujet ze schwätzen, zemoos och, well ee grad bei de Budgetsdiskussionen de Rapporteur héieren huet, deen d'Digitalisation an d'Digitaliséierung och an de Mëttelpunkt vu sengen Diskussiounen gesat huet, an dee Moment e ganze Koup u Reflexiounen hei scho gemaach goufen an et natierlech derwärt ass, fir dat dann eng Kéier op dëser Plaz an esou enger Debatt ze diskutéieren.

D'Digitaliséierung ass da jo och näischt, wat et eréischt zanter dem 5.12., also zanter der Vereedegung vun der neier Regierung gëtt. D'Digitaliséierung gëtt et zanter Laangem. Si huet net eréischt elo ugefaangen. Mir kënnen se einfach net ophalen, si ass Deel vun eisem Alldag. An et huet näischt domadder ze dinn, ob mer en neie Ministère grënnen oder net.

An dem Virfeld vun dëser Diskussioun hunn ech lech och dowéinst en Dokument zoukomme gelooss, wat e bëssen den Istzoustand beschreift, wou gekuckt gëtt, wou Lëtzebuerg steet, en Dokument, wou vläicht de Point gemaach gëtt, wat fir eng Initiativen et hei am Land vun deene verschiddensten Akteure gëtt.

Ech wëll elo net nach eng Kéier am Detail op dat Dokument agoen, wat Der jo allegueren gelies hutt, mä awer vläicht e puer Informatiounen erausgepickt, wéi mer am internationale Verglach dostinn.

Ee vun de groussen Indexen, déi an deem Kontext ëmmer genannt ginn, fir sech mam Ausland ze vergläichen, ass den DESI-Index, den Digital Economy and Society Index, dee viru Kuerzem och an der Versioun 2019 nei erauskoum.

Lëtzebuerg steet an deem Rapport dëst Joer op der sechster Plaz, war virun op der fënnefter Plaz. Vläicht e puer Stärken erausgegraff, wou mer ganz gutt dostinn.

Mir sinn déi Zweet an der Konnektivitéit vun de Leit a vun de Betriber, « particulièrement performant en ce qui concerne l'adoption du haut débit fixe et mobile ». Mir sinn déi Drëtt, wat de Capital humain ugeet, also en héijen Niveau, wat d'Compétence numérique ugeet. Mir sinn déi Sechst am Émgang mam Internet an do sti mer wäit iwwert der EU-Moyenne.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wou mer vläicht net esou gutt sinn, dat ass an de Beräicher vun der Integratioun vun den digitalen Technologien, dat heescht, dass d'Betriber zu Lëtzebuerg ënnert der EU-Moyenne leien. A mir sinn déi 17. och an dem eGovernment, dat heescht an deem, wat alles vun Stat oder der éffentlecher Hand proposéiert gëtt, fir de Kontakt tëschent dem Stat, de Betriber an de Bierger op digitale Wee ze maachen.

En aneren Index, fir deen nach eng Kéier kuerz ze zitieren, dat ass de Women in Digital Index 2019. Do steet Lëtzebuerg op där drëtter Plaz an Europa. Mir sinn an deem Kontext, wat d'Gebrauche vun Internet ugeet, ganz staark, an och an deem, wat d'digital Kompetenz vun de Leit hei am Land ugeet, sti mer an deem Index op der éischter Plaz.

Et gëtt dann nach een Index, den ICT Development Index, dee vun der International Telecommunication Union iwwert de Secteur vun den TICe gemaach gëtt. Lëtzebuerg läit do och net schlecht. An da gëtt et och nach de Global Connectivity Index, wat d'Investissementer ugeet an d'Infrastrukturen. Do ginn 79 Länner an hirer Performance gemooen. Mir sinn op der sechster Plaz an der EU an op der 13. Plaz an der Welt. A mir kréie gesot, dass mer op eng ganz intelligent Aart a Weis, op eng innovatrice Aart a Weis op deem dote Beräich geschafft hätten.

Ech wëll nieft den Zuelen an den Dokumenter, déi Der matgedeelt kritt hutt, awer och nach d'Strategie vun der Data-Driven Economy eng Kéier ernimmen an d'Roadmap a Saachen Intelligence artificielle, déi vun dem Premierminister an dem Wirtschaftsminister viru Kuerzem presentéiert goufen a wou och gewisse gëtt, a wat fir eng Richtung mer an der Digitaliséierung an deenen nächste Jore sollte goen.

All dës Indexen, Strategien an Dokumenter soen nach laang net alles aus. Et kann ee vill draus liesen. Et gi ganz positiv Punkten, mä et gëtt natierlech och plazeweis nach Loft no uewen. A genee do muss mer usetzen.

Wat sinn elo vläicht déi grouss Missiounen, déi den Digitalisationsministère an doriwwer eraus mir am Land eis sollten huelen, och als Politik, fir dorunner ze schaffen?

Elo kéint ee sech natierlech op dëser Plaz erwaarden, dass ech als Éischt géif iwwer eis

nei technologesch Entwécklung schwätzen, déi mer amgaenge sinn ze entwéckelen. Mä dat ass awer net mäin éischten an och net mä wichtegste Punkt an och net déi éischt Mission, déi mer an deem neie Ministère hunn. Et ass näamlech kee Ministère, dee voller Tech-Freaks ass an deen an éischer Linn soll fir aner Tech-Freaks do sinn. Déi allegueren ginn an deem dote Beräich ganz gutt eens an déi brauchen eis net onbedéngt.

Et ass an éischer Linn eis Aufgab an och déi vun neie Ministère, fir ze kucken, dass grad all déi Leit, déi net esou gutt eens gi mat der Digitaliséierung, fir dass mer no deene kucken.

Mir müssen och déi Leit, déi e puer Problemer an deem Beräich hunn, mat an dat digitaal Boot kréien. An dofir ass och d'Inclusion numérique eppes, wat mir ganz wichteg ass, a mir mussen kucken, fir Konzepter ze entwéckelen, fir deene Leit entgéintzekommen, déi eben net esou gutt eens ginn.

Ganz dacks gëtt an deem Beräich gesot, dass dat déi eeler Leit wieren. Ech sinn awer kee Frënd, fir dat doten no Alteren opzedeelen, well et gëtt der an alle Beräicher. Et gëtt net nëmmen Eelerer, déi net gutt domadder eens ginn, et gëtt se an alle Beräicher, och bei deene Jonken a bei deenen, déi esou an deenen Zweschekategorië leien.

An et ass net, dass een dat nom Alter soll kucken, mä einfach all déi Leit, déi an iergendengem Kontext do e Problem hunn, no deene solle mer kucken. Well dat digitaal, dat därf weder just enger elitärer Klass virbehale sinn nach den Altersgruppen, déi vläicht am konnektéierter sinn. An et kënn heiansdo net op ganz vill un. Et muss ee just heiansdo gewisse kréien, wéi Saache fonctionnéieren, an da kann een et.

Ech kann och mech als Digitalminister dann einfach zitieren. Ech ginn och net ëmmer mat allen neien Technologien eens. An do ginn ech da ganz einfach ganz dacks bei meng Meedercher, 15 a 17 Joer al, an déi kënnen mer meeschtens ganz vill virweisen, an déi sinn op Zack. An dat geet bei deene ganz dacks intuitiv. A wann et da fäerdeg ass, hunn ech et dann och verstanen. An da brauch et och meeschtens net vill an heiansdo awer och nach méi vill, fir mir dat ze erklären. Mä da klappt et awer.

► **Une voix.** - Aacht Deeg.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation.** - Aacht Deeg, dann ass et erëm vergiess, seet en.

E gutt Beispill vläicht, fir dat Ganzt och ze illustréieren, wéi mer kënnen do virgoen. Ech hunn als Minister vun der Fonction publique och d'Tutelle vun INAP, dem Institut also, dee sech ëm d'Formation initiale an och ëm d'Formation duerch d'ganz Carrière vun de Statsbeamte bekëmmert. Do hu mer dann dee sougenannten europäeschen Internetführerschäin, deen elo net esou nei ass, mä deen hu mer gekoppelt un e sougenannten „Adaptive Learning Tool“. Dat heescht, fir et einfach duerstustellen, Dir maacht en Onlinetest, wat Är Kompetenzen ugeet am digitale Beräich. Do, wou Der net esou staark sidd, kritt Der direkt eng Formation ugebueden, déi kënn Der och eventuell online maachen, an da kritt Der déi Kompetenz baibruecht, déi Der am Moment nach net hutt, fir déi weiderzëntwéckelen.

Dat si Programmer, déi mer queesch duerch d'Gesellschaft mussen proposéieren, fir d'Leit do ofzehuelen, wou se grad sinn, a se dann och matzehuelen op där digitaler Rees. Well eppes, wou Der mat jiddwerengem eens sidd, wann Der iwwert d'Digitaliséierung schwätzt: U sech fënn jiddweree hei am Land d'Digitaliséierung gutt. Jiddweree fënn et iergendwéi trendy. Jiddweree wëll en Deel vun der Digitaliséierung sinn. Mä et ass net esou einfach fir jiddweree, fir da matzekommen. An dat ass, mengen ech, eng vun deene wichtegste Missiounen.

D'Erausforderung besteet doranner, aus dem Digitalen eng Opportunitéit fir jiddweree ze maachen. An dofir muss e ganz wichteg Leitmotiv sinn, dass mer d'Digitaliséierung net wéinst der Digitaliséierung u sech maachen, net fir duerno soen ze kënnen: „Wow, elo hu mer dat digitaliséiert!“, mä de Mënsch muss am Mëttelpunkt stoen an d'Digitaliséierung a sengem Dëngscht, fir erëm villen méi einfach ze maachen. Nëmme da kann et klappen.

Eng zweet wichteg Erausforderung, déi ech eng Kéier hei wëllt uräissen: Mir müssen de Kontakt, deen de Bierger an d'Betriber mat dem Stat hunn, nach weider digitaliséieren, den eGovernment weiderdriewen, schonn eleng och, well ech d'éinescht déi Positionen ernimmt hunn an deene verschiddenen Indexen, wou mer do nach Loft no uewen hunn.

D'Demarché sollen am beschte Fall och ganz elektronesch méiglech sinn. Et soll net iergendwou matzandran an enger digitaler Prozedur

nach eng Etapp sinn, wou een en Dokument eng Kéier muss erausprinten, fir et ze ënnerschreiwen, fir et dann duerno erëm anzescannen. Esou soll d'Zukunft net ausgesinn. Et muss schonn eng ganz digital Prozedur sinn, well déi eng, déi ass nëmmen esou hallefhäerzeg gemaach, an do hu mer och nach e ganze Koup un Efforten an alle Beräicher ze maachen.

Dréikräizer, déi mer an deem dote Kontext hunn an dem Kontakt mat de Bierger a mat de Betriber, sinn hei zu Lëtzebuerg de Guichet.lu an de MyGuichet.lu. E puer Zuelen och vläicht dozou an déi heiten Debatt.

De Guichet, dat ass jo de Portail, do sinn 1.500 Demarché beschriwwen, an dovun sinn der 100 fir Privatleit schonn digital méiglech a ronn 150 fir Betriber.

E puer Zuelen, déi ech elo viru Kuerzem virgestallt hu vun de Visiteurs uniques. Am Juni 2018 hat de Guichet.lu zum Beispill ronn 187.000 Visiteur-uniquen. Am März vun dësem Joer ware mer scho bei 380.500. Dat heescht, do mierkt een och ganz kloer, dass d'Zuel vun deene Leit, déi eis Portaille benotzen, an d'Luucht geet. Een Dag erausgepickt, dat ass an dësem Fall den 11. Februar 2019, Zoufallsprodukt, dat huet elo keng besonnesch Bedeitung, deen Dag ware ronn 25.800 Visiteurs uniques, déi de Guichet.lu hei eng Kéier benotzt hunn.

Ee Wuert och iwwert de MyGuichet.lu, dat heescht d'Plattform, wou all Bierger oder Betriber säin Espace personnel kann hunn a kreéieren, fir seng Demarchen eben ofzewéckelen. D'Unzuel vun den Demarchen, déi e Bierger oder e Betriber dem Stat iwwermëttelt huet, déi louchen 2014 bei ronn 21.000, 2018 waren et ronn 393.000 där Demarchen. An dëst Joer am Juni hu mer schonn eng Progressioun vu 75 % par rapport zu Juni 2018. Do leie mer elo schonn am Juni dëst Joer bei 236.000 där Demarchen. Dat heescht, et mierkt een, dass, wann d'Offer do ass, natierlech d'Leit och dovunner profitéieren.

Et gëtt och gradesou eng grouss Progressioun bei den Espacen, déi d'Leit oder d'Betriber dann och kreéieren. Säit dem 1. Januar 2019 hu schonn dëst Joer 22.900 Privatleit hiren Espace kreéiert a 5.900 Betriber. Domadder hunn am Moment am Ganze ronn 165.600 Privatleit esou en Espace. An do koumen der awer, wéi gesot, 2019 22.900 bäi. Bei de Betriber sinn et 30.000 Betriber, déi eben een hunn. An do sinn et der 5.900 eben, déi dëst Joer ee kreéiert hunn.

Vläicht och eng Kéier den Top 5 vun deenen Demarchen, déi d'Privatleit ebe benotzen zanter dem 1. Januar 2019.

Op der éischer Plaz bei de Privatleit d'Steierklärung.

Zweet Plaz ass et, wann d'Leit e Casier ufroen.

Déi drëtt Plaz ass dëst Joer eben d'Europawahl gewiescht.

Da goufen et déi Leit, déi ... Op der véierter Plaz sinn et d'Demarchen, déi Leit, déi eng Plaque ufroe fir op d'Autoen,

an d'Studenten, déi kommen op der fënnefter Plaz, fir eng Bourse unzefroen.

Bei de Betriber op der éischer Plaz den Depot vun den Extraits de compte salaire oder d'Pensiounen.

Dann och d'Steierklärung fir d'Kollektivitéiten, dat ass déi zweet Plaz. An dat geet dann och esou virun.

Dëst Joer op der fënnefter Plaz mat derbäi eben och d'Kommunikatioun vun de Kandidaten, wat d'Sozialwahlen ugeet. Dat ass natierlech eppes, wat et just dëst Joer gouf.

E puer nei Fonctionnalitésen och eng Kéier virgestallt, déi mer an deene leschte Méint entwéckelt hunn an och op nei Administratiounen ausgedeeent hunn:

den eTracking, fir dass Der als Bierger oder als Betriber kënn gesinn, wou Är Demande drun ass, vu wem se beschafft gëtt. Dat ass eppes, wat fir d'Transparenzgrënn relativ wichteg ass, fir dass jiddweree och weess: Wou ass meng Demande eben drun?

Mir hunn eppes Neies probéiert an de leschte Méint, dat ass, wann Der e Rendez-vous frot fir den Examen-concours, do kënn Der elo, wéi wann Der op Sandweiler gitt, op esou engem Tool froen, fir de Rendez-vous no Are Besoine kënnen anzusetzen.

Den DigiCash gëtt et scho beim Stat eng Zäitchen op de Rechnungen, déi Der heemgeschéckt kritt. Dat gëtt et elo zanter Kuerzem och um Schierm, dat heescht, dat kënn Der digital dann och direkt doranner scannen, dat muss dann net nach eng Kéier erausgedréckt ginn.

A mir hunn eng GouvCheck-App entwéckelt, déi mer grad testen op de Certificat-de-résidencen, déi d'Gemengen ausstellen. Wéi



fionctionnéiert dat? Abee, Dir hutt eng App, déi Der erofluet, an op e Certificat de résidence gëtt e grouse QR-Code dropgeprint an da ka jiddwereen dobause kontrolléieren, wien den Émetteur dovunner ass, eben och d'Integritéit vun deem Dokument. An dat teste mer grad op deem Certificat de résidence, fir éischt Erfahrungen och do ze sammelen a fir dat och duerno op aner Demarchen eng Kéier auszeleeën. Well ech mengen, dat ass ee vun deene groussen a wichtige Punkten: Wa mer kënne feststellen, dass d'Integritéit vun deem Dokument garantéiert ass, kann een dat och op aner Punkten ausweiden.

An et gëtt dann och mat dem GouvCheck déi éischt ganz digital Transaktioun, déi nei ass. Dir kënnt och elo de Fëscherschäin ganz digital ufroen, ...

(Interruptions)

... wat natierlech e Fortschritt ass fir allegueren d'Fëscher, dass déi einfach net mussen hir aner Demarche maachen, mä wann déi Loscht hunn an déi sätze grad enzwusch, wou se fësche wëllen, se hu kee Permis de pêche, kënne se dat digital op hirem Handy maachen.

Ech hunn en interessanten Titel gelies am „Lëtzeburger Land“ vun der leschter Woch, dat ass dann net den eGovernment, mä d'„eForelle oder eForell“, ech fannen dat eng flott Approche, wou mer déi Saach natierlech och, wéi dee QR-Code, dee GouvCheck, testen op esou éischte Schrëtt, fir dat herno op aner Dokumenter eng Kéier kënne auszebredde.

Vläicht ee Wuert och iwwert de groussen Déngschtleeschter, deen ënnert der Tutelle vum neie Ministère steet. Dat ass natierlech de CTIE, dee mat senge ronn 500 Leit eben de Guichet.lu betreit an awer och deene verschidene Administratiounen hëlleft, fir d'Digitalisierung weiderzedreien.

Eng weider grouse Erausforderung, déi den neie Ministère sech gestallt huet an déi net nëmme de Ministère sech soll op d'Kap schreiwen, mä mir allegueren, dat heescht, mir hunn och elo zwee Ministeren, déi mat um Regierungsdësch sëtzen, fir déi politesch Agenda weiderzedreien. An der Vergaangenheet war et ganz dacks, wann Administratioune matenee geschwat hunn an et gouf emol eng Kéier e Couac, dann ass dat vläicht net esou virugaangen. An op deem Punkt hu mer och elo politesch e Symbol gesat, fir dass déi Ministeren eben als Coordinateur oder Facilitateur eng Hand kënne mat upaken.

Als Minister vun der Fonction publique wëll ech awer och soen, dass dat e grouse Virdeel huet an där heite Konstellatioun, fir déi zwou Kapen ze hunn, well wa mer de Bierger an de Betriber wëllen ënnerstëtzen an der Digitalisierung, da mussen natierlech och de Stat a seng Beamte fit sinn. An dofir wäert den INAP dann och an Zukunft nach verstärkt dat digitaalt Bewusstsein an d'Kompetenzen un d'Beamte vermëttelen. Ech mengen, dat ass e ganz wichtige Punkt, fir och do weiderzekommen, dass de Beamten och versteet, wou d'Problematiken dobause leien, fir och Léisunge kënne duerno ze proposéieren an och mat deene verschidene Prozesser weiderzekommen.

E puer Wiederer nach, déi och net onwichtig sinn am Kontext vun der Digitalisierung.

Fir eng modern eAdministratioun muss d'Regierung natierlech och sécherstellen, dass d'nei Gesetzgebung dem Prinzip vum „digital-by-default“, dem Once-Only-Prinzip an der Transparenz entsprechen. Mir mussen kucken, dass d'Gesetzgebung vu vieren „digital friendly“ ugeduecht ass. A mir mussen och un deenen eenzelne Prozesser schaffen, fir dass et net nëmme aus der Vue vun den Administratioune Sënn mécht, fir se digital ze maachen, mä mir mussen de Schluss-, Ennverbraucher, de Konsument, dee muss mer natierlech och ëmmer am A behalen, wat dee vun eis erwaart, an net nëmme fir eis e Gefalen ze maachen, mä an deem senger Vue muss mer d'Prozesser och analyséieren.

Dowéinst ass deen heite Ministère eng grouse Koordinatiounsplaz, fir zesumme mat deenen eenzelnen Akteuren an Administratiounen derfir ze suergen, dass eist Land an deem Beräich weiderkënn.

Mir dierfen awer net nëmme beim öffentleche Secteur hänke bleiwen. Mir mussen déi Kooperatioun an déi Koordinatioun och vis-à-vis vun dem Privatsektor stäipen. Do ginn et och vill Initiativen. Do deet sech esou munches. A mir mussen jo net ëmmer allegueren ze siwe parallel, een nieft deem anerem d'Rad nei erfannen. Et hëlleft schon, wa mer dat zesumme maachen an deem heite Beräich.

Dat grousst Zil ass natierlech, fir de Leit d'Liewen ze vereinfachen. A fir dass dat ka klappen an dass een d'Opportunitéiten notzt, muss mer natierlech d'Vetraue vun de Leit an dat digitaalt stäerken. Mir mussen awer och hei am

Land, wa mer iwwert d'Digitalisierung schwätzen, iwwer Innovatioun schwätzen. Mir mussen d'Adaptatioun maache vum gesetzleche Kader, eben och fir d'Digitalisierung an d'Innovatioun ze férdere. Mir mussen d'Entwécklung vun neie Projete, vu Rechercheprojete, vun neien Technologie selwer urregen als Stat, an dat an de Beräicher och vum Cloud Computing, Big Data, Blockchain, kënschtlech Intelligenz, autonom Fueren, Internet of things. All déi Saachen, do muss mir als Stat natierlech och hëlleft hannendrun, fir dass dat eppes ka ginn.

Mir hate viru Kuerzem hei d'Geleeënheet an der Chamber, och fir déi öffentlech Blockchain, wat en héich technesch Beräich ass, fir dat eng Kéier e bëssen ze ernimmen. Grad dat oder e GovCloud weist jo, dass do, wou de Stat mat um Drécker ass, och privat Initiative kënne hannendrun kommen, dass mer doduerjer och kënne Projete generéieren, Expertise generéieren an doräuser kënne léieren, fir och séier kënne ze bougéieren.

Datselwecht gëllt am Beräich vun der Intelligenz artificielle, wou jo och de Stat Virreider muss sinn, fir och Diskussiounen unzeleieren, fir ethesch Diskussiounen unzeleieren.

An dann dierfe mer natierlech net vergiessen, an dat ass och ganz wichtig, dass dat Sujete sinn, déi net nëmme zu Lëtzebuerg thematiséiert ginn. Déi ginn och op europäischem Niveau diskutéiert an op internationalem Parkett ginn déi och diskutéiert. Do solle mer net mengen, dass mir hei zu Lëtzebuerg déi Eenzeg wieren, déi d'Wourecht gepacht hunn. Do muss mer ons an de Kontext areien an och op deem Niveau muss mer mathalen an der Diskussioun.

Ee Punkt, fir esou Plazen ze diskutéieren, wëll ech och kuerz ernimmen. Mir schaffen dorunner, dat steet och an eisen Attributiounen, dass mer en Haut comité de la transformation numérique wëlle schafen, fir och eng transversal, interministeriell an och eng intersektoriell Approche kënne effizient duerchzuführen, also eng Plaz, wou mer kënne iwwer Sujeten zesumme schwätzen, dat mat Vertrieber aus de Ministeren, mat Vertrieber aus dem Patronat, de Gewerkschaften an och aus der Zivilgesellschaft.

Ech mengen, do huet een dann d'Plaz, fir och iwwer Risiken ze schwätzen, wat jo och wichtig ass, well eppes, wat mer sécher net dierfte maachen, dat ass d'Risiken ënnert den Dësch hei drécken oder ënnert den Tapis. Wann et Risiken an Angsichte ginn, da muss ee se thematiséieren. An och esou en Haut comité ass eng ideal Plaz, déi jo och vum dem Comité économique et social gefuerdert war an engem unanimen Avis, fir eben och do zesumme als Lëtzebuerg Virreider ze sinn - dat hu mer nach ëmmer gutt konnt -, wann et nei Méiglechkeete gëtt, fir déi zesumme ze detektéieren a fir eben och do zesumme virunzekommen.

Ech kéint op deser Plaz natierlech och elo nach schwätzen iwwer Sujete wéi Cybersecurity, iwwert de 5G an iwwert de 6G. Mä do gouf et och viru Kuerzem eng Kéier eng ganz Plaz hei an der Chamber, wou mer driwwer geschwat hunn. Da géif ech do net op Detailler agoen. Geoblocking ass eppes, wat e Sujete ass, Netzneutralitéit, Dateschutz ass eppes, wat ganz wichtig ass an deem heite Kontext, wat ech awer wëllt eng Kéier ernimmt hunn.

Mir kéinten hei schwätzen iwwer Kryptowährungen, iwwer Mediabildung, Besteuerung vun de GAFAM, Cybermobbing, Open Source, iwwer Public Clouden, iwwert d'Upload-Filteren, wou mer och schon diskutéiert hunn, an aner Saachen. Villes gouf jo schon an der Chamber och am Kontext vun anere Gesetzesprojete thematiséiert, an Aktualitéitsstonden, a Froen un d'Regierung, a Question-parlementairen. Mä ech wollt déi doten awer och eng Kéier ernimmt hunn, well et och déi vast Bandbreit eng Kéier duerstellt vun deem, wat d'Digitalisierung alles u Problematiken oder als Opportunitéite mat sech bréngt.

Folgend Themen, mengen ech, sinn essenziell, fir dass eng gelongen Transformatioun am digitale Beräich ka stattfannen.

Dat ass fir d'Prozedur méi einfach ze maachen, fir eben de Leit d'Liewen ze vereinfachen, se dann och ze digitaliséieren. Well et bréngt elo näischt, dass een eng komplizéiert Prozedur digital mécht, well d'Resultat ass dann, dass een eng komplizéiert digital Prozedur huet. Mä da si mer op jidde Fall nach net weiderkomm.

Transparenz ass wichtig, Informatioun, Sensibilisierung a Formatioun, Opbau vum dem Vertrauen an dat digitaalt, den Dateschutz, an dann, wat ech als Ufank ernimmt hat, eng inklusiv a participativ Approche, fir d'Transformatioun zesumme fir jiddwereen an der Gesellschaft ze maachen. Da ka se reusséieren.

An ech wëll ofschléissen a menger éischer Interventioun, fir ze soen, esou seriö wéi mer

awer och d'Suergen an d'Risiko sollen huelen an och Léisunge sollen derfir ausschaffen a fannen, solle mer awer grad als Lëtzebuerg, déi ëmmer op ware fir nei Entwécklungen a wou mer ëmmer erkannt hunn, op wat fir e Päerd mer solle setzen, och d'Chancen notzen an och iwwert d'Chancé schwätze vun der Digitalisierung an dass mer och positiv a konstruktiv alleguerten zesumme dorunner schaffen, well da preparéiere mer d'Zukunft vun dem Land.

Esou vill als Introduktioun vu menger Sait. Dat heiten ass natierlech eng Consultatiounsdebatt, wou ech eben heihinnerkomm sinn, fir och no deenen éischte sechs Méint, wou et dee Ministère gëtt, eng Kéier ze héieren, wat déi verschidene Deputéierten iwwert de Sujet wëllen abréngen, wat Är Reflexiounen sinn, well et natierlech grad am Ufank och elo wichtig ass, dass mer déi Themen eng Kéier vun lech mat op d'Agenda gesat kréien, andeems mer duerno eis politesch Aktiounen och ausrullen. An dat ass dat, firwat mer haut hei zesummesetzen.

An ech freeë mech schon iwwert dee konstruktiven Input an Är Reflexiounen, déi Der mat an des Debatt wäert bréngen. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Minister. An éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Viviane Reding. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Viviane Reding (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, virun e puer Wochen hu mer vun deser Plaz aus iwwert d'Infrastruktur, iwwert d'Konnektivitéit diskutéiert. An déi Konnektivitéit, besonnesch den Iwwergang op 5G, ass jo besonnesch wichtig fir eis Gesondheetsapplikatiounen, fir den Transport, fir déi modern Industrie, fir eist Handwerk a fir d'Recherche.

Haut diskutéiere mer dann iwwert déi Welt, déi opgebaut gëtt op där Konnektivitéit. A wann ech soen, „iwwert déi Welt“, dann denken ech net nëmme u Lëtzebuerg, well Lëtzebuerg ass keng Insel, mä dann denken ech un déi ganz Entwécklung, déi sech op eisem Kontinent mécht.

Firwat ass dat wichtig?

Mä well Lëtzebuerg ze vill kleng ass, fir eleng den Iwwergang an d'digital Welt meeschteren ze kënnen. Mir brauchen d'Vernetzung mat den Nopeschlänner. Mir brauchen d'Vernetzung an der Recherche. Mir brauchen eng enkladderung an déi europäesch Strukturen a mir brauchen eng Europapolitik, déi de Wee weist, mä awer gläichzäitig och e Lëtzebuerg, wat wegweisend an Europa ass an deene Saachen a wat sech abréngt.

Haut dierfe mer awer net nëmme iwwert d'Technologie schwätzen an iwwert déi digital Welt, mä mir sollen haaptsächlech iwwert de Mënsch an iwwert d'Gesellschaft nodenken. D'Technik - an ech weess, do leie mer op enger Linn mat der Regierung, wa mer dat soen -, d'Technik ass kee Selbstzweck, mä si ass en Instrument, fir d'Liewe vun deem Einzelnen an der Gesellschaft ze verbessern. Si ass en Instrument, fir d'Wirtschaft ze stäerken, si ass en Instrument och, an do hu mer e groussen Defizit, fir eise Kleng- a Mëttelbetriber ze hëlleft, och nach an Zukunft kënne matzewirken a méi effikass ze schaffen.

An hei sollt Lëtzebuerg an där neier Welt eng Virreiderroll iwwerhuelen, well do hu mer kee Choix: Entweder mir maachen et oder mir ginn iwwerholl. Well déi nei Welt entwéckelt sech mat Riseschrëtt.

Virun Zäite war et esou, dass d'Technologie, nei Technologie sech Schratt fir Schratt graduell a punktuell agefouert hunn. Haut kommen déi nei Technologien horizontal a rasant. Mir mussen eis also och horizontal a rasant dorobber astellen, well déi nei Datenökonomie kënnt a se kënnt massiv. Bis 2020 soll den Deal vum Wuesstum a vum Räichtum 4 % sinn, 2030 schon 10 % vum PIB. D'Investissementer dofir, vun der Kommissioun gedréckt an déi nei Technologien, an deenen nächste Joren 20 Milliarde pro Joer an Europa, fir dass Europa net soll hannendrunhänken, mä vir soll kënne matmaachen. Mir kommen an déi Konnektivitéitsökonomie eran, jo, mir si schon do!

Konnektivitéitsökonomie, haut si scho weltwäit eng Milliard Objeten a Systemer verbonden. Bis 2024 sollen et véier Milliarde sinn. An dat ass eréischt den Ufank, den Ufank fir d'Konsumente selbstverständlech, mä och fir déi industriell Applikatiounen. An do ass de Prinzip ganz einfach: Entweder mir maache mat oder mir gi matgedriwwen!

Also hu mer Interêt, Här Minister, eis un d'Spëtzt ze stellen, matzemaachen, eis Iddien, eis Ziler anzubréngen, awer net iwwerall eis

virzedrängen, well dat kënne mer net, déi Moyenen hu mer net, mä eis spezifesch Domänen erauszesichen, wou mer kënne fiederféierend sinn, wou mer eis Stärken ausliewen. An do géif ech souguer mengen, dass mer e Risenavantage hunn doduerch, dass mer esou kleng sinn! Well eisen Territoire kann en Testgebitt sinn. An d'Iwwersiicht, déi mer iwwert d'Bevölkerung hunn, kann och liicht sinn, fir d'Sécherheetskroll vun deenen neien Technologie mat ze iwwerhuelen. An dofir ass et wichtig, op deem klengen Territoire, dee soll Virreider sinn, eis Bierger, deen Einzelnen, all Mënsch, eis dorobber ze konzentréieren a se matzewuelen, wéi de Minister och ënnerstrach huet.

Loosst mech dann op deen Einzelne kommen! Am Eurobarometer soen zwar 75 % vun de Leit, d'Technologie hätt héchstwahrscheinlech e positiven Impakt op si selwer an op d'Gesellschaft. Mä, mä, elo kënnt et: 72 % fäerten de Verloscht vun Aarbechtsplazen an 88 % soen: „Wa mer do net oppasse mat deenen neien Technologien, da kann dat eis entgleisen!“

Ech ginn och e puer Chifferen am Gesondheetsberäich, well dat jo ee vun deenen delikaatsten Beräicher fir deen eenzelne Bierger ass a well do d'Date jo, d'Gesondheetsdaten an Zukunft eng ganz grouse Roll wäerte spillen, souwuel an de Systemer, déi virgeschloen ginn, wéi och an de Verbesserungen an den Instrumenter.

65 % vun de Leit sinn d'accord, fir hir Date mat den Dokter ze deelen, awer nëmme 21 % si bereet, hir Date fir Fuerschungszwecker ze verdeelen. Dat ass interessant a wichtig. Do hu mer drop ze schaffen, well wa mer wëllen an der Fuerschung virukommen, muss de kontrolléierten Dategebrauch kënne fonctionnéieren. An do gesäit ee bei deenen 21 % do, d'Leit hu keng Confiance! A wou se mat Garantie keng Confiance hunn a wou se vëlleg recht hunn, dat ass, dass se d'Date fir kommerziell Entitéiten net wëllen deelen. Nëmme 5 % wëllen dat maachen; dat ass vernünfteg, dat soll och net gemaach ginn.

Mä, an elo kënnt et nach méi schlëmm: 25 % wëllen hir Daten iwwerhaupt mat kengem deelen! Dorobber muss mer schaffen, well wa mer wëllen an der Fuerschung an an der Applikatioun vun darselwechter Fuerschung an den Instrumenter an an de Systemer virukommen, brauche mer déi Daten. Mir kënne déi Daten awer nëmme kréien, wa mer de Leit Confiance ginn hunn, dass déi Daten esou behandelt ginn, dass se net mëssbraucht ginn. Well allegueren déi nei Technologie sinn op Datendeelen an op Dateverabechtung opgebaut, awer 75 % vun den Europäer soen, si hätten haut keng Confiance, wéi mat den Daten ëmgi gëtt! An dat ass fir mech en zentralen, en Hauptpunkt, wou mer mussen usetzen.

An iwwergens, d'Lëtzeburger si bei deenen, déi souguer, an dat ass e bësselchen d'Lëtzeburger Aart a Weis, fir ze denken, radikal sinn. Déi soen, well dat esou ass, wëlle souguer 25 % hir Instrumenter iwwerhaupt net gebrauchen. Well se soen: „Eis Date gi geklaut, et gëtt Schmu domat gemaach. Mir schalten déi Saache ganz einfach aus.“

Här Minister, wa mer wëllen an der éischerer Reisto an der Zukunft, da muss mer kucken, dass dat dote geännert gëtt. Ouni Confiance kann et keng Daten-, Digitalekonomie ginn. Mir mussen also alles maachen, fir dass déi Confiance doranner gerechtfertegt gëtt. Haut gesäit et jo esou aus, wéi wann d'Leit déi Confiance net hätten.

An da loosst mech op d'Ethik ze schwätze kommen, well d'Confiance an d'Ethik si verbriddert, verschwëstert! Mir hunn an Europa d'Chance, dass den Dateschutz als Basis fir eng wäertebaséiert Entwécklung vum Digitalmaart gëllt. Den Dateschutz, dat ass de Schutz virun der Verletzung vun der Privatsphär vun deem Einzelnen. Dat ass an Europa eng constitutionnell Wäerteskala vun de Personerechter, déi dofir och souwuel an den europäesche Verträge wéi an der Charta vun de Grundrechter, wat eis europäesch Verfassung ass, wéi och an der Handhabung vun deenen duerch den Europäesche Gerichtshaff ëmmer nees an de Vierdergrond gestallt gëtt.

An dat ass wichtig. Mir mussen de Leit och Praxis ginn, dass se wëssen, dass dat do net nëmme um Pabeier steet, mä dass mer et an der Praxis duerchféieren, dass dee Prinzip do, politesch Regeln, déi op Autonomie a Selbstbestimmung a Fräiheet opbauen, eng Viraussetzung ass fir eng offen, demokratesch Gesellschaft. Dofir hu mer d'Dateschutzregelment an Europa! Dofir hu mer d'Dateschutzgesetz hei zu Lëtzebuerg!

Déi ethesch Grondlagen do mussen zesummege mat enger technologescher Entwécklung. An dofir ass et gutt a richtig an onerlässlech, datt d'Entwécklung vun eise Digitalmaart mat dem Wäertekanon a Konformitéit bruecht gëtt. Mir mussen also un Ethik denken, eier mer u rasant Entwécklungen denken. An Ethik muss an der Entwécklung, souwuel vun den Objeten ewéi de Systemer, dra sinn. Dat gëtt nach ëmmer méi wouer, wa mer a Richtung artificiell Intelligenz kommen.

An dofir ass et positiv a richtig, datt déi Europäesch Kommissioun déi Problematik an d'Hand geholl huet. Ech erënneren do un déi europäesch Strategie fir artificiell Intelligenz vum Abrëll 2018, déi duerno engem High Level Group vun 52 Experten aus Universitéit, Industrie an Zivilgesellschaft uvertraut ginn ass, an déi huet hire Rapport elo am Abrëll 2019 op den Dësch geluecht, also: Wat ass d'Ethik vun deenen neien Technologien?

Dee Rapport heescht, an den Titel eleng ass scho ganz wichteg, « Renforcer la confiance dans l'intelligence artificielle [axée] sur le facteur humain ». Dat heescht, d'Kommissioun geet net hin a mécht nëmmen Technologie oder mécht nëmmen Ethik, mä si bréngt déi zwee zesummen. An dat ass de Prinzip, fir déi technologesch an déi industriell Capacitéit vun Europa ze stärken, fir déi nei AI-Technologien a sämtleche wirtschaftlechen a gesellschaftleche Secteuren asetzen ze kënnen, well et ass eng horizontal Distributioun, déi do geschitt. A fir déi ze erwaardend sozioekonomesch Changementer kontrolléieren ze kënnen, dofir brauch et des Regelen.

Dës Regele leien eis vir. Si sinn zolidd. An ech soen op Franséisch: « Les sept exigences essentielles sont les suivantes : facteur humain et contrôle humain, robustesse technique et sécurité, respect de la vie privée et gouvernance des données, transparence, diversité, non-discrimination et éthicité, bien-être sociétal et environnemental, responsabilisation. » Dat dote sinn déi siwe Prinzipen, an déi sinn elo net a Béton gegoss, datt déi net méi kënnen adaptéiert ginn. Neen, déi stinn do als Prinzip, awer als Prinzip, dee sech soll upasse kënnen un déi technologesch Entwécklungen, well mer wëssen haut, dee Moment, wou ech hei schwätzen, nach net, wat muer an iwwermuer vun Technologieentwécklung komme wäerten. Mir kënnen eis et ongefëier virstellen, mä et ass wichteg, datt mer derfir suergen.

An dofir ass et och gutt, datt dat net nëmmen an Europa geschitt, mä datt elo och um G20 eng gemeinsam Erklärung erauskomm ass, en Text, deen de Shinzo Abe fir d'Éischt zu Davos virgestallt huet an deen elo déi Regele fir déi digital Wirtschaft och an der Welthandelsorganisatioun wëllt weiderdréieren. An dofir ass et och gutt, datt Lëtzebuerg wëllt an deem Sënn matmaachen an dofir e Comité consultatif spécialisé wëllt an d'Liewe ruffen.

Här Minister, kuckt, datt an deem Comité do en Duerchschneitt vun eiser Bevëlkerung mat dran ass! A kuckt, datt och politesch Responsabiler do kënnen matschwätzen, fir datt mer déi Begleedung ... Dat ass net eng Saach, déi elo soll haut schaffen a muer iwwert déi e Rapport aus, mä déi muss déi ganz Entwécklung iwwer Joren, wann net souguer iwwer Generatiounen, also mat changéierten Experten a Consultanté begleeden. An déi Consultation publique, déi Der jo an d'Liewe wëllt ruffen, soll och an deem Sënn mat de Forces vives duerchdiskutiert ginn.

Lëtzebuerg huet eng Ambitioun: « Appuyer le développement de l'intelligence artificielle selon une approche centrée sur le humain. » Dat ass quasi eng Kopie vum Titel, dee vun der Europäescher Kommissioun virgeluecht gouf, an et ass gutt, datt Lëtzebuerg op dee Wee an deem Sënn geet. Dee Prinzip d'äerf ni vergiess ginn, wa mer innovéieren am Laf vun der Zäit!

Innovéieren am Laf vun der Zäit: Hei hu mer jo schon a verschiddenen Domäne grousse Fortschritt gemaach, déi och spezifesch si fir eis Lëtzeburger. Zum Beispill déi medezinnesch Daten an der Parkinson-Fuerschung, d'auto-noomt Fuere mat optimaler Sécherheet unzepeilen, d'Aarbecht op de Gehirnumoren an den „deep learning“, wat dat och ëmmer bedeite soll.

Et ass och gutt, datt mer eis vernetze mat de Fuerschlaboratoire an eisen Nopeschlänner (Nanzeg, Stroosbuerg, Saarbrécken, Kaiserslautern, Fribourg), well eleng stemme mer dat doten net, mer packen dat net.

Ech fannen et och interessant, wann ech kucken, wat fir eng Domäne mir wëlle probéieren prioritär unzepakten a wou mer dann och wë-

len an der éischer Rei stoen. Dat heescht, do mussen mer dann och massiv dra kënnen investéieren.

Dat Éischt ass emol déi personaliséiert Medizin, déi och ganz staark an der Médecine préventive gëllt, wat wichteg ass fir eis eeler Generatioun virun allem, well do kréie mer ganz grousse Enkpäss.

Den Health Data Hub an der Biomedezinn, eise Secteur financier selbstverständlech, wou mer jo och den Know-how do hunn, an dann de Projet vum Site expérimental transfrontalier am Schengen (veuillez lire : am Schengen-Raum) vum autonome Fieren. Do mussen mer allerdings oppasse mat den Daten, well wa mer déi net an de Grëff kréien, wem gehéieren d'Daten an den Autoen? Dat gëtt eng ganz grousse Auseenansetzung vun der Zukunft.

Also, et wär vläicht gutt, wa mer an esou Sujete schaffen, Här Minister, datt mer dann och déi Froen do emol géifen op engem intellektuellen Niveau mat deenen, déi dofir eng Solutioun kënnen fannen, diskutéieren, eier mer se da versichen, an engem konkreten Niveau an de Projet anzubringen.

Awer ni vergiess bei all deene Saachen: Bei innovativer Reglementéierung vum Datemaart ass den Dateschutz eng Basis, déi mer net d'äerfen op der Säit loosse!

An do, Här Minister, hu mer jo just eng Chance an der Weltentwécklung! An zwar, wann ech elo kucken, Amerika: déi absolut Permissivitéit, China: déi absolut Kontroll, an deen drëtten Wee vun Europa: Schutz a Fräiheet mateneen ze verbannen, dat ass en Avantage compétitif, wa mer dat dote kréien. A mir hunn et jo scho gesi mat dem Dateschutzreglement, wou natierlech vill Schwierigkeete ware bei der praktescher Applikatioun vun deemselwechten. Mä am Prinzip vun deem Dateschutzreglement sinn ëmmer méi Plazen op der Welt, déi eis kopéieren. Europa kann de Wee weisen. Lëtzebuerg kann de Wee an Europa weisen a kann also fierderféierend sinn a ganz villen Domänen.

An deem Sënn wollt ech iwwer de Pekka Ala-Pietilä, de President vum High Level Group zitieren, op Englesch, well déi Sätz mer ganz wichteg schéngen, och fir anzegravéieren an dat, wat mer an Zukunft wëlle maachen: “The development of AI is not a means in itself. The goal is to increase human well-being, which necessitates a holistic approach, ensuring that we maximise the benefits of AI, while at the same time minimising its risks. (...) Ethics and competitiveness go hand in hand. Businesses cannot be run sustainably without trust, and there can be no trust without ethics.”

Ech mengen, dat sinn d'Basissätz, déi mir eis sollen op eise Fändel schreiwen! An doduerch kënnen mer dann och vun deem Avantage compétitif profitéieren an de Wee weisen.

Niewent deem evidenten direkten Notzen, dee mer wäerten hunn an der Gesondheet, am Transport an an der Sécherheet op der Strooss, an der Industrie, an där neier Industrie, deenen neie Produktionsméiglechkeeten, an hoffentlech och - an do geschéie jo vill Efforten - an eise Kleng- a Mëttelbetriber, an der Recherche, an der Smart City, an de Smart Houses (veuillez lire : Smart Homes), Sécherheet doheim, Ëmweltschutz - an och do denken ech un déi eeler Generatioun, déi mer op déi Aart a Weis vläicht kënnen méi laang an hirem Doheem loosse.

Wa mer dat doten alles wëlle maachen, wat brauche mer dann? Mir brauche Leit! Mir brauchen de Capital humain. Meng Kolleegin Diane Aehm wäert nach op déi Problematik ze schwätze kommen. Mä dat schéngt mer déi zweet Problematik ze sinn, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, nämlech de Clivage numérique op där enger Säit - de Minister huet et schon ugeschwat: Mir d'äerfe keng Leit op der Säit loosse bei där Entwécklung -, mä awer och: Wat hu mer vu Capacitéiten hei zu Lëtzebuerg?

Här Minister, ech hunn alleguerten déi Sondagen an alleguerten déi Etüden do och gelies. Den DESI-Rapport, wou mer solle ganz héich Compétence numérique hunn, 70 % gëtt geschriwwen, an de Rapport iwwer Women in Digital, wou eis Kompetenz bei 82,7 % solle leien. Dat ass e Rapport vun der Kommissioun. Also, ech verstinn net richtig, wéi déi op déi Chiffere kommen! Déi schéngen mer relativ onrealistesesch ze sinn.

Op där anerer Säit hu mer dann de Contraire. An der Analys vun der International Telecommunication Union, der ITU, do si mer déi 28. an Europa an déi 74. um Niveau mondial. Ech mengen, eis Realitéit wäert iergendwéi tëschent deenen doten zwou leien.

An dofir fannen ech och, Här Minister, déi Äntwert, déi an Arem Text steet, ganz realistesch, well mir sollen eis net drop verlossen, datt mer gutt sinn, a gleewen, mir wäeren et. An dofir zitieren ech och elo: « Malgré ces bons

classements, on ne peut se reposer sur ses lauriers dans un secteur qui est en constante évolution. En raison de sa taille, le Luxembourg a toujours eu recours à des experts venant de l'étranger pour répondre à la forte demande du marché de l'emploi. Cependant pour le secteur numérique, il s'avère que le déficit de compétences devient de plus en plus critique » - richtig! - « et cette pénurie ne se limite d'ailleurs pas exclusivement aux compétences hautement spécialisées. » - och richtig. « Les postes vacants dans le domaine du numérique figurent parmi les plus fréquemment déclarés auprès de l'ADEM. »

Dat soll eise Guide sinn, Här Minister: realistesch kucken an net ze vill stolz sinn, wann Interpretatiounen an internationalen Erhiewunge sinn, déi net der Realitéit entsprechen.

Iwwerregens, wann ech nach e Wuert d'äerf soen zu de Fraen, Dir wësst, dat läit mer ëmmer uewen. Mir brauche Milliounen vu Spezialisten an deenen nächste Joren. Mir, da mengen ech hei a ganz Europa a mir zu Lëtzebuerg, natierlech och vill. Et sinn awer nëmme 17 % Fraen haut op der Uni, déi an deem dote Gebitt eppes léieren.

Wann ech d'Zuele gesi vu Lëtzebuerg, schéngt dat zu Lëtzebuerg méi héich ze sinn, mä dat geet och nach net duer. An do riskéiere mer, zu engem zolitte Fraeproblem vun der Entwécklung vun de Fraen a vun deem Matmaache vun de Fraen an der Spëtzt vun deem Domän zu kommen, well déi 17 % Fraen op der Universitéit an de STEM-Gebidder oder an der Mathematik, Sciences an esou weider an esou fort, déi schloech sech net an der Wirtschaft erëm, well mir hu bal keng Fraen am Mëttel- an am Top-Management. Och do ass eng Saach, wou mer mussen oppassen.

Ech weess, et ginn Initiativen, déi och ganz staark vun der Privatinitiativ gedréckt ginn. Ech mengen, dat geet net duer, Här Minister.

Ech mengen, mir mussen relativ fréi ufänken, eise Meedercher ze soen, datt e Computer net bäist an datt en net nëmmen do ass, fir Computerspiller ze maachen a mat de Frëndinnen ze diskutéieren, mä datt Meedercher gradesou gutt wéi Jonge an deenen Domänen et zu eppes kënnen bréngen. A mir brauchen och d'Fraen an deenen Domänen, vu datt d'Fraen eng aner Sensibilitéit hunn, fir mat deene Mäschinnen ëmzegoen a fir dat ëmzesetzen.

Loosse mer also hei zu Lëtzebuerg, wou mer vläicht méi dirigistesesch kënnen an der Informatioun, an der Iwwerzeegungsaarbecht sinn, eis jonk Meedercher, déi hei zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, loosse mer déi mathuelen!

An dann deen drëtten Problem, wou ech mer Suerge maachen, Här Minister, dat ass d'Cybersecuritéit. Dee Problem kënn net ganz staark am Rapport vun der Regierung zur Geltung. Et ass awer eppes, wou et ka kraachen! Ech maachen elo net déi ganz Analys vu wat regelméisseg passéiert, just e Chiffer: 4.000 Attacke pro Dag, an an deene leschte Jore sinn déi Attacken ëm 300 % an d'Luucht gaangen, a mir sinn eréischt am Ufank vun der Problematik! An hei zu Lëtzebuerg, mat eiser grousser Sensibilitéit bei de Banken, bei de Spideeler, hei zu Lëtzebuerg, mat dem High Performance Computer, dee jo hei soll installéiert ginn, a wou mer dann, an ech hoffen, datt mer dat fäerdgebréngen, eng Kéier an Zukunft op de Quantum Computing iwwergoen kënnen, brauche mir nach méi wéi anerer eng Cybersecuritéit, déi zolidd ass.

Ech weisen do op de Cybersecurity Act vun der Europäescher Kommissioun, deen de 27. Juni dëst Joer publizéiert ginn ass, deen haaptsächlech op ee Punkt, op de Punkt vun der Certificatioun souwuel vun de Produkter, vun de Services, vun de Prozesser ageet. Mä ech mengen, dat geet net duer. Mir mussen Cyber Security By Design maachen, souwuel bei eise Produkter, souwuel bei de Services, souwuel bei de Prozesser. An ech gleewen esouguer, datt, wa mer dat dote richtig an d'Hand huelen, Här Minister, dat och ee vun deenen Domäne kéint ginn, wou Lëtzebuerg wegweisend ka sinn a wou mer verschiddene Start-uppe kënnen hëllef, sech zu enger grousser Industrie muer ze developéieren.

Dat sinn e puer Consideratiounen, Här Minister. Meng Kolleegin Diane Aehm wäert op den eGovernment an op den eLearning an esou Saachen agoen, well dat fir de Gros vun eiser Bevëlkerung ganz wichteg Elementer sinn.

Perséinlech wollt ech nëmme soen, datt mer mat ganz vill Energie mussen kucken, eng gesellschaftlech Fro ze léisen, déi gesellschaftlech Fro vu wou mer an 20 Joer stinn. Well dat doten ass eppes, wann een et haut richtig upéckt, kënnen mer an 20 Joer eise Kanner a Kandskanner mat rouegem Gewëssen d'Heft iwwerloosen. Mä et ass un eis, fir dat dote virzubereeden. Mir hu kee Choix, mir mussen et maachen. A well mer et mussen maachen, kommt,

mer maachen et gutt a mer maachen et esou, datt mer dee gréisstméigleche Benefiss doraus schloe fir eis Bevëlkerung, fir eis Économie, fir eis Land an domat och fir Europa!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Une voix.** - Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci der Madamm Reding. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Viru knapp engem Joer hat ech eng Serie an enger grousser Lëtzebuurger Dageszeitung, d'„Wort“, fir se net ze nennen, gemaach vu Meenungsartikelen zum Thema Digitaliséierung. An ech hat och där Serie en Titel ginn, oder besser, wéi dat eben haut ass, en Hashtag ginn, deen dat och kloer zum Ausdrock bruecht huet, vu wat ech selwer an och d'DP iwwerzeegt sinn. Den Hashtag war #digital-Chance. Jo, mir sinn iwwerzeegt, datt d'Digitalisatioun eng grousse Chance fir d'Leit, fir all Eenzelen an och fir Lëtzebuerg ka sinn, eng grousse Chance, wa mer kloer d'Digitalisatioun an den Dëngscht vum Mënsch stellen an net ëmgedréit.

Mir wëllen déi digital Technologien do virundreiwen, wou se eis hëllef, eis Zukunft ofzeséieren, eist Liewe méi einfach ze maachen an eis Liewensqualitéit ze verbesseren. An do, wou d'Digitalisatioun riskéiert, negativ Konsequenzen ze hunn, mussen mer déi néideg Moossnamen huelen, fir d'Mënschen dovir ze schützen.

Bon, déi digital Technologien, déi bestëmmen, veränneren ëmmer méi eisen Alldag doheim, op der Aarbecht, an der Fräizäit. Wie kann haut nach ouni Tablet oder Handy liewen? Et muss ee sech awer drun erënneren, virun 20 Joer ass et dat praktesch nach net ginn. Si veränneren also praktesch alles am Liewen. Si veränneren och eis Économie, si veränneren eis Kommunikatioun besonnesch, si veränneren eis Zesummeliewen! Dir gesitt jo heiansdo, datt dann d'Leit praktesch soen, se sëtzen niewenteneen: „Kann de mer dat net iwwert den Handy schécken?“, well se méi domadder beschäftegt sinn, wéi deenen aneren nach nozelauschteren. Jo, si veränneren eis Gesellschaft ganz profund, net nëmmen an 10 oder 20 Joer, mir si voll an deem Prozess mat dran.

An ech mengen, wann deen technologesche Fortschritt, deen et ass, soll e Succès an e Plus fir jiddweree sinn, da muss e preparéiert, virun allem och begleet ginn. An duerfir hat och d'DP an hirem Wahlprogramm e spezifesch Ministere gefuerdert, well mir e koordinéiert Handele vun der Politik brauchen. Och hei ass d'Politik gefuerdert. Si kann dat net einfach dobaussen, ech soen emol, dem Marché iwwerloosen. Nëmme esou kënnen mer d'Chancen notzen, déi eis d'Digitalisatioun bitt, wa mer och de richtige politesche Kader setzen. An ech mengen, deem huet och d'Regierungskoalitioun Rechnung gedroen an déi eenzeg richtigeg Measure oder Entscheidung getraff, andeems se dann och en eegene Ministère fir dat Digaalt geschafft huet.

Jo, Chancé bidde sech a ville Beräicher, ganz ville Beräicher, wou een och vläicht den éische Moment emol guer net drun denkt. Den delegierte Minister huet hei ..., deem ech iwwerregens och wëll Merci soen, datt ass wierklech déi richtigeg Initiativ, fir am Ufank vun enger Legislatur en Débat de consultation ze maachen, fir datt en dann och déi eng oder aner Saache mat kann op de Wee huelen. Ech mengen, en huet eng ganz Rei Aspekter gesot, och vläicht e bësse méi spezifesch, wat d'Administratioun ubelaangt. Dat ass alles richtig, kënnen mer alles ënnerschreiwen.

Duerfir wäert ech a menger Ried, well et eigentlech esou vill, esou vast Theme sinn - wou sinn all déi Chancen? -, awer da versichen, op e puer grousse Beräicher anzegoen, wou mir als DP d'Digitalisatioun wëllen notzen, ebe fir d'Liewensqualitéit vun de Leit ze verbesseren an och fir Lëtzebuerg ekonomesch nach op méi zolidd Féiss ze setzen, ouni natierlech déi gesellschaftlech Aspekter dobäi ze vergiessen.

Ech wëll och konkret Propositionen maache respektiv der rappéléieren oder ënnersträchen, déi souwiesou am Regierungaccord stinn, op alle Fall déi an eisen Ae mussen an den nächste Joren och schnell a konsequent ëmgesat ginn. An effektiv, déi Proposen oder dat, vun deem ech wäert schwätzen, riicht sech net ëmmer eleng un den Digitalisatiounsministère, well och aner Ministère jo am Fong, praktesch all Ministère iergendwéi haut concernéiert ass an dat also eppes ass, wou d'Regierung, bei deem transversale Sujet, wou eigentlech all Departement concernéiert ass a wou dann dat muss an enger Gesamtstrategie kommen, déi natierlech da beim Digitalminister zesummelieft.



Wat fir eng grouss Sujeten oder Domäne wëll ech uschwätzen?

Éischtens, Lëtzebuerg muss zum Virreider am ICT-Secteur an den neien Technologie ginn, fir esou eis Ekonomie ze diversifizéieren an eise Wuelstand och domadder laangfristeg ofzesécheren. Ech hunn dat scho méi oft gesot: Déi digital Technologien, dat sinn d'Minettsteng, dat ass d'Eisenäerz vum 21. Jorhonnert fir Lëtzebuerg. Et ass eigentlech un eis dann, fir et ze notzen, datt mer domadder da weider fir de Wuelstand am Land suerge kënnen an och den Erfolgsmodell Lëtzebuerg viruschreiw kënnen.

Ech ginn herno am Detail dorop an, ech wollt just kuerz awer soen, wou mer iwwerall Chancé gesinn a wou ech wäert driwwer schwätzen.

Zweetens, mir mussen eisen Aarbechtsmaart mat all sengen Akteuren op d'Aarbecht vu muer vibereeden an och virun allem derfir suergen, datt jiddwereen - jiddwereen! - vun där digitaler Revolutioun op der Aarbecht profitéiere kann an datt keen hänke gelooss gëtt oder um Bord vun der Strooss an den Datenaubonnen hänke gelooss gëtt.

Drëttens, eise Schoulsystem muss prett sinn, fir eis Kanner op d'Beruff virzubereeden, déi haut nach heiansdo guer net existéieren, an awer och net nëmmen op d'Beruff, mä och op déi nei digital Gesellschaft. D'Schoul muss och op Liewe preparéieren. An dat heescht och, si fir d'Chancen, awer och fir d'Gefore vun deenen neien Technologien ze sensibiliséieren. Wéi gesot, och dorop ginn ech herno nach an.

Véiertens, de Stat mat all senge Verwaltunge muss eng Virreideroll iwwerhuelen a bis zu 2023 méiglechst all Verwaltungsprozedure fir Bierger a Betriber online zougängelech maachen.

A fënneftens, d'DP ass der fester Iwwerzeugung, datt d'Innovatioun an nei Technologien eng ganz wichteg Roll an der nohalteger Entwécklung a méi speziell och am Beräich Klimaschutz kënnen spillen. Och dat kann eng Chance sinn. Och hei muss Lëtzebuerg eng Virreideroll iwwerhuelen.

Ech mengen, och an anere Beräicher musse mer kucken, datt mer do d'digital Technologien als Chance gesinn. Ech wäert net op se all agoen, vläicht herno nach eventuell kuerz op de Gesondheitssecteur an d'Mobilitéit, fir ebe just nach zwee Beispiller weider ze nennen.

Bon, ech mengen, Här President, mir vergiesen alleguer heiansdo, wéi rasant sech och eis Technologien innerhalb vu kierzester Zäit entwéckelen an dann eben och en enormen Afloss op eist aldeeglecht Liewen hunn. Wie weess nach hei, vu wéini deen éischten iPhone ass? Haut ass dat jo e Begrëff. Et seet een net méi den Handy, mä den iPhone. Dat war 2007. Wat awer da schonn e puer Joer hier ass, wéi deen du komm ass.

Dat war deemools eng kleng Revolutioun mat wéineg Späicher an esou weider. An elo haut, zéng Joer méi spéit, ass dat alles normal. Et waart een op deen neiste Modell. An haut si schonn eng ganz Rei nei Saachen, un déi deemools eigentlech nach guer kee geduecht huet.

Haut huet en iPhone bal näischt méi en common mat deem vu fréier. Ech mengen, deemools, 2007, huet nach kee vun Tablets geschwat, kee vun Netflix um Fernseh, wat een do alles ka mam Digitale maachen, vun Dronen, 3D-Printer, wou een haut scho ka mënschlech Organer praktesch drécken, Onlinebanking an esou weider. Ech brauch lech dat net ze soen. Einfach, fir nëmmen ze soen, wéi rasant déi Entwécklung ass an datt een eigentlech do muss oppassen, datt een déi Entwécklung an déi Vitess do net verpast, mä datt een do och um richtegen Zuch ass.

Bon, esou schnell Verännerunge kënnen deem engen natierlech Angscht maachen, well een net weess, wuer et genau higeet. Mä op där anerer Säit muss ech och soen: Gläichzäiteg bidden eigentlech déi Momenter an der Geschicht och ëmmer eng eemoleg Chance, déi et dann ze ergräife gëllt, fir d'Gesellschaft weiderzebréngen. An ech mengen, et dierf een och déi Rendez-vousen net verpassen, well soss verschléit een och sái Rendez-vous mat der Geschicht, och besonnesch am ekonomesche Beräich.

An dat bréngt mech dann zu mengem éischte Sujet. Dat ass deen: d'Chancen, déi sech fir d'Lëtzebuerg Wirtschaft hei bidde mat deene ganzen digitalen Technologien.

Ech mengen, wann nei Saache kommen, wann nei Evolutione sinn, huet Lëtzebuerg jo eigentlech eng laang Erfahrung. An der Vergaangeneit hunn hei Leit et faerdegbruecht, zum richtige Moment dann och déi richtig Decisiounen ze huelen, fir dann hei aus dem Land dat ze maachen, wat et haut ass.

Ech mengen, unni elo ze vill en Exkurs an d'Geschicht ze maachen, ugefaangen, wéi mer vun enger Agrargesellschaft dann zu engem Industriestandort gi si mat enger Stolindustrie, déi weltwäit exportéiert huet. An dat Minettssäerz war deemools jo eigentlech och d'Grundlag fir eise Wuelstand, eise Liewensstandard, em dee vill Noperen eis nach praktesch bis haut beneiden.

Mä ebe well deemools d'Leit gesinn hunn: „Do ass eng Chance. Kommt, mir notzen déi!“, an heiansdo och couragéiert Decisiounen geholl hunn. Mat der Stolkris huet du Lëtzebuerg nees eng Kéier Courage bewisen, fir nei Weeër ze goen. Et koum den Opbau vun Finanzzentren. Duerno gouf eng Satellitenindustrie ugesiddelt, déi weltwäit an der éischer Liga matspillt.

Bon, an elo sti mer erëm virun enger neier Etapp, virun neie Minettstäng, virun neiem Minettssäerz a -grouwen. Dat si keng Stäng méi, déi dra sinn, mä dat si Rechner, Chippen, aner digital Technologien. An ech mengen, mir sinn och gutt opgestallt, fir eigentlech all déi Technologien awer, wéi fréier dann och d'Minettstäng, kënnen ze exploitéieren, well eis digital Héichwien - fir se emol eng Kéier esou ze nennen -, déi stinn eigentlech scho relativ gutt do a waarden nëmmen drop, fir dann dat digital Eisenäerz do ze verschaffen.

Wat ech wëll soen: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng ganz aussergewöhnlech gutt, net nème gutt, mä eng exzellent Infrastruktur am Beräich vun den digitalen Technologien. Mir hu grouss Datazentren, besonnesch och déi vun der ieweschter Sécherheestuf, d'Tier-IV-Datazentren, vun deene mer déi héchste Konzentration op klengem Raum op der Welt hunn, mat direkte Verbindungen: international Stied wéi London, Frankfurt a Paräis, wat jo och wichteg zum Beispill Finanzzentren sinn.

An op déi Manéier, nëmmen eleng duerch déi Datazentren ass jo och Lëtzebuerg eng international Referenz ginn an der Gestiou vun den Donnéeën. Ech wëll nëmmen eng Kéier op déi estnesch E-Ambassad hei am Land verweisen, déi jo bei hirer Erëffnung och eng weltwäit Première duergestallt huet.

Infrastrukturen, Datazentren. Ech denken och un de séiere fixen Internet, zu deem méi wéi zwee Drëttel vum ganze Land Accès hunn, sief et per Glasfaser oder per Kabel. Bon, beim 4G, mir haten déi Diskussioun, sinn déi offiziell Zuelen no ronn 99 % vun de Stéit, déi eng „Couverture assurée“ hunn.

Et ass wichteg, datt mer natierlech bei den Infrastrukture weider do um leschte Stand bleiwen. Duerfir brauche mer och, dat hu mer och hei diskutéiert, de 5G-Reseau respektiv de 6G-Reseau. Ouni elo nach eng Kéier op déi Debatt anzegoen: Mir mussen natierlech och do ëmmer kucken, datt mer de Principe de précaution respektéieren. Ech hat deemools och gesot, datt mer jo hei zu Lëtzebuerg extrem streng, wann net déi strengsten Normen an Europa hunn.

Ech hat awer och an der Aktualitéitsstonn zum Thema virun zwou Wochen ënnerstrach, wéi wichteg déi Technologie ass, wéi eng nei Méiglechkeete sech bidde fir d'Bierger, fir d'Wirtschaft an d'Fuerschung. A wa mer also zum Beispill mat eent vun den éische Länner wiere mat 5G, da géif dat sécher och e grouse Virdeel sinn, fir d'Lëtzebuerg Ekonomie weiderzeféieren.

Wann ech da bei den Infrastrukture sinn: Lëtzebuerg konnt Bréissel iwwerzeegen - dat war net esou einfach; dat ass, well mir hei schéi Gesichter hunn -, fir ee vun de wéinegen HPC, High Performance Computer, ze kréien, déi an Europa opgestallt ginn. Dat sinn der nëmmen e puer, déi vun der Europäescher Kommissioun gesponsert ginn.

An deen HPC, dat ass esou eng Aart Supercomputer. Dat ass mat enorm, also onvirstellbar schnelle Rechecapacités. Mir hu schonn elo en Numm, den „Meluxina“, nenne mer deen dann, sou gëtt de Computer genannt. Deen ass och e weidert wichtegt Element an där digitaler Infrastruktur, wou mer wierklech um Topniveau sinn, wann ee kann als Land soen: „Mir hunn esou e Computer.“

Ech mengen, déi Rechecapacités, dat sinn zéng Milliounen Milliarden Operatiounen pro Sekonn. Dir brauch lech dat net méi virstellen. Ech mengen, nème fir ze soen. Esou ee Computer, dee ka vun der Uni an der Fuerschung benotzt ginn. E kann eventuell vu Betriber benotzt ginn. Dee ka vun den Institutiounen, och den europäeschen Institutiounen, benotzt ginn. Firwat net vun der Finanzplaz am Beräich FinTech an esou weider? Ech mengen, esou een HP-Computer ass en enormen Tromp an der Lëtzebuerg Hand a puncto digitaler Infrastruktur a Strategie.

Ech hu vläicht elo nach déi eng oder aner Infrastruktur vergies. Wat d'Infrastrukturen ubelaangt, steet Lëtzebuerg also exzellent do! Dat

ass e kompetitiven Advantage, deen et ënner allen Emstänn ze notze gëllt, wa mer ebe weiderhin, ech soen emol, interessant wëlle bleiwe fir Global Players, awer och fir Start-uppen.

An ech mengen, dank deenen Investissementer ..., ech schléissen hei och all déi vun deenen, déi virdu schonn hei waren als Regierung, net nëmmen vun där leschter, mä och deene Regierung virdrun, schléissen ech alleguerten an: Se sinn ëmmer konsequent. Wann ech „Datacenter“ soen, dat ass scho virun 2013 gewiescht. Dat ass also alles ëmmer gutt gewiescht. Dat ass konsequent investéiert.

Duerfir gehéiere mer haut eben zu deene Länner, déi d'Nues vir hunn an Europa, wann net weltwäit, wat d'Infrastrukturen ubelaangt. Dat gëtt och bestäetgt, zum Beispill duerch international Rankingen, den DESI, Digital Economy and Society Index, vun der Europäescher Kommissioun.

Wann een also dann net nëmmen d'Infrastrukturen huet, mä awer och schonn an der Welt e bëssen héieren huet, datt déi gutt sinn, ech mengen, wann dann eng Firma vun enger weltwäiter Bedeutung, wéi zum Beispill Google, an de Grand-Duché komme wëllt, dann ass dat sécher net wéinst deem gudden Wieder, dat mer emol eng Kéier hunn, mä ech mengen, dat ass, ënner anerem, well mer esou Infrastrukturen hunn.

An ech mengen, et ass jo esou: Déi viregt Regierung hat schonn d'Entwécklung vun ICT-Secteur als national Prioritéit definéiert a sech eben zum Zil gesat, Lëtzebuerg als Virreider an deem Beräich ze positionéieren. Nëmme, fir ze soen: Mir sinn do also um gudden Wee - an d'Regierung mécht jo do Damp derhannert -, fir Lëtzebuerg definitiv op der ICT-Weltkaart gutt ze etabléieren.

Ech mengen, domadder kéinte mer dann och eben an der Suite vum Stol, vun der Finanzplaz, vun de Satelliten elo den Erfolgsmodell Lëtzebuerg digital weiderschreiw.

Et fällt net alles esou vum Himmel, wat ech elo gesot hunn. Ech mengen, et ass ebe wichteg, datt déi politesch Decideuren déi Saachen natierlech gesinn an dann natierlech och déi Decisiounen huelen. Och nach eng Kéier, nëmmen, fir ze rappeléieren: Virun engem Mount hunn den Digitalminister, de Premierminister zesumme mat dem Wirtschaftsminister och nach eng Kéier e strategege Framework presentéiert, deen nach eng Kéier daitlech - ech ginn net drop an - déi zentral Opportunitéiten a Piste fir eng digital Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg opgewisen huet.

Bon, wann ech soen „de Stat“, da muss natierlech och de ganze Kader ronderëm, ech mengen, den administrativen, de reglementaire Kader, stëmmen. Et geet net nëmmen duer, datt mer do elo gutt Infrastrukturen hunn, mä mir mussen och eppes Ganzes, e ganzen Environment ronderëm kréieren.

Dat heescht zum Beispill, wann eng digital Start-up wëllt op Lëtzebuerg kommen, déi eng gutt Iddi huet, déi dann och do derbäi kéint passen, da muss déi et natierlech och esou einfach wéi méiglech gemaach kréien, fir hire Projet ze starten. Da misst et zum Beispill méiglech sinn, datt een eng Entreprise an engem Dag - natierlech dann iwwer den Internet, am beschten op Englesch, well dat sinn awer oft Firmen, déi éischer Englesch schwätzen, vläicht och Chinesesch -, mä dat vun Ufank bis zum Schluss kéint an engem Dag maachen.

Ech mengen, hei ass elo einfach eng Iddi, déi ass, oder en Zil, wat ee soll hunn. Generell soll een also kucken, datt een, wann een déi Infrastrukturen huet, wann een eng Strategie huet, dann natierlech deene Betriber, déi wëlle kommen, net ze vill Stäng an de Wee leet mat Prozeduren. Ech mengen, duerfir musse mer einfach eng Legislatioun hunn, déi favorabel ass zu den neien Technologien an déi eigentlech och dat da begünstegt. An ech mengen, duerfir si mir op alle Fall als DP Demandeur, datt och eng fundamental Analys vun all deenen Texter gemaach gëtt, fir eventuell ze kucken, wou nach Verbesserung gemaach musse ginn, fir datt mer eben de Fortschritt net bremsen.

Op där anerer Säit muss een och Ureizer ginn. D'Infrastrukture sinn do, de Kader ass do, mä awer muss een och nach eventuell zousätzlech Ureizer ginn. Wann ee vun Ureizer schwätzt, denkt een natierlech un d'Geld. Duerfir brauche mer och weider héich Investitiounen an d'Fuerschung, mä awer och, op där anerer Säit, einfach Finanzéierungsméiglechkeete fir kleng Start-uppen, déi eventuell net an de Kader vun der aktueller Hëlleflegislatioun falen.

Här President, wann ech also elo vun der digitaler Wirtschaft zu Lëtzebuerg schwätzen, hunn ech vu Google geschwat, vun HPC, deem spezielle Computer, mä ech denken awer och un eis Kleng- a Mëttelebetriber, well dat ass jo awer och d'Standbee vun der Lëtzebuerg Ekono-

mie mat villen Aarbechtsplazen. An déi mussen natierlech och fit gemaach ginn, fir beschméiglech vun der Digitalisatioun kënnen ze profitéieren. An ech mengen, déi nei Technologien, déi bidde jo immens vill Méiglechkeeten, vun der Produktioun iwwer d'Gestioun bis zu de Relatioun mam Client.

An och hei sinn eigentlech, dat soll een och net vergiesen, awer fir déi Kleng- a Mëttelentreprise hei zu Lëtzebuerg, fir Handwerksbetriber och Chancen, fir kënnen méi effizient ze schaffen, méi Clientèle ze erreechen. An dat ass och dat, wat een net soll vergiesen, wat een och weider muss ënnerstëtzen, an eventuell do och kucken, wat een nach besser ka maachen. Mä et gëtt eng Rei Initiativen, déi zum Deal aus dem Secteur, soen ech emol, vum Handwerk oder soss selwer kommen. Ech ziele se net all op, Fit 4 Digital, Go Digital an esou weider. Och beim fënneften Aktiounsplang PME vum Mëttelstandminister war d'Digitalisatioun do en zentraalt Uleies.

D'Digitalisatioun verännert d'Wirtschaft. Am Alldag verännert d'Digitalisatioun eist Liewen. An dat geet och Hand an Hand mat der Evolution vun der Aarbechtswelt. Och eis Aarbechtswelt huet d'Digitalisatioun geännert.

An dat bréngt mech dann op deen nächste Vole, dat ass dee vun den digitale Chancen an der Aarbechtswelt. Et ass jo ëmmer déi Fro, déi sech stellt: Verschwannen doduerfir elo, duerch all dat Neit, Beruff? Et kascht Aarbechtsplazen, déi Fro, déi ee sech stellt.

Ech mengen, et ass kloer: All technologesch a gesellschaftlech Entwécklung, well et ass jo awer eng gesellschaftlech Entwécklung derbäi, bréngt mat sech, datt sech d'Beruff verännere, awer och nei Beruff entstinn. Domadder ass awer net gesot, datt d'Beruff komplett verschwannen, mä si verännere sech.

Ech hat deemools och a menge Meenungsartikelen am „Wort“ e Beispill geholl. Dat war dat vun engem, dee kopéiert huet, e Kopist am Mëttelelter, am Klouschter. D'Paschteier, déi hunn do da fir d'Éischt alles mat der Hand geschriwwen, kopéiert. Ufanks vum 20. Jorhonnert war et dann de Schréiftsetzer, deen do mam Plomb a mat deene Buschstawe hantéiert huet.

An haut, wat hu mer haut? Haut hu mer den „digitale Mediegealter“. Esou heescht dat dann haut. Deen Éischten, deen huet also do geschriwwen. Deen Zweeten, deen huet Buschstawe gesat. An deen haut, wat mécht deen? Jo, deen huet en Tablet. Dee kann do ganz einfach déi ganz Zeitung zesummesetzen oder d'Buch zesummesetzen, mat Fotoen derbäi. E kann nach niewendrun eventuell d'Limnad drénken. Dat ass also eppes, wou ee gesäit, datt dann d'Aarbecht kierperlech vill manner ustrenge ginn ass an och monoton Aufgaben duerch Kreativitéit an aner Saache geännert hunn.

Et ass ee Beispill. Ech wollt dat nach eng Kéier zitieren, einfach fir ze weisen, datt natierlech d'Digitalisatioun eis Aarbechtswelt verännert. Et ass eng Erausforderung, mä et ass eben och eng Chance. Et entstinn och ganz nei Beruffspiller, déi et nach net gi sinn, ier d'digital Technologien do waren.

Ech mengen, Informatiker, dat ass elo dat Evidentst. Dat ass jo en neie Beruff, deen eigentlech eréischt duerch d'Computeren entstanden ass. Mä et gëtt awer eng ganz Rei aner Beruffsbiller, déi et nach net gi sinn, ier mer all déi digital Technologien haten. Ech denken nëmmen un de ganze Secteur vun den Handyen, wat do alles ronderëm vun neie Beruffsbiller ass. Einfach nëmmen, fir ze illustréieren, datt vläicht Beruff, jo, am Endeffekt verschwannen, mä awer do och eng ganz Rei nei Beruff entstinn.

An d'Digitalisierung, déi bitt och d'Méiglechkeet, d'Aarbechtswelt méi individuell, jo, ech soen, och méi human ze gestalten, a fir sech dann och selwer a senger Aarbecht besser kënnen ze verwierklechen, datt een dat och do ka maachen.

Hei d'Stichwuert „Teletravail“. Hautzedaags schaffe scho vill Leit, haaptsächlech, ech géif soen zum Deal exklusiv, mat dem Computer respektiv online. An ob een dat da vum Büro aus mécht oder vun doheem, ass bei enger Rei vu Beruff ... Ech wëll och soen, datt den Teletravail sécher net a jiddwer Beruff passt, mä et gëtt awer eng Rei Beruffsbiller, wou et eigentlech kee groussen Ennerscheid ass oder keen Ennerscheid ass, ob een doheem sëtzt an déi Aarbecht online beim Computer mécht oder um Büro.

Ech mengen, do kéint een eng ganz Rei Beispiller huelen aus dem Déngschtleeschungs-

secteur oder soss nach. Et ass jo oft, wou dann Dossiere bearbecht ginn, wou ee sech eigentlech éischer domadder beschäftegt, net ... awer souguer doheem huet een och nach den Téléphone. Et kann een och iwwert den Téléphone a Relatioun sinn.

Ech mengen, dat ass also eppes, et schwätzt also näischt dergéint, dat een d'Aarbecht ka vun doheem aus maachen. Au contraire, dat huet eng ganz Rei Avantagen.

Wat natierlech wichteg ass: datt och ëmmer den Austausch bleift. Et ass elo vläicht net onbedéngt geduecht, datt een dat exklusiv mécht. Et kéint awer och sinn, datt een den Teletravail vun doheem aus mécht, mä et ass awer éischer an eise Virstellungen esou, datt een awer och muss d'Méiglechkeet hunn oder soll, fir eemol, zweemol d'Woch, jee nodeem, den Austausch mat de Kolleegen ze hunn, fir iwwer en Dossier ze schwätzen oder soss, mä awer och einfach fir de soziale Kontakt. Et ass jo och wichteg op der Aarbecht, datt ee ka bei der Kaffispaus mat deem engen oder aneren do schwätzen. Voilà! Dat kënnen also awer e puer Deeg an der Woch sinn, wou ee ka vun doheem aus schaffen.

Dat ass elo och vläicht näischt Neies. Dat gëtt et schonn. Beim Stat si Pilotprojeten amgang, mä awer och am Privatsektor. Also, et soll een elo net nëmme mengen, datt dat nëmme beim Stat ass. Ech mengen, och jiddweree vun eis: Si mir net eigentlech och e Mix? Mir schaffen an der Chamber, an eise Fraktionsbüroen, mä mir maachen och zäitweises emol Saachen doheem. Mir maachen also och op eng gewëssen Aart a Weis Teletravail.

Bon, bei deenen Diskussiounen gëtt jo gär gesot: Jo, mä schaffe se dann déi ganzen Zäit vun aacht bis zwielef Auer, vun zwou bis sechs? Wann ee mat Patrone schwätzt, ass dat net onbedéngt dat Wichtigst fir d'Patronen. Wat zielt fir de Patron? Dat ass jo, datt dann déi Aarbecht, déi gefrot war, oder déi Dossier, déi sollte gemaach ginn, owes oder no der Woch oder no enger gewëssener Zäit da solle fäerdeg sinn.

Mä einfach nëmme, fir ze weisen, datt duerch d'Digitalisatioun d'Aarbecht méi human, méi individualiséiert ka gestalt ginn. A wann een also do esou schafft, da kann ee jo méi individuell, vläicht heiansdo och méi kreativ schaffen.

A wat kënn nach derbäi? Et huet een awer och méi Zäit fir sech a fir d'Famill. Wann een dann doheem ass, kann een zum Beispill an der Mëtgestonn mat de Kanner iessen, déi an d'Schoul siche goen.

A rechent einfach emol nëmme eleng déi Zäit, déi ee spuert, wann een net muss op d'Aarbecht fueren! Rechent déi! Wivill Zäit verbëtz jiddweree hei all Dag, fir mam Auto op d'Aarbecht hin- an zrëckzekommen, oder mam öffentliche Transport? All Dag eng Stonn? Zwou Stonnen? Méi? Wivill mécht dat an der Woch? Rechent emol! Wivill am Mount? Wivill am Joer? Wivill an enger Carrière? Wivill Stonnen een einfach nëmme verbréngt vun doheem bis op d'Aarbecht an erëm zrëck! Also, dat gi Wochen a Méint.

Déi Zäit kann ee jo och aneschtens dann eben notzen, wann een Teletravail mécht, well een dann, wéi gesot, déi Zäit spuert. An all déi Zäit, déi ee jo da gewéinlech am Stau, am Bus, och, wéi gesot, am Auto verléiert, an där kann een also och vill fir d'Kanner maachen oder Zäit fir d'Kanner hunn. Wa mer driwwer schwätzen, fir Famill a Beruff besser enner een Hutt ze kréien, ass Teletravail natierlech och e wichtegt Element.

An den Teletravail ass och eng ganz konkret Mesure am Sënn vum Klimaschutz. Net op der Strooss fueren, dat heescht de Stroosseverkéier entlaaschten. Dat heescht och konkret eppes maachen, fir keen CO₂, kee Feinstaub, NO_xen an esou weider an d'Loft ze blosen. Dir gesitt also: Den Teletravail wier eng Mesure oder ass eng konkret Mesure, fir de Leit d'Liewe méi einfach ze maachen, mä awer och am Sënn vun der Nohaltegkeet, wéi ech elo grad gesot hunn.

D'DP steet, ech mengen, ech brauch lech dat also net elo nach weider ze soen, kloer fir d'Förderer vum Teletravail, mä, an dat wäert ech och heier ennersträchen: Fir eis ass et och ganz kloer, datt doduerjer net sozial Errungenschaften dierfen iwwer Bord gehäit ginn oder a Fro gestallt ginn. Et dierf keen Outsourcing sinn.

D'Leit, déi den Teletravail maachen, mussen dat an deene Konditiounen, an deenen Aarbechtskontraktkonditiounen maachen, wéi dat, ech soen emol, an engem normalen Aarbechts-

kontrakt ass, wa se géifen déi ganzen Zäit um Büro oder soss iergendwou schaffen. Dat heescht, déi sozial Ofsécherung, all dat, wat mer do kennen, dat gehéiert fir eis och zum Selbstverständnis vun enger geregelter Aarbechtsrelatioun, och beim Teletravail.

► **M. André Bauler (DP).** - Ganz gutt!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech mengen, duerfir froe mer och, datt déi rechtlech Dispositionen fir den Teletravail ... Wa mer et also fërdere, musse mer awer och déi rechtlech Dispositionen dann zügeg klären, fir datt mer dat also dann och kënnen esou ëmsetzen. An do sti jo eng ganz Rei Saachen am Regierungsprogramm, op déi ech net elo weider wäert agoen.

Här President, de Stat kann eben hei Virreider spillen, mä net nëmme. Ech hu scho gesot: Et sinn eng Rei Entreprises, déi dat och maachen.

Dann eppes, wat och scho vu Virriedner gesot ginn ass, den delegéierte Minister huet och gesot: Wat wichteg ass, dat ass, et dierf keen op der Streck bleiwen an där digitaler Welt. Jiddweree muss kënnen profitéieren an der Aarbecht 4.0, mä och méi generell an der Gesellschaft, déi ëmmer méi vun den digitalen Technologieën gepräagt gëtt.

A fir datt keen op der Streck bleift, musse mer eigentlech ganz ënnen ufänken, bei deene Jéngsten; dat heescht bei der Schoul, der Bildung awer och der Weiterbildung. Et si jo net nëmme déi, déi elo konfrontéiert gi mat den digitalen Technologieën, mä och déi, déi scho voll am Beruff stinn, soen ech emol. Och dat ass wichteg, well jo awer d'Suerge vu verschidene Leit déi sinn, besonnesch déi, déi am Beruff sinn, déi vläicht e Liewe laang mat Ziedel a Bläistëft geschafft hunn, datt se do ofgehaange ginn, datt se net méi bei hirer Aarbecht kënnen mathalen.

An do muss een also usetzen, well et gëtt eigentlech haut, mengen ech, bal kee Berufsbild méi a) wou net iergendwou de près ou de loin de Computer mat am Spill ass, net nëmme bei deenen administrative Beruffer, mä och beim Schräiner, soen ech emol, beim Handwierker. Iwwerall an der Produktioun muss ee ganz oft haut och mat Computer oder soss digitalen Technologieën ëmgoen.

Ech mengen, an déi, déi eben haut/elo am Berufsliewen aktiv sinn, brauchen duerfir eng breet Offer. Déi brauchen eng Weiterbildungsoffer, Formatiounen, fir dat ze maachen. Och do stéisst een oppen Dieren an.

Ech mengen, et si ganz vill Efforten an deene leschte Jore gemaach ginn, fir dann awer do konsequent weiderzefueren, de Leit Coursen ze ginn, och Coursen online. Wa mer schonn am Digitale sinn, dann huet och jiddweree Accès zu esou Formatiounen. Alles, wat de klengen a mëttleren Entreprises hëlleft, fir hir Mataarbechter do och op dee leschte Stand ze bréngen, muss ennerstëtzt ginn. Bildungssongé ass hei och e Stéchwuert, dat ech kéint hei mat abréngen.

Op där anerer Säit brauche mer awer och e Bildungssystem, deen déi Jonk vun Ufank un adequat op d'Liewen an den Aarbechtsmarché vun der Zukunft preparéiert. Dat fänkt u bei den digitale Grondkenntnisser wéi zum Beispill, datt ee kann déi gebräichlech Programmer a Software benotzen, wéi ee mat dem Computer, mam Tablet an esou weider ëmgeet, wéi ee se kann asetzen am Privaten, op der Aarbecht. Dat muss an dat ass och schonn en integralen Deel vum Léierprogramm an de Schoule ginn. Do ass an de leschte Jore ganz vill geschitt. Ech ginn och do net op all déi Mesuren an.

Ech erlabe mer vläicht och eng Remark. Mir haten d'Jugendparlament hei virun zwou, dräi oder e puer Wochen. Et ass jo hei zu Lëtzebuerg, datt mer um Wee si fir den Tablet fir jiddweree am Secondaire. Do huet een heiansdo e bëssche Kritik eraushéiere vum Jugendparlament. Ech wëll awer soen, do mussen d'Lëtzebuergesch Schüler sech awer och bewusst sinn, wat fir eng enorm Chance se awer och hunn.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Sécherlech gëtt et hei Startschwierigkeiten. Kloer, et muss gekuckt ginn, datt een déi geleist kritt, datt d'Enseignanten domadder kënnen ëmgoen, wann technesch Problemer sinn, datt déi geleist ginn. Mä ech wëll einfach nëmme soen, datt dat awer eng enorm Chance ass, wann all Schüler domadder ka schaffen.

An et huet och eng sozial Komponent, well da kann all Schüler mat engem Tablet schaffen. Wann dat net de Fall an der Schoul wier, da wieren der vläicht, déi sech vun doheem aus esou eppes net kéinte leeschten. Also, och hei huet een eng sozial Komponent an där Mesure.

Nach just kuerz ... neen, net kuerz, et ass awer wichteg, fir dat ze ennersträchen: D'Schoul soll net nëmme op d'Aarbecht virbereeden,

mä och op d'Liewen. Dat ass fir eis awer dat Bild, wat mer vun der Schoul hunn. A wat eis jo ënnerscheet, eis Gesellschaft, eist Liewen, dat ass, datt mer an enger globaler digitaler Kommunikationsgesellschaft ukomm sinn. An déi digital weltwäit Kommunikationsgesellschaft, déi huet enormen Afloss all Dag op eist Liewen, op eis Kultur an och souguer op de Fonctionnement vun der Demokratie.

Mir hunn haut och eng Situatioun, datt mer en Iwwerfluss vun Informatiounen hunn, mat deene mer konfrontéiert sinn. An et ass heiansdo schwierig ze ënnerscheeden: Wiem gleewen, wiem net gleewen? Et sinn och nei Akteure komm. Fréier hate mer just Journalisten, déi an der Zeitung, um Radio, am Fernseh Saache presentéiert hunn, Kommentarer eventuell presentéiert hunn, mä haut huet eigentlech all eenzelne Bierger iwwert d'sozial Medien d'Méiglechkeet, seng Meenung, seng Wourecht duerzeleeën.

Mir kennen d'Phenomeener vun de Fake News, vun alternative Fakten, vun der Meenungsmanipulatioun, déi awer och ganz staark kënnen op d'Demokratieprozesser awierken. Déi Diskussiounen, déi mer hunn: Wéi sinn zum Beispill Wahle beaflosst ginn duerch geziilt Asetze vu Facebook, Manipulatioun vu Meenungen an esou weider?

An duerfir, aus all deenen Ursachen, mengen ech, ass et vital - ech géif scho bal soen „vital“, iwwerliewenswichtig -, datt déi Jonk och mat engem kritesche Geescht e reflektéierten Émgang léiere mat deem, wat se dann digital liesen, mat deem, woumat se do konfrontéiert gi sinn, wat se do héieren, gesinn, ebe fir datt se herno net, ech géif soen, an deem digitalen Dschungel, also an där digitaler Kommunikationswelt net herno komplett ënnert d'Rieder kommen.

An duerfir ass et fir eis och wichteg, datt eng kritesch Medienerzéiung eng absolut Noutwendegkeet an eise Schoulen ass. An duerfir muss och d'Medienerzéiung en integrale Bestanddeel vun eise Curriculum an der Schoul ginn, e separat Fach oder et kann een et och praktesch integréieren an all méiglech Fächer, a Sprochefächer, awer och aner Fächer. Mä op alle Fall muss dat en integrale Bestanddeel ginn an eise Schoulen: déi kritesch Medienerzéiung, an dat och vu klengem un.

An da muss och e kritesch Bewosstsinn entwéckelt gi bei jiddwereem, mä och besonnesch da bei deene Jonken am Sënn vun Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. D'Virriednerin hat virdu gesot, datt dat eppes ganz Wichtiges ass. Eis ass och de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën enorm wichteg. Heiansdo järe mer, wa mer mengen, déi géifen net protegéiert ginn, mä op där anerer Säit gi mer jo awer och ganz vill an de soziale Medie vun eis selwer präis, wou mer Fotoen dropsetzen, wou mer all Méiglech iwwer eis verzielen, wou mir also selwer net méi op d'Privatsphär oppassen.

An ech mengen, et ass och wichteg, datt een et deene Jonken och an der Schoul besonnesch bewusst mécht, datt se net alles vu sech sollen deele respektiv se sech selwer do kënnen schueden, jee nodeem wat ee verëffentlicht, also och, datt ee muss wëssen, datt den Internet an all déi Medien och kee rechtsfräie Raum sinn. Ech wëll elo net op dee ganze Volet Cybersecurity agoen, deen och extrem wichteg wier, mä ech ginn do net weider drop an.

Här President, als DP si mir och dervun iwwerzeegt, datt de richtige Gebrauch vun den neien Technologieën d'Demokratie stäerken an awer och d'Vertrauen an de Stat verbessere kann. Virun allem am Beräich vun de Verwaltung gëtt et en immenst Potenzial, fir duerch d'Digitaliséierung méi Transparenz a virun allem e bessere Service um Bierger ze garantéieren. D'Digitaliséierung ass eigentlech e gudd Schlüssel, fir et emol esou ze soen, fir nach verstärkt kënnen d'Simplification administrative virunzedeiwen. Dat kéint herno och alle Bierger zegutt, wann ee ka schnell digital all seng - wéi soll ech soen? - all seng Relatiounen mat de Verwaltungen, ob dat d'Steierverwaltungen oder aner Verwaltungen sinn, ofwéckelen.

Duerfir hu mer jo och den Digitalisatiounsministère gegrennt, deem seng Haaptaufgab et ass, d'Digitaliséierung vun den Administratiounen virunzedeiwen. Dat ass eppes, wat eis also ganz wichteg ass.

Wat eis och wichteg ass, well mer jo an deenen Diskussiounen déi lescht Wochen, géif ech soen, sinn, dat ass, datt, wann all déi Saachen, all déi Prozesser, all déi Kontakter, déi mer mat de Verwaltungen hunn, wann déi digitaliséiert sinn, wann déi dann natierlech an Donnéeën an a Fichen herno iergendwou digital gespäichert sinn, ech mengen, dann ass et awer och immens wichteg, datt d'Regele vun Datenschutz respektéiert ginn. Mir hunn en Datenschutzgesetz II vun 2018, an et ass wichteg, datt mer dat dann och iwwerall konsequent an

all de Verwaltungen ëmsetzen. Dat heescht zum Beispill, datt all Bierger muss kënnen nollzëien, wien op seng Donnéeën zrëckgegraff huet, datt all Bierger d'Recht huet op den Oubli, respektiv datt een, wann d'Regelen dat erlaben, ka gestrach ginn aus Donnéeën an esou weider.

Här President, wann ech nach bei de Verwaltungen sinn, da kéint ech och nach kuerz op dee ganze Santéberäich kommen. Mä wann ech soen, all déi administrativ Prozeduren ze vereinfachen, dann hu mir als DP jo d'Iddi vun der e-Kaart an d'Spill bruecht. Dat heescht, datt ass d'Iddi vun enger elektronischer Kaart, oder App, fir eben d'Dokteschrechnungen ze bezuelen. Dat war an den Diskussiounen vun dem Tiers payant, Dir kéint lech vläicht nach erënnere. Déi Iddi, déi mir hunn, dat ass, datt ee mat esou enger Kaart bei den Dokter geet, an datt dann automatesch - d'Technologie maachen dat méiglech - den Dokter seng Sue kann ofbuchen, an datt mer op där anerer Säit scho praktesch, ech géif soen, direkt am selwechten Otemzuch, op där selwechter Linn, dat zrëckkréien, wat mer eigentlech vun der Krankekeess sollen zrëckkréien, hein. Dat heescht, do hätt eigentlech jiddweree en Avantage, wa mer déi e-Kaart géifen esou schnell wéi méiglech ëmsetzen.

Einfach nëmme e puer Beispiller, oder dat hei Beispill, fir ze weisen, datt eigentlech an de Relatiounen vum Bierger mat de Verwaltungen, zum Beispill der CNS - dat ass eng Verwaltung - am Alldag, mat all deenen administrative Prozeduren, déi se hunn, d'Liewen do kann enorm vereinfacht ginn.

Dat heescht awer och, dat ass och scho gesot gi vu Virriedner, datt mer musse kucken, datt keen digitale Gruef entsteet tëschent deene Leit, déi gutt mat deenen Technologieën kënnen ëmgoen, déi domadder spillen, a Leit, déi eben nach Schwierigkeiten hunn, fir se am Alldag ze benotzen. Där gëtt et sécherlech och nach. Dat ass emol net ëmmer, wéi een dat mengt, déi eeler Generatioun. Dat kënnen och heiansdo jonk Mënsche sinn. Mä op alle Fall, fir eis ass et kloer - ech hunn elo vill iwwer administrativ Prozeduren geschwat -, datt bei alle wesentlechen administrative Prozeduren et nach muss méiglech sinn, datt een, ech soen emol, kann an e Guichet goen. Ech denken hei natierlech awer besonnesch un eeler Leit, fir datt déi dat och nach kënnen maachen.

Et ass kloer: D'Regierung huet sech jo an hirem Koalitionsaccord och verflücht, en Aktionsplanung zur numerescher Inklusioun auszeschaffen, mat kloer Piste fir d'Inklusioun, besonnesch vun eelere Leit a Persoune mat besonnesche Besoinen an alle Beräicher.

Här President, erlaabt mer, zum Schluss vu menger Interventioun nach ganz kuerz op zwee Beräicher anzugeen, déi ech uganks och kuerz erwäant hat. Ee vun deene Secteuren, an deenen d'Digitalisatioun awer ganz kloer gräifbar Virdeeler a Chancë bitt, dat ass dee vun der Medezinn. Mir sinn iwwerzeegt, datt d'Digitaliséierung der Santé enorm Virdeeler ka bréngen an am Endeffekt dem Mënsch - dee steet jo au bout de la chaîne bei der Santé - ka Virdeeler bréngen, an datt do Progrès kënnen gemaach ginn.

Ech hat elo schonn op d'e-Kaart higewisen, mä mat der Hëllef vun der Digitalisatioun wäert d'Medezinn awer och méi präzis ginn, méi personaliséiert, méi präventiv, méi prädiktiv, dat ass dat, wat ee 4P-Medezinn nennt. Wat heescht dat konkret?

Uni elo an den Detail ze goen, mä duerch d'Computere kann een natierlech Date sammeln, riseg Quantitéite vun Donnéeën sammelen. An dat erlaabt herno, ech géif emol soen, eng moossgeschneidert Analys, eventuell eng Diagnos bei der Behandlung vum Patient. Do kann den Dokter zum Beispill vergläichen: Wat hat ee schonn alles als Krankheet? Wat fir eng Medikamente huet ee verschriwwen kritt? An, an, an. Do kann den Dokter kombinéieren. Mä de Computer kann dat vläicht nach vill besser a méi effizient maachen, zum Beispill, wéi e Medikament bei engem Patient wierkt, ukënn, an esou weider. Och bei der Bildanalyse: Wa mer an den IRM ginn oder soss emol Röntgenfotoe maachen, muss dat ausgewäert ginn. Do sinn natierlech Dokteren, Spezialisten, mä och do kann een awer mat Algorithme léieren, dat nach besser ze erkennen.

Ech wëll heimadder och soen: Duerch déi Progrès an duerch d'Uwende vun digitalen Technologieën an der Medezinn gëtt den Dokter net ersat. Hie kritt besser Outillen, fir de Patienten nach méi eng performant Medezinn kënnen ze bidden.

An dann, Här President, och nach kuerz e Wuert zur Nohaltegkeet. D'Digitalisatioun ass och eng Chance fir méi Nohaltegkeet. Ech mengen, den technologesche Fortschritt, dee mécht eis jo Dieren op, wou mer eis virun e puer Joer guer net konnte virstellen, wat do



alles méiglech wier. Duerch d'Digitalisatioun ginn méttlerweil ganz vill Technologien oder de Gebrauch vu Maschinne méi ëmweltfrëndlech gemaach, am Hausbau, bei den Autoen. D'Attraktivitéit vum ëffentlechen Transport ka verbessert ginn duerch d'Digitalisatioun, duerch Appen, duerch Informatiounen, duerch méi reaktiv Systemer.

Et ass och esou, datt mat der Digitalisatioun een zum Beispill kann Energienetzer méi flexibel zesumme vernetzen. Déi sougenannten „smart grids“ erlaben et, d'Produktioun, d'Späicherung, de Verbrauch vum Elektreschen optimal openeen ofzestëmme. D'Digitalisatioun erméiglecht et, en intelligente Reseau ze koordinéieren a manner Energie ze verbrauchen.

En anert Beispill: Eng Etüd vun dem Bundesumweltministerium huet zum Beispill gewisen, datt d'Digitaliséierung den Iwwergang an de Betriber zu der Kreeslafwirtschaft méi schnell ka maachen oder iwwerhaapt méiglech maachen. Dir gesitt also, datt d'Digitalisatioun en zentralen Hiwiel an der Nohaltegkeet an am Endeffekt och am Klimawandel ass. Si hëlleft also, d'Ressourcë méi geziilt a méi effizient, virun allem och d'Energie, méi effizient a méi spueresam anzesetzen.

Vläicht elo en anere Beräich, wann ech vun Nohaltegkeet schwätzen: D'Digitalisatioun erméiglecht eng méi nohalteg Produktivitéit, an och, Aarbechtsplazen ze schafen. An do ass ee pertinent Beispill dat vun der Finanzplaz. Do gëtt natierlech ganz vill mat Computere geschafft. Mä et ass awer och esou mat FinTech an esou weider. D'Digitaliséierung dréit net nëmme derzou bäi, datt eis Finanzplaz méi attraktiv ass, mä si huet eigentlech och erméiglecht, datt mer hei e Beräich hunn, deen eng immens héich Produktivitéit huet mat där Zuel vu Leit, déi en huet. Et ass, wéi de Finanzminister ëmmer seet: „Mat engem Véierel vun de schaffende Leit am Finanzsektor gëtt een Drëttel vum Räichtum vu Lëtzebuerg produzéiert.“ An dat ass eppes, wat am Sënn vun engem qualitative Wuesstum ass.

Voilà, Här President, ech gesinn, d'Auer leeft of. Et kéint een nach stonnelaang driwwer schwätzen. Ech hu versicht, déi ...

(Hilarité)

... véier, fënnef Beräicher kuerz unzeschwätzen, ...

► **M. André Bauler (DP)**.- An dat ganz prägnant!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- ... einfach, wat war, dat wollt ech ënnersträichen. Ech wëll awer och net vergiessen: Ech hunn hei elo eng Rei Saache gesot, ech wëll awer och un den exzellente Budgetsrapport vun Här Bauler ...

► **Plusieurs voix**.- Oh!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- ... erënnere. Well deen hat och schon, ...

► **Une voix**.- Ah!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- ... deen hat och schon als Leitthema d'Digitalisatioun. Ech mengen, do fannt der eng Rei interessant Elementer zréck. Just fir dat awer ze soen ...

► **M. André Bauler (DP)**.- Dat kënnt Der noliesen.

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Ech hunn hei e puer Domänen ugeschwat, déi eis besonnesch wichteg sinn, wou een och gesäit, wat fir Chancen - dat ass jo awer e bëssen der DP hiert Leitmotiv - d'Digitalisatioun bitt, fir de Mënschen d'Liewe méi einfach ze maachen an eis Gesellschaft zum Besseren ze entwéckelen.

Ech hätt nach kënne vill aner Aspekter uschwätzen. Dat maachen ech net. Mä duerfir presentéieren ech dann eng Motioun, dann hunn ech elo meng Zäit och e bësse fir d'Motioun genotzt, Här President.

Et ass eng Motioun, wou, ech géif mech elo net umoossen ze soen, alles dat drasteet, wat ech elo net erwänt hunn oder de Budgetsrapporter net erwänt huet, mä wou awer eng ganz Rei wichteg Saachen opgezielt sinn. An ech sinn och frou, datt déi Motioun d'Ennerschrëfte vun all de Fraktiounen krut ausser deene vun deene Lénken. An da géif ech déi dann och deposéieren.

An ech géif lech Merci soen, datt Dir et esou laang ausgehalen hutt. Merci.

► **Une voix**.- Très bien !

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance de la transition numérique en tant que phénomène à caractère transversal, qui impacte tous les domaines de la société et tous les secteurs de l'économie ;

- considérant les opportunités importantes liées à la transition numérique pour le Luxembourg d'un

point de vue social, sociétal, économique, administratif, environnemental et culturel ;

- considérant également les risques liés à la propagation de technologies digitales, qu'il convient d'identifier le plus tôt possible afin de pouvoir éviter ou limiter leur impact négatif sur notre économie, notre société et nos citoyens en général et tirer au mieux profit de la digitalisation ;

- saluant la priorité du Gouvernement de mettre à profit la digitalisation pour les citoyens par une approche volontariste, accompagnant et promouvant la digitalisation de la société là où cela s'avère nécessaire ;

- considérant la priorité du Gouvernement de positionner le Luxembourg à la pointe de l'implémentation de solutions digitales au niveau sociétal ;

- considérant les opportunités de la digitalisation pour diversifier l'économie nationale ainsi que pour renforcer la compétitivité des entreprises établies au Luxembourg ;

- considérant le besoin d'infrastructures numériques de pointe comme fondement pour la mise en application de tout projet lié à la digitalisation ;

- considérant que la digitalisation deviendra à terme indissociable de toutes nos activités, et que la cybersécurité et la résilience de nos infrastructures numériques doivent être au centre de nos efforts de digitalisation ;

- considérant le potentiel de la digitalisation des processus administratifs d'optimiser les procédures et de simplifier les démarches pour les citoyens et les entreprises ;

- considérant le potentiel de la digitalisation de faciliter et d'améliorer la vie professionnelle et privée de tous les citoyens ;

- saluant la volonté du Gouvernement d'organiser la digitalisation de la société de manière inclusive et participative ;

- soulignant la nécessité d'éviter l'émergence d'un clivage numérique ;

- soulignant l'impératif du respect de la protection des données dans une société digitale ;

- soulignant l'importance d'accompagner et de soutenir les salariés sur un marché de travail en mutation rapide par une offre en formations continues adaptée aux besoins ;

- soulignant l'importance d'une formation initiale tenant compte des compétences requises à l'avenir, notamment les « soft skills » ;

- reconnaissant les efforts des Gouvernements actuel et précédents jusqu'à présent dans différents domaines précités,

invite le Gouvernement

- à réfléchir dès le moment de la conceptualisation de toute nouvelle loi à sa mise en œuvre électronique ainsi qu'à son impact sur la digitalisation,

- à suivre de près l'impact des nouvelles technologies pour garantir l'observance des standards sociaux, environnementaux, de santé publique et de la non-discrimination dans le monde virtuel,

- à mettre en œuvre des solutions numériques qui permettent la communication unique d'informations par les citoyens aux administrations en facilitant l'échange de documents entre administrations,

- à élargir à moyen terme le système électronique de suivi « eTracking » présenté en date du 24 juin 2019 à toutes les procédures administratives,

- à élaborer un plan d'action sur l'inclusion numérique, indiquant notamment des pistes pour garantir l'inclusion des seniors, des personnes à besoins spécifiques ainsi que des personnes avec des difficultés en matière de compétences numériques,

- à continuer à offrir tous les services publics de manière analogue pour les personnes qui n'ont pas accès à internet, ne possèdent pas les connaissances requises ou ne font tout simplement pas le choix du numérique,

- à promouvoir davantage la mise à disposition des données ouvertes des administrations pour améliorer l'accès à l'information et leur utilisation en vue de services utiles et innovants,

- à sensibiliser davantage au sujet du mobbing et du harcèlement en ligne et à renforcer à cette fin le projet « BEE SECURE »,

- à sensibiliser davantage les citoyens et les entreprises aux risques liés aux nouvelles technologies, tels que les cyberattaques, le vol de données, l'extorsion, etc.,

- à renforcer les efforts en matière de protection des données des administrations contre des cyberattaques,

- à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le respect des droits fondamentaux des citoyens en matière de protection des données et de la vie privée dans une société de plus en plus digitale,

- à assurer un haut niveau de compétences numériques des fonctionnaires et employés de l'État par l'offre d'une formation initiale et de possibilités de formation continue adaptées,

- à piloter la transition numérique de façon à utiliser pleinement le potentiel en matière d'efficacité des processus administratifs et d'utilisation des ressources afin d'assurer un développement intelligent et durable du pays en veillant à un équilibre entre les multiples défis économiques, environnementaux et sociaux,

- à institutionnaliser le débat sociétal au sujet de la digitalisation par la création d'un Haut comité de la transformation numérique, intégrant des représentants des différents acteurs de la société civile ainsi que des secteurs économiques concernés, afin de répondre aux préoccupations et craintes des citoyens et d'élaborer des pistes permettant de saisir au mieux les opportunités liées à la digitalisation.

(s.) Eugène Berger, Diane Aehm, Marc Goergen, Martine Hansen, Lydia Mutsch, Roy Reding.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Berger. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP)**.- Merci, Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, Lëtzebuerg steet also, an dat geet och aus deem a mengen Ae ganz interessanten Dokument ervir, dat de Minister eis zur Virbereedung vun dësem Debat zur Verfügung gestallt huet, a Saachen digital Entwécklung ganz gutt do.

Et goufe vill Efforte gemaach, sief et elo am Beräich vun den digitalen Infrastrukturen, der digitaler Verwaltung oder der wirtschaftlecher Diversifikatioun, fir eist Land méi fit ze maachen, an natierlech och méi konkurrenzfähig a méi attraktiv.

Dës positiv Entwécklung hin zu enger „Smart Nation“, déi mir wëlle sinn a ginn, déi kréie mer och vun internationalen Etüde bestätegt, ganz besonnesch am Zesammenhang mat de performante Reseauen, déi mer hunn, an der gudder Ubannung, déi mer hei am Land unzibidden hunn.

Mä net nëmme déi sektoriell a strukturell Mesur ginn an déi richteg Richtung, och bei den digitale Kompetenzen aus dem Bléckwénkel vum sougenannten „capital“, also Capital humain, betruuecht, sti mir als Land guer net schlecht do.

Mat enger Erhéijung vun der Zuel vun de Salariéierten ëm ronn 33 % tëscht 2011 an 2018 entwéckelt sech den digitale Secteur prächtig bei eis. An déi Leit, déi do schaffen, hunn noweiselech exzellente Kompetenzen.

A wann een dann och nach liest, dass Lëtzebuerg bei den digitale Kompetenz vum de weibliche Salariéierten d'Nummer eent an Europa ass, da freet dat eis natierlech ganz besonnesch. Mä hei géif et mech awer och interesséieren, an et ass schonn eng Virriednerin dorobber agaangen, wivill Prozent vun deenen, déi an deene Secteure schaffen, dann iwwerhaapt Frae sinn. Well net ëmsooss sinn Associatiounen wéi Digital Inclusion a WIDE, also Women in Digital Empowerment, zu Lëtzebuerg aktiv, fir Chancëgläichheet am Secteur numérique ze promovéieren, an et kann ee se dofir nëmme felicitéieren.

Dir rappelléiert mer elo sécher, wéi schwéier et ass, fir an deem sech wierklech rasant entwéckelnde Beräich vun der Digitaliséierung déi néideg kompetent Leit ze fannen. Mä grad do huet d'Regierung an deene leschte Jore schonn eng ganz Rei Mesuren ergraff, fir net nëmme am Ausland geziilt Talenter ze rekrutéieren, mä gläichzäiteg an och virrangeg zu Lëtzebuerg op deene verschidde Niveaue geziilt spezifesch Aus- a Weiterbildungsen unzibidden. Ech denken hei beispillsweis u Fit 4 Coding, Fit 4 DigitalFuture oder Fit 4 JobStart, drai Initiative vun der ADEM, an deenen zwee leschte Fäll a Kollaboratioun mat der Chambre de Commerce. Och un de Skill you up fir Leit, déi sech beruflech wëllen ëmorientéieren, oder d'Luxembourg Digital-Skills-Bridge-Initiativ, déi Entrepreneuren a Salariéierten bei den néidegen Émstellung begleet an eng entspreche national Strategie ausschafft.

Mir gesinn also, mir si gutt opgestallt an d'Zeeche fir eng villverspriedend Zukunft sti ganz, ganz gutt.

Erlaabt mer awer trotzdem, e puer méi kritesch Reflexiounen an deesen Debat matanzubringen! De Mënsch soll ëmmer am Mëttelpunkt stoen. Dat ënnersträiche mir an all eisen Discoursen, dat erwaarde mir vun alle concernéierten Akteuren an dat fuerdere mir och vun eiser Regierung. An dach hunn ech den Androck, fir d'Lescht beim Debat iwwert d'5- oder d'6G-Zukunft, an éierlech gesot och e bësse bei dësem Debat, dass déi meescht vun deene méi oder manner ausgeräifte Mesur virrangeg vu wirtschaftleche Consideratiounen gedroe

sinn, vum duerchhaus novollzëbare Wonsch, fir Lëtzebuerg méi kompetitiv ze maachen a beschtméiglech op der Weltkaart ze placéieren.

Bei der Fro, wéi a wou de Mënsch dann elo wierklech am Mëttelpunkt steet, fanne mir virun allem Mesuren, déi de Mënsch als Salarié, als Konsument, als Element an Deel vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg definéieren. Sécherlech, dës Punkte sinn alleguerte ganz, ganz wichteg, et sinn zentral Voleten, wou Antwerten a Léisunge musse fonnt ginn, wa mir d'Erausforderunge ronderëm d'Digitaliséierung meeschtere wëllen. Luewenswäert ass an eisen Aen, dass d'Regierung deen Dossier aktiv a virun allem positiv ugeet. Et hëlleft nëischt, en däischtert Bild vun der Digitaliséierung ze zeichnen, well déi digital Transformatioun ass komm, fir ze bleiwen, an, wéi een esou schéi seet: « Il faut faire avec. »

Eis muss et un alleréischer Plaz drëm goen, fir dëst Bild selwer matzestëmme, andeems mir fréistméiglech déi richteg Jalone setzen a jiddweree matabannen. Hei ass dës Remark och vun alle Riedner gemaach ginn, an dat hunn ech ganz besonnesch wichteg fonnt.

D'Digitaliséierung ass nämlech net, wéi se gären ëmmer duergestallt gëtt, automatesch fir jiddwereen eng Win-win-Situatioun. Net all Problem - Stéchwuert Aarbechtsmaart - léisst sech duerch eng Mesure, eng Weiterbildung, einfach aus der Welt schafen. Tatsaach ass, dass et Leit wäert ginn, déi trotz alle politeschen Ustengunge riskéieren, op der Streck ze bleiwen. An dat dierfe mer net ausblenden an dat musse mer ganz offensiv ugoen. An ech war dem Minister fir déi Richtegstellung direkt am Ufank vu sengem Discours ganz dankbar.

Mir kënnt bei all deenen Diskussiounen de Mënsch mat sengen him eegene Besoinen, mat sengen Ängschten, mat senger Gefiller ganz oft einfach ze kuerz. Dëngt d'Digitaliséierung wierklech un éischer Plaz dem Mënsch? Oder aneschtens ausgedréckt: Wéi kënne mer sécherstellen, dass d'Digitaliséierung virrangeg dem Mënsch guttdeet a profitéiert? Wéi realiséiere mer eis Visioun vun enger Gesellschaft, wou d'Grundprinzipie wéi sozial Gerechtegkeet, Inklusioun, méi Participatioun a Matbestëmmung, méi perséinlech Entfaltungsméiglechkeeten an Zukunftschancen, wierklech am Mëttelpunkt stinn?

Fir mech muss déi zentral Fro sinn: Wéi kënne mir d'Stärke vun eise Land an déi Defien a Chancen, déi sech aus der Digitaliséierung opdinn, Gewënn bréngend fir eis Gesellschaft notzen?

Natierlech si strukturell Upassungen noutwendeg a fir d'Politik besonnesch interessant. Déi kann ee moossen an d'Fortchrëtt, déi ee mécht, kann ee ganz gutt duerstellen. Sozial, ethesch a kulturell Froe sinn dogéint méi schwéier ze erfassen. Et gëtt am Zesammenhang mat der Digitaliséierung gäre gesot: „Dat kënnt. Dat passéiert souwisou, ob mir dat wëllen oder net, an dofir musse mer eis upassen.“

Richteg ass: Déi digital Transformatioun ass e Prozess, dee scho laang amgaangen ass an deen eis Wirtschaft an eis Gesellschaft nohalteg prägen a verännere wäert. E Schnellzuch, deen immens rasant ënnerwee ass an dee guer net méi opzehalen ass.

Trotzdem dierf dëst kee Killerargument sinn, fir méi déif gräifend Diskussiounen iwwert de Sënn an den Zweck, deen d'Digitaliséierung soll erfüllen, net ze féieren, am Contraire. Mir wëssen all, dass et haut scho vill Beispiller gëtt, wou mer d'Plus-value vun den neien Informatiounen - Kommunikatiounstechnologien hannerfroen an eis hirer potenziell negativer Säiten ëmmer méi bewusst ginn.

Huele mer den Handy oder Smartphone, wéi een haut seet: E wonnerbaren Outil, deen et de Mënschen erlaabt, schnell a Kontakt ze trieden, sech auszutauschen, sech méi a méi séier iwwer alles ze informéieren. Déi ganz digital Welt an der Boxentäsch souzesoen.

Op där enger Säit also de Besoin an den Drang, fir ëmmer méi Services mat ëmmer besserem Accès unzibidden. Op där anerer Säit d'Bild vun engem Grupp vu Leit, deen op enger Terrass oder an engem Restaurant sëtzt an iwwerhaapt net matenee schwätzt, well jiddweree mat sengem Handy beschäftegt ass. Onendleche virtuelle Austausch a permanent Erreichbarkeit versus direkt tëschemenschlech Kontakter.

Bei net wéinege Leit huet sech de Gebrauch vum Handy zu enger regelrechter Sucht entwéckelt. Scho bei Kanner taucht de Phenomeen op, dass si net méi ouni kënne sinn. Ouni Handy fille se sech plakeg, kënnen net méi

kloer denken, ginn nervös, wa si en eng Sekonn net hunn. An deem Fall kann ee sech wierklech d'Fro stellen, ob hei nach déi positiv Eegenschafte vum Smartphone - jo, mir och heiansdo - ob déi positiv Eegenschafte vum Smartphone a sengen Applikatiounen iwwerweien. Dese Phenomeen betrëfft net nëmmen déi Jonk, mä all Altersgruppen.

Sollten déi nei Kommunikatiounstechnologien net eigentlech derzou bäidroen, dass de Mënsch méi wäertvoll Zäit fir sech a seng Famill a Frënn huet, méi Entfaltungsméiglechkeete kritt, sech anere Beschäftegungen zouwende kann? Ma de Contraire ass leider oft de Fall! Dëst an aner Problematike goufe laang Zäit ënnerschat, net anticipéiert, net thematiséiert oder carrement ganz ausgebléit. De gesellschaftleche Realitéiten hannendrun, Symptomer behandelen, wa se scho fest an eise Gewunnechte verankert sinn, geet iwwer kuerz oder laang schif.

E weidert Beispill ass d'Entwécklung vun eiser Kommunikatiounsfäegkeet, vun eiser Ausdocksweis, mam Verweis op d'Meenungsvillfalt an d'Meenungsfreiheet: Et dierf alles eraus an et dierfen all Hemschwelle falen. An elo schwätzen ech emol net vun deenen Äusserungen, déi juristesche kënnen a mussen verfolgegt ginn, well se rassistesch, homophob oder sexistesch Contenen hunn.

Dobäi kënn, dass déi digital sozial Medien d'Dier opgemaach hu fir all Forme vu Beaflossung duerch zweifelhaft Contenen, Stéchwuert Fake News oder Hate Speech. Si stellen a mengen Aen eng reell Geför fir eis Demokratie dier. Och an deem Beräich hippet d'Politik oft hannendrun. Dobäi si mer eis eens, dat denken ech op alle Fall, dass mer méi streng Regele fir d'Bedreier vu Social Media brauchen, méi Formatioun, méi Kontroll a méi e strengt Virgoe géint schwaarz Schof. Fir mech gehéiert bei des Opzielung ausdrécklech eng konsequent Medienerzöiung vun eise Kanner an der Schoulausbildung mat derzou.

Hei kënnen enner anerem d'Schwäizer eis gutt Recommandatiounen mat op de Wee ginn. Mat engem eegene Schoulfach a spezifesch Schoulbicher a Programmer ginn d'Kanner vu Klengem u mat Medien an Informatik familiariséiert.

Kolleeginnen a Kollegen, d'Digitaliséierung fir all eenzelne Secteur, lassgeléist ee vun deem aneren, weiderzedreien, ouni kritesch Wäitsicht an ouni d'Zesummepill vun Technik a Gesellschaft ze hannerfroen, wien an eisen Aen e geféierlecht Spill. Mir brauchen dofir e Gesamtbild an e breeden Debat iwwer dat, wat mer wëllen erreechen, an iwwer dat, wat mer net wëllen erreechen.

A genau aus deem Grond begrëisse mir d'Be-reitschaft vun der Regierung, fir e breeden Debat ze entaméieren, mat de Bierger, mat der Société civile, mat alle Communautéiten, effentlechen a wirtschaftlechen Akteuren, mat de Partner aus der Wëssenschaft an der Universitéit. Mir müssen eis bewusst sinn, dass den digitale Wandel ee permanente Prozess ass, deen net nëmmen eis Wirtschaft, mä och eis Gesellschaft nodréiglech an nohalteg verännere wäert.

E puer vun deenen eenzelne Beräicher wëll ech erausschelen an dobäi net virrangeg dee wirtschaftlechen Aspekt, mä virun allem dee mënschlechen a gesellschaftlechen Aspekt beliichten.

Éischtens d'Aarbecht. D'Digitaliséierung bitt nieft de bekannten an hiräichend thematiséierten Aspekter vu Wirtschaftlechkeet a vu Kompetitivitéit déi eemoleg Chance, fir d'Aarbecht esou ze organiséieren, dass déi schaffend Leit u Liewensqualität kënnen gewinnen, Stéchwuert „work-life balance“. D'Digitaliséierung dierf kee Prätext sinn, fir duerch d'Reorganisatioun vun den Aarbechtprozesser nei Hürden opzebauen, déi de soziale Fridden net festegen, mä fragiliséieren. Et ass a mengen Ae méi wéi ubruecht, d'Digitaliséierung als Chance fir eng Humaniséierung, eng Demokratiséierung vun der Aarbechtswelt ze notzen. Am Idealfall sollten déi nei Aarbechtsmodeller am Dialog téscht dem Patron an de Salariéer respektiv hire Vertrieeder ausgehandelt ginn.

Resultat: Eng Win-win-Situatioun fir béid Säiten. Méi géigesäitegt Vertrauen, méi Verantwortung a Participatioun, méi Teamwork, méi Vernetzung, eng méi grouss Innovatiounsbe-reitschaft, wat fir eis Wirtschaft jo och ganz wichteg ass, an, ënnert dem Stréch, méi Satisfaktioun op der Aarbechtspaz.

Dëst setzt awer en Émdenken op béide Säite viraus, net zulescht, wat d'Aarbechtsorganisa-

tion, d'Hierarchiedenken an déi kontinuierlech Uppassung vun informaticheschen Know-how ueget. Si mir gewëllt, dee Mentalitéitswiessel ze vollzéien? Et wier a mengen Aen e Gewënn fir eis allequerten.

An deem Kontext ass och d'Politik gefuerdert, fir schnellstméiglech déi rechtlech Grondlage fir déi ënnerschiddlech Beschäftegungs- an Aarbechtsorganisationsmodeller ze schafen. Och d'Veereenbarkeet vu Famill a Beruff muss nach weider verbessert ginn, wuelverstane fir Fraen a fir Männer. An och déi nei Aarbechtsforme wéi den Teletravail mussen geregelt ginn, fir dass mer net ongewollt an eng eesäitig Aarbechtsopdeeling an der Famill zrëckfalen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - D'Aarbechtszäite mussen grad am digitalen Zäitalter ganz kloer geregelt ginn, an e sougenannt Recht op Onerreechbarkeet muss dréngend agefuerert ginn, och hei zu Lëtzebuerg.

Gläiches gëllt fir d'Uppassung an d'Nobesserung vun Aarbechts- a vum Steuerrecht. Fir eis als LSAP gehéiert zu deser Diskussioun och, dass d'Produktivitéitsgewënner, déi op d'Digitaliséierungsprozesser zrëckzeféiere sinn, gerecht verdeelt ginn, sief et iwwer de Wee vu Lounerhéijungen oder iwwer eng Verkierzung vun der Aarbechtszäit, oder béides.

Zweetens d'Education. D'Formatioun, d'Ausbildung an d>Weiderbildung sinn en essenzielle Schlëssel, fir eng gutt Balance ze fannen tëscht den Ufuerderungen, déi d'Digitaliséierung un eis stellt, an dem Schutz an der Opwärtung vun Mënsch, dee mir jo an de Mëttelpunkt wëlle stellen. Eng effikass Weiderbildung, eng Rei vu Mesuren, déi d'Regierung a verschidene Beräicher schonn an d'Weeër geleet huet, hunn ech am Ufank vu menger Interventioun scho genannt, an de Minister ass nach op weider Mesuren agaan. Dat ass elementar wichteg och fir déi Leit, déi schonn an engem Beschäftungsverhältnis stinn. Mir garantéieren domat, dass si, déi oft eng Ausbildungsgrundlag hunn, wou d'Digitaliséierung iwwerhaapt nach keen Thema war, déi Kenntnesser kréien, mat deene si sech beschtméiglech op déi digital Verännerungen astelle kënnen.

Mir dierfen eis an deem Beräich awer och näischt virmaachen. Vill Salariéer wäerte mir, trotz allen Efforten a méigleche Weiderbildungen, net op de Stand kréien, dass si am Digitaliséierungsprozess eng Jobgarantie hunn.

Kommt, mir maachen eis näischt vir: Duerch d'Digitaliséierung wäerte virun allem vill héich qualifizéiert Aarbechtsplazen an nach vill méi Aarbechtsplazen am sougenannten Niddreg-lounberäich geschaaft ginn. Dertëschent, also am Mëttelfeld, riskéiert d'Loft zimlech dënn ze ginn. Grad da kënn et op d'Kompetenzen an och op d'Eegeninitiatiiv vun deem Einzelnen un, fir sech opzemaachen a sech beschtméiglech an och branchenüwergreifend ze vermaachen. Am Géigesaz zur häiteger Aarbechtswelt, déi sech duerch, soe mer, fest Berufsstrukturen an eng fachspezifesch Aus- a Weiderbildung auszeechent, wäerten an Zukunft déi digital Grondkompetenzen an universell Fäegkeeten, déi sougenannten „soft skills“, besonnesch wichteg ginn.

Op des Entwécklung mussen sech och eis Schoulen astellen. Mat der Digitaliséierung geet d'Entwécklung an Zukunft mat Sécherheet a Richtung vu méi flexibelen Aarbechts- an och Deelzäitaarbechtsmodeller. D'Schoul an d'Beruffsausbildung kommen dofir net derlaanscht, fir fréizäitig an intensiv op d'Méiglechkeeten, d'Chancen an d'Risiko vun enger berufflecher Selbstännegkeet verstärkt virzubereeden.

Am Resumé: Et geet net ouni déi néideg Impulser aus der Bildungspolitik a vun den effentleche Schoulen, soss gëtt de Risiko vun der Ongläichheet duerch d'Digitaliséierung vun der Aarbechtswelt nach weider verstärkt.

An deem Kontext kann de Minister eis vläicht soen, och wann dëst virun allem an de Ressort vun der Education fällt, wou mer dru si mat der Adaptatioun vun de Schoulprogrammer an der Integratioun vun der Education aux médias. D'Medienerzöiung ass a mengen Aen dréngend noutwendeg, fir eise Kanner vu Klengem un e responsablen Émgang mat den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien ze vermëttelen a si och mat de sozialen an anere Medien ze familiariséieren.

An enger ganzer Rei vun europäesche Länner fanne mer erfollegräich Modeller a Best-Practice-Programmer a Schoulbicher zur Informatik a Medienerzöiung vum fréie Primärschoulalter un. An deem Zesammenhang géif et mech och interesséieren, ob deen ugekënnegte Referenzkader bei eis schonn ausgeschafft gouf oder wou mer domadder dru sinn.

Eiser Meenung no dierfe sech des Ustrengungen awer net op de schouleschen a paraschou-

lesche Beräich limitéieren, ganz am Contraire. Dës Approche muss eng ganz breet sinn, wou effentlech Servicer, de Mediesecteur, d'Enseignanten an d'Educatoren, natierlech d'Zivilgesellschaft, d'Privatleit, d'Uni an d'Fuerschung an och déi Professionell aus dem digitale Secteur selwer agebonne ginn.

Meng Fro dofir un de Minister: Gëtt et scho Präzisiounen iwwer déi geplangten Initiativen, fir all déi genannten Akteuren un en Dësch ze bréngen? E puer Hiwaiser hu mer dozou scho kritt. D'Zil ass et jo, fir zesammen e Gesamtbild vun den Ufuerderungen an och vun de Besoine vun eiser Gesellschaft a Saachen Digitalisatioun auszuschaffen.

Stéchwuert „Effentlechkeet“. Am Virbereidungsdokument fir desen Debat gëtt ausdrécklech ervirgestrach, dass d'Effentlechkeet an den Debat iwwer d'Digitaliséierung agebonne gëtt. An dat fanne mir gutt. An deem Zesammenhang gëtt op desen Debat verweisen, deen eng Zort Optaktföunctioun soll erfëllen. An eis géif natierlech interesséieren, wéi eng aner a weider Projeten et elo scho gëtt, fir des Abannung vun der Effentlechkeet weider ze konkretiséieren.

Interessant ass och d'Fro ronderëm d'Bilanzéierung vun de sougenannten „iPad-Klassen“ an eise Lycéeën. Beim leschten Treffe mam Jugendparlament hei an der Chamber hu mir an deem Zesammenhang e ganz gemëschten Tëschebilan vun deene jonke Leit mat op de Wee kritt.

Esou gouf eis enner anerem gesot, dass eng Rei vun Enseignanten eng ganz virsiichteg an zrëckhalend Approche bei desen Outilen hunn. Outilen, déi d'Schüler, eegenen Aussoen no, oft besser beherrsche wéi si selwer.

An der Mediekommissioun vum Conseil de l'Europe si mer gewuer ginn, dass et vum pädagogesche Standpunkt hier net onbedéngt Sënn mécht, all eenzelnen Schüler en eegenen iPad oder Laptop ze ginn, mä éischer den Teamwork an d'Gruppendynamik ze férdere. Vill Schüler fäerten och, dass si duerch deen Outil, dee si fir d'Schoul notzen, vun den Autoritéite kontrolléiert kéinte ginn a sinn dofir zum Deel och selwer retizent, wat hir Utilisatioun ueget.

Émsou méi wichteg schéngt et mir ze sinn, dass mir eis eens ginn, wéi mer des Frostellung an Zukunft handhaben an eis eegen Erfahrungen, déi et emmer gutt ass ze maachen, och propper bilanzéieren.

Drëtens, d'Inklusiv. E weidere Punkt, deen eis Sozialiste besonnesch um Häerz läit, ass dee vun der digitaler Inklusiv. Mir müssen em all Präis verhéieren, dass Mënschen aus diverse Grënn duerch d'Digitaliséierung aus der Gesellschaft ausgeschloss ginn oder nach méi an den Eck gedréckt ginn. Dat wier fatal fir de sozialen Zesammenhalt an e Aarmutszeugnis fir eng modern an humanistesche Gesellschaft.

Speziell geet et hei, an Dir hutt ganz recht, Här Minister, net nëmmen em eeler Leit, em Mën-sche mat enger Behënerung, em Leit, déi vläicht net d'Chance haten, eng gutt Ausbildung ze kréien, oder och allgemeng em Mën-schen, deenen d'Moyenen an d'Méiglechkeete feelen, fir sech anzeklicken a fir derzouzegehéieren.

Initiativen an all deene Beräicher, zu deenen de Bildungssecteur ausdrécklech gehéiert, gëtt et der eng ganz Rei. Wat mer brauchen, ass, an ech hunn et scho gesot, e Gesamtbild, dat sech aus deene verschidene Perspektiven ergëtt, aus deem mir erausschelen, wéi mer déi digital Gesellschaft vu muer offensiv gestalten a begleede kënnen.

Kommt, mir vergiessen net, dass grad déi digital Technologien déi eemoleg Chance bidden, fir Differenzen a Grenzen opzehiewen, wat déi gesellschaftlech Ubannung an Abannung vu verschidene Bevölkerungsgruppen enorm vereinfache kéint! Et wier allerdingens eng Illusioun ze mengen, dass et ouni Effort an Engagement méiglech ass, sozial Grief, déi haut bestinn, sief et an de Beräicher vun der Schoul oder vum Handicap oder vum drëtten Alter oder vum finanzieller Prekaritéit, mat Hëllef vun der Digitaliséierung einfach ewechzeblosen.

Véiertens, d'Datesécherheet. Ech widerhuelen elo net dat, wat hei scho gesot ginn ass. Vill Etüden, enner anerem vun der OECD, weisen drop hin, dass d'Datesécherheet am Zesammenhang mat der Digitaliséierung déi gréisste Suerg vun de Bierger dierstellt.

Dat kléngt deels paradox, well grad elo zur Summer- a Vakanzenzäit vill Leit fräiwëllig an ouni alle grouss Bedenken extrem vill Perséinleches um Netz vu sech präisginn. Trotzdeem, oder vläicht grad dowéinst, muss d'Politik eng grouss Opmierksamkeet op dese Punkt riichten. D'Biergerinnen an d'Bierger hunn e Recht op Privatsphär an op Datesécherheet. An et ass um Stat, déi néideg Regeln zu hirem Schutz opzestellen.

D'Datesécherheet betrëfft mëttlerweil quasi all Beräicher: vum Banken- oder Gesondheetswesen, iwwer de vernetzte Bordcomputer vun Auto, bis hin zum ferngesteuerte Stroumzieler. Zum Deel feelt et nach emmer un dem néidege Bewosstsinn iwwer d'Risiken, deenen eng Privatpersoun oder och e Betrib iwwer déi gespäichert Donnéeën ausgesat ass. Déi steigend Zuel vu Cybergrëff erhéijen dee Risiko massiv.

A ganz ville Beräicher gëtt d'Sécherheet bei der Digitaliséierung komplett ënnerschat. Stéchwuert „ChamberLeaks“, fir emol eis eegen Institutioun als Beispill unzeféieren.

Ech sinn, Här President, ganz stolz drop, dass d'Cybersecuritéit vun deser Regierung scho ganz fréi zur politescher Prioritéit deklaréiert ginn ass. Si kann dobäi op eis voll Énnerstëtzung zielen. Mat deene richtegen Antworten zu alle Froe vun der Datesécherheet steet a fällt dee ganze Prozess vun der Digitaliséierung.

Fënneftens, d'Nohaltegkeet. Kritesch mussen mer och d'Argument ugoen, dass d'Digitaliséierung automatesch eng méi nohalteg Gesellschaft erméiglecht. Neen, d'Digitaliséierung ass net per se nohalteg! Ganz am Géigendeel!

Zum engen ass d'Produktioun vun der digitaler Hardware immens „energievoren“, fir emol dat Wuert ze gebrauchen. D'Materialien, déi fir des Technologie gebraucht ginn, ginn zum groussen Deel enner onmenschlechen, onsozialen an emwelttechnesch méi wéi bedenkeleche Konditiounen ofgebaat an opbereet.

Zum anere brauchen a verbrauchen d'digital Apparater an all hire Formen net nëmme bei der Produktioun, mä och bei der Notzung, Onmenge vu Strom. Haut scho mécht den Internet 7 % vum weltwäite Stromverbrauch aus. Rezente Schätzungen no kéint, jee nodeem wéi rasant des Entwécklung weidergeet, dese Verbrauch bis 2030 em 30 % bis 50 % an d'Luucht goen.

Interessanterweis kann d'Digitaliséierung awer gläichzäitig och hëlfe, Strom ze spueren. Duerch d'Streame vu Filmer - e klengt Beispill - kann am Verglach zur Produktioun an dem Verkauf vun DVDe ronn een Drëttel vun der Energie an deem Beräich agespuert ginn. Mat intelligent vernetzte Carsharing-Systemer, an eise Mobilitéitsminister ass schonn oft dorobber agaan, ass et verschidene Berechnungen no méiglech, a Stied d'Notze vun Privatauto em bis zu 90 % erofzedrücken. Eng enorm Aspuerung virun allem vu fossiler Energie.

Weider kann déi digital Gestiou vum Energieverbrauch an eisen Haiser erstaunlech Aspuerung vu bis zu engem Drëttel mat sech bréngen.

Gläichzäitig mussen mer awer drop oppassen, dass esou Effizienzsteigerungen net zum Bumerang ginn, well, wéi mer et an deene leschte Joren a Jorzéngte beispillsweis mat den Autoe konnte gesinn: Zwar ass de Verbrennungsmotor allgemeng emmer méi verbrauchsarm, spréch méi propper ginn, mä doduerjer, dass d'Autoe gläichzäitig tendenziell méi grouss, méi schwéier a vun der Leeschtung hier méi staark goufen, ass e gudden Deel vun den Erspuernisser nees hifällig ginn.

Et si souguer kritesch Stëmmen, déi behaupten, dass an Zukunft autonom Autoen esou e Succès kéinte ginn, dass si den effentlechen Transport erëm manner attraktiv maachen an den Individualverkéier nees em bis zu 4 % kéinten an d'Luucht dreien. An och doheem am Stot kéint d'Multiplikatioun vu smarte Gadgets d'Energieerspurnisser erëm opfriesen. D'Zukunft seet eis, ob esou Zeenarie realistesch sinn.

Trotzdeem, wa mer eng nohalteg Digitaliséierung ustriewen, da komme mer net derlaanscht, fir eng intelligent an och qualitativ héichwärtig Notzung vun enger wueliwuerluechter Zuel vun Outilen an Apparater ze maachen. Och hei gëllt: Méi ass net onbedéngt besser, a scho guer net automatesch méi nohalteg. D'Debatt iwwer eise Wuesstum passt dofir duerchaus och an de Kontext vun der Digitaliséierungsdebatt eran.

Ofschléissend, Här President, wollt ech am Numm vun eiser Fraktioun der Regierung, a besonnesch dem delegéierte Minister vun der Digitaliséierung, e grouse Merci soen, dass si e breeden Debat zu deem Thema ustrief a ganz um Ufank vun deser Legislaturperiode an eis dobäi eng privilegiert Partnerschaft ubitt. D'Politik, an do steet d'Chamber un alleréischer Front, dierf net fäerten ze reguléieren a muss virun allem derfir suergen, dass d'Digitaliséierung net virrangeg vu Wirtschaftssäit gedriewen a vu Gewënnorientéierung gepräägt ass.

Déi vernetzte Gesellschaft vu muer, déi mir ustriewen an déi och an der Motioun vun de Majoritéitsparteie reflektéiert gëtt, ass eng méi gerecht, eng méi nohalteg an eng méi mënschlech Gesellschaft.



An ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Mutsch. Den nächsten age-schriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Et ass deen „honorabelen“.

(Hilarité et interruptions)

► **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, Merci effektiv och vun eiser Fraktioun dofir, d'Méiglechkeet ze hunn, eis an de Prozess vun der Digitaliséierung kënnen anzebréngen.

Haut de Mëtteg ass vu menge Virriedner hei scho vill zur Digitalisatioun vun eisem Land a vun eiser Wirtschaft an zu de Chancen, déi domadder verbonne sinn, gesot ginn. Ech wäert duerfir probéieren, net alles ze widderhuelen, wat scho vun anerer Säit dozou gesot gouf, a wéilt mech a menger Interventioun fir déi gréng Fraktioun haaptsächlech op zwee Beräicher fokusséieren, déi mer besonnesch um Häerz leien a wou ech méi am Detail op d'Digitalisatiounseffort wäert agoen. Dat wäeren d'Schoul an de Gesondheitsberäich.

Erlaabt mer awer hei fir d'Éischt e puer grond-sätzlech Remarken!

D'Digitaliséierung bitt en enormt Potenzial fir déi zukünftige Entwécklung vun eisem Land. A mat der Digital-Luxembourg-Initiativ vun 2014, mat der breet vernetzter Strategie zur d'rëchter industrieller Revolutioun, dem sougenannte Rifkin-Rapport, a mat etlechen aneren Initiativen hu mir eis eng kloer Marschroute ginn, fir dëst Potenzial ze erschléissen, fir d'Risiko méiglechst fréizäiteg ze erkennen a fir d'Chancen effikass ze notzen.

Mir müssen allerdéngs oppassen, an dat läit eis als Gréng besonnesch um Häerz, dass mir an eisem ganzen digitalen Aifer net aus den Ae verléieren, wat fir en Zil mir mat der Digitaliséierung vun eiser Wirtschaft a vun eiser Gesellschaft verfolgegen. De Minister Hansen huet dat schonn op e puer Plaze gesot: Et geet dréms ze kucken, datt d'Digitaliséierung de Leit déngt, datt déi digital Innovatiounen eiser ganzer Gesellschaft déngen an net méi Problemer schafen, wéi se behiewen. Dat heescht, mir müssen och iwwerleeën, wéini a wou et vläicht kee Sënn mécht ze digitaliséieren.

Am Beräich vun der Wirtschaft musse mir dat digitaalt Potenzial esou notzen, datt et d'nohalteg Entwécklung vun eiser Wirtschaft férdert. D'Digitaliséierung bitt hei effektiv grouss Chancen, fir méi ressourceneffizient ze schaffen an eis limitéiert Ressourcen ze schounen. Gläichzäiteg musse mer awer oppassen, datt dee berüchtigte Rebound-Effekt dës positiv Effekter an Effizienzgewënner net direkt nees oprësst, zum Beispill duerch Saachen, Produkter oder Servicer, déi, wann een d'Energie- oder d'CO₂-Bilanz oder och nëmmen de konkreten Notze fir de Client kuckt, net ëmmer Sënn maachen.

Mir sollten also net probéieren, per force all eenzelne Bestanddeel vun eisem Liewen ze digitaliséieren, mä konsequent op déi Technologien an Innovatiounen setzen, déi eis dem Zil vun enger Green Economy méi no bréngen. Ech denken do zum Beispill un d'Transitioun fort vun der Wegwerfgesellschaft a Richtung vun enger Kreeslafwirtschaft. Dobäi ass et immens wichteg, dass mir d'Kreeslafwirtschaft net just als e Wirtschaftszweig vu ville gesinn, mä dass d'Prinzipie vun der Économie circulaire an all de Branché vun der Wirtschaft applizéiert ginn.

Ech denken awer och un eng tatsächlech Sharing Economy, eng dezentraliséiert Energieversuergung op der Basis vun erneierbaren Energien, wou all Notzer souwuel Produzent wéi Konsument ka ginn, un eng effikass a flexibel Mobilitéit, wou per digitaler App all Notzer iwwerall an zu all Zäit déi fir säin Trajet beschten Transportoffer kann notzen.

Hei bitt sech e risegt Potenzial. A mir gesinn, datt d'Regierung sech däers och bewosst ass an datt se schonn amgaangen ass, et ze notzen.

D'Digitaliséierung betrëtt awer natierlech net nëmmen eis wirtschaftlech Entwécklung. Se betrëft méttlerweil all Einzelne vun eis an och de Fonctionnement vun eiser ganzer Gesellschaft. Nieft dem zentrale Punkt, datt mer net dierfen alles coôte que coôte digitaliséieren, wat méiglech ass, mä ëmmer de Benefis fir eis Gesellschaft a fir eis Liewensqualität muss am Mëttelpunkt stoen, hunn ech nach en zweeten transversale Punkt, op deen ech kuerz wéll agoen. Dat ass d'Resilienz.

„Resilienz“ kënnit vum latänesche Wuert fir „opprallen“ a beschreift d'Widerstandsfähigkeet géint Krisen an d'Fähigkeet, Krise schnell ze meeschteren. Et geet bei der Resilienz enger-

säits ëm de Grad u Verletzbarkeet vu Gruppen, Gesellschaften, Länner oder ganzen Ökosystemer, an anerersäits och ëm d'Fähigkeet, aus dese Verletzungen ze léieren, besser op déi nächst Gefore virbereet ze sinn.

Ech denken, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt schonn, op wat ech eraus wéll. Als Gréng ass et eis immens wichteg, déi Notioun vu Resilienz, déi eis och am Beräich vun der Ökologie an dem Ëmweltschutz wichteg ass, fir dës Notioun och am Beräich vun der Digitaliséierung an de Mëttelpunkt ze stellen.

Wann eis ganz Gesellschaft nach méi digital soll ginn, well se dat jo elo schonn zu engem groussen Deel ass, da muss dës digital Gesellschaft awer esou opgebaut ginn, datt et méiglechst net zu engem digitale Super-GAU ka kommen. Eis haiteg an zukünftige Gesellschaft muss och nach kënnen méiglechst gutt funktionnéieren, wa grouss Deeler vum System gestéiert wäeren oder et souguer zum digitale Blackout kéim.

Dat géllt natierlech och elo scho fir sämtlech kritesch Infrastrukturen hei am Land, wéi zum Beispill d'Waasserversuergung, de Strom oder d'Telekommunikationsnetzer. Mä d'Digitaliséierung verstärkt de Risiko nach eng kéier, well si all dës Infrastrukturen op deen een oder anere Wee matenee verbënnt.

E Blackout opgrond vun Naturkatastrophen, kriminellen Aktiounen oder Feeler hätt dramatesch Konsequenzen fir eis Wirtschaft an eis Gesellschaft. Et geet also dréms, dee ganze System an eiser Wirtschaft, bei der staatlecher Verwaltung, op de Gemengen an och bei eis doheem esou ze gestalten, datt et op kee Fall zu engem Dominoeffekt bis hin zu engem digitale Blackout ka kommen.

De Fazit vu mengen zwee éischte Punkten ass deemno, datt et fir eis, fir déi gréng, vun entscheidender Wichtigkeet ass, d'Haaptprioritéit net op d'Vitesse vun der Digitaliséierung ze leeën, mä op d'Effizienz an op d'Resilienz.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Virun allem an dësen zwee Beräicher muss Lëtzebuerg eiser Meenung no Virreider ginn, well mat der Effizienz a mat der Resilienz vun eiser digitaler Infrastruktur an den dorobber ugebuedene Servicer steet a fällt de Benefis vun der digitaler Revolutioun fir eis Gesellschaft.

Lëtzebuerg ass hei méttlerweil awer scho ganz gutt opgestallt. An déi privat an effentlech Instituter, Firmen a Plattformen maachen eng exzellente Aarbecht. Dozou gehéieren zum Beispill d'Initiativ „security made in Lëtzebuerg“ mat cases.lu, de CIRCL an de C3, grad ewéi de SIGI an de CTIE bei de Gemengen a beim Stat. Op der Uni a beim LIST gétt éischtklassseg Fuerschung an Innovationsaarbecht geleescht.

An och wat d'Sensibilitéit fir d'Cybersecurity bei de Betriber ugeet, si mer um richtege Wee. Trotzdem soll d'Regierung awer an Zukunft nach méi Efforten hei drastischen, speziell och a Richtung kleng Betriber a Selbststänneg.

E grouse generelle Besoin fir Opklärung zum Thema Cybersecurity an dem sécheren Ëmgang an der digitaler Welt gétt et awer virun allem beim grand Public. Ech hat och schonn a menger Ried zum Projet de loi 7314 iwwert d'Sécherheet vun de Reseauen an den informatésche Systemer an der EU gesot, datt den Notzer dacks déi am einfachsten ausnotzbar Schwaachstell ass an hie sech däers och muss bewosst sinn. Dat heescht, datt hien aktiv iwwert d'Risiken an d'Best-Practicen informéiert muss ginn. Hei gesi mir de Besoin fir eng systematesch Sensibiliséierung a Formatioun souwuel fir de Bierger vun all Alter wéi och fir d'Betriber an hir Beschäfteg.

Mir Gréng gesinn dës méiglechst breet Opklärung iwwert d'IT-Sécherheet als eng Conditio sine qua non fir d'Cyberresilienz, dat heescht fir d'Stärkung vun eiser Gesellschaft am Ëmgang mat digitale Geforen, Reseauausfall, Dateklau, Dateverloscht, Spionage an esou weider.

Déi jonk Generatioun, eis „digital natives“, wéi se op Englesch genannt ginn, weess an der digitaler Welt sécherlech besser, mat den Apparater an den Applikatiounen ëmzegoen a se kreativ ze notzen. Et feelt awer och hinne ganz dacks um grondsätzleche Verständnis vum Digitalen, vum Fonctionnement hannert den Appen, vun den Algorithmen, den Datentransferen an esou weider.

Dëst Verständnis ass awer zum Beispill och néideg, fir sech selwer ville Sécherheitsrisiken a Limiten am Alldag bewosst kënnen ze ginn. Hei ass also och d'Schoul an enger ganz besonnescher Verantwortung. Ech komme gläich nach heirobber zrëck.

Fir mech ass d'Schoul virun allem och ganz generell an der Verantwortung, déi digital Methoden an Instrumenter ze notzen, fir de Schüler-

innen a Schüler an all Fachberäich d'Wësse méiglechst effikass ze vermëttelen a si op d'digital Welt ze preparéieren.

D'Bedeitung vu Wëssen huet sech duerch den digitale Wandel an alle Liewensberäicher allerdéngs geännert. Duerch d'Digitaliséierung bestinn haut ganz aner Méiglechkeeten, d'Wëssen ze vermëttelen. Dat, wat ze wëssen ass, huet och zum Deel geännert, well een eben aner Moyenen huet, dorop zrëckzegräife wéi nach virun 10 oder 20 Joer.

Quitte dass awer och en analogt Grondwësse muss bestoe bleiwen a mer eis net nëmmen op déi digital Mediae solle verloossen. Och hei géllt dat, wat ech ufanks als transversal Remark sot: „Net alles muss onbedéngt digital sinn, mä just dat, wat Sënn mécht.“

D'Zil muss sinn - an ech denken, do si mer eis all eens -, dass jonk Mënschen op hirem Bildungswee déi Kompetenze vermëttelt kréien, dass se sech reflektéiert a kreativ kënnen an hirer privater a professioneller Liewenswelt vun haut a muer bewegen. Kloer ass och, dass déi nohalteg Ofsécherung vun der Lëtzebuerg Wirtschaft entscheidend dovunner ofhänkt, ob mer Leit um Aarbechtsmaart fannen, déi op d'Ufuerderung vun digitalen Aarbechtsmaart virbereet sinn. Déi digital Bildung an all eise Schoulen a Weiterbildungszentren ass d'Basis fir d'Innovationsfähigkeit vun eiser Gesellschaft an eiser Wirtschaft. Dofir ass et wichteg, dass d'Regierung, esou wéi dat och am Koalitionsvertrag steet, d'Bildung zu engem zentrale Schwéierpunktthema an hirer Digitalisierungsstrategie mécht.

Fir dëst an d'Realitéit ëmzesetzen, müssen awer verschidden Objektivier erreecht ginn. Sou müssen d'Enseignanten op den digitale Wandel virbereet ginn. Dat heescht, dass d'Enseignanten, déi elo ausgebild ginn an déi elo scho schaffen, beschtméiglech an digitaler Bildung forméiert ginn. D'Schoule sollen zum Zentrum vum Erléiere vun digitale Kompetenz ginn. Dat geet vum grondleeëndem Ëmgang mat den digitale Medien iwwert den zilorientierten Asaz am Unterrecht bis hin zur Neigestaltung vum Unterrecht mat Mëttelen, déi bis viru Kuerzem nach net méiglech waren.

Wichtig ass, dass dëst transversal duerch all Fächer an och alle Schoule geschitt, fir dass mer keng Exklusivoun vu verschiddene Schüler oder Regione kréien. Wëssend, dass elo scho Schwierigkeete bestinn, fir qualifizéiert Leit um Aarbechtsmaart ze fannen, muss niewent dem digitalen Allgemengwëssen och eng geziilt digital Ausbildung ugebued ginn, esou wéi dat a verschiddene Lycéeën schonn de Fall ass, fir Leit ze forméieren, déi am digitale Secteur kënnen schaffen an dee kënnen mat weiderentwëckelen.

Den Educatiounsministère huet méttlerweil dräi Lycéeën de Label „Future Hub“ ginn, well si sech fir déi nei Technologien an d'Formatioun am Beräich STEM - Sciencen, Technologien, Ingenierie a Mathematik - opgemaach hunn.

Zanter dem Schouljoer 2017/2018 gétt et och an zwee Lycéeën eng I-Sektioun, déi Digital Leaders a Professioneller am IT-Beräich soll ausbilden.

D'Digitaliséierung an der Schoul soll och erlaben, d'Schoulen, d'Léierpersonal an d'Schüler ze vernetzen, soudass déi pädagogesch Uwendung, Fortbildungsproposen, digital Bildungsinhalte, Schoulerwaltungsprogrammer a Léier-Appen fir Smartphones an Tablets eng Gesamtrumme kënnen kréien, an dass esou jidder-een op deemselwechten Niveau ka léieren a schaffen. Dëst bedeit awer, dass d'Schoulen eng verlässlech, schouliwwergräifend, date-schutzkonform an dauerhaft verfügbar Grondinfrastruktur brauchen, wat natierlech mat engem groussen Investissement a Material an a Personal, datt d'Maintenance vun dëser Infrastruktur muss maachen, verbonnen ass. Mä den Opwand muss et eis wäert sinn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Eng aner Prioritéit muss sinn, dass all Biergerinnen a Bierger d'Chancé vun der Digitaliséierung souwuel am Private wéi am Berufleche kënnen néizen. Duerfir ass et wichteg, en digitaalt Bildungskonzept vun der Schoul iwwert d'Ausbildung an d'betrieblech Weiterbildung bis hin zur Qualifizierung vun eelere Leit ze entwëckelen. Déi digital Welt ännert esou séier, dass ee permanent Upasse vun Wëssen néideg ass. Och an dese Beräicher gétt et méttlerweil zu Lëtzebuerg Formatiounen, mä dat mat deelweis groussen Ënnerscheeder. Et wär gutt, dës Coursé besser ze koordinéieren.

Wéi gesäit et dann aktuell um Terrain aus? Ech huelen d'Beispill vum Secondaire.

Och ech si Papp vu véier Kanner, am selwechten Alter wéi dem Här Minister seng. Si sinn am Secondaire, an duerch d'Kanner hunn ech méttlerweil eng gutt Iwwersiicht an ech hu lei-

der d'Impressioun, dass et un enger Gesamtstrategie feelt - oder zumindest gefeelt huet - um Niveau vun der Schoul.

Meng Virstellung war ëmmer, dass menge Kanner hir digital Kompetenz wuel schonn ab engem Alter vu 15 Joer meng bei Wäitem géifen iwwertreffen an dass ech da vun hinne kéint léieren, fir net ze soen, profitéieren, fir zum Beispill extravagant PowerPointe kënnen ze maachen oder doheem en Internet- an Telefonsnetz opzebauen.

Ech muss awer feststellen, dass ech nach ëmmer doheem den ICT-Spezialist sinn. D'Kanner kennen zwar all Tricken an d'Appen, si hunn awer an der Regel kee Basis-ICT-Wëssen, dat heescht: Wat ass e Computer oder en Tablet? Wéi fonctionnéiere se? Wat sinn Daten? Wou si se gespächert? Op hirem Apparat? An enger Cloud? Wéi fonctionnéiert eigentlech en E-Mail? Wéi kommen Donnéeën vum A op B? Si se sécher? An esou weider. Honnerte Froe stelle sech. Dëst gétt och net geléiert, weder iwwer eng transversal Approche nach iwwer e spezifesch ICT-Fach. Een- bis zweemol en Exposé vu BEE SECURE geet do leider net duer.

Ech hunn duerfir d'Impressioun, dass de richtege Wee am Enseignement nach net fonnt ass. Soll mat interaktiven Tafel geschafft ginn, oder awer léiwer mat Tablets oder vläicht mat béidem?

Zanter der Rentrée 2017/2018 hunn d'Lycéeën elo d'Méiglechkeet, am Kader vu Projets pédagogiques hire Schüler Tablets zur Verfügung ze stellen. Mä och hei stelle sech verschiddene Froen: Soll op deenen Tablets alles fräigeschalt sinn oder solle just déi Appen d'äerfe funktionnéieren, déi am Cours gebraucht ginn? Ech mengen, d'Madamm Mutsch hat dat och schonn ugeschwat. Oder: Sinn d'Enseignanten an den Tabletsklasse genuch forméiert, fir de Schüler digitaalt Wësse kontinuéierlech kënnen ze vermëttelen?

D'Jugendparlament stellt sech déi Froen och, wéi een an hirer Resolutioun zu den Tablets an der Schoul, déi se de 7. Juni hei an der Chamber deposéiert hunn, ka liesen a wouriwwer mir eis länger mat hinnen ausgetoscht hunn. Kloer Äntwerten op all dës Problemer sinn d'Viraussetzung, fir effikass, effizient a responsabel mat der digitaler Welt ëmzegoen, speziell och mat senger eegenen oder aneren hire perséinlechen Donnéeën, wëssend, dass all Einzelne eng Schwaachstell am privaten oder professionelle System ka sinn.

Här President, en anere Beräich, wou et wierklech am Sënn vum Wuert op all eenzelne Mënsch ukënnit a wou digital Schwaachstellen a Feeler kënnen dramatesch Konsequenzen hunn, ass onst Gesondheitswiesen, e Beräich, deen ech jo och aus mengem anere Liewen als Apdikter gutt kennen. Am Fall vu Krankheet läit eis näischt méi um Häerz wéi déi beschtméiglech Versuergung. D'Gesondheet ass fir jidderree prioritär.

An der Digitaliséierung vum Gesondheitswiese besti grouss Potenzialen, fir aktuell Erausforderungen, wéi zum Beispill den demografesche Wandel, ze meeschteren. Si bitt Méiglechkeeten an der Diagnos an an der Therapie vu Krankheeten, bei der Präventioun oder an der Krankheitsversuergung an an der Fleeg, déi nach viru Joren ondenkbar waren. Fir eng kohärent digital Gesondheitsstrategie ze entwëckelen, muss mir duerfir Objektivier a Kritären definéieren, déi zesumme mat den Akteuren um Terrain sollen ausgeschafft an diskutéiert ginn.

Och am Gesondheitsberäich ass et wichteg, net alles ze digitaliséieren, mä just dat, wat sënnavoll ass. An och hei ass net d'Vitesse dat Wichtigst, mä d'Qualitéit an d'Sécherheet.

Ech wéll dat mat engem Beispill aus mengem Beruff verdäitlechen: Wéi ech viru 26 Joer ugefaangen hu mat schaffen - dat heescht ufanks den 90er Joren, wou de World Wide Web grad gebuer war -, ass den Datentransfert téschent dem Dokter, dem Apdikter an der Krankeess komplett iwwer Pabeier gelaf. Den Dokter huet dem Patient en handgeschriwwen Rezept ginn, deen domadder an d'Apdikter gaangen ass, wou mat der Hand op d'Rezept geschriwwen gouf, wat de Patient geholl huet, an d'Rezept ass an d'Krankeess geschéckt gi fir de Remboursement. Deemools ass et an der Apdikter kee Computer ginn, also och keen digitale Patientefichier.

Haut leeft e Pilotprojet mat elektronische Recepter, wou d'Zil ass, dass den Dokter dës E-Prescriptioun op e Server leet. De Patient soll da mat senger E-Patientekaart bei den Apdikter goen, deen dann Accès op d'Rezept krit, dëst

kann exekutieren, an d'Donnéë ginn dann direkt op d'Gesondheitskeess iwwermittelt. Iwwert den digitale Patientefichier kann den Apdikter och kontrolléieren, ob de Patient affiliéiert ass oder net. Dat ass fir mech effizient a sénnvoll.

Et kéint ee sech awer och eng digital Weiderentwicklung virstellen, wou de Patient an en Apparat eraklémt, Sensore medezinesch Wäerter kontrolléieren an dës a Relatioun mam digitale Patientendossier setzt, wou dann eng E-Prescription generéiert gëtt, op Basis vun där de Patient ka mat senger elektronischer Patientekaart bei eng Apdikter goen, wou en déi Kaart an e Computer stécht an dann e Pak mat senger Medikamenter plus Explikatiounen ausgelievert kritt, ouni iergendeng Persoun begingt ze hunn.

Fir dass mer eis net méssverstinn: Dëst ass eng Fiktioun, déi ech als definitiv net sénnvoll empfinden, well ech der Meenung sinn, dass déi mënschlech Beziéung tëschent dem Patient an dem Corps médical vu gréisster Wichtigkeit ass a fir d'Wuel vum Patient zielt.

D'Zil am Sënn vun der digitaler Effizienz muss sinn, duerch d'Notzung vun den digitalen Technologien den Erhalt vun der Gesondheet ze förderen an d'Qualitéit vun der medezinescher Versuergung weider ze verbesseren.

Natierlech muss och bei der Digitaliséierung vum Gesondheitswiesens e groussen Akzent op d'Resilienz a speziell och op den Dateschutz an d'Datesécherheet gesat ginn. Am Koalitiounsvertrag steet, dass d'Regierung wëllt den Austausch deelen an d'Notze vun den Daten an engem sécherer Kader favorisieren. Duerfir solle kuerzfristeg Moyenen zur Verfügung gestellt ginn, fir den Dossier de soins partagé - den DSP - ze generalisieren an d'Plattform eSanté en place ze setzen. Parallell soll d'Telemedezinn entwéckelt an en place gesat ginn.

De weideren Developpement vun eSanté erlaabt et och, déi elektronesch Ordonnance, déi momentan an enger Testphas ass, ze generalisieren a verschidden administrativ Demarchen, wéi en Arrêt de travail zum Beispill, ze dematerialisieren.

Fir den Echange vun Informatiounen mam DSP ze vereinfachen an d'Multiplikatioun vun Ënnersichungen ze evitéieren, soll eng enzeg informatesch Plattform geschaf ginn, wou all Akteure mat hirem informatesch System kënnen drop zrëckgräifen, fir déi Daten dropzesetzen oder erofzelueden, wou si den Accès derfir hunn. Dës kann de Patient mat senger elektronischer Patientekaart ginn oder net. De Patient huet domadder d'Kontroll iwwer säin elektronischen Dossier a kann zum Beispill och en zweeten Avis froen, ouni missen den Dossier mat hin- an hierzuschleefen.

Dat alles si wichteg a sénnvoll digital Entwécklungen an der Santé, déi a verschiddene Beräicher kënnen agesat ginn, zum Beispill an der Vernetzung vun de Gesondheitspartner. D'Digitaliséierung hëllef, déi ambulante a stationäre Versuergung ze verbesseren, ouni den direkte Kontakt tëschent dem Dokter an dem Patient ze vernoléisseggen, deen d'Regel muss blieden.

Sou kann zum Beispill e Patient ënner bestëmmte Bedéngungen à distance iwwer Telemedezinn vu sengem Dokter konsultéiert ginn oder den Dokter ka sech bei engem Kolleg an engem Spidol en zweeten Avis froen. A bei chronischer Krankheet kann den Telemonitoring eng kontinuierlech Betreuung op Distanz garantéieren a gesondheetlech Verschlechterunge méi schnell detektieren.

Am ländleche Raum kéint déi digitale Vernetzung vu regionale Gesondheitsakteure mat Hëllef vum DSP eng besser Koordinatioun vu Gesondheitsförderung, Präventioun, Rehabilitatioun, Fleeg a Medikamenterversuergung méiglech maachen.

Och d'Fleeg ass e Beräich, wou d'digital Uwendungen de Patient Verbesserung kéinte bréngen, zum Beispill andeems se de Betreffenen erlaben, méi laang a méi selbststänneg an hirem vertrauten Ëmfeld ze blieden. Am Fleegeheim kéint d'Telemedezinn eng enk Zesummenaarbecht vum Fleegepersonal mat de betreuenden Dokter erméiglechen, soudass d'Patiente manner laang a Spideeler misste leien. Donnéeë wéi EKG, Bols a Blutdruck kéinten digital iwwermittelt ginn, soudass den Dokter och op Distanz déi néideg Informatiounen hätt, fir eng optimal Nobehandlung ze maachen.

En drëtter Beräich ass d'Stärkung vun der personalisierter Medezinn. D'Entwécklung vun der Digitaliséierung schafft nei Méiglechkeete fir d'Behandlung vu schwéiere Krankheeten. Jee no

Krankheitsbild kënne souguer moosgeschneldert Therapien entwéckelt ginn. D'Konditioun dofir ass awer och den Zougang an d'Analys vu perséinleche klinische Patientendaten.

Niewent der digitaler Datesammlung an -auswärtung wëllt d'Regierung och den Developpement vun de Gesondheetstechnologien am Beräich vun der Recherche biomédicale weiderféieren. De 27. Juni war heizou en interessanten Artikel am „Tageblatt“ mam Titel: „Mit 3D-Drucker gegen Krebs: Weltweit erstes Pilotprojekt kommt nach Luxemburg.“

Ëm wat geet et? Zanter engem Joer schafft de südkoreanesche Kriibsfuerscher Kwon Yong-jun am Luxembourg Institute of Health, wou en un engem Projet fuerscht, fir mat Hëllef vu sengem selwer entwéckelten 3D-Bioprinter d'Aktivitéit vu Kriibsmedikamenter op engem Patient sengen Tumorzellen ze testen, fir esou erauszufannen, wéi eng Medikamenter bei deem Patient am beschte wierken. Gëtt deen Test praxiséiert, kéint dat bedeuten, dass een d'Wirkung vun de Medikamenter bei verschiddene Kriibszorte kéint verbesseren, well ee méi geziilt d'Medikamenter kann administréieren.

D'Froen, déi sech bei all dësen innovativen digitalen Projete stellen, sinn: Wéi wäit kann een an der Digitaliséierung an an der Erhiewung vun den Donnéeë goen? Wéi ginn d'Date verwalt a wie ka mat der Erlaabis vum Patient Asiicht an dës Date kréien?

D'Froen vun der Datesécherheet a vum Dateschutz, dat heescht dem Schutz vun de perséinlechen Donnéeën, sinn am medezinesche Beräich natierlech besonnesch wichteg. An deem Fall ass eng ganz real Bedrohung zum Beispill eng Hackerattack, déi mat engem Erpressungstrojaner, deen iwwer en E-Mail-Attachment ageschleist gouf, eng ganz Klinik lamgellecht huet. Dat ass zum Beispill 2016 an Däitschland zu Neuss an Nordrhein-Westfalen geschitt, wou et ee Mount gedauert huet, bis och dee leschte Klinikcomputer nees operationell a sécher war.

D'Resilienz an d'Sécherheet vun de perséinlechen Donnéeën virum Dateklau sinn an der Santé extrem wichteg, well dës SantéDonnéeë fir Hacker potenziell wäertvoll sinn an dës probéieren kéinten, Patienten, Kliniken an Dokteschpraxissen ze erpressen. Wéi wichteg an deem Zesummenhang eng breet Opklärung an Hëllefstellung zur IT-Sécherheet speziell fir Dokteschpraxissen, Apdikten, Cabinets de psychologie, kleng Laboen an esou weider sinn, weist eng ganz nei däitsch Studie vum Daachverband vun den Assurancen, déi zum Schluss koom, dass Mataarbechter an de Sekretariater genee wéi och Dokter oft noléisseg mat der Datesécherheet ëmginn. Néng vun zéng Dokter hätten zum Beispill ganz licht errodbar Passwierder benotzt, wéi „Praxis“, „Behandlung“ oder einfach den Numm vum Dokter. Dat gëtt engem dach schon ze denken.

Duerfir muss Lëtzebuerg, speziell an der Santé, beim Dateschutz a bei der Datesécherheet e Virreider ginn.

Den Débat de consultation vun haut de Mëtteg fousst op der Analys vun der Regierung, dass d'Digitaliséierung eng Chance fir Lëtzebuerg ass a mir e Virreider solle ginn. déi gréng deelen dës Analys. A menger Interventioun war et mir allerdéngs wichteg, net just op dës Chancen hinzewiesen, mä virun allem e puer zentral Risiken a Limite vun der Digitaliséierung ze beleuchten. Als Gréng ass et eis, wéi gesot, wichteg, dass mer op d'Effizienz oppassen.

D'Digitaliséierung muss sénnvoll sinn an eiser Gesellschaft hëlfechen. Dat geet awer nëmme, wann de System och méiglechst resilient ass. D'Sécherheet an d'Netzlechkeet mussen am Zentrum vun den Digitaliséierungsefforte stoen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här Präsident. Ech muss ganz schamlos zouginn, dass ech elo probéieren, mech bei menge Kollege beléift ze maachen, andeem ech meng Ried ëm méi wéi d'Halschent gekierzt hunn.

(Exclamations)

Digitalisierungschancen a -risiken: Iwwert d'Chancen hu mer ganz vill héieren, besonnesch vum Här Berger, mä et ass u sech lëscht, wann een d'Regierungssynthesen iwwert d'digital Verännerung liest. Et gëtt un engem „Paradigmewissel“ geschwat. Mir sinn awer der Meenung, dass 75 % vun den Themen, déi hei ugeschnidde ginn, eigentlech schon al sinn a schon zanter 20 Joer diskutéiert ginn.

Fir eng Regierung, déi op d'Wuel vun hire Bierger opzepasst huet, ass dat Dokument eis dann och eng Grätz ze vill euphoresch positiv.

Elo kann een där Technologie positiv géint iwwerstoen, a Lëtzebuerg soll - der Däiwel! - keng digital Insel ginn, mä et ass awer trotzdem op déi negativ gesellschaftlech, gesondheetlech an ekologesch Auswierkungen, déi d'Digitaliséierung huet, hinzewiesen. Dat ass och scho geschitt.

Bei aller Euphorie vun eiser Regierung fir d'Digitaliséierung muss ee fir d'Alleréischte festhalten, wivill eleng d'Hierstellung vun der Hardware kascht. Eleng zanter der Aféierung um iPad, déi den Här Berger ganz richtig op 2007 datéiert huet, sinn an deenen nächsten zéng Joer 38.000 Tonne Kobalt, 107.000 Tonne Koffer an 157.000 Tonnen Aluminium fir d'Hierstellung vun deene Smartphones verbraucht ginn. Ouni vun deenen Tonnen anere Materialien ze schwätzen, déi zu engem ganz groussen Deel ënner erbäermlechte sozialen Ëmstänn a grujelechsten Ëmweltstandards geféiert ginn.

An dat ass elo nëmme den Device Smartphone. Dobäi komme jo dann d'Computeren, d'digital Infrastrukturen, d'Datekabeln, d'Serverparken, d'Datenzentren an esou weider an esou fort. Bref, der ADR hirer Usicht no ass d'Digitaliséierung alles anescht wéi per se nohalteg.

D'Kollegin Lydia Mutsch huet mat Recht op de Stromverbrauch higewisen. Ouni dat elo wëllen ze widerhuelen, kann een awer soen, dass mer haut scho bei ronn 9 % Stromverbrauch eleng duerch ICT leien. An dee Bedarf wësst duebel esou séier wéi deen anere Strombedarf. D'Lydia Mutsch huet gesot, 2030 kéime mer an der Moyenne op 50 % Strom, dee vun ICT géif benotzt ginn. Ech sinn op eng Moyenne vun 30 % komm. Mä esou oder esou gesäit een einfach deen enormen Ustig vum Strombedarf. An domadder gëtt, an eisen Aen, d'Zil vu 25 % erneuerbarer Energie definitiv eng net erreechbar Utopie.

Et ass och drop higewise ginn, dass Digital Tools hëlfechen, de Stromverbrauch ze senken. An d'Madamm Mutsch huet och d'Beispill genannt vum Filmstreaming par rapport zum DVD-Verleih, deen effektiv zu enger Aspuerung féiert.

Mä wouer ass och, dass effizient Technologien de Konsum ukuerbelen. A fir dann op dës Beispill zrëckzekommen: Well de Streaming esou einfach ass an esou unkomplizéiert ass, explodéiert natierlech de Konsum u Filmer a mécht déi ursprénglech Erspuerer nees méi wéi wett.

Eppes, wat eis gréng Kollege mat grousser Bravour beherrschen, ass d'Erkenntnes dass, wat de Verkéier méi schnell ass, wat méi Kilometer gefuer ginn. A genau duerfir setze si och alles drun, fir den Autosverkéier méi beschwierlech ze maachen: méi deierem Benzin, manner Plaz fir den Auto, manner Parkplazen, Radarkontrollen op all Eck an esou weider an esou fort.

An da geschitt et ebe genau esou, wéi d'Madamm Mutsch gesot huet, mat selbstfuerender Carsharing-Systemer, déi dann den Effet contraire hunn. Studie schwätze vu 40 % méi Verkéier, wann déi doten Technologie bis eng Kéier wierklech klappert.

Déi sozial Risiken. Och dovun ass scho geschwat ginn. Jo, duerch d'Digitaliséierung entstinn Aarbechtsplazen - iwwerhaupt guer keen Thema -, leider net ëmmer am Héichlounsecteur, net ëmmer bei IT-Ingenieuren a bei Programmatureuren, mä ebe ganz oft am Niddreglounsecteur. Dat sinn d'Liwverdängschter, d'Lagerhale vun de Shoppingplattformen, Geleeënheetsjobs fir d'Clickworker, Uber-Fuerer an esou weider.

Fakt ass, dass an deenen nächsten 20 Joer netto, dass heescht ënner Abzeziung vun deenen Aarbechtsplazen, déi geschafft ginn, an de westleche Länner bis zu 40 % vun den Aarbechtsplazen wäerten ewechfalen. Vum Buschauffer bis zum Kontabel, vun der Caisière bis zur Professorin. Dat ass en Thema, dat muss mer opgräifen an iwwert dat muss mer schwätzen!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien !

► **M. Roy Reding (ADR).** - D'Datesammlung an d'Privatsphär. Riseg Mengen u Kapital sammelen sech a sechs vun deenen zéng gréisste Firmen un, déi am IT-Beräich aktiv sinn. Mä dës Betriber - mir kenne se allegueren: Google, Amazon an esou weider - accumulieren net just Räichtum, mä si accumulieren virun allem Muecht! Si verfügen iwwer Wëssen, Date vun all hire Clienten a si kontrolléieren de mediale Raum. Dat ass dee Raum, wou haut d'Diskussionen stattfannen! Déi gesellschaftlech an déi politesch Diskussiounen fannen do statt! A si decidéieren, wat een daerf soen, a si decidéieren, wien daerf diskutieren, a si decidéieren muer, wie geblockt gëtt!

Duerfir brauche mer dréngend verbindlech Regelen, wat d'Späicherung, d'Auswärtung an

d'Weidgeri vu perséinlechen Date regelt, déi deem kloer Grenze setzen, an och méi e grouse Schutz vun der Privatsphär.

Net nëmme duerch déi dote Firmen, mä och duerch de Stat! De Stat huet haut Daten iwwert d'Leit, déi enorm sinn. Déi Smartmetere goufe mat iergendwelleche ganz gudde Virsätz installéiert, mä si erlaben et, muer genau ze wëssen, wie wat wéini consomméiert.

An deene leschten Deeg hu mer vill geschwat vun der JUCHA, där Datebank bei der Justiz, wou Date gesammelt ginn, déi net daerfe gesammelt ginn, wou se gehale ginn, obwuel se net daerfe gehale ginn, a virun allem, wou se benotzt ginn. Dat ass e Schrëtt a Richtung Iwwerwachungsstat!

Fake News ass keng Erfindung vum Internet. Fake News gouf et nach ëmmer. Och an der reng geschriwwener Press. De Kampf géint Fake News awer daerf net zu enger Aschränkung vun der Meenungsfräiheet ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien !

► **M. Roy Reding (ADR).** - ... an zur Zensur féieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Bravo!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Besonnesch bedenkelech ass et, dass am Kader vu Fake News, mä och an anere Beräicher, ganz oft Denonciatiounen, virun allem och anonym Denonciatiounen, gefrot ginn, wat, eiser Meenung no, wäit iwwert d'Zil erausschéisst.

Eis Demokratie daerf sech net a Gefor bréngen. Wann Diskussiounen op soziale Medien net méi méiglech sinn an Undrounge vu Meldungen, Denonciatiounen a Gerichter d'Meenungsënerscheeder vun de Leit net méi schützen, dann hu mer e Riseproblem! Et geet drëm, e gudden a gesonden Equiliber ze fannen, woubäi awer am Sënn vun der ADR d'Meenungsfräiheet ëmmer muss un alleréischter Plaz stoen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien !

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dee beschte Schutz géint Fake News ass natierlech eng gutt Schoulausbildung, déi et all Mënsch erlaabt, sech selwer e Bild ze maachen, wat Fake News sinn. a se ze identifizéieren. Et si gefälschten, onwouer Noriichte mam Zil, d'Leit ze manipulieren. Duerfir sollten d'Schüler och emol nees léieren, vläicht op aner Quelle wéi Wikipedia zrëckzegraifen. Et gëtt fantastesch Enzyklopedien, wou nogepreift Wësse verfügbar ass.

D'wirtschaftlech Risiken. Zanter ronn 20 Joer gëtt probéiert, och déi Kleng- a Mëttelbetriber hei am Land op de Wee vun der Digitaliséierung ze bréngen. An och haut gëtt nach ëmmer dervu geschwat. Leschten Enns stinn déi Betriber awer, wann et haart op haart kënnt, eleng do. Si hu weder d'Moyenen, fir en eegenen interne Service opzebauen, nach d'Moyens financiers, fir op auswärtig Experten zrëckzegraifen, wou se ganz oft och net d'Qualitéit oder d'Sënnvollkeet vun deenen hiren Aarbechte kënnen abschätzen.

Da kann d'Digitaliséierung zu enger echter Schikan ginn. Ech hat lech hei schonn eng Kéier geschwat vun deem Fall, wou e Bierger seng TVA-Erklärung ofgëtt op Pabeier an dann eng Amende kritt puer non-dépôt, well e se net digital ofginn huet. Dat daerf et net sinn! An an där Motioun, déi mer als ADR ënnerstëtzen, ass ee vun de Punkten, dass och analog ëmmer nach muss méiglech sinn.

D'Gesondheet. Et ass scho ganz vill dervu geschwat ginn.

De Mënsch am Mëttelpunkt, dat ass e vaagt Verspriechechen. Mir stelle fest, dass ganz vill an d'digital Fuerschung investéiert gëtt, awer kaum eppes an d'Fuerschung iwwert d'gesondheetlech an d'sozial Auswierkungen vun dëser Digitaliséierung. Mir kloen driwwer, dass eis Kanner ëmmer manner konzentréiert sinn, sech fir näischt méi interesséieren, sech net op der Plaz halen, mä mir ënnersichen net, awéieren de Kontakt an de Konsum vun digitalen Technologien esou ee Verhale favorisieren.

Mir erkennen de Burnout - mat Recht - als Krankheet un, mä eis Fuerschung weess eis net ze soen, awéieren d'Informatiounsflut op der Aarbechtsplaz dorunner ka mat schold sinn.

Straleschutz. Wien Digitaliséierung seet, seet Stralen, well d'digitaliséiert Informatioun leeft scho laang net méi just a Kabeln. D'Diskussiounen ëm 5G weisen Gott sei Dank nach op d'Gesondheitsrisike vu Stralen hin. Hei mussen och a grad elektrosensibele Mënschen hir Intèrète geschützt ginn. En Thema, wat een och muss onbedéngt uschneiden.

Iwwert d'Chancé kann ee sech also freeën, Utopie kann ee sech ausdenken, mä et sinn d'Risiken, déi sollten déi eigentlech Diskussionsgrondlag heibanne bilden! D'Risiken an



hir Auswierkungen, déi géllt et ze erkennen a wou och nëmme méiglech ze vermeiden oder ofzefiederer. Dat schéngt mir eiser Chamber hir Aufgab ze si fir déi nächst Joren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Reding. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Virewech eng Saach: Ech fannen et awer trotzdem e bëssen onméiglech, datt, wann een iwwer esou e wichtege Sujet schwätzt, esou eng Debatt organiséiert, een et natierlech um Enn vun der Sessioun relativ spéit mécht, opgrond vun engem Dokument, dat viru Kuerzem presentéiert gouf.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Opgrond vu kenger Debatt, déi mer gefouert hätten innerhalb vun enger Kommissioun, wou een och e Rapport hätt kënnen maachen, fannechen et e bësse problematesch, doriwuer ze diskutieren. Dat seet viles aus iwwert de Seriö, wéi déi Saach ugaange gëtt.

Ech hu mer viru Kuerzem, no der Pressekonferenz, déi de Minister ginn hat, déi verschidden Artikelen an der Press ugekuckt. An ech muss soen: D'„Zeitung um Lëtzebuerger Vollek“ hat dee beschten Titel getraff: „Unbedarf in die Digitalisierung.“ Geschriwwen och vun engem Journalist, dee sech tatsächlech och nach gutt auskennt. Besser kéint een d'Approche vun der Regierung an dëser Matière net op de Punkt bréngen.

Här President, an der Intro vun Regierungstext, wat e Kondensat ass vu Floskelen ouni déifgrënnege Iwwerleeung, do steet, et soll een d'Innovatioun férdere. Dat kléngt gutt, allerdéngs ass et esou, datt d'Regierung Innovatioun a Fortschritt verwiesselt. Dat eent huet mat deem anere recht wéineg ze dinn.

Méi schlëmm nach: De Fortschritt am soziale Sënn, am befreiende Sënn, am ökologesche Sënn bleift ganz staark op der Streck leien. Et gëtt haaptsächlech vu Businessopportunitéite geschwat. Businessopportunitéite fir wien a firwat? Dat bleift am Raum stoen, oder besser gesot: Et gëtt een den Androck net lass, datt ee schnell versteet, wien de Gewënner wäert sinn a wien de Verléierer wäert sinn. An d'Gewënner schéngen net d'Mënschen ze sinn.

Ech muss och zouginn, Här President, wéi ech fäerdeg war mat der Lektür vun deem Regierungspabeier do, dunn ass et mer elle ginn. Ech géif och jiddwerengem dobaussen uroden, sech den Text unzedeo wärend der Summerkavanz, wann et vläicht reent - wie weess? - oder weinstens en Deel dovunner ze liesen, fir sech weinstens mental virzereeden op dat, wat déi grouss Privatfirme mat hire Kollaborateuren, also de Regierungen, alles wëlles hunn.

En gros: Den Text ass flou. Et ass eng Ureijung vu Schlagwierder: Big Data, Internet of objects (veuillez lire: Internet of things), Intelligence artificielle, Blockchain, Smart Cities; doriwuer kéint een och laang diskutieren a vill méi kritesch diskutieren. Mä dat alles ouni richteg Kohärenz.

Et ass esou eng Aart Patchwork. Näischt gëtt explizéiert. Alles gëtt iwwerflächlech presentéiert. An op kee Fall gëtt et politesch seriö Iwwerleeungen a bestëmmt och keng philosophescher Natur. Firwat och? Émmerhi geet et jo net ëm de Mensch, dat ass dat Eenzege, wat kloer aus deem Pabeier erauskënnt.

Dach, et dréit sech schonn ëm de Mensch, awer esou wéi et sech an der Landwirtschaft ëm d'Déieren dréit, wéi mer dat virdu gesinn hunn. Well esou, wéi een Hunneg vun de Beie bezitt, esou, wéi een Eeër vun den Hénger bezitt, oder esou, wéi ee Mëlch vun de Kéi bezitt, esou wäerte se Date vu Mënsche bezéien.

Ech wëll, datt jiddwereen och dobausse versteet, ëm wat et wierklech geet. Et geet net ëm d'Verbesserung vun Liewe vun de Mënschen. Well dat kéint ganz aneschtens goen. Et geet ganz kloer ëm d'Uneengung duerch global Privatfirme vun all méiglech erdenklechen Daten, déi Mënsche produzieren, gratis - well mer si jo Mëlchkei -, fir doraus e Maximum vu Rendement ze erzielen.

An dofir gëtt et natierlech och eng ganz Hällewull vu Mëttelen, vun Objeten, déi solle geschafe ginn. An déi eis esou verkaaft ginn, wéi wa se mënschlech Besoinen erfille géifen. Well déi batter Pëll muss ee jo verséissen. Oder et mécht een och e bësse Greenwashing, well et kann een och nach de Leit verkafen, datt een doduerch Ekologie kéint maachen.

Alles gëtt autonom: den Auto, de Frigo, d'Haus. Ech vergiessen nach bestëmmt aner Saachen. Um Enn fällt engem op, datt just nach ee klengen Detail guer net méi autonom a

selbstbestëmmt ass, näamlech de Mënsch selwer. Deen huet näamlech seng Autonomie de Maschinnen ze opferen.

Prinzipiell och - ech hat dat schonn d'leschte Kéier ugedeit, ech hunn och mat Leit driwwer geschwat, esou e bëssen am Virfeld vun dëser Debatt, da schwätzt ee mat de Leit -: Wie wëllt en autonomen Auto? Bon, ech hu viru Kuerzem mat engem Kolleg he geschwat, deem gefält dat.

(Hilarité)

Mä firwat net?

Deen heiten, dee klëmmt net an en autonomen Auto! Dat soen ech lech direkt.

(Hilarité)

Also, ech wëll esou autonom bleiwe wéi méiglech. An ech gesinn och net d'Utilitéit dovunner. An tatsächlech besteet jo och d'Gefor, well wann ee wëllt d'Mobilitéit verbessere, da muss een op ëffentlechen Transport setzen an net op autonom Autoen, wou ech u sech engem Algorithmus meng Mobilitéit an deemno wéi och meng Sécherheet muss opferen. Mat all deem wäerten natierlech och eng Partie Date gesammelt ginn, fir ze wëssen, wou ech ginn, wat ech maachen, wéini, wou.

Wie kritt déi Daten? Anscheinend, d'Uni ass jo amgaangen dorobber ze schaffen. Dat si brillant Leit, intelligent Leit, déi dorunner schaffen. A si sollten hir Intelligenz fir wierklech nützlech Saache benotzen.

Allgemeng wollt ech och nach eng aner Iwwerleeung lassginn. Et schéngt esou ze sinn, an dat féint een am Pabeier och erëm, datt, dat hunn ech virdu gesot, eng Konfusioun besteet tëschent der Innovatioun a Fortschritt.

Eng Innovatioun ass u sech eppes Neutrales. Dat heescht, datt et eppes Neies ass, eppes, wat et virdrun net gouf. D'Atombomb, zum Beispill, war eng Innovatioun am militäresche Beräich. War et e Fortschritt? D'Leit streiden doriwuer. Ech hunn do meng kleng Iddi, ob et e Fortschritt war. Wahrscheinlech net!

Huele mer och zum Beispill den Iwwergang vun der feudaler Gesellschaftsuerdnung zu industrieller kapitalistescher Gesellschaftsuerdnung! Déi gouf jo och begleet vun technologeschen Innovatiounen. An niewebäi gesot: Dat sinn net déi technologesch Innovatiounen, déi den Iwwergang produzéiert hunn, mä eng Neiuordnung vun de Produktionsverhältnesser, déi jo och net vun haut op muer geschitt ass.

An dat hat zur Folleg, datt e wuessenden Deel, zum Beispill vun der schaffender Bevëlkerung, dee virdu landwirtschaftlech aktiv war, awer an Ofhängegkeet zum Lehnshär war, lues a lues an der Industrie geschafft huet. An de Statut huet geännert: vum Bauer, dee vu sengem Lehnshär ofhängeg war, zum Salarié, dee vu sengem Patron ofhängeg war.

An do muss ee sech och d'Fro stellen: Wou war de Fortschritt, wann ee sech dorobber verstännegt iwwert d'Notioun „Fortschritt“ am Sënn vu méi individueller Fräiheet a méi individuellem a kollektivem Gléck? De Bauer, deen um Feld schafft an dem Lehnshär en Deel vu sengem Ertrag weidergëtt, oder den Aarbechter an der Fabrik oder an der Minn, deen en Deel vu sengem geschafenen Ertrag vu sengem Patron, a Form vun engem Salaire, zréckkritt? Wou ass do de Fortschritt?

Wie war méi glécklech? Wiem ass et besser gaangen? Hunn d'Innovatiounen deen ee méi glécklech gemaach par rapport zum aneren? Oder waren d'Innovatiounen nëmme nei Mëttelen zur weiderer Ausbeutung vun der mënschlecher Aarbecht?

Et ass schwéier, dat esou ze beäntweren, mä ausschlaggebend ass, datt keen a Wierklechkeet fräi ass an datt déi zwee engem aneren ausgelivwert sinn. De Fortschritt ass jo och net, wat fir eng Maschinn ee bedéngt, mä: Wiem gehéiert d'Maschinn? A wie bestëmmt, wat mat der Maschinn geschitt? A woufir? Fir wat ze maachen? An net ëmgedréit.

An do si mer bei der Kärfro vun der sougenannter digitaler Revolutioun - ech géif an deem Kontext en anert Wuert benotzen, mä ech huelen dat emol - ukomm.

Et gëtt Leit, déi behaupten, an ech mengen, de Rifkin mécht dat och, wann ech dat richteg verstanen hunn, ...

► **Une voix.** - Wien ass dat?

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Wien ass dat, de Rifkin?

(Hilarité)

Dat ass deen neien Herrgott.

Also, ech hu meng Iddi iwwert de Rifkin. Ech mengen, et ass en Hochstapler.

(Interruption)

An ech mengen, esou ee soll een net bezuelen. Eng Regierung soll dat net maachen.

(Interruption)

Ech sinn net deen Eenzege, deen déi Meeung deelt. An déi meescht, déi sech auskennen, soen dat och.

Bon, et sinn awer esou Leit, déi soen, okay, de Marx, deen hätt sech a senger Iwwerleeung iwwert d'Ophiewung vum Kapitalismus an deem Sënn geiert, datt déi digital Revolutioun et erméigleche géif, datt een duerch déi nei Technologien dat produzéiere géif, wat een och consomméiert, an datt et och zu engem Ausstierwe vun der Geldwirtschaft komme kéint. An da wiere mer an enger Aart postkapitalistescher Uerdnung ukomm.

Dat ass awer a mengen Aen eng falsch Analys, well de Marx net d'Geld an den Zentrum vu senger Analys vum Kapital stellt, mä d'Wuer an de Rapport vum Mënsch zur Wuer, déi hie produzéiert, och fir seng Besoinen ze befriedegen. Mä ausschlaggebend ass nach, wien iwwert d'Schafung vun der Wuer bestëmmt.

Elo, mat der Approche vun der Digitaliséierung, wéi se vun der Regierung virgestallt gëtt, stellt sech d'Fro vum Mënsch selwer als Wuer. Dat gesäit een am beschten do, wat de Big Data ugeet, wéi et och am Pabeier vun der Regierung steet: „Data-driven Innovation“.

An do gëtt et engem ellen. Ëm wat fir eng Donnée geet et? Wiem seng Donnée sinn et? Dorobber kritt ee keng Antwort. Wien ass en charge vun der Kollekt vun dësen Donnéeën? Wäerte privat Entrepreneuren en Zougang hunn zu dësen Donnéeën, déi zum Beispill déi ëffentlech Verwaltungen kollektieren? Wat geschitt da mat dësen Donnéeën? Op all déi Froe gëtt et keng Antwort, obwuel d'Regierung elo scho capabel misst sinn, eng kloer Antwort ze ginn, well et ass eng politesch Fro.

Am Allgemengen, an dat zitt sech wéi e roude Fuedem duerch de Regierungstext, si mer an enger permanenter Vermëschung tëscht private Firmen an ëffentlechen Déngschtleeschungen, tëscht privaten Interessen an imaginierte Besoinen vun de Mënschen. Natierlech kéint ee soen, et géif och nach Garde-fouen, wéi d'Commission nationale de la protection des données. An da si mer gerett.

Ech zitieren ee Saz, dee méi wéi bedenklech ass. An dat am Kontext vun dem sougenannten „Internet des objets“, dat heescht déi interkonnektéiert Maschinnen, déi eisen Alldag bestëmmen sollen. An an deem Text geet et an all Richtung. Et ass schwéier, sech heiansdo erëm-zefannen. En ass fierchterlech opgebaut.

Ech zitieren: « De nos jours, le terme IdO », also Internet des objets, « signifie non seulement l'interconnexion d'appareils et de capteurs, mais aussi une connectivité Internet et une capacité informatique de gestion et d'analyse des données générées distribuées sur une variété d'objets, en combinaison avec la capacité à effectuer une détection contextuelle. » An dann: « Ces capacités permettent, par exemple, de collecter des informations de l'environnement, des phénomènes naturels, des paramètres médicaux et des habitudes de l'utilisateur et peuvent ensuite offrir des services pour l'optimisation et la prévision sur mesure. »

Do kann een als Beispill, mä et gëtt der méi, de Beräich vun der Domotik huelen, wou souzeeso de Confort optimiséiert gëtt, awer och déi sougenannt „individuell Sécherheet“, an enger anxigène Gesellschaft, an enger Gesellschaft, déi och ëmmer méi inegalitaire gëtt. Et gëtt sech net méi d'Fro gestallt, firwat se inegalitaire gëtt. Mä iergendwann liewe mer an enger Gesellschaft, wou ee wierklech en Haus huet, wat total iwwerwaacht ass, well mer an enger Societéit liewen, wou Troublé sinn, well se inegal ass, an et stellt ee sech net méi d'Fro: Firwat déi Inegalitéit?, a wouhier déi kënnt a wéi ee se ka léisen op politeschem a sozialem Niveau.

An dat alles gëtt duerch déi sougenannt „artificiell Intelligenz“, also algorithmesch Berechnungen, geregelt. En plus ass dat Wuert „artificiell Intelligenz“ e bëssen iwwerdriwwen, mä doriwuer kéint een eng aner Kéier diskutieren.

An natierlech gëtt ëmmer alles ënner engem reng individualistesche Bléckwénkel gekuckt. Et gëtt vun individueller Sécherheet geschwat, awer ganz seel vu kollektivem Gléck, vu Solidaritéit, vu Mënschlechkeet. Pff! Dat sinn alles Wieder, déi net an deem Pabeier virkommen. Emol net op Englesch, fir datt weinstens d'Hipster et verstinn.

An et geet weider: « La digitalisation offre de nombreuses perspectives de changement dans le monde du travail. » Jo, allerdéngs, et ass schonn amgaangen ze geschéien, zemoos am Ausland, wou ëmmer méi Leit an eng Scheinselbstständigkeit gerode sinn, well se eng Partie vu Servicer ubidden. Mä si sinn ëmmer

ofhängeg vun engem Ubidder, vun enger privater Plattform, déi och ëmmer méi hir egen Aarbechtskonditiounen festleet. Dat steet och am Dokument vun der Regierung, mä et gëtt net kritesch gesinn. Et gëtt héchstens gesot, et wieren Defien, wat dat och ëmmer heescht, mä et wieren och Opportunitéiten.

Ech verstinn déi verklausuléiert a bürokratesch Sprooch. Dat heescht ganz einfach, am Geescht, mengen ech, vun de Leit, déi déi Iddi do wëlle bedreiwen: „Jo, mir wëssen, datt déi nei digital Forme vun der Aarbecht lech an eng nei Form vun Ofhängegkeet wäert bréngen. An dat ass dann den Defi, mat deem d'Gesellschaft, an haaptsächlech Dir, muss eens ginn. An d'Opportunitéiten? Ah, et kann een domadder Fric maachen an - d'Kischt op dem Kuch - d'Aarbechtsrecht wahrscheinlech och ëmgoen.“

Et ass iwwer Teletravail geschwat ginn. Jo, do gëtt gesot: „Majo, dem Patron geet et net drëms, datt säi Salarié permanent konnektéiert soll ginn. Dem Patron geet et nëmme drëms, datt de Salarié seng Aarbecht mécht.“

Mä duerno: Wie kontrolléiert de Montant vun der Aarbecht? De Patron? Et ass deem egal. Vlächent kéint d'Aarbecht um Mëtternuecht? Du muss doheem schaffen, kress ëmmer méi, du gëss ëmmer ... De Patron, dee léisst dech vlächent a Rou, mä du weess, dass de eng Deadline hues, fir déi Aarbecht ofzeliwweren. An d'Aarbecht heeft sech un.

Wéi kanns de dech vlächent och nach verteidegen? Well an der Aarbechtswelt geet et jo drëms: Wann ee Rechter kritt, déi Rechter, déi sinn net vum Himmel gefall. Déi Rechter, déi kommen dovunner, datt d'Leit sech op enger Aarbechtsplaz organisieren an heiansdo musse verteidegen. Am Teletravail, do geschitt eng Isolatioun vun der Aarbechtswelt.

Ech selwer, ech si jo Deputéierten, ech kéint jo am Prinzip immens vill Teletravail maachen. Ech gi just an d'Kommissiounen an esou weider. Also, et ass ganz seelen, datt ech doheem schaffen. Wierklech wann et wierklech net méi aneschtens geet. En plus, doheem hunn ech d'Tendenz dann aner Saache wëllen ze maachen. De Frigo ass net wäit, deen ass zwar nach net autonom, oder esou Dommheeten.

(Hilarité)

Oder ech gi raschten an dann ass et eriwuer.

Mä ech ginn express nach op meng Aarbechtsplaz, well do d'Mataarbechter sinn an esou weider a well ech dat och brauch. Ech muss mat de Leit schwätzen. A well ech net méi domm ginn, wann ech mat de Mataarbechter schwätzen.

Bon, ech brauch mech net gewerkschaftlech ze verteidegen. Dee Problem hunn ech als Deputéierten net, mä vlächent op enger anerer ... Vill Leit hunn dat. An dat ass eng grouss Gefor. Teletravail, ech soen net, datt een dat einfach muss ofleenen, mä et soll ee sech dat gutt iwwerleeen.

Et soll ee sech och gutt iwwerleeen, wann ee vun de GAFAM schwätzt, do gëtt et awer och scho vill Reportagen iwwer Leit, déi fir déi Entreprisé schaffen. An déi wierklech regelrecht ... well déi Veraarbechtung vun Donnéeën an esou weider, déi gëtt och net vum selwe gemaach. Dës Dausende vu Leit, déi an deene Betriber schaffen, dee ganzen Dag viru Computeren, déi och gemobbt ginn, déi wierklech ausgepresst gi bis zum Gehnichtsmeer an déi och eng relativ oninteressant Aarbecht musse maachen.

(Interruption)

Här President, ech huelen nach meng fënnef Minuten.

(Interruption par M. Henri Kox, Président de séance)

Haalt nach e bëssen aus!

(Hilarité)

Et gëtt och vill vun neie Besoinen geschwat. Ech weess nach ëmmer net, ëm wat fir eng nei Besoinen et geet. Ech hunn awer am Dokument kee Besoin entdeckt, dee mir feele géif. An d'Leit jo och net. An dat steet awer och witzegerweis am Dokument - do si mer erëm bei den Objets connectés -: Fir 63 % ass den Haaptgrond, fir keen Objet connecté ze kafen, quitte datt se et vlächent scho gemaach hunn, ouni et ze wëssen, de Manque d'utilité.

D'Leit si lucide. Dofir gleewen ech och net ëmmer un all déi Geschichte vun der Digitaliséierung. Ech mengen, et kann ee vill driwwer schwätzen. Viles wäert vlächent net realiséiert ginn. An ech mengen, vill Leit wäerten d'Saachen net akzeptieren.

Här President, ech wëll net soen, datt d'technologesch Innovatioun am digitale Beräich systematesch ofzewiere wier. Mir benotze se elo schonn, vläicht net ëmmer gutt, vläicht och schonn ze vill, mä si kënnen gewësse Besoinen, déi et elo scho gëtt an déi et scho laang gëtt, vereinfachen. Dat ass richtig.

Émsou méi ass et wichteg, datt och d'Kanner domadder kënnen eens ginn. An do stellen ech mer awer och eng Partie Froen iwwert deen ominöse Programm vun der Education nationale, deen Digital 4 ... - mat enger Véier - ... Education heescht. Mir sinn am Educatiounsministerium, bon, egal.

An do gëtt och erëm vun Defie geschwat. Mä déi Defien, dat ass net d'Gläichheet tëscht de Mënschen oder de Geschlechter, dat ass net den Defi vun der Demokratisierung vun der Schoul, dat ass net dee vun der fundamentaler Afroststellung vum inegalitäre System, an deem mir liewen, oder iwwerhaapt, de Mënsch ze emanzipéieren. Neen, den Defi ass déi total Digitalisierung, där ee sech net entzëie kéint.

D'Digitalisierung ass keng Optioun, op déi e fräie Mënsch kann zrëckgräifen oder net, mä et ass deen eenzege méiglechen Ausgang! D'Kanner solle scho fréi an d'Matrix eragezu ginn.

An do komme mer och konkret op gewësse Mesuren ze schwätzen. Zum Beispill, andeem den Enseignement dematerialiséiert soll ginn, datt d'Kanner solle léieren mat Tableten ëmgoen. Wat fir eng Software dofir benotzt gëtt, dat soll net a Fro gestallt ginn, mä et schéngen net déi fräi Softwaren ze sinn. Mä do sollen d'Kanner scho ganz schnell dann an de Schouss vun de GAFAM geluecht ginn.

An niewebäi gesot: Wa Google heihinner kënt, dann huet dee grouse Grupp, deen a mengen Aen eng Gefor duerstellt fir déi individuell Fräiheeten, nach méi Drockméiglechkeeten, fir sech hei och duerchzusetzen, vun all anere Problemer ofgesinn.

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Här Wagner, däerf ech lech kuerz ënnerbrechen?

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo, natierlech.

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Wann Der d'Zäit vun der Motioun huet, musst Der och e bëssen zur Motioun schwätzen, ...

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo.

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- ... well soss muss ech lech awer esou lues zum Schluss opfuerderen.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Maja, da schwätzen ech zur Motioun. Well mir sinn déi Eenzeg ... Dir hutt recht, an et ass elo souwisou elo gläich eriwwer. Da schwätzen ech nach kuerz zur Motioun.

Als Eenzeg hu mir se net mat ënnerschriwwen. Mir fannen, datt an der Motioun zemoos an de Consideranten Saachen drastinn, déi mir net esou deele kënnen: « - considérant la priorité du Gouvernement de positionner le Luxembourg à la pointe de l'implémentation de solutions digitales au niveau sociétal ». Mir mengen net, datt ee justement gesellschaftspolitesch Froen digital kann a soll léisen.

« - considérant que la digitalisation deviendra à terme indissociable de toutes nos activités ». Wie seet dat? Firwat? Wat ass d'Finalitéit? A wann een net wëllt? A wann een net wëllt! Et gëtt scho vill Leit, déi sech deem wëllen entzëien. Ech mengen, do gëtt et reell vill Problemer.

Duerno bei dem Invite, bon, do sinn immens vill Saachen, déi drastinn. An dat resuméiert sech och e bëssen an deem, wat ech gesot hunn. Et ass e bësse vun allem dran: intelligent Saachen, manner intelligent Saachen an esou weider.

Ech géif vläicht à la limite recommandéieren, wann ee se wierklech wëllt verbesseren, datt ee bei dem Invite ... Bon, do fänkt et un: « invite le Gouvernement à réfléchir (...) » an esou weider. Ech géif einfach virschloen: « invite le Gouvernement à réfléchir. » Punkt!

(Hilarité)

De Rescht kënt Der ewechloossen.

(Hilarité)

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- An et ass net superfetatoire! An da kënnen mer driwwer diskutéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Merci, Här Wagner, fir Äre Bäitrag.

► **M. André Bauler (DP).**- Esou staark waart Der scho laang net méi.

(Hilarité)

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Als nächst Riednerin ass d'Madamm Diane Adehm drun.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Jo, Merci, Här President. D'Madamm Reding huet bei eis an der Fraktioun scho ganz vill gesot, wat d'Digitalisierung am Allgemengen ugeet. Duerfir wëllt ech mech elo nach just mat zwee Theme méi intensiv auserneesetzen. Dat ass notament dee ganze Beräich eGovernment, an dann awer och d'digital Ausbildung respektiv d'digital Kompetenzen.

Ufänke wëllt ech mam Beräich eGovernment. Wann een hautdesdaags eGovernment seet, dann denkt een eigentlech direkt un Estland. Well Estland ass dat Land gewiescht, wat wierklech als Virreider gëllt am Beräich vum eGovernment. Si hunn an den 90er Joren direkt nom Mauerfall ugefaang gehat, hir ganz Regierung nei ëmzubesetzen, jo, dee ganzen eGovernment a Plaz ze setzen. Wat an deem Sënn eigentlech fir Estland einfach war, well si koume jo aus där russescher Ge... Also, et kann een elo net direkt Gefaangenschaft soen, ...

(Hilarité)

... mä et war awer e bëssen dat.

► **M. André Bauler (DP).**- Aus dem sowjetesche System.

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- ... aus dem sowjeteschen Déngen. A si haten u sech guer näischt an dunn hu se ugefaangen, bei hinnen alles en place ze setzen. Si hu keng Date gesammelt. Si hate guer näischt. An doropshin hu se da bei Null ugefaangen, dee ganzen eGovernment opzebauen.

Dat hat de Virdeel, dass se eigentlech direkt alles konnten esou en place setzen, wéi si et wollten hunn. A si hunn net missen op eppes opbauen, wat scho besteend war. A si hunn et och net missen ëmbauen, fir et ze digitaliséieren.

An hei sinn dann eng ganz Partie flott Saache gemaach ginn. Si hunn zum Beispill eng eTax gemaach. Si hunn eng digital ID gemaach. Et kounn en eVoting hannendrun. An, jo, si hunn eng ganz Partie Saache gemaach, déi ee roueg kéint opzielen, mä si hunn awer och gemierkt, dass viles net esou einfach war, dass se Problemer mat der Cybersecurity haten an dass se virun allem och ganz vill Leit haten, déi awer iergendwou iwwerrannt gi sinn, well déi Zäit an den 90er Joren, wou se ugefaangen hunn, dat Ganz opzebauen, du gouf et vläicht näischt an deem Land.

Si hate keen Internet. Si haten emol keng Apparater, mat deene se konnten op den Internet goen. Jee, a si hunn einfach misse bei null ufänken, fir emol einfach Infrastrukturen ze kréien an dann eréischt de Leit en Apparat an de Grapp ze ginn a se ze forméieren, wéi se dat alles benotze kéinten.

Duerfir ass Estland wierklech e flott Beispill, well et gesäit ee bei Estland, wat gutt gelaf ass, mä et gesäit een och bei Estland, wat manner gutt gelaf ass. Mä komme mer zrëck op Lëtzebuerg, well mir si jo eigentlech de Mëtteg hei, fir iwwer Lëtzebuerg ze diskutéieren an net iwwer Estland.

Viru méi wéi zéng Joer ass eigentlech ënner CSV-Ministère d'Grundlag fir de Lëtzebuurger IT-Standuert geluecht ginn. A Lëtzebuerg war deemno ganz virbäi an deene Punkten. An déi Regierungen, déi duerno komm sinn, hunn eigentlech op dat opgebaut, wat sengerzäit vun CSV-Ministere gréisstendeels gemaach ginn ass.

Ech denken do notament un e François Biltgen, dee munch Gesetzestexter op de Wee bruecht huet, fir eis Gesetzgebung un d'digital Welt unzepassen. Do gouf et zum Beispill eng Adaptatioun vum Faillitgesetz, dat gereegelt huet, wat mat Date geschitt am Fall vun der Faillite vun enger Gesellschaft. Ech denken awer och un e Claude Wiseler oder un en Octavie Modert, déi an der Fonction publique de guichet.lu agefouert respektiv weidergedriwwen hunn, notament am Beräich vun der Simplification administrative.

An et sief an deem Zesammenhang och drun ernënnert, dass de guichet.lu vun der EU priméiert ginn ass als ee vun de beschte Sitten um Niveau vun de Best Practices. Och dat sollt een nach eng Kéier hei erwänen an net maachen, wéi wann d'digital Zäitalter mat der Gambia-Regierung ugefaangen hätt.

(Interruption par M. Eugène Berger)

D'Digitalisierung soll am Interêt vun alle Secteure gemaach ginn, net nëmme am Interêt

vum Finanzsecteur, mä och am Interêt vun der Landwirtschaft, der Industrie, dem Handwerk, dem Gesondheetswesen a selbstverständlech och am Interêt vun all eenzelne Bierger.

Wat fir eis als CSV awer immens wichteg ass an der ganzer Digitalisierungsdebat, dat ass, dass d'privat Donnée vum de Leit respektéiert ginn an dass hiert Privatliebe protegéiert gëtt. Fir eis gëtt et keng Digitalisierung ouni Datenschutz an ouni Respekt vun der Privatsphär vun de Bierger. An eisen Ae soll d'Initiativ „Digital Lëtzebuerg“ weider ausgebaut ginn a si soll eng neutral Roll als Ennerstëtzer fir innovativ Projete sinn, an dat an alle Beräicher.

Als CSV si mir och der Meenung, dass de Portail guichet.lu konsequent weider ausgebaut soll ginn. Haut kann de Bierger scho ganz vill administrativ Schrëtt mat e puer Klicker maachen. Mä wann et eis no geet, sollen dat der an Zukunft nach vill méi sinn. An duerfir si mir och der Meenung, dass de GouvCheck - de Minister huet et virdrun ugeschwat - eigentlech e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, fir dat dote weider auszubauen.

Mir sinn awer genesou der Meenung, dass weiderhin de Bierger soll d'Méiglechkeet hunn, fir all seng Demarchen, déi e bei iergendwelcher Verwaltung maache muss, och op eng sougenannten analog Aart a Weis kënnen ze maachen. Et ass fir d'Leit wichteg, dass se dat doten hunn, well net jiddweree bei eis am Land huet Zougang zum Internet, respektiv wann d'Leit och nach Zougang zum Internet hunn, ass nach laang net jiddweree an der Lag, fir Internet ze benotzen. Ech denken do - et ass virdrun schonn uegklungen - un eeler Leit, déi oft e bëssen iwwerfuerdert sinn. Et gëtt awer och Leit mat kierperleche Beanträchtegen, an et gëtt Leit, vun deene gëtt manner geschwat, déi kënnen sech et einfach net leeschten, fir en Zougang zum Internet ze hunn. E gratis Wi-Fi ass mat Sécherheet eppes, wat ganz flott ass, mä nach brauch een en Apparat, fir kënnen vum deem gratis Wi-Fi ze profitéieren.

A wa mir an eng ëmmer méi digitaliséiert Welt goe wëllen, da muss mer eis och d'Fro stellen, ob den Internetzugang net zu de Grundbedierfnesser vun de Leit gehéiert an Zukunft.

An och wa mir viru Kuerzem e Gesetz gestëmmt hunn iwwert den Zougang vun Internetsitten a mobillen Applikatiounen vun den öffentlechen Organismen hei zu Lëtzebuerg, fir de Leit den Accès vill méi einfach ze maachen, heescht dat nach laang net, dass jiddweree hei am Land dovunner profitéiere kann!

Duerfir ass et fir eis ganz wichteg, dass souwuel d'Leit wéi och d'Betriber alleguete mat an d'Boot geholl ginn, wann et drëm geet, fir a Richtung eGovernment ze goen. Duerfir muss d'Regierung onbedéngt eng Strategie ausschaffen, wéi si dat doten ugoe wëllt.

An deem Kontext hu verschidde grouss Consulting-Firme scho munch Konzepter ausgeschafft. A firwat sollt d'Regierung sech net un esou Konzepter inspiréiere goen? D'Rad muss jo net all Kéiers nei erfonnt ginn.

De Prozess vun der administrativer Vereinfachung ass jo och en zentraalt Thema an der Digitalisierung an an der Strategie eGovernment. D'administrativ Vereinfachung misst u sech e Principe de base sinn. All Gesetz misst iwwerprüft ginn, ob et den aktuellen Ufuerderunge vun enger moderner Verwaltung ugepasst ass.

Ech géif vläicht just e puer Beispiller ginn: Ech denken do zum Beispill un ee Punkt, wou ee ganz gutt kéint virkommen, dat wär, wann ee géif eng Plattform aféieren tëschent de Gemengen an dem Ministère de l'Intérieur, well mir soen, dass et haut eigentlech e Witz ass, dass, wann eng Gemeng iergendeppes wëllt vum Intérieur approvüiert kréien, dann nach ëmmer muss véier Exemplairen ënnerschriwwen ginn, an dass déi da mat engem Porteur op den Intérieur gefouert ginn. An da muss een do en Accusé de réception kréien. An da leien déi véier Exemplairen um Intérieur, an iergendwann rabelt den Téléfon op der Gemeng, well dann awer iergendwou iergende Pabeier verluer gaangen ass. A wann een do géif dohinnegeen a konkret eng Plattform maachen, wou d'Gemengen déi Saache kéinten digital eriwwerschécken an den Intérieur, da menge mir als CSV, dass dat wierklech e grouse Schrëtt a puncto administrativ Vereinfachung wär an dass dat souwuel de Gemenge wéi och dem Intérieur ganz vill bréinge géif.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- En zweete Punkt, deen ech och wëllt ervirhiewen an deem heite Kontext, ass: Mir hu viru Kuerzem e Gesetz gestëmmt, dass an Zukunft elektronesch Rechnunge souwuel vun de staatleche Verwaltung wéi och vun de Gemenge mussen approvüiert, also akzeptéiert ginn.

(Interruption par la présidence)

An och an deem Fall wier et wichteg, souwuel fir déi staatlech Verwaltungen - wann ech mech richteg erënnere, falen d'Établissementen - publickechen an d'rënnere - wéi och fir d'Gemengen, wann d'Regierung géif dohinnegeen an hinnen eng Hëllefstell ginn, fir dass se an der Lag sinn, fir dat ze maachen. Well et si vill kleng Gemengen, déi kréien dat dote guer net ronn, fir elektronesch Rechnunge ze akzeptéieren.

Wann ech Digitalisierung soen, dann denken ech awer och un d'Prestatiounen am Santésberäich. An do kéint fir vill Leit nach munches méi einfach gemaach ginn. Fir eis ass et och am Santésberäich äusserst wichteg, dass den Datschutz héichgehalte gëtt. A wa Saachen am Santésberäich digitaliséiert ginn, och am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung, da mussen do ganz performant Systemer agesat ginn, déi notament am Beräich vun der Cybersecurity assuréieren, dass de Leit hir perséinlech Gesondheitsdonnéeën net kënnen iergendwou gehackt ginn, well ech mengen, et wier kee vun eis heibannen alleguerten enchantéiert, wann op eemol iergendwou Resultater vun enger Blutanalys op Facebook, oder wat weess ech a wéi engem Blietchen, géifen optauchen. Dat huet kee vun eis alleguete gären.

An dann nach en anert Beispill, wat ech och dem Minister wëllt mat op de Wee ginn am Beräich eGovernment respektiv Simplification administrative: Mir haten d'lescht Woch an der Commission de la Justice eng länger Diskussioun, well d'Regierung als eng vun de Spuermoossnamen decidéiert huet, fir keng Textecoordonnée méi ze maachen. De Problem ass awer, dass d'Leit dobaussen e Problem hunn, notament bei Gesetzer, déi e puermol ëmgeännert gi sinn, wann et keen Text coordonné méi gëtt, an dass deelweis eng Kaz hir Jonker net méi ermëfent, wann een da muss alleguerten déi Emännerunge vu Basisgesetzer siche goen. En einfacht Gesetz, wat vill Leit heibanne kennen, ass d'Schoulgesetz. An Téschenzäit, ech mengen, déi lescht Legislaturperiod, hate mer zeg Ännerungen un deem Gesetz, a wann een haut dosetzt an e muss ee mat deem dote Gesetz schaffen, ass dat praktisch net méi ze maachen, wann een net iergendwou selwer ufänkt ze schneiden an ze pechen, fir sech nach doranner ermëzfannen.

Duerfir meng konkret Demande un de Minister: Probéiert einfach, fir e Site en place ze setzen, wou déi Texte-coordonnée vun deene grouse wichtege Gesetzer publizéiert ginn, fir dass d'Leit heibannen och wëssen, op wéi eng Gesetzer se sech baséieren sollen, an dass se net ufänke mussen, a fënnef verschidde Gesetzer ze liesen, fir dann nach dat sechst ze vergiessen an net up to date we sinn an hiren Aarbechten!

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Här President, virun e puer Wochen huet de Minister Marc Hansen och d'Kreatioun vun enger öffentlecher Blockchain uegekënnegt. An deem Kontext hat da mäi Kolleg, den Här Laurent Mosar, eng Question élargie un de Ministère délégué à la Digitalisation gestallt. Ech wëll elo net alleguerten déi exzellente Froen erëm eng Kéier opwerfen, déi mäi Kolleg Laurent Mosar an deem Zesammenhang gestallt huet, mä ech wëllt awer nach eng Kéier ervirsträchen, dass et wichteg ass fir Lëtzebuerg, fir e gesetzleche Kader ze schafe ronderëm des Blockchainen am Allgemengen. An ech insistéiere wierklech op dee Punkt, fir e legale Kader ze schafen, well dat ass eppes, wat vun der ganzer Wirtschaft dobaussen erwaart gëtt. Déi brauchen dat.

An der Vergaangenheet hat Lëtzebuerg ëmmer e kompetitive Virdeel par rapport zum Ausland, well mir et fäerdegbruecht hunn, eis Gesetzgebung ëmmer ganz séier un déi nei Gegebenheeten unzepassen. Mëttlerweil hu mir awer d'Gefill, wéi wa mir ëmmer méi oft just nach der EU hannendrunlaf, amplaz dass mir Virreider sinn. Mir bedauern dëst ausdrécklech als CSV.

Ech wëll awer och nach eng Kéier zrëckkommen op d'Informatiounszougengesetz, dat mir d'lescht Joer hei an deem Haus uegeholl hunn. Dëst Gesetz gesäit vir, dass d'Dokumenter iwwert déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologie veröffentlecht mussen ginn. Och wann d'CSV d'lescht Joer eng Partie Bedenke bei der Ëmsetzung vun deem Gesetz hat, esou geet grad dëst Gesetz awer an déi richteg Richtung am Beräich vum eGovernment.

Mir sinn awer selbstverständlech der Meenung, dass och am Kader vun Informatiounszougengesetz den Datschutz net däerf vergiessen ginn a selbstverständlech d'Protection de la vie privée héichgehalte muss ginn. Ech denke just un déi aktuell Debatt, déi mer notament an der Commission de la Justice féieren iwwert dann ee geheime Casier „Bis“, deen awer kee ge-

heime Casier „Bis“ ass a wat dann eng Datebank ass mat verschidde Informatiounen dran.

Wa mir als Land wëllen an d'Richtung vun engem eGovernment goen, da mussen d'Rechter op Schutz vun hiren Donnéeën an hirem private Liewe vun de Leit garantéiert bleiwen, well en Dokument mat perséinlechen Donnéeën vu Leit dran ass ganz séier iwwer E-Mail verschéckt.

Här President, komme mer zu den digitale Kompetenze respektiv der digitaler Ausbildung. An hire Recommendationen betreffend de Lëtzebuerger Programme national de réforme an de Programme de stabilité fir d'Joer 2019 huet den Europäesche Conseil ënner anerem der Lëtzebuerger Regierung un d'Häerz geluecht, si soll hir Ausgaben am Beräich vun de Kompetenzen an den Technologies de l'information et de la communication ausbauen. Des Weidere soll derfir gesuergt ginn, dass d'Schoulprogrammer grad an deem Beräich de Bedarfnesser vun der Aarbechtswelt ugepasst ginn.

Bei eis hei am Land ass scho munches an dës Richtung geschitt.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Fir eis sollen d'Kanner an der Grondschoul scho progressiv un d'Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien erugefouert ginn. Am Secondaire denken ech un d'iPad-Klassen, déi et an de Lycéee gëtt. Eng Virreiderroll hat ganz kloer sengerzäit de Lycée Aline Mayrisch, dee vun Ufank u konsequent op d'Benotze vum Computer an der Schoul gesat huet. Mëttlerweil gouf och eng nei Sektion I, also eng Informatik-Sektion, am Secondaire agefouert.

Als CSV hu mir dës Initiativen ëmmer matgedroen, souwuel an der Majoritéit wéi och an der Opposition.

Et ass wichteg fir eis, dass d'Schoule sech ëmmer méi dem digitalen Zäitalter upassen. Et ass awer fir eis genesou wichteg, dass d'Schoulen en adequat Konzept hunn an dass dës Konzept soll zu pädagogeschen Zwecker agesat ginn. Et brauch een och eng kohärent Demarche tëschent de Schoulen an de Lycéeeën.

Wat awer och wesentlech ass, dat ass, dass d'Enseignanten déi néideg Formatiounen ugebuede kréien, fir selwer mat den digitale Medie richteg ëmzuegoen an dat Ganzt eben och an engem pädagogesche Sënn.

Duerfir ass et an eisen Ae wichteg, dass d'Enseignanten a puncto Dateschutz geschoult ginn, a puncto Respect de la vie privée, a puncto Fake News, a puncto Cybermobbing an esou weider an esou fort. Well grad an de Schoule ginn d'Kanner mat deenen dote Saache konfrontéiert, an duerfir solle se och direkt vun hiren Enseignantë vu Klengem u geléiert ginn, wat et heescht, wa se eng Foto iergendwou publizéieren.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Eng Foto, déi op Facebook ass, déi bleift op Facebook an déi gëtt och net méi esou einfach erfoghooll.

Mir sinn der Meenung, dass all dës Projeten, déi bis elo ënnerholl gi sinn an de Schoulen an déi mir och mat ënnerstëtzt hunn, grad dës Projete sollen enger Evaluatioun ënnerzu ginn. Et muss gekuckt ginn, ob se dat bréngen, wat se versprach hunn, a gegebenenfalls mussen d'Léierprogrammer an d'didaktesch Material ugepasst ginn. Duerno sollen dës Projeten a Sektionen och an anere Lycéeeën ugebuede ginn.

Des Weidere si mir och der Meenung, dass déi sougenannte MINT-Fächer, also Mathematik, Informatik, Naturwissenschaften an Technologie, vill méi Plaz an der Schoul mussen kréien. Wa mir héieren, dass nëmme 20 % vun de Studenten, déi beim CEDIES ageschriwwen sinn, dës Fächer studéieren, da geet dat an eisen Aen net duer. Duerfir soll gekuckt ginn, wéi ee schonn déi ganz Kleng fir dës Fächer ka beegeschteren, an dat op eng spilleresch Aart a Weis, well grad bei klengen Kanner ass d'Beegeschterung grous, fir esou Fächer ze entdecken.

Och an der Berufsausbildung spillen d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnologien eng ëmmer méi wichteg Röll. Am Handwerk zum Beispill gëtt ëmmer méi op dës Kompetenzen opgebaut. Duerfir huet d'Chambre des Métiers och e ganze Programm opgeluecht, fir d'Handwerksbetreiber un dës Technologien erunzeféieren.

An der Berufswelt géife mir als CSV et begréisen, wann d'Aide à la formation, déi de Lëtzebuerger Stat un d'Betreiber bezilt, mat engem besonnenen Akzent op d'Besoinen a Saachen Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien adaptéiert géif ginn. D'Leit un Aarbechtsmaart mussen fit gemaach gi fir hir beruflech Zukunft an enger ëmmer méi digitaler Welt.

Dozou gehéiert och d'Weiterbildung an den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien. An alle Beräicher an der Aarbechtswelt gëtt ëmmer méi digitaliséiert an d'Aarbecht, déi d'Leit maachen, verännert sech permanent a gëtt ëmmer méi technesch.

Duerfir mussen onbedéngt Formatiounen an dese Beräicher organiséiert ginn. Mir wëssen och, dass de Stat net alles maache kann. Mä eis Betreiber sollen net am Ree stoe gelooss ginn, a scho guer net am Beräich vun der Weiterbildung.

Mir begréissen an deem Zesammenhang och, dass um INAP déi zukünftige Beamten eng digital Formatioun solle kréien, ech mengen, de Minister hat et virdrun a senger Aféierung ugeschwat. Et kéint een an eisen Aen esou Formatiounen de Beamten iwwer hir ganz Liewensaarbechtszäit ubidden, well mir hu jo all gesinn, wéi grad an de leschte Joren d'Technologie sech rasant weiterentwéckelt huet. A wann ee mengt, et hätt een et esou lues iergendwéi verstan, dann ass d'Technologie schonn erëm méi wäit an et ass ee selwer a sengem Wëssen iwwerholl.

Här President, d'Regierung huet fir dës Legislaturperiod en neie Ministère gegrënt, dee vun der Digitalisatioun. Dat kléngt u sech ganz interessant an et verkeeft sech och exzellent no bausen. Et kléngt och modern. Et gëtt jo richtegerweises ëmmer gesot, dass d'Digitalisatioun eppes Transversales ass an all d'Beräicher concernéiert. Mir stellen eis awer d'Fro, ob dat net zousätzlech Hürde sinn.

Wier et net méi einfach gewiescht, eng Zort Comité interministériel ze schafen, an deem de Statsministère selbstverständlech de Lead iwwerholl hätt? De Minister huet jo virdru selwer gesot, dass esou e Comité interministériel en place gesat géif ginn. Mä mir als CSV waarden da gespaant op d'Plus-value vun Digitalisatiounsministère an op d'Plus-value vun deem Comité interministériel.

Ofschléissend wéilt ech nach eng Kéier betounen, dass mir als CSV bereet sinn, d'Digitalisatioun vu Lëtzebuerg positiv ze begleeden.

Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Aehm. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Mir Piraten freeën eis, dass dat wichteg Thema vun der Digitalisatioun haut diskutéiert gëtt, well wuel bal jiddwereen a sengem Liewen vum Digitale betraff ass. Dat huet een och den Owend un de Message gemierkt, déi ronderëm gaange sinn, wéi op eemol Facebook, WhatsApp oder Instagram net méi gouggen, an d'Leit sech opgereegt hunn, dass dat digitaalt Liewen awer e bëssen agefall war - nenne mer et emol esou - an engem Owend, well déi sozial Medien net méi esou gaange sinn, wéi een dat gewinnt war.

(**Interruption**)

Während eisem ... Dat ass e gudden Zoufall gewiescht. Wie weess, wat d'Amerikaner do gemaach hunn!

Et ass essenziell, net naiv un d'Digitalisatioun erunzuegoen. Villes, wat mir bis elo héieren hunn, kléngt am éischte Moment zwar ganz wonnerbar, ass, wann ee sech e bësse mat der Matière auskennt, awer vill méi komplex, wéi et schéngt.

Jo, mir hunn haut d'Chance, mat Hëllef vun neien Technologien villes ze errechen, wat virdrun ni méiglech gewiescht wär. Mä mir hunn dofir och eng enorm Unzuel un neien Erausforderungen, déi sech eis stellen. D'modern Technik werft nei ethesch a sozial Froen op, an och den Aspekt vum Ëmwelt- a Klimaschutz dierf net vergiess ginn, wann iwwert déi modernsten Technologien a Supercomputere geschwat gëtt, déi zwar vill u Capacitéit leeschte kënnen, mä dofir awer och op eng enorm Consummation vun Energie kommen. Wärd den Internet e Land, wär et de sechstgréisste Stromverbraucher um Planéit.

Datenzentren, zum Beispill déi vu Google, verbrauchen, laut „New York Times“, zesammen esou vill wéi eng Stad vun 200.000 Awunner.

Wann d'Regierung vun der Digitalisatioun schwätzt, vun Innovation, vu Fuerschung an Entwécklung a vu kënschtlecher Intelligenz, dann huet een d'Gefill, alles wär méiglech, e bësse wéi e Mäercheland. Verschidden aktuell nach ongenotzte Potenzialen sollen duerch nei, leeschtungsstaark Technologien, déi natierlech vollständeg ënner mënschlecher Kontroll stoe wäerten, endlech ëmfaassend ausgenutzt ginn.

Esou einfach ass dat alles awer leider net. Am digitale Beräich besteet de Risiko, fir Bewe-

gungs- an Nutzungsprofiler unzeleeën a soumat de Bierger geziilt ze erfassen, wat sécherlech och schonn esou munch grous IT-Firme maachen.

Deem Risiko gëllt et virzebeugen, fir de Bierger net plakeg virun de Multie stoen ze loossen. Och an eigentlech grad déi nei Technologie si feelerufällig. Dat soll kee Grond sinn, si iwwerhaapt net méi wëllen anzesetzen. Jiddwereen heibanne weess wuel, dass grad mir Piraten eng grous Affinitéit vis-à-vis der Technologie hunn, mä dat heescht, dass ee sech iwwert d'Auswirkunge vun hirem Asaz bewosst muss sinn.

E Beispill: Aktuell ass et Programmierer vu sougenannten neuronalen Netzwerker nom Ofschluss vun hirem Aarbecht oft net méi méiglech, am Detail nozevollzéien, wéi d'Maschinn zum Schluss op d'Resultater vun hire Berechnunge kënn, well d'Berechnungsfoleef sech iwwert déi ursprénglech Programmierung eraus entwéckelt hunn. Dat bedéit, dass mir eis engersäits d'Fro stelle mussen, awéifern mir Resultater schafe wëllen, déi net vu Mënsche géigegeprüft kënnen ginn, an doriwuer eraus awer och iwwerleeë mussen, wat dat fir d'Responsabilitéit vis-à-vis vun eisen Inventiounen bedéit.

Grad wann et ëm d'Digitalisatioun am Beräich vun der Medezintechnik an am Verkéier geet, muss mir dës Froen a Consideratioun zéien a fir de Fall vun engem Feeler oder engem Ausfall virsuergen.

Den digitale Verkéier géif eis méi Sécherheet am Stroosseverkéier erméiglechen, e kann CO₂ aspueren an de Verkéier leeft méi flëssig duerch eng intelligente digital Stauëmfuerung. E gutt Beispill ass et awer, well digital kënn d'Technik vill méi schnell virun, wéi eis Stroosse fit gemaach gi fir dësene digitale Wiessel. D'Regierung verpasst esou den Uschluss bei dem autonome Fueren. D'real Welt aktuell ze hale gehéiert och zum Digitalen, an dozou gehéieren och eis Stroossen an eis Schëlter.

Op där anerer Säit muss een awer och ganz kloer op den Dateschutz an deenen Autoe kucken. Et ass esou, dass eis Regierung hei zu Lëtzebuerg leider keng Handhab huet op déi Autoen, déi verkaaft ginn, a wou déi Date vum autonome Fueren hikommen. Do gëllt et ganz kloer, eng EU-Regelung ze treffen, fir virzebeugen, dass déi Date mësbrauch ginn.

Am Beräich vun der administrativer Digitalisatioun ass et wichteg, dass mir eis net eleng op eng Technologie verloossen, fir am Fall vun engem Pann net ze vill vulnerabel ze sinn, an och, dass eise Stat net vun engem Operateur ofhängeg gëtt, fir den Dateschutz ze garantéieren.

Allgemeng ass et wichteg, sech am Kontext vun neien Technologien net vun dësen ofhängeg ze maachen. Dofir fuerdere mir Piraten säit Laangem, am ëffentlechen Déngscht méi Open-Source-Betriebssystemer a -Programmer ze ënnerstëtzen, also déi Programmer, wou ee genau kann nokucken, wat an hirem Programmation steet, fir esou d'Sécherheet ze erhéien. Open-Source-Programmer, fir méi eegestänneg entscheeden ze kënnen, wéi eng Funtione gewënscht oder eben unerwënscht sinn, fir sech esou manner ofhängeg vu grousser Software-Multien ze maachen.

Dofir deposéiere mir lech eng Motioun, fir de Stat op Open Source ëmzestellen.

Motion 2

D'Deputéiertechamber invitéiert,

- virum Hannergrond vun der nationaler Sécherheet, dem Dateschutz souwéi der digitaler Souveränitéit vu Lëtzebuerg;

Keen internationale kommerzielle Software-Programm oder Betriebssystem ka garantéieren, dass de Stat a soumat seng Bierger ausspionéiert (veuillez lire : net ausspionéiert) oder kommerziell ausgenutzt ginn. Am Moment funktionnéieren 99 % vun den Aarbechtsstatiounen op Windows-Systemer,

d'Regierung,

fir bis zum Joer 2021 op 50 % a bis 2027 op 100 % Open-Source-Betriebssystemer a -Programmer an hire Verwaltungen op den Aarbechtsstatiounen ze setzen.

(s.) Marc Goergen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Dës mat 50 % bis 2021.

Fir e puer Beispiller ze ginn, déi och positiv verlaf sinn. Esou ass a Südafrika hire Krankeesse-system op Open Source ëmgestallt ginn. Südkorea ass higaangen an huet de Ministerium fir Sécherheet an Inneren, Taiwan eng ganz Administratioun. Neiséiland all d'Schoulen op Open Source ëmgestallt. Wien huet e System entwéckelt, dee Wien heescht, fir hir Administra-

tiounen. An Däitschland ass et d'Agentur für Arbeit, déi dermat schafft, a Frankräich d'Gendarmerie, déi als positiven Nieweneffekt zum Dateschutz och nach 70 % vun de Käschte konnt senken, wat d'IT ubelaangt.

Am Kontext vun der Digitalisatioun vun den Administratiounen hoffe mir, dass d'Regierung do wierklech déif gräifend Verännerunge virhuele wäert. Et kann net sinn, dass een iwwert de kommerziellen App Store muss goen, fir eng App vum Stat ze benotzen.

Wann ee vun Digitalisatioun schwätzt, da geet et net nëmme drëm, déi al Pabeierdokumente elo och als PDF unzibidden. Wat mir brauchen, sinn intelligent Servicer, déi op alle Plattformen funktionéieren an net just mat kommerzielle Produkter wéi Adobe Acrobat.

Wou d'Regierung schonn digital ënnerwee ass, ass de Statstrojaner, ee Programm, deen op de Computer geluede ka ginn, och op dee vun onschëllege Leit, fir se auszespionéieren. Wéi a menge parlamentaresche Froe loosse mir do och net locker, bis d'Regierung endlech mat den Informatiounen erauskënn, wéi esou Statstrojaner agesat ginn. Well déi Firmen, déi dem Stat esou Programmer verkafen, kënnen dat och u méi bëis Leit maachen, déi vill Schued uriichten, an dat mat engem Programm, vun deem vill Staten d'Entwécklung matfinanzéiert hunn.

Schonn aktiv Datebanke mussen operéiert ginn an eventuell nei organiséiert ginn, ier mir eis un nei Projete setzen, fir nach méi Daten ze sammelen.

A wat d'Transparenz vun den ëffentleche Säiten a gespäicherten Daten ugeet, muss mer, wei spëtstens elo an der ganzer Affär vun dem geheimen oder net geheimen Casier därelech ginn ass, nach ganz vill Aufgabe gemaach ginn. Do hoffe mir, dass dës Regierung an de kommende Wochen a Méint éierlech a kloer Stellung bezitt a sech doriwuer eraus ganz allgemeng méi konkret fir en transparente Stat asetze wäert.

D'Digitalisatioun ass net nëmme eng Méiglechkeet, fir d'staatlech Aarbecht méi effizient ze gestalten, mä och eng nei Méiglechkeet, fir d'Bierger méi séier a méi einfach iwwer hir Donnéeën an den Traitement vun dësen ze informéieren.

Allgemeng soll d'Digitalisatioun vun der Regierung net nëmme als Chance fir de Stat an d'Ekonomie gesi ginn, mä och als Chance fir d'Grondrechter vun den eenzelne Bierger. D'Recht op fräi Meinungsäusserung a souguer beziehungsweise d'Versammlungsrecht stinn hautzudaags och an engem Zesammenhang mat der digitaler Welt. D'digital Raim an d'Anonymitéit am Netz muss geschützt ginn, fir de Bierger hiert Recht op fräi Meinungsäusserung, awer och hiert Recht, um kulturelle Liewen deelzehuelen a selwer kreativ ze ginn, ze garantéieren.

Ëmmer méi Forme vun zivilgesellschaftlechem Protest ginn iwwert de Medium vum Internet organiséiert oder spille sech komplett am digitale Raum of. Wéi zum Beispill am Fall vun Onlinedemoen, déi et op alle Fall als Form vu legitimem zivilgesellschaftlechem Prozess unzëerkeenne gëllt an déi, wann et sech ëm DDOS-Attacken aus Protestgrënn handelt, net dierf kriminaliséiert ginn.

Et ass och net ze verstoen, dass e ganz Land weiderhin ënner Generalverdacht gestallt gëtt an nach ëmmer eng Vorratsdatenspeicherung zu Lëtzebuerg automatesch all d'Bierger ausspionéiert. Lëtzebuerg sollt sech op europäeschem Niveau derfir staarkmaachen, dass e Recht op digital Participatioun an der Charta vun den europäesche Grondrechter festgehale gëtt.

Free Wi-Fi. De fräien, gläichen a gratis Zougang zum Internet muss garantéiert sinn, wat eng Viraussetzung fir eng ëmfaassend Biergerparticipatioun ass. Dofir sollt d'Digitalisatioun och als Chance gesi ginn, fir d'Zivilgesellschaft ze begleeden an um nationale Plang besser an de politesche Prozess anzubannen.

Dofir reeche mir lech haut eng Motioun a fir free Wi-Fi am ganze Land. Wannechgelift, Här President.

Motion 3

D'Deputéiertechamber invitéiert,

- virum Hannergrond, dass als Grondrecht de fräien a gläichen Zougang zum Internet muss garantéiert ginn, well dat eng Viraussetzung fir eng ëmfaassend Participatioun un der Digitalisatioun ass, a keen dierf ausgegrenzt ginn,

d'Regierung,

fir bis zum Joer 2021 landeswäit gratis Internetzougäng zur Verfügung ze stellen a Form vu gratis Wi-Fi Access Points (free Wi-Fi).

(s.) Marc Goergen.

No engem äänleche Konzept, wéi d'Kommissioun Juncker dat agefouert huet mat WiFi 4 EU, wou se d'Gemengen aktiv ënnerstëtzt hunn, fir dass déi de Wi-Fi kënnen ubidden, esou këinte mir eis virstellen, dass dat zu Lëtzebuerg WiFi 4 LU wär. An de Stat géif d'Gemenge begleeten, fir de gratis Internetzougang, wat fir eis e Grondrecht misst sinn, unzebidden.

Et ass och wichteg, bei der Digitaliséierung net nëmmen u villversprechend nei an héich modern technesch Innovatiounen ze denken, mä och dorun, wéi déi Technologien, déi mir elo vläicht schonn hunn, gewënnbréngend fir d'Populatioun agesat kënnen ginn. Do vermësse mir aktuell kloer Pisten, wéi d'Regierung d'Digitalisatioun an Zukunft notze wëllt, fir de Bierger d'Politik méi nozebréngen. D'Recht op politesch Participatioun kéint am digitalen Zäitalter vill méi villfältig ausgeluecht ginn, wéi dat aktuell de Fall ass.

Héich Investitiounen, performant Fiberen a leeschtungsstaark Computere sinn eng Voraussetzung fir e gelongen Digitaliséierungsprozess. Mä dat eleng geet net duer. Dee richtegen Asaz vun dësen Outilen, deen all Bierger et erlabe soll, vun der Technologie ze profitieren, se effektiv ze notzen, ouni dass d'Natur an d'Ëmwelt doduerch belaaßt ginn, ass vill méi wichteg.

Mir hoffen, dass d'Regierung sech dëser Tatsaach nach bewusst gëtt an net just Geld an déi deier Infrastrukture stieche wäert, déi duerno wéineg um reelle Liewe vun de Leit ännere wäerten. Net de Mënsch a säi Wonsch no unhalendem Fortschritt soll am Mëttelpunkt vun der Digitaliséierung stoen, mä déi ganz Gesellschaft an d'Ëmwelt mussen als Unhaltspunkt fir eng erfollegräich Digitaliséierung am Fokus vun eisem Handele stoen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den zoustännegen Minister fir d'Digitaliséierung, ...

► **Une voix.**- Ah!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... den Här Marc Hansen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation.**- Här President, léif Memberen hei an der Chamber, ech si frou iwwert dee konstruktiven Echange, dee mer de Mëtteg haten. An ech hunn e ganze Koup u Saachen opgeschriwwen. An ech hunn och praktesch deen hallwe Ministère matbruecht, dee gëtt et jo nach net esou laang, déi douewen dat och elektronesch alles an d'Computere getippt hunn, wat u Recommendationen an Iwwerleeungen aus alle Richtungen hei koum, mat allméiglechen Nuancen, fir dat dann och matzehuelen a fir dat an deenen nächste Méint och an eis Aarbechten afléissen ze looszen.

Ech halen am Fong zréck aus deene villen Echangingen a vun den Interventiounen vun den Deputéierten aus alle Fraktiounen, dass se dee ganze Prozess positiv begleeten, dass vill Saache schonn ugeleiert goufen zanter Joren - dat ass och eppes, wat ech gesot hunn: Et ass och näischt, wat et eréischt zanter dem 5. Dezember gëtt, et gouf scho ganz vill Initiativen iwwert déi lescht Joren - an dass mer och an Zukunft dat heite sollen als Politik positiv begleeten, wat et als Prozess souwisou gëtt an dee mer definitiv net kënnen ophalen.

All deenen heite Saachen, mat souguer deene ganz konkrete Projeten, wäerte mer och Suitte ginn. Et sinn och scho vill Saachen, wou mer dru schaffen. Mä ech mengen, vu dass et jo eng Konsultatiounsdebatt war, ass et elo net u mir, fir hei eng Replik op all eenzelne Projet ze ginn, well ech jo Ären Input wollt kréien, fir e matzehuelen an de Ministère a fir dat an deenen nächste Joren och an deenen eenzelne Projeten, wéi se da wäerte kommen, hei ze presentieren. Dofir lech alleguerter Merci fir Äre wäertvollen Input.

An ech ginn dovun aus, dass mer nach zu de Motiounen kommen, wat dann nach vläicht als Informatioun mat derbäi ka kommen. Mä souwäit zu menger Schlussinterventioun. An op eng gutt a positiv a konstruktiv Zesummenaarbecht, fir Lëtzebuerg an der Digitalisatioun an deenen nächste Jore fit ze halen!

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Minister fir Digitaliséierung. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi zu dëser Debatt deponéiert goufen.

Motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Berger deposéiert ginn ass. Ech mengen, do kënnen mer dann à main levée ofstëmmen, oder ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

Jo! Da komme mer zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 1.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. Si sinn nach net alleguer do. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiuonen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen (par Mme Octavie Modert), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Lies), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Emile Eicher), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Gilles Roth), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler (par Mme Diane Aehm) et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Tess Burton (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Lydia Mutsch), Claude Haagen (par M. Marc Angel) et Mme Lydia Mutsch;

MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini (par Mme Stéphanie Empain);

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass: 100% Open-Source-Betriebssystemer bis 2027.

Den Här Minister freet d'Wuert.

Motions 2 et 3

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation.**- Jo, ee Wuert iwwert déi Linux-Motioun vun de Piraten. Ech weess, dass dat eng vun de grouse Suergen ass vun de Piraten. Den honorabelen Deputéierten huet hei wuel verschidde Länner an och Administratiounen zitëiert, déi op deen dote Wee gaange sinn. Et ginn der awer och scho vill, déi erëm op deen anere Wee zréckkommen.

Ech ginn d'Beispill vun der Stad München, déi mat ronn 29.000 Apparater souguer e bësse méi héich läit wéi de Lëtzebuerg Stat, wou mer bei 20.000 Apparater sinn: Déi huet Enn 2017 decidéiert, no esou vill Joren, fir erëm dovunner ewechzekommen. Déi hat och e System, deen huet och e spezifesch Numm gehat ... Déi hält domadder erëm op, well se dat Ganz net als stabil a sécher fonnt huet. An dat ass och ee vun deene grouse Punkten, firwat mir net ganz an d'Richtung gi vun deenen Open-Source-Systemer, aus x Grënn, déi och technescher Natur sinn, Sécherheetsnatur, vun Effizienz a guddem Gebrauche vun deenen Apparaten.

Dofir géif ech der Chamber proposéieren, déi Motioun net unzehuelen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci. Den Här Goergen nach eng Kéier.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci fir Äre Erklärung. Ech hunn och vollst Verständnis derfir. Ech wollt just zu München nach eng Kéier präzisieren: Et war den ehemolege Buerger-

meeschter vu München, deen dat agefouert hat, an dann huet deen neie Buergermeeschter awer d'Zentral vu Microsoft op München kritt an du war en natierlech schéin ugelaacht, fir deemtsprechend och d'Administratioun op Microsoft erëm ëmstellen. Dat war deemools de Fall, wéi sou déi vu Linux zréckgewieselt sinn.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech muss feststellen, Här President, datt d'ADR den Text vun der Motioun net huet! Mir kënnen also ... Ech géif lech virschloen, datt mer de Vott also verleeën. Wann net all Fraktioun oder Groupe technique den Text huet, kënnen mer jo wuel net ofstëmmen. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Text, dee misst awer um Schierm ze gesi sinn.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Ma neen. Eben net. Mir hunn en net.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Dem Här Berger seng ass drop, déi aner net.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Da kënnen mer net ofstëmmen ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Chamber huet sech virgeholl, fir paperless ze sinn. Da misst den Text vir um Schierm ze gesi sinn.

(Brouhaha et interruptions diverses)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mir hunn den Text net, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dir misst en dach hunn, um Schierm!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dir hutt en um Pabeier, firwat hu mir en net um Pabeier?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann ...

(Brouhaha)

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Gilles Roth, wannechgelift.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Also mir hunn een Exemplaire, awer d'Deputéiert hunn et menges Wëssens net um Schierm.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Neen, et ass net drop! Just dem Här Berger seng.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Mir hunn een Exemplaire en version papier. Mä mir hu keen ... Et ass net ... Ech mengen, esou war et ofgemaach, dass déi aner Deputéiert et géifen op de Schierm kréien. A moins, dass een do muss enzwousch drécken? Mä ech hunn déi net.

(Brouhaha)

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Här President, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Also mir hu se hei um Schierm, da misst se am Fong och op deenen anere Schiermer sinn.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Jo, ech mengen, do gëtt et eng Opléisung: Do ass iergende Feeler ënnerlaf, well Open Source ass d'Nummer 3. An déi ass effektiv um Schierm. D'Nummer 2 wär de Wi-Fi an déi ass net um Schierm.

► **Une voix.**- Den 2 ass net um Schierm.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Macht eng Kéier „Info/Fax“ un an aus!

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation.**- Digitalisatioun an der Chamber!

(Hilarité et brouhaha général)

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Berger, wannechgelift.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo. Merci, Här President. Effektiv war e klenge Mëssel, datt Dir scho vun der Motioun 3 geschwat hutt. Fir d'Éischt hu mer jo awer d'Motioun 2. Ech weess elo net, mä et ass jo, et passt jo och hei bei d'Debatt iwwert d'Digitaliséierung, op alle Fall um Schierm geet een, wann Der bei „Info/Fax“ gitt, do hutt Der all d'Dénger, an da gitt Der op deen Drëtten vun uewen, do steet: „Motion Marc Goergen, mise à disposition“, an dann dréckt Der „afficher“ ...

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- An dann ass se do!

► **M. Eugène Berger (DP).**- ... an dann ass se do.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Schwupp-diwupp!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Dann ass se do! Also: „Info/Fax“ an dann deen Drëtten uewen an dann „afficher“, dann ass se do.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Déi vun Open Source ass nach net drop. Et ass zweemol déiselwecht drop!

► **Plusieurs voix.**- Dach!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Neen! Da kuckt!

► **Une voix.**- Et ass zweemol déiselwecht.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Majo dach: „mise à disposition“ an dann ...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- An den 3 ass nach eng Kéier datselwecht.

► **M. Eugène Berger (DP).**- 2 an 3 ass drop!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Da gitt dach kucken! Gleeft mer dach emol eppes!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Déi dräi sinn drop. Dach!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Dann drécken ech nach eng Kéier op „Info/Fax“, vläicht geet et dann.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech stelle fest, datt et nach net esou einfach ass, fir paperless ze schaffen.

(Hilarité)

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Eugène Berger (DP).**- Weiterbildung!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Zweemol datselwecht!

► **M. André Bauler (DP).**- ... wou och déi orthografesch Feeler dra sinn.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Georges? Georges, et ass zweemol datselwecht!

(Brouhaha)

Oh! Firwat gleeft da kee mer eppes? Neen, déi 2 ass net drop. Déi mat ...

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech proposéieren, ...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- 3 ass zweemol drop!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... datt mer dann iwwert d'Motioun 3 ofstëmmen, an an der Tëschenzäit ...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Oh jo!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... d'Motioun 2 da verdeelen.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Ja, dat ass eng wonnerbar Iddi!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... bis da muss se dann do sinn.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Jo, dat ass ganz gutt, Här President!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir kommen elo bei d'Motioun 3. Dat ass am Fong dann déi Motioun, ...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Wat maache mer dann elo? Abstention?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... déi landeswäit den Internetzougang ...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- D'Madamm Aehm ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... bis 2021 gratis mécht. Den Här Minister Hansen, wannechgelift.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation.**- Oh, meng Ried wäert elo net vill anescht sinn, egal ob et d'Motioun 2 oder 3 ass. Och de free Wi-Fi, dee gefuerdert gëtt op där heiter Plaz, géif ech lech proposéieren ofzeleenen. De Wi-Fi gëtt et schonn op ganz villen öffentleche Plazen, wou e scho gratis ass. Et sinn och vill Plazen, wéi de Flughafen oder d'Gemengen, déi och matgemaach hu bei dem Projet WiFi4EU, déi och encouragéiert gi vun der Regierung, fir dat ze maachen. Dat heescht, dat ass souwisou eppes, wat an déi Richtung ze maachen ass. A fir do e präzisen Datum elo hei dropzesetzen, fannen ech och e bëssen onreflechéiert, wa mer dat haut einfach esou géifen decidéieren.

Dofir géif ech och proposéieren, déi ofzeleenen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Okay. Den Här Goergen, wannechgelift, an dann d'Madamm Aehm.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ech hu vollt Verständnis dofir. Et war esou, d'Iddi mam Datum koum aus dem WiFi4EU, déi haten och



e konkreten Datum fir d'Gemenge virginn. Et ass just den Nodeel gewiescht bei WiFi4EU: Well dat e grouse Projet iwwer ganz Europa ewech war, hate si et, mengen ech, limitéiert - ech hunn net méi déi genau Zuel - op 25 Gemenge pro Land. An deementspreechend hu mir elo zu Lëtzebuerg 25 Gemengen, déi zwar bei deem Programm matmaachen a gratis Internet ubidden, mä fir déi aner hätte mir ebe gär gehat, dass do de Stat da géif asprange mat deemselwechte Produkt, wéi et deemools d'Kommissioun Juncker ausgeschafft hat.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Madamm Adehm, wannechgelift.

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Zu der éischter Motioun (veuillez lire: zu der drëtter Motioun) mam gratis Wi-Fi: Mir fannen dat a priori äusserst sympathesch, fir jiddwerengem hei am Land gratis Wi-Fi unzebidden. Mir wëssen och, dass dat e groust Wahlkampfthema war vun de Piraten.

Et stellt sech awer nach d'Fro, wien dat ubidden soll, ob et d'Regierung ass, ob et d'Gemenge sinn. Well et ass esou, notamment vun der Europäescher Kommissioun kréien d'Gemenge jo e Budget zur Verfügung gestallt, wa se wëlle gratis Wi-Fi ubidden. Do sinn awer nëmmen eng Partie Gemengen zougeloo. Dir hutt et elo selwer gesot: 25 Gemengen da bei engem éischte Jet. „Et kënn nach eng Kéier en zweete Jet“, huet de President vum Syvicol mer elo just hei gesot.

Mä dat geet awer net duer, fir et flächendeckend ze maachen, wa mer da soen, et misst landeswäit gemaach ginn. Eis feele Präzisiounen hei an der Motioun, wien dass et soll maachen. Soll dat eventuell eng Post ubidden? Soll et als Service universel ausgeschriwwen ginn?

(Interruption)

Eis feele ganz einfach technesch Informatiounen hannendrun oder praktesch Informatiounen, wéi dat fonctionnéiere soll.

Duerfir géife mir eis bei där heiter Motioun enthalen, wuelverstanen, dass mer et awer sympathesch fannen, wann am ganze Land soll flächendeckend gratis Wi-Fi ugebuede ginn.

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Wat déi zweet Motioun ugeet, dat ass déi Diskussioun ...

(Brouhaha et interruption)

Pardon, déi drëtt Motioun, d'Motioun Nummer 3 (veuillez lire: d'Motioun Nummer 2)! Dat ass déi mat den ...

► **Une voix.**- Open Sources.

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- ... Open-Source-Softwareprogrammer. Do hu mir eis Bedenken, wat d'Sécherheet vun deene Programmer ugeet. Et kann ee vill iwwer kommerziell Firme schwätzen, iwwer d'Sécherheitsproblemer, mä do weess ee wéinstens, wien ee siche geet, wann iergendeppes net klappt. Während wa mer op Open-Source-Systemer ginn, weess een net méi onbedéngt, wien ee siche geet. Duerfir géife mir eis bei där doter Motioun och enthalen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Den Här Baum nach, wannechgelift.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo, Merci, Här President. Zu deenen zwou Motiounen: Mir fannen et och sympathesch, sech als Zil ze setzen, bis 2050 100 % Biolandwirtschaft ze maachen, well ech mengen, grad doduerch, dass ee sech ambitiéis Ziler setzt, ass et iwwerhaapt méiglech, eng Politik ze generéieren an eng Politik ze gestalten, déi op dee Wee geet.

Dofir fanne mer déi Motioun vun de Piraten méi wéi sympathesch. Mir mengen, datt genau dat d'Ambitioun misst sinn, als Service universel, als Äntwert op der Madamm Adehm hiren Awand.

An dat Zweet, ech mengen, do huet effektiv den Här Goergen d'Äntwert scho ginn. De Fall München ass wierklech e ganz speziellen. Et ass wierklech e ganz gutt Beispill, wéi privat Interessien, d'Interessien vun engem grouse internationale Grupp, eragespillt hunn an d'effentlech Verwaltung, an eppes, wat natierlech embryonnaire am Entstoe war. An ech mengen, datt ee sech grad net dorunner sollt orientéieren.

An duerfir, mat deenen Delaien, déi d'Piraten hei virschloen, kënnen mir ganz averstane sinn a mir géifen duerfir och des zwou Motiounen matstëmme.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Déi zwou Motiounen sinn och elo an der Tëschenzäit um Schierm an ech mengen, da kéinte mer ofstëmme. Fir d'Éischt déi Motioun fir de gratis Internetzugang bis 2021.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un.

(Brouhaha et interruptions diverses)

► **Une voix.**- Elo geet et lass.

► **Une autre voix.**- ... dat do geet net gutt. Dat geet net gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dach! D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 10 Jo-Stëmme, 29 Nee-Stëmme an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 8 voix pour, 31 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mme Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Lydia Mutsch), Claude Haagen (par M. Marc Angel) et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy (par M. Henri Kox), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini (par Mme Djuna Bernard).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Gilles Roth), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf (par M. Félix Eischen), Mmes Martine Hansen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Lies), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Aly Kaes), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Emile Eicher), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Marc Spautz).

An da kéime mer zur Ofstëmmung iwwer d'Motioun 100 % Open-Source-Betriebssystemer bis 2021.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann de Vote par procuration.

(Brouhaha et interruptions diverses)

Et feelen der nach. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 5 Jo-Stëmme, 33 Nee-Stëmme an 22 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 4 voix pour, 35 voix contre et 20 abstentions.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger (par M. Max Hahn), MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mme Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Lydia Mutsch), Claude Haagen (par M. Marc Angel) et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini (par Mme Stéphanie Empain) ;

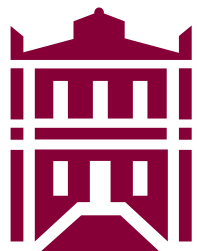
MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mmes Martine Hansen (par Mme Octavie Modert), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Lies), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Emile Eicher), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par M. Marc Spautz).

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

D'Chamber kënn nees den 9. Juli zesummen. D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 21.26 heures.)



Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

3. 7453 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

- Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président

4. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président - M. Gilles Roth - M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar et Mme Viviane Reding) - M. Gast Gibéryen - M. Fernand Etgen, Président (interventions de Mme Martine Hansen, M. Gast Gibéryen et M. Laurent Mosar) - M. Eugène Berger - M. Fernand Etgen, Président - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Laurent Mosar et Mme Viviane Reding) - Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Sven Clement et M. Laurent Mosar) - M. Gast Gibéryen (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Laurent Mosar, Mme Martine Hansen et Mme Viviane Reding)

- Vote sur l'ordre du jour (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Laurent Mosar, Mme Martine Hansen, M. Sven Clement, Mme Viviane Reding, M. Gilles Roth, Mme Diane Adehm, M. Georges Engel, M. Eugène Berger et Mme Josée Lorsché)

- M. Eugène Berger - Mme Martine Hansen (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Fernand Etgen, Président (interventions de Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, M. Laurent Mosar, M. Gast Gibéryen, M. Michel Wolter, M. Claude Haagen et M. Mars Di Bartolomeo)

- Suspension de la séance publique de 14.27 à 14.31 heures

5. 7448 - Débat d'orientation relatif à l'avant-projet de Plan national pour un développement durable

- Présentation de l'avis commun de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. François Benoy (intervention de Mme Josée Lorsché) (dépôt de la motion 1) - M. Marc Angel

- Débat : M. Max Hahn - M. Franz Fayot - Mme Stéphanie Empain

- Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

6. Question élargie n° 16 de M. Georges Engel au sujet de la précarité énergétique au Luxembourg

- M. Georges Engel - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

7. 7269 - Projet de loi complétant le Code du travail en portant création d'une activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe

- Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn

- Discussion générale : Mme Tess Burton - Mme Djuna Bernard

- Prises de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

8. 7398 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux

- Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt

- Discussion générale : M. Franz Fayot - M. Marc Hansen

- Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.03 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 9 juillet 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :

6493 - *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques*

Dépôt : M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 31.10.2012

Retrait du rôle des affaires : 02.07.2019

6517 - *Projet de loi modifiant 1) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, 2) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988*

Dépôt : M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 31.12.2012

Retrait du rôle des affaires : 02.07.2019

7339 - *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence*

Dépôt : Monsieur Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 09.07.2018

Retrait du rôle des affaires : 04.07.2019

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

1326 - *Demande de pétition publique : Drogen-gesetz*

Dépôt : Pitt Klein, le 02.07.2019

1327 - *Demande de pétition publique : [FR:] Équipement obligatoire de camionnettes entrepreneuriales avec de l'air conditionnée [LU:] Obligatoiresch Ausrüstung vu Firmecamionnettë mat enger Klimaanlag*

Dépôt : Joël Gangolf, le 03.07.2019

1328 - *Demande de pétition publique : Limitation de vitesse de nouveau à 110 km/h pour les voies rapides sur la E29 Echternach-Waldhof*

Dépôt : Joana Martins Mendes, le 04.07.2019

1329 - *Demande de pétition publique : Gratis Transport pour les personnes à mobilité réduite*

Dépôt : Ana Pinto, le 04.07.2019

1330 - *Demande de pétition publique : Mise en place de zones fumeurs publiques et interdiction de fumer dans la rue, renforcement de la lutte contre le jet des mégots de cigarettes sur la voie publique*

Dépôt : Erwann Duquesne, le 07.07.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7453 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunion vum 4. Juli huet d'Präsidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech hei ëm d'Proposition de loi Nummer 7453, eng Ofännerung vum Wahlgesetz, déi de 27. Juni 2019 vun den Häre Sven Clement a Marc Goergen deponéiert gouf.

Schleisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentekonferenz un, fir d'Proposition de loi 7453 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

(La proposition de loi 7453 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Mir hunn awer och eng Ufro elo, fir de Projet de loi 7398, eng Ofännerung vum Postgesetz, dat heescht dee Punkt, deen haut als leschte Punkt um Ordre du jour virgesi war, als éischte Punkt op den Ordre du jour vun der Sétzung vu mar de Mëtten ze setzen.

Ass d'Chamber mat dëser Proposition averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Den Här Roth, freet d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här President. Ech hunn e Wuert zu dem Ordre du jour ze soen. Den Ordre du jour vun der Chamber, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass och den Ordre du jour vun de Suerge vun de Bierger. An den Ordre du jour vun der Chamber, dat ass och den Ordre du jour vun dem Rechtsstat. An de Rechtsstat, Dir Dammen an Dir Hären, deen ass déi lescht Deeg a Wochen nawell zolidd strapaziéiert ginn, notament an dem Dossier vun dem sougenannten „geheime Casier“.

Mir hu Fiché vu Police a vu Justiz, déi mat Date gefiddert ginn, déi net dora gehéieren. Mir hu Fiché vu Police a Justiz, déi consultéiert ginn zu Zwecker, déi net dofir virgesi sinn. Mir hu Fiché vu Police a Justiz, déi net deene geréngsten, elementaarste Prinzipie vun dem Dateschutz entsprechen. A mir hu Fiché vu Police a Justiz, déi quasi iwuer Nuecht onbescholte Bierger zu potenzielle Verdächtege maachen.

Dat geet net an engem Rechtsstat! An et geet virun allem net, dass onbescholte Bierger, déi e viereg Casier hunn, dass déi beim Nationalfeierdag, wat d'Fest vun eiser Demokratie ass a wou mer och un déi däischterst Geschicht heiansdo vun eisem Land erënneren, dass Leit mat engem viereg Casier do iwuer Nuecht ausgeluede ginn, well se potenziell sollen eng Gefor si fir d'Statssécherheet.

A wat ass d'Reaktioun, Dir Dammen an Dir Hären? D'Reaktioun ass déi: e Pressecommuniqué vun de Ministere Braz a Bausch, Justiz- a Police-minister, déi sech verstoppen hanner engem Pressecommuniqué. Jiddwereen ass schold, just si net.

Mir hunn eng Justiz, déi mécht zwou Stonne laang iwwert de Parquet général eng Pressekonferenz. An déi Käraussoen dovunner, déi ginn dräi Deeg drop vun eisem héchste Richter, President vun der Cour supérieure de justice, ech muss soen, op eng ganz éierlecher Aart a Weis an der Chamberskommission vun der Justiz widderluecht. An dann hu mer eng Dateschutzkommission - allegueren déi Kolleginnen a Kollegen, déi de Mëtwoch virun acht Deeg an der Justizkommission waren -, ech mengen, an der Saach totalement dépassé par les événements an eigentlech éischter de

verlängerten Aarm vum Policeminister wéi déi vun enger onofhängeger Institution.

Dir Dammen an Dir Hären, eis geet et elo duer! Et kann een net weider d'Jalusië vun der Transparenz virun dem Rechtsstat erofloossen. Et kann net sinn, dass weider déi Salamatik gefouert gëtt mat Hallefwouechten, Hallefinformatiounen an Desinformatiounen. Dat geet an engem Rechtsstat net!

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, duerfir froen ech lech, dass Dir den Ordre du jour virun der Summerpau nach komplettéiert.

Mir hätte gär, dass de Statsminister, deen och Rechtsstatsminister ass, nach virun der Summerpau zu dem Dossier „geheime Casier“ hei an der Plenië eng Deklaratioun am Numm vun der ganzer Regierung ofleet, wou en Äntwerte gëtt op bis elo onbeäntwert Froen a wou e virun allem kloer Aussoe mécht zu Äntwerten, déi u sech schonns widderspréchelech sinn.

Zweetens hätte mer nach gäre virun der Rentrée parlementaire, dass genau zwee Gesetzesprojete virun allem deposéiert ginn, déi millimetergenau d'Datebanke vun der Justiz a vun der Police regéieren.

A mir hätten dréttens gär, a mir reiteréieren eis Demande, dass d'Dateschutzkommission nach bannent dëser Woch - bannent dëser Woch! -, esou wéi et och hir gesetzlech Aufgab ass, e Fichier, e Formulaire op hirem Internet-site publizéiert, wou d'Lëtzebuerger an all déi Leit, déi sech betraff fillen, Accès hunn zu de Policefichieren a wou se och d'Méiglechkeet kréien, fir Informatiounen, déi do drastinn an déi net dra gehéieren, fir déi ze rechtfertegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn der Meenung, dass dat do Moosname sinn, déi sech gehéieren, well d'Rechter vun de Bierger, vun onbescholte Bierger, an de Rechtsstat, déi akzeptéieren net méi, dass se méi laang mat Féiss getréppelt ginn!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Roth. Mir huelen Akt vun Ärer Deklaratioun. Dann hat och nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

► **Une voix.**- Neen!

► **Une autre voix.**- Et ass nach net fäerdeg.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... wëllt drop reagéieren ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, jo ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech mengen, et ass en aneren ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wëllt Der ...?

► **Une voix.**- Ech héieren näischt.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Roth, mir wäerten da kucken, ob den Här Statsminister bereet ass, fir dës Woch oder déi nächst Woch an d'Chamber ze kommen.

Wat deen zweete Punkt ubelaangt, do ass et esou, dat och iwwert déi nächst Woch eraus ...

(Brouhaha général)

... nach ëmmer, och an der Vakanzzeit, Projet-de-loie kënnen deposéiert ginn.

A mir wäerten dann ebe kucken, wat sech mat deem drëtten Punkt dann ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Neen, neen, neen!

► **Mme Viviane Reding (CSV).**- Dat kënnt an d'Plenië!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Gibéryen.

► **Une voix.**- Mir maachen dat d'nächst Woch.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Kee Problem. Kee Problem!

► **Une voix.**- Dat kënnt an d'Plenië.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, dat wat de Kolleg Gilles Roth am Numm vun der CSV hei elo gesot huet, dat féint zu 100 % eis Ennerstetzung.

Ech mengen, jiddweree vun eis, wann en éierlech ass, weess, dat momentan am Land ganz grouss Diskussiounen iwwert den Dossier do sinn. An et héiert ee ganz vill vun de Leit dobaussen: „Wat mécht d'Chamber dann? Kuckt d'Chamber no?“

Am Abléck kuckt d'Chamber no, well d'Chamber no baussen nach näischt kommuniquéiert huet. Dat ka se nëmmer an enger effentlecher Sitzung maachen. An ech mengen, deen Dossier hei huet elo esou wäit evoluéiert, dat et

héich Zäit gëtt, dat mer hei an der Chamber eng Diskussioun kréien.

Et kann net sinn, dat all gudden Dag eppes anescht ersaukënt, wat normalerweis dann net méi ze evitéieren ass, dat et ersaukënt; da gëtt et ebe vun der Regierung da confirméiert. Et komme widderspréchelech Saachen eraus. Et gi Pressekonferenze gemaach vun aneren Institutionen, wat mer bis elo hei am Land net kann hunn. Also jidderee mell sech zu Wuert, mä d'Regierung mell sech net zu Wuert, héchstens iwuer Pressecommuniquéen. An duerfir, mengen ech, ass et scho wichteg, dat mer hei an der Chamber doriwuer diskutéieren.

Mir hunn als ADR ganz am Ufank schonn eng Enquêtékommision gefrot. Mir hu se awer net hei an d'Parlament erabruecht, well mer der Meenung sinn, dat dat lescht Instrument ass, wat een an engem Stat soll asetzen. Mir hätte gär, dat ee kéint op esou eng Enquêtékommision verzichten, mä dat setzt viraus, dat d'Regierung bereet ass, och hei an d'Parlament ze kommen a mat den Deputéierten doriwuer ze diskutéieren, an net nëmmer an enger Kommission, mä hei am Parlament. Well d'Leit am Land hunn och e Recht, fir gewuer ze ginn, wat dann elo an deem Dossier ass a wat eventuell iwuer si drasteet a wat hir Moyene sinn, déi si kënnen huelen, fir dergéint virzegoen oder fir gewuer ze ginn, wat iwuer si an esou Fichiere steet.

An duerfir ënnerstézt mir zu 100 % déi Initiativ, déi elo hei vun der CSV geholl ginn ass.

Ech wëll awer soen, mir kënnen elo net einfach soen: „Jo, mir huelen dovunner Kenntnis“, an da fuere mer virun. Ech mengen, wann hei esou eng Demande ass, da soll d'Parlament sech ausschwätzen hei, ob et an der Majoritéit der Meenung ass, dat esou en Debat soll hei an der Chamber stattfannen, dat de Statsminister muss an d'Chamber kommen, fir dozou Ried an Äntwert ze stoen. A wann dat dës Woch net de Fall ka sinn aus Termingrënn, ma da maache mer dat eben d'nächst Woch. Dat hei ass eng Saach, déi ass esou wichteg, déi kann een net nach bis an den Oktober verschubsen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Gibéryen. Ech wëll just präziséieren, dat bis elo weder eng Ufro ass, fir eng Heure d'actualité zu deem dote Sujet ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Ooh!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ee Moment, Här Mosar, wannechgelift!

Ech wëll einfach präziséieren, dat mer Prozeduren an deemem Haus hunn, dat mer bis elo keng Ufro hunn, fir eng Heure d'actualité ze kréien, dat mer keng Ufro kritt hunn, fir eng Enquêtékommision anzesetzen, an dat mer och an der Präsidentekonferenz, déi de leschten Donneschdeg de Moien zesumme war, fir iwwert den Ordre du jour vun dëser Woch ze befannen, keng mëndlech Ufro an där doter Hisiicht haten.

An domadder géif ech elo emol d'Wuert un den Här Berger ginn.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ma mir hu gefrot fir en zousätzleche Punkt op den Ordre du jour!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat hei ass fir en zousätzleche Punkt op den Ordre du jour.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Mir huelen en zousätzleche Punkt fir op den Ordre du jour. Dat kënne mer ëmmer hei maachen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- ... dat kann zu all Moment gefrot ginn!

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Berger hat d'Wuert gefrot.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech mengen, d'Chamber hëlt deen Dossier hei ganz seriö, jiddwereen, souwuel déi op där doter Säit vun de Bänke wéi och déi op dëser Säit vun de Bänken. An dat hu mer bewisen, andeems mer scho mindestens dräi Commission-jointen hatten, wou mer in extenso - net annerhalfe Stonn, mä wou mer verlängert hunn - eis also scho stonnelaang mat deenen Dossiere befaasst hunn.

Mir hunn och Transparenz gewisen, andeems net de klassische Rapport gemaach ginn ass, mä Verbatimen opgestallt gi sinn, wou jiddwereen, all Bierger hei am Land also dat kann noliessen, wat do gesot ginn ass, a wou also jiddwereen Abléck an déi Dossiere respektiv Froen an Äntwerten huet.

Einfach, fir awer emol kloerzestellen, dat mer hei alleguer deen Dossier also seriö huelen an eis och alleguer Gedanken maachen an dat mer dat net lichtfanke gemaach hunn, mä dat mer also och schonn eng Rei Saachen hei am Parlament gemaach hunn. Ech kann also dee

Le saviez-VOUS ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.



Virworf net gëlle loosse, mir géifen dat net seriö huelen an et géif hei guer näischt geschéien. Dat ass deen éischte Punkt.

► **M. Max Hahn (DP)**.- Très bien !

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Da wëll ech awer och soen, datt mer nach net fäerdeg si mat deenen Aarbechten, datt nach eventuell ... Ech mengen, do waren elo Froe gestallt ginn, et sinn Äntwerte komm, mir haten och schonn déi zoustänneg Ministeren hei a mir wäerte wahrscheinlech an der Suite och dann, wa mer déi ganz Saach weider opschaffen, nach déi eng oder déi aner Reunion hunn. Dat ass eigentlech déi Marge, dee Plang, dee mer eis och ginn haten an deenen zwou Kommissiounen, fir esou virunzefueren. An ech mengen, dat ass dee richtege Wee, wéi mer et solle maachen, wéi mer a Serenitéit sollen un deen Dossier erugeen.

Mir haten och schonn, déi eng oder déi aner, eng Propos gemaach, datt mer eis zum Beispill als Chamber sollte Gedanke maachen, datt mer géifen als Chamber eng Proposition de loi maachen, fir ze kucken, fir déi ganz - wéi soll ech soen? - Prozedur respektiv, wat fir eng Fichieren ee soll kënnen oder dierf erhiewen, datt mer do eventuell och sollen eng Proposition de loi als ganzt Parlament maachen. Nëmme fir ze ënnersträchen, datt mer also amgaang sinn, un deem Dossier ze schaffen an datt mer deen eescht huelen.

Wat den Ordre du jour elo ubelaangt, ech mengen, dat ass eppes vun der Conférence des Présidents. Wéi mer dat elo an der Praxis maachen, wéi mer dat organiséieren, dat ass eng Saach vun der Conférence des Présidents. Ech ka just feststellen, datt, op alle Fall an där leschter Conférence des Présidents, keng esou eng Demande virlooch.

(Brouhaha)

Voilà! Mä duerfir, éischtens emol, datt mer iwwert den Ordre du jour dann an der Conférence des Présidents diskutéieren a kucken, wéi mer weiderfueren, ...

(Brouhaha général)

... an zweetens awer och: Et ass keng offiziell Demande do fir eng Enquêtékommisioun, mä datt mer einfach déi Aarbechten, déi mer ugefaangen hunn an aller Serenitéit, sollen elo an deene Kommissiounen, déi concernéiert sinn, emol weiderféieren. Voilà!

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmoos, Här Berger. De Chamberspräsident ass do, fir ze kucken, datt d'Reglement agehale gëtt. An do gëtt et e Chapitre 6 am Règlement vun der Chamber, dat ass « De la Conférence des Présidents et de l'ordre des travaux ». An do steet dann am Punkt vum « Ordre des travaux », dat ass da vir de Punkt (12): « Le Président soumet pour ratification à la Chambre l'ordre des travaux des séances publiques établi, après avoir recueilli la proposition de la Conférence des Présidents. » Mir sinn de Moment am Kader vun den Diskussiounen, wat deen doten Artikel ubelaangt.

An de Punkt (13), dee seet am Fong geholl och eppes, an dat leent sech un dat un, wat den Här Berger elo just gesot huet. U sech ass et dann am Punkt (13), datt awer och esou eppes kann op Initiativ vun engem Member vum Gouvernement geschéien. An duerfir hunn ech direkt geäntwert gehat op dat, wat den Här Roth gesot hutt: „Mir wäerten dat kucken a mir wäerten da mat der Regierung Récksprouch huelen, ob déi bereet ass, fir dat éischter ze maachen.“

A fir de Rescht muss mer dann awer probéieren, datt mer d'Suite vun dem Ordre des travaux esou respektéieren, wéi dat vum Règlement virgesinn ass.

No deem hat awer och nach d'Madamm Lorsché d'Wuert gefrot gehat.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- Merci, Här President. Generell wéilte mir emol bemierken, dass et bedauerlech ass, dass mer deesen Dossier permanent elo zu politeschen ...

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- ... Muechtspillercher ...

(Protestations)

... benotzen, amplaz zesummen ze kucken, wéi mer weiderkommen, am beschte konstruktiv zesummeschaffen, fir déi Problemer ze léisen, déi an der Lescht opgetaucht sinn.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

(Brouhaha général)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- Zweete Punkt: Ech wëll och betounen, dass déi zwee genannt Ministere sech bereet erkläert hunn, zu all Fro Ried an Äntwert ze stoen an datt se net d'Flucht ergräifen, oder wat och ëmmer hei

gezielt gëtt, fir net an d'Chamber ze kommen. Si sinn ëmmer do, wa se geruff ginn.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Oh jo!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- An dat hu se ...

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Jo, jo.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- ... haart an däitlech gesot.

Drëtens si mer och der Meenung, grad ewéi den Här President, dass hei Prozedure bestinn an dass déi ze respektéiere sinn. Do brauch ech net méi nach eng Kéier ze widderhuelen, wat den Här Berger gesot huet an den Här President.

A wat alles geschafft ginn ass, kann all Bierger, deen Interessi huet an dee sech betrafft fillt, am Verbatim liesen, wat hei an der Chamber schonn alles Stonnen a Stonnen a Stonne geschafft ginn ass op deem doten Dossier, am Sënn vun enger Verbesserung vun der Situation an net am Sënn vu parteipolitesche Muechtspiller.

(Brouhaha général)

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Kee Resultat! ...

► **M. Fernand Etgen, Président**.- An dann hat nach d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Also, ech hale mech relativ kuerz. Et gëtt och e Chapitre 7 an do steet u sech dran, beim Artikel 35, datt de President « [...] l'assentiment de la Chambre pour l'ordre du jour proposé [...] » freet. A mir froen eben, fir dese Punkt zousätzlech op den Ordre du jour ze setzen. An dofir denken ech, datt mer sollen e Vott maachen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Ech géif proposéieren, datt mer eis awer géifen do un den Ordre des travaux halen an datt mer géife mar de Moien eng Conférence des Présidents aberuffen, fir doriwver ze vottéieren.

► **Plusieurs voix**.- Neen!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Da wiere mer an deem Schema dran. Ech wëll just probéieren, fir ...

(Exclamations)

► **Une voix**.- Au vote !

► **Une autre voix**.- ... eng Ofstëmmung hu fir Transparenz oder net!

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Etgen, Président**.- ... mat där mir eegener Rou an déi opgereegte Gemieder, déi ech heibanne feststellen, eng gewisse Serenitéit eranzekréien a fir eben einfach deem, wat alles hei gesot ginn ass, Rechnung ze droen. An da si mer u sech awer an deem Szenario dran, deen am Ufank hei gefrot ginn ass, anstatt datt mer elo e Vott maachen. A mir wëssen dann och, wéi dee Vott ausgeet. An da kéinte mer u sech am Fong dat doten an aller Serenitéit maachen ...

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Geliefte Demokratie!

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Herno gëtt den Ordre du jour ...

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Den Här Gibéryen, wannechgelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Jo, Här President, ech sinn iwwerhaupt immens iwwerrascht, datt mir hei iwwert d'Prozedure mussen diskutéieren!

► **Une voix**.- Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ech mengen, all Dënschdeg Mëtteg, wann d'Chamber ugeet, da mécht de President d'Proposition vun der Presidentekonferenz iwwert den Ordre du jour an e freet d'Chamber: „Ass se mat deem Ordre du jour d'accord?“ Also ass et d'Chamber, déi a leschter Instanz iwwert den Ordre du jour decidéiert.

An an der Vergaangenheet hate mer et schonn, ech weess net, ech wëll keng Zuel nennen, mä immens dacks, datt hei Changementer vum Ordre du jour verlaangt gi sinn. A wann en Deputéiert gären ee Punkt erof hätt oder gären e Punkt drop hätt, da freet en dat! An dann ass et un der Chamber ze decidéieren, ob se dat mécht. Dat ass déi gängeg Prozedur, ...

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- ... urspringlechen Ordre du jour wëllt halen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- ... ob se den Ordre du jour wëllt halen, wéi en an der Presidentekonferenz proposéiert ginn ass, oder ob se dee wëllt ofänneren.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- An dann ass et un der Zäit, dass d'Conférence des Présidents zesummekënn ...

► **Plusieurs voix**.- Neen! Neen!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- ... duerno.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dat kann och gemaach ginn, ...

(Brouhaha général)

... mä wann elo e Vott gefrot gëtt, muss de Vott geholl ginn.

► **Plusieurs voix**.- Au vote !

► **Une voix**.- D'Conférence des Présidents kann all Moment zesummekommen.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Ee Moment, wannechgelift.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Ech froe mech ...

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Ech wollt hei just conciliéieren. Dat heescht, datt weder eng Heure d'actualité ugefrot war ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dat huet och kee gesot!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Et war weder eng Enquêtékommisioun gefrot ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Neen. Et ass en zousätzlech Punkt um Ordre du jour.

(Bouhaha général)

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Mir hate weder an der Conférence des Présidents ... Du wollt ech am Fong geholl higoen, datt ... Also, ech si gäre bereet, datt mer direkt sollen ofstëmmen ...

► **Plusieurs voix**.- Jo!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- ... iwwert déi Modifikatioun vum Ordre du jour.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président**.- An dat wäerte mer elo maachen.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- D'Modifikatioun.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- D'Modifikatioun vum Ordre du jour.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Genau, fir eng Modifikatioun vum Ordre du jour.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Ech verstinn net, firwat Dir Är Presidentin net chargéiert hutt, an der Conférence des Présidents dat do ze froen. Ech verstinn dat net!

(Brouhaha)

Ech verstinn dat net! Et gëtt hei Regeln am Parlament. Et kann een natierlech maachen, wéi wann et ...

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Du muss dach awer de Règlement kennen? De fréiere President muss de Règlement kennen.

Vote sur l'ordre du jour

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Mir kéimen dann zum Vott. Wie mat dem Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz proposéiert ginn ass, ...

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Wien ass mam Ordre du jour d'accord?

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Muss mir mat Neen stëmmen ?

► **M. Fernand Etgen, Président**.- ... dee stëmmt mat Jo.

(Brouhaha général)

► **Une voix**.- Wien d'accord ass?

► **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Sot et nach eng Kéier, Här President!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Wie mam Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz proposéiert ginn ass an uganks liicht modifiéiert ginn ass doduerch, datt mer dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut op muer de Moien deen éischte Punkt maachen, d'accord ass, dee stëmmt mat Jo.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Wann déi Emännerung geet, da geet jo och déi hei!

► **Plusieurs voix**.- Neen!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- A wie gären d'Modifikatioun ...

► **Plusieurs voix**.- Neen!

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Alles oder näischt!

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Mir stëmmen of, fir dat hei op den Ordre du jour ze setzen.

(Brouhaha)

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Jo. Dat huet Prioritéit. Dat huet Prioritéit! De Changement vum Ordre du jour.

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- Den Här Gibéryen huet et elo grad erkläert.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Fir et ganz einfach ze maachen, datt och jiddwereen et versteet, stëmme mer of: Wie mam Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz ...

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Neen!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- ... proposéiert ginn ass, d'accord ass, stëmmt mat Jo ...

► **Plusieurs voix**.- Neen!

► **D'autres voix**.- Dach!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- ... an déi aner mat Neen.

► **Une voix**.- Ma da loosst de President dach schwätzen!

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Jo, en huet geschwat.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- De Vott fänkt un.

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Neen!

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Neen, neen, neen! Mä dat dierfs de net zouloossen! Mir muss fir d'Éischt de Changement froen.

► **Mme Diane Aehm (CSV)**.- Mä duerno brauchts de net méi iwwert de Changement ze stëmmen!

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Jo, mä dat huet jo kee Wäert méi!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Dann de Vote par procuration.

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Neen!

► **Mme Diane Aehm (CSV)**.- Neen, mir stëmmen net iwwert de Changement!

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Mir hunn elo ...

(Brouhaha général)

Neen, du muss fir d'Éischt iwwert de Changement stëmmen, éiers de iwwert deen anere stëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Et sinn nach verschidden Apparater, déi net ginn.

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Dat dote war eng schlecht Iddi.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Neen, du kanns dach hei net à main levée maachen!

(Brouhaha général)

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- An dann? Elo muss mer nach eng Modifikatioun maachen?

► **Une voix**.- Et ass keng Procuratioun.

(Brouhaha)

► **M. Eugène Berger (DP)**.- On reprend.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- Nach eng Kéier. Den Apparat ass net gaangen.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Den Apparat weist och näischt un, ob se schonn alleguer gestëmmt hunn oder net.

► **Une voix**.- Deen huet och d'Flemm mat deenen ...

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Wat hutt Der gesot? Sot dat e bësse méi haart, wannechgelift!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Här President?

(Brouhaha général)

(Interruption par M. Michel Wolter)

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Ah, Dir sidd och hei?! Haalt dach op!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Ech hunn elo ee Resultat hei, datt u sech den Ordre du jour ugeholl ass mat 30 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen.

► **Une voix**.- 31!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- An do ass awer dem Här Hahn säi Vott. Deen huet am Fong ëmmer ugewisen, wéi wann ...

► **Mme Viviane Reding (CSV)**.- Dat heescht ...

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- 31 zu 29, voilà!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Dat heescht, den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz proposéiert ginn ass, ...

► **Mme Viviane Reding** (CSV).- Neen!
► **M. Gilles Roth** (CSV).- Dat heescht, deen zousätzleche Punkt ass net drop. Dat heescht, d'Chamber géif refuséieren, dee Punkt dropzuehuelen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... ass mat 31 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Gilles Baum), Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par Mme Carole Hartmann) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Just fir ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Berger, wannechgelift.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. En plus vun deem, datt mer also den Ordre du jour vun der Presidentekonferenz ugeholl hunn elo, wat eigentlech jo nëmmen eng normal Confirmation ass, hate mir gefrot, fir dee leschte Punkt vun haut de Mëtten op muer als éischte Punkt ze setzen, wou am Virfeld souwuel d'CSV wéi aner Fraktiounen gesot hunn, si hätte kee Problem dermat.

Duerfir proposéiere mer dann elo offiziell nach eng Kéier hei virum Mikro, datt mer kënnen dee leschte Punkt vun haut op muer deen éischte Punkt setzen. Da froe mer och e Vott doriwwer.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- D'Madamm Hansen, wannechgelift.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Also, dat do ass näischt anescht wéi eise Punkt, dee mer elo wëllen zousätzlech op den Ordre du jour setzen.

(*Protestations*)

Den Här Berger proposéiert elo eng Ëmännerung vum Ordre du jour, a mir hunn och eng proposéiert.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo.

(*Brouhaha*)

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Also, da proposéieren ech, datt deen dote separat ofgestëmmt gëtt ...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- An eisen!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- ... an datt eisen och nach eng Kéier separat ...

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Okay.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- ... ofgestëmmt gëtt. Da si mer fäerdeg.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Da stëmme mer och iwwert déi Modifikatioun of. Wien averstanen ass, datt mer de Punkt 3 vum Ordre du jour op muer de Moien als deen éischte Punkt setzen, stëmmt mat Jo.

(*Exclamations*)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- D'Madamm Hansen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech wëll just gäre kloerstellen, datt mer déi zwou Saachen elo ofstëmme!

► **Plusieurs voix**.- Jo!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Dat heescht eise Punkt op den Ordre du jour ...

(*Brouhaha général*)

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Neen, separat.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Separat.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Neen!

► **Plusieurs voix**.- Separat!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Dat anert hu mer ofgestëmmt an dat ass decidéiert.

(*Exclamations*)

Genau!

► **Plusieurs voix**.- Neen!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Dat, wat d'Inhalter ubelaangt, datt mer eis eens sinn, wéi eng Sujeten dës Woch um Ordre du jour sinn. An dat anert ass just eng zäitlech Verschiebung vun engem vun de Punkten op dem Ordre du jour op mar.

► **Une voix**.- Neen!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- E Vott iwwer eise Punkt ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wie mam Här Berger senger Proposition ...

► **Plusieurs voix**.- Neen!

► **Une voix**.- Dach!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Neen!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... averstanen ass, stëmmt mat Jo.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech wëll just soen, datt mir eis net bei deem dote Vott äusseren, bis datt mer sécher sinn, datt eise Punkt och ofgestëmmt gëtt, fir dat op den Ordre du jour ze setzen!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Ma dat hu mer jo ofgestëmmt, Madamm Hansen!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Neen, dat hu mer net ofgestëmmt!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Dat hu mer nach net ofgestëmmt!

(*Brouhaha général*)

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Dat do hu mer jo och nach net ... Dann ass dat do och ofgestëmmt!

(*Brouhaha général*)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- De Vott huet ugefaangen.

► **Une voix**.- Neen, da kommt, mir stëmme net!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Kommt, mir drécken net!

► **Plusieurs voix**.- Kommt, mir ginn eraus!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Gitt all eraus!

(*L'opposition quitte la salle.*)

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Da maacht Der Ar Chamber eleng!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Hei gëtt de Geck gemaach! Hei gëtt de Geck gemaach!

(*Brouhaha général*)

► **Une voix**.- Eieie!

► **Une autre voix**.- Schéi Vakanz!

► **Une troisième voix**.- D'CSV ...

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- De Vote par procuration, geet deen och fir aner Parteien?

(*Hilarité et interruptions*)

► **Une voix**.- Mir hu kee Quorum méi. Mir sinn net zu genuch!

► **Une autre voix**.- Da maache mer dee leschte Punkt ebe wéi et geet, par procuration.

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Wie feelt bei lech?

(*Interruption*)

► **Une voix**.- Nëmme een.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Jo, mir sinn net komplett.

► **Une voix**.- Et geet net duer!

(*Brouhaha*)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Ech stelle fest, datt de Quorum net erfëllt ass. An duerfir géif ech dann d'Sitzung fir de Moment emol ënnerbriechen.

(*La séance publique est suspendue à 14.27 heures.*)

(*La séance publique est reprise à 14.31 heures.*)

Kolleeginnen a Kolleegen, mir géifen elo opgrond vun Artikel 33 verfuere, deen am Fong geholl beset, datt de President aver d'Diskussiounen vun de Punkten, déi um Ordre du jour sinn, ufänke kann, ouni datt de Quorum, wat d'Präsenz ubelaangt, erreecht ass, just datt mer dann net kënnen zu engem Vott kommen, wa sech op menger rietser Säit vum Sall bis dohinner näischt geännert huet.

5. 7448 - Débat d'orientation relatif à l'avant-projet de Plan national pour un développement durable

An domadder dierfe mer dann ufänke mam éischte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass eng Orientéierungsdebat iwwert den Avant-projet vun engem nationale Plang fir déi nohalteg Entwécklung.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Max Hahn, den Här Franz Fayot, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Gast Gibéryen, den Här Paul Galles, den Här Marc Goergen an den Här Serge Wilmes. Als Éischt héiere mer zu dëser Orientéierungsdebat den Här François Benoy an dann duerno den Här Marc Angel, déi zwee Rapporturen iwwert dës Orientéierungsdebat.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Deen éischte vun deenen zwee Rapporturen, den Här François Benoy, huet dann d'Wuert. Här Benoy, wannechgelift.

Présentation de l'avis commun de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

► **M. François Benoy** (*déi gréng*).- Här President, Dir Dammen an Hären ...

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Op der lénker Säit.

(*Hilarité*)

► **M. François Benoy** (*déi gréng*).- ... zu menger lénker Säit, mir schwätzen haut iwwer e ganz wichtege Sujet, deen em näischt manner geet wéi em ons Zukunft, d'Zukunft vun onsem Planéit, d'Zukunft vun der Mënschheet an och d'Solidaritéit mat deenen Äermsten an deene Leit, deenen et am mannste gutt geet op onser Welt.

Den 29. Juli ass deen Dag, wou d'Mënschheet all hir Ressourcen, déi hir fir ee Joer zur Verfügung stinn, opgebraucht huet. De Rescht vum Joer, also bal d'Halschent vum Joer, liewe mir op d'Käschte vun der Natur, vun onser Liewensgrundlag an op d'Käschte vun den nächste Generatiounen.

Zu Lëtzebuerg ass d'Situatioun souguer nach méi schlëmm! Den Overshoot Day fir dës Joer ass scho laang eriwuer. Dee war den 19. Februar, also de 50. Dag vum Joer. Mir liewen zu Lëtzebuerg also iwwerduerchschnëttlech vill iwwer ons Verhältnissen. Mir liewen op Pomp vun den nächste Generatiounen an op d'Käschte vun den arme Länner. An dat kënne mir net weider akzeptéieren!

Scholden kann een normalerweis zréckbezuelen. Déi heite Scholden awer kënne mer net zréckginn. Dofir muss mir alleguerten entschlossen dru schaffen, dass mir d'Kéier kréien a Richtung vun engem méi nohaltege Modell, am Interêt vun ons all, mä virum allem am Interêt vun onse Kanner. An den nationalen Nohaltegekeetsplang, iwwert dee mer haut schwätzen, ass e wichteg Instrument, fir doranner weiderzokommen.

Nohaltegekeet heescht, d'Ëmwelt an déi natierlech Ressourcen erhalen, mä och no der ekonomescher Entwécklung kucken an d'sozial Gerechtegekeet assuréieren vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, awer och iwwert d'Grenzen eraus, also Solidaritéit mat deenen Äermsten an och, dass mer net op d'Käschte vun deene liewen, grad ewéi vun den nächste Generatiounen.

Lëtzebuerg ass e klengt Land a mir si mat villen Erausforderunge konfrontéiert. Duerch de Wuesstum vun der Populatioun an den Aarbechtsplazen hu mer vill Drock op d'Ëmwelt a si konfrontéiert mat dem Verloscht vun der Biodiversitéit. Dofir ass et immens wichteg, dass all d'Politicken openeen ofgestëmmt sinn, kohärent sinn, fir dass mer d'Ziler vun der nohalteger Entwécklung erfëllen.

Nohaltegekeet heescht also och sozial Gerechtegekeet. An och do muss mer zu Lëtzebuerg dru schaffen. Mat engem Gini-Koeffizient vun 0,28 ass de Räichtum och zu Lëtzebuerg net gerecht verdeelt. Also och déi Froe spillen hei haut mat. Mä mir solle keng Angscht hunn, mir sollen d'Aen net zoumaachen, mä d'Transi-

tioun op méi nohaltege Modeller ass d'Chance fir d'Zukunft an dofir muss mir deen néidege Courage opbréngen.

Här President, Dir Dammen an Hären, haut hu mer an der Chamber en Débat d'orientation iwwert den Avant-projet vum Plan national du développement durable, den nationalen Nohaltegekeetsplang. D'Nohaltegekeetskommissioun an d'aussepolitisch Kommissioun kruten den Optrag, fir den Avis vun der Chamber dozou ze maachen. Ech kommen drop zréck, wéi mer virgaange sinn. Zesumme mat mengem ganz gudder Kolleeg, dem Marc Angel, President vun der aussepolitescher Kommissioun, wäerte mir lech deen Avis elo an der nächster hallwer Stonn presentéieren.

D'Gesetz setzt de Kader fir eng nohaltege Entwécklung zu Lëtzebuerg a gesäit vir, dass d'Regierung en Avant-projet vun deem Nohaltegekeetsplang opstellt an dass d'Chamber an den Nohaltegekeetsrot deen aviséieren, eier en da vun der Regierung finaliséiert gëtt. An dat ass elo den drëtten Nohaltegekeetsplang, vun deem mer haut schwätzen.

A logescherweis ass deen ëmmer och staark gekoppelt un déi international Entwécklungen am Beräich Nohaltegekeet, déi vun de Vereenten Natiounen diskutéiert an ausgeschafft ginn. Dat sinn déi 17 Nohaltegekeetsziler, déi am September 2015 zu New York vun de Vereenten Natiounen ugeholl goufen an der Agenda 2030. De Marc Angel kënnt duerno am Detail dorop zréck.

Zu Lëtzebuerg hate mer den éischten Nohaltegekeetsplang am Joer 1999, wou et em d'Ëmsetzung vun der Deklaratioun vu Rio aus dem Joer 1992 goug. Deen éischte Plang hat awer keng legal Basis. Et war just eng Ligne directrice, fir an dem Beräich Nohaltegekeet weiderzokommen.

Du krute mer e Gesetz, an zwar dat vum 25. Juni 2004 iwwert d'Koordinatioun vun der nationaler Nohaltegekeetspolitik. An domadder gouf e Kader geschaaft fir en Nohaltegekeetsrot, deen Avisa gëtt a puncto nohaltegekeetspolitesch Mesuren, an och eng Commission interdépartementale fir den Développement durable.

An deem Gesetz sinn och weider Instrumenter virgesinn, notament eben de Plan national pour le développement durable, wou präzis Aktiounsfelder drastinn, mat Ziler an och Aktiounen, déi mer eis ginn. An et ass am Fong e politescht Instrument, fir d'Regierung a puncto Nohaltegekeet ze guidéieren.

A gradesou ass an deem Gesetz och virgesinn, dass mer ëmmer erëm e Rapport iwwert d'Ëmsetzung vun der Nohaltegekeet maachen, fir wëssenschaftlech an objektiv ze beschreiwen, wéi mer weiderkommen, an dat mat Indicateuren eben ze monitoren.

Haut schwätze mer also iwwert den drëtten Nohaltegekeetsplang, en Instrument, fir déi national Politik a Kohärenz ze setze mat der Agenda 2030 vun de Vereenten Natiounen an hire 17 Sustainable Development Goals. An dësen drëtten Nohaltegekeetsplang huet zéng prioritär Aktiounsfelder fir Lëtzebuerg, déi festgehale goufen an déi an enger participativer Approche erstallt goufen; also interministeriell, awer och zesumme mat der Zivilgesellschaft.

An déi participativ Approche gouf och escht geholl, well am Ufank hat d'Regierung just wëlles, sechs Aktiounsfelder zréckzebehalen. An dat gouf duerno ausgeweit op zéng Aktiounsfelder. Een zousätzlech Aktiounsfeld ass vun der Commission interdépartementale komm an drai vun der Zivilgesellschaft. An déi Aktiounsfelder, déi gi vu sozialer Inklusioun iwwer Gesondheet, nohaltege Produktioun, eng zukunfts-fäeg Economie, nohaltege Mobilitéit, Klimaschutz bis Kohärenz vun de Politicken an nohaltege Finanzen.

An an deene Felder gi längerfristeg Ziler festgeluecht an Erausforderungen, déi mer mam Horizont 2030 wëllen errechen, grad ewéi d'Mesuren an d'Initiativen, fir dat ze maachen. A gemonitort gëtt dat Ganz vum 118 Indicateuren, déi eis derbäi hëllefen, fir ze kucken, wéi mer weiderkommen.

Mir sinn haut hei, wéi gesot, zesummen, fir iwwert den Avis vun der Chamber do ze schwätzen. D'Regierung huet de 25. Juli zejoert den Nohaltegekeetsplang, deen drëtten, ugeholl am Regierungsrot an deen Dag drop der Chamber deen och weiderginn. An och den Nohaltegekeetsrot huet en Avis dozou ofginn.

An hei am Haus goufen d'Ëmwelt- an d'aussepolitisch Kommissioun chargéiert, deen Avis ze maachen, woumat mir am Mäerz ugefaangen hunn. Duerch d'Wahlen, déi mer am Hierscht haten, an dat, wat duerno nach alles komm ass, krute mer e bësse Retard. Mä, wéi gesot, am Mäerz hu mer domat ugefaangen. An haut si mer ganz frou, dass mer eisen Avis mat enger Orientéierungsdebat kënnen ofschléissen.



A genauso wéi déi ganz Regierung sech de Prinzipie vun der Nohaltegkeet verschriwwen huet, esou ware mir och der Meinung, dass net nëmmen zwou Kommissiounen sech deem wichtege Sujet sollten unhuelen, mä dass mer déi Diskussiounen sollte méi breet opmaachen. Dofir hu mer d'Aktiounsfelder opgedeelt op néng Kommissiounen, déi matgeschafft hunn un deem Avis. Am Ganze waren insgesamt 15 Sitzunge vu Kommissiounen néideg, fir deen Avis auszeschaffen, an ech wëll all deene Be-deelegten dofir Merci soen.

Här President a léif Kolleegen, ier ech elo e bësse méi an den Detail vum Avis ginn, respektiv de Marc Angel, wëll ech lech hei eng Motioun deposéieren. Wannechgléif!

Motion 1

La Chambre des Députés,

vu

- l'importance du développement durable comme concept directeur de toute mesure et de toute politique orientant le développement futur du Luxembourg ;

- le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs du développement durable ;

- la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable, et plus particulièrement son article 11 ;

fait sien

- l'avis de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile relatif à l'avant-projet du 3^e Plan national pour un développement durable ;

et invite le Gouvernement

- à prendre en compte l'avis de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile relatif à l'avant-projet du 3^e Plan national pour un développement durable lors de la finalisation de ce dernier.

(s.) François Benoy, Marc Angel, Yves Cruchten, Stéphanie Empain, Max Hahn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. François Benoy (déi gréng).** - Do steet d'Wichtigkeet vun der Nohaltegkeet als Leitbild vun alle Mesurén vun der Politik dran, grad ewéi vun der Agenda 2030 an de 17 Nohaltegkeetsziler. A mir fuerderen d'Regierung op, dass se onsem Avis Rechnung dréit an dat an den Nohaltegkeetsplang integréiert, fir en dann ze finaliséieren, fir dass mer séier mat schaffe weiderkommen.

E puer grondsätzlech Remarken: Zanter dass den Avant-projet vun Nohaltegkeetsplang vun Regierungsrout ugeholl ginn ass, hu sech e puer Saache gemaach. Énner anerem krute mer en neie Rapport vum Weltbiodiversitéitsrot virgeluecht, deen dokumentéiert, dass d'Ausstierve vun enger Millioun Planzen- an Déierenarten e grouse Risiko ass. Et gouf och e Spezialrapport vum Weltklimarot, dee vun enger nach méi séierer Äerderwärmung a méi schwéiere Suite schwätzt, wéi bis elo ugeholl ginn ass. A mir haten eng ganz Rei Demonstratiounen an e Mouvement dobaussen, d'Fridays for Future, zu Lëtzebuerg an an der ganzer Welt, an allegueren deene Saache mussen mer hei Rechnung droen.

Et ass also vill passéiert an de leschte Méint, grad wéi mer och eng nei Regierung krute mat enger ganzer Rei wichtege Ziler a Mesuren, déi sech och an deem Nohaltegkeetsplang hei sollten erëmfannen. An dat seet och einfach, dass mer permanent mussen reajustéieren an den aktuelle wëssenschaftlechen Erkenntnisser mussen Rechnung droen.

Wichtig ass, dass mer eis déi néideg Moyene ginn, fir eben déi Ziler hei kënnen ze erreechen an déi Nohaltegkeetsprojeten zu Lëtzebuerg och ëmzesetzen.

A grad déi Indicateuren, vun deenen ech scho geschwat hunn, si vu gréisster Wichtigkeet. Fir Lëtzebuerg gouf vun deene villen Ziler, déi festgehale gi sinn an der Agenda 2030, 124 Ciblé festgehale, déi ebe mat deenen 118 Indicateuren solle permanent kënnen analyséiert ginn.

An et ass gutt, an dat soll och weider esou goen, dass een un deem Plang vun der nohalteger Entwécklung net an engem „stillen Kämmerlein“ schafft, mä dass dat allen Akteuren zesummen ausgeschafft gëtt. Ech denken do un déi verschidde Ministären, awer och un den Nohaltegkeetsrot, d'Zivilgesellschaft, d'Chamber, well nëmmen, wann ee vill Leit abënnent an esou e Prozess, da kann een och déi néideg Akzeptanz do derfir kréien an eng komplett Analys vun der Situatioun an den Eraus-

fuerderunge maache respektiv déi richteg Léisungsusätz dofir fannen.

Och an Zukunft soll een déi Participatioun héichhalen an de Stat, d'Gemengen, d'Chamber, d'Entreprises, d'Économie, d'Zivilgesellschaft an esou vill wéi méiglech Leit doranner matabannen. Dofir ass et wichtig, dass d'Plattform vun der Agenda 2030, wéi se am Nohaltegkeetsplang steet, awer och am Koalitionsaccord, geschafe gëtt a weiderschafft, wou all d'Akteure kënnen zesummen dorunner schaffen. Mä wichtig ass och: Si brauchen déi néideg Moyenen do derfir.

An da wëll ech nach eng Kéier präziséieren, dass dat, wa mer zu esou engem Sujet wéi deem heite schwätzen, net d'Aarbecht ass vun engem oder zwee Ministären, mä dass et d'Aufgab ass vun der ganzer Regierung. Well d'Nohaltegkeet ass eng transversal Fro, wou allegueren déi verschidde Politikfelder betraffen a wou mer konsequent a kohärent mussen zesummen dru schaffen.

Dofir ass et wichtig, dass mer en Instrument wéi den Nohaltegkeets-Check kréien, also en Evaluatiounstool, fir all Legislatioun oder Decisioun op hir Nohaltegkeet hin ze checken, esou wéi mer et och scho vun der Fiche financière kennen, déi hanner all Gesetzespropos hänkt. An am Avis hu mir dee gefrot, do weise mer och op dese wichtege Tool hin, dee mer séier brauchen.

Och de Rôle vum Stat ass natierlech wichtig. De Stat huet eng grouss Responsabilitéit a muss mam gudden Beispill virgoen. Dofir ass et wichtig, dass mer u Cahier-de-charge schaffen, déi der Ëmwelt, dem Klima, de soziale Froen, dem gerechten Handel an esou weider och Rechnung droen.

(Brouhaha)

Jo, dat wär fein, wa mer d'Dier kéinten zoumaachen.

Dann hu mer an onsem Avis och festgehale, dass natierlech d'Bildung fir d'nohalteger Entwécklung eng Wichtigkeet huet, dass mer also an der formaler an der nonformaler Bildung dru schaffen, fir dee ganze Volet vun der Nohaltegkeet do mat dranzekréien. Ech wëll awer soen, dass ech mengen, dass et net just ëm déi Jonk geet. Ganz oft hunn ech d'Gefill, dass déi Jonk scho ganz gutt do dru sinn. Mä et geet eigentlech ëm déi ganz Populatioun. A fir doranner weiderzoukommen, ass a soll och an Zukunft d'Transitiionsbewegung e gudden Partner sinn.

A wa mer iwwer Erzéiung schwätzen, da läit et do no, dass mer generell iwwer Kommunikatioun schwätzen. Ech fannen et wichtig, dass mer d'Kommunikatioun ronderëm déi Nohaltegkeetsziler verstärken, dass mer ëmmer erëm de Lien vun deene verschidde Politikken, déi mer maachen, mat den Nohaltegkeetsziler maachen. Dofir hunn ech och haut dee Pin hei un, deen ech och enger Rei Kolleegen ginn hunn, fir eben drop opmierksam ze maachen, dass et wichtig ass, dass mer an onser Politik ëmmer erëm genau kucken: Wou sti mer elo do mat den SDGen? Wou respektéiere mer se? Wou mussen mer vläicht nach nobesseren? An esou weider.

Also fir lech e Beispill ze ginn: A menger Ried d'lescht Woch iwwert d'Landwirtschaft hunn ech drop higewisen, dass mer ebe grad, wa mer d'Biolandwirtschaft méi ënnerstetzen, do bei ronn der Halschent vun den Nohaltegkeetsziler Verbesserung kënne maachen.

Ech wëll dann op e puer Aktiounsfelder kommen. De Marc Angel wäert anerer ervirhiewen, an aner Kolleegen an der Debatt wäerten erëm op anerer ze schwätze kommen; just e puer eben erausgepickt:

Sozial Inklusioun an Erzéiung fir jiddwereen. An dem Avis vun ons steet dran, dass mer mussen a Richtung hin zu engem inklusivem Bildungssystem schaffen, wou déi sozioekonomesch Originne vun de Schülerinnen a Schüler keen Impakt däerfen op hire Schoulparcours hunn, an dass et immens wichtig ass, dass mer géint d'sozial Exklusioun an Ongläichheet virginn. A grad de Bildungssystem ass do ausschlaggebend.

Mir mussen och kucken, dass mer un de Konditiounen vun enger gesonder Populatioun schaffen. Am Avis gouf do ënner anerem ervirgestrach, dass mer d'Thematik vun der Ëmweltmedezinn mussen verstärkt opgräifen, notament an der Formatioun, awer och mat enger nationaler Strategie.

An d'Promotioun vun enger méi nohalteger Consommatioun a Produktioun - d'Stéchwuert Landwirtschaft ass scho gefall -, awer och d'Reduktioun vu Planzeschutzmittle si wichtig.

An een Thema, dee mer och an der Chamber an de leschte Méint thematiséiert hunn, ass den Offall, deen, menge mer, an dem Nohaltegkeetsplang nach méi breet sollt themati-

séiert ginn. Mir hunn hei diskutéiert iwwer null Offall, dat ass am Moment eng Strategie, déi geplangt ass. A mir hunn hei an der Chamber eng ganz breet Motioun ausgeschafft a gestëmmt, wou et wichtig ass, dass déi Elementer, déi mer do proposéiert hunn, an dee Plang matablissen.

An d'Économie soll méi inklusiv an zukunfts-fäeg ginn. Stéchwierder wäeren do d'Circular Economy, awer och eng Économie de partage, oder och, dass mer eis ëmmer erëm un der Rifkin-Etüd influenzeieren, wou ganz vill wichtege Pisten drastinn.

Dann: Wéi gi mer mat onsem Land ëm? Mir hu begrenzt Ressourcen zu Lëtzebuerg, engem klengen Land, wat mat vill Wuesstum konfrontéiert ass, vu Populatioun an och vun Aarbechtsplazen. Do ass et wichtig, dass mer de Fokus leeën op eng gutt an eng intelligent Landesplanung. An do hu mer am Avis geschriwwen, dass et wichtig ass, dass mer eis wierklech op dräi urban Zentren, dräi Agglomeratiounen, konzentréieren, fir dass mer ophale mat der Zersidelung, wéi se leider an der Nokrichsäit zu Lëtzebuerg vill passéiert ass.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. François Benoy (déi gréng).** - Wichtig ass och, eng nohalteger Mobilitéit ze assuréieren. D'Kommissioun erkennt, dass den Transportberäich zwee Drëttel vun den Emissiounen ausmécht an doduerch och an deem Beräich méi Efforten néideg sinn. D'Kommissioun touchéiert déi ganz Bandbreet vun dem Transport, notament och, wat d'Fiskalpolitik ugeet, bis iwwert den Ausbau vun den Infrastrukturen an d'Förderung vu Mobilitéitspläng an den Entreprises. An et geet hei och ëm de Prinzip vum Pollueur-payeur am Secteur vun der Aviation civile an dem Transport maritime, op dee mer am Avis higewisen hunn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. François Benoy (déi gréng).** - Wat d'Zersterung vun der Ëmwelt ugeet, do hu mer och an dem Avis geschriwwen, dass et wichtig ass, dass mer de Kampf géint d'Insektierwen nach méi konkret uginn. Mir mengen, dass et néideg wär, fir do eng Pierre angulaire ze maachen an dem finalen Nohaltegkeetsplang. Och sollt een Aktioun geint d'Liichtverschmutzung an esou weider dran ophuelen. A wat de Waasserschutz ugeet, brauche mer eng weider Verstärkung vun der Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft. A grad d'Reduktioun vu Mikroplastik kéint nach méi Plaz an dem Avis fannen.

Nach een Aktiounsfeld, an da kommen ech zum Schluss, ass de Klimaschutz. Den Energie- a Klimaplang gëtt nei, ambitiéis Ziler fir 2030 vir a schwätzt do, an dat sollt och an d'längerfristeg Visioun matablissen, vun enger Reduktioun vu 50 % bis 55 % vun den Zäregase par rapport zum Niveau vun 2005, vu méi erneierbaren Energien a méi Energieeffizienz.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss an ech géif lech bieden, dann dem Marc Angel d'Wuert ze gi fir de Rescht vun der Presentatioun vun der Chamber hirem Avis iwwert de Projet vum drëtten Nohaltegkeetsplang vun der Regierung, e Plang, deen e wichteg Instrument ass, fir a Saachen Nohaltegkeet weiderzoukommen, dat heescht, fir dass mer déi ekologesch, déi sozial an déi ekonomesch Erausforderungen uginn a kohärent zu Lëtzebuerg ëmsetze kënnen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Benoy. An dann huet den Här Marc Angel d'Wuert fir deen zweeten Deel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Regierungsverrieder, wann hautzudaags iwwer nohalteger Entwécklung geschwat oder geschriwwen gëtt, da gëtt dat ëmmer duerch de Prisma vun der Agenda 2030 mat hire 17 Objectifs du développement durable gemaach. An un deser globaler Agenda huet sech, wéi dat och de François Benoy scho gesot huet, den Avant-projet vum drëtten Plan national pour un développement durable ganz staark orientéiert.

Ech wëll och hei dem François Benoy als Corapporteur villmoos Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an deem Dossier hei haten, awer och sengem Virgänger, dem Här Kox, well déi zwou Kommissiounen hu jo scho jorelaang un deem Dossier geschafft.

Dës Agenda 2030 gouf de 25. September 2015 vun 193 Staten an der Assemblée générale vun der UNO fräiwëlleg ugeholl, mat hire 17 Objectifs du développement durable, 169 Ziler an 232 Indicateuren. An déi thematesch Breet vun deser Agenda ass effektiv immens beandrockend. Et geet vun der Eradication vun der

Aarmut iwwer Gesondheet, Educatioun, Inegalitéiten, Energie, Klimawandel, Friden, an dat sinn nëmmen e puer Sujeten, déi traitéiert ginn.

Et ass also noutwendeg, dass mer ons national Kadere ginn, fir eis Politik heiheim un d'Normen an d'Viraussetzung vum internationalen Niveau unzepassen, well mer nëmmen esou alleguer, an dat heescht an deem heite Fall 193 Länner an och nach eng ganz Retsch aner Akteuren, un engem Strang zéie kënnen, fir d'nohalteger Entwécklung méiglechst global ugoen ze kënnen.

Et ass eng universell Agenda, an där jiddweree seng Defié vum Développement durable adresséiere muss - an den Här Benoy huet der scho vill vu Lëtzebuerg opgezielt -, vun de Pays les plus défavorisés iwwert d'Pays en développement an déi entwéckelt Länner, awer ëmmer an deem iwwergeuerdente Kader vun de 17 Nohaltegkeetsziler.

Als Corapporteur wëll ech hei kuerz op d'Geschicht vum Développement durable agoen, wéi dës Konzept um internationalen Niveau zu enger Norm an engem Eckpfeiler vum internationalen Engagement ginn ass, well d'Agenda 2030 reit sech an eng Serie vun Entwécklung ronderëm d'Denken an d'Aktiounen ëm den Développement durable an.

Am Mainstream taucht den Term „Développement durable“ Enn de 60er Joren op am Kontext vun der Erkenntnis, dass d'Ressourcë vun eisem Planéit limitéiert sinn. Dës Iddi gouf 1972 an engem Rapport vum Club de Rome konkretiséiert, mam villsenden Numm „Halte à la croissance?“. Dese Rapport detailléiert d'ökologesch Limite vum Wuesstum vun der Wirtschaft a vun der Populatioun an thematiséiert och d'landwirtschaftlech Produktioun, d'Erschöpfung vun den net erneierbaren Energien an d'industriell Produktioun an d'Verschmutzung.

1983 huet dunn d'Assemblée générale vun de Vereenten Natiounen déi sougenannte „Brundtland-Kommissioun“ op d'Bee gesat, mam Mandat, fir ënner anerem déi grouss Fro ronderëm d'Ëmwelt an d'Entwécklung ze ënnersichen a realistesch Léisunge virzeschloen, nei Modalitéite fir d'Kooperatioun ze proposéieren, déi déi néideg Changementer um Niveau vun de Politicken ervirbréngen kéinten, an d'Verständnis an den Engagement vun allen Akteuren ze verdéieren.

De Rapport, deen des Kommissioun 1987 publizéiert huet, de Brundtland-Rapport, huet staark zu der Diffusioun vum Konzept um Développement durable op internationalem Niveau bäigedroen an ass haut nach op ville Punkten aktuell.

Den Haaptconstat vum Rapport ass deen, dass déi verschidde Krisen, déi mer erliewen - Energie, Biodiversitéit, Entwécklung et cetera - a Wierklechkeet enk matenee verbonne sinn an Ausdrock vun enger eenzege Kris sinn. An als Léisung zu deser systemescher Kris schléit de Rapport den Développement durable vir, also d'Capacitéit, fir d'Besoinen vun haut ze erfüllen, ouni awer d'Méiglechkeete vun den zukünftege Generatiounen, fir datselwech ze maachen, ze ënnergriewen. Dës op Basis vun dräi Pillieren: näamlech e wirtschaftlechen, en ökologeschen an e sozialen.

An des dräi Dimensiounen sinn och haut nach Haaptbestanddeel vun der nohalteger Entwécklung. Développement durable ass net nëmmen ökologesch. Développement durable ass net nëmmen ökonomesch. Et sinn déi dräi Dimensiounen - déi ökologesch, déi ökonomesch an déi sozial -, déi gläichberechtigt behandelt mussen ginn!

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Marc Angel (LSAP).** - 1992 gouf et dunn deen éischte Versuch am Kader vum Earth Summit zu Rio de Janeiro ënnert der Leedung vun de Vereenten Natiounen, d'Konzept vum Développement durable op internationalem Niveau ze verankeren an ze konkretiséieren, duerch d'Rio-Deklaratioun an d'Agenda 21, déi eng Rei Mesuren a verschidde Domänen virschléit, fir d'Notioun vum Développement durable dann um Terrain ëmzesetzen.

2002 gouf dunn de Sommet mondial sur le développement durable zu Johannesburg organiséiert, fir den Engagement fir den Développement durable op héchstem Niveau ze relancéieren.

Och vun eminenter Wichtigkeet um Wee zu de 17 Sustainable Development Goals war d'Aus-schaffung vun de sougenannte „Millennium

Development Goals“, déi d'Länner dozou engagéiert hunn, d'Entwécklung bis 2015 massiv virunzedeckelen a virun allem d'extrem Aarmut ze bekämpfen. E wichtegen Detail: Dës Objektiv waren am Endeffekt ausschliisslech op d'Entwécklungslänner ausgerichtet.

Wann et also ee groussen Ennerscheid zwéischen den MDGs a den SDGs gëtt, dann ass et hir Ambitioun. Et ass eng universell Konzeptioun vun der nohalteger Entwécklung, wou et net nëmme drëm geet, d'Entwécklungslänner ze entwéckelen, mä all Land am Hëllef op den Développement durable an d'Veantwortung ze zéien.

Wéi 2009 d'Zäit no den MDGs fir d'éischte Kéier diskutéiert gouf, war nach net rieds vun där ambitiöser Agenda, zu där et dann herno awer schlussendlech komm ass. Effektiv, et goufe Stëmme, déi gesot hunn, d'MDGs sollen einfach zéng Joer verlängert ginn. Awer no an no goufen d'Proposen an d'Revendicatiounen méi grouss a méi ambitiéis. An d'Zuel vun den Ziler huet zougéhe. An am Endeffekt si mer bei deene 17 ODDs ukomm.

Bei den MDGs war jo d'Hauptkritik, dass déi an enger Dunkelkammer ausgeschafft gi sinn. An dat war awer ganz anescht bei der Ausschaffung vun der Agenda 2030 mat de 17 Objectifs de développement durable oder SDGs. Dat war e Prozess, dee ganz oppe war.

Vun 2012 bis 2013 hunn d'Veereenten Natiounen e globale Participationsprozess facilitéiert, mat enger Hällef vun Consultatiounen d'ganz Welt an iwwer eng sëllegen Thematiken an enger weltwäiter Emfiro iwwer Internet. Dës gouf begleet vun Initiative vun ONGen, Experten a ville Länner. An hei huet och d'EU eng wichteg Roll gespillt. An Dir kënnt lech erënneren, dass mer oft vu Bréssel Kommunikatiounen kritt hunn, wéi d'EU sech an dee ganze Prozess géif arien. An ech mengen, d'EU huet och do eng wichteg Roll gespillt bei der Ausschaffung vun där Agenda 2030.

Och den Draftingprozess selwer war ganz deliberativ an am Kader vun engem Groupe de travail hunn d'Länner mam Input an dem Engagement vun den ONGen, UNOs-Agencen an och den Entrepreneuren, déi do agebonne waren, déi 17 Objectifs de développement durable mat hiren 169 Ziler opgestallt.

No weidere Verhandlungen konnten dunn déi 193 Länner dës Agenda 2030 de 25. September am Kader vun UN Sustainable Development Summit adoptéieren. Dat war also nach en Erfolleg vu Multilateralismus.

An onsem Avis féint och d'Chamber, dass et gutt ass, dass de Prozess fir d'Elaboratioun vun onsem PNDD och participativ war. D'ONGen, de Conseil supérieur du développement durable an d'Chamber waren involvéiert; och wann do nach Sputt fir Verbesserung bleift. Op jidde Fall war ech frou, dass mer als Kommissiounen ëmmer an de Ministère invitéiert waren, wou mer zesumme mat der Société civile konnten diskutéieren.

E weidere positiven Aspekt: Dësen Exercice vun der Elaboratioun vun PNDD ass wäertvoll, andeems en d'Agenda 2030 an hir Iddien an Ziler méi wäitläufig ënner d'politeschen a gesellschaftleche Akteure bréngt. D'Ambitioun vun dëser Agenda ass eng Erausforderung fir d'Kommunikatioun an de Contenu et cetera. Et ass eng Erausforderung un d'Regierung. Et ass eng Erausforderung un d'ONGen. An et ass eng Erausforderung och fir d'Gemengen, well ech mengen, och d'Gemenge sinn e wichtegen Akteur an deem ganze Prozess. Dee kann net nëmme top-down goen, dee muss och bottom-up goen. An dofir sinn och hei d'Gemengen operéiert, déi Agenda ze kennen.

Ech gi scho säit engem Joer mat deem Pins hei ronderem. An oft froe mech d'Leit: „Wat heescht dee Pins?“ Et ass jo kloer, dass net all Mënsch e Logo kann erkennen. Da soen ech op internationale Konferenzen, wou ech Lëtzebuerg da verrieden: „Ma dat ass d'Agenda 2030 mat deene 17 SDGs.“ Do sinn ech ëmmer erëm iwwerrascht, dass eng ganz Rëtsch Politiker a Politikerinnen déi Agenda net kennen.

Et ass eng wichteg Agenda. An dofir, mengen ech, ass deen Exercice haut esou wichteg. Déi Agenda ass ënnerschriwwen gi vum Premierminister zu New York. Do war deen een oder deen anere Minister derbäi, mä et ass eng Agenda, déi all d'Ministère betrëfft, déi all d'Gemenge betrëfft, déi all Biergerinnen a Bierger betrëfft. An ech mengen, dofir ass deen Debat vun haut vun äusserster Wichtigkeit.

Wann de PNDD eis bei der nationaler Ëmsetzung vun de 17 ODDen guidéiere soll, muss

een awer och unerkennen, dass eis Politik en Impakt huet, deen iwwer eis Grenzen erausgeet. An hei muss mer erwirhewen, dass am alleréischte Projet vun PNDD sechs Champs d'application virgesi waren. Et war am Dialog mat der Société civile, wou dese Katalog ëm véier Felder erweidert ginn ass, an notament och de Champ Nummer 9, deen d'Kontribution vu Lëtzebuerg zum Développement durable um internationale Plang kuckt.

Aus der Siicht vun der Chamber geet den Engagement fir d'Agenda 2030 an den Développement durable awer méi wäit wéi nëmme Kooperationspolitik. Mir hunn am Avis vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun och d'Roll vun der Aussepolitik bäigefügt.

Ech gesinn, d'Zäit gëtt knapp. Ech hunn nach just e puer Minutten. Dofir kierzen ech elo hei e bëssen.

(Interruption)

Et ass niewent der Lëtzeburger Kooperationspolitik, wou mer jo laang heiriwwer geschwat hunn, mat hirer neier Strategie och de Plan d'action pour l'efficacité du développement, deen ausgeschafft gëtt. Et ass och de Plan d'action fir d'Entrepreneuren an d'Mënscherechter. Et ass de Wunsch, deen och an der Regierungserklärung steet, wat déi transnational Entrepreneuren ubelaangt, fir do iwwer den Droit de diligence ze legiferéieren an ze exploréieren.

Dat hu mer alles nach an den Avis drageschriwwen, dass dat soll mat iwwerhol ginn. Dat ass jo och am Koalitionsaccord dran.

Dann ass d'Cohérence des politiques hei immens wichteg. All déi Froe si wichteg. An hei wëll ech just och e perséinlechen Opruff maachen: Mir hu jo zwee Comitéen, déi sech heimadde beschäftegen. Dat ass de Comité pour la cohérence des politiques ënner der Leedung vun Kooperationsministère, wou d'Rapporten ëffentlech sinn a wou ech en Appell maachen, dass all Ministère ëmmer do vertrauede soll sinn. Mir kucken dat als Chamber näamlech gär no.

An deen anere Comité ass jo de Comité interdépartemental pour le développement durable, wou ech och ganz frou sinn, dass do d'Rapporten och ëffentlech sinn. Déi féint een um Site vun Ëmweltministère. An och do ass et wichteg, dass d'Ministère ëmmer präsent sinn.

An et ass och wichteg, dass et zu enger gudder Zesummenarbecht kënnt vun deenen zwee Comitéen, well déi Agenda 2030 jo net nëmme eng Hausaufgab heiheem ass, mä och eng Hausaufgab no baussen ass.

Mir hunn also am Avis, wann ech ganz kuerz nach op den Avis vun der aussepolitescher Kommissioun kann zréckgoen, gesot, dass och den Objectif du développement durable Nummer 16 wichteg ass, „Paix et Justice“, an dass dofir eis 3D-Politik vun Diplomatie, Développement an Defense wichteg ass, déi Approche, déi mer hunn.

Mir hunn och do nach derbäigeschriwwen, dass ee soll drop agoen, dass d'Regierung ganz vill Wäert op den Desarmement an d'Non-prolifération vu Waffen aller Natur leet. A mir gleewen un dem Kofi Annan säin Diktum, deen och seet, dass et ouni Entwécklung keng Sécherheet gëtt an ouni Sécherheet keng Entwécklung, a weder dat eent nach dat anert ouni de Respekt vun de Mënscherechter. Och déi si wichteg.

Ech schléissen dann heimadde of a soen lech Merci fir d'Nolauschten. A wat d'Motioun ubelaangt, schléisse mer eis als LSAP natierlech och dorun un an hoffen, dass d'Regierung den Avis vun der Chamber unhëlt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Angel. Den nächsten ageschriwwene Riedner, deen am Sall ass, ass den honorebelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Wa mer iwwer Nohaltegkeet oder nohalteger Entwécklung schwätzen, dann ass vläicht dat Éischt, wat engem an de Sënn kënnt: Ëmweltschutz, de Kampf géint d'Ärderwärmung, erneierbar Energien, Ressourcëschoonung an esou weider.

D'Erausforderung, eis Gesellschaft méi nohalteger ze gestalten, betrëfft awer all d'Beräicher vun eisem Liewen. Déi genannten Theme si wichteg a gehéieren ouni Zweifel derzou. Allerdéngs beschränkt sech eng nohalteger Entwécklung net eleng dorop. Ekologie eleng kann net wierklech nohalteger sinn, wa se op d'Käschte vun anere Facteuren geet. Wann zum Beispill dat Sozialt drënner leit, déi wirtschaftlech Entwécklung an déi demokratesch Participatioun ausgebremst ginn, kann an eisen Aen net vun Nohaltegkeet rieds sinn.

Fir eis als DP ass et dowéinst kloer, dass d'Konzept vun der Nohaltegkeet och dës Aspekter berücksichtige muss. Fir eis heescht et net, dat eent géint dat anert ausspülen, mä déi verschidden Elementer intelligent, pragmatisch a konstruktiv matenee verbannen. Op déi Manéier wëlle mir den Erfollegmodell Lëtzebuerg weiderschreiw. Mir brauchen dofir eng equilibriert Politik, eng Politik, fir déi ënnerschiedlech Besoinen net am Widersproch zuene stinn, mä déi et erméiglecht, dat eent an dat anert enner een Hutt ze kréien.

Konkret bedeit dat fir eis, dass jiddwereen déiselwecht Startchancen huet, fir am Liewen ze reusséieren, an dass déi individuell Leeschtung honoriert gëtt. Et bedeit och, dass et keng Barrière gëtt, déi Leit opgrond vun Alter, Originen, Behënnerungen an esou weider ausschléissen, mä dass Inklusioun am Alldag gelieft gëtt, och a besonnesch an enger digitaler Welt.

Et bedeit, dass mer eng Wirtschaft hunn, déi dréit, déi innovativ a produktiv ass, fir eis eisen héije Liewensstandard ze erméiglechen, ouni iwwer eis Verhältnisse an op d'Käschte vun den nächste Generatiounen ze liewen. An et bedeit, dass d'Frichte vun dësem Wuelstand och deenen zoukommen, déi se mat erwirtschaft hunn, an dass mat wirtschaftlech Erfolg e Sozialsystem finanzéiert gëtt, dee kee fale léisst.

Nohaltegkeet ass dowéinst enk verbonne mat Gerechtegkeet: Chancégerechtegkeet, Leeschtungsgerechtegkeet, Generatiungsgerechtegkeet, sozial Gerechtegkeet. Déi 17 Sustainable Development Goals, déi 2015 vun der UNO festgeluecht goufen, droen dës Approche Rechnung. An net manner wéi 17 Ziler gouf festgehalten, a wéi eng Richtung d'Mënschheit sech weiderentwéckele muss. Dat geet vun Klimaschutz an dem Erhalt vun den Ökosystemer iwwer d'Gesondheet, d'Bildungschancen, bis hin zu Innovatioun an technologescher Entwécklung. Déi zéng prioritär Entwécklungsfelder vun PNDD spigelen dës ganzheetlech Approche erëm.

Här President, ech kann net op all Facetten an all Champ-d'acterionen agoen. Dofir wäert ech mer der e puer erauspicken, fir e puer Wuert dozou ze soen.

Déi sozial Kohäsioun an Inklusioun ass ee vun den allerwichtigste Punkten, fir dass et sech gutt liewe léisst zu Lëtzebuerg. Si sinn e Garant fir de soziale Friden. Wann et engem Land gutt geet, soll et de Leit och gutt goen, an zwar jiddwerengem.

Eng vun de wichtigste Mesurë vun der leschter Legislatur an dësem Beräich war sécher d'Reform vun RMG an d'Aféierung vun REVIS. D'Aarbecht ass en zentraalt Element, fir um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. Dat ass net nëmme eng finanziell Fro. Ouni Zweifel spillt dësen Aspekt eng ganz wichteg Roll. D'Tatsaach ze schaffen, säin Deal ze leeschen an der Gesellschaft, an där ee leeft, ass donieft awer och elementar fir d'Selbstwäertgefill. Kee wëllt op Dauer op Hëllef ugewise sinn. An drëtens riskéieren déi betraffte Persounen och, vun engem soziale Standpunkt aus méi isoléiert ze sinn a manner aktiv um gesellschaftlechen a kulturelle Liewen deelzehuelen.

D'Zil vun REVIS ass et dofir, d'Leit esou séier et geet nees op déi eege Been ze stellen. Et geet näamlech net drëms, de Leit eng minimal Liewensgrundlag ze sécheren, si solle villméi erëm an d'LAG versat ginn, selwer Responsabilitéit ze iwwerhuelen an aktiv um berufleche Liewen deelzehuelen. D'Stéchwuert ass hei „Aktivéierung“.

D'Beneficiairë ginn esou zum Beispill geziilt aktivéiert duerch en Encadrement, deen op hir Besoinen zugeschnitten ass. Esou eng individuell Prise en charge hëlleft, d'Beschäftigungsfäegkeet vun der betraffener Persoun ze verbesseren an domadder och d'Chancen, um regulären Aarbechtsmarché nees kënne Fouss ze faassen.

Mam REVIS gouf also eng wichteg Mesurë ëmgesat, fir déi Schwächst an eiser Gesellschaft ze stärken. Dës steet awer net eleng do. An de leschte Jore goufen eng Rëtsch weider Mesurë geholl, mat der Ambitioun, eis Gesellschaft nach méi oppen an inklusiv ze gestalten. Ech denken hei zum Beispill un d'Upassung vun der Allocation de vie chère, u Projete wéi d'sozial Epicurie oder de Kulturpass oder nach un d'Wunngeld, fir dat haut zwee Drëttel vun all de Locataire eligibel sinn.

Grad de Logement, léif Frënn, ass a bleift e Suergkand, wat sech virun allem och um soziale Plang néierschléit. Wa mer vun Aarmutsbekämpfung a sozialer Inklusioun schwätzen, ass de Logement zënter Jore ee vun den zentrale Chantieren. Den historiesche Retard, dee Lëtzebuerg an där Hisiicht huet, kann nëmme dobuerch opgeholl ginn, dass méi a méi séier gebaut gëtt. De Stat selwer soll iwwer de Fonds du logement an d'SNHBM verstärkt be-

zuelbare Wunraum schaffen, grad ewéi och d'Spekulation mat Terrainen duerch zum Beispill Baulandverträge bremsen.

Ech mengen, et ass evident, dass de Stat eleng net déi Offer schafe kann, déi mir zu Lëtzebuerg brauchen, fir der Demande nozekommen. Dat geet nëmme an Zesummenarbecht mam Privatsektor. Dowéinst muss an Zukunft alles ënnerhol ginn, fir dass méi Wunnenge méi séier op de Marché kommen.

Et ass hei elo net d'Plaz, fir am Detail op all eenzelen Aspekt vun dësem komplexen Dossier anzugeen. D'Regierung huet an der leschter Legislatur éischt Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach, andeems se vill eenzel Mesuren ëmgesat a grouss Projete an d'Weeër geleet huet. D'Auswirkunge wäerte sech an deenen nächste Jore lues a lues weisen. Gläichzäitig d'äerfe mer op kee Fall de Fouss vun Gas huelen. Déi Efforten, déi bis elo gemaach gi sinn, muss konsequent weidergefouert ginn, wa mer de Problem tatsächlech an de Grëff wëlle kréien.

Här President, d'Politik muss de Kader setzen, deen et de Leit erméiglecht, sech an eiser Gesellschaft ze verwirklechen an hir Ziler ze realiséieren. D'Aarmut ass heibäi ee bedeutend Hindernis, dat et géllt ze bekämpfen.

Wa mer vun Inklusioun schwätzen, ass dat awer net just d'Fro vun de Suen. Déi Leit, déi mat enger Behënnerung liewen, sinn all Dag mat Barrière konfrontéiert, déi et hinne méi schwéier maachen, um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. Dacks ass een, deen net selwer dovunner betraff ass, sech d'äers guet net bewosst, wéi weineg behënnergerecht vill Aspekter vun effentleche Raum sinn. Dat geet vun effentlechen Transport iwwer den Accès zu kulturellen a Fräizäitevenementer bis hin zum Informationszougang an de Medien.

Et goufe bis ewell eng Rëtsch Mesurë getraff. Ech denken hei zum Beispill un d'Unerkennung vun der däitscher Gebäerdesprooch oder nach un d'Obligatioun, all Internetsite vun engem effentlechen Akteur barrierefräi ze gestalten. Dat si wichteg Etappen, mä d'Aarbecht ass domat awer nach laang net fäerdeg. Dofir begrësse mir als DP ganz kloer den Engagement vun der Regierung, weider substanziiell Efforten an där Hisiicht ze maachen, zum Beispill duerch d'Schafe vun enger „assistance à l'inclusion dans l'emploi“.

D'Inklusioun an déi sozial Kohäsioun spille besonnesch och am Kader vun der Digitaliséierung eng wichteg Roll. Dat fänkt un, wéi gesot, beim Accès zu den neie Medie fir Leit mat enger kierperlecher Behënnerung, mä et beschränkt sech net dorobber. Grouss Deeler vun eiser Gesellschaft si um technologesche Wandel betraff, sief et eeler Matbierger, sief et Salariaire, déi mat neien Ufuerderungen, wat déi digital Kompetenz betrëfft, konfrontéiert sinn.

Wa mir wëllen d'Chancë vun der Digitaliséierung notzen an zum Gudden fir eis Gesellschaft asetzen, muss mer verhënnern, dass sech an digitale Gruen opdeet téscht deenen, déi gutt mat den neien Technologien eens ginn, an deenen, déi Schwierigkeeten domadder hunn.

► **M. André Bauler (DP).** - Ganz gutt!

► **M. Max Hahn (DP).** - D'Politik muss dowéinst d'Digitaliséierung aktiv begleeden a mat konkrete Mesuren derfir suergen, dass keen op der Streck bleift.

Dës ass besonnesch wichteg am Bezuch op d'Aarbechtswelt. Am Kader vun der Digitaliséierung wäert sech d'Aart a Weis ze schaffen dramatesch veränneren. Opgrond vun rasanten technologesche Wandel kann haut nach kee soen, wéi eis Welt an deenen nächste 5, 10, 20 Jore wäert ausgesinn. Dofir ass et essenziell, d'Leit duerch gutt a passend Weiterbildungsméiglechkeeten op dese Wandel ze preparéieren. Nëmme esou kënne mer sécherstellen, dass d'Digitaliséierung am Déngscht vun Mënsch steet an de sozialen Zesummenhalt gestärkt gëtt.

Här President, déi digital Technologie bidden immens Chancë fir eist Land, och a grad an der Wirtschaft. Si erlaben net nëmme, eis Wirtschaft ze diversifizéieren, eng nei Dynamik fir eis Betriber ze entfalten an Innovatiounen ze féieren, neen, si spillen donieft och eng Schlësselroll, fir eis Wirtschaft insgesamt méi nohalteger auszerichten.

Do hu mer zum Beispill op där enger Säit den ICT-Sektor. Entreprisë wéi Google, Amazon, Microsoft schaffen eng héich Plus-value bei gläichzäitig niddregem Ressourcëverbrauch. Si hunn eng grouss Produktivitéit pro Aarbechtskraft. Si erméiglechen eis, qualitativ ze wuesen, dat heescht eise Wuelstand ofzesécheren, ouni dobäi exklusiv op e Wuesstum vun der aktiver Bevëlkerung ze setzen.

Och an anere Beräicher kënnen déi nei Technologien derzou bäidroen, dass d'Produktivitéit gesteigert gëtt. D'Effizienz vun de Produk-

tionsprozessor ka verbessert ginn an d'Resourced kënnen méi geziilt agesat ginn.

E weideren Effekt vun der technologescher Entwécklung ass ausserdeem eng Steigerung vun der Energieeffizienz, wouduerch manner Energie gebraucht gëtt fir déiselwecht Aarbecht. D'DP ass dowéinst iwwerzeegt, dass d'Digitalisierung eng eemoleg Chance duerstellt, fir méi nohalteg, méi ressourcéschonend a méi spuersam ze produzéieren a Wäert ze schafen.

Dëst Potenzial beschränkt sech net op d'Produktioun. An Zukunft muss d'Gestioun vun der Ressource vun Ufank bis zum Schluss duerchgeduecht sinn. Wat mer haut als Offfall bezeichnen, si wäertvoll Ressourcen! Mir kënnen eis et einfach net erlaben, Joer fir Joer x Tonnen einfach aus dem Produktionszyklus erauszehuelen an ze zerstéieren. D'Kreeslafwirtschaft muss dofir konsequent gefërdert an hir Prinzipie mussen applizéiert ginn.

Dat heescht konkret, dass Firmen a Start-uppen ugezunn an ënnerstëtzt solle ginn, déi Alternativen zu de konventionelle Verfahren ubidden. D'Produite sollen am Idealfall esou entworf sinn, dass de Recycling an d'Recupératioun vun de Materialie scho matageplangt sinn.

Och hei kann d'Digitalisierung hëlfe. Den Austausch vun Informatiounen tëscht allen Akteuren, wéi zum Beispill de Produzenten, de Recyclingzentren an dem Marché vu recycléierte Produiten, erméiglecht e vill bessere Suivi vun de Materialien, déi benotzt, entsuergt an nei verwaert ginn. Op déi Manéier kënnen vill méi effizient an nohalteg Materialkreesleef organiséiert ginn.

ler e Géigestand ewechgehät gëtt, ass et awer genesou wichteg, dass en esou laang et geet ka benotzt ginn a gehale ginn. D'Reparatur vu Produite muss méi attraktiv gemaach ginn, zum Beispill duerch d'Erofsetze vun der TVA, esou wéi et am Koalitionsaccord virgesinn ass.

Eng weider Pist an deem Kontext ass de Secondhand oder, an anere Wierder, d'Sharing Economy. Zu Lëtzebuerg gëtt et bis elo keng wirtschaftlech Kultur an där Hisiicht wéi op anere Plazen, zum Beispill a Schweden. Och dëst ass eng sénnvoll Alternativ, bei där manner Saachen ewechgehät géife ginn a manner Offfall produzéiert gëtt. Et ass also och denkbar, dass an déi Richtung Efforte gemaach géife ginn, fir dëst ze ënnerstëtzen.

Här President, d'Ëmwelt ass eis Liewensgrundlage. Et ass evident, dass mer eis als Gesellschaft net weiderentwéckele kënnen, wa mir den Aascht, op deem mer setzen, ofseeën. De Klimawandel ass an där Hisiicht vläicht déi allgeréissten Erausforderung, mat där eis Gesellschaft konfrontéiert ass. All Efforten a Richtung Nohaltegkeet riskéieren duerch eng onkontrolléiert Aerderwärmung futtigemaach ze ginn.

Och wa Lëtzebuerg nëmmen e ganz klengen Undeel um allgemengen Ausstouss un Zäregasen huet, ass et eis absolutt Pflicht, alles ze ënnerhuelen, fir eisen Impakt op e Minimum ze reduzéieren an a Richtung Klimaneutralitéit ze goen.

Zu Lëtzebuerg, an dat ass lech all bekannt, ass besonnesch ee Secteur verantwortlech fir e groussen Deel vum CO₂: den Transport. Méi wéi d'Halscht vum eisen Ofgase kënn vum eisen iwwerfëllte Stroossen. Dat schuet net nëmmen dem Klima, mä och der Loftqualitéit an den Dierfer a Stied, déi vum Duerchgangstrafic betraff sinn, grad ewéi der Liewensqualitéit vun de Leit op dese Plazen.

Fir Lëtzebuerg méi nohalteg ze maachen, muss mer an eng méi nohalteg Mobilitéit investéieren. De konsequenten Ausbau vum öffentliche Transport ass heibäi dee wichtigste Hiewel. Als DP si mer frou, dass d'Regierung deen an de leschte Joren och ouni ze zécken an ouni Paus ugesat huet an dat an Zukunft och weiderhi mécht. Mir brauchen eng Offer, déi stëmmt, déi attraktiv ass, déi pünktlech a komfortabel ass. Dann ass scho vill errecht.

Gläichzäiteg muss och weider an déi duuss Mobilitéit investéiert ginn an zum Beispill de Réseau u Vëlospisten ausgebaut ginn. D'Aarbechten an deem Beräich sinn, mengen ech, ganz gutt amgaangen. Et ass zum Beispill en neit Gesetz iwwert de Vëlospisteseau um Instanzewe, dat hoffentlech och nom Summer gestëmmt ka ginn. Ech wëll awer och op d'Primmen hiweisen, déi des Regierung beim Kaf vun engem Vëlo oder Pedelec agefouert huet. Op des Manéier ginn Ureizer geschaaft, déi et de Leit méi einfach maachen, sech fir eng nohalteg Optioun an der Mobilitéit ze decidéieren.

A propos nohalteg Mobilitéit: Och den Ausbau vun alternativen Formen, wéi der Elektromobilitéit, huet sech des Regierung op de Fändel geschriwwen, zum enge mat finanziellen Ënnerstëtzunge beim Kaf vun engem Elektroauto,

zum aneren duerch de landeswäiten Ausbau vun den Opluedestatiounen.

Här President, fir de Kampf géint de Klimawandel engersäits ze gewinnen an d'Förderung vun den nohaltegen Alternativen zu haitege Modeller anerersäits ze verstärken, muss vill Suen investéiert ginn. De Stat iwwerhëlt an deem Kader seng Verantwortung zu honnert Prozent.

Gläichzäiteg muss ee sech awer bewusst sinn, dass déi öffentliche Hand net genuch Ressourcen huet, fir all Projeten eleng ze schëlleren. Fir wierklech virunzekommen, brauche mer och privat Kapital, dat an nohalteg Initiativen investéiert. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng vun den Topfinanzplaze vun der Welt. Do hu mer also eng éischtklasse Geleeënheet, d'Wëssen, d'Expertise, d'Akteuren an d'Strukturen, déi schon hei sinn, am Sënn vun der nohalteger Entwécklung ze notzen. Do gëtt et eng Rei vu Méiglechkeeten, vun neien, innovativen Instrumenter a Produiten, fir Investoren unzezeien a Kapital ze mobiliséieren.

Lëtzebuerg ass haut schon e Leader an de gréng Finanzen, zum Beispill mat der Schaffung vun der weltwäit éischter grénger Bourse, dem Luxembourg Green Exchange, Nummer eent op der Welt, wat den Handel mat gréngen Obligatiounen betrëfft.

Och wat d'Ausschaffe vun nohaltege Labelle betrëfft, huet déi lëtzebuergesch Plaz d'Nues mat virbäi. Dës Labelle garantéieren, dass dat, wouran d'Leit investéieren, och tatsächlech de Kritäre vun der Nohaltegkeet an dem Klimaschutz entsprécht.

Op déi Manéier fänke mer zwou Mécke mat engem Schlag: Andeems mer eis Virreiderroll an deem Beräich weider ausbauen, leschte mer konkret e Bäitrag, fir d'Nohaltegkeet hei zu Lëtzebuerg, mä och an der Welt ze férdere an d'Ziler vun der nohalteger Entwécklung ze errechen. Anerersäits diversifizéiere mer eis Wirtschaft och an eng nohalteg Richtung, déi eng héich Produktivitéit huet a wéineg Ressource verbraucht.

Här President, déi nohalteg Entwécklung ass e Sujet, an deem des an déi viereg Regierung schon zënter Jore schaffen. De PNDD ass den Engagement, d'Efforten an déi Richtung och an Zukunft konsequent weiderzeféieren. Als DP sti mir do natierlech voll a ganz derhannert.

Ech konnt a menger Interventioen leider nëmme verschidde Beräicher uschneiden. Ech hoffen, ech konnt awer vermëttelen, wéi déi eenzel Felder aneneen iwwerginn a sech géigesäiteg an beaflossen. Et ass fir eis dowéinst ganz wichteg, drop opzepasst, dass an der Entwécklung vun eisem Land ëmmer drop opgepasst gëtt, e Gläichgewicht tëscht dese Beräicher ze fannen. Ech mengen awer, dass dat mat deem Plang gegléckt ass, esou wéi et och an der Politik vun der aktueller Koalitioun generell de Fall ass.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der demokratescher Fraktioun zur Motioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président.* - Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*). - Merci, Här President. Léif Kolleginnen, Léif Kollegen, et ass e bëssen extra, fir deen Debat hei ze féieren ouni Opposition. Et ass och e bësse schued, dass mer dee féieren ouni Opposition, well besonnesch an engem Debat iwwert d'ODD, wou ganz vill Beräicher sinn, wou mer, mengen ech, nëmme weiderkommen, wa mer iwwerpartielech diskutéieren an och agéieren, wär et wichteg gewiescht, d'Stëmm vun der Opposition ze héieren an hir Contributioun zu deem Debat hei ze kréien. Mä bon, et ass wéi et ass!

► **Une voix.** - Genau!

(*Interruption*)

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*). - Här President, et gëtt ëmmer méi e Gefill hei - net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, e bëssen iwwerall an der Welt -, dass d'Politik vläicht net mat där néideger Determinatioun op déi grouss Erausforderunge vun eiser Zäit ageet an dorop reagéiert. Net schnell genuch. Net decidéiert genuch. Net radikal genuch.

Dat soen eis d'Greta Thunberg an all déi Jonk, déi iwwerall an der Welt bei de Fridays for Future op d'Strooss ginn, déi géint de Klimawandel an déi ökologesch Kris protestéieren.

Dat soen eis op hir Manéier d'Gilets jaunes a Frankräich, andeems se eis soen, dass déi mam klengsten Akommes an déi am meeschten op den Auto ugewise sinn, och déi sinn, déi am meeschte leiden ënner enger Karbonsteier um Bensinn.

Dat soen eis d'Wieler bal iwwerall op der Welt, déi net méi an déi traditionell Partei vertrauen a stättdessen hir Stëmm Populiste ginn, oft nationalistesche Populisten, deenen, „déi déi richteg Froe stellen, awer déi falsch Äntwerte ginn“, fir d'Expressioun vum Laurent Fabius zréckzehuelen.

Dat soen eis geschwënn och bei eis déi Jonk a manner Jonk, déi keng Wunneng méi fannen zu engem erschwéngleche Präis an déi wahrenscheinlech an Zukunft och méi kleng Pensioun wäerte kréien.

Et sinn elo méi wéi 30 Joer hier, säit d'Kommissioun Brundtland hiren éischte Rapport erausginn huet, déi jo d'Diskussioun ëm eng nohalteg gemeinsam Zukunft fir d'Mënschheet lassgetréppelt huet. Et ass also keng nei Diskussioun, déi mer haut féieren.

Et kann ee sech also froen, wat geschitt ass, a wat fir eng Richtung mer ginn an deem effektiv esou essentielle Beräich, wéi de François Benoy et beschriwwen huet, an och de Marc Angel, an hirem ganz gudden Rapport, fir deen ech hinnen och gär géif Merci soen.

Et gëtt Leit, et gëtt Auteuren, Intellektuellen, wéi zum Beispill den Ekonomist Steven Pinker, déi soen, dass d'Mënschheet iwwer Jorhonnerten, a besonnesch an deene leschte Jorzénge säit dem Zweete Weltkrich, global Fortschreiter gemaach huet a ganz ville Beräicher a virun allem an deenen ärmsten, an deene ganz aarme Regione vun der Welt.

Et ass awer och net ze iwwersinn, dass déi sozial Ongläichheeten ëmmer méi an d'Luucht ginn, dass de Rächtum ëmmer méi an e puer ganz wéinegen Hänn konzentriert ass - dee Phenomeen hu mer och bei eis gesinn, wat d'Réserve foncières ugeet -, dass de Klimawandel an de Réckgang vun der Biodiversitéit rasant weiderginn. Et kann een och net ignoréieren, dass den Egoismus an den Individualismus déi dominant Haltung vun de Mënschen an eiser Gesellschaft sinn.

D'Glas ass eben ëmmer hallef voll oder hallef eidel: Et hänkt dervun of, vu wou een et kuckt. Et ass eng Saach vu Perspektiv.

All des Froe waren och zentral Froen am rezenten Europawahlkampf, wou d'Fro vun engem Richtungsweisend an der Europapolitik vu verschidde Partei gestallt ginn ass: ob et néideg wär, ob et wichteg wär, fir a Richtung vun engem méi sozialen, engem méi ökologeschen, engem méi gerechten Europa ze goen, a wat een dofir misst maachen. Wéi vill dovun an dem Programm vun der nächster EU-Kommissioun wäert zréckzefanne sinn, dat wäert sech an deenen nächste Woche weisen.

Här President, wa mer bei eis iwwert d'ODD schwätzen, si mer an enger e bësse komplizierter Situatioun. Engersäits si mir als kleng, mä extrem oppe Wirtschaft an als grouss Finanzplaz a feste Bestanddeel vun eben deem globaliséierte Wirtschaftssystem, deen d'Erreche vun den Nohaltegkeetsziler schwéier mécht. An och en Deel vun deem finanzorientéierte Kapitalismus, deen op kuerzfristeg Gewënner aus ass, och vun deem profitéiere mer hei zu Lëtzebuerg. Ob mir Nettogewënner oder -verléierer sinn an deem Spill, ass am Zentrum vun enger Diskussioun, déi elo scho säit Joren dauert ronderëm de Wuesstum, och bei eis, an d'Fro, ob de Wuesstem iwwerhaapt kann „qualitativ“ sinn, fir en Term ze huelen, deen an deene leschte Joren och an deem Haus oft gebraucht ginn ass.

Et geet do heiansdo rieds - an och dowéinst sinn ech e bëssen traureg, dass eis Kollegen aus der Opposition haut net do sinn -, et geet do heiansdo rieds dovun, fir aus dem „Hamsterrad“ auszebriechen, fir méi lues ze trëppelen, den „Bien-être“ an d'éischt Rei ze stellen. Vun deeneselwechte Bänke kommen dann awer och ëmmer hefteg Reaktiounen, soubal Iddie kommen, fir ënner anerem d'Klima-Urgence an d'Wunnungskris méi resolut an energesch unzegoen. Do kënn dat meeschten d'Doutschlagargument, dass ee géint d'Kompetitivitéit wär oder d'Stabilitéit vun der Finanzplaz bedroe géif, notamment duerch eng iwwerméisseg Besteuerung.

Et kann een awer net mat engem Fouss am Hamsterrad bleiwen a mat deem aneren aus dem Hamsterrad erauskammen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*). - Et kann een dat probéieren, mä dat geet meeschtens schif aus.

► **Une voix.** - Dat geet schif aus!

(*Hilarité et interruptions*)

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*). - Här President, et gëtt munch Ekonomisten, an där ëmmer méi, déi derfir plädéieren, dass mer müssen ewechkomme vun deem extraktive Moosstaf vum PIB, dee just den industriellen Output misst, an eriwierkommen op e méi breeden, kompletten Indice, deen och den Impakt op d'Ëm-

welt, d'sozial Standarden, d'Bildung, d'Liewensqualität, den Zoustand vun den Infrastrukture matarecht. Dozou gehéieren zum Beispill Ekonomiste wéi d'Kate Raworth, déi virun net allze laanger Zäit hei zu Lëtzebuerg war, mat hirem populäre Buch „Doughnut Economics“, mä och d'Mariana Mazzucato, eng italesch-amerikanesch Ekonomistin, déi eng Redefinition vun der Valeur proposéiert an tëscht „value extraction“ an „value creation“ ënnerscheet an entre autres proposéiert, dass mer déi zwou Revenussourcen zum Beispill ënnerschiddlech besteieren, jee nodeems, ob se der Allgemengheet eng Plus-value bréngen oder net.

Mä wa mer iwwer zwee zentral Aspekter vun den ODD schwätzen, nämlech de Klimawandel an d'sozial Ongläichheeten, muss mer aus Lëtzebuerg Siicht och u Folgendes denken: Den Ekonomist Lucas Chancel huet viru Kuerzem, virun zwou Wochen, an enger Konferenz hei zu Lëtzebuerg gewisen, dass 10 % vun den „global rich“ 45 % vun de globalen Treibhausgasemissionen duerstellen - well et gëtt och en Ënnerschied, je nodeem, a wat fir enger sozioökonomescher Klass een ass, wivill Emissionen ... oder wéi schwéier engem säin ökologesche Footprint ass, säin ökologesche Foussofdruck ass - an dass zu deenen 10 % „global rich“ am Fong all d'Lëtzeburger derzougehéieren.

(*Interruption*)

Jo, ech weess, do muss een distinguéieren, do gëtt et geografesch Distinctiounen, mä weltwäit gehéiere mer zu deenen 10 %, déi déi gréissten Emissionen produzéieren. A vill vun deene si souguer bei deem 1 % weltwäit, deen nach vill méi héich Emissionen produzéiert. Dat erkläert dann och vläicht, dass mer den 19. Februar scho bei eis deen „carbon overshoot“ erreicht hunn, vun deem de François Benoy och schon d'ënescht geschwat huet.

Et ass och dëst eis Responsabilitéit, fir eis dat virun Aen ze halen, a mir dierfen eis deem net verschléissen a mir mussen dat och an déi Diskussioun mat eranhuelen. Dat ass eng komplex Diskussioun vu Cohérence des politiques, wou mer engersäits Saache maachen, déi immens positiv sinn - an ech kucken do op d'Kooperationsministesch - a villen anere Beräicher, wou mer extrem vertuéis Praktiken hunn, awer op där anerer Säit natierlech zu deem weltwäiten, extrem konsumeresche Modell gehéieren, deen haaptsächlech am Weste gefuer gëtt an deen en contradiction ass mat munche vun deenen ODDen.

Här President, mat deem PNDD, deem seng gesetzlech Basis op d'Joer 2004 zréckgeet, dierf net just eng Stilübung verbonne sinn. Den Exercice géif am meeschte Sënn maachen, wa mir als Chamber lassgeléist vum politesche Kalenner vu Legislaturperioden denke géifen. Dat ass leider am Moment, an am besteeënde gesetzleche Kader, net de Fall, kann och net de Fall sinn. Am Idealfall misst et awer méiglech sinn, dass mir zesummen hei an der Chamber eng laangfristeg Reflexioun maachen iwwert dat Lëtzebuerg, dat Europa an déi Welt, an där mir an 20 Joer an doriwwer eraus liewe wëllen.

Här President, ech géif elo gäre just kuerz op déi verschidde Gebidder vum PNDD, op verschidde Kapitele vum PNDD agoen. Et ass scho ganz villes gesot gi vun de Rapporteur an hirem ganz gudden Rapport, dofir kann ech mech an deene meeschte Beräicher kuerzfaassen.

Deen éischte Beräich ass dee vun der Ëmwelt, d'Champs d'action 3, 7 an 8. An do hate mer ganz flott Diskussiounen effektiv an der Ëmweltkommissioun iwwer e puer Sitzungen eraus. En éischte Punkt ass deen, dass eng ganz grouss Erausforderung wäert doranner bestoen, de Champ d'action 3 vun enger nohalteger Consumatioun a Produktioun unzegoen. Ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, dass dat nëmme ka geléngen, wa mir vun enger Économie linéaire op eng Économie circulaire ëmklamme kënnen. All eis Secteure muss sech deem Defi stellen.

Iwwert de Secteur vun der Landwirtschaft hu mer viru Kuerzem - d'lescht Woch nach an deem Haus - vill geschwat. An ech géif do gären op d'Ried vu menger Kollegin Tess Burton verweisen, déi och op d'Nohaltegkeetsaspekter vun der Landwirtschaft agaangen ass.

D'Beméiunge vun der Regierung gi schon an d'Richtung, mä misste vläicht nach méi verstärkt an d'Richtung vun der Reparatour an der Reutilisatioun goen. Mir si frou, dass eis Forderung, de reduzéierten TVA-Taux bei der Reparatour vun Objeten anzeféieren, de Wee an de Koalitionsaccord fonnt huet. Mir sinn och der Meinung, dass de Legislatuer méi engagiert misst géint d'Obsolescence program-

mée virgoen. Dat ass déi Praxis an der Industrie, déi doranner besteet, dass een d'Produite vun Ufank u fir eng limitéiert Dauer souzeseo programméiert, déi dann duerno, meeschtens no zwee Joer, wann d'Garantie ofgelaf ass, futtiginn. Dëst wär net nëmmen am Interesse vum Konsument, mä och vum eiser Ëmwelt. A fir do en Impuls ze ginn, kann een de franséische Code de la consommation nennen, deen nach ënner sozialistescher Présidence am Abrëll 2016 en Artikel bäikrut, deen d'Obsolescence programmée verbitt.

E weidere Punkt an deem Beräich ass eng wëssenschaftlech Etüd, déi ech gären hei géif erwänen, vum „European Heart Journal“, déi am März dëst Joer verëffentlecht ginn ass an déi zur Konklusion kënn, dass d'Pollution atmosphérique e bedeitend schlëmmeren Impakt huet op déi kollektiv Gesondheet wéi dat, wat mer bis elo ugeholl haten. D'Loftverschmutzung reduzéiert där Etüd no déi duerchschnëttlech Liewenserwaardung an der EU ëm 2,2 Joer a féiert all Joer zu ongeféier 660.000 Doudesfälle an Europa, wat natierlech enorm ass.

D'Wëssenschaftler hunn an deem Kader en dréngenden Appell un d'Politik geriicht, fir méi couragéiert Mesuren ze ergreifen a virun allem de Particules fines an de Stickoxiden de Kampf unzesoen.

Fir eis als LSAP ass d'Loftverschmutzung virun allem och eng sozial Erausforderung. Well all d'Etüde weisen natierlech drop hin, dass virun allem Leit aus sozial méi schwache Schichten ënnert de Konsequenze vun der Luftverschmutzung ze leiden hunn, well si a Quartiere mat méi Verkéier liewe mussen. An all déi, déi e bësse reesen uechtert d'Welt, kënnen dat och all Kéier erëm empiresch confirméieren.

Här President, et ass gewosst, dass zwee Drëtzel vun eisen nationalen Treibhausgasen, an och dat ass scho gesot gi vu verschiddene Virriedner, duerch de Verkéier op de Stroossen zustane kommen. D'Regierung ass mat hiren héijen Investissementen an den ëffentlechen Transport hei ganz kloer um richtege Wee. Sécher ass, dass mir laangfristeg de Modell vum Individualverkéier, wou jiddwereen eleng mat sengem Auto duerch d'Géigend fiert, net méi esou oprechterhale kënnen. Den ëffentlechen Transport muss konsequent ausgebaut ginn an e muss virun allem méi séier si wéi d'Optioun, mam Auto ze fueren. An och de Vélosverkéier natierlech an d'Zefoussgoge muss méi attraktiv a méi sécher gemaach ginn.

An do kënn een net ëmhin ze observéieren, dass een och am Urbanismus an der Stad Lëtzebuerg, mä och soss iwwerall, net méi alles kann zur gläicher Zäit maachen. Et muss ee Choix maachen, och an deem Beräich. Et kann een net iwwerall Autoe fuere loosse, en Tram, Véloen, an dann och nach e komfortabele Foussgängerpad maachen. Do muss Choix gemaach ginn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Déi Hysterie, déi dann an deene leschte Méint och hei am Haus opkomm ass, wa vun enger klenger Hausse op den Akzise rieds war um Bensinn an um Diesel, ass an eisen Aen och definitiv deplacéiert. Et kann ee sech do referéieren op Zifferen tëscht Mëtt Dezember 2018 a Mëtt Februar 2019, wou ee gesinn huet, dass beim Diesel Präisschwankunge vu plus/minus 7 Cent nëmmen duerch d'Volatilitéit vun den internationale Mäert vun der Energie geschitt sinn. An dat ass wäit méi wéi déi Hausse vun 2,4 Cent am Endpräis, déi duerch d'Augmentatioun op den Akzisen erfollegt ass.

Méi laangfristeg si mir der Meenung, dass eis Fiskaliteit manner d'Aarbecht besteieren an dofir méi de Ressourcerverbrauch besteiere soll. Schweden oder och nach d'Schwäiz hunn eng CO₂-Steier agefouert, déi am Fall vu Schweden mat enger Baisse vun de Steiere fir déi méi kleng Schellere gekoppelt war. An am Fall vun der Schwäiz gesäit een och, dass zwee Drëtzel vun de Recetten aus der CO₂-Steier erëm zrëck un d'Bierger ginn, an dat onofhängeg vun hirem Verbrauch. Dat si Modeller, déi mer eis zu Lëtzebuerg definitiv sollten ukucken an an deene mer eis och sollten inspiréieren.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Bei den erneierbaren Energien ass Lëtzebuerg, an dat muss ee leider constatéieren, ëmmer nach d'Schlusslicht an Europa. An der europäescher Moyenne maachen déi erneierbar Energie 17,5 % vum Ennverbrauch aus. Zu Lëtzebuerg sinn dat, pour l'heure, just 6,4 %. An do si mer nach wäit ewech vum Objektiv 2020. Mä ech weess,

dass mer och do Schrëtt ënnerhuelen, déi an déi richteg Richtung ginn.

Här President, de Champ d'action 5 : Aménagement du territoire. Ech sinn d'accord mat deem, wat scho vun de Virriedner gesot ginn ass, dass een engersäits an Zukunft méi dicht muss bauen. Als LSAP gesi mer d'Erausforderung virun allem doranner, dass mer eng méi héich Bebauungsdicht hunn, mä awer net eng manner gutt Liewensqualität. Am Géigendeel: Et ass och bei eis méiglech, e bëssen d'Scheiklappen ofzedoen, a wéi an anere Länner, en Ekourbanismus ze bedriewen, deen eis Liewensqualität verbessert. Mir brauchen innovativ Wunnquartieren, wou d'Leit sech begéien an net parallel niestenee wunnen, wéi dat bis elo dacks de Fall ass.

Mir mussen och méi ekologesch Konstruktionsmaterialien aktiv ënnerstëtzen. De Béton huet eng ganz schlecht ökologesch Bilanz. Dat ass gewosst. An anere Länner gëtt Holz ëmmer méi oft als Konstruktionsmaterial benotzt. Zu Wien gëtt dëst Joer dat weltwäit héchstent Héichhaus aus Holz ageweit. 24 Stäck mat 20.000 Quadratmeter huet dat Héichhaus, wou d'Lifter mat enger Energiereducatioun equipéiert sinn.

Och zu Lëtzebuerg gi mir lues a lues dozou iwwer, Holz als Baumaterial ze notzen an ze favoriséieren. An all Initiativ an déi Richtung gëtt vun eis begreiss an och ënnerstëtzt. A mir begreissen och an deem Kontext, dass et 16 Projekte gëtt mat insgesamt 465 Logemente vum Fonds du logement a vum SNHBM, déi an nächster Zäit wäerte realiséiert ginn a bei deenen Holz dat zentraalt Baumaterial ass.

Här President, ech géif nach gären eppes soen an där kuerzer Zäit, déi mer nach bleift, zu der Famill, zum Champ d'action Nummer 1. Et stëmmt, an domat wäerte mer eis an Zukunft nach intensiv beschäftege missen, dass den Aarmutrisiko zu Lëtzebuerg an d'Luucht geet. Déi ominéis Schéier tëschent Aarm a Räch geet weider ausereen, an dat ass natierlech fir eis als LSAP extrem problematesch.

D'Mindestlounerhéijung ass eng Mesure, déi dës Regierung bannent kuerzer Zäit ëmgesat huet an déi de betroune Leit e bësse Lof verschafft. De REVIS huet eng Partie Verbesserung bruecht, virun allem fir d'Kanner an de Ménages monoparentaux. Déi Evaluatioun, déi mer hei dräi Joer nom Akraafttriede vum Gesetz virgesinn hunn, wäert da weisen, ob déi Verbesserungen och tatsächlech gegriff hunn.

Eng aner Statistik ass déi, dass 44,4 % vun de Kanner, deenen hir Elteren en niddrege Bildungsniveau hunn, 2016 vum Aarmutrisiko betraff waren. 15,3 % vun hinne ware carrement materiell a sozial benodelegt. Dëst ass e strukturelle Problem an engem Land, wou d'Bildungschancen och inegalitär sinn a wou de Phänomeen vun de Working Poor relativ héich ass. Mir sinn do op zweeter Platz an der EU, wat och do erëm héich problematesch ass fir esou e rächt Land wéi Lëtzebuerg.

E leschten, awer e wichtege Punkt fir eis Partei: Als LSAP si mer der Meenung, dass d'Universaliteit vun de Sozialleeschungen net grondsätzlech a Fro dierf gestallt ginn, well si de Garant fir eis sozial Kohäsion ass. Et dierf net esou wäit kommen, dass eng Kategorie vu Leit an eiser Gesellschaft sech d'Fro stellt, firwat si matbezuelt soll fir Leeschtungen, déi anerer bezéien. An déi Richtung dierf mer net goen, esou en Denken an der Sozialpolitik ass en No-Go.

Voilà, ech wär domadder um Enn ukomm. Ech géif och gären den Accord vun der LSAP zur Motioun bréngen, natierlech och Merci soe fir déi gutt Diskussiounen, déi mer an de Kommissiounen haten, der Regierung Merci soe fir hir Präsenz haut an lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, et ass e bëssen e speziellen Exercice haut. Trotzdeem géif ech, fir unzefänken, jidderengem, dee sech hei un deem Debat bedeelegt huet, Iddie materabruucht huet an déi verschidde Punkte belicht huet, villmools Merci soen. Et ass, schon eleng fir den Avis auszeschaffen, esou e breet Thema, dass et schwéier ass, dat alles an enger Ried ze cernéieren, an et sinn immens vill gutt Usätz schonn hei komm, soudass ech mech och e bësse méi kuerz wäert faassen.

Ech géif awer nach eng Kéier gären drop zrëckkommen, wat dee PNDD als Dokument bedeit a firwat esou en Dokument wichtege ass fir eis.

Et ass kloer: Mir brauchen esou en Dokument an der Politik, fir eis ze guidéieren, fir dass mer eis Klimaziler errechen. Mä doriwwer eraus geet et net just ëm eng politesch Guidance, et

geet och drëm, dass mer d'Liewensqualität vun eis alleguerten erhéijen: méi Chancéglichheet, besser a méi gesond liewen, besser iessen, den Erhalt vun eise Landschaften an esou weider.

De PNDD huet natierlech och eng Wirkung iwwert d'Grenzen eraus. Och do ginn ech elo net an den Detail, well do huet de Marc Angel scho wierklech eng Kéier den Tour d'horizon gemaach. Mä wann ee sech op den nationale Volet konzentréiert, da gesäit een, dass deen Exercice och ganz besonnesch dem ländleche Raum déngt. An ech mengen, dat ass e Punkt, dee ganz wichtege ass. Dofir géif ech hei gären op e puer Beispiller agoen.

Wat striede mer heimadder un, zum Beispill am Beräich vun der Landwirtschaft? Et geet jo net just drëm, e Kader ze setzen, deen ee limitéiert. Et geet virun allem drëm, dass mer d'Liewensqualität fir eis Landwirten ofsécheren, dass mer déi Ofhängegkeet vu Subside relativéiert kréien, dass eis Landwirten e faire Loun fir hir Produkte kréien, dass se sech en Of-sazmaart hei zu Lëtzebuerg fir hir Produkte kënnen sécheren, dass se manner dem Drock vum Weltmarché ausgesetzt sinn, manner de Pestiziden ausgesetzt sinn an esou weider.

Doriwwer eraus, grad och fir de ländleche Raum, hu mer Beispiller wéi den ëffentlechen Transport, mat dem Ausbau an der Reorganisatioun vum ganzen ëffentlechen Transport, dee ganz besonnesch eben och deene méi ofgeleeene Géigenden zeguttkënn, d'Revaloriséiere vun den Duerfkären, méi Services de proximité am ländleche Raum, d'Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplazen, fir dass de Wee tëscht der Aarbecht an dem Doheem erëm méi kuerz gëtt.

An dann ee Punkt, deen ech och relativ wichtege fannen an deen ech a menger Vergaangenheet och vill beaarbecht hunn, dat ass de Volet vum Tourismus, vum duussen Tourismus. Grad just am ländleche Raum hu mer do ganz vill, wat mer och iwwert d'Schinn vum Tourismus kënnen erabréngen, wat Aarbechtsplazen an de Regiounen ofsécheren. Aarbechtsplazen, déi mer net ausgelagert kréien, well de Mëllerdall hu mer just hei zu Lëtzebuerg, d'Eislek hu mer just hei zu Lëtzebuerg.

An do hu mer eng ganz Partie Saachen, wéi ebe Slow Food, regional Produkter, eis Kultur, eise Patrimoine, eis Geschicht, Wander- a Vélosaktivitéiten, eis Naturparken - mëttlerweile hu mer dräi Naturparken -: Alles dat sinn Dealer vun engem nohaltegen Tourismus, dee fir eis an de Regiounen einfach och e Verkafsargument ass.

Mä natierlech, esou en Dokument, dat sinn am Endeffekt dann och just Wieder um Pabeier, wann net eng Volontéit hannendrusteet, se och an d'Realität ëmzesetzen. An do sinn ech awer ganz optimistesches.

Hei mussen och konkret Resultater erausspringen. Mir mussen d'Ramebedéngunge konsequent unerkennen an deementsprechend handelen. An ech mengen, do hu mer och zu engem ganz groussen Deel schonn an der Vergaangenheet bewisen, dass mer dat maachen.

Kloer ass: Motze bréngt een elo net direkt weider. Ewechkucken oder aus dem Sall lafe bréngt och kee weider, scho guer net an esou engem wichtege Dossier wéi deem hei. Mä bon. Ech géif just umierken: Et mécht och vläicht elo kee risegen Ennerscheid, vu dass beim Ausschaffe vun deem Avis sech och net allze vill investéiert ginn ass, ob se am Endeffekt hei sëtzen oder net.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

(Interruptions)

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Et ass scho vill geschitt. Mir hu scho villes erreecht. Eppes, wat ech an der Lescht oft héieren hunn - ze oft, fannen ech -, dat ass, dass dës Koalitioun vill an ze héich Ziler géif setzen an dass se sech awer net géif derzou äusseren, wéi se dës Ziler wéilt errechen.

Ech kann a wéll dat hei net esou onkommentéiert stoe loosse, well ech einfach der Meenung sinn, dass dat eppes ass, wat sech vläicht flott seet, wat awer absolutt net fondéiert ass. A Beispiller dofir gi jo och weider keng genannt. Konkret kann een nämlech un enger Rëtsch Beispiller gesinn, dass et sech hei net einfach ëm eng imaginär Wonschlechts handelt, mä dass mer duerchaus hei eng Strategie hunn, déi derhannertsteet an déi och zu konkrete Resultater féiert.

Um Niveau vun de Resultater huet dës Regierung zum Beispill de Waasserschutz op de politeschen Agenda bruecht an huet 80 % vun eise Quell- a Grundwaasserafassungschonns geschützt oder d'Prozedur ageleet. Et ass massiv an den Drénkwaasserschutz investéiert ginn a mir si kloer op eng Drénkwaasserschutzkultur ëmgestigen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Mir hunn tëscht 2013 an 2019 d'Natura-2000-Zone vun 18 % op 27 % vun der Landesfläch eropgaangen. D'Investitiounen an eng nohaltege Mobilitéit hu sech zënter 2013 och quasi verduebelt. Mir wäerten 2020 dat bescht Chargeursnetz fir Elektroautoen an Europa hunn, dëst gespeist aus erneierbaren Energien. Mir hunn och an der leschter Legislaturperiod eng Verdräifachung vun der Wandenergie erreecht. Domadder einher geet och d'Demokratiséierung vun der Energie. Dat heescht, och hei goufe grouss Efforte gemaach mam Zil, e Maximum vu Leit mat an d'Boot ze kréien, fir Energie ze produzéieren fir den Energieverbrauch, awer och fir an d'Netz anzuespeisen.

Den Niveau d'ambition ass also net eréischt zënter Dezember 2018 héich - a scho guer net ze héich -, e war et och scho virun. A wéi ee konnt gesinn, bréngt et och eppes, sech héich Ziler ze setzen, well wann ee sech héich Ziler setzt, da kann een och wäit kommen. Dofir denken ech, dass een och an der Zukunft ambitionéiert muss no vir kucken an dass mer net sollen op déi lauschteren, déi eis erzielen, mir sollten eisen Niveau d'ambition elo erofschräwen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Da géif ech awer och nach gär zum Nohaltegekeets-Check kommen. Deen ass haut schonn e puermol ugeschwat ginn. Et ass ee vun deene wichtege Punkten, déi souwuel an de Koalitiounsaccord wéi och an dese PNDD agefloss sinn.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

An et ass kloer an et gëtt ëmmer méi evident, dass mir all eis Aktivitéiten op hir Nohaltegkeet préiwe mussen, an dat am Virfeld vun all Aktivitéit oder Initiativ, déi lancéiert gëtt. Dat geet vun ëffentlechen Ausschreiwungen iwwer Ständuertpolitik, eis Prozeduren an och eis Projektede-loien. Zu all Projet de loi gehéiert jo och elo schonn eng Fiche d'impact financier, an äänlech wéi bei deem Prinzip misste mer do och eng Fiche d'impact de durabilité virgesinn.

A wat seet eis Koalitiounsaccord dozou? Zum Beispill bezüglech den ëffentleche Gelder steet am Koalitiounsaccord: « Un cahier de charges modèle sera élaboré pour assurer un approvisionnement respectueux de l'environnement et du climat ainsi que des critères sociaux et de commerce équitable pour les pouvoirs et institutions publics. » Dat wéllt heeschen: Mir schaffen e Cahier de charges modèle aus, dee mer eisen Administratiounen an de Gemengen zur Verfügung stellen, fir sech ze guidéieren, wann et ëm Ausschreiwunge geet: mat Kritären zur Nohaltegkeet um Niveau vum Ëmweltschutz, dem soziale Volet an natierlech och dem fairen Handel.

An och wat de Gesetzgebungsprozess ugeet, gesäit de Koalitiounsaccord vir, dass mer eng Fiche d'impact fir den Développement durable virgesinn. An et ass einfach wichtege, dass mer eis an Zukunft d'Froen zur Nohaltegkeet vun allen Initiativen a Projeten als Alleréisch stellen. Dat heescht: Wéi affektiert e Projet de Wunnengsmarché? Wéi affektiert en d'Qualitéit vum Waasser? Férdert en d'duuss Mobilitéit? Wéi ass et mat der Chancéglichheet? Der wirtschaftlecher Diversifizéierung? Dem Accès zu Gesondheetsservicer? Der Biodiversitéit? An esou weider an esou fort.

Mir sinn also bereet, eis an eiser Politik duerch esou en A-priori-Nohaltegekeets-Check guidéieren ze loosse. Domadder kënnen mer nach vill méi geziilt d'Richtung fir eis Handlung virginn. A mir kënnen och e kloeren an transparente Kader schafen, deen den Ufuerderunge vun haut a puncto Nohaltegkeet ka gerecht ginn.

An ech mengen, hei muss een och kloer soen: Mir brauche streng Ëmweltkritären an eiser Ständuertpolitik, well esou Kritäre sinn net just do, fir eis an eise Handelen anzueschränken. Si ginn zwar duerchaus vir, wat mer wëllen a wat net, mä si féerden doduerch och d'Innovatioun a sécheren domadder och Aarbechtsplaze vu muer of.

Mir brauche Prozeduren, déi virgesinn, dass esou en Nohaltegekeets-Check dat Eischt ass, wat muss gemaach ginn, ier een e Projet ugeet. De Moment hu mir kee Mechanismus, dee sécherstellt, dass den Ëmwelt- a Ressourcenimpakt vun Ufank u matgeduecht gëtt. An dat féiert noutgedrongen och zu Schwierigkeiten.

Wéi gesot, mir hunn eis et zum Zil gesat, dat an Zukunft ze berücksichtegen. Mir wëssen, dass och nach genuch ze di bleift. Den Defi ass grouss. Mä genesou wéi mir all déi Erausforderungen an de leschte Joren ugaange sinn, wäerte mir se och an deenen nächste Jore konsequent zesummen ugoen.

Ech géif gär an deem Kader zum Beispill op den nationalen Energie- a Klimaplang hiweisen, deen Enn des Joers soll virgestallt ginn an op den Horizont 2030 ausgeluecht ass, hei och mat konkreten Zuelen dann ennerluecht.

Zu den ambitiöse Punkte kéint een dann och d'Ausschaffe vun der Zero-Waste-Strategie nennen, déi och am Hierscht d'Joer soll presentéiert ginn.

Wéi gesot, dese Plang bitt déi richteg Basis, fir eis an eiser Aarbecht ze guidéieren, no där mir eis och kenne selwer moossen an no där mir eis och kenne moosse loossen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci. Vu dass kee Member méi aus der Chamber do ass, fir un der Debatt deelzehuelen, géif ech dann elo un d'Ministere kommen. An als éischt Stellungnam ass et déi vun der Ëmweltministesch Carole Dieschbourg. D'Madamm Ëmweltministesch huet dann d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, et geet em eis gemeinsam Zukunft. Et geet drëm, wéi mer Lëtzebuerg bis 2030, awer och doriwier eraus, wëlle gesinn. An dofir soen ech lech fir d'Éischt emol Merci, de Rapportereuren, deenen zwee, dem François Benoy an och dem Marc Angel, fir déi wahnsinneg vill Aarbecht an déi gutt Rapporten, déi se gemaach hunn. Si hunn zanter Mäerz mat de Kommissiounen dru geschafft.

An dofir net nëmmen lech, déi de Prozess begleet hunn, mä och allen anere Kommissiounsmemberen, déi hei Input ginn hu fir déi wichtige Debatt, fir dee wichtige Avis, dee mer wäerten zur Kenntnis huelen, dee mer wäerte mat an eis Prozedur eranuelen, well esou ass dat virgesinn, en décke Merci an och e Luef, dass Der lech esou intensiv domadder auserneegeat hutt. Dir hutt genau gekuckt, wat am neie Koalitionsaccord alles drasteet. Dir hutt eis Ziler an där Hisiicht aktualiséiert op engem Dokument, wat vun 2018 war. An dofir Merci.

Op där anerer Säit wëll ech awer och net meng Enttäuschung verstoppen, wann et drëm geet, iwwert d'Zukunft ze diskutéieren, dass mer leider net komplett sinn, dass mer des Verantwortung net allegueren am Respekt vis-à-vis vun eiser Generatioun, mä och vun zukünftege Generatiounen ungin.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Jo, den Agenda 2030 ass eng partnerschaftlech Aufgab an, meng Virriedner hunn et gesot, eng Aufgab, déi op all Niveau muss gemaach ginn, wou d'Regierung gären zesumme mat der Chamber virgeet, de richtige Kader setzt, an deem mer schaffen.

Ech schwätzen elo hei fir d'Regierung, mä ech sinn awer och immens frou, dass meng Ministerkollegen hei sinn, de Claude Turmes fir d'Energie an dann awer och d'Madamm Lenert, Kooperatioun a Konsumenteschutz, en immens wichtige Dossier an och eng flott Kollaboratioun, déi mer am Kader vun diesem Plang hunn.

Well et geet drëm, dass mer net nëmme Lëtzebuerg nohalteg entwéckelen, mä dass mer dat eben och - esou wéi an deser Agenda fir Mënschen, déi an de Limite vun Planéit eng gerecht, friddlech an inklusiv Entwécklung wëllen - an eisen Aussepoliticken an an der Kooperatioun maachen. Ech mengen, do ass Lëtzebuerg ëmmer exemplaresch gewiescht. An eist Bestriewen ass et, fir nach besser an nach méi koordinéiert an deenen Dossieren zesummeschaffen, fir e Maximum u Responsabilitéit fir eng friddlech Entwécklung ze garantéieren.

An da sinn ech och frou, dass den Aarbechtsminister Dan Kersch do ass. An d'Corinne Cahen huet grad de Sall verlooss, mä si war eben och hei a si wäert och hei sinn. An ech mengen, et ass wichtig, dass eng ganz Regierung hannert esou engem Nohaltegkeetsplang steet, an dat zesumme mat enger Chamber, déi eis hei Recommendatioune gëtt, déi wierklech wichtige sinn, fir an dee Prozess mat-affléissen ze loossen, sief et am Beräich Klimaschutz, wou mer haut en neien Energie- a Klimaplang virleien hunn, deen ebe chiffréiert ass an deen ebe grad op déi Froen, déi d'Chamber och gestallt huet: „Kënnst Der eis kloer chiffréiert Ziler setzen?“, eng Äntwert gëtt.

Jo, mir wäerten och mussen nobesseren. An der Biodiversitéit si mer do international och um Schaffen. Do wäert d'nächst Joer e wichtige Moment kommen, wou mer eng ganz wichtige Konferenz hunn. An och do wäerte mer mussen nach besser ginn, obwuel een ein-

fach muss constatéieren, dass mer mam neien Naturschutzgesetz, mam zweeten nationalen Naturschutzplang, einfach och kloer chiffréiert haut scho wëssen, wéi eng Hektare mer wëllen a mussen schützen a wou mer mussen Renaturéierung maachen oder Biotope verbesseren.

An ech mengen, dat si Schrëtt no vir, déi och vu menge Virriedner genannt goufen, wou mer op där enger Säit Schrëtt geholl hunn, gemeinsam an der Verantwortung, an op där anerer Säit awer nach ganz grouss Defie virun eis hunn, net nëmme bei der Biodiversitéit, mä och beim Klima.

An do wëll ech dann awer och op en Zitat vun Nicholas Stern zréckgräifen, deen do seet: „D'Klimakris an d'Aarmut sinn zwou Säite vun enger eenzeger Medail. Wann et eis net geléngt, déi eng Kris ze gewannen, deen een Challenge ze gewannen, da wäerte mer och op deem anereren echouéieren.“ An et ass wichtig, dass mer ebe grad d'Aarmutsbekämpfung, d'Gerechtigkeit an de Volet vun Ëmweltschutz iwwerenebréngen an ebe grad fir eng nohalteg Entwécklung eis Ziler ginn.

Eng wichtige Roll hunn awer hei net nëmmen de Stat an d'Chamber. D'ailleurs weess ech, dass an Ärem Prozess och diskutéiert ginn ass, wéi et an anere Chamberen ass. A vläicht adoptéiert des Chamber, esou wéi mir se an de Prozess agebonnen hunn ... An do wëll ech dem Henri Kox an dem Marc Angel och Merci soen. Si waren op eise Workshoppen derbäi. Et war eis ëmmer wichtig, jiddwereen derbäi ze hunn. Vläch ass et och esou, dass an deser Chamber, äänlech wéi an Holland, all Einzelnen en eegenen SDG adoptéiert, fir deen e kämpft.

Vläch wëllt Der de Prozess och begleet wéi an Dänemark - bon, ech weess elo net, zu menger rietscher Säit, do kann ech dat net soen -, mä an Dänemark gëtt et eng All-Party Coalition fir den UN-Agenda 2030. An ech géif mer wënschen als zoustänneg Ministesch, déi mat de Kollegen an der Regierung dat dote koordinéiert, dass och a Lëtzebuerg jiddweree géif Verantwortung huelen, egal wou en hei am Raum sëtzt.

Mä virun allem ass eis awer och dru geleeën ... A verschide Leit hunn hei eis Plattform ernimmt, déi mer jo elo lancéiert hunn, déi amgaangen ass ze entstoe mat deene gudden Aktiounen, mat all deenen, déi engagéiert sinn. Ech mengen, et ass ganz wichtig, dass mer nieft enger Agenda och op enger Plattform weisen, dass d'Zivilgesellschaft, dass eis ONGe schaffen un der Nohaltegkeet, awer och Entrepreneuren!

Well Nohaltegkeet ass e gesamtgesellschaftlech Engagement:

- sief et am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft, wou mer Chancen hunn, oder an der Digitaliséierung,

- sief et awer och, wa mer iwwerleeën, wéi mer vun A op B kommen, also en Deel vun enger méi nohalteger Mobilitéit ginn,

- sief et awer och, wa mer Deel si vu Workshoppen - an do wëll ech deene Jonke Merci soen: Mir haten en extrem gudden Echange iwwer Klima an de Schoulen zesumme mam Claude Meisch an zesumme mam Romain Schneider -, wa mer en Deel vun enger Gesellschaft sinn, déi des wëllt weiderbréngen.

Et kéint een elo nach enorm vill soen an, Dir Dammen an Hären Deputéiert, Här President, ech hätt och elo nach zu all Thema, well ech mech preparéiert hat, déi eng oder aner Remark. D'Diskussioun haut war awer éischer extrem ennerstëtzend. Är Elementer ...

(Hilarité)

... wäerten deemgeméiss mat an eis Iwwerleeungen, an eis Upassung erafléissen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech soen lech domadder e ganz grouse Merci fir Är Motioun. Si wäert an eisem Comité interministériel, wou all Ministère dra vertruede sinn, gekuckt ginn. Mir wäerten dat dann integréieren, ier ech dann am Hierscht wäert dem Regierungsrat en neit Dokument mat Ären Umierkungen erarechen. A bis dohinner géif ech eppes soen, ganz einfach, vun Erich Kästner inspiréiert: „Es gibt nichts Gutes, ausser: Man tut es.“ Jidderee vun eis kann Deel vun enger nohalteger Entwécklung zu Lëtzebuerg sinn.

An domadder soen ech lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Ëmweltministesch, der Madamm Dieschbourg. Wëllt nach e Member vun der Regierung Stellung huelen?

Dat ass net de Fall. Dann ass domat d'Diskussion ofgeschloss.

(Conformément à l'article 33 (2), M. le Président inscrit le vote de la motion 1 à l'ordre du jour de la séance publique suivante.)

6. Question élargie n° 16 de M. Georges Engel au sujet de la précarité énergétique au Luxembourg

Da kéime mer elo zur erweiderter Fro Nummer 16 vun Här Georges Engel iwwert d'Energiearmut. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, d'Transition énergétique ass eng vun deene groussen Erausforderunge vun eiser Zäit. Dat hu mer elo en long et en large hei diskutéiert. Et ass sécherlech net déi eenzeg Erausforderung, déi mer hunn, mä et ass eng, déi vill Beräicher betrëfft an déi haut och an der Gesellschaft méi wéi jee eng grouss Ecoute huet. Dat gesäit ee bei de Freidesdemoe vun de Schüler an och bei der medialer Opmierksamkeit, déi esou e Sujet huet. Et ass eng grouss Sensibilitéit bei de Leit fir dese Sujet.

Mesuren a Gesetzer, déi hei am Parlament geholl ginn, dat solle Mesuren a Gesetzer sinn, déi bei de Leit och ukommen. Esou si se geduecht an esou soll et u sech jo och sinn. Dës Hëllef kennzeechent sech duerch zwou Säiten: engersäits e personaliséierten Accompagnement vun Stot, dee sech an enger energetescher Prekaritéit befënnt. Dësen Accompagnement, dee gëtt am techesche Volet vun „myenergy“ gemaach an am soziale Volet vun Office social. An anerersäits ass et eng Subvention vun bis zu 75 % a maximal 750 Euro vun Präis vun engem neien Haushaltsapparat mat der héchster Energieklass, fir en energiefriessenden alen Apparat dann ze ersetzen.

2016 huet d'Regierung eng Hëllef fir Haushalter an energetescher Prekaritéit agefouert, déi ab dem 15. September operationell war. Dës Hëllef kennzeechent sech duerch zwou Säiten: engersäits e personaliséierten Accompagnement vun Stot, dee sech an enger energetescher Prekaritéit befënnt. Dësen Accompagnement, dee gëtt am techesche Volet vun „myenergy“ gemaach an am soziale Volet vun Office social. An anerersäits ass et eng Subvention vun bis zu 75 % a maximal 750 Euro vun Präis vun engem neien Haushaltsapparat mat der héchster Energieklass, fir en energiefriessenden alen Apparat dann ze ersetzen.

Dem LISER, deen do de Rapport am Optrag vun Familljeministère publizéiert « Analyse du mal-logement et de l'exclusion liée au logement », an 2013 enger anerer statistescher Erhiewung no, ware 4 % vun de Stéit zu Lëtzebuerg net capabel an deene leschten zweielef Méint do virdrun, hir Energierechnungen allegueren ze bezuelen. Déi lescht statistesch Erhiewungen, wivill Stéit dass dat kenne gewiescht sinn, déi geet op 2011 zréck. An do louch den Taux vun deene Leit, déi dat net konnte bezuelen, bei 2,8 %. Bon, mir hunn elo d'Zuele vun Statec vun 2011, well et keng méi aktuell gëtt. Do goufen et am Ganzen 208.600 Stéit. Wann een dee Prozentsaz hält, da géif een also vu Minimum 5.840 Stéit schwätzen. 2013 waren et der sécherlech nach méi. Dat hei ass jo vun 2011. A wann een elo 2019 kuckt, da sinn et der sécherlech iwwert déi 5.840 ewech.

Mä par contre konnt een am Rapport d'activité vun Familljeministère vun 2018 liesen, dass am Ganzen néng Avances remboursables et récupérables vun den Office-socialen am Kader vun der energetescher Prekaritéit am Joer 2018 gefrot goufen. Vun deenen iwwer 5.000 - laut LISER - betraffene Stéit, vun deem statistesch méigleche Potenzial vun iwwer 5.000 Stéit also, hunn der néng eng Demande gemaach wéinst energetescher Prekaritéit!

Et muss ee jo och wëssen, et ass elo grad gesot ginn, dass den Objectif Nummer 7 bei den Objectifs de développement durable deen ass, dee seet: « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable ».

Duerfir geet meng Fro drëms, wéi mer Soziale an Ekologie sénnvoll matenee kenne verbannen. Meng Fro ass geméint, fir dass bei der Transition écologique keen op der Streck gelooss gëtt. A meng Fro wëllt och rassembleieren a wëllt och a virun allem deenen hëlfe, déi wahrscheinlech am meeschten ënnert dem Klimawandel riskéieren ze leiden. Duerfir ass se an zwee opgedeelt. Ech hunn zwou Froen also:

Wéi kann et sinn, dass esou eng grouss Diskrepanz tëschent de betraffene Leit engersäits an der Unzuel vun den Demanden anerersäits läit?

An zweetens: Huet d'Regierung wëllen, am Aklang mat de Consideranten 59 a 60 vun der Europäescher Direktiv 2016/0380 - dat ass d'« Directive concernant des règles communes

pour le marché intérieur de l'électricité » -, d'Unzuel vun de betraffene Stéit ze suivéieren an en nationalen Aktionsplang dann och auszeschaffen?

Voilà, dat si meng Froen un d'Regierung. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engel. D'Regierung huet d'Wuert, d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer emol fir d'Éischt, dem Deputéierte Georges Engel villmools Merci ze soen, dass en déi Question élargie hei haut stellt. Ech mengen, dass dat doten e Sujet ass, wéi mer och virdrun an der Debatt héieren hunn, deen absolut d'actualité ass. D'Carole Dieschbourg huet et grad gesot, d'Klimakris an d'Aarmut, déi sinn enk matenee verbonne respektiv mir kënnen net dat eent behandelen ouni dat anert.

An ech géif gären hei ufänken, andeems ech awer nach eng Kéier kuerz un de Camille Gira zréckdenken, well et war mat him zesummen, wou mer virun e puer Joer gekuckt hunn, mat den Office-socialen a mat „myenergy“ zesummen, wéi mer de Leit kënnen aus der Précarité énergétique eraushëlfen. Well de Constat war ganz kloer deen, dass ganz dacks Leit, déi net vill hunn, Apparater hunn, déi awer immens vill verbrauchen, well et al Apparater sinn, well se sech ebe keng nei Apparater leeschte konnten. An do war d'Iddi vun Camille Gira, fir ze soen: „Ma da kommt, mir hëlfe hinnen, fir nei Apparater ze kafen, fir sech ze equipéieren a fir esou dann och méttel- a laangfristeg manner ze verbrauchen, méi ze spueren dann dee Moment respektiv manner Käschten ze hunn.“

Et ass awer esou, dass déi Leit, déi net gutt dru sinn hei am Land, meeschtens keng Propriétaire sinn. Well mir haten deemools gesot: „Ma déi, déi Propriétaire sinn, do sprange mer dann an, fir eng nei Heizung oder fir eng Isolation vun Daach, fir dass d'Haus net esou vill verbraucht.“ Et ass awer effektiv esou, dass mer feststellen, dass dat net konnt de Fall sinn, well déi Leit, déi net vill Suen hunn, déi si meeschtens Locataire an net Propriétaire.

An Dir hutt recht, leider ass net genuch dovunner Gebrauch gemaach gi bis elo. A mir sollten do zesumme mam Claude Turmes, deen och gläich wäert schwätzen, kucken, firwat dat esou ass.

Et ass awer esou, dass mer natierlech awer e ganz enk gespaantent soziaalt Netz hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech rappeliere just, dass mer d'Allocation de vie chère hunn, wou-vun 19.541 Menagé profitéieren, also bal 20.000 Menagen. Do sinn d'lescht Joer 34.486.000 Euro iwwerwise ginn, wat awer enorm vill Sue sinn, déi och hëlfe natierlech, fir d'Käschten ze decken, déi een huet.

Et ass awer esou, dass, wann ee wëllt vun „myenergy“ profitéieren, fir den Apparat ersat ze kréien, dann ass deen éischte Wee dee bei den Office social. A mir hunn an der Chamberskommissioun net méi spéit wéi d'lescht Woch nach d'Etüd vun der Uni Lëtzebuerg zesumme mat engem Vertrieeder vun der Uni Lëtzebuerg gekuckt, wou och erauskënn, dass de Wee bei den Office social dacks e schwéieren ass, dass d'Leit éischters emol net wëssen, dass den Office social e Guichet unique ass, fir emol einfach ze kucken: Wat sinn hir Rechter? Wat gëtt et iwwerhaupt vun Offeren hei am Land? Wéi eng Formulairé muss ech fir wat ausfüllen?

Dat heescht, ech mengen, do ass emol deen éischte Schrëtt, fir de Leit och ze soen: „Mä wann Der eng Fro hutt, net onbedéngt nëmmen, well Der Sue braucht, mä well Der eng Fro hutt, wéi Der vläch aus enger schwéierger Situatioun, aus enger neier Situatioun kënn erauskommen, mä gitt bei den Office social! Well d'Assistant-socialen an den Office-socialen sinn dofir do, fir lech ze beroden a fir lech ze soen, wat et gëtt.“

Et ass esou, dass ënnert d'Mesurë vun „myenergy“, déi d'Office-socialen da kenne proposéieren, fir dass „myenergy“ dann d'Berodung sur place an de Stéit mécht, 4 Apparater drënerfalen: de Frigo, d'Spullmaschinn, d'Wäschmaschinn an den Tifküler. 2017 si 25 Berodunge vun „myenergy“ gemaach ginn. Do goufen 11 Apparater ersat. 2018 waren et 12 Berodungen. Do goufe 7 Apparater ersat. An elo d'Joer waren et bis elo 8 Berodungen.

Et gëtt awer och eng finanziell Hëllef vun den Office-socialen, déi ausserhalb vun der Précarité énergétique ass. Also fir d'Elektresch zum

Beispill sinn do 2018 132.201 Euro bezuelt ginn. Dat huet elo näischt mat dësem Projet ze dinn. Mä och déi Sue muss een, mengen ech, awer hei mat erarechnen. A fir de Gas 26.662 Euro. A fir de Masutt 16.536 Euro. Dat heescht, och do sprangen natierlech d'Office-socialen an.

Mä et geet jo net nëmmen drëms, fir anzuprangen a fir ze kucken, wéi ee punktuell kann hëllefen, mä wa mer deen heite Projet kucken, da geet et drëms, wéi ee laangfristeg kann hëllefen, wéi ee kann hëllefen, fir dass se manner ausginn. An ech mengen, mir soen onse Kanner alleguerten: „Maach d'Luuchten aus, wann s de net méi am Raum bass!“ Mir probéiere jo och selwer alleguerten, de Krunn ganz zouzedréinen am Alldag. An hei, wann een dann natierlech e Krunn huet, dee Wäschmaschinn heescht, deen extrem vill verbraucht, oder en Tifküler oder e Frigo, jo, da muss een deen och zoudréinen an dann en Apparat eben dohinnersetzen, dee vill, vill manner verbraucht, fir dass och d'Käschten dee Moment kënne maîtresiert ginn.

Ech hu mer natierlech erlaabt, e bësselchen doruechter nozefroe bei den Office-socialen. Ech hunn lech och zwee Beispiller matbruecht: Zum Beispill e Jonggesell, also e Mann, dee gescheet ginn ass, e Kand huet, wat bei der Mamm wunnt a wat awer regelméisseg bei dem Papp laanschtkennt. Deen Här, deen hat eng Wäschmaschinn, déi zéng Joer al war. Déi huet ugefaange mat dämpfen. Wa se net ersat gi wier, dann hätt natierlech de Risiko vun engem Feier bestanen. Den Här, deen huet e Revenu vun 1.860 Euro. Dat ass e Salaire mat engem Complement. An nodeems en dann d'Rechnunge bezuelt huet, de Loyer, e Prêt, Téléfon, d'Pension alimentaire an esou weider, bleiwen effektiv nach ganz, ganz wéineg Suen, fir ze liewen. An do huet eben deen zoustännege Office social déi Persoun bei „myenergy“ dee Moment gemellt, déi kucke gaange sinn. An den Här, dee krut dunn d'Méiglechkeet, d'Wäschmaschinn direkt ze ersetzen, wou e groussten Deel vum Präis iwwert den MDDI dee Moment bezuelt ginn ass.

En anert Beispill ass: Eng Famill mat sechs Kanner, déi hu viru Kuerzem eng Wäschmaschinn an en Tifküler avancéiert kritt fir am Ganzen 1.590,60 Euro. Dovunner huet de Ministère 1.182,76 Euro bäigesteiert.

Oder en Här, deen an enger Invaliderent ass an e Complement RPGH huet, deen hat eng Wäschmaschinn, Energieklass A+++ vu 549 Euro kaf. De Ministère huet dee Moment 411,75 Euro bäigeluecht. Dat si 75 %. An d'Gemeng, Dikrech war dat an dësem Fall, huet och nach 100 Euro bäigesteiert, soudass den Här just nach 37,25 Euro huet misse selwer bezuele fir d'Maschinn.

A firwat soen ech dat? Mä och, fir heivunner ze profitéieren, fir Reklamme ze maachen a fir ze soen, wéi dat dann um Terrain leeft. An d'Office-socialen soen, si géife ganz gären op „myenergy“ zrëckgräifen, wann et néideg ass, hire Service wier ganz disponibel. D'Mataarbechter wieren immens fein. An dofir profitéieren ech och heivunner, fir et nach eng Kéier hei ze soen.

Mä ech mengen, souwuel de Claude Turmes wéi och ech sinn der Meenung, dass mer nach eng Kéier ons Käpp mussen zesummestrecken, zesumme mat den Office-socialen a mat „myenergy“, fir ze kucken, wéi mer d'Reklamme méi grous kënne maachen, wéi mer de Leit besser kennen hëllefen a virun allem och de Locataire besser kennen hëllefen, well mer awer feststellen, dass et an de meeschte Fäll Locataire sinn an dass mer effektiv leider net ee Fall vu Propriétaire haten, wou mer hätte kennen hëllefen, en Haus besser ze isoléieren oder eng nei Heizung ze kafen.

An da géif ech dem Claude Turmes awer och nach d'Wuert ginn. Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Familljeministeschen. An den Energie-minister Claude Turmes ass ennerwee. Här Turmes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Léif Kolleegen, ech soen och dem Georges Engel Merci fir déi wichteg Fro. Ech mengen, d'Madamm Cahen, d'Corinne huet elo am Detail erkläert: De System funktionéiert gutt, mä e gëtt am Moment net genuch genotzt. Et muss een och wëssen, dass mer nieft der Geschicht vun der Allocation de vie chère, wou jo bal 20.000 Leit dovunner profitéieren, hei zu Lëtzebuerg och europawäit eent vun de beschte Gesetzer hunn: dass de net kanns de Stroum oder de Gas ofgeschalt kréien.

(Brouhaha)

Ech wollt nach eng Kéier soen, wann s de och nolauschters, dass mer hei zu Lëtzebuerg nieft deene Mesuren, déi mer elo schonn erwänt hunn, och mat déi bescht Gesetzer hunn: dass de net vum Stroum a vum Gas ofgeschalt gëss.

An eise System ass souguer esou gutt, dass eng Dispositioun, déi mer am Gesetz hunn, net genotzt gëtt. Wat ass déi Dispositioun? Déi Dispositioun ass: Wann een Office social géif mieren, dass elo ee Bierger géif e puermol an déi Situatioun kommen, dass e seng Rechnung net kéint bezuelen, da gëtt et nom Gesetz d'Méiglechkeet, dass de kéints e Prepaid-System kréien. Dat heescht, dass de ëmmer géifs bezuelen, ier s de da Stroum oder Gas kriss.

Mir hu säit Jore keen eenzege Fall, wou en Office social huet missen dorobber zrëckgräifen. An eigentlech ass dat, mengen ech, de Beweis och, dass eise System, wou mer fir d'Eischt e Filet hu géint d'allgemeng Aarmut, wou mer d'Allocation de vie chère hunn, déi vu bal 20.000 Leit genotzt gëtt, wou mer e System hunn, wann een dann trotzdem eng Kéier net bezuele kann, dass dann den Office social aspréngt, dass dee System ganz performant ass.

Do wou mer dann nach musse besser ginn, dat ass, dass mer de Leit nach besser hëllefen, fir en oneffiziente Frigo duerch e besseren ze ersetzen.

An da gëtt et nach eng Problematik, déi mer probéieren och am Kader vun neie Klima- an Energieplang unzegoen: Dat ass, allgemeng de Leit ze hëllefe bei der Renovéierung. Ech mengen, do hu mer jo och an eisem Regierungsprogramm nach eng Kéier stoen, dass mer probéieren, op 3 % TVA erfrozegeen. An do brauche mer natierlech e spezifischen Angle d'attaque och fir déi Leit, déi manner Moyenen hunn, ob se da Propriétaire sinn oder a Locatioun sinn.

Dat Ganzt huet och mëttlerweil eng europäesch Dimensioun. A vu dass déi vun deem méi schwaarze Bord haut net bei eis sinn, wëll ech awer nach eng Kéier och drun erënneren, dass eis Regierung, déi jo Blo-Rout-Gréng ass, 2017, 2018 matgekämpft huet zu Bréissel, fir dass d'Energiearmut an der europäescher Politik verankert gëtt. A si ass ennerstëtzt ginn am Europaparlament vun deene Liberalen, vun de Gréngen a vun de Sozialisten. An doduerch hu mer et fäerdegbruecht, dass elo a ganz Europa all Land muss eng seriö Politik maache vun der Précarité énergétique. An dat hu mer duerch gesat deelweis géint déi, déi et net fir néideg fannen haut, bei eis an der Chamber des wichtig Debatt matzemaachen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Turmes. Dës Debatt ass domadder ofgeschloss.

Le saviez-VOUS ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

7. 7269 - Projet de loi complétant le Code du travail en portant création d'une activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7269, eng Erweiterung vum Code du travail duerch d'Schafe vun der Activité d'assistance à l'inclusion. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorablen Här Max Hahn.

Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

► **M. Max Hahn (DP), rapporteur.** - Här Président, d'Regierung huet sech am Koalitionsaccord virgeholl, sech fir eng méi inklusiv Gesellschaft anzusetzen, déi déi sozial an déi professionell Inklusioun férdert. Doduerjer solle Leit mat enger Behënnerung méi eng grous Autonomie kréien.

Am effentleche Secteur gëtt dëst vum psychosoziale Service ënnert der Kompetenz vum Ministère de la Fonction publique garantéiert. Op d'mannst 5 % vun de Plazen am effentlechen Déngscht solle vu Leit mat enger Behënnerung besat ginn.

Mä och am Privatséktor soll all Zort vun Diskriminatioun bekämpft ginn, zum Beispill mat Quoten, déi elo scho fir d'Betriber mat iwwer 25 Salarieë gëllen a jee no Gréisst vum Betrieb variéieren. Esou e Prozentsaz steet och an der Europäescher Strategie 2010-2020 zugonschte vu Leit mat enger Behënnerung, an där d'Beschäftigung als eng vun den aacht Prioritéiten definéiert gëtt.

Do derbäi kommen d'Atelier-protégéen, déi awer net zum normalen Aarbechtsmarché gehéieren. D'Strukturen an de Fonctionnement sinn hei un d'Besoin vu Leit mam Statut vum Salarie handicapé ugepasst. Zu Lëtzebuerg gëtt et 27 esou Strukturen, déi ronn 1.400 Leit beschäftegen.

Déi nei Activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi, déi mat dësem Gesetz agefouert gëtt, ass e weidere wichtege Schratt a Richtung vun dëser inklusiver Gesellschaft. Souwuel Persoun mam Statut vun engem Salarie handicapé wéi Leit, déi ënnert de Reclassement externe falen, kënne vun de Mesurë profitéieren.

Dëse Projet de loi ennersträicht de Wëlle vun der Regierung, fir hir Obligatiounen an Engagementer ëmzesetzen, zu deene si sech an der Convention relative aux droits des personnes handicapées engagéiert huet.

Dat betrëfft zemoools den Artikel 27 vun der Konventioun iwwert d'Aarbecht an d'Beschäftigung.

tegung. Do verflachte sech d'Staten, fir Beschäftigungsméiglechkeete fir Persounen mat enger Behënnerung ze schafen. Déi Leit sollen zousätzlech betreit ginn, fir a) eng Schaff ze fannen oder fir b) hir Plaz ze behalen.

Genau hei setzt dëst Gesetz un. Jo, d'Gesetz wäert derzou bäidroen, dass d'Salarie mat enger Behënnerung an déi Beschäftigt am Reclassement externe méiglechst d'nämlecht behandelt gi wéi soss Salarieen. D'Integratioun vun de Concernéierten an den éischten Aarbechtsmarché soll esou méi einfach ginn.

D'Patronen iwwerdeems ginn derzou animéiert, fir éischstens méi Leit mat enger Behënnerung anzustellen an zweetens d'Weiderbeschäftigung ze garantéieren. Heifir sollen Experten adequat Mëttel, Formatiounen a Mesuren entwéckelen, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Schlussendlech wäert dëst Gesetz och derfirsueren, dass Salarie mat enger Behënnerung an déi Beschäftigt am Reclassement externe kënne vun engem professionellen Encadrement profitéieren, deen un hir spezifesch Bedürfnisser ugepasst ass. Fir dës Ufuerderung gerecht ze ginn, mussen d'Betriber (veuillez lire : d'Betreiber) net nëmmen d'Aarbechtssituatiounen evaluéieren an d'Betriber bei der Virbereedung a Sensibilisatioun ennerstëtzen, neen, si mussen virun allem en individuellen Inklusiounsprojekt mat engem detailléierten Aarbechtsprogramm fir all Salarie mat enger Behënnerung opstellen.

Här Président, ech wëll ennersträichen, dass déi nei Mesuren net aner Missiounen an Initiativen ersetze sollen. Am Géigendeel: Déi Mesurë sollen ergänzt a verstärkt ginn.

Wien ass also elo vum Gesetz betraff? Ma all Salarie mat enger Behënnerung oder Beschäftigt am Reclassement externe, deen un normalen Aarbechtsmarché am Privatséktor schafft oder dee vun enger ADEM-Mesure profitéiert. Dat erhéicht d'Zuel vun de potenzielle Beneficiaire substanzuell a kann dofir net vun den Atelier-protégéen eleng gedroe ginn.

Obwuel et scho vill Ureizer an Initiativen an dësem Beräich gëtt, muss ee leider feststellen, dass munch Entreprises ëmmer nach zécken, fir eng Persoun mat enger Behënnerung oder mat signifikative gesondheetleche Problemer anzustellen. Dacks ass et d'Angscht, fir deene Leit net kënnen dat passend Efmeld ze bidden.

A genee dobäi wäert d'Activité d'assistance hëllefen. D'Demande geet un d'Direktioun vun der ADEM. Den Accord gëtt dann d'Recht op d'Ennerstëtzung duerch de Fonds pour l'emploi, fir d'Aarbecht vun de begleedende Persounen ze bezuelen, an zwar esou, wéi et am individuellen Inklusiounsprojekt virgesinn ass.

Am Hibleck op déi grous Verantwortung vun deenen zukünftigen Assistenten a well d'Finanzierung vum Fonds pour l'emploi assuréiert gëtt, wäert en Agreement souwuel fir den

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

agréierten Assistent wéi och fir de Service d'assistance geschafte ginn.

D'Geneemegung fir déi Activité d'assistance ënnerläit gewëssene Konditiounen, déi erfëllt musse sinn:

1. eng adequat professionell Qualifikatioun mat engem lëtzebuergeschen oder unerkannten auslänneschen Diplom;

2. eng regelméisseg Weiterbildung vun op d'mannst 20 Stonnen d'Joer an eng validéierter Aariichtung;

3. d'Leit musse sech op d'mannst an engem vun den dräi Sproochen ausdrécke kënnen, déi am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Régime des langues virgesi sinn, a

4. musse si hir Honorabilitéit duerch e Bulletin vum Casier Nummer 3 beleeden.

Här President, op dëser Plaz wëll ech op déi verschidde Remarken aus den Avisen zum Gesetzesprojekt agoen, dorënner dee vum Statsrot, deem senger Opposition formelle Rechnung gedroe gouf. Den Term vum « contrat de service » ass duerch den « accord de collaboration » ersat ginn, fir de moraleschen Engagement vun der Activité d'assistance ze betounen. Och d'Remarken iwwert d'Conditions d'honorabilitéit goufen ugeholl an de Casier juridique (veuillez lire : de Casier judiciaire) gouf integréiert.

D'Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg huet da proposéiert, fir d'Activité d'assistance och fir Leit mat anere Formatiounen opzemaachen an net nëmme fir Interessente mat engem Bachelor oder engem Diplôme d'aptitude professionnelle. Och dat ass berücksichtigte ginn.

De Conseil supérieur des personnes handicapées huet virgeschloen, eng Mindestdauer vum Aarbechtskontrakt oder vun de Beschäftigungsmesur festzelleen, vun där och d'Zäit vun der Betreuung ofhänke géif. Och dësem Vorschlag si mir mat engem Amendement nokomm. Esou gi bei engem Aarbechtskontrakt vun 12 bis 18 Méint 150 Betreuungsstonne berechent; bei mindestens 24 Méint sinn dat schonn 300 Stonnen.

A verschidde Avisen gouf och proposéiert, fir e Bilan vun all den Aiden a Mesuren ze zéien, déi an dësem Beräich applizéiert ginn. Dozou gehéiert och dës Gesetzesprojekt. An dofir soll gekuckt ginn, wéi d'Ëmsetzung an der Praxis ausgesäit an ob zum Beispill d'Betreiung kéint op d'Secteur parapublic a social ausgebaut ginn.

Här President, fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Als Schlussfolgerung kann ech soen, dass dës Gesetzesprojekt e weidere Schrëtt an déi richteg Richtung ass fir eng besser Inklusioun vun eise behënnerter Matbierger. An dofir ginn ech selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun a soen lech villmools Merci fir Är Opmierksamkeit.

► **Une voix.**- Très bien !

► **Une autre voix.**- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Hahn. Deen éischten ageschriwwene Riedner, deem heibannen ass, ass d'Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Tess Burton (LSAP).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am

Mee 2019 waren op der ADEM 1.340 Salariés handicapés ageschriwwen, 1.647 Salariés à capacité de travail réduite - dat heescht Salariés am Reclassement externe - an 363 mat béide Statuten. Zesumme sinn dat 3.350 Persounen, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn. Dës 3.350 Persounen hunn en Handicap, eng Beanträchtegung oder kënnen einfach nëmme hir lescht Aarbecht net méi maachen a begéinen dacks Schwierigkeiten, fir eng Aarbecht ze fannen, déi hire Capacitéiten an hirem Gesondheitszoustand entsprécht.

Fir e Salarié handicapé an e Salarié am Reclassement externe an den Aarbechtsmarché ze integréieren, brauch et heiansdo net vill. Eng gutt Berodung, eng Begleedung fir d'Person selwer, fir de potenzielle Patron an d'Aarbechtskolleegen, verschidde Adaptatiounen an e bësse gudder Wëlle kënnen oft schonn hëllef, dass dat klappt.

Et ass dat, wat mir hei mat dësem Gesetz virgesinn: eng Assistance à l'inclusion dans l'emploi. Op d'Detailler wëll ech hei net méi weider agoen. Dat huet de Rapporteur ausféierlech gemaach. An ech wëll dem Max Hahn dofir och Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dass dës Assistance à l'inclusion dans l'emploi eng wichteg an eng gutt Saach ass, dovunner si mir als LSAP, där Solidaritéit, Integratioun an Inklusioun besonnesch um Häerz leien, iwwerzeegt.

Här President, potenziell gëtt et also de Moment 3.350 Persounen hei zu Lëtzebuerg, déi esou eng Assistance à l'inclusion dans l'emploi bräichten a kéinten an Usproch huelen. Fir dës Leit ass et d'Hoffnung, dass dës Gesetz den Ennerscheid wäert maachen. Si hoffen, dass si mat Hëllef vun dësem Gesetz erëm enger Aarbecht kënnen nogoen.

Ob dat esou ass, ob déi betraffe Persounen vun der Méiglechkeet vun enger Assistance wäerten Gebrauch maachen, ob se déi entsprecheend Informatiounen kréien an et och genuch Assistent respektiv Service-d'assistancë gëtt, dat muss een elo ofwaarden an am A behalen, an eventuell kucken, wat fir weider Schrëtt néideg sinn, fir dass dës Gesetz dann och gräift.

Déi Fro vum Bilan vun dëser Mesure rífft dann natierlech och d'Fro nom Bilan vun de besteende Mesuren, Programmer an Hëllef an dësem Beräich op de Plang. Déi Fro gouf jo och vum Statsrot an an aneren Avisen opgeworf. Dofir wëilt ech hei gäre vun der Ministesch wëssen, wou mer do dru sinn, ob esou e Bilan vun deene besteende Mesuren amgaangen ass, gemaach ze ginn.

Här President, wat d'Beschäftegung vu Salariés handicapés ugeet, hu mer jo e Gesetz vum 12. September 2003, dat Quote virgesäit. Den Här Hahn hat et schonn ugeschwat. Deemno sollen am Secteur public d'Travailleur handicapés 5 % vun der Belegschaft ausmaachen. Am Privé ass et fir Betriber ab 25 Salariéen een Travailleur handicapé. Bei Betriber iwwer 50 Salariéen sollen 2 % vun der Belegschaft Travailleur handicapés sinn. A bei Betriber iwwer 300 Salariéen solle 4 % vun der Belegschaft Travailleur handicapés sinn.

Fir et direkt a kloer ze soen: Dës Quote gi gréistendeels net respektéiert, mä mir si lues a lues um Wee vun der Besserung. Wéi een och nach kierzlech konnt liesen, hu mëttlerweil 40 % vun de potenzielle Salariés handicapés eng Aarbecht; am Joer 2015 waren et just 35 %.

D'Assistance à l'inclusion dans l'emploi ass an deem Kontext natierlech eng Méiglechkeet, fir

d'Situatioun ze verbesseren, woubäi et och schonn eng Partie aner Projekte gëtt a gouf, déi an deem Beräich eng gutt Aarbecht maachen, zum Beispill de Centre d'évaluation et d'orientation socio-professionnelle. Et handelt sech hei ëm eng Kollaboratioun zwëschen Aarbechtsministère, ADEM, Familljeministère, Santéministère, dem Rehazenter, dem Centre hospitalier, der UEL - der Union des entreprises - an dem Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises.

Am Secteur public gëtt et och e Service, de Service psychosocial, deen d'Ulafstell ass fir d'Salariés handicapés am Secteur public. Dee Service ass nach relativ jonk. E gouf 2016 an d'Liewe geruff an huet de Moment dräi Leit do schaffen. Hiren Aufgabeberäich ass relativ breet. Virun allem mat Opklärungsarbecht a Präventioun, mä och Begleedung vun eenzelne Persounen ass dee Service op ville Plazen engagéiert.

De Projet de loi, dee mer hei stëmmen, bezitt sech just op de Secteur privé. Dofir misst ee kucken, wéi een dee Service am Secteur public nach kéint ausbauen, dass och do garantéiert ass, dass och déi betraffe Leit am Secteur public déi néideg Ënnerstützung kréien, déi elo mat dësem Gesetz hei méiglech ass. Dofir hei meng Fro un d'Ministesch, och wann dat net eleng hire Kompetenzberäich ass, ob si eis informéiere kann, awéiwäit d'Aarbechten do scho fortgeschritt sinn.

Da wollt ech zum Schluss nach just kuerz de Reclassement interne uschwätzen. Miest een net och hei esou eng Assistance, wéi mer se mat dësem Gesetz elo aféieren, virgesinn, fir och d'Chancë vun de betraffene Leit, fir op hirer Aarbecht ze bleiwen, wann een op eemol esou ee Statut kritt, ze verbesseren a fir besser an deem Fall begleet ze ginn?

Doriwwer eraus muss ee sech och froen, wat geschitt oder ob et eng Usprochstell gëtt, wa sech fir de Salarié handicapé, d'Person am Reclassement oder fir de Patron méi spéit, also um Enn vun der Assistance, Froen oder Problemer stellen. Eventuell géif dat och hëllef, d'Patronen ze iwwerzeegen, esou eng Person anzustellen, wann ee weess, dass ee spéider net op sech eleng gestallt ass.

Voilà! Domadder wëll ech och den Accord vu menger Fraktioun ginn. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Burton. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Djuna Bernard (déli gréng).**- Här President, Dir Damm an Dir Hären, villmools Merci dem Här Max Hahn fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mënsche mat Beanträchtegung sollen zesumme mat net beanträchtegte Mënsche liewen, schaffen an um gesellschaftleche Liewen deelhuele kënnen. Si sollen en Deel vun eiser Gesellschaft sinn an net just dernieft liewen. Oft begéine si awer nach ëmmer Barrieren, besonnesch wann et sech ëm verstoppte Beanträchtegung wéi stomm sinn, daf sinn oder Autismus handelt. Dës falen oft engem Aussestoenden net op.

Eng inklusiv Gesellschaft ass dowéinst e wichteg Zil vun dëser Regierung. Dës zitt sech iwwer ganz verschidde Liewensberäicher: de Sport, d'Schoul, den Accès an d'Infrastrukturen, mä natierlech och d'Aarbecht. Oft gëtt et Barrieren, déi mir emol selwer net ëmmer wouerhuelen, déi verhënneren, dass Mënsche mat Beanträchtegung gläichberechtigt um Liewen deelhuele kënnen. A leider ass et och esou, dass si oft, trotz gläicher Qualifikatioun, vun Employeuren manner agestallt gi wéi Mënschen ouni.

Net selten ass et virkum, dass Employéen, déi Ënnerstützung - wéi Assistance, Begleedung oder eng pädagogesch Betreuung - gebraucht hunn, op speziell Aariichtungen oder den zweeten Aarbechtsmarché verwise gi sinn. Laut der Fondatioun IDEA gëtt et 9.200 Mënschen, déi de Statut vum Salarié handicapé besetzen an am aarbechtsfähigen Alter sinn.

Wann een d'Zuel vu ronn 1.700 Demandeurs d'emploi an deenen, déi net aarbechtsfähig sinn, ofzitt, nenne si ronn 3.400 Salarié mat engem Handicap. 60 % vun de Salariés handicapés sinn an Ateliers protégés a beim Stat agestallt, an nëmme 40 % am Privatsektor. Heibäi baséiere si sech op d'Zuele vun 2016.

Besonnesch grousse Entreprisé mat iwwer 50 Mataarbechter hunn e Quota ze erfëllen, fir Mataarbechter mat enger Behënnerung anzustellen. Haut si just 26 % vun der gesetzlecher Obligatioun erfëllt. Wann dës erfëllt wär, géif d'Zuel vu méiglechen Employéen op iwwer 5.000 klammen.

Dësé Projet de loi soll notament op dësem Punkt ënnerstëtzen a bezitt sech dobäi och ganz kloer op den Artikel 27 vun der UN-Behënnererrechtskonventioun vun 2006, déi Lëtzebuerg am Joer 2011 ratifizéiert huet.

Wéi meng Virriedner schonn am Detail erkläert hunn, verstee sech dës Gesetz op eng wichteg Mesure, fir d'Integratioun an d'Ënnerstützung um Aarbechtsmarché ze fërderen. Et soll och Patronen incitéieren, fir hirer Verantwortung an dësem Geescht besser gerecht ze ginn.

Virun allem awer erlaabt d'Inklusiounsassistenz op der Aarbecht awer och der betraffener Person, net eleng ze sinn, Ënnerstützung ze kréien, eng Begleedung op hirer Säit ze spieren an, am Fall vun enger neier Behënnerung, och ze léieren, domat ze liewen an ze schaffen. Et ass also net just d'Integratioun op eng nei Plaz, mä och d'Méiglechkeet, op senger aler Plaz kënnen ze bleiwen, sech nei unzepassen, sech Raim a Méiglechkeeten ze schafen, fir senger Aarbecht nozegoen a sengem Rhythmus, mat senger Mëttele an sengem Kënnen.

E weidere wichtige Moment ass, dass mat dëser Assistenz keng Decisioun iwwert dem Mataarbechter säi Kapp ewech ka geholl ginn, mä dass all Decisioun zesumme geholl gëtt. D'Beitounung läit um Wuert „Assistenz“. Déi betraffe Person muss kënnen fir sech entscheeden, wat fir si am Beruff am beschten ass, soss kënnen mer net wierklech vun Inklusioun schwätzen.

Dësé Gesetz bezitt sech virun allem op de Privatsektor, wou sécher an meeschten Nohuelbedarf ass a positiv Incentivé muss gemaach ginn. Trotzdem bleift de Besoin och ausserhalb vum Privaten. Och am Secteur public an am Parast ass eng Assistenz fir d'Inklusioun op der Aarbecht net vu Muttwëll an oft genau sou néideg. Hei ass ze begrëssen, dass weider Hëllefstellungen an Ënnerstützung fir den öffentleche Secteur op Basis vun dësem Gesetz ausgebaut solle ginn.

Entre-temps gëtt et eng ganz Panoplie u Mesuren, Formatiounen, Aiden an Educatiouns- wéi Integratiounsmoosnamen. Si alleguerten hunn d'Zil, fir eng besser Inklusioun an der Gesellschaft a besonnesch dem Aarbechtsmarché ze garantéieren. Si sinn oft en Deel vum Plan d'action en faveur des personnes handicapées.

Elo, wou en neie Plang ausgeschafft gëtt, wier et natierlech och e gudder Moment, fir och op déi erëmkommend Fuerderung vun der Chambre des Salariés an dem Conseil supérieur des personnes handicapées anzegoen. Si fuerderen näamlech, en allgemenge Bilan vun de verschidde Moosnamen ze maachen. Esou e Bilan oder virun allem eng Iwwersicht kann och hëllef, fir de Patronen ze verdäitelen, wat hir Flichten a Mëttele sinn. IMS oder Info-Handicap, fir der just zwee ze nennen, ginn hei scho wichteg Hëllefstellungen, fir aktiv ze ginn.

Wa mir vu Corporate Social Responsibility schwätzen, da mussen eis Entrepreneuren och bei sech selwer an hire Mataarbechter ufänken. Dësé Gesetz ënnerstëtzt dat a bitt de Concerneierten eng wichteg Stäip un, fir am Berufsliewen integréiert ze sinn, ze bleiwen oder erëm ze ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Gréng huelen d'Mënscherecht op Inklusioun eescht a sinn dervun iwwerzeegt, dass mer d'Mëttele, fir dësé ze errechen, weider ausbaue mussen. Ënner enger inklusiver Gesellschaft versti mer eng Gesellschaft, déi keen ausgrenzt, eng Gesellschaft, an där d'Strukturen esou sinn, dass se fir Mënsche mat Beanträchtegung keng Hürden duerstellen, a wou jiddwereen déiselwech Rechter a Chancen huet.

Mat dësem Gesetz komme mer dëser Virstellung e Schrëtt méi no. Et bleift nach esou manches ze maachen a mir kucke mat vill Engagement an d'Zukunft, wëssend, wat mer am Koalitiounsprogramm festgehalen hunn a wat nach alles usteet.

Ech ginn heimadder den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Bernard. Vun all deenen aneren ageschriwwene Riedner ass kee méi am Sall, duerfir géif ech der Regierung d'Wuert ginn. D'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Prises de position du Gouvernement

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Här President, Dir Damm an Dir Hären, erlaabt mer, emol fir d'Éischt dem Rapporteur villmools Merci ze soen

fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, awer och de Riedner haut de Mëtten an der Chamber. De Gesetzesprojet hei ass en extrem wichtige Gesetzesprojet fir d'Inklusioun an der Aarbechtswelt.

Mir gesinn a mir wëssen, esou wéi d'Deputéiert Djuna Bernard dat grad gesot huet, dass d'Quoten net ëmmer erfëllt ginn. A mir hoffen natierlech, mat dësem Gesetz de Quote méi no ze kommen, déi mer wëllen erfëllen. Mä mir mierken awer am Alldag, dass de Problem den ass - net dass eng behënnt Persoun oder eng reklasséiert Persoun op den éischten Aarbechtsmaart kënt; dat ass net de Problem -, dass déi behënnt oder reklasséiert Persoun um éischten Aarbechtsmaart bleift!

Dacks ass ganz gudd Wellen do an de Betriber, och bei der Persoun selwer. Jiddereen ass tout feu tout flammes, fir dat ze maachen. Mä da mierke mer, wa keen Accompagnement do ass an d'Leit ginn net eens mat der Behënnerung vun der Persoun, respektiv déi behënnt Persoun huet net déi adaptéiert Aarbechtskonditiounen dee Moment, da scheitert dat leider dacks.

An dofir gi mer op de Wee haut vun deem Assistent à l'inclusion dans l'emploi, dee justement déi Behënnt an déi reklasséiert Leit soll dobäi ënnerstëtzen. An net nëmme si. Mä och de Betriber, d'Aarbechtskollegen oder de Patron soen: Wie kënt do? Wat sinn do d'Problemer? Wann eng Persoun eng Behënnerung huet, zum Beispill eng autistesche Persoun, huet déi vläicht aner Aart a Weisen ze reagieren; déi verstéet d'Gefiller net, déi gesäit net onbedéngt, ob een traureg oder frou oder rosen ass. An do muss een och als Netbehënnter léieren, domadder ze liewen. Do muss ee léieren, domadder ëmzegoen. A wann een dat léiert an iwwert d'Zäit och duerchsteet, da ka jiddereen wierklech honnertprozenteg dovunner profitieren.

Mir wëssen, dass Leit, déi am Reclassement sinn oder déi eng Behënnerung hunn, dacks ganz motivéiert a kompetent Mataarbechter an de Betriber sinn. Mä dofir brauche mer déi Assistenz, justement, dass ebe méi behënnt Leit de Wee op den éischten Aarbechtsmaart net nëmme fannen, mä dass se och dann dee Moment do bleiwen.

Et geet och drëm, dem Patron d'Angscht ewechzehuelen. De Projet de loi gesäit dofir vir, dass de Patron eben zesumme mam Salarié handicapé oder mam Salarié reclassé kann eng Assistenz beim Direkter vun der ADEM ufroen. Si froen déi dann dee Moment zesummen un. D'Dauer vun der Assistenz hänkt e bësse vun der Dauer vum Kontrakt of. Maximal sinn dat 300 Stonnen. An et kann een eng nei Assistenz ufroe fir eng nei Aarbechtsplaz, zum Beispill wann een eng nei Aarbechtsplaz kritt oder den Accord de collaboration resiliéiert gouf.

D'Usprichpartner sinn hei ugeschwat ginn: De Familjeministère, dee gëtt natierlech den Agreement fir deen Assistent. Ech kommen och nach eng Kéier op deen Assistent zréck. Aner Usprichpartner sinn natierlech Info-Handicap, a fir dee ganze Rescht d'ADEM. An ech mengen an hoffen, dass den Aarbechtsminister och nach e Wuert dozou ka soen.

Den Assistent muss Berufserfahrung am Beräich vum Handicap hunn. Et sinn net nëmme Leit, déi en Diplom am soziomedezinnesche Beräich hunn, déi do en Agreement als Assistent kënnen froen, mä och Leit, déi en DAP hunn, Leit, déi e Premièresdiplom hunn, mä déi awer e Minimum vu fënnf Joer Berufserfahrung am Beräich vum Handicap hunn, déi dann och nach eng Zousatzformatioun mussen oder kënnen maachen. Jee nodeem wéi en Diplom se am soziomedezinnesche Beräich oder psychotherapeutesche Beräich hunn, muss se dann dee Moment déi Zousatzformatioun maachen.

D'Assistance ass ganz op d'Besoin vum Salarié a vum Patron zougeschnidden. Den Assistent ënnerstëtzt, wéi gesot, souwuel déi behënnt Persoun wéi de Patron an och de Rescht vum Personal. An d'Zil ass et, dass d'Persoun ganz an der Firma kann integréiert ginn an dass se och hiert Potenzial dee Moment ka voll ausschöpfen.

Zu deem Zweck redigéiert den Assistent e Projet individualisé d'inclusion, dee vum Salarié a vum Patron guttgeheescht muss ginn. D'Käschte fir dës Mesur gi vum Fonds pour l'emploi dee Moment gedroen.

Déi nei Assistance à l'inclusion dans l'emploi mécht iwwerengs keen Ennerscheid méi tëschent de verschiddeenen Handicappen oder gesondheetleche Problemer, wann et ëm d'Ufroen vun der Mesur geet. Den Ennerscheid

gëtt awer gemaach, wann et ëm déi tatsächlech Assistenz geet. De Patron an de Salarié kënnen sech op enger Lëscht deen Assistent eraussuchen oder ee Service d'assistance eraussuchen, deem seng Spezialisatioun am beschte mam Handicap vum Salarié iwwereneestëmmt. D'Spezialisatioun sinn dann och ganz kloer op där Lëscht dee Moment ausgewisen.

De Patron an de Salarié froen d'Mesure, wéi gesot, zesummen un. Si stellen duerno, zesumme mam Assistent à l'inclusion dans l'emploi, e Projet individualisé op d'Been. Dee Projet gëtt vum Assistent ausgeschafft an duerno vum Patron a vum Salarié guttgeheescht. Et gëtt also an dësem Fall näischt iwwert de Kapp vum Salarié ewech decidéiert. De Salarié ass déi ganzen Zäit am Prozess derbäi. En ass och Demandeur, mam Patron zesummen, fir eben ze garantéieren, dass e laangfristeg op der Aarbechtsplaz ka bleiwen.

Ofhängeg vum Handicap kënnen ganz verschidde Mesuren ënner déi Assistenz falen, wéi zum Beispill Formatioun vum Salarié oder vum Rescht vum Personal, Adaptatiounen vun der Aarbechtsplaz, mam Salarié Verhalensweisen astudieren, och dat gehéiert do derzou. An dann ass ugeschwat ginn: D'Employés de l'État - dat war och schonn an der Chamberskommissioun ugeschwat ginn -, déi falen ënner d'Kompetenz vum Service psychosocial vun der Fonction publique. Do lafe scho Projeten an dësem Sënn. Och si kënnen schonn elo op extern Experten zréckgräifen. Mä och si schaffe weider drun, fir souwuel bei de Gemenge wéi beim Stat, ob dat elo bei de Fonctionnaires oder bei den Employés de l'État ass, déi Leit besser kënnen ze begleeden, fir dass se glécklech ginn an der Entreprise respektiv an hirer Administratioun, an d'Entreprise respektiv d'Administratioun och mat hinnen.

Well dat ass eist Zil, wa mer vun Diversitéit schwätzen, wa mer vun Inklusioun schwätzen. A wa mer dovunner schwätzen, dass mer gären hätten, dass jiddereen zu dëser Welt an och zu der Aarbechtswelt gehéiert, da muss mer ons och d'Moyene ginn, fir déi Leit esou kënnen ze begleeden, dass se laangfristeg um Aarbechtsmaart kënnen bleiwen an dass jiddereen och zu senger Zefriddenheet kënt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Familjeministesch. An da ginn ech d'Wuert dem Aarbechtsminister, dem Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire.** - Merci, Här President. Ech erlabe mer, et hei vun der Regierungsbänk aus ze maachen, well ech mengen, dat Wichtigst ass gesot ginn. Och mäi Merci geet un de Rapporteur an un allequerten déi Leit, déi un dësem Projet aktiv mat deelgeholl hunn.

Et ass effektiv ee Projet, deen zougeschnidden ass op eisen Aarbechtsmarché. An d'Drénglechkeet, fir en ze realisieren, erweist sech, mengen ech, ganz einfach aus den Zifferen, déi mer och op der ADEM hu vun Inscriptiounen vu Leit, déi den Travailleur-handicapés-Statut hunn. Dat sinn der net manner wéi 2.523 un der Zuel. Dovunner sinn der 1.703 direkt disponibel fir den Aarbechtsmarché. Eleng dat weist d'Drénglechkeet.

A wa mer dann och nach déi Leit huelen, déi an engem Reclassement externe sinn, da si mer bei 5.537 Leit. Dovu sinn der 3.806 direkt disponibel fir den Aarbechtsmarché. Dat weist, wéi grouss d'Drénglechkeet ass, dass mer genau an dësem Beräich aktiv sinn, fir deene Leit den Accès op den éischten Aarbechtsmarché erëm méi einfach ze maachen respektiv och de Patronen ënner d'Aerm ze gräifen, wa se bereet sinn, esou Leit anzustellen.

An deem Sënn rechtfertegt sech och, mengen ech, de Finanzement iwwert de Fonds pour l'emploi. An et ass schued, dass déi Leit, déi doriwier spekulieren, fir d'Solidaritätssteuer erfzesetzen, woumadder d'Moyene vum Fonds de l'emploi géife beschränkt ginn, dass déi haut net hei sinn, soss kéinte se sech déi Zuelen och emol eng Kéier eranzéien.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Aarbechtsminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss. Opgrond vum Artikel 33 (2) gëtt de Vott vum Projet de loi 7269 op déi nächst Sitzung reportéiert.

8. 7398 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7398, eng Ofännerung vum Post-

gesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen, léif Kollegen, de Gesetzesprojet 7398 betrëfft zwar indirekt, mä trotzdem all Mënsch hei am Land, dee Courier mat der Post kritt oder es fortschéckt, an dat bei Bréiwer bis zwee Kilo a bei Colise bis zu zéng Kilo.

Et geet ëm de Service postal universel, also dee Service, deen d'Envoien zu Lëtzebuerg sammelt, triéiert, transportéiert a verdeelt respektiv an d'Ausland weiderleet. Concernéiert sinn och ageschriwwen Bréiwer, den Envoi à valeur déclarée oder d'Ophiewe vum Courier an den öffentleche Bréifkëschten - fir nëmme déi gängst Servicer opzezielen.

Haut geet et drëm, fir zwee Artikelen vum Gesetz vum 2012 ëmzënnere, an zwar éischters d'Prozedur, fir de Prestataire vun engem Service public ze bestëmmen - Artikel 20 Paragraph 5 -, an zweetens, fir d'Sanktiounen unzepassen, wat déi grenzüwwerschreidend Liwwerung vu Colise betrëfft, an dat ass den Artikel 43 Paragraph 1.

De Statut vum Prestataire fir de Service postal universel fir Lëtzebuerg ass am Artikel 45 Paragraph 2 vum Gesetz vum 2012 fir siwe Joer festgeluecht ginn a leeft dëst Joer am November aus. Et misst also eng nei Ausschreiwung gemaach ginn.

Mat deem neien Text soll d'Prozedur an deem Sënn vereinfacht ginn, dass den ILR, den Institut luxembourgeois de régulation, virun der Ausschreiwung fir d'Éischt eng öffentlech Consultatioun lancéiert, fir iwwerhaupt den Interêt bei de professionelle Prestataire fir de Service postal universel ze gesinn. Mir féieren also eng Prozedur an zwou Étappen an.

Konkret heescht dat, dass just en Appel d'offres gemaach gëtt, wann iwwerhaupt kee Prestataire sech géif an der Consultatioun mellen oder wa méi Entreprisë sech géife fir déi Prestatioun interesséieren. Mir vereinfachen deemno d'Prozedur a passe se der Realitéit um Terrain un.

Et ass nämlech esou, dass de Service postal, a besonnesch de Service, deen enger Autorisatioun ënnerläit, sech nëmme lues entwéckelt an haaptsächlech vum historesche Prestataire, dat heescht vun der Post, assuréiert gëtt.

D'Realiteit um Terrain ass déi, dass d'Gréisst an déi limitéiert Rentabilitéit vum Lëtzebuurger Marché fir nëmme wéineg Interesse bei neie Prestataire an deem Domän suert. Ënner deene Konditiounen - an ouni finanziell Kompensatioun - ass et wéineg probabel, dass sech nei Kandidate melle wäerten.

D'Komplexitéit an d'Käschte vun engem Appel d'offres fir de Regulateur sinn also eng Haaptursach fir dës Gesetzesupassung. Eng Ausschreiwung bedeit e groussen Aarbechtspowand, a sollt just ee Kandidat sech mellen, missten de Regulateur an deen eenzege Prestataire d'Fraisen iwwerhuelen, déi dann natierlech op de Konsument iwwerdroe ginn.

Aner Länner, wéi zum Beispill Däitschland, sinn op deen nämleche Wee gaange wéi mir, an dat ass och vun der EU-Kommissioun esou acceptéiert ginn.

D'Consultatioun gëtt zwar, am Géigendeel zu engem Appel d'offres, net am Journal officiel vun der EU publizéiert. Si gëtt awer um Site vum ILR public gemaach. D'Experten hunn eis

och bestätegt, dass déi betreffen Entreprisë genee iwwert de Marché zu Lëtzebuerg um Lafende sinn a wëssen, wéini a wat d'Echeancé sinn. Also ass d'Publicitéit assuréiert.

Sollt sech elo een eenzege Prestataire mellen, da muss den ILR kontrolléieren, ob deen Interessent apte ass, dat heescht de Kritäre vun Gesetz entsprécht, fir déi gefuerdert Servicer ze garantéieren. Wa jo, da kritt déi Entreprise den Zouschlag fir déi nächst siwe Joer.

Sollt dat net de Fall sinn, da muss den ILR eng Ausschreiwung maachen an d'Attributioun vum Marché muss an deem Fall spéitstens sechs Méint no der Clôture vum Appel d'offres geschéien. Den aktuelle Prestataire muss de Service weider garantéieren, bis deen neie Prestataire prett ass. Dat muss awer bis spéitstens 18 Méint no der Clôture vun der Ausschreiwung geschitt sinn.

Här President, den zweeten Deel vun der Gesetzesännerung, den Artikel 43 Paragraph 1, ass eng Upassung un d'europäescht Recht a betrëfft d'Sanktiounen beim grenzüwwerschreidende Colis-Service.

D'EU-Kommissioun huet nämlech festgestallt, dass déi ugewannte Präisser fir grenzüwwerschreidend Colis-Servicer a verschidde Membrländer bedeitend méi héich si wéi um nationalen Niveau. Fir déi Praktiken, déi zum Nodeel vun de Konsumente sinn, an de Grëff ze kréien, sollen d'Präisser méi transparent ginn. De Regulateur, an eise Fall den ILR, kritt mat dëser Ëmsetzung vum europäesche Recht d'Méiglechkeet, fir den Operateur ze sanktionéieren, wann e sech net un déi Virgaben hält. Dat ass nei, well de Regulateur konnt dat bis elo nach net maachen.

Déi Sanktiounen gi vun enger Verwarnung iwwer e Blâme oder eng Amende tëschent 1.000 a 500.000 Euro bis zu engem zäitweilige Verbuert vu verschidde Postservicer, dee bis zu engem Joer ka goen.

Et geet also drëm, dass d'Prestataire an deem Beräich net mat de Präisser iwwerdreien. Mir suergen heimadder fir méi Transparenz a bidden dem Regulateur d'Méiglechkeet, fir, deemno wéi, ze sanktionéieren.

Här President, zum Schluss wéilt ech de Kommissiounsmemberen, de Mataarbechter an der Chamber an an der Fraktioun fir hir Mathëlle Merci soen a wéilt och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Arendt. Éischten ageschriwwene Riedner, deen heibannen ass, ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Virop e Merci un de Guy Arendt fir säi gudd Rapport, dee ganz komplett war. Dat erlaabt mir, fir mech kuerzzehalen.

Als LSAP schwätze mir eis fir flächendeckend, modern Infrastrukturen a breetgefächert Déngschtleeschungen aus. Zu den essentiellen Déngschtleeschungen, déi zu enger héijer Liwwerungsqualitéit vun de Bierger bäidroen, gehéieren an eisen Ae selbstverständlech och d'Post oder, fir et méi genau ze soen, de Service universel vun der Bréifpost. Och wann d'Bréifpost am Verglach zur Zoustellung vun de Päck quantitativ, an domadder och ëmsaztechnesch, ëmmer méi ofhëlt, esou mussen dach béid Zoustellungsformen, Päck a Bréiwer, och an der haiteger digitaler Zäit am ganze Land garantéiert sinn.

Le saviez-VOUS ?

POUVOIR LÉGISLATIF

Le pouvoir législatif est l'autorité qui édicte les lois. L'exercice du pouvoir législatif appartient à la Chambre des Députés.

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.



► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Aus dësem Grond begreisse mir dëse Projet de loi, well en d'Attributioun vun der Déngschtleeschung an engem vläicht net esou convoitéierte Marché duerch eng öffentlech Consultatioun administrativ vereinfacht an doduerch méi effikass a virun allem och méi bëlleg fir all implizéiert Akteure mécht.

Voilà! Dat gesot, géif ech och gär den Accord vun der LSAP bréngen an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Hansen (déi gréng).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll och just kuerz op d'Prozedur fir d'Vergab vum Service universel agoen. Ech mengen, dass et Sënn mécht, fir eng Consultation publique ze maachen, ier en Appel d'offres lancéiert gëtt, well dat, am Fall vun engem eenzegen Interessent, fir den Interessent, mä virun allem och fir de Regulateur méi eng vereinfacht Prozedur ass an och Käschte spuert.

Bon, wat fir eis gréng essenziell ass, ass, dass zu Lëtzebuerg e Service universel mat enger héijer Qualitéit oprechterhale gëtt, an ech mengen, dass dëst Gesetz an deem Sënn ass.

Dëst gesot, wëll ech dann och eisem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Hansen. De leschten ageschriwwene Riedner ass net am Sall, an domat huet dann d'Regierung d'Wuert. Den Här Statsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.**- Här President, ech soen lech Merci. Ech hunn e bëssen den Deroulé vum Nomëtteg vum Büro aus verfollegt.

Här President, ech wëll lech just soen, dass d'Regierung näischt ze verstoppem huet - a kengem Dossier - an dass selbstverständlech d'Chamber fräi ass, hiren Ordre du jour festzeleeën, wéi si et fir richtig fënnt, vu dass eis Regierung en toute transparence bereet ass, déi Méiglechkeeten, déi d'Deputéierten hunn an der parlamentarescher Aarbecht, an de Kommissiounen, iwwer Froen an alles, selbstverständlech dat voll ze erfëllen. Hei an dësem Dossier gëtt et näischt ze verstoppem.

Ech wëll awer fir d'Éischt zum Punkt kommen, deem dëse Projet de loi ass, wou ech och dem Här Rapporteur wollt Merci soen. Ech mengen, en ass schonn an den Detail gaange vun deene verschiddene Punkten, déi geännert ginn. Tatsächlech komme mer Enn des Joers an eng Situatioun, wou mer da mussen eben nei ausschreiwen. An dofir ass déi Propos och komm, amplaz auszeschreiwen - wou mer de Risque hunn, dass iwwerhaapt kee sech méllt, oder vläicht just ee sech méllt -, déi Prozedur zrëckzebehalen, déi am Fong jiddweree méi bëlleg gëtt an déi dann och am Interêt vun der ganzer Saach ass.

Ech schléissen awer net aus, Här President, dass mer souwisou eng Kéier iwwert dat Ganzt - hei si jo zwee Texter, zwee Artikelen am Text, déi geännert ginn -, also iwwert dee ganze Service universel kënnen diskutéieren, wann een eng Reform vum ganze Gesetz mécht. Mä dat wor elo och hei net opportun.

Et sinn och eng Rëtsch vu Remarque vum Conseil d'État a vun der Chambre des Fonctionnaires komm, an ech mengen, dass een déi bei enger neier Mouture vun engem ganz neien Text och kann erschaffen - déi mer souwisou och eng Kéier wéinst europäeschen Dispositiounen maache mussen.

Mä, wéi gesot, dem Rapporteur an den Orateure Merci fir d'Presentatioun vun dësem Text, an ech hoffen dann och muer op eng Zoustëmmung.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Statsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Opgrond vum Artikel 33 (2) gëtt dann och de Vott vum Projet de loi 7398 op déi nächst Sitzung reportéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten um zwou Auer nees zesammen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 16.59 heures.)

Sommaire des séances publiques n^{os} 30, 31 et 32

30^e séance

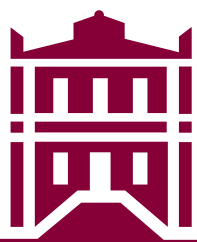
Ouverture de la séance publique	p. 373
Communications	p. 373-374
Ordre du jour	p. 374
Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser	p. 374
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n° 51 du 1 ^{er} juillet 2019 de Mme Carole Hartmann relative à l'agriculture solidaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	p. 374-375
- Question n° 52 du 2 juillet 2019 de Mme Martine Hansen relative à la canicule et l'approvisionnement en eau potable pour particuliers et l'économie, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	p. 375
- Question n° 53 du 2 juillet 2019 de M. Marc Hansen relative à la création d'une agence nationale des médicaments, adressée à M. le Ministre de la Santé	p. 375
- Question n° 54 du 2 juillet 2019 de M. Jeff Engelen relative à l'accessibilité des gares pour les personnes à mobilité réduite, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	p. 375
- Question n° 55 du 1 ^{er} juillet 2019 de M. André Bauler relative à l'application de la nouvelle législation sur la protection des données dans les hôpitaux, les pharmacies et dans les salles d'attente des médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé	p. 375-376
- Question n° 56 du 2 juillet 2019 de M. Marco Schank relative aux amalgames dentaires, adressée à M. le Ministre de la Santé	p. 376
- Question n° 57 du 2 juillet 2019 de M. Gusty Graas relative à la loque américaine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	p. 376
- Question n° 58 du 2 juillet 2019 de M. Marc Goergen relative au transport d'animaux entre le Luxembourg et des pays tiers, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	p. 376-377
- Question n° 59 du 2 juillet 2019 de M. Félix Eischen relative à l'utilisation des couloirs pour bus pour le transport de personnes des centres psychogériatriques, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	p. 377
- Question n° 60 du 2 juillet 2019 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative au sac réutilisable pour les fruits et légumes dénommé « Superbag », adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	p. 377
Ordre du jour (suite)	p. 377-378
Motion de M. Marco Schank relative à la gratuité du service de transport Adapto à partir de mars 2020 pour des personnes ayant un handicap	p. 378-379
Ordre du jour (suite)	p. 379-380
7360 - Projet de loi modifiant la loi du 4 août 2014 relative à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autre de certains bâtiments de la Cité des sciences à Belval	p. 380
7390 - Projet de loi portant approbation	
1 ^o du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;	
2 ^o de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;	
3 ^o de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;	
4 ^o de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018	p. 380-382
7328 - Projet de loi :	
1 ^o relative aux prospectus pour valeurs mobilières ;	
2 ^o portant mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE	p. 382-384
7430 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord, signé à Bruxelles, le 6 février 2019	p. 384-385
Débat d'orientation sur l'agriculture biologique	p. 385-387

31^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 388
Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de la vente de terrains à bâtir par les communes	p. 388-392
Débat d'orientation sur l'agriculture biologique (suite)	p. 392-400
7312 - Projet de loi portant approbation du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, fait à Séoul, le 12 novembre 2012	p. 400-402
Débat de consultation sur la digitalisation du Luxembourg	p. 402-415

32^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 416
Communications	p. 416
7453 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003	p. 416
Ordre du jour	p. 416-418
7448 - Débat d'orientation relatif à l'avant-projet de Plan national pour un développement durable	p. 418-423
Question élargie n° 16 de M. Georges Engel au sujet de la précarité énergétique au Luxembourg	p. 423-424
7269 - Projet de loi complétant le Code du travail en portant création d'une activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe	p. 424-426
7398 - Projet de loi portant modification de la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux	p. 426-427



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0835	Mars Di Bartolomeo	Transparence des firmes pharmaceutiques
0836	Laurent Mosar, Gilles Roth	Vidéosurveillance
0838	Laurent Mosar, Gilles Roth	Utilisation du fichier central dans le cadre d'entretiens d'embauche
0842	Laurent Mosar, Gilles Roth	Droit d'introduction d'une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données
0844	Claude Wiseler	Perspective d'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord à l'Union européenne
0845	Laurent Mosar, Gilles Roth	Cérémonie officielle pour la Fête nationale du 23 juin 2018
0855	Claude Wiseler	Légalisation du cannabis récréatif au Luxembourg
0856	Josée Lorsché	Évolution des maladies oncologiques
0857	Gusty Graas, André Bauler	Accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne
0866	Mars Di Bartolomeo	Accord nucléaire avec l'Iran
0872	Marc Goergen	Transport d'animaux en dehors de l'Union européenne
0891	Yves Cruchten	Certificat de contrôle de la SNCT limité à 28 jours
0895	Sven Clement	Rupture de stock du cannabis médical
0901	Sven Clement	Répertoire analytique du droit luxembourgeois
0908	Djuna Bernard	Alternatives à la rétention

Question 0835 (26.06.2019) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la transparence des firmes pharmaceutiques :

Les firmes pharmaceutiques opérant en Belgique viennent de publier leurs comptes secrets pour écarter les soupçons concernant des liens malsains avec les prescripteurs de leurs produits respectivement les acteurs du système de la santé tout court.

Le site betransparent.be, la plateforme construite à cet effet, dévoile les montants et l'identité des prestataires, institutions de soins et de recherche, organisations de patients, etc. qui sont les bénéficiaires de ces dons ainsi que leur affectation.

Cette transparence fait suite à une loi belge de fin 2016 qui la rend obligatoire sous peine de sanctions.

- J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Santé s'il entend encourager les firmes pharmaceutiques opérant au Luxembourg et ayant pour la plupart leur siège en Belgique à pratiquer la même transparence concernant le Luxembourg.

Réponse (25.07.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :

Le Ministère de la Santé souscrit aux efforts de la Belgique visant à assurer un maximum de transparence concernant les activités des entreprises pharmaceutiques. En effet, plus de 130 entreprises pharmaceutiques sont établies en Belgique dont la majorité desservent aussi le marché luxembourgeois.

Au Luxembourg, APL Pharma regroupe une cinquantaine d'entreprises dont la majorité sont établies en Belgique. En novembre 2011, sur demande du Ministre de la Santé, l'APL a soumis au Ministère de la Santé une proposition pour un code de déontologie pour l'industrie pharmaceutique au Luxembourg. Une première version finalisée du Code de déontologie a été approuvée lors de l'assemblée générale de l'APL en date du 3 octobre 2012. Le code est en vigueur depuis le 3 novembre 2012. Les membres de l'APL se sont donc dotés du premier Code de déontologie dans le secteur pharmaceutique au Luxembourg, à moins d'une année du premier « anniversaire » de l'association. En date du 12 mars 2018, l'assemblée générale de l'APL a adopté une troisième version du Code de déontologie incluant le Code de transparence de l'EFPIA. Cette version est en vigueur depuis.

Il est prévu, dans les mois à venir, d'introduire dans la procédure législative un projet de loi relatif à la mise en place de la future agence des médicaments. Dans ce cadre, il serait envisageable de préciser également les obligations de

transparence à respecter, notamment dans un souci d'alignement de notre système de management de la qualité et de nos réglementations avec les agences des autres États membres.

Question 0836 (26.06.2019) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant la vidéosurveillance :

Via une question urgente du 4 octobre 2018, nous nous sommes enquis auprès du Ministre de la Sécurité intérieure de l'époque si les caméras de surveillance installées de part et d'autre dans la ville de Luxembourg étaient toujours actives et si les enregistrements via les caméras de surveillance installées dans les différents quartiers de la ville de Luxembourg étaient légaux et conformes aux nouvelles exigences en matière de protection des données.

Le Ministre de la Sécurité intérieure avait répondu par l'affirmative à nos interrogations. Il avait notamment fait savoir que :

« Cette nouvelle loi a opéré un changement de paradigme en abandonnant le système de l'autorisation par règlement grand-ducal des traitements effectués par la police à des fins de prévention, de recherche et de constatation d'infractions au profit d'une responsabilisation des acteurs traitant les données et du contrôle a posteriori. Elle ne rend pas caducs les traitements à des fins de prévention, de recherche et de constatations d'infractions pénales effectués avant son entrée en vigueur, pour autant que ceux-ci répondent au principe de licéité prévu à l'article 7 de la loi [du 1^{er} août 2018 relative à la protection des personnes physiques, à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale] et que toutes les autres exigences posées en matière de protection de ces données soient respectées. »

Avant de conclure que :

« le responsable du traitement, la police en l'occurrence, est arrivé à la conclusion qu'au regard des missions qui lui sont dévolues par la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et le Code de procédure pénale et des finalités poursuivies par la vidéosurveillance, la condition de licéité était remplie et qu'elle pouvait continuer à exploiter le système de vidéosurveillance ».

Dans son avis du 15 mars 2019 qui a été publié sur son site le 22 mai 2019, la CNPD note :

« VisuPol est un instrument qui génère une surveillance permanente et un contrôle des individus. Par conséquent, ce dispositif de surveil-

lance policière effectue une ingérence dans le droit à la vie privée et à la protection des données. Il est également susceptible d'entraver le droit à la non-discrimination et de limiter la libre circulation des personnes au sein de l'espace public. »

Tout en rappelant que des limitations à ces droits et libertés sont possibles, il faut qu'elles soient légalement prévues. L'existence d'un tel impératif s'explique notamment par le fait que les personnes dont les droits fondamentaux et les libertés sont limités doivent disposer de garanties suffisantes permettant de se protéger efficacement contre les risques d'abus à leur encontre.

Et conclut que :

« compte tenu de l'abrogation de la loi de 2002 et des règlements grand-ducaux sur lesquels le dispositif VisuPol repose et les termes généraux dont fait preuve la loi relative aux missions de la Police grand-ducale, la CNPD suggère que les dispositions légales de cette dernière soient davantage précisées afin d'inclure VisuPol dans son champ d'application, voire de se doter d'une législation spécifique en la matière ».

Au cours de la réunion jointe de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense et de la Commission de la Justice du 26 juin 2019 les responsables de la Commission nationale pour la protection des données ont confirmé les observations que la CNPD avait émis dans son avis du 15 mars 2019.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre entend-il adapter la législation en vigueur conformément aux recommandations de la CNPD ?

- Dans l'affirmative, ne s'agit-il pas d'un aveu de la part du Gouvernement que la législation en matière de vidéosurveillance ne répond pas aux prescriptions applicables en matière de protection des données ?

- Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'exploitation des données enregistrées via les caméras de surveillance est entachée d'illégalité et ne peut servir à élucider d'éventuelles infractions ?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure que des personnes pourront demander des dommages et intérêts sur base de la loi de 1988 sur la responsabilité civile de l'État en raison du dysfonctionnement des services de l'État, i. e. en raison du fait que des images qui auraient pu permettre d'incriminer des personnes soupçonnées d'avoir commis des infractions ne puissent être produites en justice ? À l'inverse, les personnes dont les images ont été enregistrées pourraient-elles obtenir dédommagement en cas de dommage avéré ?

Réponse (02.07.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure :

Une loi du 27 juillet 2007 a ajouté la création et l'exploitation d'un système de vidéosurveillance pour les besoins de la prévention, de la recherche et de la constatation des infractions pénales aux traitements de données à caractère personnel qui en vertu de l'article 17 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel devaient faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

Un règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 a autorisé la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité à définir par le ministre sur base d'une évaluation des risques du directeur général de la police, de l'avis du procureur d'État et, le cas échéant, du comité de prévention.

La loi du 2 août 2002 a été abrogée par la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données.

La loi du 1^{er} août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale constitue désormais le cadre juridique pour les traitements de données à caractère personnel par la police.

J'ai toujours eu une attitude réservée vis-à-vis de la vidéosurveillance, raison pour laquelle je n'ai pas suivi l'avis du comité de prévention de la Ville de Luxembourg, ni n'ai cédé à la pression de différents partis politiques et du collège échevinal de la Ville de Luxembourg qui récla-

maient une extension immédiate du système de la vidéosurveillance vers le quartier de Bonnevoie en janvier/février 2019. Je tiens par ailleurs à souligner que l'un des premiers actes de mon investiture a été de charger l'Inspection générale de la police de procéder à une étude approfondie sur la vidéosurveillance mise en œuvre par la police. J'ai également fait part de mon intention de renforcer la législation actuelle en mettant en place un cadre légal spécifique pour l'installation future de caméras de surveillance. L'avis de la Commission nationale pour la protection des données du 15 mars 2019, auquel font référence les honorables Députés, vient conforter mon idée d'un cadre légal spécifique.

L'Inspection générale de la police analysera dans le cadre de son étude si les règles actuellement appliquées à la vidéosurveillance répondent en tous points aux exigences de la loi du 1^{er} août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

Pour conclure, je reste d'avis que la vidéosurveillance ne constitue pas un remède miracle pour la prévention de la criminalité et que son exploitation doit être strictement limitée et clairement encadrée.

Question 0838 (27.06.2019) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant l'utilisation du fichier central dans le cadre d'entretiens d'embauche :

Cette affaire n'a à ce jour toujours pas été élucidée. Dans un article paru hier dans le quotidien « Tageblatt », on peut lire dans ce même contexte :

« Ein Jobanwärter ist laut eigenen Angaben mit Informationen aus dem unbekanntem Register konfrontiert worden - eine illegale, aber gängige Praxis, die dem Tageblatt mittlerweile von hochrangigen Juristen der Staatsanwaltschaft bestätigt worden ist. »

1) Monsieur le Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peuvent-ils confirmer cette pratique courante, bien qu'illégal ? Combien de personnes ont encouru le même sort, i. e. traitement illégal, que M. F. ?

2) Messieurs les Ministres sont-ils toujours d'avis, comme ils l'ont fait savoir dans leur réponse à notre question parlementaire n° 0640 que :

« Informatiounen iwweir Faiten, déi zwar eng stroferechtlech Konnotationen kéinten hunn, déi awer ni zu iergendwelleche Condamnatiounen gefouert hunn, ginn allerdéngs net an enger "casier-aänlecher" Datebank vu staatleche Servicer zesummegebroen an also och bei Neiaustellung beim Stat benotzt. Et ass och kee Fall vun Datemessbrauch an esou engem Kontext bekannt. »

Réponse commune (10.07.2019) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1) Pour cette question, il est renvoyé au verbatim public de la réunion jointe de la Commission de la Justice et de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense de la Chambre des Députés du 19 juin 2019, ainsi qu'à la conférence de presse de Madame le Procureur général d'État du 28 juin 2019, où les bases légales y afférentes ont été expliquées.

ad 2) Les explications fournies par le biais de la réponse à la question parlementaire n° 0640 étaient et sont toujours exactes, alors que les honorables Députés se réfèrent, dans la présente question parlementaire, erronément à un passage non pertinent de la réponse à la question parlementaire n° 0640, étant donné que les passages pertinents de cette réponse sont les suivants :

« Wéi ugedeit, besetzt d'Justiz zwou Datebanken, déi als "aänlech" zum Casier judiciaire kënnen consideréiert ginn. »

(...)

Déi zweet Datebank gëtt fir d'Gestioun vun den Dossiere vun alle Magistraten a vum Ver-



waltungspersonal, dat sech ëm d'Gesetzesvollstreckung bekëmmert, benotzt. Dës Datebank beinhalt d'Informatiounen, déi am Casier judiciaire stinn.

(...)

Am Kontext vum Rekrutement bei der Police gesäit den Artikel 58 vum modifizéierte Policegesetz vum 18. Juli 2018 Folgendes vir: "Avant chaque agréation de candidature par le ministre pour un emploi dans une des catégories de traitement du cadre policier, il sera procédé à une enquête de moralité afin de déterminer si le candidat dispose des qualités morales nécessaires à l'exécution d'une des fonctions du cadre policier. Cette enquête est effectuée sur ordre du ministre par la police, qui peut consulter les fichiers qui lui sont légalement accessibles et pour autant que cette consultation est pertinente quant à la finalité recherchée". »



Question 0842 (28.06.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant le **droit d'introduction d'une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données** :

L'article 77 du Règlement général sur la protection des données (RGPD), lu ensemble avec l'article 8 de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), permet à toute personne d'introduire une réclamation auprès de la CNPD, si elle considère que le traitement de données à caractère personnel la concernant constitue une violation du RGPD.

Lors de la réunion jointe de la Commission de la Justice et de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense du 26 juin 2019, la présidente de la CNPD n'a pas été en mesure de répondre avec le degré de précision approprié quant aux réclamations reçues.

C'est pourquoi nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le nombre exact de réclamations introduites auprès de la CNPD depuis l'entrée en vigueur du nouveau cadre légal en matière de protection des données ? Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer la répartition de ces réclamations entre secteur public et secteur privé ? En ce qui concerne le secteur public, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir le nombre de réclamations introduites par ministère, administration, service, établissement public, etc. de même que les traitements mis en cause ?

2) Quelle a été l'issue des réclamations introduites depuis l'entrée en vigueur du nouveau cadre légal en matière de protection des données ? Combien de ces réclamations (i) ont été « classées sans suite », (ii) ont été déclarées fondées, (iii) ont abouti à des mesures correctrices, (iv) sont toujours pendantes, etc. ?

3) Quelles ont été les mesures correctrices adoptées par la CNPD ? Monsieur le Ministre peut-il les quantifier ?

4) Combien d'amendes administratives a-t-elle prononcées à ce jour ? Quel est le chiffre global de ces amendes ?

Réponse (22.07.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

ad 1) Quant à la première série de questions, il convient de répondre qu'au niveau national, 478 réclamations ont été introduites auprès de la Commission nationale entre le 25 mai 2018, date d'entrée en application du RGPD, et le 2 juillet 2019.

423 de ces réclamations ont été introduites auprès de la Commission nationale à l'égard d'acteurs du secteur privé. Sept réclamations ont été introduites auprès de la Commission nationale à l'égard d'acteurs du secteur communal et 48 réclamations ont été introduites à l'égard d'acteurs du secteur étatique. Le secret professionnel auquel sont soumises toutes les personnes exerçant ou ayant exercé une activité pour la CNPD selon l'article 42 de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données interdit à la CNPD de divulguer des informations plus précises sur les entités à l'égard desquelles des réclamations ont été introduites.

Quant aux traitements mis en cause par les réclamations introduites auprès de la CNPD à

l'égard d'acteurs du secteur public au sens large, la majorité concerne la licéité des consultations effectuées par des ministères, administrations, services et établissements publics au Registre national des personnes physiques (Ci-après « RNPP »).

En effet, conformément à l'article 38 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques et via le portail MyGuichet.lu, chaque citoyen est en droit d'obtenir la liste des autorités, administrations, services, institutions ou organismes qui ont, au cours des six mois précédant sa demande, consulté ou mis à jour ses données au Registre national ou qui en ont reçu communication.

Outre ce contrôle de licéité de la consultation au RNPP, la Commission nationale a été saisie de huit réclamations visant à vérifier si les acteurs du secteur communal et étatique mis en cause avaient le droit ou non d'effectuer le traitement de données litigieux. Dans deux cas, la Commission nationale a recommandé de prendre des mesures complémentaires afin de veiller au respect du RGPD.

En ce qui concerne l'exercice des droits des personnes concernées, la Commission nationale a été saisie de cinq réclamations à l'égard d'acteurs du secteur communal et étatique. Quatre réclamations ont été clôturées en raison de l'absence de retour de compléments demandés aux réclamants dans le cadre de l'instruction de leur réclamation.

Enfin, 17 réclamations sont toujours en cours de traitement auprès de la Commission nationale.

ad 2) Quant à la deuxième question concernant l'issue des réclamations introduites depuis l'entrée en application du RGPD, il convient de préciser que des 478 réclamations introduites entre le 25 mai 2018 et le 2 juillet 2019, 310 réclamations ont été clôturées. 168 réclamations sont toujours pendantes, c'est-à-dire qu'elles sont en cours de traitement auprès du Service « réclamations » de la Commission nationale.

Des 310 réclamations clôturées, 150 réclamations ont été classées sans suite. 55 réclamations ont été déclarées recevables, mais les dossiers étaient non fondés. 105 réclamations ont été déclarées recevables et ont conduit à l'adoption de mesures correctrices.

Par « classées sans suite », il y a lieu d'entendre les cas où la Commission nationale :

- a été mise en copie pour information lors de l'exercice d'un droit par une personne concernée à l'égard d'un responsable de traitement ;
- n'était pas compétente ;

- a demandé à la personne concernée de préalablement prendre contact avec le responsable du traitement ;

- n'a pas obtenu de retour du réclamant alors que la Commission nationale a demandé des compléments.

Il y a lieu de noter que la Commission nationale fournit à la personne concernée une réponse individuelle à la réclamation introduite auprès d'elle. Lorsque la Commission nationale demande de prendre préalablement contact avec le responsable du traitement, c'est-à-dire dans les cas où il est demandé à la personne concernée de faire valoir ses droits tels que conférés par l'article 12 et suivants du RGPD auprès du responsable du traitement, elle accompagne également la personne concernée en lui fournissant des informations relatives au responsable du traitement (nom, adresse postale, adresse mail de la société ainsi que des informations relatives au délégué à la protection des données lorsque la société en dispose).

Pour les réclamations déclarées recevables, mais où les dossiers étaient non fondés, il s'agit des cas où la Commission nationale a instruit la réclamation et que le traitement a été considéré comme licite.

Pour les réclamations déclarées recevables et qui ont conduit à l'adoption de mesures correctrices, il s'agit des cas où la CNPD a ordonné au responsable du traitement de mettre en place des mesures pour se conformer au RGPD (p.ex. faire droit à une demande d'accès, d'effacement, d'opposition, modification des notices d'informations afin de se conformer aux exigences des articles 13 et 14 du RGPD, mise en place de mesures de sécurité supplémentaires, etc.).

En plus des réclamations introduites au niveau national, s'ajoutent à travers le système européen de coopération encore 161 réclamations où la CNPD a été l'autorité chef de file présumée. 40 réclamations ont été clôturées et 121 sont encore pendantes. 13 de ces 40 réclamations ont été classées sans suite (p.ex. : le plaignant a retiré la réclamation, une autre autorité a été désignée comme chef de file, etc.). 27 de ces 40 réclamations ont été clôturées par des

mesures correctrices. Comme susmentionné, il s'agit des cas où la CNPD a ordonné au responsable du traitement de mettre en place des mesures pour se conformer au RGPD.

Aucune des réclamations introduites dans le cadre du système européen de coopération ne concerne le secteur public.

ad 3) À la troisième question relative au nombre de mesures correctrices adoptées par la CNPD a été répondu ci-avant.

Avant de répondre à la quatrième question, il convient de mentionner que quatre réclamations introduites au niveau national ont abouti à l'ouverture d'une enquête sur place. Une réclamation au niveau national et une réclamation introduite via le système européen de coopération ont abouti à des enquêtes sous forme d'audit sur la protection des données.

Il importe de préciser dans ce contexte que la CNPD dispose aussi du pouvoir de lancer des enquêtes de sa propre initiative. La CNPD adopte ainsi une approche double en ce qui concerne la vérification de l'application des règles en matière de protection des données. D'un côté, il y a le volet « réactif », largement dirigé par les réclamations, et de l'autre côté le volet « proactif ». Des contrôles « proactifs » sont effectués auprès d'organisations qui ont été sélectionnées sur base d'un échantillonnage en se basant sur des critères de risque, comme par exemple le secteur d'activité ou de taille. Ces contrôles sont par la suite effectués soit de manière non annoncée (les enquêtes sur place) soit de manière annoncée (les enquêtes sous forme d'audit sur la protection des données).

Depuis le 25 mai 2018, la CNPD a procédé à 39 enquêtes sur place, dont cinq effectuées dans le secteur public. Trois enquêtes ont été clôturées par une mise en conformité du responsable du traitement, tandis que 36 sont en cours de traitement. La majorité des enquêtes a pour objet de vérifier la conformité des mesures de surveillance mises en œuvre par un responsable de traitement, notamment par la mise en place de caméras de vidéosurveillance et d'outils de géolocalisation. 15 enquêtes sur place ont été effectuées dans le secteur de l'industrie et du commerce, quatre enquêtes dans le secteur de la restauration, six enquêtes dans le secteur des transports et des services personnels et à chaque fois deux enquêtes dans le domaine de la santé, de la construction, des établissements bancaires et dans le secteur communal. Finalement, chaque fois une enquête a été effectuée dans le secteur des ventes à distance, de l'entreposage et stockage, de la fabrication, de la santé humaine et action sociale, des activités IT et des assurances.

En plus, la CNPD a lancé 27 audits dont neuf audits concernent des organisations du secteur public. 25 audits sont du type « proactifs » et concernent les audits conduits dans le cadre de la vérification des dispositions relatives aux délégués à la protection des données (Data Protection Officers - DPO). Ces audits sont conduits auprès des entités sélectionnées selon les critères suivants : taille de l'organisme, sensibilité des données traitées et secteur d'activité. Tous les audits sont encore en cours de traitement par la CNPD. Deux audits sont du type « réactifs » et ont été lancés suite à la détection d'une difficulté dans le cadre d'une réclamation.

Les enquêtes ont été lancées progressivement dès l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée du 1^{er} août 2018, c'est-à-dire depuis le 20 août 2018.

ad 4) Quant à la quatrième question et au vu des raisons susmentionnées, la CNPD n'a pas encore prononcé d'amende administrative à ce jour.

Enfin, rappelons que le législateur a choisi de limiter le pouvoir de la CNPD d'imposer des amendes administratives, dans la mesure où elle peut seulement infliger des amendes administratives à l'encontre de responsables de traitement issus du secteur privé et non pas à l'encontre de l'État ou des communes.



Question 0844 (28.06.2019) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant la **perspective d'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord à l'Union européenne** :

En effet, l'Union européenne a décidé le 18 juin à Luxembourg de différer au mois d'octobre sa décision relative aux négociations pour une adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord : « Le Conseil reviendra sur cette question en vue de parvenir à une décision claire dès que possible et au plus tard en octobre 2019. » Selon les agences, le Danemark, la France et les

Pays-Bas freinent le processus d'adhésion. Des réserves seraient aussi formulées par l'Allemagne. Selon la presse nationale, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes aurait marqué son désaccord surtout face à la position française : « Allerdings gibt es in Europa Augenblicke, die man nicht verpassen darf. Ansonsten hat man am Ende gar nichts - weder Vertiefung noch Erweiterung. » (LW, 19.06.2019)

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'exposer l'actuelle position du Gouvernement relative au processus d'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord à l'Union européenne ?

2) Monsieur le Ministre pense-t-il toujours qu'une perspective concrète d'adhésion pour l'Albanie et la Macédoine du Nord reste une « conditio sine qua non » pour assurer la stabilité dans la région des Balkans ?

3) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer comment le Gouvernement entend réconcilier les écoles de l'« approfondissement » et de l'« élargissement » à long terme ?

Réponse (24.07.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) La position du Gouvernement comme expliquée dans ma réponse à la question parlementaire n° 0513 du 15 mars 2019 au sujet de l'élargissement de l'UE reste inchangée.

ad 2) Le processus en amont d'une adhésion à l'UE s'appelle précisément « le processus de stabilisation et d'association ». Comme l'expérience l'a montré, le projet européen est un formidable vecteur de transformations positives. Par l'accord de Prespa, la Macédoine du Nord a montré, avec la Grèce, qu'il est possible de résoudre les conflits de manière pacifique et diplomatique. C'est un signal extrêmement important pour une région qui continue de souffrir de conflits et de tensions internes. L'Albanie, elle aussi, a fait des progrès notables en matière de réformes. Donner une perspective d'adhésion à ces pays signifie encourager davantage le processus de réformes et de rapprochement aux normes et valeurs européennes.

ad 3) L'Union européenne a progressivement évolué et aspire à être sans cesse plus étroite. Cette dynamique se poursuivra, même si dans l'état actuel des choses, un « approfondissement » de l'UE, quoique nécessaire, ne fait pas l'unanimité. Par contre, le processus d'adhésion à l'UE est fondé sur des critères bien établis, sur une conditionnalité rigoureuse et sur le principe des mérites propres. Si un pays candidat remplit les critères techniques pour lancer des négociations d'adhésion, un acteur institutionnel qui repose sur le droit et des règles communes comme l'UE ne saurait le refuser en raison de divergences de vues internes sur la question de l'approfondissement.



Question 0845 (01.07.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant la **cérémonie officielle pour la Fête nationale du 23 juin 2018** :

Il nous revient qu'au moins une personne n'aurait pas été admise à la cérémonie officielle pour la Fête nationale du 23 juin 2018 et ce pour de prétendus motifs de sécurité publique. Cette décision aurait été prise sur base d'informations émanant du fichier de la police.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Combien de personnes ont été concernées par ce refus d'admission pour de prétendus motifs de sécurité publique ? Quelle est l'autorité qui a pris/prend actuellement les décisions de non-admission à ladite cérémonie ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les motifs à la base du refus d'admission ont été tirés du fichier de la police ou d'un quelconque autre service étatique ? Les services étatiques intervenant dans le screening des personnes ont-ils un accès direct à ces bases de données ?

- Dans l'affirmative, quelles sont ces bases de données ? Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer la base légale autorisant cet accès ?

- Dans la négative, comment lesdits services se sont-ils procuré les informations en question et sur quelle base légale ?



- Monsieur le Ministre peut-il plus généralement nous indiquer comment ses services (les- quels?) évaluent le risque sécuritaire dans le contexte de ces cérémonies ?

Réponse commune (22.07.2019) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de **M. François Bausch**, Ministre de la Sécurité intérieure :

Depuis 2014, le Gouvernement organise à l'occasion de la Fête nationale une cérémonie officielle pour célébrer l'anniversaire de naissance de S.A.R. le Grand-Duc. Cette cérémonie se tient à la Philharmonie et réunit, outre le Chef de l'État, les membres de la Famille grand-ducale, les membres des institutions de l'État, le corps diplomatique étranger ainsi qu'un grand nombre d'autres invités officiels représentant la société civile. Afin de permettre aux citoyens de participer directement à ces festivités, le Gouvernement a prévu, dès la première édition, de lancer une invitation au grand public pour pourvoir un certain nombre de places lors de la cérémonie. Ces places sont attribuées selon le principe « premier arrivé - premier servi ». Le nombre de sièges à la Philharmonie étant limité et la demande du public étant traditionnellement très forte, l'intérêt excède généralement la capacité, de sorte que chaque année, des personnes intéressées ne peuvent malheureusement être admises, faute de place.

Le Gouvernement, en tant qu'organisateur de cette cérémonie, a la responsabilité de veiller au bon déroulement des festivités. Vu la liste des invités officiels, il est évident que les considérations de sécurité jouent un rôle primordial et que le Gouvernement, en tant qu'organisateur, doit prendre toutes les précautions dans ce contexte.

Le Gouvernement confirme qu'en vue de la cérémonie officielle pour la Fête nationale du 23 juin 2018, le Protocole du Gouvernement a demandé à la Police grand-ducale de procéder aux vérifications de sécurité. Cette dernière a vérifié, en ayant recours à son « fichier central », si, parmi les personnes privées ayant manifesté un intérêt à assister à ladite cérémonie, se posait un quelconque risque de sécurité.

La décision sur l'admission ou non de ces personnes se fait par le Premier Ministre sur base d'un avis de la Police grand-ducale. Il en fut de même dans le cas cité par les honorables Députés.

Concernant les questions relatives à la base légale du fichier central de la Police grand-ducale, il est renvoyé aux explications fournies à ce sujet par Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure aux Commissions parlementaires de la Justice et de la Sécurité intérieure ainsi qu'à ses déclarations faites en plénière lors de la séance du 10 juillet dernier.

Question 0855 (03.07.2019) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant la **légalisation du cannabis récréatif au Luxembourg** :

En effet, le Luxembourg a adhéré aux trois conventions internationales de l'ONU sur le contrôle des stupéfiants, qui limitent l'usage du cannabis strictement à un usage médical et scientifique. En outre, ces conventions prévoient des sanctions pour les États qui ne se tiennent pas aux recommandations de l'OICS (Organe international de contrôle des stupéfiants), le corps chargé par l'ONU de superviser l'application de ces accords. Or, le Gouvernement a annoncé de vouloir finaliser son concept pour la légalisation du cannabis récréatif pour cet automne, en accordance avec le programme gouvernemental qui prévoit une légalisation de la consommation, de la production et de l'achat du cannabis récréatif.

J'aimerais donc poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice :

1) Comment le Gouvernement du Luxembourg imagine-t-il pouvoir réconcilier le respect des conventions de l'ONU sur les stupéfiants, qui sont hostiles au cannabis récréatif, avec son projet de légalisation du cannabis ?

2) Au cas où l'OICS et l'ONU refusent de renégocier l'interdiction du cannabis récréatif dans le contexte de ces conventions, en dépit de ce que le Ministre de la Santé a suggéré récemment dans la presse, le Gouvernement du Luxembourg va-t-il quand même poursuivre son projet ?

Réponse commune (23.07.2019) de **M. Étienne Schneider**, Ministre de la Santé, de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice, et de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

Les questions soumises par l'honorable Député font actuellement l'objet de discussions inter-ministérielles dans le cadre de l'élaboration du concept portant sur la réglementation de l'accès légal au cannabis non médicinal.

Dans ce contexte, des contacts ont également été pris au niveau bilatéral, avec le Canada par exemple, et au niveau multilatéral, avec les organisations compétentes au sein du système des Nations Unies à Vienne et à Genève, compte tenu notamment des questions qui se posent en termes de droit international.

Le concept précité sera soumis au Gouvernement en automne 2019.

Question 0856 (03.07.2019) de **Mme Josée Lorsché** (déli gréng) concernant l'**évolution des maladies oncologiques** :

En France, un rapport sur l'évolution des maladies oncologiques depuis 1990 vient de mettre en évidence une hausse de 6 % de l'incidence chez l'homme et de 45 % chez la femme, abstraction faite de l'augmentation de la population et de son vieillissement. La mortalité a enregistré une baisse relative au cours de la même période.

En ce qui concerne la femme, les spécialistes préconisent que le cancer du poumon représentera à l'avenir de loin la première cause de mortalité par cancer, devant le cancer du sein. Une explication serait l'augmentation de la consommation de tabac chez les femmes depuis les années 1960. À tabagisme égal, le tabac est plus toxique pour les femmes, probablement en raison de facteurs hormonaux.

Les spécialistes français préconisent le dépistage organisé du cancer du poumon par moyen de scanner chez la population féminine à risque, définie comme les femmes âgées de 50 à 75 ans et ayant fumé plus de 25 ans. En France, cette mesure permettrait de sauver 7.500 vies par an puisqu'un cancer détecté à un stade précoce est guérissable dans plus de 80 % des cas.

Une autre évolution épinglée par le rapport est la hausse inquiétante des cas de tumeurs invasives du sein, dont le nombre aurait doublé depuis 1990, après une courte période de baisse au milieu des années 2000 attribuée au recul des prescriptions de traitements hormonaux de la ménopause.

Alors que l'incidence la plus élevée est retrouvée auprès de la population féminine de plus de 65 ans, de plus en plus de jeunes voire très jeunes femmes sont touchées. Certains oncologues français considèrent qu'il faut « limiter les traitements hormonaux, pilules contraceptives et perturbateurs endocriniens » qui peuvent fragiliser la glande mammaire et « identifier les polluants qui nous tuent, il y a clairement un effet de l'environnement et du mode de vie en général ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Les données disponibles permettent-elles de conclure que la population féminine du Luxembourg est sujette aux mêmes évolutions que celles décrites dans le rapport français ?

2) Monsieur le Ministre examinera-t-il la pertinence et la faisabilité d'un programme de dépistage précoce du cancer du poumon auprès de la population à risque ?

3) Monsieur le Ministre reconnaît-il l'utilité d'inclure dans les programmes d'éducation sexuelle et affective des contenus visant à sensibiliser les jeunes femmes aux risques des moyens de contraception hormonaux et d'améliorer parallèlement l'information par le médecin à l'attention de leurs patientes ?

Réponse (26.07.2019) de **M. Étienne Schneider**, Ministre de la Santé :

ad 1) Le registre national du cancer a été établi en 2013 et ne dispose donc pas d'un recul suffisant permettant d'affirmer que l'évolution de l'incidence et de la mortalité du cancer dans la population féminine du Luxembourg est sujette aux mêmes évolutions que celles de la population féminine française.

Cependant, la comparaison des données des causes de décès sur une période similaire provenant de différentes bases de données internationales¹⁺² montre des évolutions similaires au Luxembourg et en France pour les femmes

¹ European mortality database, European Health Information Gateway (OMS), 1990-2015

² Base de données d'Eurostat, 2001-2016

décédées par cancer³, par cancer du poumon⁴ et par cancer du sein⁵.

En outre, le registre morphologique du cancer du Laboratoire national de santé donne des informations intéressantes concernant l'incidence des cancers. Selon un rapport épidémiologique du cancer, actuellement en cours de préparation par le Luxembourg Institute of Health et l'Institut national du cancer, les conclusions suivantes peuvent en être tirées :

Pour le cancer du sein (chez la femme) :

Comme dans de nombreux pays développés, une augmentation du taux d'incidence du cancer du sein est observée chez la femme au Luxembourg, sur la période 1980-2015. Cette évolution n'est pas linéaire : une forte augmentation est observée jusqu'en 2004, suivie d'une relative stabilisation. Depuis 2011, le taux d'incidence semble de nouveau légèrement réaugmenter. Cette évolution est très similaire à celle observée en France⁶, alors que l'incidence reste stable en Belgique⁷ et diminue en Allemagne⁸.

Pour le cancer du poumon :

Depuis les années 80, des tendances opposées sont observées pour le cancer du poumon chez l'homme et chez la femme : une forte diminution du taux d'incidence est observée chez l'homme depuis 1985, alors qu'une augmentation est constatée chez la femme sur toute la période 1980-2015. Cette tendance est fortement influencée par l'évolution de la proportion de fumeurs dans la population. Des taux d'incidence et de mortalité en augmentation chez la femme sont observés dans la plupart des pays européens. Par contre, la diminution de l'incidence chez l'homme est plus ou moins marquée selon les pays.

ad 2) Les chiffres d'incidence et de mortalité par cancer en Europe montrent qu'aussi bien l'incidence que la mortalité du cancer du poumon chez les femmes est en augmentation constante, et dépassera probablement bientôt la mortalité par cancer du sein, bien que les mêmes chiffres soient en diminution chez l'homme⁹.

L'explication de cette évolution réside probablement dans l'augmentation de la consommation de tabac chez les femmes depuis les années 1960, décalée d'environ 30 ans par rapport aux hommes, ce qui aurait pour effet de décaler le pic de cancer du poumon chez des femmes de 30 ans également. En effet aux États-Unis, où les femmes ont arrêté le tabagisme plus tôt, l'incidence et la mortalité du cancer du poumon chez les femmes a connu une évolution moins défavorable¹⁰.

En ce qui concerne la mise en œuvre d'un programme de dépistage du cancer du poumon auprès de la population à risque, il existe en effet des données scientifiques montrant l'intérêt de tels programmes pour la population¹¹. Dans le cadre du 2^e Plan national cancer actuellement à l'étude au Ministère de la Santé, il est prévu de confier à un groupe de travail l'élaboration de recommandations relatives au dépistage du cancer du poumon dans la population à haut risque.

ad 3) Concernant le rôle des moyens de contraception hormonaux sur le risque de développer un cancer du sein, les études disponibles ne sont pas unanimes. S'il est vrai qu'une analyse initiale avait conclu à une légère augmentation du risque de cancer du sein chez les femmes jeunes sous contraception hormonale, une révision ultérieure n'a pas confirmé de surrisque du cancer du sein. Quoi qu'il en soit, les variations du risque de cancer chez les femmes sous contraception hormonale sont de faible amplitude, et peuvent montrer une majoration du risque ou, à l'inverse, une diminution du risque de cancer

³ CIM-10 (C00-D48) Tumeurs

⁴ CIM-10 (C33-C34) Tumeurs maligne de la trachée, des bronches et du poumon

⁵ CIM-10 (C50) Tumeurs maligne du sein

⁶ Defossez G, Le Guyader-Peyrou S, Uhry Z, Grosclaude P, Colonna M, Dantony E, et al. 2019. « Estimations nationales de l'incidence et de la mortalité par cancer en France métropolitaine entre 1990 et 2018. Volume 1 - Tumeurs solides ». Saint-Maurice : Santé Publique France p. 372

⁷ Belgian Cancer Registry. 2015. « Cancer burden in Belgium, 2004-2013 ». Brussels : Belgian Cancer Registry

⁸ Robert Koch Institute (ed.) and the Association of Population-based Cancer Registries in Germany (ed). 2018. « Cancer in Germany in 2013/2014. 11th edition ». Berlin : Robert Koch Institute

⁹ <http://ghdx.healthdata.org/gbd-results-tool>; <https://ourworldindata.org/cancer>

¹⁰ <http://healthhubs.net/cancer/early-onset-lung-cancer-prevalence-causes-and-survival/>

¹¹ <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/28577626>; <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/25369325>

(comme pour le cancer de l'endomètre ou de l'ovaire).

En l'absence de données concluantes, le Ministre de la Santé se rallie à l'Organisation de la santé pour souligner que ces évaluations de risque de cancer chez les femmes exposées aux contraceptifs oraux ne remettent pas en cause le rapport bénéfice-risque de l'utilisation des contraceptifs oraux.

En somme, le Ministre de la Santé reconnaît l'utilité d'une information factuelle sur les bénéfices et les risques des moyens de contraception hormonaux sur la santé, afin de soutenir les femmes dans leur prise de décision en la matière dans le respect de leurs préférences et de leurs habitudes de vie.

Question 0857 (03.07.2019) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** (DP) concernant l'**accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne** :

Après presque 20 ans de discussions et de négociations, l'Union européenne et les quatre pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) ont finalement conclu un accord commercial le 28 juin 2019. Tandis que l'industrie européenne, notamment celle de l'Allemagne, jubile, les agriculteurs européens ne sont guère enthousiastes, car ils craignent les importations massives de viande bovine, de poulets et de sucre sur un marché européen déjà très saturé. Il est un secret de polichinelle que l'économie des pays Mercosur n'est pas confrontée aux mêmes contraintes sociales, environnementales et concernant le respect du bien-être animal que celle des États membres de l'Union européenne.

Le 11 mai 2016, l'ancien Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs Fernand Etgen avait affirmé lors d'une question élargie sur le sujet que les ministres de 16 États membres avaient demandé à la Commission européenne de réaliser une étude d'impact de tous les accords commerciaux avec des pays tiers sur les différents secteurs de l'économie européenne, notamment l'agriculture. Les ministres compétents avaient également rappelé aux responsables de la Commission de prendre en compte la situation actuelle très difficile de l'agriculture européenne lors des négociations de l'accord UE-Mercosur.

Il appartient maintenant aux États membres d'approuver l'accord de libre-échange UE-Mercosur. Dans ce contexte, la porte-parole du Gouvernement français Sibeth Ndiaye a déclaré mardi que : « La France, pour l'instant, n'est pas prête à ratifier. » En effet, le Gouvernement français demande des garanties supplémentaires pour ses agricultures. De plus, le Ministre de la Transition écologique François de Rugy a assuré que l'accord ne serait ratifié que si le Brésil respecte ses engagements, notamment en matière de lutte contre la déforestation en Amazonie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Est-ce que l'étude d'impact réclamée par les ministres européens de l'Agriculture a été réalisée par la Commission européenne ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions ?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre sur l'accord UE-Mercosur conclu le 28 juin 2019 ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis de son prédécesseur que cet accord risque d'avoir des conséquences négatives pour l'agriculture luxembourgeoise ?

- Suite au refus de la France de ratifier l'accord dans l'immédiat, quelle est la position du Luxembourg concernant la ratification de l'accord ?

Réponse commune (24.07.2019) de **M. Romain Schneider**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, et de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

L'étude d'impact économique cumulée des futurs accords commerciaux sur l'agriculture de l'Union européenne évoquée par les honorables Députés a été réalisée à la demande d'un grand nombre d'États membres dont le Luxembourg. Présentée au mois de novembre 2016, cette étude, élaborée par le Centre com-

mun de recherche de la Commission, étudie le possible impact des accords de libre-échange déjà conclus mais pas encore mis en œuvre à l'époque, avec le Canada et le Vietnam, ainsi que l'impact des accords en cours de négociation (en 2016) avec les États-Unis, le Mercosur, le Japon, la Thaïlande, l'Indonésie et les Philippines. Les négociations prévues avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont également été intégrées dans l'étude.

Par ailleurs la « modernisation » des accords avec la Turquie et le Mexique a été prise en compte afin de donner une vue d'ensemble aussi complète que possible. L'étude travaille sur deux scénarios, une approche « conservatrice » avec moins de libéralisation des échanges et une approche « ambitieuse » avec un degré de libéralisation plus élevé de ceux-ci.

L'étude illustre le potentiel des produits agricoles de l'Union sur le marché mondial, notamment pour les produits laitiers, la viande porcine et les vins. Mais l'étude montre aussi la vulnérabilité de certains secteurs face à un accès aux marchés européens. Il s'agit plus particulièrement des secteurs de la viande bovine, du riz et, dans une moindre mesure, des secteurs de la volaille et du sucre. Lors de la réunion des Ministres de l'Agriculture du 15 juillet 2019, le Commissaire Phil Hogan a annoncé que les services de la Commission allaient commencer à travailler à une mise à jour de cette étude datant de fin 2016 afin de tenir compte notamment de l'accord avec le Mercosur du 28 juin 2019. Cette étude est attendue pour l'année prochaine.

S'agissant des négociations avec le Mercosur, l'accès des produits agricoles au marché européen a constitué dès le départ une priorité pour les pays du Mercosur. C'est pourquoi le Luxembourg, parmi d'autres, a demandé que les concessions accordées au Mercosur soient limitées et qu'une attention particulière soit donnée à la question du respect des normes européennes, phytosanitaires notamment. Par ailleurs, le Luxembourg a soutenu plusieurs initiatives appelant la Commission à mettre en place une enveloppe globale limitant les concessions agricoles pouvant être accordées dans le cadre des accords commerciaux de l'Union.

Au vu de l'importance du secteur de la viande de bœuf pour les économies du Mercosur, force est de constater que les concessions accordées sous la forme de contingents tarifaires restent limitées. Le Mercosur, qui exporte déjà près de 200.000 tonnes par an avec des droits de douane pouvant aller jusqu'à 45 %, se voit accordé un contingent de 99.000 tonnes de viande de bœuf avec un droit de 7,5 %. La mise en place de ce contingent se fera de manière progressive et il faudra cinq ans pour atteindre ce montant.

Selon la Commission, cette concession représente 1,2 % de la consommation totale de bœuf en Europe (huit millions de tonnes par an) et la mise en place progressive du contingent devrait permettre aux agriculteurs européens de s'adapter. En cas de menace, l'Union pourra activer une clause de sauvegarde bilatérale permettant de suspendre les conditions tarifaires préférentielles sur les quotas négociés. Par ailleurs, la Commission a promis de soutenir les agriculteurs européens à hauteur d'un milliard d'euros en cas de perturbations.

À l'occasion de la réunion des Ministres de l'Agriculture du 15 juillet 2019, le Ministre luxembourgeois de l'Agriculture a d'ores et déjà fait état de ses préoccupations et de ses inquiétudes sérieuses concernant l'impact potentiel sur l'agriculture de cet accord. Par ailleurs, le Luxembourg a annoncé que la question du respect des engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris sur le changement climatique serait primordiale.

Les textes négociés ont été publiés le 12 juillet et les tableaux concernant les droits de douane et leurs niveaux pour les différentes lignes tarifaires seront probablement disponibles dans les prochaines semaines.

Au cours des prochains mois, les autorités luxembourgeoises analyseront, entre autres, l'impact que les concessions faites auront pour l'agriculture luxembourgeoise et s'assureront que les mesures prises pour mitiger les effets de l'ouverture seront suffisantes. Il conviendra notamment de voir sous quelles conditions la clause de sauvegarde pourra être activée et dans quelle mesure les agriculteurs luxembourgeois pourront profiter de l'aide annoncée par la Commission. Par ailleurs, le Luxembourg

veillera à une mise en œuvre sans faille des contrôles, afin qu'aucun produit ne soit importé dans l'Union qui ne respecte pas les normes européennes.

Ce n'est sans doute que vers la deuxième moitié de 2020 que les gouvernements des États membres devront formellement prendre position en vue de la signature et de la conclusion de l'accord. Par la suite, le Parlement européen ainsi que les parlements nationaux et régionaux compétents en la matière seront appelés à se prononcer.

Question 0866 (05.07.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant l'accord nucléaire avec l'Iran :

L'Iran, jusqu'ici respectueux de l'accord nucléaire de 2015, vient d'annoncer en début de semaine d'avoir dépassé la limite imposée par ce même accord à ses réserves d'uranium faiblement enrichi.

L'Agence internationale de l'énergie atomique a confirmé ce dépassement.

Après la sortie des États-Unis de l'accord et les nouvelles sanctions américaines, Téhéran menace de reprendre l'enrichissement d'uranium à un taux plus élevé, si les autres États encore parties à l'accord (Allemagne, Chine, France, Grande-Bretagne et Russie) ne l'aident pas à contourner les sanctions américaines.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes quelle est sa position et comment l'Union européenne entend réagir face à cette nouvelle escalade.

Réponse (23.07.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

À l'instar de ses partenaires européens, le Luxembourg a exprimé ses regrets et sa préoccupation après la décision unilatérale des États-Unis du 8 mai 2018 de se retirer du Plan d'action global commun (« Joint Comprehensive Plan of Action », JCPOA), alors que ce plan a été approuvé par la résolution 2231 adoptée à l'unanimité le 20 juillet 2015 par le Conseil de sécurité des Nations Unies, et de réimposer des sanctions contre l'Iran, alors même que ce pays avait mis en œuvre ses engagements en vertu du JCPOA, comme l'a constaté l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au fil de ses rapports.

Le Luxembourg continue de soutenir les efforts des « E3 », c'est-à-dire de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni, ainsi que du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), qui œuvrent avec toutes les parties pour sauvegarder l'accord de 2015 afin qu'il continue d'atteindre ses objectifs en termes de non-prolifération et que la population iranienne puisse bénéficier des avantages économiques liés à sa mise en œuvre.

Le Luxembourg est préoccupé par le risque que le JCPOA se défasse sous la double pression des sanctions imposées par les États-Unis et de la décision de l'Iran de ne plus appliquer certaines dispositions de l'accord, notamment en stockant et en enrichissant de l'uranium au-delà des limites autorisées.

Alors que l'Union européenne continue de soutenir le JCPOA, la pérennité de cet engagement européen dépend du plein respect par l'Iran des engagements qu'il a pris au titre du Plan d'action. Avec les « E3 » et les autres États membres de l'UE, et comme cela a été rappelé lors du Conseil des affaires étrangères de l'UE le 15 juillet 2019, le Luxembourg exhorte l'Iran à revenir sur ses décisions récentes et rappelle que les questions liées au respect de l'accord doivent être traitées dans le cadre du Plan d'action global commun, notamment par le biais de la commission conjointe créée à cet effet.

Question 0872 (08.07.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant le transport d'animaux en dehors de l'Union européenne :

An der Chamberssëtzung vum 2. Juli 2019 hat ech dem Här Landwirtschaftsminister eng Rei Froe gestallt iwwert d'Déierentransporter tëscht Lëtzebuerg an Drëttstater ausserhalb vun der EU. A senger Äntwert huet hien drop verwisen, dass d'Regierung Déierentransporter zouléist, ënnert der Konditioun, dass d'Regele vun der europäescher Legislatioun agehale ginn.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Mat wéi enge legale Mëttele wëllt Lëtzebuerg Déierentransporter, déi Lëtzebuerg scho verlooss hunn, kontrolléieren? Wéi eng Garantien huet de Minister, dass d'Déiereschutzreglement 1/2005 an aneren Deeler vun der Europäescher Unioun mat der selwechter Rigueur agehale gëtt?

2. Kéint de Minister d'Unzuel vun Importer an Exporter tëscht Lëtzebuerg mat Länner ausserhalb vum europäesche Wirtschaftsraum (EEA) opléischen, déi säit 2013 duerchgefouert goufen?

3. A senger Äntwert an der Chamber hat de Landwirtschaftsminister vun 200 Ränner geschwat, déi an de Libanon exportéiert gi sinn. Aus wéi enge Grënn gouf dësen Export autoriséiert?

Réponse (12.07.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. De Carnet de route, dee bei Transporter iwwer aacht Stonne vum Organisateur muss erstallt an den Autoritéiten 48 Stonne virum Depart muss presentéiert ginn, gëtt am Virfeld op seng Konformitéit a seng Machbarkeet iwwerpréift. Ennerwee an op der Destinatioun gëtt de Carnet de route komplettéiert a muss bannent engem Mount an d'Autoritéit vum Lieu de départ zrëckgeschéckt ginn. Esou kann nodréiglech iwwerpréift ginn, ob den Transport esou ofgelaf ass, ewéi e geplangt war. D'europäescht Reglement N° 1/2005 ass an alle Memberstater applikabel, an all Memberstat ass fir d'Anhalen dovun responsabel a gëtt vun der Kommissioun kontrolléiert.

ad 2. Während där Period goufe vu Lëtzebuerg aus 564 Randbéischten an Albanien an an de Libanon exportéiert, grad wéi och ee Päerd an d'USA. Wat den direkten Import aus Drëttlänner op Lëtzebuerg betrëfft, gouf do keen enregistriert.

ad 3. Déi Déieren hunn de sanitäre Fuerderung vun de libaneseschen Autoritéiten entsprach, an de Carnet de route, deen den Organisateur presentéiert huet, huet de Bedingunge vum Reglement N° 1/2005 entsprach, esou dass et kee Grond gouf, deen Transport net ze certifiéieren.

Question 0891 (12.07.2019) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant le certificat de contrôle de la SNCT limité à 28 jours :

Si, lors du contrôle technique obligatoire d'un véhicule, une ou plusieurs déficiences ou non-conformités au Code de la route en vigueur sont détectées, le véhicule présenté est refusé. Dans ce cas, un certificat de contrôle d'une validité limitée à 28 jours est remis au détenteur/propriétaire du véhicule qui doit remédier au(x) problème(s) constaté(s) dans les plus brefs délais. Durant cette période, le véhicule n'est couvert par le certificat en question que pour des trajets précisément définis, notamment entre le domicile du détenteur/propriétaire, le lieu de réparation et le centre de contrôle le plus proche. Le délai de 28 jours dépassé, un contrôle technique complet devra être exécuté sur le véhicule concerné. Aussi, pour un recontrôle, la prise d'un rendez-vous est indispensable depuis peu alors qu'auparavant, l'on pouvait se présenter sans rendez-vous.

Or, il me revient que dans certains cas, il serait impossible de prendre rendez-vous à la SNCT pour un recontrôle endéans les 28 jours prévus. Ainsi, j'ai pu vérifier sur le site snct.lu que par exemple pour une voiture refusée au contrôle technique sur le site de Sandweiler en date du 11 juillet 2019, le premier rendez-vous disponible pour un recontrôle était le 13 août 2019 (14.00 heures), donc 33 (!) jours après le refus. D'après la réglementation en vigueur, le détenteur/propriétaire devrait repasser un contrôle complet (payant bien sûr) sans pour autant être à l'origine des délais exagérément longs.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la problématique que dans certains cas, après un refus au contrôle technique de la SNCT, il s'avère impossible de fixer un rendez-vous pour un recontrôle endéans la période légale de 28 jours ?

- La période légale pour se représenter au recontrôle étant de 28 jours, quelles sont les conséquences pour un détenteur/propriétaire de véhicule n'ayant réussi à décrocher un rendez-vous avant ce délai ?

- Quelles sont les causes à l'origine de ce problème ?

- Existe-t-il des statistiques sur le nombre de personnes concernées par cette problématique ? Depuis quand cette problématique existe-t-elle ?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il afin de remédier à cette situation ?

- Comment, depuis l'introduction de mesures organisationnelles en relation avec les modalités pratiques du contrôle technique depuis 2012 et depuis l'entrée en vigueur de la loi du 26 janvier 2016, le nombre et les délais de rendez-vous ainsi que les temps de passage au contrôle et au recontrôle ont-ils évolué ? Du moins à vue d'œil, les files d'attente devant notamment le contrôle technique d'Esch-sur-Alzette ne semblent pas désemplir.

- Quel est, depuis l'extension en avril 2013 du principe de contrôle auprès des garages conventionnés également pour les véhicules légers, le nombre de véhicules légers contrôlés auprès d'un garage conventionné ?

- Quels sont les délais pour les rendez-vous auprès de ces garages par rapport aux délais de la SNCT ?

- Est-ce que les problèmes de prises de rendez-vous décrits ci-dessus se limitent à la SNCT ?

Réponse (26.07.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

En effet, conformément au paragraphe 1^{er} de l'article 4bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, les véhicules routiers soumis à l'immatriculation au Luxembourg font l'objet d'un contrôle technique périodique, dont la périodicité est arrêtée à l'alinéa 4 de ce même paragraphe, destiné à vérifier leur sécurité technique ainsi que leur conformité réglementaire sur le plan technique et environnemental. Ce contrôle donne finalement lieu à la délivrance par l'organisme de contrôle technique qui a effectué le contrôle d'un certificat de contrôle technique.

Si lors d'un passage au contrôle technique une déficiences ou non-conformité majeure est constatée, un certificat de contrôle technique avec une validité de quatre semaines (28 jours) est établi. Ce certificat permet la mise en circulation du véhicule routier sur la voie publique au Luxembourg :

a) entre le lieu de contrôle et le lieu où le véhicule sera immobilisé, réparé, mis en conformité ou détruit ;

b) entre le lieu de contrôle et le siège social ou la résidence normale du propriétaire ou détenteur du véhicule ;

c) entre le siège social ou la résidence normale du propriétaire ou détenteur du véhicule et le lieu où le véhicule sera immobilisé, réparé, mis en conformité ou détruit.

Après la mise en conformité du véhicule rejeté, le véhicule est de nouveau utilisable pendant la durée de validité inscrite sur le certificat de contrôle technique. Si un contrôle technique complémentaire est effectué au cours des quatre semaines de validité du certificat, le contrôle technique se porte, conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 sur le contrôle technique des véhicules routiers, essentiellement sur les déficiences et non-conformités constatées lors du contrôle périodique initial. Si lors de ce recontrôle obligatoire aucune non-conformité n'est constatée, un certificat de contrôle technique sera émis avec une validité conforme à l'article 4bis de la loi précitée du 14 février 1955. Cependant, si le véhicule n'est pas présenté dans le délai de 28 jours, le véhicule ne peut plus être utilisé sur les voies publiques. Uniquement après réparation du véhicule et présentation du véhicule à un organisme de contrôle technique, un certificat de contrôle technique sera établi pour le véhicule après avoir réalisé un contrôle technique complet. Il y a cependant lieu de relever que conformément au paragraphe 2 de la loi précitée du 14 février 1955, la durée de validité des certificats de contrôle technique est calculée à partir du jour du contrôle technique. Il en découle que si un véhicule est uniquement présenté après l'échéance d'un certificat de contrôle technique, aucune perte de périodicité n'aura lieu.

De façon globale, le contrôle technique au Luxembourg est fortement assujéti à des fluctuations d'immatriculation des véhicules. En effet, un grand nombre de véhicules est immatriculé pendant et après le festival automobile. Ces véhicules doivent être présentés conformément à l'ancienne réglementation 3,5 ans et conformément à la nouvelle réglementation quatre ans après la première immatriculation au contrôle technique, ce qui engendre pour certains mois une augmentation non négligeable de prises de rendez-vous à traiter par les organismes de contrôle technique.

En outre, il y a lieu d'indiquer que le nombre de véhicules immatriculés au Luxembourg ne cesse d'augmenter. Depuis 2009 une croissance de presque 22 % a pu être observée. Pour les dernières années cette croissance a stagné aux alentours de 3 %. Toutefois, entre 2009 et 2015 les véhicules de plus de dix ans ont connu une hausse de 15 %. En contrepartie les véhicules de moins de deux ans ont subi une décroissance de 18 % dans ce même laps de temps. Entre les années 2017 et 2019 les véhicules de moins de deux ans ont stagné cependant les véhicules de plus de dix ans ont subi une croissance de 2 %. Cette tendance semble être également reflétée dans la croissance du nombre de véhicules (M1) d'occasion immatriculés par rapport aux véhicules (M1) neufs en 2018. En effet, une augmentation de 7 % en faveur des véhicules d'occasion a été constatée. De ce qui précède, il découle que le nombre de véhicules qui doit être soumis à un contrôle technique obligatoire ne cesse d'augmenter.

Dans l'objectif de faire face à cette tendance et suite à une refonte du cadre réglementaire européen en 2014, une réforme du contrôle technique a été introduite en 2016. Avec cette réforme, plusieurs allègements ont été introduits dans le cadre légal relatif au contrôle technique, pour parer à la congestion des stations de contrôle technique et pour rapprocher la fréquence des contrôles nationaux des dispositions européennes. Dans ce contexte, le contrôle de conformité qui a eu lieu au moment de l'immatriculation d'un véhicule neuf a été également aboli. En plus, le cadre légal a été adapté en vue de l'ouverture du contrôle technique automobile à la concurrence. D'un autre côté, avec la transposition de la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la directive 2009/40/CE, un catalogue de points de contrôle beaucoup plus détaillé a été introduit.

Avec l'introduction du nouveau catalogue de points de contrôle, une augmentation des temps de passages a pu être observée, ce qui engendre forcément une diminution du nombre des véhicules contrôlables par heure. D'un autre côté, l'ouverture du marché est un processus qui ne permet pas d'avoir un effet immédiat sur les délais des rendez-vous, car ces organismes nouveaux de contrôle technique viennent de se lancer ou vont se lancer prochainement sur le marché.

Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner qu'avec l'ouverture du marché, une formation de base et une formation continue annuelle pour les inspecteurs a été introduite afin de garantir un niveau de qualification des inspecteurs adéquat et harmonisé pour l'ensemble des inspecteurs embauchés auprès des organismes de contrôle technique agréés. Dans l'objectif de rendre la formation de base plus efficace, des adaptations sont planifiées qui permettraient aux organismes de contrôle technique de pouvoir recourir plus vite aux services de leurs inspecteurs de contrôle technique inscrits aux formations de base.

Néanmoins, la prise de rendez-vous pour un contrôle technique périodique initial n'est pas forcément soumise aux mêmes règles que la prise de rendez-vous pour un recontrôle, ce qui a comme conséquence que les délais pour un rendez-vous initial peuvent varier des délais de rendez-vous pour un recontrôle. Ceci dépend notamment du système de rendez-vous appliqué par les organismes de contrôle technique. Dans ce contexte, il est à relever que mes services compétents ont été au courant du fait qu'il persiste en ce moment un pic de fréquentation des organismes de contrôle technique. Néanmoins, la problématique en relation avec les recontrôles n'a pas été connue, tandis que cette problématique s'est manifestée uniquement très récemment auprès de la Société nationale de contrôle technique (SNCT). En outre la SNCT a également réagi de manière active à l'apparition de ce genre de problématique en adaptant les disponibilités au plus grand nombre de ses clients afin qu'il puisse se voir proposer une solution acceptable.

Partant, des statistiques renseignant sur cette problématique ne sont pas enregistrées auprès de la SNCT. L'entreprise s'adapte en permanence aux besoins de ses clients afin de limiter au minimum l'occurrence d'un manque de disponibilité dans le temps. Ces adaptations de la SNCT auront cours jusqu'à l'augmentation significative et effective des capacités de production et jusqu'à diminution du pic de fréquentation et de sollicitation de rendez-vous.

Finalement, en ce qui concerne les contrôles techniques qui sont réalisés auprès des garages conventionnés, il y a lieu de renvoyer au paragraphe 7 de l'article 4ter de la loi précitée du 14 février 1955. En effet, les organismes de

contrôle technique mettent à disposition des inspecteurs à un tiers, qui met à disposition aux organismes des installations et équipements permettant d'effectuer des contrôles techniques. Cette approche ne contribue ainsi pas à une réduction de la charge pour les organismes de contrôle technique agréés, mais permet aux propriétaires des véhicules de faire contrôler leurs véhicules auprès de leurs garagistes connus. Le ratio actuel des contrôles techniques réalisés auprès des garages partenaires des organismes de contrôle technique est d'environ 10 % du parc automobile complet contrôlé.

De ce qui précède, il devient évident que l'ensemble des organismes de contrôle technique est concerné par la problématique des pics de fréquentations saisonnières. Cependant, l'apparition des situations tendues au niveau des prises de rendez-vous devrait diminuer continuellement avec les mesures entreprises au cours des dernières années.

Question 0895 (12.07.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la rupture de stock du cannabis médical :

Wéi eis vun Dokteren an Apdikter zougedroeg gouf, gëtt et am Moment eng Uweisung vum Ministère, fir keng nei Schmäerzpatientie fir eng Cannabistherapie zuzeloosse wéinst enger Rupture de stock beim Fournisseur vu medezineschem Cannabis. Och fir Patienten, déi sech aktuell schon enger Therapie ënnerzëien, kéint et an nächster Zäit schwéier ginn, fir d'Medikatioun fortzusetzen, well de Stock an den nationale Spidolsapdikten eisen Informatiounen no an den nächste Woche wäert opgebraucht ginn an nei Liwwerunge fréistens am September ze erwaarde sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Gesondheitsminister dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dës Informatiounen confirmeren?
2. Wat sinn d'Grënn fir den aktuelle Liwwerenkpass?
3. Wéi vill Patientie ginn aktuell mat medezineschem Cannabis behandelt?
4. Wéi eng Alternative ginn dës Patientie am Fall vun enger Rupture de stock proposéiert?
5. Wéi eng Pläng huet de Minister, fir esou Liwwerenkpass an Zukunft ze evitéieren an all Patient eng Kontinuitéit a senger Behandlung garantéieren ze kënnen?

Réponse (24.07.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :

D'Direktioun vun der Santé huet effektiv eng Recommendatioun un d'Dokteren erausginn, fir kuerzzeiteg déi Patientie, déi schon en Traitement mat medezineschem Cannabis ugefaang hunn an dorop och gutt reagéieren, ze prioriséieren. Doduerch soll verhënnert ginn, dass dës Patientie hiren Traitement eventuell ongewollt missten ënnerbriechen. Donieft gouf recommendéiert, deene Patientie, déi op den Dag vum 9. Juli 2019 nach keen Traitement mat medezineschem Cannabis ugefaang hunn, einstweile kee medezinesche Cannabis ze verschreiwen, bis dass de Stock sech erëm normaliséiert huet.

Dës Informatiounen kruten all d'Dokteren, déi autoriséiert sinn, fir medezinesche Cannabis ze verschreiwen, grad ewéi d'Spidolsapdikten, den 9. Juli 2019 matgedeelt.

De Grond vun dëser Recommendatioun läit an engem zäitweilige Liwwerenkpass, deen duerch folgend Emstänn bedéngt ass:

Vu datt d'Gesetz iwwer de Cannabis fir de medezinesche Gebrauch eréischt viru Kuerzem hei zu Lëtzebuerg agefouert gouf, konnten d'Estimatiounen iwwer déi méiglech Zuel vu Patientie, déi vun dëser Behandlung géife Gebrauch maachen, an iwwer d'Quantitéit vu Cannabisbléien (sommittés fleuries), déi an der Moyenne pro Patient konsuméiert ginn, net op historeschen Donnéeën fousse.

D'Estimatiounen goufen deemno opgrond vun den Donnéeën, déi an eisen Nopeschlänner (virun allem an Däitschland) dokumentéiert goufen, extrapoléiert. Dobäi gouf och considéréiert, dass hei zu Lëtzebuerg d'Consumatioun kéint méi héich sinn, soudass vun Ufank un, fir d'Budgetiséierung an de Volume vun Approvisionnement vu medezineschem Cannabis hei am Land, d'Extrapolatioun méi héich ugesat ginn ass.

Allerdéngs goufen och dës méi héich Estimatiounen depasséiert, souwuel wat d'Zuel vun de Patientie ubelaangt wéi och d'Duerchschnittsdosis vu Cannabisbléie pro Patient.

Eng Analys vun de Verschreiwunge vu medezineschem Cannabis, déi duergedroeg

gouf, fir ze verstoen, firwat mir dës Depassement hunn, weist, dass et engersäits grouss Ennerscheeder gëtt tëscht de Verschreiwunge pro Dokter an andersäits eng grouss Diversitéit vu Krankheeten, déi eng Verschreiwung motivéieren.

De Ministère rappeléiert, dass d'Indikatiounen fir medezinesche Cannabis folgend sinn:

- Schwéier Krankheeten an engem fortgeschritten Stadium oder am Ennstadium, begleet duerch chronesch Péng;

- Kriibskrankheeten, déi mat enger Chimiotherapie behandelt ginn, déi lwwelzegheet an Erbrüche mat sech bréngt;

- Multiple Skleros mat enger symptomatescher muskulärer Spasticitéit.

Dës Indikatiounen sinn och am groussherzogleche Reglement vum 21. August 2018, dat duerch d'Reglement vum 10. Oktober 2018 modifiéiert gouf, definéiert. Dësen Text leet d'Veerschreiwungsmodalitéit fir Cannabis zu medezineschen Zwecker an den Accès dozou fest.

Dozou kënn, dass Cannabis zu de Rauschgiftmëttel zielt, wat mat sech bréngt, dass de Gesondheitsministère Importatiounsquotae muss respektéieren, déi vun den internationale Kontrollautoritéit vu Stupefiante predefinéiert sinn. Déi bestallte Quantitéit kënnen deemno net vun engem Dag op deen aneren an d'Luucht gesat ginn. D'Santé schafft awer drun, fir hei esou séier wéi méiglech Léisungen ze fannen an den nationale Stock op engem adequaten Niveau ze assuréieren, fir esou all Demandé geméiss den Dispositiounen vum RGG gerecht ze ginn.

Zënter Februar a bis de 15. Juli goufen 21 kg Cannabisbléie verschriwwen.

Zënter Februar a bis den 30. Juni kruten 270 Patientie eng éischt Behandlung mat medezineschem Cannabis.

Et ginn Alternativen zu medezineschem Cannabis. Fir jiddereng vun den dräi Indikatiounen kann den Dokter op eng ganz Rei vu Medikamenter zréckgräifen, déi sech ebenfalls als wiersam averéiert hunn.

Fir Liwwerenkpass ze evitéieren, gëtt momentan duerch en Appel d'offre e Fournisseur fir de Resch vum der Pilotphas (31. Dezember 2020) festgeluecht. An deem Kader gi regelméisseg Liwwerunge virgesinn, fir den Approvisionnement ze garantéieren.

Question 0901 (16.07.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant le Répertoire analytique du droit luxembourgeois :

De Répertoire analytique du droit luxembourgeois (RADL) war en Onlinerepertoire, deen d'Gesamtheit vun de lëtzebuergesche Gesetze a Reglementen enthalen huet an dës op Wonsch och no Matière sortéiert oder op Basis vu Stéchwierder duersicht huet. Aktuell ass dës RADL fir de Public awer net méi iwwer Internet accessibel.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministère fir Digitalisatioun a Justiz dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Regierung vir, deemnächst eng nei Versioun vum RADL opstellen, déi de Bierger dann erëm zur Verfügung stoe wäert?

2. Falls net: Gesäit d'Regierung vir, deemnächst en neien Onlinerepertoire auszeschaffen, fir de RADL ze ersetzen?

3. Wéi wëllt d'Regierung de Bierger et während der Iwwergangszäit, dat heescht an där Zäit bis en wéi de RADL erëm online ass, erméiglechen, en iwwersichtlechen Accès op déi lëtzebuergesch Gesetzgebung ze hunn?

Réponse (25.07.2019) de M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement :

Am Februar 2017 gouf op legilux.public.lu per Matdeelung drop higewisen, datt de Répertoire analytique du droit luxembourgeois (RADL), de bis zu deem Zäitpunkt als PDF-Versioun existéiert huet, duerch eng Recherche thématique géif ersat ginn.

Dës Choix war duerch motivéiert, dass eng PDF-Versioun ëmmer nëmme den Istzoustand zu engem gewëssenen Zäitpunkt reflektéieren kann an dass d'Informatiounen aus dem RADL dowéinst souzesoen, ni aktuell waren.

D'Recherche op legilux.lu erlaabt, déiselwecht Informatiounen ze affichéieren, dat heescht, den Droit positif (Legislatioun, déi a Kraaft ass) no Ministère an/oder no der Matière sortéiert. Mä am Géigesaz zu der PDF-Versioun sinn hei d'Donnéeën ëmmer aktuell.

Ausserdeem ass et méiglech, d'Recherchë ganz un déi perséinlech Interessien unzepassen an esou méi cibléiert kënnen ze sichen.

Den Outil „My LegiBox“ erlaabt et esouguer, fir eng Alert per Mail ze kréien, wann eng nei Publikatioun zu engem ausgewielten Thema oder Auteur (Ministère) publizéiert gëtt.

Aus den uewe genannte Grënn envisagéiert d'Regierung net, een neien Onlinerepertoire auszeschaffen.

Et ass och interessant ervirzestrichen, dass de Service central de législation eng Enquête gemaach huet, fir ze kucken, wéi d'Benutzerfrëndlechkeet vu Legilux nach ka verbessert ginn a méi speziell och d'Recherche ka méi performant gemaach ginn. Bei dëser Enquête hunn eng 300 Leit matgemaach. Aktuell schafft de Service central de législation drun, fir d'Resultater vun dëser Enquête ëmzesetzen.

Question 0908 (17.07.2019) de Mme Djuna Bernard (déi gréng) concernant les alternatives à la rétention :

Le programme gouvernemental prévoit « de remplacer la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg (SHUK), de nature temporaire, par une nouvelle structure semi-ouverte permanente, pour servir d'alternative au Centre de rétention, qui devrait tenir compte des besoins de différents groupes de personnes ».

En réponse à la question parlementaire n° 3401 du 26 octobre 2017, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ont confirmé que « des réflexions sur le long terme sont en cours pour la réalisation d'une maison de retour ». En mai 2017, une visite d'étude luxembourgeoise d'un centre alternatif avait été effectuée aux Pays-Bas.

Le Programme européen pour l'intégration et la migration, cocréé entre autres par la Fondation Roi Baudouin, soutient des projets pilotes d'alternatives à la rétention des migrants en Europe. Ces projets, gérés par des organisations de la société civile en Bulgarie, à Chypre et en Pologne, se basent sur une gestion plus individualisée et holistique des cas, ce qui encouragerait confiance, engagement et collaboration avec le système.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Dans quelle mesure les projets pilotes d'alternative à la rétention retiennent-ils l'attention de la Direction de l'immigration ? Est-ce que des projets pilotes similaires pourraient être mis en œuvre au Luxembourg ?

2) Quel est l'état de réflexion respectivement des préparatifs pour donner corps au volet de l'accord de coalition visant à remplacer la SHUK par une nouvelle structure semi-ouverte permanente ?

Réponse (26.07.2019) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

ad 1) La Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes et l'administration du Centre de rétention explorent les possibilités pour mettre en œuvre les objectifs fixés par le programme gouvernemental en matière de rétention et en matière d'alternatives à la rétention. Dans ce contexte, différents concepts sont étudiés. Des projets pilotes réalisés dans d'autres États membres, comme celui auquel est fait référence dans cette question parlementaire, peuvent dans ce contexte fournir des indications utiles. La réalisation d'un tel projet pilote au Luxembourg pourrait être étudiée une fois que la question des infrastructures sera clarifiée.

ad 2) Le programme gouvernemental prévoit en effet que « des efforts seront entrepris pour proposer des alternatives au placement en rétention. Ainsi, il est prévu de remplacer la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg, de nature temporaire, par une nouvelle structure semi-ouverte permanente, pour servir d'alternative au Centre de rétention, qui devrait tenir compte des besoins de différents groupes de personnes. » La réalisation d'une nouvelle structure nécessite la disponibilité soit d'un terrain adéquat, soit d'une structure aménageable en fonction des besoins. Au stade actuel, la mise à disposition d'une telle surface est en train d'être étudiée par tous les acteurs étatiques et communaux impliqués.